

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
BOURSES DU TRAVAIL
ET LA
CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 17 Janvier 1910, à 1 heure 1/2

PAR

CHARLES FRANCK

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. GIDE, professeur

*Suffragants : { MM. ALGLAVE, professeur
JAY, professeur*

PARIS (v°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1910

LES
BOURSES DU TRAVAIL
ET LA
CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DU TRAVAIL

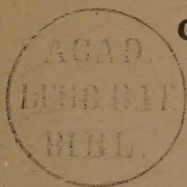
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 17 Janvier 1910, à 1 heure 1/2

PAR

CHARLES FRANCK

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. GIDE, professeur

*Suffragants : { MM. ALGLAVE, professeur
JAY, professeur*

PARIS (v°)
V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

—
1910

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES BOURSES DU TRAVAIL

ET LA

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

INTRODUCTION

Le 21 mars 1776, sur l'initiative de Turgot, fut signé un décret, portant suppression des Jurandes.

L'exposé des motifs de cet arrêt est fort intéressant. Il y est dit qu'il est fâcheux de porter atteinte au droit que tout homme a de travailler et de réduire ainsi à la misère ceux qui n'ont que leur travail pour vivre. Or refuser à quelqu'un le droit d'exercer une industrie, s'il n'est pourvu de la maîtrise, est une atteinte portée à ce droit au travail.

L'organisation des Jurandes a institué un véritable monopole à leur profit. Il n'est pas permis de choisir les ouvriers qu'on voudrait employer, et l'obligation de faire exécuter des travaux par ces corporations, entraîne des lenteurs, des exactions, que favorise ce régime arbitraire.

La source du mal vient de la facilité qu'on accorda aux artisans d'un même métier de se réunir en corporation. Tout individu, qui n'était pas membre d'une corporation, ne pouvait exercer un métier. Le nombre des maîtres fut

restreint le plus possible, et ce grade fut rendu presque inaccessible pour tout autre que les enfants des maîtres.

L'édit de 1776 abrogea ces institutions, qui ne permettaient pas à l'indigent de vivre de son travail, et qui, par leur monopole, faisaient hausser les prix des denrées de première nécessité.

Cette suppression des corporations fut éphémère, et, avant la fin même de l'année 1776, l'organisation corporative était rétablie, quoique toutefois modifiée.

L'Assemblée constituante, par la loi du 17 mars 1791, prononça l'abolition définitive du régime des corporations. Chaque citoyen, désormais, devient libre d'exercer telle profession ou métier qui lui convenait. Les corps de métiers étaient supprimés ; c'est la consécration du principe de la liberté du travail.

La Constituante ayant proclamé la liberté générale d'association, par le décret du 20 août 1790, les corporations dissoutes essayèrent de se reformer à l'abri de ce texte. A Paris, les ouvriers de plusieurs métiers se coalisèrent, pour essayer d'établir des tarifs communs. Les ouvriers charpentiers parisiens formèrent entre eux une association, l'« Union fraternelle des ouvriers en l'art de la charpente » ; ils arrêtèrent un règlement des conditions du travail et voulurent l'imposer à leurs patrons. Ce mouvement se répandit rapidement à toutes les professions de Paris, et les patrons se plaignirent à la Constituante que 80 000 ouvriers de Paris se coalisaient, pour les obliger à accepter des conditions de travail trop onéreuses. C'était un danger pour l'industrie ; le gouvernement intervient, et l'assemblée vota la loi du 14-17 juin 1791, qui fut appelée loi Le Chapelier, du nom de son rapporteur.

La loi Le Chapellier interdit toute coalition et toute association entre gens de même profession ou métier.

Le rapport annexé au projet de loi insistait sur ce fait que des assemblées d'arts et de métiers, dans lesquelles il était nommé des présidents, des secrétaires, des syndics etc., avaient été formées sur toute l'étendue du royaume, et que ces diverses assemblées correspondaient entre elles. Leur but était de forcer les entrepreneurs de travaux à augmenter les salaires, d'obliger les ouvriers à se soumettre à ces conditions du travail, sans leur laisser le droit de faire avec leurs patrons des conventions particulières. Pour faire exécuter ces règlements on employait même « la violence », et « on force les ouvriers de quitter leurs boutiques, lors même qu'ils sont contents du salaire qu'ils reçoivent. » Aussi la loi Le Chapellier, sans supprimer la liberté générale d'association, fait-elle une exception au droit commun contre les associations et coalitions professionnelles.

Ce n'était pas là, quoiqu'on l'ait prétendu souvent, une loi d'exception, inspirée et provoquée par les circonstances, faite pour empêcher les ouvriers de troubler la paix à ce moment, dans la capitale. Sa portée est beaucoup plus large : c'est un principe qu'elle établit. Les termes mêmes du rapport le montrent clairement.

Cette loi repose sur le principe individualiste. C'est par des conventions librement discutées et librement consenties, d'individu à individu, que doivent être réglées les conditions générales du travail. Une fois une convention établie, c'est à l'ouvrier et à l'employeur d'en maintenir les termes et d'en faire exécuter les modalités. La révolution avait battu en brèche, sous l'influence de la philosophie essentiellement individualiste et hostile à toute organisation sociale, la réglementation étatiste de l'industrie. Le principe

que le libre jeu des lois naturelles ne doit pas être entravé par le pouvoir donna naissance à la loi du 17 mars 1791.

Mais là ne s'arrêtait pas la théorie individualiste qui présidait à l'élaboration des lois révolutionnaires.

Le contrat de travail doit être libre, et cela a deux points de vue distincts. D'une part, la loi doit ignorer l'existence de ce contrat et se désintéresser de ce qu'il contient ; d'autre part, ce contrat doit se former sans être influencé par aucune règle antérieurement établie par l'Etat, on doit proscrire toute condition arrêtée d'avance, tant entre les patrons qu'entre les ouvriers, car les conditions du travail ne doivent être que l'expression pure et simple de la volonté des parties en présence. L'association entre gens de même métier, leur entente au sujet de leurs intérêts communs, fausseraient le libre jeu des lois naturelles, et c'est à quoi la loi Le Chapellier s'oppose. On a dit avec raison que cette loi créait le régime du tête-à-tête forcé. Rien ne devait s'interposer entre ces deux personnes discutant de leurs intérêts : le patron et l'ouvrier.

Telle est la portée de cette loi, une des plus importantes qui furent faites en matière sociale, car elle est la seule qui pose, sans restriction, un principe.

Pendant la majeure partie du xix^{me} siècle, le législateur français est resté fidèle aux principes qui inspirèrent la Constituante. Le législateur de 1849 estime qu'aucune influence extérieure ne doit venir modifier la loi économique de l'offre et de la demande. Deux éléments doivent déterminer le prix de toute chose, y compris le travail : la proportion entre les offres et les demandes, et la concurrence, d'une part, entre ceux qui font les offres, et, d'autre part, entre ceux qui font les demandes. Lorsqu'aucun autre élément n'intervient dans la discussion du taux des salaires, les prix

s'établissent d'une manière juste et loyale ; dans le cas contraire, les prix deviennent factices. Or toute association et coalition entre ouvriers ou entre patrons, sont contraires à la liberté du travail, car elles ont pour but de fausser les deux lois de l'offre et de la demande, et de la concurrence, et à ce titre elles ne sauraient être tolérées.

L'interdiction prononcée contre les coalitions, par la loi Le Chapellier, était aggravée par le Code Pénal, dans les articles 414, 415 et 416. Ces articles frappaient les coalitions d'ouvriers et de patrons.

La loi du 25 mai 1864 abroge ces textes, et les remplace dans leurs numéros par des textes nouveaux qui diffèrent notablement des anciens, qui punissaient la coalition elle-même. Les nouveaux textes ne punissent plus que les atteintes plus ou moins graves portées à la liberté du travail, les violences, les menaces, les manœuvres frauduleuses, destinées à agir sur la volonté des ouvriers et sur celle des patrons. Mais ni la liberté de réunion, ni la liberté d'association n'étaient reconnues à cette époque. Les coalisés risquaient toujours de tomber sous le coup des pénalités de la loi Le Chapellier ou de l'article 291 du Code Pénal, interdisant les associations de plus de vingt personnes.

La loi du 25 mai 1864 était le résultat des idées émises et propagées à cette époque. Les parquets qui au début du XIX^{me} siècle poursuivaient sans hésitation les coalitions, les tolérèrent peu à peu : les poursuites devinrent moins nombreuses, les jugements moins sévères. Ce sont ces raisons qui amenèrent le gouvernement et le législateur à élaborer cette nouvelle loi.

Malgré la loi Le Chapellier et le Code Pénal, il existait en France, avant 1864, de nombreuses associations professionnelles. Dès le Premier empire, des associations pro-

fessionnelles patronales, spécialement dans l'industrie du bâtiment apparaissent. Elles sont favorisées par l'administration qui homologue les statuts de la chambre syndicale patronale des charpentiers, créée en 1808, et en 1810 ceux de la chambre syndicale des patrons maçons. Ces associations se fédéralisèrent vite ; en 1848, le groupe de la Sainte-Chapelle comprend 11 chambres syndicales distinctes de l'industrie du bâtiment. A la veille de la loi de 1884, il y avait 110 chambres syndicales patronales à Paris, et de 120 à 150 en province. Mais ces chambres syndicales patronales ne se mêlèrent guère aux luttes entre le capital et le travail ; elles bornaient leur action à des services de mutualité.

Les associations professionnelles ouvrières étaient poursuivies par le gouvernement, sauf dans les premières années qui suivirent 1848. Malgré cela elles se répandaient, en se déguisant sous forme de compagnonnages, de sociétés de secours mutuels, ou de crédit mutuel. En 1867 on toléra les associations ouvrières de lutte et de résistance, dont le but était d'influer sur les conditions du travail.

A l'occasion des expositions de Londres de 1851 et de 1862 et de Paris de 1867, on institua des délégations ouvrières chargées de les visiter. A leur retour, ces délégations formèrent comme un petit parlement ouvrier, où l'on discutait de toutes les questions intéressant le monde ouvrier, et tout particulièrement de celle de l'organisation syndicale. Ces délégations obtinrent du gouvernement impérial une tolérance officielle des chambres syndicales ouvrières, aussi celles-ci se multiplièrent-elles rapidement. Le mouvement syndical se trouva arrêté pour quelques temps à la suite des événements de la Commune.

Les expositions de Vienne de 1873 et de Philadelphie de

1876 donnèrent lieu à l'organisation de nouvelles délégations ouvrières qui créent un mouvement d'opinion en faveur des syndicats ouvriers.

Le premier projet de loi sur les syndicats est dû à M. Lockroy, il date de 1876 ; il n'aboutit pas, car il souleva à la fois l'opposition des patrons et des ouvriers.

Le 22 novembre 1880, un nouveau projet fut déposé par le gouvernement, il devint la loi du 21 mars 1884.

Le contraste est singulier entre la situation établie par la loi Le Chapellier en 1791 et celle qui résulte de la loi de 1884.

En 1791, le droit commun autorisait les associations de citoyens, mais une exception était faite au préjudice des associations professionnelles, qui étaient défendues. En 1884, au contraire, le législateur estime qu'il y a lieu de prohiber les associations, mais il fait à ce principe une exception en faveur des syndicats professionnels. Cette situation existera jusqu'à la loi de 1901 qui proclamera le principe général de la liberté d'association, sauf certaines exceptions.

La coexistence de ces deux lois entraîne une difficulté. La loi de 1884 ne reconnaît qu'une seule sorte de syndicat, ne pouvant fonctionner qu'à la condition de remplir certaines formalités ; elle donne à ces syndicats une personnalité civile assez étendue ; et tout syndicat qui ne remplit pas les conditions imposées par cette loi tombe sous le coup de dispositions pénales, inscrites dans l'article 9.

La loi de 1901, au contraire, reconnaît toutes les associations, et les divise en trois groupes.

La question qui se pose est de savoir si des gens de même métier, pouvant former un syndicat en vertu de la loi de 1884, peuvent invoquer, s'ils le préfèrent, la loi

de 1901, et ainsi échapper aux formalités et déclarations exigées par la loi de 1884.

M. Berthélemy soutient que toutes les associations professionnelles doivent nécessairement se soumettre au régime de la loi de 1884, et ne peuvent bénéficier de la loi de 1901 (1).

Au contraire, d'autres personnes font valoir, que la loi de 1901, ayant un caractère général, tous les citoyens peuvent l'invoquer, et toutes les associations, déclarées ou non, sont légales, dès lors qu'elle n'ont pas un but illicite. Si la loi de 1884 est maintenue, prétendent-ils, c'est uniquement parce qu'elle fait, à certains égards, aux associations professionnelles, une situation meilleure que celle de la loi de 1901. La loi de 1884 ne fut pas abrogée, pour ne pas enlever aux syndicats les avantages qu'elle leur confère.

Nous nous rangeons à l'opinion de M. Berthélemy, et nous estimons que, du moment où le législateur n'a pas cru devoir supprimer la loi spéciale, faite pour les syndicats, ceux-ci doivent s'y soumettre ; d'ailleurs, il ne faut pas oublier que de tout temps, sous l'ancien régime, sous la révolution, et depuis cette époque jusqu'à nos jours, les associations professionnelles n'eurent pas le même sort que les associations en général.

La loi de 1884 autorise aussi les syndicats régulièrement constitués à s'unir, pour former des unions de syndicats. Autoriser cela était chose imprudente, et les avis ne furent pas ménagés à l'auteur de la loi, M. Waldeck-Rousseau.

On l'engagea à prendre garde aux conséquences qu'entraînerait cette faculté : sa mise en pratique pouvait devenir

(1) Berthélemy. *Traité de droit administratif*, 4^e édition, page 56, note 2.

un véritable danger social, et, un jour, les forces syndicales pourraient se réunir, pour combattre violemment la société, et la mettre en grand péril.

Rien ne put vaincre l'optimisme de M. Waldeck-Rousseau. Il pensait, au contraire, que la paix sociale, grâce à cette loi serait enfin établie ; les conflits entre le capital et le travail, s'ils ne disparaissaient pas complètement, diminueraient au moins en fréquence et en violence ; les ouvriers pouvant discuter en commun de leurs besoins, et se faire représenter par des camarades librement choisis, pourraient dès lors, grâce à leurs mandataires, entrer en conversation avec leurs patrons, et jeter, par des accords communs, les bases d'une entente durable et salutaire pour tous. Ces organisations, par leur bon sens, leur bonne volonté, et leur désir de concorde, feraient tomber toutes les résistances.

« Pensez-vous, disait-il, qu'un industriel, par exemple, qui occupe 2000 ouvriers, verra ces ouvriers syndiqués, c'est-à-dire ayant une organisation réfléchie, ayant des mandataires, et par là même des intermédiaires, venir lui dire : nous allons nous mettre en grève, nous condamner au chômage, si vous ne nous accordez pas une certaine augmentation, alors qu'il peut répondre : voilà qu'elles sont les conditions de la production et de la concurrence : voilà mon prix de revient ; me demander une pareille augmentation, c'est me condamner à la ruine, et empêcher le travail. Supposer cela c'est se demander si les syndicats professionnels auront l'instinct de la conservation, ... s'ils iront directement contre ce qui est leur intérêt élémentaire. » (1)

Malheureusement, il est constant que chaque jour, mal-

(1) Waldeck-Rousseau. *Questions sociales*, p. 208-209.

gré l'espoir de M. Waldeck-Rousseau, les syndicats vont contre « l'intérêt élémentaire » des ouvriers. Mais le tableau était enchanteur, on ne put résister à l'envie de contribuer à cet avenir de paix sociale : la loi fut votée.

Lorsqu'on formula quelques craintes au sujet de l'avenir des unions de syndicats ; lorsque quelques esprits perspicaces montrèrent ce qu'elles deviendraient, le danger qu'elles présenteraient un jour, c'est avec des railleries que M. Waldeck-Rousseau leur répondit.

Imaginer qu'un jour viendrait, où les syndicats se formeraient en une union ou fédération, et que cette fédération serait un danger pour la société, quelle erreur ! C'est admettre que « c'est le principe du mal qui gouverne le monde, et non le principe du bien », que de penser que les ouvriers « ne formeront cette fédération que dans le but d'ébranler l'Etat. »

Ce qui effraie certains esprits, « c'est le pouvoir indicible » qui serait attribué à on ne sait « quel conseil général des syndicats, des fédérations. » (1)

Il se refuse à croire que les ouvriers se trouveront d'accord, lorsqu'on leur dira « vous allez remettre tous vos pouvoirs à je ne sais quel tribunal secret, à je ne sais quel comité tout puissant » (2).

Répondant à une objection de M. Berenger, il s'écrie : « L'union vous apparaît sous les traits que voici : tous les syndicats particuliers, à peine formés n'auront qu'une ambition, qu'une volonté : se fondre et disparaître dans une association unique qui, en réalité, si l'on prend au pied de la lettre, et votre pensée, et votre langage, commence par

(1) Waldeck-Rousseau. *Questions sociales*, p. 233.

(2) Waldeck-Rousseau. *Questions sociales*, p. 235.

les supprimer par cela même qu'elle les absorbe. Cette association unique, elle sera résumée par une sorte de gouvernement, par une sorte de conseil fédéral, conseil des dix, des trente ou des cent, toujours obéi, jamais discuté » (1).

C'est une conception « qui n'a jamais existée que dans quelques imaginations », que celle « d'une sorte d'association universelle embrassant toutes les associations particulières, d'une espèce de Sainte-Vehme obtenant des innombrables syndicats ouvriers une abdication absolue » (2).

Quelle exagération que d'imaginer que l'article 5 de la loi de 1884, va permettre « dans l'Etat français » de constituer « un Etat d'ouvriers » (3).

« Je m'imagine que les ouvriers qui ont des intérêts professionnels — c'est le lien du syndicat — ne diront pas : « nous allons placer au-dessus de nous un conseil fédéral, dans lequel chaque syndicat sera représenté » (4).

M. Allou ayant exprimé ses craintes, M. Waldeck-Rousseau répondit : « L'honorable M. Allou s'est placé d'emblée en face du syndicat suprême, du syndicat des syndicats, d'un parlement ayant une autorité, une force, qu'aucune assemblée peut-être n'a jamais connue, dictant des résolutions, envoyant des ordres ! il a supposé que tous les travailleurs s'étaient hâtés de remettre tous leurs droits, de confier la direction absolue de toutes leurs forces à un dictateur suprême » (5). Il a forgé ainsi « de toutes pièces » grâce « à la richesse naturelle de son imagination, un être

(1) Waldeck-Rousseau. *Questions sociales*, p. 224.

(2) Waldeck-Rousseau. *Questions sociales*, p. 245.

(3) Waldeck-Rousseau. *Questions sociales*, p. 254.

(4) Waldeck-Rousseau. *Questions sociales*, p. 256.

(5) Waldeck-Rousseau. *Questions sociales*, p. 289.

aussi fabuleux » (1). C'est une erreur de M. Allou, qui « paraît n'avoir sur les tendances, sur les volontés mêmes, sur les passions des classes ouvrières que des renseignements inexacts » que de penser « qu'on doit redouter de voir les ouvriers, les travailleurs, une fois syndiqués, constituer immédiatement ce pouvoir occulte, souverain, suprême et indiscuté, qui dicterait des arrêts et imposerait des solutions à tous » (2).

Malgré la sûreté de son jugement, et l'assurance de ses affirmations, l'histoire donna tort à l'auteur de la loi, et cela sans attendre longtemps. Quelques années, à peine, s'étaient écoulées depuis le vote de la loi que cette organisation « fabuleuse » était créée. Avant la mort même de cet homme d'état, les faits regrettables se succédaient, dûs à cette « Sainte-Vehme » dont il s'était refusé à entrevoir même la possibilité.

Revanche amère et douloureuse de ceux qu'il avait tant et si souvent raillé !

Les ouvriers repoussèrent, au début, la loi de 1884, qui leur paraissait cacher des pièges. Elle ne peut rendre des services qu'au gouvernement et aux patrons, par suite de l'obligation de faire connaître exactement les noms des directeurs des syndicats. Ainsi le gouvernement pourra sévir contre les militants, et les patrons les renvoyer. C'est une loi de police, une sorte de « mise en carte » de l'ouvrier.

Le congrès corporatif de Lyon, de 1886, repousse formellement l'acceptation de la loi de 1884. L'hostilité était telle, qu'au premier juillet 1886, il n'y a que 280 syndicats légaux, tandis qu'au jour de la promulgation de la loi il

(1) Waldeck-Rousseau. *Questions sociales*, p. 293.

(2) Waldeck-Rousseau. *Questions sociales*, p. 289.

existait 587 syndicats ouvriers, dont 237 à Paris et 350 dans les départements (1).

Selon une comparaison de M. Clémenceau, les syndicats professionnels, tels que la loi les organise, étaient comme le cheval de bois autour duquel tournaient les Troyens inquiets. Peu à peu, une certaine confiance vint aux ouvriers ; timidement, d'abord, les syndicats se multiplient, et le nombre de leurs adhérents augmente petit à petit.

Les anarchistes, d'abord adversaires farouches de la loi de 1884, pensant trouver dans les syndicats un terrain favorable à leurs ambitions, se décidèrent à y entrer. De ce moment, la force syndicale ouvrière s'accrut.

Sans ligne de conduite et sans tactique arrêtées, les syndicats se créent sans méthode ; mais bientôt, les ouvriers se rendant compte que créer, dans une même localité, plusieurs syndicats d'une même corporation est une cause de faiblesse ; ils se décident à les faire fusionner en un seul.

Ils réfléchirent aussi que les divers corps de métiers réunis en un même lieu, ont des intérêts communs. En effet, une crise économique, dans une ville ou dans une région, frappe tous les habitants de cette ville ou de cette région, de même qu'ils profitent de sa prospérité. Les syndicats divers, d'une même localité, s'unirent pour former des unions locales, qui sont les Bourses du travail. La Bourse du travail est en quelque sorte le cercle de l'ouvrier ; il y rencontre ses camarades, il y entend des conférences, il assiste aux fêtes et aux concerts qui y sont donnés, la bibliothèque lui fournit livres et journaux, il s'y renseigne sur tout ce qui l'intéresse, lorsqu'il est sans travail il peut y

(1) De Seilhac. *Syndicats ouvriers. Fédérations. Bourses du travail*, p. 99.

trouver des secours, le bureau de placement qui y fonctionne peut lui procurer de l'ouvrage.

Dans certains départements et dans certaines régions, les Bourses du travail s'unissent et forment entre elles une union régionale ou départementale.

Puis l'idée vint de fédérer nationalement les Bourses du travail, c'est alors que naquit la Fédération des Bourses du travail de France et des Colonies.

Les syndicats d'une même corporation ont des intérêts communs ; unis étroitement ils pourront plus facilement faire triompher leurs revendications, obtenir des augmentations de salaires, unifier pour toute la corporation les conditions du travail. Aussi les syndicats formèrent-ils des fédérations d'industrie et de métier. Dans certaines corporations ces fédérations prennent le nom de syndicats nationaux, et les syndicats qui les composent s'appellent sections. C'est le cas du Syndicat national des Chemins de fer.

De même que pour les Bourses du travail, ces fédérations nationales d'industrie et de métier, et ces syndicats nationaux, s'unirent à leur tour et formèrent une fédération nationale des fédérations, qui prit le nom de Confédération générale du travail.

Enfin, la Fédération des Bourses du travail, entra elle-même, en 1902, dans la Confédération générale du travail.

Dès lors, cette association est la forme la plus développée de l'organisation ouvrière française : en principe elle comprend dans ses sections toute l'organisation syndicale française rouge. Les ouvriers ont donc su tirer de la loi de 1884 tout le parti possible.

Le nombre des ouvriers confédérés, c'est-à-dire, qui font partie de la Confédération générale du travail, et qui par

là utilisent complètement les dispositions de la loi sur les syndicats augmente chaque jour.

Pour être confédéré, l'ouvrier doit être (en principe, tout au moins, car souvent cette obligation n'est pas respectée), affilié, soit directement, soit indirectement par les organisations auxquelles il appartient, à un syndicat local de son métier, à la Bourse du travail de la ville ou de la région où il réside, à la Fédération des Bourses du travail de France et des Colonies, à la fédération nationale de son métier ou de son industrie, et, enfin, à la Confédération générale du travail.

PREMIÈRE PARTIE

LES BOURSES DU TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DES BOURSES DU TRAVAIL

C'est pendant la Révolution que, pour la première fois en France, on proposa de créer des Bourses du travail. M. de Corcelles, l'auteur de ce projet, le développa dans un rapport qu'il présenta à l'Assemblée générale des représentants de la commune de Paris, le 2 mars 1790. Sa proposition, sans être examinée, fut renvoyée, pour y être étudiée, au Département des Travaux publics. Elle y subit le sort commun à beaucoup de projets : il n'en fut plus question. Nous ne possédons aucun renseignement sur ce document qu'il serait intéressant de connaître ; il fut détruit, en 1871, pendant la Commune, par l'incendie des Archives de la ville de Paris.

En 1843, M. de Molinari, rédacteur en chef du *Journal des Économistes*, conçut un nouveau projet, et le développa dans un article intitulé « L'avenir des chemins de fer », paru d'abord dans *la Nation* (23 juillet 1843), annexe populaire de *la Gazette de France*, puis dans celle-ci, le 8 septembre 1843.

Avec la création des chemins de fer, M. de Molinari pense que les ouvriers se déplaceront facilement. Ce nouveau moyen de locomotion, rapide et économique, permettrait à l'ouvrier, propriétaire ou vendeur de la « marchandise travail », de se rendre, aisément, dans un endroit où cette « marchandise » fait défaut, et, ainsi, il pourrait accepter ou refuser librement, le prix et les conditions de l'« acheteur de travail. »

De là, à l'idée de créer des Bourses du travail, analogues aux Bourses des valeurs et des marchandises, où s'échangeraient les offres et les demandes de travail, il n'y avait qu'un pas à faire, M. de Molinari le fit.

La cause principale des bas prix des salaires, est la disproportion qui existe fréquemment entre le nombre des travailleurs et le travail disponible ; l'excédent du nombre des travailleurs, pour la quantité de travail offert, entraîne l'avilissement des salaires.

La circulation des valeurs eut pour résultat la création de Bourses des valeurs, où l'on se réunit pour acheter ou vendre les signes de la richesse. L'application de la vapeur aux moyens de communications doit avoir sur le travail, ce « capital des prolétaires », une influence égale à celle que la création des valeurs mobilières a exercée sur la mobilité des capitaux.

Si l'on permet aux ouvriers de se transporter, à peu de frais et rapidement, à de grandes distances ; si on leur four-

nit le moyen de connaître les points où ils trouveront du travail à des conditions avantageuses, ils n'hésiteront plus à se déplacer.

Lorsque cette rapidité et ce bon marché des moyens de communications seront obtenus, s'ouvriront pour le travail des « Bourses » semblables à celles qui ont été établies à l'usage des capitaux, quand la circulation des valeurs a pu s'opérer facilement. Le travail deviendra, alors, un objet de trafic régulier ; il sera coté selon l'offre et la demande, et sa valeur s'accroîtra de ce fait.

Telles sont les premières idées émises, par M. de Molinari, sur les Bourses du travail ; plus tard il les reprit, et les développa, dans son ouvrage « les Bourses du travail. »

En attendant la création d'une telle Bourse du travail, M. de Molinari proposa aux ouvriers parisiens de mettre gratuitement à leur service la publicité d'un journal, et il leur adressait un appel dans le *Courrier français*.

Il voulait établir, en face du bulletin de la Bourse, un bulletin du travail. L'ouvrier qui, pour toute fortune, « ne possède que ses bras et son intelligence », est aussi intéressé à savoir en quels lieux le travail obtient le salaire le plus avantageux, que le capitaliste à connaître « les marchés où les capitaux donnent l'intérêt le plus élevé », et que le négociant à savoir « où les denrées se vendent le plus cher ». L'ouvrier, qui n'est qu'un marchand de travail, est intéressé à connaître les débouchés qui existent pour sa « denrée », et à être renseigné sur la situation des différents marchés du travail. Il proposait donc, à tous « les corps d'états de la ville de Paris », de publier gratuitement, chaque semaine, « le bulletin des engagements d'ouvriers, avec l'indication du taux des salaires, et de l'état de l'offre

et de la demande ». Les journaux des départements publieraient le bulletin du travail de leurs localités respectives, dans les mêmes conditions qu'à Paris ; chaque semaine ces bulletins seraient rassemblés, et on publierait un bulletin général. Ainsi les ouvriers de France auraient sous les yeux le tableau de la situation du travail, dans les différentes parties du pays. Ce projet n'eût aucun succès.

En 1837, M. de Molinari, créa à Bruxelles un journal, *la Bourse du travail*, spécialement pour publier les offres et les demandes de travail : attaqué de tous côtés, il disparut.

M. de Molinari, dans tous ses projets, se heurta, d'une part, à la méfiance des ouvriers, qui craignaient que la trop grande publicité donnée aux cours de la main-d'œuvre n'attirât dans les grands centres un nombre considérable d'ouvriers sans travail, et, d'autre part, à l'hostilité des patrons, qui craignaient que cette publicité n'augmenta le prix de la main-d'œuvre.

En 1848, M. Ducoux, préfet de police, adressa, au conseil municipal de Paris, un projet complet de création de « Bourse du travail », accompagné de devis et de plans. Son projet n'ayant pas abouti, en février 1851, devenu représentant du peuple, il voulut réaliser, en recourant à l'intervention de l'Etat, l'idée émise, par M. de Molinari, huit ans auparavant, et reprise par lui en 1848. Il soumit, à l'Assemblée nationale, un projet de loi tendant à construire une « Bourse des travailleurs », qui contiendrait des bureaux de placement pour les ouvriers, et centraliserait « tous les renseignements propres à éclairer le public sur les divers éléments du travail ». Toutes les indications « qui intéressent le patron et l'ouvrier, le producteur et le consommateur, y seront recueillies et exposées avec

soin ». Ce projet fut rejeté, non comme inutile, mais parce qu'il s'agissait d'une institution essentiellement communale.

Ce n'est qu'en 1875, qu'une assemblée reprend, sous une forme nouvelle il est vrai, le projet de création d'une Bourse du travail. Le 24 février 1875, le conseil municipal de Paris fut saisi de deux demandes qui n'aboutirent pas.

L'une était relative « à la construction, avenue Laumière, d'une vaste rotonde vitrée; l'autre à l'établissement, à l'entrée de la rue de Flandre, d'une Bourse du travail, ou, au moins, d'un refuge clos et couvert, afin d'abriter les nombreux groupes d'ouvriers qui se réunissent chaque matin, pour l'embauchage des travaux du port et autres. » (1) Ce projet ne ressemblait en rien à celui de M. de Molinari.

En décembre de la même année, M. Delattre, auteur de la proposition précédente, insiste pour que ce refuge fut construit « avant la venue des grands froids d'hiver ».

Le 18 juillet 1878, M. Viollet-Le-Duc présente un projet identique quoique plus large, car il demande la construction de ces refuges sur divers points de Paris. Ce projet fut adopté, mais on ne l'exécuta jamais.

Le 23 juillet 1883, le conseil municipal décide de renvoyer à la commission spéciale, une demande de création d'une Bourse du travail. L'administration ayant proposé un devis de douze millions, la commission jugea préférable d'attendre.

En novembre de la même année, M. Manier fait renvoyer par le conseil municipal à sa commission de la Bourse du travail, un nouveau projet de création. Le 5 décembre,

(1) Pelloutier, *Histoire des Bourses du travail*, p. 73.

M. Engelhard demande trois Bourses du travail pour Paris. Le 25 juillet 1884, nouvelle proposition de M. Mesureur; deux ans plus tard la question est toujours au même point. Le 12 avril 1886, M. Piperaud propose que la caserne Lobeau soit affectée à la Bourse du travail.

Un rapport est déposé par M. Mesureur, sur le bureau du conseil municipal, le 5 novembre 1886. Cette fois l'idée devait aboutir. Le préfet de la Seine y est invité à louer ou à acheter à l'Assistance publique, l'immeuble dit de la Redoute pour y installer l'une des succursales de la Bourse du travail de Paris.

C'est un devoir, dit le rapport, pour le Conseil municipal de fournir aux travailleurs les moyens de lutter « à armes égales et légales » avec le capital. Les travailleurs pourront, dans cette Bourse, discuter des questions multiples qui intéressent leur industrie et influent sur les salaires. Ils auront pour cela des salles, « tous les moyens d'information et de correspondance, les éléments fournis par la statistique, une bibliothèque économique, industrielle et commerciale, le mouvement de la production pour chaque industrie, non seulement en France, mais dans le monde entier. » (1).

Le rôle de la Bourse du travail était bien défini, mais malgré cela, certains membres du Conseil municipal, craignant sans doute, que cette institution ne soit détournée de son but insistent sur ce point. Pour M. Champoudry « la Bourse du travail doit servir uniquement aux choses corporatives et non pour l'organisation des réunions politiques. » M. Alexis Mazet dit : « Bien des partisans de cette institution comprennent comme moi qu'elle doit servir uniquement à l'amélioration des conditions du travail et ne

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 74.

pas constituer un foyer d'agitation politique et révolutionnaire ». (1).

Enfin le 3 février 1887 on ouvre officiellement la première Bourse du travail, qui ne devait être qu'une annexe de la grande Bourse centrale, réclamée si souvent, promise tant de fois et depuis si longtemps.

Cinq ans plus tard, le 22 mai 1892, la Bourse centrale est, à son tour, inaugurée.

La Bourse du travail de Paris fut la première créée en France; aussitôt après sa naissance de nombreuses Bourses virent le jour en province. Mais il y a une différence importante entre la création des Bourses du travail à Paris et en province.

Alors qu'à Paris c'est la municipalité qui crée elle-même la Bourse, en province au contraire, dans presque tous les cas, ce sont d'abord les organisations ouvrières qui les créent, et ensuite seulement les pouvoirs publics interviennent pour les aider.

En province la création d'une Bourse du travail diffère selon que les syndicats de la localité où l'on se propose de la créer sont isolés, ou bien, au contraire, sont déjà réunis et forment entre eux une fédération ou réunion locale.

Lorsque les syndicats sont isolés, leurs adhérents, sur l'initiative de l'un d'eux ou d'un des syndicats de la localité, décident de la création d'une Bourse du travail. Ils nomment une commission composée d'un représentant de chacune des corporations réunies, et la chargent de réaliser le projet.

Cette commission examine, tout d'abord, les dépenses indispensables qu'entraîne cette organisation, et les ressources sur lesquelles elle peut compter.

(1) Kritsky. *L'Evolution du syndicalisme en France*, p. 194.

Ceci fait et le budget de la nouvelle Bourse établi, la commission loue le local et rédige un avant-projet de statuts, qui est soumis à l'assemblée plénière des syndicats adhérents. Celle-ci le discute, y fait les modifications qu'elle juge utiles, et, enfin, vote définitivement les statuts. Cette assemblée plénière nomme aussi un comité général, composé de délégués des syndicats adhérents.

La Bourse du travail est ainsi créée. Elle se fait connaître officiellement des pouvoirs publics, en déposant à la préfecture, ou, ailleurs, à la mairie, en double exemplaire, et signé de deux membres du conseil d'administration, la liste nominative des membres du conseil, celle des syndicats adhérents, et les statuts de la Bourse.

Lorsque les syndicats forment déjà une union locale, le travail préparatoire se trouve supprimé. Cette union possède, en effet, déjà, des statuts, un budget, un local, un conseil, des fonctionnaires. Il lui suffit pour devenir Bourse, d'obtenir, des syndicats qui la composent, l'autorisation d'ajouter à son titre celui de Bourse du travail.

Ainsi, dans ces deux cas, les plus fréquents en province, c'est sur l'initiative des ouvriers que se créent ces organisations ; elles ne sont donc pas, comme à Paris, créées par les pouvoirs publics. En province, ce n'est que lorsque la Bourse du travail est créée, ou en voie de formation, que les municipalités et les conseils généraux interviennent pour les aider en leur allouant des subventions.

Pelloutier, l'ancien secrétaire de la Fédération nationale des Bourses du travail de France et des Colonies, poussa activement pour des raisons qui ont disparues depuis, les syndicats à s'organiser en Bourse du travail, et les unions locales à prendre ce titre. Ses successeurs, au contraire,

préfèrent voir les Bourses du travail, se constituer en unions locales, qui ne seront plus sous la dépendance des autorités, et qui n'auront pas à craindre leur disparition, par suite de la fermeture de l'immeuble municipal, ou leur affaiblissement, par la suppression des subventions qui leur sont allouées.

Le nombre des Bourses du travail s'est considérablement accru depuis l'ouverture de la première d'entre elles, celle de Paris, en 1886. Les premières Bourses du travail qui furent créées, après celle de Paris, le furent à Nîmes (1887), à Marseille (1888), à Saint-Etienne (1889), à Toulon (1889), à Toulouse (1890), à Bordeaux (1890), à Béziers (1891), à Montpellier (1891), à Alger (1892), etc.

Cet accroissement fut si rapide à un moment donné, que Pelloutier en fut inquiet, et qu'il modéra cet élan, conseillant aux Bourses du travail d'étendre leur vigueur, plutôt que de créer autour d'elles des institutions semblables, qui, par leur grand nombre et leurs faibles effectifs, risqueraient de manquer de force.

D'après les chiffres indiqués par l'*Annuaire des syndicats professionnels*, de 1908-1909, publié par la Direction du Travail, du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, il existe, au 1^{er} janvier 1908, en France et dans les colonies françaises, 142 Bourses du travail, comprenant 2667 syndicats, avec 434,387 syndiqués.

Tableau général des Bourses du Travail au 1^{er} janvier 1908.

Départements	Villes	Date de la fondation	Syndicats adhérents au 1 ^{er} janvier 1908	Effectifs des syndicats adhérents au 1 ^{er} janvier 1908	Observations
Aisne	Saint-Quentin	1901	12	858	
	Commeny	1896	6	399	
Allier.	Montluçon	1900	40	841	
	Montluçon	1907	2	511	
	Vichy	1905	19	1.109	
Alpes-Maritimes	Cannes	1906	30	1.764	
	Nice	1893	27	4.390	
Ardennes	Sedan	1906	15	2.191	
	Romilly-sur-Seine	1897	4	1.280	
Aube.	Troyes	1906	15	1.507	
	Carcassonne	1907	17	702	
Aude.	Carcassonne	1903	5	482	Bourse indépendante
	Narbonne	1893	13	654	
	Aix	1896	12	595	
Bouches-du-Rhône	Arles	1901	5	682	
	Marseille	1888	96	26.947	
Calvados	Caen	1903	14	730	
Cantal	Aurillac	1899	6	307	
Charente	Angoulême.	1893	20	2.480	
	Cognac	1892	14	745	
Charente-Inférieure.	Marans	1906	1	41	

Charente-Inférieure.	Rochefort-sur-Mer	1900	12	2,342	Bourse indépendante
	La Rochelle	1900	5	178	
	La Rochelle-la-Pallice	1907	3	660	
	Bourges	1897	30	4,944	
	La Guerche	1906	9	980	
	Mehun sur-Yèvre	1901	6	485	
	Saint-Amand	1903	17	1,944	
	Vierzon-Ville	1898	14	987	
	Brive	1900	13	592	
	Tulle	1899	9	174	
Corrèze	Tulle	1905	6	970	Bourse indépendante
	Dijon	1893	6	414	
Côte d'Or	Saint-Brienc	1904	8	243	
Côtes du Nord	Périgneux	1898	21	880	
Dordogne	Besançon	1894	27	4,636	
Doubs	Romans	1895	24	2,171	
Drôme	Valence	1896	17	1,181	
Finistère	Brest	1904	7	928	
	Alais	1901	20	1,172	
Gard	Nîmes	1887	85	8,225	Pas de renseignements
	Toulouse	1890	9	555	
Haute-Garonne	Auch	1904	101	17,212	
Gers	Bordeaux	1890	7	575	
Gironde	Agde	1900	3	151	
	Bédarieux	1904	27	1,621	
Hérault	Béziers	1891	25	4,763	
	Cette	1902			

Tableau général des Bourses du Travail au 1^{er} janvier 1908 (suite)

Départements	Villes	Date de la fondation	Syndicats adhérents au 1 ^{er} janvier 1908	Effectifs des syndicats adhérents au 1 ^{er} janvier 1908	Observations
Hérault	Méze	1905	6	760	
	Montpellier	1891	22	1.115	
	Fougères	1900	7	2.602	
Ille-et-Vilaine	Fougères	1904	1	943	Bourse indépendante
	Rennes	1893	22	2.686	
	Châteauneux	1901	18	1.796	
Indre	Tours	1904	9	632	
Indre-et-Loire	Grenoble	1891	35	2.053	
	Voiron	1893	34	3.158	
Isère	Lons-le-Saunier	1898	7	2.360	
Jura	Blois	1900	6	266	
Loir-et-Cher	Rive-de-Gier	1898	6	210	
	Roanne	1904	6	533	
	Saint-Chamond	1892	22	1.576	
Loire	Saint-Etienne	1901	8	548	
	Le Puy	1889	55	14.905	
Haute-Loire	Nantes	1907	9	1.442	Bourse indépendante
	Nantes	1891	9	160	
	Nantes	1893	55	6.842	
Loire-Inférieure	Nantes	1905	4	241	Bourse indépendante
	Saint-Nazaire	1892	25	3.472	

Loiret	Orléans	1899	40	2.509	Pas de renseignements pour 1907
Lot	Cahors	1892	12	411	
Lot-et-Garonne	Agen	1891	7	250	
	Marmande	1905	5	96	
Maine-et-Loire	Villeneuve-sur-Loir	1892	27	1.691	Pas de renseignements pour 1907
	Angers	1892	18	1.473	
	Cholet	1891	42	3.074	
Manche	Cherbourg	1904	12	827	
Marne	Châlons-sur-Marne	1905	6	962	Pas de renseignements
	Epervay	1903	28	2.622	
	Reims	1902	9	1.287	
Haute-Marne	Chaumont	1893	8	900	
Mayenne	Laval	1901	15	4.484	Pas de renseignements
Morbihan	Lorient	1903	66	4.470	
Nièvre	Nevers	1895	21	8.888	
Nord	Dunkerque	1895	33	10.898	
	Fourmies	1893	4	1.188	Bourse indépendante
	Lille	1897	31	1.895	
Oise	Saint-Amand	1905	6	189	
	Creil	1901	16	2.210	
Orne	Alençon	1900	2	76	Bourse indépendante
Pas-de-Calais	Boulogne-sur-Mer	1892	8	1.057	
	Boulogne-sur-Mer	1903	29	1.816	
	Calais	1900	6	1.192	
Puy-de-Dôme	Clermont-Ferrand	1898	15	787	
	Thiers	1901	9	822	Bourse indépendante
	Bayonne	1903	45	787	
Pyrénnées (Basses-)	Pau	1905	9	822	

Tableau général des Bourses du Travail au 1^{er} janvier 1908 (fin)

Départements	Villes	Date de la fondation	Syndicats adhérents au 1 ^{er} janvier 1908	Effectifs des syn- dicats adhérents au 1 ^{er} janvier 1908	Observations
Pyrénées (Hautes-)	Bagnères-de-Bigorre.	1900	3	38	Bourse indépendante
Pyrenées-Orientales	Tarbes	1902	10	1.546	
Rhin (Haut-)	Perpignan	1893	31	1.783	
	Belfort	1899	16	1.621	
	Lyon.	1891	72	9.736	
Rhône	Lyon.	1902	12	1.900	
	Tarare	1903	8	1.024	
Saône-et-Loire	Chalon-sur-Saône	1903	9	495	
Sarthe	Le Mans.	1895	25	1.681	
Savoie (Haute-)	Annecy	1905	10	846	
	Boulogne-sur-Seine.	1893	5	201	
	Clichy	1894	6	2.385	
	Issy-les-Moulineaux	1895	5	1.180	
Seine.	Levallois-Perret	1900	15	2.417	
	Paris.	1887	237	136.362	
	Puteaux.	1905	11	2.346	
	Saint-Denis.	1902	12	920	
	Elbeuf	1899	8	2.818	
Seine-Inférieure	Le Havre	1901	23	8.525	
	Rouen	1896	44	6.738	
Seine-et-Marne	Meaux	1904	20	1.660	

Seine-et-Oise	Versailles	1896	19	1.129
Sèvres (Deux-)	Niort	1895	25	686
Somme	Amiens	1895	33	3.643
Tarn	Albi	1899	12	804
	Castres	1903	14	545
	Mazamet	1904	6	1.180
Tarn-et-Garonne	Montauban	1904	14	429
	Draguignan	1907	5	346
	Saint-Raphaël	1904	2	298
Var	La Seyne	1903	10	323
	Toulon	1889	53	8.363
	Avignon	1904	29	1.398
Vaucluse	Fontenay-le-Comte	1903	4	257
Vendée	Chauvigny	1907	3	183
Vienne	Poitiers	1899	24	1.396
Vienne (Haute-)	Limoges	1896	35	4.535
	Auxerre	1904	17	1.974
Yonne	Sens	1905	11	419
	Alger	1906	6	194
	Alger	1892	24	3.259
Algérie	Bône	1906	8	279
	Constantine	1897	13	996
	Oran	1892	11	1.365
La Guadeloupe	Pointe-à-Pître	1901	42	1.569
	Totaux	142	2.667	434.387

Bourse indépendante

(1) *Annuaire des Syndicats Professionnels*, 1908-1909.

Si nous comparons les chiffres du tableau précédent, c'est-à-dire au 1^{er} janvier 1908, à ceux du 1^{er} janvier 1907, nous trouvons :

Années.	Nombre des Bourses	Nombre des Syndicats	Nombre des adhérents
Au 1 ^{er} janvier. { 1907	130	2.598	456.627
{ 1908	142	2.667	434.387
Différence { en plus	12	69	»
{ en moins	»	»	22.240

Après avoir vu comment furent créées les Bourses du travail, nous devons faire l'historique de la Bourse du travail de Paris, car elle est la plus considérable de toutes.

Le 3 février 1887, sous la présidence de M. Mesureur, président du Conseil municipal de Paris, on inaugure la première Bourse du travail, qui n'était qu'une annexe de la grande Bourse principale.

Dans son discours d'inauguration, M. Mesureur, annonce aux organisations ouvrières que cette Bourse centrale sera en grand ce qu'est l'annexe qu'on leur remet alors, et il ajoute : « La Bourse mettra à la disposition de tous, sous une forme simple et pratique, les offres et les demandes de travail et les documents relatifs à la statistique du travail ; elle donnera à cette statistique une publicité large, impartiale et régulière, en un mot, elle contiendra tous les organes nécessaires à son but ; si pour le bon fonctionnement de tous les services, des employés lui sont nécessaires, la ville les lui donnera, sans qu'il puisse jamais résulter de leur présence une direction ou une tutelle administrative » (1).

(1) De Seilhac. *Syndicats ouvriers. Fédérations. Bourses du travail*, p. 228.

Le Conseil municipal avait voté le principe de la Bourse du travail, et avait chargé sa commission du travail d'élaborer un projet d'organisation administrative. M. Champoudry, rapporteur de cette commission chercha à concilier les intérêts des ouvriers et les droits de contrôle du Conseil municipal (1).

La Bourse devait être administrée par un comité général composé d'un délégué par syndicat ouvrier ou groupe corporatif adhérent. Ce comité général nommait une commission exécutive de vingt-et-un membres, chargée de veiller à l'exécution du règlement et au fonctionnement du bureau. Il disposait des salles de réunions ; un secrétaire recevait les demandes et les inscrivait sur un registre.

La commission exécutive devait élire, dans son sein, un bureau composé de deux secrétaires, un trésorier, un archiviste. Elle se subdivisait en cinq sous-commissions :

- 1^o sous-commission administrative ;
- 2^o sous-commission des finances ;
- 3^o sous-commission de la propagande ;
- 4^o sous-commission des statistiques ;
- 5^o sous-commission de la rédaction du journal.

Le Conseil municipal, représenté par sa commission du travail, contrôlait tout le fonctionnement de la Bourse, et, en particulier, la nomination de la commission exécutive, la tenue des registres de statistiques, de demandes et d'offres de travail, et l'emploi des crédits alloués. Le rôle de l'administration préfectorale était complètement neutre.

La subvention, votée annuellement par le Conseil municipal, était de 20.000 francs ; elle était versée mensuellement au trésorier.

(1) Boivin. *Les Bourses du travail en France*, p. 101 à 127.
Franck.

En vertu de ce règlement, les ouvriers, réunis à la salle Horel, nommèrent, le 3 juin 1887, une commission provisoire pour administrer la Bourse, afin de ne pas la laisser plus longtemps entre les mains du préfet de la Seine. La commission provisoire devait conserver ses fonctions jusqu'à la nomination du comité général.

Le 7 novembre 1887, la commission exécutive de la Bourse touchait 5.000 francs du Conseil municipal, pour son administration pendant le quatrième trimestre, et, le 11 novembre, elle se rendait propriétaire du titre du *Bulletin de la Bourse du travail*.

En 1887 et 1888, la Bourse du travail de Paris, ne présente rien d'intéressant.

En 1889 eut lieu l'Exposition internationale. A cette occasion la Bourse du travail de Paris, nomme une commission de 40 membres, chargée de fournir aux ouvriers visiteurs de l'Exposition les renseignements qui peuvent leur être utiles, et de leur faire visiter la capitale et ses environs. Le Conseil municipal alloue, à cette commission, une subvention spéciale de 50.000 francs.

Pendant les mois d'août, de septembre et d'octobre, les fêtes et les punchs se succèdent tant à la Bourse du travail qu'à l'Hôtel de Ville.

Les réceptions et les excursions, en l'honneur de nombreuses délégations ouvrières provinciales et étrangères, ont lieu presque chaque jour. L'argent fond dans les mains de la commission ; la caisse ayant l'air d'être inépuisable, les membres du comité en arrivent très rapidement à exagérer leurs dépenses. Un incident mit fin à ce gâchis.

Les délégués parisiens s'étant attribués, pour une excursion à Versailles, à chacun la somme de 20 francs, pour leur frais de la journée, le Conseil municipal trouva le pro-

cédé trop sans-gêne ; il suspendit le crédit, et les ouvriers furent obligés de présenter, pour chaque nouvelle excursion, un devis approximatif, qui devait être approuvé par la commission municipale des fêtes.

Le gouvernement crut bon d'intervenir en classant la Bourse du travail de Paris parmi les établissements d'utilité publique ; il se proposait, de plus, dans le décret du 28 décembre 1889, d'organiser lui-même cette institution.

En 1890 les services de la Bourse sont complètement organisés.

Son budget est de 20.000 francs par an. Les dépenses d'administration s'élèvent à 6.948 francs, repartis comme suit : 2.440 francs pour chacun des deux secrétaires ; 288 francs pour le trésorier ; 100 francs pour l'archiviste ; 480 francs pour la permanence du dimanche ; 1.092 francs de jetons de présence pour la commission exécutive ; 108 francs de jetons de présence pour la commission de contrôle. Les frais de bureau sont de 1.700 francs ; ceux du Bulletin de 6.288 francs.

Le comité général est constitué par les membres des huit commissions d'études, fonctionnant à la Bourse.

En 1891, le comité général attaqua très violemment le gouvernement, parce que le décret du 22 Janvier 1891, constituant le Conseil supérieur du travail, avait, malgré le désir contraire exprimé par la commission de la Bourse, décidé que les candidats ouvriers seraient nommés par le Ministre et non soumis à l'élection.

Il y avait, à cette époque, à la Bourse beaucoup de syndicats illégaux, et d'autres qui se refusaient à se soumettre au règlement de la Bourse. Mais le gâchis financier était surtout intolérable.

Le 9 mars 1891 une commission d'enquête fut nommée

par le Conseil municipal, pour vérifier les dépenses et faire une investigation sévère sur les dilapidations commises.

L'enquête permit de découvrir que des membres de la commission exécutive s'étaient transformés en chômeurs de profession ; qu'ils passaient leur temps à la Bourse, et faisaient de leur métier de chômage une situation en quelque sorte officielle. Ils se faisaient rémunérer grassement pour des travaux dont l'inutilité n'était pas à démontrer. Ils touchaient ainsi certains mois, 192 francs, 200 francs et 208 francs. Trois de ces chômeurs officiels avaient touché, durant le mois de novembre 1890, 600 francs pour des travaux supplémentaires (!). Les dépenses courantes de l'année, avaient dépassé de 3679 francs la subvention municipale, et diminué fortement la réserve provenant d'un reliquat de 5278 fr. 58 c. sur le budget de l'année 1889. D'autres membres de cette commission avaient, pour un voyage dans le département du Nord, compté 160 francs de dépenses pour frais d'hôtels et de chemins de fer, et, de plus, avaient ajouté à ces frais une somme fixe de 8 francs par jour. Les secrétaires se faisaient aider journallement par deux ou trois chômeurs attitrés, toujours les mêmes qui touchaient pour cela 8 francs par jour, aussi ne se pressaient-ils pas de chercher ailleurs un travail plus fatigant et moins bien payé. En un mois plus de cent heures de travail, c'est-à-dire plus de cent francs furent employés pour le pliage du Bulletin officiel, alors qu'au tarif syndical, le pliage et la mise sous bande n'aurait coûté que 1 fr. 75 par semaine, soit 7 francs. La commission d'enquête n'eut pas le courage de faire le calcul du nombre d'heures consacrées à la confection de l'*Annuaire*, tant il était considérable.

Le rapport de la commission d'enquête insiste sur ce fait

qu' « il est remarquable de voir qu'à la Bourse du travail, ce sont les mêmes qui jusqu'alors ont été les payeurs et les payés. » (1)

Le comité général se vit, à la suite de ce rapport, dans l'obligation de remplacer sa commission administrative.

Le 30 mars 1892 commence au Conseil municipal la discussion du rapport de M. Champoudry relatif au règlement définitif à donner à la Bourse centrale qu'on va inaugurer, et à son annexe de la rue Jean-Jacques Rousseau déjà ouverte.

Le rapport dit que certaines précautions sont à prendre : « Tout en conservant le désir de respecter l'autonomie des chambres et groupes corporatifs, nous ne pouvons oublier que nous avons la garde des deniers publics et que notre devoir d'administrateurs scrupuleux nous oblige à intervenir, dans une certaine mesure, pour assurer le bon fonctionnement de l'œuvre. D'ailleurs l'état d'anarchie relative dans lequel se trouve actuellement l'organisation ouvrière nous impose le devoir de veiller de près aux débuts d'une institution dont il faut assurer l'avenir. »

Le nombre des syndicats adhérents à la Bourse du travail était alors de 216.

La Bourse centrale est inaugurée le 22 mai 1892, par M. Sauton, président du Conseil municipal, qui remet cet immeuble aux ouvriers « avec la confiance qu'il serait un instrument de pacification sociale qui contribuera un jour à établir la paix universelle. »

Les syndicats étaient admis à la Bourse du travail par le comité général. Après avoir pris l'engagement de se con-

(1) De Seilhac. *Syndicats ouvriers. Fédérations. Bourses du travail*, p. 232-233.

former aux prescriptions du règlement. Ils ne pouvaient être dépossédés de leur local qu'avec l'approbation du Conseil municipal.

La subvention de la Bourse est portée à 50.000 francs par an.

Jusqu'alors le Gouvernement était resté absolument étranger à la question de la Bourse du travail, et le préfet de la Seine avait répondu à une interpellation que s'il y avait à la Bourse des syndicats illégaux cela ne regardait que le Procureur de la République.

Malgré ce désir de conserver sa neutralité dans cette question, le Gouvernement se vit obligé d'intervenir à propos d'une affiche révolutionnaire placardée sur les murs de Paris. Sur 270 syndicats ayant leur siège à la Bourse du travail de Paris, 150 seulement s'étaient conformés à la loi de 1884.

Au moment des manifestations du 1^{er} mai 1893, rue du Château-d'Eau, le préfet de la Seine invita les syndicats à se conformer aux prescriptions de cette loi. Il leur donne jusqu'au 5 juin pour se soumettre. Les syndicats refusent. Par ordre du gouvernement, la subvention mensuelle de juin n'est pas versée. L'agitation révolutionnaire continuant, le ministre de l'Intérieur, M. Dupuy, ferme la Bourse le 6 juillet 1893.

Elle ne fut réouverte que le 11 avril 1896.

Durant cette période les syndicats forment une Bourse indépendante, dont le siège est rue de Bondy. Elle vécut d'une vie misérable et ne groupa qu'une très faible partie des syndicats parisiens : 66 en 1895, 72 en 1896.

Le 7 décembre 1895 paraît un décret statuant sur l'organisation de la Bourse du travail de Paris. C'est une seconde période qui commence ; une période de tutelle gouverne-

mentale et municipale, qui suit une période d'autonomie presque complète.

Le Gouvernement, ayant enfin compris que sa neutralité absolue dans l'administration de la Bourse était une faute, se décida à se préoccuper de cette organisation ; il se réserva une part dans son administration.

Il décida la création d'une commission de 20 membres ainsi composée : 10 délégués des syndicats admis à la Bourse ; 6 membres du Conseil municipal de Paris ; 2 représentants du préfet de la Seine ; 2 représentants de l'Office du travail ; désignés par le ministre du Commerce. Cette commission, renouvelable en entier chaque année, ne pouvait être dissoute que par un arrêté du ministre du Commerce.

Cette commission a seulement voix consultative sur les questions qui lui sont soumises par le préfet de la Seine. Ce dernier seul a le droit de décision. Sur les questions suivantes, la commission peut, de sa propre initiative, donner des avis :

- 1° Sur l'admission ou l'exclusion des syndicats ;
- 2° Sur la distribution des locaux ;
- 3° Sur le roulement à établir pour l'attribution des salles de réunions ;
- 4° Sur la publication de l'*Annuaire* et du *Bulletin de la Bourse* ;
- 5° Sur les plaintes et réclamations des personnes qui ont accès à la Bourse. Les avis sur toutes ces questions doivent être transmis au Conseil municipal par l'intermédiaire du préfet de la Seine.

Le préfet prononce sur l'admission des syndicats à la Bourse ; une condition est obligatoire : être en règle avec la loi de 1884.

Chaque année la commission établit un état prévisionnel des dépenses.

Le Conseil municipal organise les divers services administratifs. Un régisseur est chargé de ces services ; il doit payer les allocations aux permanents et contrôler les dépenses. Ce fonctionnaire est le représentant du préfet de la Seine.

En mars 1896 le comité de la Fédération des Bourses du travail de France et des Colonies discute pour savoir si les syndicats rentreront à la Bourse officielle, ou continueront à rester à la Bourse indépendante. Un questionnaire avait été adressé à ce sujet à tous les syndicats de Paris, adhérents ou non à la Bourse du travail provisoire. 297 questionnaires furent envoyés aux syndicats, 118 seulement répondirent, et décidèrent par 90 voix de rentrer à l'immeuble municipal.

Les syndicats révolutionnaires n'avaient pas voulu se soumettre au décret de 1895 et ils formèrent, à côté de la Bourse municipale, une Bourse indépendante qu'ils appelèrent l'Union des syndicats du département de la Seine. Cette union est encore aujourd'hui seule reconnue par la Fédération des Bourses, comme Bourse du travail de Paris ; l'organisation de la rue du Château-d'Eau, n'étant considérée par elle que comme un immeuble.

En 1899 la commission consultative organisée en vertu du décret de 1897 demande à être autorisée à prendre le nom de commission exécutive et à être entièrement composée de délégués ouvriers.

M. Millerand est alors ministre du Commerce et le Conseil municipal est composé en majorité de nationalistes. Le gouvernement craignant que la municipalité ne se montre hostile à la Bourse du travail, et voulant supprimer toute possibilité d'intervention de sa part dans l'administration

de la Bourse, fait promulguer un décret, le 17 juillet 1900, qui refond complètement cette organisation.

La commission administrative est composée de 15 membres tous élus par les syndicats adhérents à la Bourse. Elle statue souverainement, sans contrôle ni appel, sur l'admission des syndicats à la Bourse. Le préfet de la Seine, n'a plus qu'un droit dans cet ordre d'idée, celui de faire parvenir à la commission les demandes d'admission.

Le préfet est représenté par le régisseur de la Bourse, qui est chargé de la direction administrative, du paiement des dépenses et de la conservation des immeubles.

Le gouvernement se réserve le droit de dissoudre la commission administrative, dissolution qui ne peut être prononcée que par un arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie. Deux mois doivent s'écouler entre la dissolution et la réélection d'une nouvelle commission.

Une délégation spéciale, nommée par arrêté du préfet, et ne pouvant faire que les actes conservatoires et urgents d'administration, est chargée de l'intérim.

Le Conseil municipal accueillit très mal ce décret, qui lui enlevait tout contrôle, alors qu'il lui laissait les charges ; aussi supprima-t-il, pour 1901, la subvention de 110.000 francs, environ, accordée jusqu'alors aux syndicats de la Bourse du travail, et il porta cette somme à une réserve spéciale, pour être distribuée aux syndicats, installés ou non à la Bourse, qui lui adresseraient une demande d'allocation.

Les syndicats, qui jusqu'alors étaient maîtres, en pratique sinon en principe, de distribuer comme bon leur semblait ces 110.000 francs, s'émurent de cette détermination et refusèrent de « s'abaisser à demander l'aumône aux nationalistes du Conseil municipal. »

En 1902, cependant, les syndicats de la Bourse se résolurent à entrer en pourparlers avec lui, afin d'obtenir les subventions sans lesquelles leurs bureaux de placement ne pouvaient fonctionner. Le Conseil municipal décida d'inscrire 9.000 francs dans son budget de 1902 pour les bureaux de placement.

Au moment où tout semblait devoir s'arranger surviennent deux faits d'une gravité telle qu'ils compromirent cette entente.

La campagne contre les bureaux de placement payants, et l'arrivée à la direction de la Bourse des syndicalistes révolutionnaires, partisans de l'action directe, remirent tout en question.

Le vote de la loi de mars 1904, sur les bureaux de placement, vote arraché par la violence et la menace d'émeutes, qui donnait aux municipalités la faculté de fermer les bureaux de placement payants, ou même de les supprimer, augmenta l'effectif des syndiqués à la Bourse du travail des chômeurs de toutes les professions et de toutes les catégories. Ce nouveau contingent d'individus sans travail, commit de tels désordres et provoqua de tels scandales, que devant l'indignation générale, le Conseil municipal fit un nouveau règlement, confirmé par le décret du 11 août 1905.

Par ce nouveau décret la tutelle gouvernementale et municipale se trouve renforcée.

Les pouvoirs du préfet de la Seine sont étendus. Il conserve ceux qui lui étaient conférés par le décret du 17 juillet 1900, pouvoirs purement administratifs de conservation et de surveillance des immeubles, de nomination aux emplois administratifs, de paiement, de contrôle et de liquidation des dépenses faites sur les crédits inscrits au budget de la ville de Paris. Mais le décret du 11 août 1905

lui donne de nouvelles attributions. Il doit veiller à l'observation des décrets et règlements qui régissent la Bourse, au maintien de l'ordre dans les locaux ouverts au public, à l'exécution des décisions de la commission administrative, du conseil municipal et des tribunaux.

La commission administrative de la Bourse reste composée de 13 membres élus, pour une année, par les délégués des syndicats admis à la Bourse, mais le mode d'élection est changé.

Le règlement général, élaboré par le conseil municipal, avait, en effet, décidé que chaque syndicat aurait un nombre de voix proportionnel à son effectif et que le vote n'aurait plus lieu comme précédemment par unité de syndicat représenté.

Cette commission conserve le droit de prononcer l'admission des syndicats à la Bourse ou leur exclusion et de régler la participation des subventions accordées aux chambres syndicales. Mais le décret de 1905 donne aux syndicats, qui s'estimeraient lésés par une décision de la commission, le droit d'en appeler au Conseil municipal et au préfet.

Le préfet a le droit d'annuler les décisions de la commission contraires aux lois, décrets et règlements qui régissent la Bourse.

La commission administrative peut être dissoute par arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie. Dans ce cas une délégation spéciale doit être nommée par arrêté du préfet; ses pouvoirs sont limités aux actes de pure administration conservatoire et urgente. Elle n'a ces pouvoirs que pendant les deux mois qui doivent séparer la réélection de la dissolution de la commission.

Un arrêté du préfet de la Seine, en date du 17 août 1905;

fixait les conditions dans lesquelles devait être faite l'élection des cinq membres de la commission chargée, au terme du décret du 11 août, de vérifier les listes électorales et les opérations de nomination de la commission administrative. Chaque syndicat avait droit à un délégué pouvant prendre part à l'élection, qui serait valable quelque fut le nombre des électeurs. Cette précaution n'était pas inutile, car il ne se présenta que 32 organisations, c'est-à-dire 32 électeurs, sur les 257 siégeant à la Bourse.

La commission de contrôle, nommée par les syndicats, établira la liste électorale; elle devra s'opposer à ce que les fédérations et les unions de syndicats qui font double emploi avec les syndicats qui les composent participent à l'élection. Elle éliminera tout syndicat qui n'a pas au moins vingt-cinq membres cotisants.

Après le congrès national corporatif de Marseille, tenu en 1908, la commission de contrôle chargée de dresser la liste des électeurs, appelés à choisir les membres de la commission administrative, en se basant sur le système de la représentation proportionnelle, prenant acte de la décision de ce congrès rejetant ce mode de votation, donna sa démission, déclarant qu'elle se refusait « à appliquer pour une élection quelconque le mode de votation par représentation proportionnelle qui fut toujours repoussé par les congrès nationaux. » La commission de contrôle n'ayant pas préparé la liste électorale, le conseil municipal décida de laisser en fonction la commission administrative, jusqu'à ce que l'élection puisse avoir lieu, et il décida que la liste électorale serait préparée chaque année par la commission administrative et à son défaut par le régisseur de la Bourse.

Pour être admis à la Bourse, les syndicats devront s'être conformés au décret de 1900 et à la loi de 1884, et avoir

pour but la défense de leurs intérêts économiques, l'enseignement professionnel, le placement gratuit de leurs adhérents. On n'admettra, en principe, qu'un seul syndicat par profession.

La commission dans la répartition des locaux et dans l'expulsion d'un syndicat ne doit pas faire preuve d'arbitraire. La commission ayant refusé l'admission à la Bourse du syndicat des femmes typographes, parce qu'il avait envoyé à Nancy des ouvrières syndiquées, à l'effet de remplacer les typographes hommes en grève, le Conseil d'Etat est intervenu, sur la plainte du syndicat, et a décidé que la commission a, dans ce cas, usé de ses pouvoirs dans un but autre que celui en vue duquel ils lui avaient été conférés ; il ordonna l'admission de ce syndicat à la Bourse, après avoir blâmé le préfet de la Seine de n'avoir pas annulé cette décision arbitraire. Le préfet n'était pas intervenu sur l'avis du ministre du Commerce. La commission administrative prétendit ne pas s'incliner devant l'arrêt du Conseil d'Etat, et elle informa le préfet « qu'elle entendait rester maîtresse des admissions et des radiations. »

Sur la question de l'admission des syndicats à la Bourse, le Conseil municipal se refusa à adopter une proposition portant que le règlement général conférerait à tout syndicat régulièrement constitué et comptant au moins cinquante membres le droit d'être admis d'office à la Bourse, celle-ci devant servir à tous les syndicats ouvriers et non pas seulement aux syndicats révolutionnaires.

Le règlement porte que la commission administrative répartira les subventions entre les syndicats, mais que cette répartition sera soumise au contrôle d'une commission de 5 membres, élus par les syndicats, et de la deuxième commission du Conseil municipal.

C'est là le minimum que pouvait exiger la municipalité : accordant la subvention, il est bien juste qu'elle en surveille l'emploi ; il aurait été plus raisonnable de décider que le Conseil municipal ferait lui-même cette répartition.

La réalité ne répondit pas aux espérances fondées sur le décret de 1905. Les subventions servaient à toute autre chose qu'au placement ; elles étaient employées à éditer des affiches et à faire de la propagande antimilitariste et révolutionnaire.

Aussi, le 15 octobre 1908, M. Viviani, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, modifia-t-il sur ce point le décret du 11 août 1905.

Désormais, la commission administrative répartira, entre les divers syndicats, les subventions prévues dans le budget de la ville de Paris avec une affectation déterminée. Ce texte tend à préciser l'attribution qui devra être faite des subventions votées par le Conseil municipal.

Désirant arrêter le mouvement de défiance des municipalités de province contre les Bourses du travail, qui souvent entraîne la suppression des subventions accordées à ces institutions, M. Viviani, adressa aux préfets une circulaire, leur signalant cette modification au décret de 1905, et leur disant que, quoique visant plus particulièrement la Bourse du travail de Paris, elle présente un intérêt d'ordre général, et que les administrations communales et départementales pourront utilement s'en inspirer.

Le nouveau décret de 1908 donne simplement au Conseil municipal, la faculté d'inscrire au budget les subventions, non plus globalement, mais en précisant « les services déterminés » auxquels elles doivent être affectées, suivant les

règles qu'il fixera lui-même. C'est la commission administrative de la Bourse qui sera chargée d'en opérer directement la répartition aux bénéficiaires.

Ce contrôle plus sévère de l'emploi des subventions est plus apparent que réel. L'application de ces règles est confiée à la commission administrative de la Bourse du travail, c'est-à-dire aux élus mêmes des syndicats. Et qui contrôlera les contrôleurs ? Personne. Il suffira à cette commission de dire qu'elle a reçu une somme déterminée et que le permanent de chaque syndicat a reçu sa part, et nul ne viendra contrôler quand et comment cette part a été remise.

En général, la tendance est de se prononcer contre toute réglementation sévère, et immixtion des pouvoirs publics dans l'administration des Bourses du travail. Tel n'est pas notre avis.

Les pouvoirs publics offrant un abri aux syndicats afin qu'ils puissent y installer leurs bureaux, et leur donnant des subventions qui leur permettent de faire fonctionner leurs services sans qu'ils aient à faire des efforts pécuniaires, il nous semble de toute nécessité et de toute justice que ces pouvoirs publics aient un droit de contrôle très étendu, tant sur les agissement des syndicats qui habitent les immeubles municipaux, que sur la façon dont sont distribués et utilisés les deniers publics, si largement mis à la disposition des organisations syndicales.

Il ne suffit pas de dire que si les Bourses du travail s'écarternt de la bonne voie, il faut les fermer ; il est nécessaire d'ajouter que les pouvoirs publics auront la faculté la plus large de contrôle, et ainsi la possibilité de se rendre compte de la voie bonne ou mauvaise que suivent les Bourses.

Mais celles-ci se refusent à ce contrôle. Pourquoi ? Si elles n'ont rien à se reprocher, si elles sont des « maison de verre », pourquoi refuser à ceux qui leur permettent d'exister le droit de contrôler l'usage des fonds mis à leur disposition ?

CHAPITRE II

FONCTIONNEMENT DES BOURSES DU TRAVAIL

Le rôle assigné aux Bourses du travail par les syndicalistes est plus large que celui que leur donnait M. de Molinari.

Elles doivent résister à la réduction des salaires, à la prolongation excessive de la durée du travail, et à une augmentation exagérée du prix des objets de consommation. Elles doivent maintenir, le plus possible, l'équilibre entre le prix de la location du travail et le prix d'achat des produits ; s'efforcer de connaître les conditions du travail, étudier les moyens de les améliorer ; instituer des services de mutualité et de placement ; compléter les connaissances professionnelles de leurs membres ; établir les statistiques de la production et de la consommation ; et, enfin, elles doivent utiliser à leur profit les institutions coopératives qui viendraient à s'établir à côté d'elles.

Pour remplir un tel programme il faut une organisation, des rouages administratifs, des fonctionnaires.

Les services administratifs des Bourses du travail sont : le secrétariat, la trésorerie, les archives, la bibliothèque, le service du placement, le service général des chômeurs, le service de secours pour les ouvriers de passage, les cours professionnels.

Il est à peine nécessaire de dire qu'il y a peu de Bourses de « plein exercice ». Seules quelques Bourses riches possèdent tous ces services ; les autres ne les organisent que selon leur importance et les ressources dont elles disposent.

A la tête de la Bourse du travail se trouve le comité général, ou comité d'administration. Il est composé de délégués des syndicats, le nombre des membres le composant varie avec celui des syndicats formant la Bourse.

Si la Bourse ne compte que de un à dix syndicats, chacun nomme deux ou trois délégués ; au-dessus de dix, chaque syndicat délègue un membre seulement. Ces délégués sont nommés sans durée de mandat déterminée, par conséquent toujours révocables.

Le comité général a la direction de la Bourse, et il a pour mission d'en surveiller les divers services.

Il se décompose en autant de commissions et de sous-commissions que l'exige la bonne marche des services institués par la Bourse :

C'est ainsi que le comité général de la Bourse du travail de Saint-Etienne répartit ses membres entre cinq commissions qui sont : (1)

1^o la commission administrative chargée de l'exécutif ;

2^o la commission de contrôle des finances et de la statistique, qui vérifie les comptes, établit la statistique annuelle, et s'occupe du placement ;

3^o la commission de contrôle des cours professionnels ; elle assure la régularité et le bon fonctionnement de ces cours ;

(1) Statuts de la Bourse du travail de Saint-Etienne.

4° la commission de propagande ; celle-ci est chargée de recueillir tous les renseignements utiles aux ouvriers ; d'aider les syndicats en voie de création ; de se rendre dans les réunions corporatives quand on le lui demande ;

5° la commission du journal et de la bibliothèque ; c'est elle qui a la rédaction de l'organe officiel de la Bourse, sa correspondance, et s'occupe des abonnements ; de plus, elle a la direction de la bibliothèque, elle achète et fait relier les ouvrages qui doivent la composer.

Outre ces commissions permanentes, le comité général nomme, quand le besoin s'en fait sentir, des sous-commissions, dites « extra-administratives », qui sont dissoutes dès que leur mandat est terminé.

Le comité d'administration élit les fonctionnaires de la Bourse, c'est-à-dire : le secrétaire, le trésorier, le bibliothécaire (fonctionnaire qui n'existe pas dans toutes les Bourses), et leurs adjoints.

Le secrétaire est chargé de la rédaction des procès-verbaux du comité général, aux séances duquel il n'assiste qu'en qualité de fonctionnaire, et où il n'a pas voix délibérative. Il tient le registre des chômeurs, s'occupe du placement ; il inscrit les offres et les demandes d'emplois, et généralement il a le service de la bibliothèque. Parfois un syndiqué se charge de ce service gratuitement, et l'effectue le soir et le dimanche matin ; ou bien encore c'est au trésorier qu'il incombe.

Le fonctionnement de tous ces services entraîne des dépenses nombreuses et parfois considérables.

Voici, d'après les évaluations de Pelloutier (1), les dépenses les plus réduites que supportent les Bourses, lors-

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 81 e 82

qu'elles sont obligées de vivre sur leurs propres ressources, et qu'aucune subvention ne vient alléger leurs charges.

En premier lieu vient la location de l'immeuble, qui doit comprendre, au moins, une salle pour le secrétariat, les réunions du comité général et de la commission exécutive ; une salle pour la bibliothèque et les archives ; et deux ou trois autres pour les réunions à tour de rôle des syndicats adhérents à la Bourse. Le loyer doit être évalué à 800 francs environ.

Puis il y a les frais d'éclairage et de chauffage évalués à 300 francs par an, en comptant deux heures par jour pendant 300 jours, les économies faites les dimanches et pendant l'été compensant les dépenses faites en hiver.

Les indemnités accordées aux fonctionnaires de la Bourse : secrétaire et trésorier. Dans certaines Bourses ils ne sont pas payés, et alors ils ne viennent que deux ou trois heures chaque soir pour expédier rapidement les affaires courantes. D'autres Bourses allouent à leurs fonctionnaires une somme proportionnée à leurs ressources. Cette somme est tantôt fixe et tantôt calculée par heure ; le secrétaire touche généralement 300 francs par an et le trésorier 200. Les Bourses riches ont un secrétaire permanent et un trésorier-comptable qui vient trois heures par jour. Ces fonctionnaires sont payés à raison de 1 franc par heure de travail. Le nombre d'heures de travail du secrétaire varie selon l'importance des services, mais Pelloutier recommande que, dans aucun cas, le salaire mensuel du secrétaire ne soit inférieur à 150 francs dans les villes comptant de 20.000 à 30.000 habitants, et à 200 francs dans celles de 30.000 à 100.000 habitants.

Les frais de bureau sont pour les petites Bourses de 200 francs et pour les autres de 500 francs par an.

Un crédit mensuel fixe est généralement affecté aux achats de livres pour les bibliothèques.

Seules les Bourses importantes organisent des cours professionnels, et, par conséquent, seules elles ont des frais occasionnés par les achats d'instruments et par la rétribution des professeurs.

Pelloutier divise les Bourses en quatre catégories, selon les ressources qui leur viennent du nombre de leurs adhérents, et présente le tableau suivant résumant pour toutes les catégories les dépenses moyennes par années (1).

Nature des dépenses	1 ^{re} catégorie villes de moins de 30.000 hab.	2 ^e catégorie villes de 30 à 50.000 habitants	3 ^e catégorie villes de 50 à 80.000 habitants	4 ^e catégorie villes de plus de 80.000 habit.
Loyer	800	800	1.500	2.000
Chauffage et éclairage	300	300	300	600
Frais de bureau	200	200	300	500
Bibliothèque.	120	200	300	500
Secrétaire.	»	300	1.500	2.300
Trésorier	»	200	950	1.800
Dépenses imprévues (secours, grèves)	200	300	500	1.000
Cours professionnels (instruments, rétribution des professeurs, li- vres pour les distributions des prix).	»	»	»	»
Totaux.	1.620	2.300	5.350	8.700

Pour couvrir ces dépenses les membres des Bourses du travail versent des cotisations dont le taux varie suivant le nombre de syndiqués et de syndicats qui les composent.

Une Bourse dont les dépenses s'élèvent à 1.600 francs, et qui possède de 700 à 900 syndiqués, répartis en une

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 189.

quinzaine de syndicats, fixe la cotisation mensuelle de chaque syndiqué à 20 ou 30 centimes, soit à peu près 10 francs par mois par syndicat ; ses ressources s'élèvent par an à 1.800 francs environ.

Si en principe les Bourses du travail doivent vivre de leurs ressources propres, en réalité, celles qui subviennent seules à leurs dépenses sont rares.

Dans le plus grand nombre de cas, les municipalités, et souvent les Conseils généraux, leur viennent en aide au moyen de subventions annuelles, sans lesquelles peu de Bourses existeraient.

Ces subventions sont de différentes sortes ; les unes sont totalement payées en espèces et calculées soit sur un budget présenté par le comité administratif de la Bourse, soit par la commission municipale ou départementale des finances. D'autres sont payées partie en nature, partie en espèce.

Pour l'immeuble trois procédés sont employés. Tantôt il est loué par l'administration de la Bourse, et son loyer est payé par la recette municipale ; tantôt loué par la municipalité, le prix de sa location est payé par elle ; enfin le troisième procédé consiste à installer la Bourse dans une dépendance de l'Hôtel de Ville, ou dans un immeuble municipal.

Certaines municipalités payent, sur présentation de facture, les frais d'éclairage, de chauffage et de bureau.

En outre des subventions accordées pour le fonctionnement administratif de la Bourse, souvent les municipalités en donnent de spéciales pour le service de placement, l'acquisition de livres, l'achat d'instruments pour les cours professionnels.

La moyenne des subventions accordées, en espèces ou

en nature, aux Bourses de chacune des quatre catégories précédentes est (1) :

Pour la première (villes de moins de 30.000 habitants)
de 900 à 1.200 francs.

Pour la deuxième (villes de 30.000 à 50.000 habitants)
environ 2.000 francs.

Pour la troisième (villes de 50.000 à 80.000 habitants)
de 4.000 à 8.000 francs.

Pour la quatrième (villes de plus de 80.000 habitants)
de 10.000 à 20.000 francs.

Cette division en catégories souffre de nombreuses exceptions qui tiennent à l'importance de la population ouvrière de la ville où se trouve la Bourse du travail et, surtout, du plus ou moins de sympathie qu'éprouve la municipalité à l'égard de ces institutions. Il est à remarquer, en effet, que certaines Bourses n'ont pas de subventions, car elles prennent souvent une attitude révolutionnaire, et dans ce cas elles se refusent à justifier de l'emploi qu'elles font des sommes que leur allouent les pouvoirs publics.

Au 1^{er} janvier 1908, sur 142 Bourses du travail existantes, 107 sont subventionnées. Elles reçoivent 346.875 francs des Conseils municipaux et 52.950 fr. 10 des Conseils généraux, soit au total 399.825 fr. 10.

Cette somme ne représente que les subventions en espèces, et il faudrait, pour connaître la somme exacte des subventions annuelles qui leur sont accordées, pouvoir évaluer la valeur des immeubles municipaux mis à leur disposition, et ce que coûte leur entretien. Malheureusement c'est un calcul impossible à faire, mais il est certain que les sommes dépensées en subventions en nature par les Conseils municipaux dépassent de beaucoup le total des

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 191.

*Tableau général
des subventions accordées aux Bourses du travail
en 1908*

Bourses	Subvention annuelle	
	municipale	départementale
Saint-Quentin	6.600	»
Commentry	400	»
Montluçon	500	»
Montluçon (Bourse indépendante)	500	»
Vichy	5.600	»
Cannes	2.100	»
Nice	8.500	500
Sedan	1.265	200
Romilly-sur-Seine	300	»
Troyes	2.500	»
Carcassonne	2.780	300
Narbonne	4.000	»
Aix	1.200	1.000
Arles	1.000	1.000
Marseille	8.200	5.700
Caen	600	300
Angoulême	3.000	1.000
Cognac	1.200	500
Rochefort-sur-Mer	»	200
La Rochelle	»	200
Bourges	»	1.500
La Guerche	»	200
Mehun-sur-Yèvre	300	525
Saint-Amand	»	425
Vierzon-Ville	2.050	1.000
Brive	700	100
Tulle	1.000	100
Saint-Brieuc	800	»
Périgueux	1.000	»
Besançon	3.000	300
Romans	1.900	500
Valence	1.475	650
Alais	1.500	100
Nîmes	3.000	1500
Toulouse	10.820	500
Auch	750	50
Bordeaux	12.600	»

*Tableau général
des subventions accordées aux Bourses du travail
en 1908 (suite)*

Bourses	Subvention annuelle	
	municipale	départementale
Agde.	1 000	1.000
Bédarieux	»	1.000
Béziers	4 000	1.000
Cette.	5.000	1.000
Mèze.	»	1.000
Montpellier	5.650	1.000
Fougères	2.500	300
Fougères (Bourse indépendante)	»	300
Rennes	2.500	300
Châteauroux	2 500	287,50
Issoudun	1.000	112,60
Tours	7.100	500
Grenoble	3.000	»
Voiron	150	»
Blois.	400	300
Rive-de-Gier	1.000	350
Roanne.	4.500	650
Saint-Chamond	700	200
Saint-Etienne.	10.365	500
Nantes	4.500	»
Saint-Nazaire	4.190	»
Orléans.	2.000	»
Cahors	1.200	»
Marmande.	300	300
Villeneuve-sur-Lot.	200	»
Cholet	1.800	»
Cherbourg.	3.000	»
Epernay	500	»
Reims	7.000	»
Chaumont.	300	»
Lorient.	2.500	»
Nevers	1.000	2.500
Creil.	100	»
Alençon	700	50
Boulogne-sur-Mer	2.000	»
Calais	4.000	»
Clermond-Ferrand	1 800	1.150

*Tableau général
des subventions accordées aux Bourses du travail
en 1908 (1) (suite et fin)*

Bourses	Subvention annuelle	
	municipale	départementale
Thiers	600	500
Bagnères de-Bigorre	50	50
Tarbes	»	150
Perpignan	3.500	500
Belfort	3.500	600
Lyon	7.000	»
Tarare	1.000	»
Châlon-sur-Saône	1.300	»
Le Mans	3.500	»
Annecy	800	»
Paris	110.000	»
Elbeuf	2.480	»
Rouen	4.000	»
Meaux	300	300
Versailles	1.000	100
Amiens	3.000	3.000
Albi	1.200	100
Castres	1.500	100
Mazamet	1.500	»
Montauban	2.500	500
Draguignan	100	»
Saint-Raphaël	»	1.500
La Seyne	1.500	2.500
Avignon	800	200
Fontenay-le-Comte	350	»
Poitiers	2.100	500
Auxerre	1 000	2.200
Sens	400	1.000
Alger	8.000	2.000
Bône	50	»
Constantine	3.000	1.000
Oran	1.200	2.500
Pointe-à-Pitre	»	1.500
Totaux : 107.	346.875 fr.	52.950 fr. 10

(1) *Annuaire des syndicats professionnels, 1908-1909,*

subventions données en espèces. Pour Paris, seulement, on peut, sans être taxé d'exagération, prétendre que la subvention passe de 110.000 francs à 300.000 francs environ, si l'on tient compte du loyer normal dont les syndicats de la Bourse sont dispensés.

Certaines Bourses du travail inscrivent dans leur budget, quel que soit le montant des subventions qu'elles touchent, un chapitre, dit de réserve, alimenté par une cotisation de 2 à 5 francs par syndicat et par mois. Ce fonds de réserve doit leur servir à éviter, dans une assez large mesure, les conséquences d'une réduction ou même d'une suppression possible des subventions.

Pendant longtemps les Bourses du travail réclamèrent des subventions aux pouvoirs publics, et Pelloutier, en particulier, en était partisan. Depuis quelques années l'opinion des dirigeants du syndicalisme est tout autre. M. Yvetot, successeur de Pelloutier à la Fédération des Bourses du travail, se montre hostile aux subventions, et un grand nombre de ses camarades partage sa manière de voir.

Les raisons de cette attitude sont multiples, mais elles découlent toutes du même fait. Les municipalités ne veulent plus accorder de subventions à des organisations qui leur refusent systématiquement tout contrôle de leur emploi, et toutes pièces justificatives des dépenses faites. Les Bourses veulent bien des subventions, mais elles prétendent ne pas justifier de leur emploi : Elles veulent la libre et absolue disposition des fonds qui leur sont remis. Elles estiment qu'exiger une justification de l'emploi des sommes encaissées est un acte du plus pur arbitraire ; cela est contraire à la dignité du prolétariat. D'ailleurs de quel droit vérifierait-on leurs dépenses ? Les subventions sont dues ; les ouvriers sont « chez eux » dans les ministères et dans

les mairies. L'argent qu'on accorde aux Bourses sous forme de subventions c'est de « l'argent qu'on restitue » aux ouvriers. Ces subventions, quoi qu'en prétendent les « bourgeois », ne doivent pas servir seulement au placement des ouvriers sans travail, elles doivent servir aussi et surtout à une active propagande anarchiste, à l'antimilitarisme, à préparer la guerre civile.

C'est avec ces subventions que certains individus, prêts à tous les sacrifices, moyennant une honnête rétribution, violent les lois, bravent l'autorité, prêchent l'émeute, font la jacquerie. Grâce à elles certains personnages sont grassement payés et restent les éternels profiteurs. Les exemples sont nombreux de ce fait ; un des plus typiques est le cas de la Bourse du travail de Lyon. (1)

L'administration de cette Bourse ne fait rien pour rien : tout s'y paie. Le comité administratif a donné le jour à de nombreuses commissions dont chaque membre reçoit des jetons de présence de 50 centimes. Du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 1891, les jetons ainsi distribués représentent une somme de 348 fr. 50. Chaque membre du comité administratif peut faire partie de deux et même de trois commissions à la fois, lorsque les commissions permanentes ne sont pas suffisantes ils s'en crée de temporaires, toujours avec des jetons de présence.

Un protégé de la Bourse est-il inoccupé, on lui donne des courses à faire à raison de 50 centimes l'heure. Un syndiqué touche un jour 6 francs pour avoir convoqué d'urgence les membres du comité général de la Bourse. Quant deux ou trois membres de la Bourse viennent en délégation

(1) *Rapport de la Commission des finances du Conseil municipal de Lyon*. Procès-verbal de la séance du 13 octobre 1891.

chez le maire de Lyon, pour présenter des réclamations, il les comptent à raison de soixante centimes l'heure.

Lorsqu'il y a des réunions, un syndiqué est chargé de faire le service d'ordre, et touche pour cela un franc.

Un membre de la Bourse touchait pour ses voyages de propagande, en plus de ses frais de déplacement, une indemnité de 20 francs.

Le 1^{er} mai 1891, jour de chômage, pendant lequel les ouvriers sont invités à vivre aux dépens de leurs économies, « des citoyens zélés et vigilants » passent la journée à la Bourse « pour la préserver des contaminations de la force publique » ; ils prennent le titre de « commission de surveillance de la Bourse », et « leur civisme s'est inscrit aux dépenses de l'institution » pour la somme de 14 fr. 80 dont voici l'emploi tel qu'il est libellé dans l'état des dépenses :

Pain : 4 à 0 fr. 60	2 fr. 40
Vin : 8 litres à 0 fr. 80	6 fr. 40
Saucisson : 4 à 1 fr. 50	6 fr. »»

Pendant que leurs camarades perdaient leur journée, les excitateurs se nourrissaient aux dépens de la subvention.

D'ailleurs, voici l'emploi que fit la Bourse du travail de Lyon des 10.000 francs de subvention que lui donnait la ville :

Employés	{	1 secrétaire	2.000 fr. »»
		1 secrétaire-adjoint	2.000 fr. »»
		1 secrétaire-femme	1.800 fr. »»
		1 gérant du Bulletin	400 fr. »»
		1 trésorier	400 fr. »»
		1 concierge	1.500 fr. »»

Dépenses personnelles de l'adminis-	
tration de la Bourse : jetons de	
présence. Comestibles. Indem-	
nités diverses, etc.	708 fr. 15

Travaux faits par divers appartenant	
la plupart à l'administration . . .	174 fr. 75
Total.	8.982 fr. 90

Certaines municipalités, soucieuses de l'emploi des deniers publics, ne voulurent pas tolérer de pareils abus. Si elles donnaient à des organisations, qu'elles considéraient comme utiles, leur aide sous la forme de subventions, elles entendaient non pas avoir le maniement de ces fonds, elles n'osèrent pas aller jusque là, mais au moins le contrôle. Elles voulaient que chaque année les Bourses subventionnées par elles, leur apportassent un compte général leur permettant de voir l'usage que ces institutions avaient fait de l'argent qui leur était confié. C'est de là que vient le conflit.

Les dirigeants du syndicalisme, se rendant compte que leurs organisations n'obtiendraient plus de subventions sans conditions, préférèrent avoir l'air de faire un beau geste de refus, et invitèrent les Bourses à ne plus réclamer de subventions.

Souvent dans les congrès ouvriers il fut discuté de cette attitude. Les Bourses voyaient avec déplaisir leurs caisses se vider. Ce n'est pas sans regrets qu'elles se voient privées de sommes, qui chaque année leur sont remises avec précision et sans retard ; leurs regrets sont d'autant plus amers qu'elles n'arrivent que péniblement à se faire payer les cotisations de leurs membres. Les adhérents des Bourses trouvent plus simple d'ouvrir largement la main que d'entrebailler leur porte-monnaie. Ils trouvent dur de quitter un immeuble, qui sans être beau ni luxueux, n'en est pas moins d'autant plus pratique qu'il est mis à leur disposition sans la moindre redevance.

Ce qui montre l'intensité de ces regrets, ce sont les récriminations et les injures dont sont couvertes les municipalités lorsqu'elles suppriment les subventions.

En effet, lorsqu'une municipalité, lasse de gâcher l'argent

de ses administrés en le donnant à des organisations qui l'utilisent contre le pays, supprime la subvention et ferme la Bourse du travail, immédiatement, au lieu de s'en réjouir, les militants dans leurs journaux (et il n'est guère de semaine où la *Voix du Peuple* ne le fasse) injurient ces « bourgeois » qui cependant vont au devant de leur désir en leur rendant le fier service de les libérer d'une tutelle avilissante.

Dans leurs congrès, les Bourses du travail ont cherché souvent un moyen d'obliger les municipalités à leur allouer des subventions sans pour cela leur reconnaître le droit de s'occuper de leurs affaires, et les solutions les plus diverses ont été proposées à cet effet ; les théories les plus étonnantes y furent soutenues.

C'est ainsi qu'au congrès des Bourses de Lyon, en 1894, on déclara que les subventions ne devaient être considérées que comme une restitution faite aux travailleurs. (1)

C'est toujours la question de rendre des comptes qui embarrasse les militants, et au congrès des Bourses tenu à Paris en 1900 le délégué de Montpellier s'exprime en ces termes : « Chaque fois que nous avons besoin de quelque chose nous le demandons à la municipalité, mais il est bien entendu que jamais nous ne rendons de comptes à la municipalité. Nous avons demandé 2.000 francs pour cinq camarades qui devaient venir et on voulait nous faire des mandats individuels. Moi, qui ai l'honneur de faire partie du Conseil municipal de Montpellier j'ai dit : Je demande 2.000 francs pour la Bourse, mais elle pourra en faire ce qu'elle voudra. Il doit en être ainsi pour toutes les villes.

(1) *Bulletin officiel de la Bourse du travail de Lyon*, juin et juillet 1894, p. 102,

Nous demandons ce dont nous avons besoin, mais nous ne voulons pas rendre de comptes. »

Ainsi donc il est considéré par eux comme inadmissible qu'une municipalité accorde une subvention à une Bourse en stipulant que cette subvention doit servir à des œuvres déterminées, secours de chômage, placement, etc. et qu'un contrôle sera exercé pour avoir la certitude que cette condition est bien remplie. Devant de telles exigences il vaut mieux refuser le don.

Certaines municipalités préfèrent fermer la Bourse du travail et supprimer la subvention que d'en passer par où le veulent les organisations ouvrières.

Mais là n'est pas la seule raison de la fermeture des Bourses; il en est une autre, tout aussi grave que la précédente : il s'est produit dans certaines des faits d'une immoralité tellement révoltante qu'avec la meilleure volonté du monde on ne pouvait les supporter.

Nous ne citerons que deux exemples ; celui de la Bourse du travail de Dijon, et celui de la Bourse du travail de Paris.

A Dijon (1), la municipalité, socialiste pourtant fut obligée de supprimer la subvention et de fermer l'immeuble municipal momentanément, le temps de faire cesser les abus, parce que, successivement, deux secrétaires de la Bourse, révolutionnaires tous deux, avaient commis des détournements nombreux et importants, imitant les signatures des chômeurs de passage, et gardant pour eux les sommes représentant les prétendus secours ainsi distribués. Ils oublièrent de verser dans la caisse des cotisations et les

(1) *Bulletin municipal officiel de la ville de Dijon*, n° 6, juin 1907.

sommes diverses provenant des syndicats affiliés. Lorsque des femmes entraient dans la Bourse elles rencontraient des hommes ivres qui leur faisaient des propositions répugnantes. Mais ce qui décida de la fermeture de l'immeuble, c'est que l'un de ces deux secrétaires faillit être la cause d'une perquisition à la Bourse. A son état de secrétaire permanent de la Bourse, il ajoutait celui de maître avorteur, dans son insouciance il laissait trainer sur son bureau les divers instruments chirurgicaux dont il se servait et comme il était sous le coup de poursuites judiciaires, on eut peur du scandale que produirait la découverte de ses instruments à la Bourse.

Sur la plainte de certains syndiqués, que de tels actes révoltaient, la Bourse fut fermée ; son gouvernement révolutionnaire fut renversé, et une scission se produisit dans les syndicats dijonnais. Les syndicats révolutionnaires se solidariserent avec le secrétaire cause de tout cela, et les réformistes se rallièrent autour d'un de leurs jeunes camarades, actif et honnête. La municipalité rendit l'immeuble à ces derniers, et leur continua sa subvention. Il y a encore actuellement deux Bourses du travail à Dijon, la fusion tentée plusieurs fois a toujours échoué, et la Bourse révolutionnaire est seule affiliée à la Fédération des Bourses du travail.

La Bourse du travail de Paris connut des scandales semblables ; elle fut à une époque le repaire de voleurs et de recéleurs ; le principe proudhonien « la propriété c'est le vol » y était en honneur. Le commerce des objets volés était une des occupations les plus sérieuses d'une partie des adhérents de la Bourse. L'obscurité des salles et des escaliers peu éclairés cachait des amours honteuses,

on ne ferma pas la Bourse pour cela, on en changea le règlement.

Des conflits s'élèvent encore entre organisations syndicales et municipales, lorsque celles-ci ont la prétention d'ouvrir largement les portes des Bourses du travail à tous les syndicats. Les rouges veulent être seuls à profiter des libéralités municipales et ils se récrient à la seule pensée que les jaunes en pourraient avoir aussi leur part.

Le 1^{er} Mars 1908, la municipalité de Bordeaux décida que « tous les syndicats professionnels auront accès, assuré par la force publique au besoin, à la Bourse du travail ». La *Voix du Peuple* (15 au 22 mars 1908), commente cette décision en ces termes : « Bien entendu, par syndicats professionnels messieurs les édiles bordelais entendent la racaille jaune, les syndicats mixtes ou patronaux etc... Les véritables syndicats ouvriers bordelais vont tout faire pour se soustraire aux fantaisies réactionnaires de leurs édiles, et ils envisagent, d'autre part, la possibilité de se retirer « chez eux » et de créer, si besoin est, une Bourse autonome ».

C'est en effet là un des moyens préconisés pour se soustraire au joug des municipalités.

Certaines Bourses de province ont mis cette idée en pratique. « L'Union des Syndicats roubaisiens » possède un immeuble lui appartenant en propre ; une coopérative, « la Paix », lui en a fait don. (1)

« L'Union des Syndicats du département de la Seine », chassée de la Bourse du travail de Paris par l'administration préfectorale, et dont le siège est à « la Maison des Fédérations », 33, rue Grange-aux-Belles, a fait le projet

(1) *Voix du Peuple*, 6 au 13 février 1909.

de construire une Bourse du travail autonome. D'après les devis présentés, elle coûterait environ deux millions, mais, en attendant, l'Union de la Seine a décidé de construire, rue Grange-aux-Belles, une grande salle de réunions, avec bureaux et petites salles de commissions, qui ne coûterait que 250.000 francs (1).

Pour mener à bien ce projet, le comité général de l'Union des Syndicats de la Seine, dans une réunion tenue le 29 septembre 1908 (2) décida le principe de l'édification de cette « maison des syndicats », une cotisation obligatoire de 1 franc par membre et par semestre pour tous les syndiqués de l'Union, l'édition de bons de souscription non remboursables de 5 francs, etc...

Le total des souscriptions reçues au 1^{er} novembre 1908 (3) s'élevait à 9.647 fr. 10 !

Une des préoccupations constantes des syndicats est de repousser l'ingérence des pouvoirs publics dans le fonctionnement des Bourses. Le gouvernement ayant manifesté l'intention de déclarer les Bourses établissements d'utilité publique, celles-ci discutèrent de ce projet dans leurs congrès. A Saint-Etienne, en 1892, (4) elles décidèrent de repousser cette déclaration qui « n'a été préparée par le gouvernement que pour nuire à leur développement ». A Toulouse, en 1893, elles acceptent, au contraire, cette déclaration à la condition qu'il soit bien entendu qu'elles repoussent « absolument l'ingérence de l'Etat dans l'admi-

(1) *Voix du Peuple* du 19 au 26 juillet 1908 et du 16 au 23 août 1908.

(2) *Voix du Peuple* du 18 au 25 octobre 1908.

(3) *Voix du Peuple* du 1^{er} au 8 novembre 1908.

(4) *La Bourse du travail* (organe de la Bourse du travail de Paris), 28 février 1892.*

nistration des Bourses du travail. » Le congrès de Nîmes, en 1895, (1) repousse de nouveau cette reconnaissance d'utilité publique; de même celui d'Alger en 1902 et celui d'Amiens en 1906.

Il y a, en principe, quatre catégories de services créés par les Bourses du travail; ce sont :

1° le service de la mutualité, qui comprend le placement, le viaticum et les secours ;

2° le service de l'enseignement, qui comprend la bibliothèque, le musée du travail, l'office de renseignement, la presse corporative, et l'enseignement proprement dit ;

3° le service de la propagande, qui comprend les études statistiques et économiques, la création des syndicats industriels, agricoles et de marins, des sailor's home, des sociétés coopératives, etc.

4° Le service de « résistance », qui est chargé de l'organisation des grèves, des caisses de grèves, et de l'agitation contre les projets de lois qui semblent devoir nuire aux ouvriers.

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Nîmes 1895, p. 46.

CHAPITRE III

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE DES BOURSES DU TRAVAIL

L'œuvre économique des Bourses du travail se divise en mutualité ouvrière et en enseignement syndical.

L'œuvre de la mutualité, qui devrait être la plus importante des œuvres des Bourses, nous pourrions presque dire la seule, comprend le placement, le viaticum, l'Office national ouvrier de statistique et de placement, les caisses de chômage et les caisses diverses.

Les services de l'enseignement syndical comprennent les bibliothèques, les musées du travail, les offices de renseignements, la presse corporative et l'enseignement proprement dit.

La première de ces deux œuvres sert à venir en aide matériellement aux ouvriers en leur procurant des ressources leur permettant de se déplacer pour aller à la recherche de travail ; en les renseignant sur les localités où ils trouveront de l'ouvrage ; en leur donnant des subsides en cas de chômage, et en les secourant en cas de maladie, d'accident, etc.

C'est donc là une œuvre purement matérielle, qui se différencie absolument de la seconde, celle de l'enseignement, dont le but est d'augmenter les capacités intellectuelles de l'ouvrier.

Par les bibliothèques, on met à la disposition des adhérents des Bourses les livres et les journaux qui peuvent les intéresser ; par les musées du travail, on espère leur

montrer comment et dans quelles conditions se confectionnent les produits manufacturés ; les offices de renseignements, par les documents et les conseils qu'ils fournissent aux organisations syndicales les guident dans la création des œuvres qu'elles entreprennent ; l'enseignement proprement dit doit former l'intelligence des jeunes gens, faire des apprentis de bons ouvriers en leur permettant de suivre des cours qui développeront leurs connaissances professionnelles, des conférences qui meubleront leur esprit d'éléments qu'ils n'ont pu obtenir à l'école, par suite de la nécessité où ils étaient de la quitter pour entrer à l'atelier afin d'y gagner leur vie.

I. — Mutualité

1° *Le placement.* — Le placement devrait être l'œuvre principale des Bourses, il est leur raison d'être ; elles furent créées spécialement dans ce but. Elles devraient y apporter tous leurs soins, tous leurs efforts ; ainsi elles joueraient un rôle important.

Si les Bourses avaient voulu se limiter presque exclusivement à cette œuvre, elles auraient de ce fait rendu à leurs adhérents et aux ouvriers, en général, d'éminents services, et nul n'aurait pu critiquer ces organisations.

Par les commissions qu'ils prélèvent sur les placements qu'ils effectuent, les bureaux de placement privés sont mal vus des ouvriers, qui leur reprochent de leur fournir de mauvaises places pour les obliger à se replacer fréquemment et, par là, à avoir recours à leurs services beaucoup plus souvent que de raison. Leur usage est onéreux et leurs moyens commerciaux parfois détestables.

Les Bourses du travail ont organisé des bureaux de placement, permettant aux ouvriers, qui veulent s'adresser à elles, de trouver, gratuitement, du travail. Par ce moyen elles attirent à elles un grand nombre de travailleurs qui ne se seraient pas syndiqués s'ils n'avaient pas comptés sur cet avantage. Il est vrai que, bien des fois, ces ouvriers s'affilient à un syndicat à une époque de chômage, puis l'abandonnent une fois placés.

Le placement de leurs membres étant pour les Bourses un merveilleux moyen de propagande et de recrutement, il est naturel qu'elles cherchent à l'accaparer.

Elles firent une guerre acharnée aux bureaux de placement privés, et grâce à leurs efforts elles obtinrent du législateur la loi du 9 mars 1904, qui autorise les municipalités à supprimer les bureaux de placement payants. Un grand nombre de municipalités firent usage de cette faculté, mais établirent à la mairie un bureau de placement gratuit.

Les Bourses partirent en guerre contre ceux-ci, car ils présentent pour elles un double danger.

Ces bureaux de placement sont gratuits, à ce point de vue celui qui les utilise y trouve le même avantage que dans les Bourses ; c'est là une concurrence qui peut devenir inquiétante pour elles.

Ensuite, les municipalités, voyant leur service de placement bien fonctionner, peuvent estimer que les Bourses, spécialement créées dans ce but, deviennent des organisations inutiles, et leur suppriment les subventions qu'elles leur accordaient pour ce service.

Ces deux dangers qu'entrevoient les Bourses ne sont pas chimériques.

Tout patron, et même tout employé, qui aurait à se plaindre du placement opéré par la Bourse du travail, peut

aller, et ne manquera certainement pas de le faire, au bureau municipal, et y trouver, dans les mêmes conditions qu'à la Bourse, la main-d'œuvre ou le travail désiré.

Les Bourses veulent monopoliser tout ce qui est relatif à l'amélioration du sort des ouvriers, elles veulent être maîtresses absolues et régler souverainement tout ce qui a trait aux ouvriers. Pour arriver à ce résultat il est de toute nécessité pour elles d'avoir en premier lieu la faculté de placer les ouvriers.

Tout bureau de placement qui n'est pas celui de la Bourse, qu'il soit municipal ou privé, payant ou gratuit, est un obstacle à la réalisation de ce programme.

Tant que l'employeur et l'employé pourront s'adresser ailleurs qu'à la Bourse pour obtenir du travail et de la main-d'œuvre, les Bourses ne seront pas toutes puissantes. Le jour, au contraire, où la Bourse aura le monopole du placement, les ouvriers seront obligés de se syndiquer, faute de quoi ils ne sauraient trouver du travail, quant aux patrons ils seront dans l'obligation d'en passer par toutes les fantaisies de ces organisations, s'ils ne veulent être réduits à fermer leurs usines.

Afin d'étendre leur puissance, et de neutraliser, dans la mesure du possible, cette concurrence, les Bourses cherchent à développer de plus en plus leur service de placement, qui de local devient souvent régional. Un essai même de placement national fut tenté, mais il échoua presque aussitôt.

Après être entrées en relation avec les syndicats isolés pour les engager à développer leur service de placement, certaines Bourses se préoccupèrent du placement à distance, par correspondance ; elles recherchèrent l'ouvrier demandé et le patron demandeur, soit directement, soit par l'inter-

médiaire des syndicats des localités voisines. La Bourse de Nîmes est dans ce cas, et elle dispense ses correspondants ouvriers d'affranchir leurs lettres.

Le placement de Bourse à Bourse (1) se pratique aussi, et parfois il s'effectue à des distances considérables.

Les Bourses de Nantes, d'Angers et de Tours s'entraident pour placer leurs adhérents. De même le placement s'effectue de Paris à Tours et réciproquement.

Les Bourses du travail se heurtent à l'indifférence de beaucoup d'ouvriers, et à l'hostilité, ou, tout au moins, à la méfiance des employeurs dont beaucoup ne tiennent pas à embaucher des syndiqués et surtout des militants du syndicalisme.

Les Bourses du travail, créées spécialement pour le placement devraient considérer ce service comme le plus important de ceux qui fonctionnent chez elles, mais les syndicalistes révolutionnaires apportent plus de soins à la propagande syndicale qu'au placement, et celui-ci n'est considéré par eux que comme un moyen de recrutement et de propagande. Malgré cela les Bourses s'efforcèrent d'augmenter le champ d'action du placement par l'institution de deux nouveaux services : celui du viaticum et celui de l'Office national ouvrier de statistique et de placement.

2° *Le Viaticum.* — Le viaticum est un secours que les organisations syndicales donnent aux ouvriers à la recherche de travail, pour leur permettre de séjourner dans une localité le temps nécessaire pour visiter les ateliers, et, s'ils n'ont pu se faire embaucher, de gagner une localité voisine, où ils chercheront à s'employer.

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 89.

*Tableau général des placements effectués par les
Bourses du Travail en 1907.*

Bourses	Demandes	Offres	Placements effectués	
			à demeure	en extra
Agde	»	»	»	»
Agen	»	»	»	»
Aix.	980	666	608	»
Alais	763	578	541	»
Albi.	128	104	84	»
Alençon	»	»	»	»
Alger	3 355	2.183	2.059	»
Amiens	1.891	1.150	823	404
Angers.	2.170	1.269	1.247	»
Angoulême	695	480	315	»
Annecy	89	41	41	»
Arles	»	»	»	»
Auch	»	»	»	»
Aurillac	»	»	»	»
Auxerre	590	472	386	»
Avignon	1.410	930	602	119
Bagnères-de-Bigorre	3	1	1	»
Bayonne	»	»	»	»
Bédarieux	10	10	»	10
Belfort.	682	789	627	»
Besançon.	1.095	1.038	600	28
Béziers.	1.140	1.180	330	»
Blois	672	415	340	»
Bône	»	»	»	»
Bordeaux.	10.412	8.303	4.116	4.187
Boulogne sur-Mer.	583	490	490	»
Boulogne-sur-Mer (Bourse ind.)	»	»	»	»
Boulogne sur-Seine	»	»	»	»
Bourges	»	»	»	»
Brest	»	»	»	»
Brive	183	155	152	»
Caen	732	1.289	38	21
Cahors.	125	124	87	»
Calais.	»	»	»	»
Cannes.	357	231	151	58
Carcassonne (Bourse ind.)	460	600	430	10
Carcassonne.	»	»	»	»
Castres	270	193	101	92
Cette	80	40	30	10

*Tableau général des placements effectués par les
Bourses du Travail en 1907 (suite).*

Bourses	Demandes	Offres	Placements effectués	
			à demeure	en extra
Châlons	»	»	»	»
Chalon-sur-Saône	913	820	508	204
Châteauroux	221	187	45	4
Chaumont	»	»	»	»
Chauvigny	4	2	»	»
Cherbourg	411	283	227	18
Cholet	173	205	15	87
Clermont-Ferrand	2.056	1.335	1.153	77
Clichy	»	»	»	»
Cognac	1.500	1.000	700	200
Commentry	»	»	»	»
Constantine	1.080	812	711	»
Creil	159	19	51	8
Dijon	91	46	11	16
Dijon (Bourse ind.)	»	»	»	»
Draguignan	117	80	24	22
Dunkerque	»	»	»	»
Elbeuf	1.481	1.096	904	50
Epernay	225	225	225	»
Firminy	»	»	»	»
Fontenay-le-Comte	»	»	»	»
Fougères	255	215	127	»
Fougères (Bourse ind.)	400	320	210	»
Fourmies	»	»	»	»
Grenoble	3.275	2.715	1.531	1.168
La Guerche-sur-l'Anbois	»	»	»	»
Le Havre	»	»	»	»
Issoudun	73	64	34	18
Issy les-Moulineaux	»	»	»	»
Laval	»	»	»	»
Levallois-Perret	»	»	»	»
Lille	»	»	»	»
Limoges	228	312	192	18
Lons-le-Saulnier	»	»	»	»
Lorient	320	133	85	22
Lyon (Bourse ind.)	114	264	86	»
Lyon	»	»	»	»
Le Mans	1.382	786	561	»
Marans	»	»	»	»

*Tableau général des placements effectués par les
Bourses du Travail en 1907 (suite).*

Bourses	Demandes	Offres	Placements effectués	
			à demeure	en extra
Marmande	675	528	352	145
Marseille	8.559	7.772	7.456	22.875
Mazamet	»	»	»	»
Meaux	»	»	»	»
Mehun-sur-Yèvre	»	»	»	»
Mèze	»	»	»	»
Montauban	216	192	156	11
Montluçon	300	267	267	»
Montluçon (Bourse indép.)	»	»	»	»
Montpellier	409	266	218	12
Nantes	3.850	2.414	1.852	80
Nantes (Bourse indép.)	347	138	148	397
Narbonne	»	»	»	»
Nevers	164	103	45	38
Nice	1.549	1.366	859	12
Nîmes	981	828	618	»
Niort	»	»	»	»
Oran	766	182	100	»
Orléans	1.879	1.402	853	»
Paris	»	»	»	»
Pau	300	180	10	170
Périgueux	»	»	»	»
Perpignan	695	367	268	39
La Pointe-à-Pitre	»	»	»	»
Poitiers	1.500	1.220	920	56
Puteaux	»	»	»	»
Le Puy	»	»	»	»
Reims	3.845	3.845	2.387	»
Rennes	3.731	2.737	2.173	»
Rive-de-Gier	164	82	73	»
Roanne	421	171	146	125
Rochefort	511	506	1.017	»
La Rochelle	»	»	»	»
La Rochelle-La Palice	1.196	1.066	»	640
Romans	897	663	513	»
Romilly	»	»	»	»
Rouen	»	»	»	»
Saint-Amand (Cher)	380	347	184	131
Saint-Amand (Nord)	»	»	»	»

*Tableau général des placements effectués par les
Bourses du Travail en 1907 (suite et fin) (1).*

Bourses	Demandes	Offres	Placements effectués	
			à demeure	en extra
Saint-Brieuc.	218	189	182	7
Saint-Chamond.	»	»	»	»
Saint-Denis	»	»	»	»
Saint-Etienne	3.439	1.699	1.071	331
Saint-Etienne (Bourse indép.)	»	»	»	»
Saint-Nazaire	615	410	55	285
Saint-Quentin	1.472	667	325	22
Saint-Raphaël	90	90	»	90
Sedan	354	307	127	168
Sens	125	60	50	10
La Seyne-sur-Mer	850	80	80	»
Tarare.	22	7	»	7
Tarbes.	»	»	»	»
Thiers.	208	47	39	»
Toulon.	»	»	»	»
Toulouse.	7.985	6.841	6.005	»
Tours	»	»	»	»
Troyes.	1.732	1.178	1.098	150
Tulle	115	92	68	24
Tulle (Bourse indép.)	»	»	»	»
Valence	1.876	765	534	»
Versailles.	1.200	1.125	585	535
Vichy	1.960	1.680	1.316	»
Vierzon-Ville	»	»	»	»
Villeneuve-sur-Lot.	65	15	41	15
Voiron.	»	»	»	»
Totaux.	99.014	75.544	53.795	33.226

Au début le viaticum n'avait pour but que de restreindre le vagabondage et de donner un réconfort moral et matériel aux « voyageurs ». Ceux-ci devinrent chaque jour plus nombreux par suite de l'élimination progressive du travail manuel par le travail mécanique. L'ouvrier sans travail

(1) *Annuaire des syndicats professionnels, 1908-1909.*

dans une localité est obligé d'en chercher ailleurs, ses camarades lui facilitent son déplacement par les secours qu'ils lui donnent.

Certaines organisations professionnelles, comme la Société générale des Chapeliers et la Fédération des travailleurs du Livre, avaient organisé le viaticum, afin de protéger leurs adhérents contre la dépréciation des salaires, produite par la surabondance de la main-d'œuvre, et aussi pour que les membres de leurs associations ne travaillent pas à bas prix.

Le viaticum est aussi un moyen d'empêcher les « voyageurs » de prendre la place d'ouvriers en grève, grâce à cette institution on peut en leur procurant des moyens d'existence, leur fixer un itinéraire, et les écarter ainsi des localités où des conflits économiques ont éclaté.

Ne pouvant syndiquer tous les chômeurs, on voulut se les attacher par la reconnaissance et par l'intérêt ; mais souvent les « voyageurs » trompaient, sans scrupules, les camarades qui leur venaient en aide. Aussi, pour parer à ces abus, chercha-t-on à organiser uniformément le viaticum dans toutes les Bourses du travail.

Les Bourses délivraient ces secours de route selon leurs moyens, et d'après le système qu'elles préféraient ; c'est encore ce qui se produit aujourd'hui, malgré les efforts faits par le comité fédéral des Bourses pour organiser un viaticum fédéral.

En général les Bourses distribuent le viaticum partie en nature, partie en espèces.

La Bourse d'Angers (1) donne 1 fr. 50 aux voyageurs syndiqués et 1 fr. 25 aux autres sous la condition de se syn-

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 91-92.

diquer dans les six mois, faute de quoi le secours ne leur sera plus accordé par la suite. Six mois doivent s'écouler entre deux visites d'un même voyageur. Une partie de l'allocation est donnée sous forme de bons de logement et de repas, valables dans un hôtel avec lequel la Bourse a un traité. L'argent qui sert à alimenter la caisse du viaticum provient de dons, collectes, concerts, tombolas etc. En 1896 elle distribua 186 bons dont 154 donnant droit à un repas, au coucher et à un secours en espèces de 1 fr. 25.

La Bourse de Nice donne des bons de repas, sa caisse est alimentée par une cotisation mensuelle de 1 fr. 25 par syndicat.

Presque toutes les Bourses ont conclu des contrats avec un hôtelier de la ville pour le logement et la nourriture des « voyageurs ». Mais certaines retiennent les ouvriers de passage à la Bourse afin de faire auprès d'eux de la propagande. Dans ce but elles transforment chaque soir les salles de réunions en dortoirs, et mettent des hamacs à la disposition des « voyageurs ». La Bourse du travail de Nantes pratique de cette façon.

Celle de Béziers a amélioré ce système : chez elle deux salles sont spécialement réservées à l'hospitalisation des visiteurs des deux sexes, et elle met à la disposition des femmes, qui préfèrent ne pas se rendre au restaurant, tous les ustensiles de cuisine qui leur sont nécessaires pour se préparer leurs repas.

Au congrès des Bourses tenu à Rennes en 1898 (1), ces organisations nous renseignent sur le fonctionnement du viaticum.

(1) *L'Ouvrier des deux Mondes*, 1^{er} octobre 1898, p. 316 à 318.

La Bourse du travail de Rennes a créé une caisse de secours de route alimentée par un tronc et une cotisation de 1 franc par mois par syndicat. Avant 1897 le secours était de 1 fr. 50, depuis il est de 2 francs.

Voici le tableau général des secours distribués aux syndiqués de passage par la Bourse du travail de Rennes de 1894 à 1898.

Années	Passages	Secours
1894	25	37 fr. 50
1895	22	33 »
1896	47	60 » 50
1897	41	81 »
1898 (jusqu'en septemb.)	32	64 »
Totaux	167	276 francs

Au congrès de Paris de 1900 (1), les Bourses donnent des renseignements plus complets et plus intéressants.

La Bourse de Constantine a créé une « caisse de viaticum » ne fonctionnant que pour ses membres. Tous les adhérents y versent 10 centimes par mois et quand ils veulent se rendre à un endroit où ils ont trouvé du travail, la caisse leur avance les frais de voyage, avec promesse de remboursement, promesse qui n'est jamais tenue, d'ailleurs. A cause des grandes distances, ce système ne fonctionne que pour le département de Constantine. Des adhérents de la caisse du viaticum reçurent des secours pour Biskra (situé à 288 kilomètres de Constantine) et pour Bougie (382 kilomètres). Ces secours sont calculés à raison de 7 centimes par kilomètre, c'est-à-dire un peu plus que le prix du chemin de fer, pour que l'ouvrier puisse se nourrir en

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Paris 1900, p. 44 à 66.

route. Outre ces secours, la Bourse donne à tous les syndiqués de passage un bon de nourriture et de couchage. Le repas se compose d'un potage, d'un plat de viande, d'un légume, d'un pain et d'un quart de vin; il coûte cinquante centimes à la Bourse.

La Bourse de Tours distribue pour 400 francs par an de bons de couchage et de nourriture aux syndiqués. En principe elle refuse tout secours aux non syndiqués, mais lorsqu'ils ont faim elle leur donne des bons de fourneau qu'elle achète au bureau de bienfaisance.

Niort donne 2 fr. 50 à tout voyageur, syndiqué ou non.

La Bourse de Narbonne a une moyenne de dix à quinze « passages » par jour, chaque secours qu'elle donne est de 50 centimes.

Saint-Etienne n'a pas de règle fixe pour la distribution de ses secours. Ils varient de 1 à 3 francs, et leur importance dépend du plus ou moins de mérite du voyageur.

La Bourse du travail de Toulouse ne donne que des secours en nature et aux syndiqués seulement.

Celle de Nice donne, aux syndiqués seulement, la nourriture et le couchage pour deux jours, ce secours est de 1 fr. 25 pour la nourriture par jour.

La Bourse de Lyon se débarrasse des non-syndiqués en les envoyant à la mairie. Elle donne un secours aux syndiqués. Lorsqu'un syndiqué de Lyon est obligé de quitter la ville, le conseil d'administration de la Bourse lui vote un secours de 20, de 30 et même de 50 francs.

La Bourse de Bordeaux distribue certains mois jusqu'à 120 francs de secours; il n'est pas de mois où elle ne dépasse 60 francs.

Les secours distribués par celle d'Alger s'élèvent à 600 ou
Frank.

700 francs par an; ces sommes proviennent de collectes, dons, fêtes, etc.

La diversité de ces systèmes, chacun bon en particulier, n'est pas sans entraîner de nombreux inconvénients.

Les visiteurs se plaignent amèrement de la différence de traitement qui leur est faite d'une Bourse à l'autre. Le non-syndiqué venant d'une Bourse où il a été secouru s'étonne et se fâche qu'une autre n'agisse pas de même; le syndiqué qui voyage ne comprend pas que les Bourses qu'il visite puissent, à leur gré, tantôt lui donner de l'argent, tantôt de la nourriture, et que même la quantité et la qualité du secours puissent varier. En règle avec son syndicat, il croit de ce fait avoir droit au secours, et il n'admet pas que les Bourses soient libres de le secourir ou non, et dans les conditions qui leur plaisent. Ces réflexions amènent des disputes et souvent des rixes.

Avec ce système de distribution aucun contrôle n'est possible, les secrétaires des Bourses ne peuvent connaître le nombre et la fréquence des visites de chaque voyageur. Aussi s'est-il rapidement créé une nouvelle profession, celle de trimardeur, profession lucrative et de tout repos. Ces professionnels du trimard sillonnent les grandes routes de France, durant la bonne saison, d'avril à octobre; un bâton à la main, une besace sur le dos, ils vont de Bourse en Bourse, en ayant soin d'éviter celles qui ne donnent rien, et celles qui donnent peu. Parasites des organisations ouvrières, qui dépensent leur argent pour eux, sans aucun profit ni reconnaissance, ils ont bien soin de ne pratiquer aucun métier. Ce sont d'éternels promeneurs, vivant gaie-ment en plein air, dilettantes des voyages à pied. Lorsque les premiers froids, et les pluies d'hiver leur rendent la campagne hostile, ils savent commettre adroitement un délit

qui les fera hospitaliser pendant les mauvais jours dans une prison, où ils attendront patiemment le retour des hirondelles, qui les inciteront de nouveau à reprendre leur profession estivale.

Pour échapper à ces inconvénients, le comité de la Fédération des Bourses présenta à ces organisations un projet de « viaticum fédéral » qui remplacerait tous ces secours particuliers et différents, par un viaticum collectif réservé aux seuls syndiqués, et réglémenté uniformément pour toutes les Bourses adhérentes à la Fédération. Ce viaticum fédéral supprimerait, sinon la totalité, au moins la plus grande partie des inconvénients qu'entraîne le système particulariste pratiqué par les Bourses. (1)

C'est au congrès des Bourses du travail tenu à Rennes, en 1898, (2) que ce système fut présenté pour la première fois.

L'économie de ce projet repose sur les réponses faites au cours d'enquêtes organisées par le comité fédéral auprès des Bourses. Les moyennes des chômeurs et la durée du chômage donnent de 10 à 20 pour cent de chômeurs pendant 90 jours par an. Ces chiffres ne concernent pas l'Algérie qui est placée dans une situation particulière par suite du grand nombre d'ouvriers nomades qu'elle possède.

En prenant le taux de la cotisation prélevée, et celui de l'allocation versée par les organisations ouvrières qui ont déjà institué chez elles le viaticum, on trouve que 100 ouvriers versant chacun 20 centimes par mois fourniraient une somme annuelle de 240 francs, et que 20 chômeurs rece-

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 93 et suivantes.

(2) *L'Ouvrier des deux Mondes*, 1^{er} octobre 1898, p. 321 à 326.

vant pendant 3 mois, 2 francs par mois toucheraient 120 francs. Il reste donc un excédent de 120 francs de recettes.

Si les moyennes indiquées sont exactes, et le comité fédéral le prétend, on pourrait abaisser à 10 centimes la cotisation mensuelle sans que l'allocation diminuât de ce fait. Si ces moyennes sont considérées comme inférieures à la réalité, la cotisation de 20 centimes permettrait à chaque Bourse de secourir jusqu'à 40 ouvriers chômeurs pendant 3 mois, ou 30 pendant 4 mois ou 20 pendant 6 mois.

Pelloutier, l'auteur de ce projet, nous dit lui-même qu'il n'a rien d'original, il n'est que la combinaison des systèmes pratiqués par l'Union des travailleurs du Tour de France et par la Fédération des travailleurs du Livre.

Mais la disproportion qui existe entre le nombre des membres de ces organisations (l'Union des travailleurs du Tour de France ayant, à l'époque de ce projet, 3.000 membres, la Fédération des travailleurs du Livre en ayant 6.000) et celui des ouvriers affiliés aux Bourses (Pelloutier prétend qu'ils étaient à cette époque 250.000, ce qui est certainement très exagéré) ne permettait pas de conserver le même taux des cotisations et des allocations.

Bien que, en définitive, les chiffres dans les trois cas soient à peu près semblables, ceux proposés par le comité fédéral sont son œuvre propre et n'ont été fixés qu'après enquête auprès des Bourses.

Cette enquête donna le nombre d'adhérents de chaque syndicat, le pourcentage annuel des chômeurs dans chaque profession, et la durée moyenne du chômage.

Les résultats de cette enquête se sont trouvés confirmés par les tables de la Fédération des travailleurs du Livre dont la dépense mensuelle la plus élevée n'atteint que 0 fr. 083 par syndiqué, et par les secours de route alloués

par les Bourses dont la valeur moyenne est de 87 francs pour 100 membres.

Ces calculs faits, le comité fédéral, proposa aux adhérents de la Fédération des Bourses de créer un service de viaticum entre les ouvriers syndiqués affiliés aux Bourses fédérées.

Chaque Bourse posséderait une caisse spéciale administrée par elle, et alimentée, à son gré, soit par une cotisation mensuelle de 10 centimes par syndiqué, cette cotisation, qui n'est pas fixe, pourrait être réduite suivant les fluctuations du nombre des ouvriers secourus, soit par le produit de dons, de fêtes, de réunions, de collectes, etc.

Pour avoir droit au secours de route, le syndiqué devrait, premièrement, être syndiqué depuis trois mois au moins ; deuxièmement, avoir acquitté régulièrement ses cotisations, sauf dans les cas de chômage, de maladie dûment constatée, et de service militaire ; troisièmement, avoir quitté la localité où il résidait, par suite de manque de travail, ou pour avoir accompli un des actes de solidarité ouvrière prévus par le règlement particulier de chaque syndicat. Le livret de syndiqué, que le voyageur doit avoir sur lui, attesterait que ces conditions sont remplies.

Le taux du secours est calculé d'après le nombre de kilomètres effectués par le voyageur. Pour toute distance de 40 kilomètres, et au-dessous, le secours serait de 2 fr. depuis la Bourse la plus voisine dans la direction d'où vient le voyageur. Toute distance supérieure à 40 kilomètres donnerait droit à une allocation supplémentaire de 75 centimes par fraction de 20 kilomètres et jusqu'à concurrence de 200 kilomètres.

Les sommes versées au voyageur seraient portées sur son livret et totalisées au bas de chaque page. Les Bourses au-

raient un répertoire général sur lequel seraient mentionnés le nom, la date du passage du fédéré, sa profession, la ville d'où il vient, et le total des sommes portées sur son livret au moment de son passage.

Le fédéré qui omettrait de visiter une Bourse intermédiaire n'aurait droit au viaticum que pour la distance existant entre cette Bourse et celle où il se présente.

Le secrétaire de la Bourse visitée donnerait au voyageur l'adresse du secrétaire du syndicat de sa corporation, qui lui ferait connaître les maisons de sa profession où se trouvent des syndiqués ; le voyageur serait tenu de s'y présenter et de s'assurer s'il ne s'y trouve pas de travail ; un des syndiqués de l'atelier attesterait que la visite a été faite. S'il n'existait pas dans la localité de syndicat de la profession du voyageur, le secrétaire de la Bourse du travail lui donnerait lui-même les adresses et les indications nécessaires. Dans ce cas le contrôle de la visite se ferait par entente entre le secrétaire de la Bourse et les membres des syndicats de professions similaires. Au cas où une journée ne suffirait pas pour visiter les ateliers, le voyageur recevrait une indemnité de séjour pour qu'il lui soit possible de continuer ses recherches le lendemain.

Le visa de départ ne serait donné sur le livret qu'après que son possesseur aurait prouvé qu'il a bien visité tous les ateliers et qu'il y a cherché du travail sans en avoir trouvé.

Si le voyageur s'est mis à la recherche de travail avant d'avoir vu le secrétaire de la Bourse, ce qui est son droit, il ne peut accepter du travail, qu'après s'être renseigné si le patron qui veut l'employer remplit les conditions du travail imposées par le syndicat. S'il prend du travail dans un atelier à l'interdit, il perd son droit au viaticum pour une durée déterminée par la Bourse. S'il ne restait dans la

place qu'il a trouvée que pendant huit jours, il conserverait son droit au viaticum sans formalité ; au cas où, au contraire, il aurait été occupé pendant plus de huit jours il devrait faire constater de nouveau sur son livret la raison pour laquelle il a cessé le travail.

Chaque Bourse calculerait exactement les distances qui la séparent de ses voisins dans toutes les directions ; le comité fédéral établirait une carte d'ensemble indiquant les distances entre toutes les Bourses fédérées.

En trois ans, le fédéré ne pourrait recevoir que 150 francs, cette somme atteinte, 18 mois devraient s'écouler avant qu'il ait de nouveau droit au secours.

Le comité fédéral serait tenu au courant par la Bourse qui aurait parfait cette somme du nom de chaque fédéré ayant épuisé son droit au viaticum, et de la date à laquelle il recouvrera ce droit.

Tous les trois mois les Bourses enverraient au comité fédéral la liste des voyageurs secourus, le total des sommes versées, et le total des fonds de viaticum restant en caisse. A l'aide de ces renseignements le comité ferait la balance des charges respectives des Bourses et publierait le montant des sommes dues de Bourse à Bourse, pour compensation de créances.

Afin d'envoyer les voyageurs là où manquent les bras, et de les écarter des endroits où il y aurait chômage, les Bourses devraient envoyer une fois par semaine l'état du travail dans chaque syndicat au comité fédéral, qui communiquerait 48 heures après à toutes les Bourses l'ensemble de ces états.

Lorsqu'un fédéré serait convaincu d'avoir reçu indûment le viaticum il cesserait d'y avoir droit pendant une durée déterminée par la Bourse qui aurait constaté l'abus.

Tel était le projet d'établissement du viaticum présenté par le comité fédéral aux Bourses en 1898. Ce système présentait des avantages considérables, et le comité ne croyait pas à un refus de la part des Bourses.

En l'adoptant elles avaient la possibilité de régulariser l'itinéraire de chaque voyageur, le secours de route n'étant accordé que si le syndiqué, sauf découverte d'un emploi, ne retournait jamais sur ses pas. Par la publication hebdomadaire des conditions du travail, elles étaient en mesure d'indiquer à l'ouvrier dans quelle direction il pourra trouver du travail. La sévérité du contrôle découragera les trimardeurs volontaires ; et les non-syndiqués, certains de n'être plus secourus, se syndiqueront. Enfin les dépenses du viaticum seraient réparties, tous les trois mois, entre les Bourses, de manière que celles qui sont les plus fréquentées, de par leur situation géographique, ne payent pas pour les autres, qui moins visitées, seraient dans une situation pécuniaire meilleure.

Malgré ces avantages, que le comité fédéral présenta aux Bourses du travail, celles-ci se montrèrent méfiantes.

Presque toutes firent des objections au projet, les unes désirant voir le viaticum institué d'abord dans toutes les professions, les autres craignant de payer pour leurs voisines ; Paris se sentait incapable de contrôler le passage des voyageurs dans les ateliers.

Ce fut plutôt le procès du viaticum lui-même que celui du projet du comité fédéral que firent les Bourses ; mais, malgré tout, le principe du viaticum fut adopté à l'unanimité par le congrès.

On décida, en ce qui concerne le projet présenté, de ne pas se prononcer encore. Le comité fédéral fut chargé de le faire parvenir à toutes les Bourses, qui l'étudieraient et

qui devaient, dans les trois mois, proposer les modifications qu'elles croiraient utiles d'y apporter. Le comité, muni de toutes ces réponses, établirait un projet définitif sur lequel les Bourses se prononceraient en dernier lieu. En cas de majorité pour l'acceptation, le projet deviendrait immédiatement applicable.

Le comité suivit les ordres que lui donnèrent les Bourses, et en avril 1899, après la revision de quelques points de détail des statuts, la majorité des Bourses se prononçait pour l'acceptation du viaticum.

Le comité fédéral (1) décida qu'il entrerait en vigueur à partir du 1^{er} août 1899, dans toutes les Bourses qui en avaient accepté le principe ou qui avaient déclaré se rallier à la majorité. Il pria les Bourses de lui faire connaître avant cette date les distances kilométriques qui les séparaient de leurs voisines.

Le 16 octobre seulement le comité annonçait qu'il venait de faire imprimer les livrets de viaticum. Il rappelait, par la même occasion aux Bourses, que, si l'adhésion au viaticum est facultative pour les syndiqués, elle est obligatoire pour les syndicats, en ce sens que ceux-ci ne peuvent se refuser à recevoir et à transmettre à la Bourse les cotisations qui leur seraient versées, ne viendraient-elles que d'un seul de leurs membres. Chaque Bourse devait faire connaître le nombre d'adhérents au viaticum qu'elle possédait, et elle recevrait ensuite du comité fédéral un nombre correspondant de livrets.

La mise en application du service du viaticum est définitivement fixée au 15 novembre 1899.

202 livrets furent mis en circulation (40 pour la Bourse

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Paris 1900, p. 162 et 163.

du Mans, 100 pour celle de Rennes, 50 pour Nîmes, 12 pour Saumur).

Au Congrès des Bourses du travail, tenu à Paris en 1900 (1), les adversaires du viaticum fédéral l'attaquent de nouveau, malgré les décisions prises à Rennes.

Ce n'est pas aux Bourses, disent-ils, à organiser ce viaticum, c'est aux fédérations ; elles sont capables de mener à bien cette tâche. Le viaticum fédéral des Bourses est désavantageux, car, par le calcul kilométrique, les adhérents touchent moins qu'avec celui de la Fédération du Livre. D'ailleurs les grandes fédérations, celles du Livre, des Cuirs et Peaux, des Chapeliers, des Serruriers, ont leur viaticum ; elles ne vont pas le supprimer parce que les Bourses en instituent un.

La Bourse de Bordeaux déclare qu'il est impossible d'organiser le viaticum avec « des syndicats qui ne vivent que fictivement » ; celle de Nice insiste sur cet argument et dit que beaucoup de syndicats portés comme ayant 50 membres n'en possèdent pas 20. Parmi les adversaires du système se trouvent quelques Bourses importantes comme celles de Toulouse, Béziers, Tours, Nantes, Blois. Le comité fédéral défend le viaticum ; il répond aux adversaires de ce système que toutes les Bourses ont une caisse de secours, c'est donc un petit viaticum, et ce qu'on tend à faire c'est d'unifier ces secours particuliers. La dépense du viaticum, à la fin d'une année, ne dépassera pas la somme dépensée en secours particuliers par les Bourses ; le système est juste puisqu'il unifie les dépenses. D'ailleurs, il n'est pas obligatoire, les Bourses qui en repoussent le principe sont libres de ne pas adhérer au viaticum fédéral.

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Paris 1900, p. 44 à 46.

L'opinion du comité fédéral l'emporta, et la création du viaticum fédéral, telle qu'elle fut votée à Rennes, est approuvée.

En 1901 à Nice (1), le secrétaire fédéral se plaint que le service du viaticum ne fonctionne pas aussi bien qu'on pouvait l'espérer. Presque toutes les Bourses font quelque chose, mais peu ont organisé le viaticum fédéral. Le nombre des livrets en circulation est très restreint.

En 1904 (2), la conférence des Bourses de Bourges charge une Commission d'étudier un nouveau projet qui se différencie de celui de Rennes sur les points suivants :

La caisse du viaticum de chaque Bourse est alimentée, à son gré, à raison de

0 fr. 50 par mois, pour les syndicats de 1 à 50 membres ;
0 fr. 75 par mois, pour les syndicats de 51 à 100 membres ;
1 franc par mois, pour les syndicats de 101 à 150 membres ;
1 fr. 25 par mois, pour les syndicats de 151 à 300 membres ;
1 fr. 50 par mois, pour les syndicats de 301 à 500 membres ;
1 fr. 75 par mois, pour les syndicats de 501 à 750 membres ;
2 francs par mois, pour les syndicats de 751 à 1.000 membres ;
0 fr. 50 par chaque fraction de 1.000 membres, pour les syndicats dépassant 1.000 membres.

Le livret donné à tout adhérent par la Bourse à laquelle il appartient portera un numéro d'ordre et sera divisé en trois parties. La Bourse qui l'aura délivré gardera une de ces parties, la deuxième sera envoyée au siège de l'Office de statistique et de placement ouvrier à la Fédération des Bourses, le talon restera attaché au livret.

Chaque syndiqué ne pourra toucher qu'une somme de

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Nice 1901, p. 30 et 135.

(2) *Conférence des Bourses du travail*, Bourges, 1904, p. 249 à 255.

30 francs en 12 mois à compter du premier versement. Ce droit est renouvelable tous les ans.

La Fédération est chargée, par ce projet, de compenser trimestriellement les dépenses. Si elle ne peut arriver à rembourser aux Bourses le déficit de leur caisse du viaticum au moyen de l'excédent d'autres Bourses ayant moins dépensé, elle devra indemniser les Bourses au moyen de ses ressources personnelles.

La commission, chargée d'étudier ce projet, se prononça en faveur du viaticum obligatoire, et approuva ce projet de statuts.

M. Niel, au nom de la Bourse du travail de Montpellier, s'élève très vivement contre ce projet, qui n'est ni solide par sa base, puisque, implicitement, il table sur des subventions qui peuvent disparaître du jour au lendemain, ni généreux, car quelle sera la situation d'un voyageur qui, en deux mois, aura utilisé les 30 francs auxquels il a droit ? Que deviendra-t-il pendant les dix autres mois de l'année ?

Le rapporteur, M. Lévy, répond que le projet est très solide ; les ressources sont suffisantes puisque les Bourses ont distribué pendant l'année précédente, et toutes n'ont pas répondu à la question qui leur était posée, 10.546 francs en secours. La moyenne donnée actuellement est de 1 fr. 50 par passage, en généralisant on pourra donner 1 franc partout, et bientôt augmenter le secours.

La Bourse du travail de Nevers, fait remarquer qu'on impose des cotisations aux syndicats sans leur demander leur avis, il est fort possible qu'ils refusent de payer cette augmentation. De plus, on va donner 1 franc là où on donnait 1 fr. 50 et plus ; c'est un recul.

La conférence se rallie à l'opinion de M. Niel, et décide de maintenir le statu quo, modifié par l'obligation du

livret, et renvoie à l'étude des Bourses et des syndicats le projet de la commission.

M. Lévy s'étonne de ce vote, car lors des tournées de propagande qu'il a faites, toutes les Bourses se sont prononcées pour l'obligation, et à la conférence elles viennent de se déjuger.

La conférence d'Amiens en 1906 (1), se prononça, de nouveau, pour le viaticum facultatif, et pour les adhérents l'obligation d'être porteurs d'un livret, indispensable pour toucher en route les secours prévus, et que seules, à l'exclusion des syndicats, les Bourses délivreront.

Le viaticum, établi sur ces bases, fut mis en pratique au 1^{er} janvier 1908 (2).

Il ne satisfait pas beaucoup les syndiqués. Les livrets furent souvent distribués par les syndicats, au lieu de l'être par les Bourses. Bref, on inscrivit cette question à l'ordre du jour de la conférence de Marseille de 1908 (3).

Là, on n'aboutit à aucun résultat, et une conférence extraordinaire des Bourses et des Fédérations devant avoir lieu à Paris en juin 1909, il fut décidé que cette question y serait de nouveau étudiée.

Cette conférence (4), pas plus que les conférences et les congrès précédents, ne la tranchât définitivement. La commission chargée de l'étudier, se prononça pour la création d'une caisse centrale, placée au siège de la section

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Amiens 1906, p. 229 à 235.

(2) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille 1908, *Rapport du comité fédéral des Bourses*, p. 48-49.

(3) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille 1908, p. 299 à 309.

(4) *La Voix du Peuple*, 7 au 14 novembre 1909.

des Bourses du travail, à la Confédération générale du travail. Pour avoir droit au secours, le voyageur doit être confédéré, c'est-à-dire appartenir à la Confédération générale du travail, être syndiqué depuis six mois, et en règle avec ses cotisations. 30 francs, en dix versements de 3 francs chacun pourront être le maximum des secours dont bénéficiera un voyageur. Les Bourses lui délivreront un carnet, qui contiendra sur la première feuille le règlement du viaticum, et sur le deuxième dix cases spéciales où seront apposés les timbres-acquits qui seront oblitérés par les secrétaires des Bourses ayant délivré le viaticum. Les secrétaires auront un carnet sur lequel ils mentionneront l'organisation à laquelle appartient le confédéré, ce dernier devra le signer. Ces reçus seront envoyés tous les trois mois au siège de la section des Bourses, qui aura la charge de la répartition des dépenses. Les Bourses ne devront, sous aucun prétexte, donner deux fois dans une même année un secours à un même confédéré.

La conférence adopta ces conclusions, et se prononça pour le viaticum obligatoire; mais elle chargea une commission de procéder à une enquête dans les Bourses, fédérations et syndicats, pour connaître le nombre d'ouvriers secourus, de façon à délimiter les frais du viaticum.

Par cette dernière décision, la conférence remet en question toute l'organisation du viaticum.

Ainsi depuis 1898, aucun congrès, aucune conférence des Bourses du travail, n'eût lieu sans que cette question n'y fut discutée, et tant d'efforts n'ont abouti à aucun résultat.

La raison principale de ces échecs successifs est que chaque organisation se place en face de son intérêt local, sans s'occuper de l'intérêt général. Elles craignent un surcroît de

dépenses ; elles ont peur que si elles demandent de l'argent aux syndicats ceux-ci ne payent pas, et que si elles les pressent pour obtenir d'eux quelques francs ils ne se retirent sans hésiter des Bourses du travail. Là sera toujours l'impuissance des organisations ouvrières françaises ; leurs adhérents ne veulent pas payer.

Ce pitoyable échec d'une œuvre purement économique, dans la discussion de laquelle n'entrent pas de questions de tendances, ni d'opinions politiques, prouve surabondamment et l'inutilité et l'impuissance de ces organisations qui se prétendent administratives, et se vantent d'être les cellules de la société future.

3° *L'Office national ouvrier de statistique et de placement.*

— Afin de compléter les deux services précédents, et plus particulièrement celui du viaticum, les Bourses du travail instituèrent l'Office national ouvrier de statistique et de placement.

C'est à Toulouse en 1897, au VI^{me} congrès des Bourses du travail, que le principe de ce service fut adopté pour la première fois.

Les Bourses de Narbonne et de Carcassonne proposent au comité fédéral de rechercher le moyen d'établir un secours de route pour les syndiqués, et celle de Nevers qu'il soit dressé un état mensuel des fluctuations du travail dans chaque Bourse ; cet état serait envoyé au comité fédéral, qui le fera connaître aux autres Bourses. La Bourse de Saint-Etienne exprime le vœu que, d'une part, il fut établi un service général de statistique pour le placement, qui permette aux Bourses de se procurer dans les délais nécessaires les ouvriers qu'on leur demanderait ; et que, d'autre part, par l'intermédiaire du comité fédéral, l'excédent des travailleurs d'une localité put être réparti im-

médiatement dans les localités où il y aurait des places vacantes.

Pris à l'improviste, le congrès, ne trouvant pas de solution, se contenta d'adopter ces vœux.

L'étude de cette question ne fut pas inscrite à l'ordre du jour du congrès de Rennes (VII^{me} des Bourses, 1898), afin de ne pas surcharger ses travaux, et surtout de ne pas nuire à la discussion du viaticum.

Le comité fédéral, en obligeant les Bourses, dans son projet de viaticum, à lui faire parvenir chaque semaine un état du travail dans leur ressort, états qu'il communiquerait à toutes les Bourses, quarante-huit heures après les avoir reçus, manifestait son intention de ne pas oublier cette question. L'Office est contenu en germe dans le projet de viaticum ; il ne sera créé que deux ans plus tard. Il est intimement lié au viaticum.

Le secours de route est non seulement un secours contre le chômage, mais encore un moyen d'empêcher la concurrence que se font les ouvriers sans travail, et ainsi d'éviter la diminution des salaires.

Pour atteindre ce résultat, il faut mettre, presque immédiatement, en présence celui qui a besoin d'ouvriers et celui qui cherche du travail ; ainsi l'on évitera et le manque et la surabondance de bras disponibles dans une localité.

Aussi le secrétaire fédéral, dans son rapport au congrès de 1900, explique-t-il, que le comité fédéral décida de compléter le viaticum par une statistique du travail permettant de faire connaître aux ouvriers en quête de travail les endroits où ils en trouveront.

Pour cela les Bourses sont priées d'indiquer, une fois par semaine, le nombre d'emplois vacants, dans chaque métier représenté à la Bourse. Ces chiffres reportés sur un

tableau d'ensemble par le comité fédéral seraient renvoyés aux Bourses dans les vingt-quatre heures.

Dès le début une difficulté se présenta. Des organismes bien outillés, comprenant des spécialistes, n'établissent qu'imparfaitement et inexactement des statistiques; peut on donc espérer que des ouvriers seront capables de fournir toutes les semaines, avec exactitude, des statistiques du marché du travail.

Sans l'affirmer, le comité fédéral se montre pourtant optimiste : les ouvriers, grâce aux Bourses, ont un goût de plus en plus vif pour la statistique; faire ce travail est pour eux écrire en chiffres leur histoire, ils voudront participer à cette œuvre; les syndicats et les Bourses qui n'ont, jusqu'alors, qu'un intérêt médiocre à consulter les statistiques officielles mal faites, auraient à l'exactitude de celles de la Fédération des Bourses des avantages importants; enfin, comme il n'est pas de semaine sans que des Bourses du travail ne communiquassent entre elles pour se demander réciproquement des renseignements sur l'état du marché du travail, cet Office simplifierait, en la généralisant, cette besogne particulière. Toutes ces raisons lui faisaient supposer que l'œuvre pouvait être tentée sans courir à un échec.

Un point très important à régler en cette matière est celui de la désignation des places vacantes; ici la plus grande exactitude est nécessaire.

Il ne suffit pas, par exemple, d'indiquer qu'un emploi est vacant dans la petite mécanique, il faut encore spécifier si c'est dans les instruments de chirurgie ou d'optique.

Les dénominations doivent être unifiées; il faut aussi qu'elles soient assez précisées pour éviter toute confusion lorsqu'un métier possède, suivant les localités, des appellations

différentes, ou que l'ouvrier spécialiste des grandes villes doit être remplacé par un ouvrier appelé à plusieurs travaux, comme le plâtrier-peintre, le ferblantier-zingueur, etc.

Le comité fédéral établit donc, avant toute autre chose, une nomenclature complète des métiers, et en fit parvenir un exemplaire à chaque Bourse, avec recommandation de toujours se rapporter à elle pour l'indication des emplois vacants.

Un numéro correspondait à chaque métier sur la liste, et dans les tableaux de détail envoyés par les Bourses à la Fédération, et dans le tableau général du comité fédéral, les métiers devaient être indiqués par les numéros qui leur correspondaient. La juxtaposition de la nomenclature et du tableau permettait une traduction immédiate. Ceci avait l'avantage de ne pas surcharger ni compliquer les tableaux.

Le numéro d'ordre du métier serait placé au-dessus du chiffre des emplois vacants ; on obtiendrait donc des indications comme celles-ci :

$$\text{Lyon } \frac{57}{9}, \frac{78}{59}, \frac{148}{17}, \frac{312}{3}, \frac{522}{24} \text{ (numéros d'ordre).}$$

(nombre des emplois).

Les tableaux particuliers parvenus au comité fédéral, celui-ci établirait le tableau général d'ensemble.

Ce tableau contenait autant de lignes qu'il y avait de Bourses (57 à cette époque) et un nombre de colonnes indéterminé, qui dépendait du nombre de métiers indiqués.

Le tableau d'ensemble une fois dressé il fallait en tirer autant d'exemplaires qu'il y avait de Bourses, chacune devant en recevoir un.

Pour être envoyé en temps utile, il devait être imprimé ; mais la Fédération des Bourses n'ayant pas un budget suffisant pour couvrir ces dépenses, le comité fédéral se décida

en novembre 1899 à demander au gouvernement une subvention annuelle de 10.000 francs pour ce service.

Le champ d'action de l'Office ouvrier de statistique et de placement se trouva élargi par suite d'un événement inattendu.

Le gouvernement préoccupé par la présence à Paris de quelques milliers d'ouvriers réduits au chômage, par suite de la clôture des travaux de l'Exposition, et cherchant à leur procurer du travail, s'était enquis des chantiers publics ouverts et à ouvrir pendant l'année 1900, dans toute la France. Le Ministère des Travaux Publics offrit le rôle d'intermédiaire à la Fédération des Bourses, qui accepta cette offre, tout en étant bien décidée à n'envoyer des ouvriers que là où la main-d'œuvre manquerait, et où les salaires seraient ceux admis par les syndicats de la région. Afin de pouvoir vérifier, à chaque offre d'emploi, si les conditions proposées permettaient l'envoi de chômeurs, le comité fédéral demanda aux Bourses de lui faire connaître les conditions du travail dans leur région, et établit un répertoire général des salaires.

Ce n'est qu'après ce travail préparatoire que le placement des chômeurs parisiens commença.

Les statuts de l'Office ouvrier de statistique et de placement furent publiés dans le *Travailleur syndiqué* de Montpellier (juin 1900).

Le 1^{er} juin 1900, le gouvernement accorda, après déclaration à la Chambre, 5.000 francs pour le deuxième semestre de cette année.

D'après les statuts de l'Office, les feuilles indiquant le nombre d'emplois vacants devaient être remplies et adressées par chaque Bourse à l'Office le mercredi de chaque semaine. Dans l'après-midi du jeudi le secrétaire de

l'Office rassemblait toutes ces feuilles et dressait le tableau général, imprimé et expédié le vendredi aux Bourses, qui pouvaient ainsi l'afficher le vendredi soir.

Le 9 août 1900 les Bourses du travail recevaient le premier tableau d'ensemble.

Afin d'élargir le cercle de ses informations, le secrétaire de l'Office, adressait, vers la même époque, une circulaire aux préfets, aux maires, aux industriels et aux entrepreneurs, dans le ressort ou pour le compte desquels des travaux viendraient à être exécutés, les invitant à lui indiquer le nombre d'ouvriers qui leur seraient nécessaires dans chaque profession, le taux des salaires, la durée de la journée de travail, et les époques auxquelles devaient commencer et finir les travaux (1).

Les réponses à ces circulaires devaient être immédiatement transmises, par le secrétaire de l'Office, aux Bourses ou organisations ouvrières qu'elles intéressaient en premier lieu, c'est-à-dire aux plus rapprochées des localités où les travaux devaient être exécutés.

Ces Bourses ou organisations ouvrières devaient faire tout de suite le nécessaire, et indiquer à l'Office s'il y avait lieu d'aviser les autres Bourses.

Les prévisions budgétaires étaient établies de la façon suivante (2) (voir tableau de la page 101) :

Pour que le budget puisse s'équilibrer, il fallait que les Bourses fassent du chapitre 3 des recettes (subventions des municipalités des départements) une réalité. La municipalité de Paris donnait bien une subvention de 2.100 francs.

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 105-106.

(2) *Congrès des Bourses du travail*. — Paris, 1900. Rapport de l'Office ouvrier de statistique et de placement. p. 67 à 69 et 164 168.

Prévisions budgétaires.

Recettes	Dépenses
Subvention de l'Etat . . . 10.000	Employé permanent . . . 3.600
Subvention du Conseil municipal de Paris . . . 2.100	Un aide (2 h. par jour) . . . 800
Subventions des municipa- lités des départements (60 fr. en moyenne par Bourse et par an) . . . 2.820	Impression du tableau . . . 4.600
Vente du tableau d'en- semble mémoire	Expédition du tableau . . . 400
Total 14.920	Correspondance (3.500 lettres) 500
	Papier et frais de bureau . . . 300
	Indemnité annuelle aux secrétaires des Bourses fédérées 4.700
	Total 14.900
	Excédent de recette . . . 20
Total égal 14.920	14.920

mais elle avait déclaré ne pas vouloir à elle seule faire tous les frais de cette organisation, et elle entendait que les municipalités de province y contribuassent aussi.

Le secrétaire de l'Office, M. Lévy, déclarait au congrès de 1900 que les résultats qu'il avait obtenus étaient merveilleux; non seulement le Ministère des Travaux Publics, mais encore le Ministère de la Guerre lui avaient donné des renseignements qu'aucune autre organisation n'avait pu se procurer. C'est ainsi que, s'étant rendu au Ministère de la Guerre, il avait obtenu, de l'officier d'état-major chargé de ce service, l'indication des fabriques d'obus où il put placer un bon nombre de chômeurs parisiens. Une grève ayant éclatée au Havre, il avisa le ministre des Travaux Publics, qu'il cessait les envois d'ouvriers dans cette ville, et le pria, en vertu de cette décision, de ne plus accorder aucun permis de chemins de fer aux ouvriers qui en demanderaient pour s'y rendre. D'ailleurs, il agissait avec une grande indépendance, même vis-à-vis du ministère qui donnait la

subvention. Celui-ci ayant « reçu une protestation des entrepreneurs contre les ouvriers » envoyés au Havre, « c'était, selon M. Lévy, attaquer directement l'Office chargé d'envoyer des ouvriers de la Bourse de Paris », aussi, ajoutait-il « nous ne voulons rien entendre » (1).

Le congrès décida que les feuilles de l'Office resteraient secrètes et ne seraient mises à la disposition des ouvriers, qui demanderaient à les consulter, que dans le bureau du secrétaire de la Bourse ; et que jamais on ne devrait satisfaire à aucune demande faite directement par les patrons avant d'en avoir référé aux Bourses ou aux syndicats locaux intéressés.

Dès sa première année d'existence cet Office ne répondit pas aux espoirs qu'il avait fait naître. Le secrétaire de la Fédération des Bourses, M. Yvetot, s'en plaint amèrement au congrès de Nice en 1901.

Il avait espéré obtenir pour 1901 la même subvention qu'en 1900. En réalité l'Office ne toucha que 1000 francs et le remboursement des dépenses engagées en escomptant la subvention.

Le nombre des fonctionnaires de l'Office fut réduit, faute de ressources : il ne reste plus que le secrétaire et le trésorier.

Le comité fit son possible pour obtenir une subvention sur le budget de 1902, car il aurait grand tort de se « faire scrupule de demander l'argent » qui lui est nécessaire, si pour l'obtenir il n'est imposé « aucun contrôle blessant. » Par contrôle blessant le secrétaire de la Fédération entend, naturellement, l'obligation de prouver que la subvention a bien servi à l'Office et n'a pas été détournée dans un autre but.

(1) *Congrès des Bourses du travail, Paris 1900*, p. 69.

Le total des placements effectués par l'Office ouvrier de statistique et de placement du 4 août au 4 décembre 1900 est de 2.035.

Le Parlement vota pour 1902 une subvention de 10.000 francs pour l'Office.

La dernière feuille envoyée au compte de l'Office datait du 7 juin 1901, depuis cette époque le service fut fait par la Fédération des Bourses.

Le 27 mai 1902, l'Office, réorganisé grâce à la subvention, envoie sa première feuille, mais les Bourses semblent s'en désintéresser; elles n'envoient que peu de renseignements. Afin de vaincre leur inertie, le comité fédéral envoya certains de ses membres en tournée de propagande, pour faire connaître le but et les avantages de l'Office. (1)

Du 27 mai 1902 au 1^{er} juin 1904, les dépenses de l'Office s'élevèrent à la somme de 16.771 fr. 05. (2)

Le viaticum n'ayant pas été établi, le Sénat, en 1903, réduisit à 7.000 francs la subvention annuelle accordée à l'Office.

En 1906 l'Office n'avait abouti à aucun résultat, il fut violemment attaqué par la Bourse du travail de Reims, qui n'admet pas qu'on demande une subvention de 10.000 francs pour un Office de placement qui ne place et ne peut placer personne (3). Si le gouvernement subventionne le placement, c'est aux Bourses directement que doit aller l'argent; si c'est la Fédération des Bourses qui est subventionnée, les Bourses doivent être consultées sur l'emploi de cette subvention. M. Lévy (4), trésorier-comptable, répond que

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Bourges, p. 242.

(2) *Congrès des Bourses du travail*, Bourges, p. 256.

(3) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Amiens 1906, p. 113.

(4) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Amiens 1906, p. 114.

ce n'est pas de sa faute si le mécanisme du placement fonctionne d'une façon défectueuse ; quand aux fonds destinés à cette œuvre peu lui importe leur provenance.

A la fin de 1904 il n'y avait plus d'argent pour continuer le service ; au commencement de 1905, une dette de 300 francs était contractée pour l'impression de la feuille hebdomadaire ; le budget du commerce, auquel se rattache la subvention de l'Office, n'était pas encore voté au Sénat, et au cas où la subvention eut été votée on ne pouvait espérer la toucher avant le mois de juillet ; la publication de la feuille fut suspendue à la fin de 1905, à cause du manque d'argent.

La subvention fut votée en avril 1905, mais le comité fédéral des Bourses ne voulut pas admettre la suppression du chapitre spécial affecté habituellement dans le budget du Ministère du Commerce à l'Office national ouvrier de statistique et de placement ; il vota une résolution en vertu de laquelle il n'accepterait la subvention que si elle n'était pas comprise dans la somme globale d'un chapitre attribué à une destination autre que l'Office.

C'est à grand peine qu'au début de 1906 l'Office put obtenir de quoi payer ses dettes.

Telle est l'histoire de cet Office national ouvrier de statistique et de placement, sur lequel Pelloutier fondait de si belles espérances. Son échec est lamentable.

Cet Office a été fort bien défini par le secrétaire de la Bourse du travail de Reims : c'est un Office de placement qui ne place et ne peut placer personne.

Les raisons viennent du manque d'aptitudes des fonctionnaires syndicaux, persuadés qu'il suffit d'avoir de la bonne volonté, ou simplement d'être secrétaire d'une organisation ouvrière pour se découvrir, du jour au lendemain, un grand talent de statisticien et d'administrateur ; de la

paresse chez beaucoup de ces secrétaires, qui ne se donnent pas la peine de remplir les feuilles hebdomadaires et de les expédier à l'Office ; du manque de temps ; des renseignements incertains ou inexacts ; de l'indifférence des ouvriers eux-mêmes, qui ne voient pas dans les renseignements fournis par les feuilles de l'Office un remède efficace au chômage ; et enfin du manque d'argent.

Les pouvoirs publics seraient tout disposés à accorder des subventions à cette œuvre, et ils l'ont prouvé, mais il faudrait pour cela que l'Office se décide à donner la justification de leur emploi. Au lieu d'utiliser les 10.000 francs de la subvention annuelle à supprimer dans une large mesure le chômage, l'Office s'en sert en réalité pour faire de la propagande syndicale ; il ne plaçait pas indistinctement syndiqués et non-syndiqués ; il faisait systématiquement le vide autour des champs de grève ; les chômeurs parisiens qu'il envoyait en province, après la clôture des travaux de l'Exposition de 1900, étaient de si mauvais ouvriers que les industriels du Havre se plaignirent au Ministère des Travaux Publics de leur recrutement, défectueux et ruineux pour leurs industries.

Ce sont là les seuls résultats qu'ait atteint l'Office national ouvrier de statistique et de placement, on doit reconnaître qu'ils ne justifiaient pas une aide de 10.000 francs par an.

Des trois services organisés par les Bourses du travail pour enrayer le chômage aucun n'a donné de résultats satisfaisants : le nombre des ouvriers placés par les Bourses est infime ; le service du viaticum n'a jamais pu être organisé ; et enfin l'Office national ouvrier de statistique et de placement s'est montré absolument incapable de remplir le but que les sacrifices consentis permettaient d'espérer.

4° *Les secours de chômage.* — Il y a une quarantaine d'années les secours de chômage étaient très en vogue dans les milieux ouvriers, puis ils tombèrent pendant un certain temps en discrédit, par suite des charges qu'ils imposaient aux syndicats (1).

Les Bourses du travail cherchèrent à les réorganiser, mais en en changeant le principe. Au lieu de considérer ce secours comme une aumône faite à un camarade dans le besoin, les Bourses le regardent comme le paiement d'une dette de solidarité contractée par les syndiqués les uns envers les autres, et surtout comme une garantie contre la tentation qu'aurait le chômeur de travailler pour un salaire inférieur.

Les caisses de secours de chômage instituées par les Bourses sont alimentées, soit par des subventions spéciales accordées par les municipalités, soit par des prélèvements pris sur la subvention générale, soit enfin par des cotisations et le produit des collectes opérées dans les réunions corporatives.

Rares sont les municipalités qui donnent des subventions pour alimenter les caisses de chômage, elles préfèrent réserver ces sommes à leurs bureaux de bienfaisance.

En 1896 la Bourse du travail d'Angers recevait une subvention de 2.000 francs spécialement destinée à l'allocation de secours aux ouvriers sans travail. Elle distribua 152 bons de 5, 10, 15 et 20 francs. Depuis, la municipalité lui supprima cette subvention.

La Bourse du travail de Brest créa en 1896 une société de secours qui comprenait, en septembre 1898, 300 membres qui avaient versés 1.190 fr. 25 de secours; les recettes

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 89 et 90.

s'étaient élevées à la même époque à 1.231 fr. 50, les dons, subventions et cotisations avaient produit 19.445 fr. 90 ; sur cette somme 1.881 fr. 70 furent déposés à la caisse d'épargne. Cette société admet des membres honoraires, qui n'ont aucun droit d'ingérence dans le fonctionnement et l'administration du service, et les syndiqués seuls ont droit aux avantages de la société.

Pelloutier estime que les villes auraient intérêt à utiliser l'intermédiaire des Bourses pour administrer les secours de chômage, et M. Sorel (1) voudrait que les municipalités chargeassent des commissions d'anciens ouvriers d'employer ces fonds à faire exécuter par les chômeurs des travaux d'embellissement.

Le congrès des Bourses du travail, tenu à Toulouse en 1897 (2), adopte, sans même le discuter, un projet présenté par la Bourse de Rennes intitulé « Ligue des états de misère contre la bourgeoisie financière, ou Œuvre des sans-travail ».

Cette ligue est constituée entre tous les ouvriers syndiqués adhérents aux Bourses du travail ; tous les trois mois chaque syndicat devra fournir au bureau de placement adjoint à sa Bourse les détails circonstanciés du chômage de son industrie, avec la liste complète des ouvriers sans travail de la région ; le bureau de placement de la Bourse convoquera alors tous les chômeurs, il leur donnera de « bonnes espérances » et les engagera à se syndiquer s'ils ne le sont pas. Le bureau de placement fera tous ses efforts pour procurer de l'ouvrage aux « sans-travail ». Pour cela,

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*. Préface de Sorel, p. 29.

(2) *Congrès des Bourses du travail*, Toulouse 1897, p. 74 et 75.

il enverra des délégations successives auprès des pouvoirs publics pour les inciter à ouvrir des chantiers communaux ; il se mettra en rapport avec les bureaux de placement des autres Bourses, et en communication avec toutes les sociétés, organisations, administrations diverses, grands ateliers, qu'il croira susceptibles de donner une suite favorable à ses demandes.

Aux époques de chômage général les Bourses organiseront des réunions publiques où seront invités tous les chômeurs de la région, et à l'issue desquelles des manifestations auront lieu, dans la rue, contre les pouvoirs publics.

Aucune cotisation, aucun versement, aucune discipline ne seront imposés aux ligueurs. A la fin de l'année toutes les Bourses enverront un rapport à la Fédération, sur le mouvement de l'œuvre.

Ce programme touchait à la fois au placement, à la propagande proprement dite, et à l'action directe, par la pression exercée sur les pouvoirs publics au moyen de manifestations, plus ou moins tumultueuses et hostiles qui étaient décidées pour les époques de chômage général.

Cette proposition, quoiqu'adoptée, resta par la suite lettre morte, comme presque toutes les décisions prises par les congrès ouvriers.

L'œuvre pour les secours de chômage, entreprise par les Bourses du travail, est donc sans importance, ici encore nous retrouvons cette incapacité administrative, qu'on est obligé de relever après chaque étude d'un service administratif de ces organisations.

5° *Caisses diverses.* — Pour terminer l'œuvre de la mutualité, il nous reste à mentionner diverses caisses de secours instituées par les Bourses du travail.

Ce qui distingue ces services des Bourses de ceux des

sociétés de secours mutuels proprement dites, c'est, d'une part, la suppression de toutes conditions d'âge et de santé, ces services étant considérés non comme des moyens d'auto-protection contre les accidents de la vie, mais des moyens de résistance contre les « dépressions économiques », résultats des longues journées de travail et des salaires peu élevés ; c'est, d'autre part, leur limitation aux seuls syndiqués, le principe de la division des classes, admis et pratiqué aujourd'hui par la fraction « organisée » du prolétariat, dicte cette condition (1).

Pelloutier était persuadé que la mutualité ainsi comprise serait bien accueillie par les ouvriers syndiqués, parce que les syndicats conçoivent la nécessité de façonner eux-mêmes les services de tout ordre dont a besoin l'homme réduit à vivre de salaires de plus en plus réduits. Nous retrouvons ici l'affirmation, émise constamment par les syndicalistes, d'une diminution régulière du taux des salaires, erreur intentionnelle, car il a été démontré souvent, avec chiffres à l'appui, que les salaires suivent, au contraire, une progression ascendante non interrompue.

Une grande partie des syndiqués est encore hostile à la mutualité. Ils craignent que les ouvriers entrant dans les syndicats, attirés par les caisses de secours, restent « inertes » lorsqu'il s'agira de lutter contre les patrons et qu'ainsi les syndicats seront « paralysés par les éléments purement mutualistes. » (2)

Malgré ces opinions certaines Bourses tentèrent de créer quelques caisses de secours en cas d'accident ou de maladie.

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 110 et 111.

(2) *Voix du Peuple* : 31 mai, 7 juin 1908. P. Hervier. « La mutualité dans les syndicats »,

La plus importante de toutes est la « caisse de solidarité » fondée par un certain nombre de syndicats affiliés à l'Union des syndicats du département de la Seine. (1)

Cette caisse de solidarité n'impose à ses membres aucune condition d'âge ni de santé et n'accepte pas de membres honoraires. La cotisation est plus élevée que celle des sociétés de secours mutuels, parcequ'elle n'impose d'autre condition à ses membres que celle d'être syndiqués. Les forts donnent ainsi aux faibles l'assistance qu'ils recevront eux-mêmes quand l'âge ou la maladie les aura épuisés à leur tour.

Cette caisse délivre des secours de maladie; des secours trimestriels aux soldats; des secours aux réservistes et aux territoriaux appelés pour accomplir une période d'exercices; aux compagnes des sociétaires décédés; aux femmes en couche; des prêts gratuits, sur simple caution du syndicat dont l'emprunteur fait partie.

Pour adhérer à cette caisse, il faut être affilié à un syndicat du département de la Seine, et payer régulièrement ses cotisations. La cotisation est fixée à 1 fr. 50 par mois, et se décompose en 1 franc pour la caisse de secours, 25 centimes pour la caisse de prêt, 25 centimes pour l'appel sous les drapeaux.

L'indemnité de maladie n'est pas accordée pour une indisposition de 6 jours, mais passé ce délai elle partira du premier jour de la maladie; l'incapacité totale de travail donne seule droit à cette indemnité qui est de 2 francs par jour.

La femme en couches (femme légitime, ou fille mère) a droit pendant 30 jours à 1 fr. 50 par jour, en plus de l'indemnité de maladie.

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 109 et 110.

Au décès d'un sociétaire, la caisse alloue une somme de 30 francs à sa veuve ou à sa compagne, et, à leur défaut, à ses héritiers.

Les soldats reçoivent, pendant la durée de leur service, 5 francs par trimestre; les réservistes et les territoriaux ont droit, pendant leurs périodes, à une indemnité journalière de 1 fr. 50.

Le sociétaire qui, par une circonstance indépendante de sa volonté, se trouve dans le besoin, peut adresser une demande écrite et justificative de prêt à la commission, qui, après examen, a toute liberté pour accepter ou rejeter cette demande. Le trésorier, après autorisation, remet contre reçu le montant du prêt au sociétaire. Ce prêt ne peut, en aucun cas, excéder 30 francs. Le sociétaire ayant droit aux secours que nous avons indiqués avant le remboursement intégral du prêt, subira sur ces indemnités une retenue égale au montant de la somme qui lui reste à rembourser. Si, deux mois après avoir touché le prêt, le sociétaire ne l'a pas remboursé en partie, il est tenu de faire connaître à la commission les raisons qui l'en ont empêché, sous peine d'être radié des contrôles et de se voir poursuivi par la société pour le remboursement intégral de sa dette.

Tout sociétaire qui cesse d'être syndiqué est radié de droit; celui qui est en retard, sans motif valable, pour ses cotisations n'a pas droit aux avantages de la société.

Le fonds social se compose des cotisations mensuelles, des intérêts des fonds placés, des dons, des produits des fêtes et des tombolas.

Certaines Bourses possèdent des caisses de grève, dont la création fut décidée par le congrès des Bourses tenu à Toulouse en 1893.

Après quelques essais qui réussirent bien, elles décidèrent

de se procurer le matériel nécessaire pour les « soupes communistes » qui fonctionnent pendant les grèves. La conférence des Bourses de Marseille en 1908, les a invitées à installer dans leur région ce matériel. (1)

La Fédération de la Nièvre a acheté ainsi 12 marmites, coûtant ensemble 90 francs, ce qui lui permit de nourrir 4.000 grévistes à raison de 40 centimes par tête et par jour.

Ces soupes communistes fonctionnent pendant les grèves, sous la direction des Bourses du travail. Les cuisines sont installées presque toujours dans une cour ou sur un terrain appartenant à la Bourse. Elles fonctionnent à peu près partout de la même façon.

En 1906, lors de la grève de Fougères, voici comment elles fonctionnaient. (1)

Les cuisines étaient installées dans la cour de la Bourse du travail, sous un hangar provisoire. Trente marmites environ, d'une contenance d'une centaine de litres servaient à la cuisine. Des équipes de grévistes allaient chercher dans la forêt le bois qui servait de combustible. Une commission d'achats présidait à l'approvisionnement en légumes, viande et pain. Des escouades de grévistes étaient chargées de la cuisine, de faire cuire les aliments et de présider à leur distribution. Une commission de contrôle veillait à tout.

A l'heure de la distribution, les grévistes, placés les uns derrière les autres, défilaient devant les marmites et se faisaient servir. Deux syndiqués faisaient la distribution : l'un donnait la soupe, l'autre le pain, coupé en tranches, pour la tremper. Une fois servis, les grévistes continuaient leur chemin, et passaient devant un autre groupe qui leur donnait, de la même manière que précédemment, la viande et le pain. Complètement servis ils faisaient, toujours dans le

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille 1908, p. 327.

même ordre, le tour de la cour et sortaient. Grâce à ce système on évitait les encombrements et les distributions se faisaient rapidement.

Les repas se composaient d'un demi-litre de bouillon, de 150 grammes de viande, de 170 grammes de légumes, de 75 grammes de pain de soupe, et de 175 grammes de pain de bouche.

Le soir, à six heures, les grévistes recevaient un deuxième repas.

Tout ouvrier célibataire syndiqué avait droit à la portion entière. Lorsque le gréviste était marié et que lui ou sa femme était syndiqué, il était distribué deux portions entières et leurs enfants recevaient chacun une demi portion. Dans le cas où l'homme et la femme étaient tous deux syndiqués, ils avaient droit à une portion entière ainsi que leurs enfants. Les chômeurs non-syndiqués choisis parmi les plus nécessiteux pouvaient bénéficier d'un repas par jour pour chacun des membres de leur famille.

Chaque repas revenait à la caisse des soupes communistes à 20 centimes environ.

Ce système de soupes communistes tendant à se généraliser dans les grèves, les Bourses se procurent, dès maintenant, tout le matériel nécessaire, afin de n'être pas prises au dépourvu et de pouvoir les faire fonctionner dès le premier jour de la grève.

Nous avons terminé l'étude des services de la mutualité créés dans les Bourses du travail.

Toute leur attention, toute leur activité et tout leur zèle, devraient se concentrer sur cette œuvre, qui, si elle était bien dirigée, avec impartialité et méthode pourrait rendre

(1) *Voix du Peuple*, 30 décembre 1906.

Franck.

d'importants services aux ouvriers. Mais l'on sent derrière tous ces services l'organisation de lutte qui apparaît et l'esprit politique étouffer tous les essais d'œuvre mutualiste.

C'est cette idée, d'une œuvre politique, qui est la base, la raison d'être, de la deuxième partie de l'œuvre économique des Bourses du travail : l'enseignement, que nous allons étudier maintenant.

II. — Enseignement.

1° *Les Bibliothèques.* — Peu nombreuses sont les Bourses du travail qui actuellement ne possèdent pas une bibliothèque ; son importance varie, naturellement, suivant les ressources des Bourses.

Pelloutier (1) en parle avec enthousiasme. Elles sont bien organisées, et la qualité chez elles l'emporte sur la quantité. Elles se composent des œuvres les plus propres à épurer le goût, à élever les sentiments et à étendre largement les connaissances des ouvriers. Elles contiennent les études économiques et philosophiques les plus sérieuses et les œuvres d'imagination les mieux conçues. La littérature et la science y sont représentées d'une façon remarquable, et l'ouvrier en quête de connaissances toujours plus approfondies, d'aperçus nouveaux, y trouve l'aliment nécessaire à son intelligence et à son goût. Le poète et le romancier, l'économiste et le philosophe se trouvent réunis dans ces bibliothèques. Les ouvriers y viennent lire et s'instruire. Là, ils acquièrent l'amour des études, et complètent leur éducation.

Ce tableau est enchanteur ; mais Pelloutier s'est laissé

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 111 à 113.

emporter par son imagination ; il a cru voir ce qui n'était qu'un rêve, et la réalité est beaucoup moins belle.

Quelques Bourses possèdent effectivement des bibliothèques dont le nombre des volumes est important, peut-être même certaines sont-elles organisées d'après le modèle que nous en donne Pelloutier, mais en général il n'en est pas ainsi.

La bibliothèque de la Bourse du travail de Paris est, de toutes, la plus importante et la plus riche ; elle possède plus de 2700 volumes ; une grande salle est mise à la disposition des lecteurs. Pelloutier et M. Boivin (1) la prétendent bien organisée ; c'est sans doute le nombre important des ouvrages qui les fait s'exprimer ainsi.

Cette opinion est trop optimiste : cette bibliothèque est éclectique, mais imparfaite à bien des points de vue.

Elle possède la collection complète du *Journal Officiel* et celle du *Bulletin officiel municipal*, mais tous les numéros de ces journaux contenant des choses intéressant la Bourse du travail sont introuvables dans ces collections. Des œuvres sérieuses et importantes, comprenant plusieurs volumes, y sont représentées d'une façon incomplète : sur cinq ou six volumes d'un même ouvrage la bibliothèque n'en possède qu'un ou deux. Le mal n'est pas très grand, d'ailleurs, car ces livres ne sont que fort peu lus ou plutôt peu feuilletés. On y trouve peu d'ouvrages intéressant les ouvriers et plus spécialement les syndiqués affiliés aux Bourses du travail ou à la Confédération générale du travail. De tous les comptes rendus des congrès des Bourses du travail la bibliothèque n'en possède que trois ou quatre portés à son catalogue, et, de ce petit nombre, il en manque encore

(1) Boivin. *Les Bourses du travail en France*, p. 88 et 89.

un ou deux, égarés ou disparus. Il n'y a pas un seul compte rendu des congrès de la Confédération générale du travail. Par contre les romans y sont nombreux.

En réalité, la bibliothèque de la Bourse du travail de Paris, que l'on prend pour un modèle, est organisée d'une façon insuffisante.

La salle de lecture est grande et bien éclairée, et, ainsi que les autres parties de l'immeuble, elle est chauffée en hiver. Aussi à cette époque de l'année les visiteurs y sont-ils nombreux. Pendant les mauvais jours froids et humides, la salle est pleine d'ouvriers. Les lecteurs y sont rares ; nombreux sont, au contraire, les bavards et les dormeurs ; la plupart se chauffent, lisent les journaux ou dorment. Mais dès les premiers beaux jours, au printemps, la bibliothèque se vide subitement. Seuls quelques secrétaires de syndicats y entrent hâtivement, feuillettent le Bottin, cherchent un renseignement dans un livre ou dans un journal, disent deux mots à un ami qu'ils rencontrent, puis en fonctionnaires affairés, surchargés d'une besogne trop lourde, retournent, tout courant, dans leurs bureaux, préparer les ordres du jour sensationnels, s'occuper du placement des chômeurs de leur corporation, et organiser les meetings orageux qui feront d'eux les hommes du jour, ceux dont les journaux s'occuperont demain et dont le public parlera avec crainte.

La vérité est que les bibliothèques des Bourses du travail n'existent pas, leurs catalogues n'indiquent que des volumes dépareillés, et si elles ne sont pas fréquentées, cela tient peut-être à leur mauvaise organisation et à l'indifférence des ouvriers.

2° *Les Musées du travail.* — Pelloutier dans le journal *l'Ouvrier des deux mondes*, n° 14, développe l'idée sui-

vante : Au lieu de se contenter de répéter toujours à l'ouvrier que son sort est triste ; que la misère étreint chaque jour plus effroyablement le prolétaire ; que les produits qu'il fabrique profitent scandaleusement au capitaliste, toutes choses qui ne sont que de simples affirmations, il serait préférable de mettre l'ouvrier à même d'observer en lui présentant les produits de son travail et leur histoire.

Pour arriver à cela il suffirait de créer un musée, subdivisé en autant de sections qu'il y a d'unions ouvrières et d'annexer à chaque produit son histoire (1).

Par exemple, on prendrait des échantillons de fils employés dans les tissages d'Amiens, et on établirait une fiche mentionnant toutes les conditions de leur fabrication : le coût des matières premières dans les pays d'origine, leur coût à l'entrée dans les manufactures, c'est-à-dire, le prix du transport, des douanes, des commissionnaires, ce qu'exigent la nourriture, le logement et l'entretien des ouvriers, ce qui permettrait de savoir ce que vaut réellement leur salaire ; la quantité et où le fabricant vend ses produits, le prix auquel il les livre ; à quel prix se le procurent les consommateurs de détail, etc.

L'ouvrier pourrait ainsi, en un instant, savoir d'où vient le tissu qu'il a sous les yeux ; où il se fabrique ; son prix de revient ; le nombre d'ouvriers employés à sa fabrication ; leurs salaires ; les dépenses qu'ils font ; la durée de la journée de travail, et le nombre de jours qu'ils travaillent par an ; les prix de vente en gros et en détail ; le nombre, la nature et la productivité des machines que l'on emploie pour les tisser. Ainsi il connaîtrait sa situation comparée à celle du capitaliste.

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 113 à 116. Compte rendu du Congrès de Paris 1900.

Cette monographie devrait être faite pour tous les produits de l'industrie humaine : pour le minerai de fer, pour le charbon, pour le diamant, pour le cristal de Bohême et le verre de Carmaux, pour les tapisseries et les porcelaines, pour tous les produits, quelles que soient leur valeur et leur importance, objets de luxe et objets de première nécessité ; tous devraient être exposés dans ces musées, accompagnés d'indications précises sur tout ce qui touche à leur fabrication.

Les Bourses du travail organiseraient ces musées ; il ne leur manque ni la place, ni les éléments pour écrire l'histoire de ces objets. Les fédérations professionnelles de tous les pays, les rapports des agents consulaires, les syndicats de voyageurs et de représentants de commerce, ceux de comptables, les ouvriers, les déclarations des organisations ouvrières leur donneraient tous les renseignements nécessaires pour écrire cette histoire avec exactitude. Ces musées ne coûteraient d'ailleurs rien, les échantillons seraient donnés.

C'est sous cette forme que le projet fut présenté aux Bourses à leur congrès de Paris en 1900 (1). La proposition y fut adoptée, et l'on décida que chaque Bourse enverrait au comité fédéral un échantillon de chacun de leurs produits afin de créer un musée central, placé sous le contrôle d'une commission spéciale.

Comme toujours, ce projet ne fut pas exécuté, et les Bourses n'ont pas encore aujourd'hui organisé de musée du travail.

L'idée de Pelloutier était trop vaste pour pouvoir aboutir à un résultat sérieux, et les Bourses, quoiqu'il prétende, ne

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Paris 1900, p. 112 à 117.

possèdent que des moyens d'informations insuffisants pour connaître exactement la valeur des facteurs concourant à la production de tous les objets.

Les difficultés apparaîtront tout de suite si nous prenons un exemple.

Une chemise est un objet de première nécessité et qui se confectionne partout. Or, selon les régions, les salaires de l'ouvrier chemisier varient, et dans une même région il peut en être ainsi selon que l'ouvrier travaille en ville ou à la campagne, dans un atelier ou à domicile, selon que le salaire qu'il obtient pour son travail ne constitue qu'un salaire d'appoint, ou que c'est le seul salaire qu'il touche. Ainsi donc, rien que pour les salaires, on aura à relever des différences considérables. La monographie d'une chemise exposée dans un musée du travail nécessiterait un volume. Pour simplifier, prendra-t-on une seule chemise, qui deviendra alors la chemise type, et indiquera-t-on comme salaire la moyenne de ceux donnés à tous les ouvriers concourant à sa confection ? On sera alors loin de l'exactitude désirée. Ce que nous disons pour une chemise peut se répéter pour à peu près tous les objets.

De plus leur fabrication varie à l'infini. Chaque producteur cherchant l'originalité pour ses produits, les musées devront être immenses alors que les Bourses pourront à peine disposer d'une ou de deux salles pour cela.

Les objets seront donnés, dit-on, et, par conséquent, l'installation de ces musées ne coûtera rien. C'est possible dans certains cas, dans beaucoup même, mais pas dans tous. Si une compagnie minière n'hésitera pas à offrir un morceau de charbon sans valeur, un métallurgiste un peu d'acier, un verrier une bouteille, et un tisseur cinquante centimètres d'étoffe, peut on prétendre qu'il en sera de

même du diamantaire, de l'orfèvre, du bijoutier, de l'horloger, sans compter l'impossibilité de représenter certains objets qui, par leurs dimensions et la complexité de leur fabrication, ne trouveront pas leur place dans ces expositions.

Quoiqu'en prétende Pelloutier, il ne serait pas facile d'indiquer avec exactitude tous les détails de la fabrication d'un objet dans la monographie réduite qui sera jointe au spécimen présenté.

Comment connaître les frais exacts qu'entraîne, pour un industriel, la fabrication des produits qu'il vend ? Livrera-t-il à la publicité le secret de ses affaires, secret qu'il garde jalousement ? Il n'y faut pas compter. On inscrira des chiffres approximatifs, ceux que les conservateurs de ces musées, les secrétaires des Bourses, croiront être les plus exacts, et qui se trouveront de ce fait entachés d'erreur ; ou bien, n'ayant pas de données suffisantes, on ne les inscrira pas, et alors les monographies ne présenteront aucune valeur par suite des lacunes qu'elles contiendront.

Admettons, par hypothèse, que ces chiffres de la production soient exacts, nous aurons un tableau portant les frais d'exploitation et les bénéfices après vente. Ainsi, voici un tissu : les matières premières, l'usine avec ses terrains, ses ateliers, ses machines, en un mot avec toute son installation, le personnel ouvrier et employé, les frais généraux, reviennent à tant au tisseur. Ce tissu fabriqué il le vend tant, donc son bénéfice est de tant.

On cherchera, le bénéfice de l'industriel étant connu, ce que coûte la vie d'un ouvrier, afin de voir, en comparant tous ces éléments, si le salaire est juste et son taux suffisamment élevé.

Mais pour cette dernière partie il n'y a plus aucune base précise, permettant de faire un calcul exact.

Qu'entend on par coût de la vie ? Est-ce le strict nécessaire, ou bien y ajoutera-t-on une part de superflu ? Qu'entendra-t-on par strict nécessaire ? Les dépenses faites en tabac, en alcool, en places de théâtre, etc., entreront-elles dans le calcul du coût de la vie, et sous quelle rubrique ? Chacun décide de ce qu'il appelle le nécessaire, et, dans ces conditions, il sera d'une facilité élémentaire d'expliquer et de démontrer à un ouvrier que le salaire qu'on lui donne n'est pas suffisant, quelque élevé qu'il soit, et qu'il est toujours exploité et volé.

Si l'on prend la nourriture, le logement et l'habillement de l'ouvrier, choses qui lui sont absolument nécessaires pour vivre, comment et sur quelle base calculera-t-on ces dépenses ? Prétendra-t-on que le paysan, qui, ainsi que c'est la coutume dans beaucoup de nos campagnes, et en particulier en Lorraine, mange tous les jours de l'année, et à chaque repas, la soupe aux légumes et au lard, et ne voit sur sa table de la viande de boucherie que le dimanche et souvent même qu'aux jours de fête, se nourrit insuffisamment, et lui dira-t-on que le strict nécessaire doit comprendre pour lui de la viande de boucherie, du pain blanc et du vin à tous ses repas ; ou bien admettra-t-on que sa nourriture est assez bonne, et qu'il doit ainsi trouver son sort heureux ? Et l'ouvrier de l'industrie, dans ces mêmes régions, l'engagera-t-on à se contenter du menu du paysan, ou devra-t-il, pour être satisfait, augmenter la qualité de sa chère ? Que dira-t-on à ces femmes d'ouvriers, qui, et c'est là un cas très fréquent, font une telle consommation de chocolat pour elles et pour leurs enfants qu'une famille de rentiers n'oserait pas se livrer à de si importantes dépenses ? Est-ce là encore du superflu ou du nécessaire ?

Et pour les vêtements quelle sera la limite entre le luxe et la simple nécessité ?

Toutes ces difficultés d'appréciation seraient insurmontables, les résultats de ces monographies, que l'on voudrait exactes, ne seraient, en réalité, que très vagues, et la faute n'en serait pas aux organisateurs de ces musées mais aux difficultés matérielles auxquelles ils se heurteraient.

L'idée est fort intéressante de mettre sous les yeux de l'ouvrier le produit qu'il consomme et de lui permettre de se rendre compte exactement des conditions économiques qui régissent la production et la consommation. Il pourrait ainsi grâce à ces exemples faire toutes les réflexions que suggère l'évidence. Si souvent il se dirait que son sort n'est pas des plus brillants, et que, sans entraîner la ruine de l'industrie qui le fait vivre, son salaire pourrait être augmenté, il verrait, bien des fois aussi, que la tranquillité et l'opulence qu'on lui désigne comme étant l'apanage du capitaliste cache bien des difficultés et des misères.

3^e *Les Offices de renseignements.* — Dans le numéro 19 de l'*Ouvrier des deux mondes*, parut un article de M. Suberbie, secrétaire de la « Solidarité des travailleurs » de Bagnères-de-Bigorre, intitulé « Plan de bibliothèque ». L'auteur constatait que la bonne marche des services créés par les Bourses du travail était rendue difficile par les tâtonnements de leurs fonctionnaires ; un service institué dans une Bourse ne réussissait pas, par suite de défectuosités que ses auteurs ne découvraient pas, alors que dans une autre Bourse, quelquefois peu éloignée de la première, ce même service était organisé depuis longtemps et fonctionnait dans d'excellentes conditions. Par suite de l'ignorance où sont les Bourses des divers services qui se créent chez elles, elles ne peuvent profiter des expériences faites.

Dans ces conditions, il serait utile d'organiser un office de renseignements qui rassemblerait et classerait toutes les indications qu'on lui ferait parvenir, et à qui les Bourses pourraient s'adresser lorsqu'elles désireraient instituer chez elles des services nouveaux, ou améliorer ceux qu'elles ont déjà.

La Solidarité des travailleurs s'offrait pour organiser ce premier office de renseignements. Les sociétés ouvrières existantes et même disparues, de quelque nature qu'elles fussent, étaient invitées à lui adresser leurs statuts et les résultats qu'elles avaient obtenus. Ces renseignements seraient centralisés et classés, par sections spéciales, selon les catégories de sociétés, ayant chacune son secrétaire particulier, chargé d'étudier avec soin toutes les pièces reçues, de rechercher les causes de réussite et d'insuccès et de faire des rapports détaillés sur chacune d'elles.

Une bibliothèque roulante, composée d'ouvrages traitant des questions sociales, compléterait cet office.

Cette idée parut intéressante à beaucoup et l'on se préoccupa de la mener à bien. Mais actuellement cet office central de renseignements n'existe pas encore.

Le comité fédéral des Bourses se met bien à la disposition de toutes les organisations pour leur donner tous les conseils et tous les renseignements qu'elles sollicitent, mais il n'a pu organiser cet office, pas plus que la Solidarité des travailleurs.

En effet, sa création demanderait de nombreux fonctionnaires, et par conséquent un budget assez élevé; un travail aussi minutieux réclame beaucoup de temps et un grand esprit de méthode. La bonne volonté seule est insuffisante.

Certaines Bourses ont créé des offices de renseignements, mais aucune ne l'a fait d'une façon aussi complète que l'indiquait le projet de Bagnères-de-Bigorre.

D'ailleurs, les congrès des Bourses du travail suppléent dans une certaine mesure à l'absence de cet office. En effet, au cours des discussions qui s'y engagent sur des questions administratives, les délégués expliquent fréquemment comment fonctionnent les services de leurs organisations, et les résultats qu'elles en obtiennent. Par la discussion et par la multiplicité des exemples fournis, il y a possibilité pour les Bourses d'utiliser l'expérience des organisations similaires ; mais par suite du manque de méthode ce système est imparfait.

Les Bourses du travail se consultent souvent et s'adressent des questions pour avoir des renseignements sur leur organisation. Mais cette façon de procéder ne peut remplacer, même de loin, les services que pourrait rendre un office de renseignements créé selon le projet de la Solidarité des travailleurs de Bagnères-de-Bigorre.

4° *La Presse corporative.* — 23 Bourses du travail ou Unions locales de syndicats possèdent un journal, organe officiel, dans lequel elles publient les procès-verbaux de leurs séances, des renseignements sur leurs cours professionnels, des chroniques sur le syndicalisme (1). Pendant quelque temps, alors que le comité de la Fédération des Bourses n'avait pas d'organe officiel, elles insérèrent à tour de rôle dans leurs publications les procès-verbaux du comité fédéral.

Quelques-uns de ces organes n'offrent aucun intérêt et ne renseignent même pas sur le fonctionnement superficiel des Bourses qui les éditent. Pelloutier en fait une critique sévère : rien n'est plus facile, selon lui, que de rendre ces feuilles intéressantes, il suffirait pour cela qu'elles publias-

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 118-119.

sent les rapports de leurs commissions, qu'elles suscitassent parmi leurs adhérents des collaborations souvent précieuses, et ainsi les colonnes de ces journaux seraient remplies d'exposés intéressants sur le syndicalisme et sur le fonctionnement des Bourses du travail.

Souvent les congrès discutèrent de la fondation d'un organe officiel de la Fédération des Bourses du travail.

Dès 1893, à Toulouse, au lendemain de la création de cette fédération, les Bourses s'en préoccupent, mais voulant ménager leurs ressources, et ne pas tenter à la légère une aventure qui pouvait mettre à mal leurs finances, elles décidèrent de demander à la municipalité de Paris de donner largement l'hospitalité, tant aux Bourses du travail de province adhérentes à la Fédération, qu'à la Fédération elle-même, dans le *Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris*.

En 1894 (1) au congrès de Lyon, la Bourse du travail de Paris présente un rapport sur la création d'un bulletin officiel des Bourses du travail et des fédérations. Ce bulletin, qui devait s'interdire toutes polémiques politiques, ne devait contenir qu'une critique sociale, les procès-verbaux du comité fédéral et du secrétariat national du travail, les communications des Bourses du travail, des fédérations et des syndicats, les déclarations de grèves, leurs motifs, leur but, leurs résultats et leurs statistiques, les opérations de la caisse nationale des grèves, le mouvement syndical national. Sa création fut adoptée par le congrès.

Ce journal bi-mensuel devait pour mille exemplaires coûter 3.770 francs et pour deux mille exemplaires

(1) *Bulletin officiel de la Bourse du travail de Lyon*, juin et juillet 1894, p. 105 et 106.

4.750 francs. L'abonnement serait de 4 francs par an, et il suffirait de 1.000 abonnements pour qu'il puisse vivre.

Mais dans l'année 1894-1895 (1) onze Bourses seulement et quatorze syndicats souscrivirent l'abonnement décidé à Lyon, ce qui faisait en tout vingt-cinq abonnements, nombre insuffisant pour permettre la publication du journal.

Le congrès de Toulouse en 1897 (2) décida qu'une active propagande serait faite pour arriver à la création d'un journal quotidien, et que pour cela l'aide de la Confédération générale du travail serait sollicitée.

Une proposition fut faite à ce congrès tendant à la création d'un journal dans les conditions suivantes : le secrétaire fédéral deviendrait secrétaire de la rédaction, et ses émoluments seraient portés de 1.200 à 2.400 francs par an ; ce journal serait envoyé gratuitement à raison de soixante exemplaires à chaque Bourse. L'augmentation du traitement du secrétaire, les frais d'impression, de tirage, d'envoi, etc. seraient couverts si chaque Bourse fédérée souscrivait 6 francs par mois en plus de ce qu'elle versait. Cette somme de 6 francs par mois serait elle même couverte par la vente, à raison de 10 centimes le numéro, des 60 exemplaires du journal que les Bourses recevraient gratuitement.

Ce projet ayant été rejeté, Pelloutier, secrétaire fédéral, propriétaire du journal *l'Ouvrier des deux mondes*, proposa au congrès de donner son journal à la Fédération, sous certaines conditions. Mais cette offre ne fut pas acceptée.

Malgré cela en 1898 la Fédération des Bourses eut un

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Nîmes 1895, p. 30 et 31.

(2) *Congrès des Bourses du travail*, Toulouse 1897, p. 40 à 45. et 70 à 72.

journal; cet organe fut éphémère et lui coûta 641 fr. 55, les Bourses ayant, après sa disparition, jugé inutile de payer à la Fédération les sommes qu'elles lui devaient (1).

Lorsque la *Voix du Peuple* fut créée par la Confédération générale du travail, la Fédération des Bourses profita de l'hospitalité qui lui était offerte par ce journal; puis en 1902, la Fédération faisant partie de la Confédération générale du travail, la *Voix du Peuple* devint son organe officiel.

Voici la liste des organes syndicalistes publiés par les Bourses du travail, ou Unions locales de syndicats adhérents à la Fédération des Bourses du travail de France et des colonies (2).

La Tribune syndicale (trimestriel), Bourse du travail d'Albi;

l'Action syndicale (mensuel), Bourse du travail de Bayonne;

le Réveil syndical (mensuel), Bourse du travail de Belfort;

le Bulletin de la Bourse du travail (périodique), Bourse du travail de Besançon;

le Travailleur bittérois (mensuel), Bourse du travail de Béziers;

le Travailleur syndiqué (mensuel), Bourse du travail de Cannes;

le Bulletin de la Bourse du travail (mensuel), Bourse du travail de Clermond-Ferrand;

la Vie ouvrière (mensuel), Creil;

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Paris 1900. Rapport du comité fédéral.

(2) *Répertoire de la Confédération générale du travail*, année 1908, p. 96.

le *Journal des syndiqués* (périodique), Bourse du travail de Dunkerque ;

le *Syndicaliste* (mensuel), Bourse du travail de Grenoble ;

Vérités (mensuel), Bourse du travail du Havre ;

le *Travailleur syndiqué* (mensuel), Bourse du travail de Lyon ;

le *Travailleur syndiqué* (mensuel), Bourse du travail de Montpellier ;

le *Syndicaliste* (bi-mensuel), Bourse du travail de Nancy ;

l'*Ouvrier syndiqué* (bi-mensuel), Bourse du travail de Marseille ;

l'*Ouest-syndicaliste* (bi-mensuel), Bourse du travail de Nantes ;

l'*Union syndicale* (mensuel), Bourse du travail de Nice ;

Bulletin officiel de la Bourse du travail (périodique), Bourse du travail d'Orléans ;

La Bourse du travail (périodique), Bourse du travail de Perpignan ;

la *Tribune ouvrière* (bi-mensuel), Rennes ;

Bulletin officiel de la Bourse du travail (périodique), Bourse du travail de Saint-Quentin ;

l'*Action syndicaliste* (bi-mensuel), Bourse du travail de Toulon ;

l'*Emancipation* (mensuel), Bourse du travail de Toulouse.

5° *L'enseignement*. — Les Bourses du travail se sont préoccupées de créer des services d'enseignement, tantôt un enseignement professionnel théorique et pratique, et tantôt un enseignement éclectique, touchant aux connaissances les plus diverses (1).

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 120 à 126.

Leur but est de lutter « contre la tendance dominante dans l'industrie moderne à faire de l'enfant un manœuvre, un accessoire inconscient de la machine, au lieu d'en faire un collaborateur intelligent » ; c'est pour cela qu'elles ont organisé leurs cours professionnels.

Les Bourses du travail de Saint-Etienne, de Marseille et de Toulouse, possèdent des cours professionnels théoriques et pratiques.

Marseille possédait en 1900 neuf cours : menuiserie et ébénisterie, métallurgie, stéréotomie, charpente, carrosserie, coiffure, coupe de cordonnerie, coupe d'habits, typographie et lithographie.

Saint-Etienne avait deux de ces cours et en plus les suivants : géométrie et dessin mécanique, géométrie et dessin pour les ouvriers du bâtiment, traçage de lignes courbes pour les chaudronniers et les tôliers, filetage pour les tourneurs mécaniciens, école de trait pour les charpentiers, mise en carte pour les tisseurs, couture et ménage, carrosserie, peinture et filage, arpentage et nivellement.

Du 1^{er} octobre 1899 au 30 juin 1900, 597 cours de deux heures chacun furent suivis à Saint-Etienne par une moyenne de 426 élèves. (1) Chaque année a lieu une distribution de prix.

La Bourse de Montpellier avait cinq cours : cordonnerie, coupe, ébénisterie, coiffure et cuisine.

Toulouse qui, chaque année, reçoit une forte subvention, a créé vingt cours et a ouvert un atelier typographique. Chaque année il y a une distribution de prix et les cours sont visités chaque soir par l'administrateur de service.

D'autres Bourses du travail ont un enseignement plus

(1) Rapport lu au congrès de Paris 1900.

éclectique. Parmi celles-ci se rangent les Bourses de Paris et de Nîmes.

A Paris un certain nombre de syndicats, adhérents à l'Union des Syndicats du département de la Seine, ont organisé, de concert avec l'Association polytechnique qui fournit les professeurs, des cours d'électricité industrielle, de comptabilité commerciale, de sténographie, de dessin, de mécanique et de chimie appliquées, de géométrie pratique et d'algèbre, de droit commercial et industriel, de construction des automobiles, de langues allemande et anglaise, etc.

Mais les cours de Paris ne sauraient être d'un grand intérêt pour les élèves; en effet, en province les cours sont suivis assidûment par les mêmes élèves pendant toute leur durée, parce que les Bourses étant petites leurs adhérents s'y connaissent mieux, et qu'ainsi il est possible de faire de ces cours de véritables écoles fréquentées régulièrement; à Paris, au contraire, les immeubles de la Bourse sont vastes, les relations entre les adhérents difficiles et peu intimes; les syndicats ne peuvent régulariser les cours qui ne sont que des conférences libres. De là vient que le nombre des élèves y est très variable, leur assiduité très relative, toutes circonstances qui rendent les résultats de ces cours moins bons qu'on le désirerait.

Ces cours sont de plus exclusivement théoriques, faute de place on ne peut organiser à la Bourse de Paris des cours pratiques. Aussi certains syndicats se sont déterminés à organiser en dehors de la Bourse un enseignement pratique.

La Bourse du travail de Nîmes est, de toutes, celle qui a poussé le plus loin l'enseignement éclectique.

Son enseignement technique comprend : l'arithmétique, la géométrie, la mécanique, le croquis coté, la comptabilité, la géographie commerciale, la législation, les marchandises.

Son enseignement complémentaire porte sur la langue espagnole, la médecine et la chirurgie pratiques, l'économie politique et sociale, l'hygiène, la sociologie et la philosophie.

Les Bourses se demandèrent quelles conséquences économiques entraîneraient la création de ces cours professionnels.

Le congrès de Rennes posa comme principe que l'enseignement donné par les Bourses ne devait pas servir à faire des apprentis, mais à perfectionner les ouvriers adultes et ceux des jeunes gens déjà entrés dans l'atelier ou dans l'usine. Un incident fut cause, en partie, de cette décision. La Bourse de Toulouse avait dû fermer momentanément son atelier typographique, les apprentis qu'on y formait éliminant, grâce à la différence des salaires, les ouvriers adultes des imprimeries de la ville.

Le congrès de Paris eut à répondre à trois questions : Les cours professionnels ont-ils dans le ressort de chaque Bourse du travail contribués à augmenter les salaires ? Ont-ils relevé la valeur technique des ouvriers en général ? Les cours professionnels forment-ils « des pépinières » de contremaîtres, de surveillants etc., ou bien les ouvriers qui les ont suivis sont-ils restés en communion de principes avec leurs camarades ?

Le congrès constata que l'enseignement professionnel créé par les Bourses produisait matériellement et moralement d'heureux résultats.

Parmi les réponses (1) faites au congrès il en est de particulièrement intéressantes.

L'Union des Syndicats du département de la Seine présenta un long rapport critiquant toutes les écoles prépara-

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Paris 1900, p. 95 et suivantes.

toires. Dans les écoles des arts et métiers l'instruction théorique est bonne, mais l'instruction pratique est nulle ; lorsqu'ils en sortent, les jeunes gens prennent la place des ouvriers, puis ensuite ils deviennent conducteurs de travaux, chefs d'ateliers, ingénieurs, c'est-à-dire des défenseurs de l'ordre capitaliste. Il en est de même pour l'Ecole centrale ; les jeunes gens, pris comme ouvriers, pour quelque temps, à leur sortie de l'école, travaillent à bas prix, ils déprécient donc les salaires et font cause commune avec le patronat. Les écoles municipales d'apprentissage produisent les mêmes résultats. Les ouvriers qui ont suivi les cours professionnels patronaux ne travaillent pas mieux que les autres, mais ils vont plus vite, or, comme ils ne sont pas payés plus cher pour cela, tout le profit est pour le patron ; ces ouvriers sont, de plus, indifférents à la propagande syndicale et n'aspirent qu'à devenir des chefs d'ateliers ou de chantiers. Les cours professionnels ouvriers n'ont pas donné les résultats espérés, et cela parce que les syndicats, manquant de ressources, furent contraints de solliciter des subventions pour les organiser, ce qui les obligea souvent à rendre publics des cours primitivement réservés aux seuls syndiqués ; de plus, ils se heurtèrent à l'indifférence des ouvriers, qui, pour la plupart, sont spécialisés et ne voient aucun avantage immédiat à suivre des leçons sur l'ensemble de leur métier.

L'Union des Syndicats du département de la Seine demandait aux organisations ouvrières de renoncer à instituer des cours professionnels, et les invitait, pour diminuer l'inégalité existante entre les ouvriers formés à l'atelier et ceux formés dans les grandes écoles, à réclamer « l'instruction intégrale » pour tous les membres de la société.

La Bourse du travail de Lyon n'était pas de cet avis; elle se montrait satisfaite des résultats obtenus par les cours professionnels qu'elle avait créés après avoir constaté que tous les ouvriers sortant des écoles professionnelles existant dans cette ville « étaient de parfaits ignorants ».

Les Bourses de Blois et de Montpellier estiment que le fonctionnement de ces cours rend impossible aux municipalités la fermeture des Bourses du travail; elles sont, au contraire, obligées de leur fournir les locaux et les subventions nécessaires à cet usage.

La Bourse de Besançon (1) désire un enseignement éclectique, car il est de toute nécessité de « décrasser la cervelle des enfants, salie aussi bien par l'enseignement de l'Etat que par l'enseignement congréganiste. » Il faut apprendre aux enfants que « lorsqu'ils seront soldats, ils auront un autre devoir, plus élevé que celui d'obéir aux ordres d'un imbécile qui voudrait faire d'eux des assassins. »

Le congrès de Paris adopta un ordre du jour invitant les Bourses à faire immédiatement le nécessaire pour la création des cours populaires où, « sous la forme de lectures, seront commentés les écrits de tous les penseurs qui honorent l'humanité », et à « compléter l'enseignement primaire. »

Il vota encore toute une série de décisions ayant trait aux cours professionnels.

Les syndicats ouvriers devront s'attacher à créer partout des cours pratiques destinés à perfectionner les ouvriers ou apprentis ayant déjà embrassé une profession. Ces cours devront être installés dans les Bourses du travail, et placés sous leur surveillance.

Les ressources financières des syndicats parisiens leur

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Paris 1900, p. 107.

permettant de faire de grands sacrifices, ils devront s'entendre afin de voir s'il ne serait pas utile de créer des écoles professionnelles qui seraient chargées de former les apprentis nécessaires à chaque corporation.

En attendant, toutes les écoles professionnelles existant déjà à Paris et en province devront être placées immédiatement sous la direction des syndicats ouvriers et des Bourses du travail.

Des « inspecteurs et inspectrices du travail » pris parmi les adhérents des syndicats ouvriers, seront chargés de la surveillance et de l'inspection de ces cours.

L'Etat, les Conseils généraux et les Municipalités devront subventionner largement ces cours professionnels.

Tel est le programme arrêté par le congrès.

Mais l'ambition des Bourses du travail ne se borne pas à la création des cours professionnels (1). Elles veulent annexer à chaque Bourse une école tenant le milieu entre l'école primaire et la section d'enseignement modernes des lycées.

Le plus difficile est de trouver les ressources financières indispensables. On espère résoudre le problème, sans subventions des pouvoirs publics, par la création de coopératives scolaires.

Le but de ces écoles n'est pas uniquement de faire de bons ouvriers, mais aussi d'augmenter leurs connaissances sur tout ce qui se rapporte à la vie sociale, pour qu'ils aient plus de force de résistance et d'attaque à opposer à leurs oppresseurs.

En 1901 le comité de la Fédération des Bourses institua une « commission d'éducation syndicale des jeunes gens et des jeunes filles », qui devait agir par des conférences, des circulaires, des brochures. Cette commission ne donna au-

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 125.

cun résultat et, même, en 1902, le comité fédéral n'ayant rien à lui faire faire, ne la convoqua plus. (1)

Par les écoles syndicalistes on veut préparer « la formation du prolétariat de demain. » (2) Il s'agit d'arracher les enfants « aux empoisonneurs intellectuels de l'Etat ». L'école communale, « vestibule de la caserne », ne convient pas aux syndicats, aussi les Bourses dans leur conférence de Marseille, en 1908, s'occupèrent-elles des écoles syndicales (3)

Certains délégués avouèrent que la tâche est difficile, mais ils étaient convaincus qu'elle est possible dans un immeuble indépendant, avec des éducateurs libres, absolument syndicalistes. Les « révoqués et révocables » de l'Instruction publique formeront une phalange de maîtres tout prêts à se dévouer. Il conviendra de débiter modestement. D'autres délégués firent entrevoir toutes les difficultés inhérentes à un tel programme ; il faut, disaient-ils, se préoccuper simplement de faire de la propagande et de réagir contre l'enseignement tel qu'il est donné dans les écoles.

C'est aussi ce qu'admit la conférence, rejetant momentanément le principe de la création de ces écoles par les Bourses du travail.

Malgré cela il n'en reste pas moins vrai qu'une grande partie des syndicalistes sont partisans de ces écoles, dont le programme peut se résumer ainsi : inspirer aux enfants « le conscient dégoût de l'autorité, de la hiérarchie, et le goût de l'activité utile, de la liberté, de l'entente. » (4)

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges 1904, p. 36.

(2) *Voix du Peuple*, 11 au 18 octobre 1908. « Les écoles syndicalistes. »

(3) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille, p. 311 à 327.

(4) *Voix du Peuple*, du 11 au 18 octobre 1908.

Tableau général des Services fonctionnant dans les Bourses du Travail au 1^{er} janvier 1908.

Bourses	Bureaux de placements	Secours de route	Caisse de secours	Caisse de chômage	Vestiaires	Bibliothèques	Journaux	Bureaux de consultations judiciaires	Cours professionnels	Sociétés coopératives de consommation	Universités populaires	Total des services	Observations
Agde	1					1						1	N'a pas fourni de ren- seignements sur son fonctionnement en 1907.
Agen	1	1				1			1			1	
Aix	1	1				1						5	
Alais	1			1		1						4	
Albi	1					1	1					1	
Alençon	1					1						2	
Alger	1					1						2	Bourse autonome.
Anger	1	1				1			1			3	
Amiens	1					1			1			4	
Angers	1	1				1			1			2	
Angoulême	1					1			1		1	4	
Annecy	1	1		1		1			1			5	
Arles						1						1	
Auch	1	1	1	1		1					1	6	
Aurillac						1						1	
Auxerre	1	1				1			1			3	
Avignon	1					1			1			3	
Bagnères-de-Bigorre						1						2	
Bayonne	1					1	1					3	
Bédarieux	1		1			1						3	

Tableau général des Services fonctionnant dans les Bourses du Travail au 1^{er} janvier 1908 (suite)

Bourses	Bureaux de placement	Secours de route	Caisse de secours	Caisse de chômage	Vestiaires	Bibliothèques	Journaux	Bureaux de consultations judiciaires	Cours professionnels	Sociétés coopératives de consommation	Universités populaires	Total des services	Observations
Commeny.		1	1			1						1	
Constantine.	1					1						1	
Creil	1	1				1	1					4	
Dijon	1					1						1	
Dragon.													
Dunkerque	1					1	1		1			3	
Elbeuf.	1					1						2	
Epernay	1					1						2	
Firminy	1					1						2	
Fontenay-le-Comte						1						1	
Fougères.	1					1						2	
Fougères.	1					1						1	
Fourmies.													
Grenoble.	1					1	1		1			4	
La Guerche-sur-l'Aubois													
Le Havre.							1					1	
Issoudun.	1					1						2	
Issy-les-Moulineux						1			1			2	
Laval	1	1				1					1	4	

Tableau général des services fonctionnant dans les Bourses du Travail au 1^{er} janvier 1908 (suite et fin)

Bourses	Bureaux de placement	Secours de route	Caisse de secours	Caisse de chômage	Vestiaires	Bibliothèques	Journaux	Bureaux de consultations judiciaires	Cours professionnels	Sociétés coopératives de consommation	Universités populaires	Total des services	Observations
Périgueux	1	1				1	1		1			3	
Perpignan	1	1				1						3	
La Pointe-à-Pitre						1		1	1			3	
Poitiers	1	1				1						3	
Puteaux	1					1						2	
Le Puy						1	1	1				3	
Reims	1	1				1						3	
Rennes	1	1	1			1	1					5	
Rive-de-Gier	1	1	1			1				1		5	
Roanne	1	1	1			1			1			5	
Roche fort	1	1				1			1			3	
La Rochelle	1					1			1	1		4	
La Rochelle-La Pallice						1						2	
Romans	1					1						2	
Romilly						1						1	
Rouen	1					1						2	
Saint-Amand (Cher)	1					1						2	
Saint-Amand (Nord)	1	1				1						3	
Saint-Brieuc	1					1						2	

CHAPITRE IV

L'ACTION SYNDICALE DES BOURSES DU TRAVAIL

De même que leur œuvre économique l'action syndicale des Bourses du travail se divise en deux parties.

La première est la propagande syndicale qu'elles font auprès du paysan et du marin, ainsi que leurs efforts vers l'action coopérative et l'institution du « label ».

La seconde est une action révolutionnaire en faveur de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme, de la grève générale, du boycottage et du sabotage.

C'est pour cette action syndicale que la plupart des Bourses du travail réservent leurs forces et leurs moyens d'action.

Elles obtiennent parfois des résultats appréciables.

Trois points vont particulièrement retenir notre attention. Ce sont la propagande auprès du paysan ; la propagande faite chez le marin ; l'action coopérative.

Nous réservons pour la deuxième partie de notre étude le « label », l'antimilitarisme, l'antipatriotisme, la grève générale, le boycottage et le sabotage, questions dans lesquelles l'action des Bourses du travail est liée intimement à celle de la Confédération générale du travail.

L'action syndicale des Bourses du travail s'étend sur tout ce qui touche au corporatisme et au syndicalisme. Les efforts qu'elles font pour augmenter le nombre de leurs syndicats, leur force en effectif et en richesse, pour créer, là où il n'en existe pas encore, des associations profession-

nelles, émanent de la même idée que rien de ce qui intéresse le monde ouvrier ne peut laisser les Bourses indifférentes.

Les œuvres de placement, de statistique, de secours, d'enseignement, les bibliothèques, les cours professionnels qu'elles créent n'ont pour but que d'augmenter leur puissance.

Tout se rapporte à la propagande.

Il est certain que si le placement n'était pas un excellent moyen de recrutement, la grande majorité des Bourses du travail, sinon toutes, abandonnerait d'un cœur léger une œuvre (la seule pour laquelle elles furent créées, d'ailleurs) qui leur semble lourde et leur demande beaucoup de temps et d'argent.

D'organisations qui, par leur titre et leur objet, ne devraient être qu'administratives, en dehors de toutes questions politiques et de tendances syndicales, les syndiqués ont fait des organisations de combat, de propagande syndicale, forme moderne, aspect nouveau de la lutte menée par le travail contre le capital. Afin d'activer la propagande des Bourses du travail, le congrès de Tours en 1896, (1) décida de constituer, dans chacune d'elles, un groupe d'étude des questions syndicales.

1° *L'action des Bourses du travail sur le paysan.* — C'est en 1896, (2) que le comité de la Fédération des Bourses du travail eut l'idée d'entreprendre une propagande syndicale auprès du paysan.

Le comité fédéral était plus préoccupé, à cette époque, d'augmenter la puissance des organisations fédérées que

(1) *Congrès des Bourses du travail, Tours 1896*, p. 131.

(2) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 129 à 136.

d'en créer de nouvelles, aussi voulut-il prolonger dans les campagnes le mouvement syndical urbain.

Constatant que jusqu'alors toutes les tentatives faites pour créer des syndicats purement ouvriers de travailleurs des champs avaient échoué, et estimant ne pas connaître suffisamment le milieu paysan pour découvrir les causes de ces échecs, le comité fédéral s'adressa à quelques personnalités spécialement versées dans les questions agraires, pour savoir enfin comment il devait s'y prendre pour faire œuvre utile.

Les réponses lui parvinrent assez nombreuses, et, grâce à elles, le comité crut trouver la solution du problème.

Les syndicats agricoles socialistes, disaient ces réponses, ont tous disparus, à peine créés, parce que leurs fondateurs les firent à l'image des syndicats industriels.

Il faut avant tout, tenir compte des conditions particulières du travail agricole. Selon les régions ces conditions changent : dans les pays de grande culture elles ne sont pas les mêmes que dans ceux où les exploitations sont petites.

Dans la grande culture les ouvriers (charretiers, vachers, bergers, garçons d'écurie, de basse cour, moissonneurs, arracheurs de betteraves, etc.) travaillent selon la saison de 10 à 14 heures par jour ; il sont pour la plupart logés et nourris à la ferme, et le soir, le repas fini, les portes sont fermées et personne ne sort. L'après midi du dimanche est le seul moment de liberté et encore tous les ouvriers agricoles n'en profitent pas complètement. Il en est à peu près de même dans la petite et dans la moyenne culture.

Mais il y a encore la masse énorme des paysans qui, dans certaines régions, possèdent une petite maison et quelques lopins de terre ; ceux-là travaillent d'un labeur

acharné, qu'aucun ouvrier des villes ne voudrait faire, et qui, cependant, leur donne à peine de quoi vivre. Les fils de ces paysans désertent les champs pour entrer comme ouvriers dans des usines, pour rester dans l'armée, ou pour chercher de petits emplois, plutôt que de continuer le travail fatigant de leur père.

Ces différences doivent être notées et on doit en tenir largement compte pour la création des syndicats agricoles.

On ne doit pas se contenter d'appeler aux syndicats les ouvriers des champs attachés à une exploitation ou travaillant pour leur propre compte ; il faut encore y faire entrer les travailleurs des industries diverses qui vivent à côté des cultivateurs, pour les besoins mêmes de la culture, et qui forment une partie importante de la population rurale. Aussi les appellera-t-on : syndicats des travailleurs de la terre et des industries annexes.

Les menuisiers, les charrons, les maréchaux, les cordonniers, les maçons et même les marchands de vin, qui vivent près du paysan, de sa vie, qui ont ses habitudes et ses mœurs, seront de très utiles auxiliaires, et même leur présence y sera indispensable, car ils sont les plus intelligents et les plus faciles à convertir au socialisme.

Il ne faut pas songer à organiser des réunions hebdomadaires des membres de ces syndicats, les réunions mensuelles seront elles-mêmes difficiles à tenir. Beaucoup d'ouvriers agricoles craignent que leur affiliation ne soit connue de leurs maîtres et n'entraîne leur renvoi.

Il faut donc trouver un moyen qui leur permette de se syndiquer en échappant à ce danger.

Pour obtenir ce résultat, il suffira que les syndiqués qui ne pourront pas ou qui ne voudront pas se rendre à ces réunions nomment un secrétaire-délégué, absolument indé-

pendant par la nature de sa profession, qui les consultera sur toutes les questions portées à l'ordre du jour et les représentera à la réunion syndicale. Ce système est très défectueux, mais c'est le seul praticable. Le délégué recruterait de nouvelles adhésions, et serait chargé de la propagande, de la distribution des brochures, journaux et correspondances intéressant les syndiqués.

Les syndicats seraient reliés en fédération et le comité fédéral serait composé des délégués nommés par les syndicats.

Le comité fédéral aurait son siège à la Bourse du travail de la région et entretiendrait des relations suivies avec les autres comités fédéraux.

Tel était le sens des réponses reçues par le comité fédéral des Bourses. Il se mit aussitôt à l'œuvre, en tenant compte des conseils qui lui étaient donnés, et il établit un programme général qui devait présider à la création des syndicats agricoles.

Son premier soin fut de déterminer les conditions d'admission aux syndicats. Les propriétaires de fonds ruraux dépassant 10 hectares en cultures diverses, et 1 hectare en vignes à complant, furent éliminés des adhérents possibles. La situation de ces petits propriétaires n'est pas très brillante et bien des fois ils sont plus malheureux que des fermiers ou des métayers qui sont admis dans les syndicats, mais le comité fédéral décida de les éliminer pour les punir de répudier souvent toute solidarité d'intérêts avec les petits propriétaires, et parce qu'ils n'ont pas à la lutte corporative les mêmes motifs que les ouvriers et les locataires.

Puis le comité définit l'action économique et la propagande socialiste des syndicats agricoles à former.

Ils devront, naturellement, en premier lieu, se préoccuper

des conditions du travail, et s'efforcer de maintenir, s'ils ne peuvent l'élever, le taux des salaires. Ils devront s'entremettre entre les patrons et les ouvriers en cas de conflits; s'occuper du placement de leurs membres, et faire disparaître les « louées », aussi rapidement qu'ils le pourront; ils établiront des comités d'arbitrage, chargés de régler à l'amiable les conflits entre patrons et ouvriers qu'ils n'auront pu résoudre eux-mêmes.

En ce qui concerne le métayage et le fermage, ils recueilleront toutes les indications possibles sur le prix des terres, leur location, le rapport entre le prix du fermage et le revenu; ils établiront des modèles de baux, et ils fourniront à leurs adhérents tous renseignements, statistiques, etc., de nature à leur permettre de discuter de leurs intérêts avec les propriétaires. Ils exigeront des propriétaires admis dans les syndicats « qu'ils n'emploient, le cas échéant, d'autres ouvriers, journaliers et domestiques, que ceux ayant adhéré à ses statuts », et ils établiront avec eux le taux des salaires à payer.

Ces syndicats encourageront et créeront des entreprises de travail en commun : transports aux marchés voisins, dans les conditions les plus pratiques et les plus économiques possibles; pacages collectifs dans les landes et prés communaux; laiteries coopératives; organisations d'équipes de batteurs; achats collectifs d'outils, de semences et d'engrais; ils rechercheront les acquéreurs de produits agricoles et les mettront en rapports avec leurs adhérents.

Ils représenteront leurs membres devant les tribunaux : ils soutiendront leurs procès en cas de blessures entraînant des incapacités de travail; ils se chargeront de faire exécuter les jugements rendus en leur faveur; ils feront des avances d'argent à ceux de leurs membres qui ne pourront

attendre l'exécution des jugements; ils s'efforceront de faire augmenter les biens communaux.

Pour aider au développement moral de leurs membres, les syndicats agricoles créeront des bibliothèques, organiseront des conférences périodiques dans lesquelles les orateurs exposeront aux paysans les avantages du syndicat au point de vue de l'amélioration immédiate du sort des travailleurs; on leur démontrera que les améliorations obtenues ne peuvent être que temporaires, et que pour arriver à une amélioration définitive et complète il faut supprimer la propriété individuelle; on leur fera comprendre que le nombre de ceux qui possèdent moins que le nécessaire augmente de plus en plus à mesure que la richesse générale devient plus considérable; on leur vantera les avantages de l'association et du travail en commun à l'aide d'instruments mécaniques.

Dans un préambule, annexé aux statuts-types des syndicats agricoles, le comité fédéral (1), recherchant pourquoi le revenu de la terre diminue constamment, insiste sur le but communiste de ces syndicats.

La dépréciation permanente des produits, à laquelle condamne la concurrence, diminuant, d'année en année, le taux du revenu par hectare, la situation financière du cultivateur ne pourrait se maintenir que par l'extension, constamment proportionnelle, de ses propriétés. Mais pour cela il faut des capitaux, et seul le cultivateur en possédant pourra se maintenir dans une situation favorable. Ceux qui ne peuvent, faute de capitaux, augmenter leur exploitation, sont de ce fait voués à la ruine. Le nombre des petites propriétés diminue ainsi, car elles sont achetées par les grands.

(1) Pelloutier, *Histoire des Bourses du travail*, p. 202 et 203.

propriétaires. Les petits cultivateurs ne peuvent conjurer leur perte, car lorsque, grâce à l'association qu'ils auront formée entre eux, ils deviendront un danger pour les grands, ces derniers s'entendront pour écraser cette coalition, comme cela se produit en Allemagne et en Belgique. Les entreprises les moins pourvues d'argent périront dans cette lutte, et les efforts conseillés par le comité fédéral serviront seulement à montrer, expérimentalement, les avantages que comporte le travail en commun, et à faire perdre aux travailleurs des campagnes « l'amour aveugle et désormais sans objet de la propriété parcellaire ».

Afin d'atteindre leur but, les Bourses du travail forment des propagandistes spéciaux, connaissant le paysan et sa vie, qu'elles mettent en rapport, non pas directement avec le cultivateur, qui par sa méfiance naturelle se tiendrait sur ses gardes et s'écarterait des syndicats, mais avec les ouvriers des professions annexes à celle de l'agriculture, qui vivant aux village, ont la confiance du paysan.

Le comité fédéral est persuadé qu'avec de la patience et de la méthode, les Bourses du travail arriveront à convaincre le paysan et à l'amener au syndicat.

Le programme que nous venons de résumer était à peine élaboré que certaines Bourses du travail se mettaient à l'œuvre. Pour quelques unes les résultats ne se firent pas attendre et les Bourses de Narbonne, de Carcassonne, de Montpellier, de Nîmes et de Nantes organisèrent des syndicats de cultivateurs et de vignerons.

Le congrès des Bourses du travail de Paris en 1900, (1) insista sur la nécessité de cette propagande, et invita les organisations fédérées à créer des syndicats agricoles sur

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Paris 1900, p. 123 à 130.

des bases purement économiques et « sans préoccupation de sauvegarder la petite propriété ».

L'Union des syndicats du département de la Seine proposa d'utiliser les jeunes soldats, les réservistes et les territoriaux pendant leur passage à la caserne pour endoctriner leurs camarades des champs.

Ces efforts faits par les Bourses du travail et par toutes les organisations syndicales ouvrières, pour déterminer les paysans à adopter leurs conceptions, tiennent à la nécessité qu'il y a pour elles, si elles ne veulent pas voir avorter toute tentative de révolution sociale, à avoir une alliée dans la population rurale. Les militants syndicalistes l'ont fort bien compris. (1)

Les organisations patronales cherchent à retenir le paysan et à en faire l'armée anti-socialiste. Ces syndicats agricoles forment une véritable puissance, ils englobent tout : gros propriétaires, fermiers, métayers ; la lutte est rude pour les syndicats ouvriers. Ce n'est pas pour faire nombre, ni pour vaincre un obstacle réputé difficile à franchir, qu'ils cherchent à faire entrer dans leurs rangs les ouvriers des campagnes ; c'est parce que cette nécessité s'impose pour le syndicalisme révolutionnaire.

La révolution se fera, si elle a lieu, dans les villes et non dans la campagne, mais si celle-ci y est opposée c'est la défaite certaine des révolutionnaires. Vaincre la résistance du paysan est une condition indispensable du succès, car il faudra que le peuple mange à sa faim pendant la révolution, et pour cela il faut que la campagne produise toujours et

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Montpellier 1902, p. 204 à 210. — *Voix du Peuple* du 27 décembre 1908 et du 1^{er} mars 1909 : « Il faut convaincre le paysan », par « un instituteur syndiqué ».

qu'elle écoule ses produits. Si la campagne est hostile à l'insurrection, si les paysans refusent de cultiver pour les révolutionnaires, s'ils cachent leurs produits et n'approvisionnent pas les centres insurrectionnels, c'est la débâcle, l'anéantissement complet de la révolution.

Aussi pour arriver à ce résultat faut-il inonder les campagnes de brochures et de journaux syndicalistes. Il faut « utiliser la haine sourde et profonde qu'a vouée le paysan à tous ceux, agents du fisc ou propriétaires, qui, chaque année, prélèvent la dime sur son travail ». Il faut faire « lever ce grain de révolte » et transformer cette haine dissimulée en une manifestation grandiose et organisée de révolte ! »

Malgré les efforts qu'ont fait certaines Bourses du travail, les résultats obtenus à ce jour sont loin de répondre aux espérances des syndicalistes. Les paysans sont, et seront encore longtemps, profondément attachés à l'ordre économique actuel. Le petit propriétaire, le journalier qui possède une maisonnette branlante et un lopin de terre qui ne lui permet pas de vivre sans travailler en journée, sont des propriétaires d'autant plus attachés à leur propriété qu'elle est de moindre importance. Espérer leur faire comprendre que, pour un avenir meilleur, ils doivent abandonner le peu qu'ils ont est une erreur singulière et que peut seule expliquer une méconnaissance absolue de la psychologie du paysan. Malgré leurs efforts c'est à grand peine que les Bourses du travail et les organisations syndicales ont pu grouper 9.320 ouvriers agricoles dans la Confédération générale du travail. Ce chiffre ridiculement faible, résultat de plus de douze années de propagande, démontre victorieusement le peu de succès qu'obtiennent les théories syndicalistes révolutionnaires dans les campagnes.

Le paysan n'aime ni les beaux parleurs, ni les promesses fallacieuses ; il est pratique et les idées ne l'intéressent pas, le seul sentiment qu'il éprouve à leur égard est une défiance que les syndicalistes ne déracineront jamais, et contre laquelle se briseront tous leurs efforts.

Tableau des Fédérations des Travailleurs de la terre, adhérentes à la Confédération générale du travail.

Fédérations	Effectifs au 31 mai 1904	Effectifs au 31 mai 1906	Effectifs au 30 juin 1908
1. Agricole du Midi . . .	3.000	4.405	3 000
2. Agricole du Nord . . .			820
3. Fédération des Bûcherons.	4.000	6.000	5 000
4. Fédération Horticole . .		500	500
Totaux. . . .	7.000	10.905	9.320

2° *L'Action sur le Marin.* — Les marins ont aussi attiré l'attention et la sollicitude des Bourses du travail (1). Deux faits ont amené le comité fédéral de la Fédération des Bourses du travail à s'occuper du marin et du pêcheur.

Le premier fut la création à Marseille, à Bordeaux, à Nantes et à Boulogne-sur-Mer de « Maisons du Marin ». Le second fut l'essai de constitution d'une sorte de société coopérative ayant pour but de créer dans chaque centre de pêche un magasin coopératif qui distribuerait aux prix de gros les aliments et objets nécessaires à l'industrie de la pêche ; de vendre en commun aux consommateurs ou sur les marchés principaux, sans intermédiaires ni criées locales, les produits de la pêche ; de construire des bateaux, d'après les modèles les plus nouveaux et de permettre ainsi aux adhérents de lutter avec avantage contre la production

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 136 à 139.

étrangère; et enfin de doter chaque centre de châlutiers à vapeur.

Le comité fédéral trouva que les Maisons du marin ainsi créées, quoique bien dotées, par les conseils généraux et municipaux, les chambres de commerce et les armateurs, ne répondaient pas au but qu'elles devaient atteindre. Elles vendaient leur hospitalité au cours marchand, elles étaient fermées aux marins étrangers. Elles présentaient pour le marin, par leur administration même, une gêne très grande : il devait, dans ces établissements, réfréner ses habitudes, causer à des personnages qui l'intimident, changer dès son arrivée dans ces maisons son attitude et sa manière de vivre. Aussi préfère-t-il souvent ne pas les fréquenter.

Le comité pensa que si ces Maisons du marin étaient gérées par des ouvriers, si elles offraient à leurs hôtes un asile et une nourriture dans des conditions économiques, si l'entrée et la sortie étaient libres et sans contrôle, les marins se sentant chez eux et dans un milieu qui est le leur, par ses habitudes, son genre de vie et ses allures, n'hésiteraient pas à user largement de cette hospitalité.

Quant aux sociétés coopératives, le comité estima que les Bourses du travail devaient aussi intervenir et provoquer entre les pêcheurs la création de sociétés de ce genre, qui, mises en relations avec la « Bourse (fédération) des sociétés ouvrières de consommation de Paris », assureraient la vente directe aux Halles centrales des produits de la pêche.

Donc, au V^{me} congrès des Bourses du travail tenu à Toulouse en septembre 1897 (1), le comité fédéral des Bourses présenta un projet de création de Maisons du marin et de sociétés coopératives de pêcheurs. Il est important, pense-t-

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Toulouse 1897, p. 74.

il, pour les organisations ouvrières de s'occuper des travailleurs de la mer qui ont besoin d'être protégés. Les municipalités, les conseils généraux, les chambres de commerce, et les armateurs, créent des Maisons du marin et des coopératives. Ceci présente un danger, car c'est la main mise par la bourgeoisie sur toute cette catégorie de travailleurs, il faut que les Bourses du travail combattent ces tentatives par les mêmes moyens.

Le congrès fut favorable à ces propositions et il décida que les Bourses agiraient dans ce sens.

Pelloutier (1) indique la méthode à suivre pour la création des Maisons du marin et des syndicats de pêcheurs, sans vouloir, d'ailleurs, l'imposer aux Bourses, qui restent libres de le perfectionner ou même de ne pas l'appliquer.

Pour attirer les marins et les pêcheurs, il ne faut pas insister seulement sur les avantages moraux qu'ils obtiendraient de ce fait, car leur utilité leur échappe. On ne réussira qu'en leur rendant facile leur embarquement sans frais, net de toutes les charges imposées par les bureaux de placement, et en leur offrant une hospitalité qui laisserait intact leur appétit de liberté. Une fois entrés dans les syndicats il sera temps de leur faire comprendre les avantages moraux de ces institutions.

Pour atteindre le but qu'on s'est imposé il ne faut pas oublier que, si les Bourses du travail et les sociétés coopératives unies peuvent tout, isolées elles seront impuissantes.

Les Sailors'home, ou Maisons du marin, ont un double caractère syndical et coopératif, or les Bourses du travail ne possèdent pas les facultés administratives des sociétés

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 207 à 211.

coopératives, et celles-ci n'ont pas les facultés d'organisation et de propagande des Bourses ; ces deux sortes d'associations doivent donc concourir également, par une entente et non par une fusion, à l'œuvre mixte qui concerne les travailleurs de la mer.

Les résultats obtenus par les Bourses du travail furent présentés à leur congrès de Paris en 1900 (1).

Des efforts furent faits, dès 1897, sur presque tous les points de la côte : Nantes, Saint-Nazaire et le Havre furent les premières qui s'en occupèrent. Les résultats ne furent pas, en général, ceux qu'on attendait. On n'arriva pas à grouper les marins, qui furent, presque partout, insaisissables et dont la préoccupation est de dépenser à terre les économies d'argent et de force qu'ils ont fait pendant leurs campagnes. Les Maisons du marin avouent n'avoir pas recruté tous les adhérents sur lesquels elles comptaient. Les sociétés coopératives ont objecté qu'elles avaient assez à faire pour lutter contre la concurrence commerciale pour ne pas dépenser leur temps et leur argent à faire de la propagande syndicale.

Malgré cela le comité fédéral conserve bon espoir. En effet le Croisic possédait une société coopérative déjà florissante, et d'autres étaient en voie de formation sur le reste du littoral. La grève maritime nantaise avait favorisé le groupement des marins et des pêcheurs des villages situés entre Nantes et Saint-Nazaire. Bordeaux possédait trois syndicats de marins ; il n'y avait donc pas lieu de se désespérer et d'abandonner une tâche qui malgré les difficultés et les insuccès pouvait aboutir à un bon résultat.

Les Bourses du travail furent aidées par la Confédération

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Paris 1900, p. 125 à 130.

générale du travail qui décida, à son congrès de Paris en 1900, d'activer la propagande auprès des inscrits maritimes afin de développer leur Fédération.

Ces efforts aboutirent à la constitution de la Fédération des Inscrits maritimes dont le nombre des adhérents s'élève aujourd'hui à 4.000.

Les Maisons du marin ne sont pour rien dans ces résultats. Si le marin se trouve gêné dans celles instituées par les « bourgeois », parce qu'il n'y a pas la liberté d'allure et d'action qui convient à son caractère, il ne tient pas plus à fréquenter les « Sailors'home » des Bourses du travail, ou il n'aura pas un moment à lui, pourchassé qu'il sera par d'interminables bavards qui voudront lui expliquer des choses et des idées dont il n'a cure.

D'ailleurs, il faut faire une distinction entre le marin pêcheur et le marin du commerce. Le premier est en quelque sorte le paysan de la mer. Du paysan il a presque toutes les caractéristiques, il est méfiant de nature, peu enclin aux nouveautés ; quelquefois il est propriétaire de la barque qu'il conduit, et si elle ne lui appartient pas en totalité souvent tout au moins en a-t-il une part, aussi ne goûte-t-il pas beaucoup les théories révolutionnaires. Si, après les pêches fructueuses, il lui arrive de rejeter à la mer une partie du poisson qu'il a pris, il ne faut pas voir dans ce geste une tactique révolutionnaire, un acte de sabotage. C'est parce que l'expérience lui a démontré que la surabondance de poissons sur le marché fait baisser le prix de vente, et l'acte qu'il a accompli ainsi constitue les réactions violentes d'une nature un peu fruste.

Le marin du commerce est plus accessible aux théories révolutionnaires et cela provient des fréquentations qu'il entretient avec les dockers. La propagande qui a été faite a,

malheureusement, porté ses fruits, la preuve en est dans les récentes grèves des inscrits maritimes.

3° *L'action coopérative des Bourses du travail.* — Les syndicats ouvriers furent pendant longtemps hostiles aux sociétés coopératives, auxquelles ils faisaient toutes sortes de reproches, et particulièrement celui de ne pas être, généralement, favorables aux idées et aux doctrines socialistes.

C'est au congrès de la Confédération générale du travail, tenu à Paris en 1900 qu'éclata le plus violemment l'hostilité des syndicats à l'égard des coopératives.

Les délégués des organisations représentées attaquent leur esprit de lucre, et la non-application par elles des tarifs syndicaux. On cite des sociétés de maçons de Paris qui, lorsque les ouvriers demandent du travail, leur répondent d'acheter d'abord des actions qui valent 147 francs et ensuite d'apporter leurs outils. Les syndiqués sont rares dans ces sociétés, dit-on, et un « monsieur » qui a le titre de directeur prélève en frais de déplacements des sommes très élevées, et se fait payer plus cher « qu'un député ».

Lorsque les ouvriers veulent se fournir dans les coopératives ils y payent aussi cher qu'ailleurs et on ne leur fait pas de crédit.

Le délégué des cuisiniers de Paris reproche à un restaurant coopératif de la rue Broca, de faire travailler son cuisinier pendant 16 ou 17 heures par jour « il est vrai qu'il travaille en chantant l'Internationale ! » Le syndicat a, d'ailleurs, refusé d'envoyer des hommes dans ce restaurant. Dans un autre restaurant coopératif, à Grenelle, rue de l'Eglise, les hommes travaillent 15 heures par jour, et le cuisinier était asphyxié par le fourneau, dont le tirage était défectueux ; comme, malgré ses réclamations, on ne voulait pas le remplacer, il le bourra un jour de graisse et de

poussière de charbon et le fit sauter. Le tarif appliqué par cette coopérative est inférieur de 60 à 70 0/0 à celui que la ville de Paris, « qui n'est pas généreuse » paie aux cuisiniers de l'Assistance publique.

Ainsi donc les coopératives, en général, n'ont pas une « bonne presse ».

Certaines rompaient plus ou moins avec ces usages, et les syndicats voyaient la nécessité pour eux de compléter leur œuvre de lutte par une œuvre économique. Ils voulurent ne pas travailler seulement à la protection des salaires, mais encore « à l'élimination des causes d'affaiblissement de la puissance d'achat ».

Ainsi devaient se rencontrer forcément un jour les syndicats et les sociétés coopératives. C'est aussi ce qui se produisit.

La fondation de la Verrerie ouvrière hâta la conclusion de cet accord. De ce jour les sociétés coopératives témoignèrent leur sympathie aux syndicats, et, de leur côté, les syndicats firent de la propagande en faveur des sociétés coopératives, aussi bien de production que de consommation.

Certaines coopératives étaient devenues des associations d'employés, c'est-à-dire qu'elles comprenaient non seulement des ouvriers proprement dits, mais des employés de tout ordre nécessités par l'entreprise. Elles payaient selon le principe « salaire égal à travail égal », ne faisant qu'une légère différence entre les associés et les auxiliaires. Elles ne répartissaient plus en fin d'exercice qu'une faible partie des bénéfices, le reste étant laissé en compte pour les caisses de secours ou de retraites. Elles obligeaient leurs membres à faire partie des syndicats professionnels.

Les sociétés coopératives du département de la Seine

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 143 à 148.

constituèrent une union dite « Bourse des sociétés ouvrières de consommation ».

Devant cette nouvelle tendance des sociétés coopératives, la Fédération des Bourses du travail intervint, et le congrès de Rennes en 1898 (1) décida que ces sociétés devraient accepter les modifications suivantes :

1^o Suppression de tout travail aux pièces ;

2^o Substitution au salaire proportionnel de la répartition égalitaire usitée dans la plupart des commandites typographiques ;

3^o Suppression de toute différence de traitement entre les sociétaires et les auxiliaires ;

4^o Recherche par les coopératives de production de la clientèle des coopératives de consommation.

Telles étaient les bases sur lesquelles les Bourses du travail pourraient constituer des sociétés coopératives, et Pelloutier ajoutait que, si l'on tient compte du nombre des ouvriers qu'elles fédèrent, et si l'on songe que tous ces hommes seront tôt ou tard des coopérateurs, on peut conclure qu'avant dix ans la coopération française sera totalement transformée. C'est encore là une de ses idées qui ne se sont pas réalisées.

Les Bourses recommandaient aux sociétés coopératives de production de créer non pas un capital aliénable, que quelques ouvriers pourraient se partager un jour, mais un capital de « main-morte laïque » qui rende peu à peu au travail, considéré comme personne morale, la totalité de la richesse publique. Ceci avait pour but de rendre les instruments de production propriété sociale indivise et inaliénable, au lieu d'être la propriété de certains groupes de travailleurs.

(1) *L'Ouvrier des Deux Mondes*, 1^{er} octobre 1898, p. 328 à 330.

Une des raisons principales pour les Bourses de constituer des coopératives c'est qu'ainsi elles auront un moyen de se subvenir à elles-mêmes sans l'intervention des pouvoirs publics. Créer des coopératives c'est donc pour les Bourses résoudre le problème de leur existence sans subventions.

Elles cherchent à développer les sociétés coopératives de consommation de telle sorte qu'elles soient amenées, dans un avenir peu éloigné, à produire elles-mêmes dans des ateliers coopératifs qui leur appartiennent, la presque totalité, sinon la totalité, des produits dont elles ont besoin.

Les Bourses engagent les sociétés coopératives de consommation à donner de préférence, à égalité de prix et de qualité, leurs fournitures aux sociétés coopératives de production, et celles-ci à appliquer aux autres leurs meilleurs prix, et à les faire participer à leurs bénéfices.

Les organisations syndicales combattent l'usage courant fait du trop-perçu ; elles désirent que dorénavant les coopératives suppriment sa répartition aux sociétaires, et qu'elles divisent les bénéfices constituant actuellement ce trop-perçu en deux parties : l'une serait affectée à l'agrandissement du magasin de gros et à l'organisation d'usines communistes ; l'autre irait à l'action syndicales des Bourses (1).

Mais les Bourses du travail, et la Confédération générale du travail combattent, par contre, les coopératives qui n'appliquent pas ces décisions, qui n'adoptent pas le principe communiste, et dont les conseils d'administration ne sont pas composés absolument et entièrement de travailleurs syndiqués et confédérés.

(1) *Voix du Peuple* du 27 décembre 1908 au 3 janvier 1909.
E. Tabard, « Aux coopérateurs syndiqués et confédérés ».

CHAPITRE V

LA FÉDÉRATION DES BOURSES DU TRAVAIL DE FRANCE ET DES COLONIES, DE 1892 A 1902.

Unir les Bourses du travail entre elles c'était augmenter leur force ; un organisme central pouvait coordonner leurs efforts et rendre leurs résultats plus pratiques. Aussi les Bourses décidèrent-elles de constituer la Fédération des Bourses du travail de France et des Colonies.

Cette idée eut une origine politique. Certains membres de la Bourse du travail de Paris, adhérents à des groupes socialistes hostiles au « Parti ouvrier français », étaient mécontents et inquiets de le voir former la « Fédération des Syndicats » et s'en servir dans un but politique ; afin de contrebalancer l'importance de cette Fédération, ils eurent l'idée de créer une association concurrente, dont le siège serait à Paris, et qui dans leurs mains deviendrait leur chose. (1)

La Bourse du travail de Paris entra dans ces vues, et soumit dans un congrès des Bourses du travail à Saint-Etienne, en février 1892, un projet de Fédération. Le congrès adopta cette proposition et créa cette Fédération. (2)

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 64 et 65.

(2) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 149 à 158.

— De Seilhac. *Syndicats ouvriers. Fédérations, Bourses du travail*, p. 286 et 287.

Les premiers statuts n'indiquent guère que son but.

Les dépenses qu'elle entraînera sont mises provisoirement à la charge des Bourses fédérées, mais il n'est pas dit dans quelles conditions.

Le comité fédéral sera composé d'un délégué désigné par chaque Bourse, et siégera dans la même ville que le « secrétariat national du travail ». Les décisions et délibérations officielles du comité seront insérées dans les bulletins des Bourses du travail.

La Fédération a pour mission « d'unifier et de faire aboutir les revendications des syndicats ouvriers ; d'étendre et de propager l'action des Bourses du travail dans les centres industriels et agricoles ; de nommer les délégués au secrétariat national du travail ; de réunir tous les éléments de statistique et de les communiquer aux Bourses adhérentes et, en même temps, généraliser le placement gratuit des travailleurs des deux sexes de tous les corps d'état. » (1)

Fondée en 1892 par 10 Bourses du travail, la Fédération a vu, depuis cette époque, les Bourses qui la composent augmenter sans cesse en nombre et en force.

En 1895 elle comptait dans ses rangs 34 Bourses du travail groupant 606 syndicats ; en octobre 1908 ses effectifs sont de 157 Bourses du travail ou Unions de syndicats divers, avec 2.028 syndicats payant leur cotisation à la Fédération. C'est donc, pour une période de 13 ans, une augmentation de 123 Bourses et de 1.422 syndicats.

Certaines Bourses donnèrent au cours de leur existence leur démission de la Fédération et y adhérèrent de nouveau par la suite. D'autres disparurent ou démissionnèrent définitivement.

(1) Article 1 des statuts votés à Saint-Etienne.

*Tableau comparatif du développement
des Bourses du travail fédérées, de 1895 à 1908.*

Années	Nombre des Bourses du travail	Nombre des Syndicats	Augmentation	
			en Bourses	en Syndicats
1895	34	606		
1896	46	862	12	256
1897	46	862		
1898	51	947	5	85
1899	54	981	3	34
1900	57	1.065	3	84
1902	83	1.112	26	47
1904	110	1.349	27	237
1906	135	1.609	25	260
1908	157	2.028	22	419

Certaines années les augmentations d'effectif indiquées par le comité fédéral sont au dessous de la vérité, car il arrive que plusieurs Bourses ou Unions locales de syndicats se réunissent pour former une Union départementale ou régionale qui ne figure plus sur les livres de la Fédération que pour une seule organisation. Il en est de même du nombre des syndicats. Beaucoup de syndicats de métier se réunissent pour former des syndicats d'industrie ; c'est ce qui se produit de plus en plus pour les syndicats de menuisiers, de serruriers, de charpentiers, de couvreurs, de maçons, de peintres, etc. d'une même ville qui forment, en s'unissant, un syndicat unique d'industrie du bâtiment, qui remplace les syndicats distincts de métiers ; de même, il se forme des syndicats d'industrie de la métallurgie, de l'ameublement, des travailleurs de la terre, etc.

A la tête de la Fédération des Bourses est un comité fédéral qui se compose d'un délégué pour chaque Bourse ou Union de syndicats adhérente.

En général les Bourses usent du droit que leur donnent les statuts, et délèguent des mandataires qui les représentent au comité fédéral, mais il n'en fut pas toujours ainsi, et, maintes fois, des Bourses ne se firent pas représenter; de sérieuses difficultés en résultaient pour le comité fédéral autant que pour les Bourses; en effet, celles-ci ignoraient ce qui se faisait au comité et protestaient de certaines décisions prises à leur insu et qu'elles devaient, malgré cela, exécuter; le comité fédéral, n'ayant pas d'intermédiaires entre lui et ces Bourses ignorait tout d'elles, jusqu'à leur disparition quelquefois. Les Bourses finirent par se rendre compte de l'utilité d'avoir un délégué et, depuis assez longtemps déjà, elles sont toutes représentées au comité.

Pour être délégué d'une Bourse au comité fédéral il suffit d'être syndiqué et de réunir les conditions de loisir et de domicile nécessaires pour remplir son mandat avec exactitude. Il n'est pas obligatoire de faire partie soi-même d'une Bourse du travail et encore moins de la Bourse que l'on représente. Ceci paraît bizarre mais s'explique par ce fait que le comité fédéral a son siège à Paris, et que l'organisation corporative parisienne a un fonctionnement exceptionnel.

La Fédération des Bourses estime, en effet, qu'il n'existe pas à Paris de Bourse du travail. Pour elle une Bourse ne peut être que l'union générale des syndicats d'une ville, administrant librement les fonds et les locaux mis à sa disposition par la municipalité; or ceci n'est pas le cas de la Bourse du travail de Paris, dont le préfet de la Seine gère les immeubles, et dont les syndicats n'ont pas la libre disposition des subventions accordées par le conseil municipal; une union particulière de syndicats, qui s'est constituée dès

la réouverture des immeubles municipaux en 1896, voulut prendre le titre de Bourse du travail de Paris, on lui refusa ce droit. C'est cette union, qui porte le titre d'Union des Syndicats du département de la Seine, qui est admise à la Fédération des Bourses comme Bourse du travail de Paris.

On aurait pu exiger des délégués composant le comité fédéral qu'ils soient adhérents à cette Union, mais les Bourses s'y refusèrent pour deux raisons.

La première était que l'Union des Syndicats de la Seine ayant son siège à la Bourse de la rue du Château-d'Eau, certains syndicats de Paris ne voulurent pas adhérer à cette Union, parce que, refusant l'hospitalité de la Bourse municipale, ils ne voulaient pas faire partie d'une organisation qui l'avait acceptée ; la deuxième raison était que l'Union n'acceptait chez elle que les syndicats légalement constitués, or obliger les délégués des Bourses à adhérer à l'Union, c'était se priver des services d'excellents syndiqués, dont la seule faute aurait été de ne pas reconnaître la loi de 1884.

En principe aucune règle ne préside au recrutement des membres du comité fédéral ; on procède généralement de la façon suivante : les délégués des Bourses au comité désignent à son secrétaire les militants syndiqués qu'ils savent être disposés à représenter une Bourse ; le secrétaire en dresse une liste qu'il envoie aux Bourses privées de représentants ou nouvellement adhérentes, les Bourses choisissent ensuite sur cette liste, mais elles sont libres de désigner qui elles veulent parmi les syndiqués, en dehors des noms présentés par le secrétaire fédéral. Elles ne connaissent, en général, pas leurs délégués, et la plupart de ceux-ci n'ont jamais visité la Bourse qui les mandate ; aussi le comité fédéral est-il loin de représenter l'opinion des

Bourses qui composent la Fédération, c'est ce qui explique qu'à chaque instant le comité se décide dans un sens et est désavoué, par la suite, par la majorité des Bourses.

Une très légère amélioration fut apportée au recrutement des délégués à la suite de certaines récriminations. Il fut décidé que le secrétaire fédéral compléterait les listes des candidats par des indications sur leurs opinions politiques, de manière à permettre aux Bourses, qui le jugeraient utile, de choisir des représentants professant leurs propres idées.

Le comité fédéral n'a pas de bureau ni de président de séance; un secrétaire est chargé de l'expédition des affaires; un secrétaire-adjoint le remplace en cas d'absence, un trésorier est chargé de la comptabilité.

Les réunions du comité fédéral, qui ont lieu une fois par mois (avant le congrès de Nice elles étaient bi-mensuelles) et durent de neuf heures du soir à minuit, débutent par la lecture du procès-verbal de la réunion précédente et de la correspondance, puis on passe à l'ordre du jour ou à la discussion des questions soulevées par les délégués. Des votes n'ont lieu que dans les cas de divergences de vues irréductibles, mais les délégués se mettent presque toujours d'accord sans recourir à un scrutin. Les suppressions du président de séance et des votes viennent de la présence des anarchistes au comité.

Le comité fédéral n'est qu'un bureau administratif qui sert à mettre en relations les Bourses entre elles, afin que chacun puisse profiter des idées émises et des expériences tentées par les autres. Ce comité fait des enquêtes sur toutes les questions intéressant le monde ouvrier, il active l'œuvre des Bourses, il les pousse à la propagande, il multiplie, dans la mesure du possible, et fortifie les Unions de

syndicats ; mais avant tout il est chargé d'appliquer les décisions prises par les congrès des Bourses du travail. C'est là son but principal.

Le comité fédéral créa dans son sein un comité d'initiative et de propagande, chargé d'envoyer des conférenciers dans les centres qui ne possèdent pas de Bourse, afin d'en créer.

La plupart des questions soulevées par la correspondance des Bourses sont d'ordre administratif et de peu d'importance ; le comité, en général, approuve purement et simplement la réponse que leur a donnée le secrétaire. Parfois pourtant elles touchent à des points délicats de doctrine ou de principe, dans ce cas la solution proposée par le comité fédéral aux organisations qui lui demandent conseil, est la plus révolutionnaire possible ; mais la réponse n'est donnée qu'à titre de renseignement, et la Bourse du travail à qui elle s'adresse reste libre de ne pas l'adopter. Les Bourses gardent leur autonomie la plus large, et jamais le comité fédéral ne leur impose une solution, ni sur les questions administratives ni sur les questions de doctrine.

Les Bourses entre elles, et le comité à l'égard des Bourses ne sont que des intermédiaires se fournissant mutuellement les moyens théoriques et pratiques de se développer.

Lorsqu'une Bourse désire connaître le fonctionnement d'une institution créée par une autre Bourse sur un point quelconque du territoire, elle s'adresse, à son gré, ou à cette Bourse, ou au comité fédéral, et elle reçoit ainsi tous les renseignements et documents qui lui font défaut. Le comité est aussi l'intermédiaire, auprès des Bourses florissantes, de celles qui se trouvent dans une situation précaire, par suite d'un retrait de subvention, de la fermeture de l'immeuble

municipal ou pour toute autre raison. Il attire l'attention de celles-là sur le danger que court une Bourse sur le point de disparaître, et lui procure ainsi par ses efforts des subsides et des secours qui lui permettront de traverser la crise qui l'aurait abattue sans cette aide.

Le comité fédéral est aussi appelé à solutionner les conflits qui éclatent entre les Bourses.

Ici son rôle est plus actif, et ses décisions sont souvent obligatoires, car lorsque deux Bourses en conflit ne se mettent pas d'accord malgré les efforts du comité fédéral, il arrive que l'une des deux soit rayée de la liste des organisations faisant partie de la Fédération.

Des conflits s'élèvent aussi quelquefois entre une Bourse et les syndicats la composant. Dans ce cas le comité fédéral joue le rôle d'un tribunal supérieur, rendant une décision obligatoire. Le cas se produit fréquemment et presque toujours les solutions présentées par le comité sont adoptées et suivies par les organisations en cause. Parfois, au contraire, elles résistent, et alors le comité applique des sanctions.

C'est ainsi qu'éclatèrent certains conflits qui furent réglés de diverses façons durant l'exercice 1898-1900.

La Bourse du travail de Versailles ayant expulsé de chez elle le syndicat des coiffeurs, le comité fédéral, appelé à se prononcer, ordonna la réintégration du syndicat ; la Bourse ayant refusé de se soumettre à cette décision fut suspendue jusqu'au jour où elle admit dans son organisation le syndicat expulsé.

A Tulle un conflit se produisit entre les organisations adhérentes à la Bourse, et amena une scission, un certain nombre de syndicats se retirèrent de la Bourse et en créèrent une nouvelle sous le non de « Ruche Rouge », le

comité n'ayant pu mettre d'accord ces deux organisations décida de rayer l'ancienne Bourse des contrôles de la Fédération et d'y admettre la nouvelle.

Les décisions que prend ainsi le comité fédéral ne sont pas absolument irrévocables ; elles ne sont, en réalité, que provisoires, et le secrétaire fédéral doit mettre les congrès des Bourses du travail au courant de ces difficultés et de la solution qui leur a été donnée, les congrès seuls les rendent définitives, et ont un pouvoir d'appréciation absolu. Ils peuvent blâmer le comité fédéral et casser ses décisions, mais ceci ne se produit pas.

D'ailleurs, la ligne de conduite à suivre par le comité fédéral est indiquée par les congrès ; c'est ainsi que le congrès des Bourses tenu à Tours en 1896 décida qu'en aucun cas deux Bourses d'une même localité ne peuvent être admises à la Fédération ; le comité fédéral devra cesser toutes relations avec celles qui ne se conformeront pas aux statuts de la Fédération, ou qui se seront créées sans nécessité dans une localité où il y a déjà une Bourse.

Le pouvoir d'appréciation laissé au comité fédéral dans cette circonstance est très large, et il se décide, en général, plus par des questions de sympathie pour des tendances que par équité et justice.

Une décision très curieuse à ce point de vue est celle intervenue au sujet de la Bourse du travail de Dijon.

A la suite de vols et d'actes d'immoralité un grave conflit éclata entre les syndicats de la Bourse du travail de Dijon (1). Les journaux s'emparèrent des faits, et la municipalité, qui subventionnait l'organisation et mettait un local à sa disposition, s'émut et procéda à une enquête. Le scandale prit des proportions considérables.

(1) *Bulletin municipal officiel de la ville de Dijon*, juin 1907.

Les syndicats à tendance révolutionnaire se solidarisèrent avec les individus qui par leur conduite avaient créé cette situation. Les syndicats réformistes, au contraire, exigèrent la nomination d'autres fonctionnaires à la tête de la Bourse. Le conflit était insoluble. La municipalité ferma la Bourse et supprima la subvention. Puis quelque temps après elle rouvrit l'immeuble ; certains syndicats en profitèrent pour s'y réinstaller, les autres formèrent une nouvelle Bourse. Il y avait donc à Dijon deux Bourses, et le comité fédéral dut intervenir pour solutionner cette difficulté.

En équité il aurait dû considérer comme fédérée la Bourse ancienne, qui l'était déjà avant la fermeture de l'immeuble municipal et qui s'y était réinstallée dès sa réouverture, et rejeter de la Fédération la Bourse nouvelle constituée en violation de ses statuts et de ses règlements. Mais l'ancienne Bourse était composée et dirigée par des réformistes ; la nouvelle, au contraire, était de tendance révolutionnaire. N'ayant pu faire fusionner ces deux organisations le comité décida d'admettre comme Bourse fédérée celle qui était composée de ses amis, c'est à dire la nouvelle et de ne plus entretenir de relations avec l'ancienne, de caractère réformiste.

Nous avons dit que la principale fonction du comité fédéral était de faire appliquer les résolutions des congrès. Il le fait en principe, mais il arrive quelquefois, lorsqu'il juge ces résolutions dangereuses pour les Bourses, ou qu'elles lui déplaisent d'une façon toute particulière, qu'il ne les applique pas, ou qu'il mette si peu de bonne volonté qu'elles ne le sont pas au moment où se réunit un nouveau congrès.

Ceci se produisit, entre autres, pour certaines décisions

prises par le congrès de Lyon en 1894 (1). Ces décisions, au nombre de deux, étaient les suivantes : le comité fédéral devait dresser un projet de règlement unique pour toutes les Bourses ; il devait exiger que les Bourses du travail fussent l'objet d'une reconnaissance d'utilité publique. Pelloutier, qui était secrétaire de la Fédération, qualifia ces décisions de « malheureuses » et s'ingénia à ne pas les suivre : il n'appliqua pas la première ; il traîna la seconde tellement en longueur qu'il put la remettre à l'ordre du jour du congrès de Nîmes en 1895 et la faire alors rapporter.

Le comité fédéral a pour mission de multiplier le nombre des Bourses du travail et d'augmenter leurs effectifs.

Durant l'exercice 1894-1895 il invita les Unions locales de syndicats à se constituer en Bourses du travail : en agissant ainsi elles acquerront dans leurs rapports avec le capital une autorité plus grande, « car la dénomination même de Bourse du travail exerce aujourd'hui une action plus puissante que toute autre désignation » (2) ; de plus elles empêcheront ainsi, pense le comité fédéral, les municipalités de prêter leur concours à des organisations patronales, et unifieront les efforts faits « par le prolétariat pour s'affranchir de la servitude où la réduit la société capitaliste ».

Le comité fédéral fut un instant inquiet de la rapidité avec laquelle le nombre des Bourses nouvelles augmentait ; il craignait que, créées hâtivement, elles n'eussent pas la force et la vitalité nécessaires pour vivre en pleine activité,

(1) *Bulletin officiel de la Bourse du travail de Lyon*, juin et juillet 1894, p. 102 et 104.

(2) *Congrès des Bourses du travail*, Nîmes 1895, p. 25.

aussi, au lieu d'en multiplier le nombre, s'appliqua-t-il à consolider celles qui existaient en leur incorporant les éléments que leur éloignement laisse isolés. Dans ce but il organisa des conférences et des tournées de propagande, qui aboutirent à la constitution de quelques nouveaux syndicats qui vinrent renforcer les effectifs des Bourses du travail.

Le comité fédéral doit aussi établir des statistiques et réunir toutes les indications sur les conditions du travail. Pour cela il envoie des questionnaires, sollicite des renseignements. C'est ainsi qu'en 1895-1896 (1), il envoya à 1.500 syndicats un questionnaire sur les bureaux de placement, le travail dans les prisons, et l'application de la loi du 2 novembre 1892. Faute d'avoir reçu des réponses en nombre suffisant il dut renvoyer ce questionnaire l'année suivante, mais n'ayant pas obtenu plus de réponses que la première fois, il ne put établir un rapport que sur le travail des femmes et des enfants. Voulant établir un programme pour la propagande syndicale à faire dans les campagnes, le comité pria les Bourses de lui indiquer leurs idées sur cette question ; elles mirent si peu d'empressement à répondre, que le comité se vit obligé d'établir ce programme sur des données incertaines et d'attendre un congrès, afin que les Bourses, à cette occasion, lui fournissent les renseignements qu'elles ne lui avaient pas donnés.

Sur les indications du congrès de Tours, le comité invita les Bourses à lui envoyer un rapport sur leur histoire et sur leur fonctionnement ; 9 réponses, seulement, lui parvinrent.

Le secrétaire fédéral se plaint de cette indifférence, qui

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Tours 1896, p. 28.

paralyse le comité, et rendrait, si elle devait continuer, son existence inutile.

Pendant les trois premières années de son existence, ce comité a borné son action à la création des Bourses du travail ; absorbé par cet effort il ne put s'occuper de leur perfectionnement. Ensuite, seulement, il étendit son programme : il étudia le problème de la propagande auprès des paysans et des marins, et de l'usage que les Bourses pourraient faire de la coopération.

De 1898 à 1900 il entra plusieurs fois en rapport avec les pouvoirs publics, le gouvernement, et le groupe socialiste parlementaire, au sujet de projets de lois, de subventions, etc.

Le comité activa sa propagande et particulièrement la propagande antimilitariste. Il organisa des conférences où les conscrits étaient « prémunis » contre « les vices inhérents à la vie de caserne : alcoolisme, pédérastie, paresse, fourberie ». Il chercha à connaître les garnisons des jeunes soldats et invita les militants des Bourses du travail à s'occuper d'eux et à les attirer dans leurs organisations.

C'est le comité fédéral qui organise les congrès des Bourses du travail, avec le concours de la Bourse du lieu où ils doivent se tenir. Il élabore son ordre du jour sur les indications qui lui sont données par les organisations fédérées.

Des relations internationales doivent être entretenues par le comité fédéral, mais, ces relations étant trop peu actives, le congrès de Tours en 1896 (1) décida de créer un service chargé des relations internationales, qui, tous les trois mois, ferait un rapport. Ces relations ne furent ni sérieuses ni régulières.

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Tours 1896, p. 57 et 58.

En 1901 (1), la Fédération des Bourses, créa une commission judiciaire composée pour partie d'avocats et de délégués au comité fédéral. Les avocats composant cette commission décidèrent « de ne pas défendre devant les tribunaux des solutions d'ordre général contraires à l'intérêt des ouvriers, estimant, d'accord avec le comité fédéral, qu'il serait inadmissible que sur la plaidoirie d'un membre de la commission juridique une question théorique fut résolue par la jurisprudence dans un sens défavorable aux ouvriers ». Cette commission tenait ses réunions une fois par mois ; ses rapports étaient insérés dans la *Voix du Peuple*, après autorisation du comité fédéral ; une permanence mensuelle fut établie, et chacun des six avocats faisant partie de la commission était, à tour de rôle, à la disposition des syndiqués pour leur donner des consultations juridiques. Le permanent faisait un rapport, versé aux archives de la Fédération, sur toutes les questions qui lui étaient posées.

Le siège du comité fédéral est à Paris.

De nombreuses et de très vives discussions eurent lieu dans les congrès à ce sujet. Certaines Bourses du travail de province voulaient qu'il fût déplacé après chaque congrès, c'est-à-dire annuellement, de manière que les Bourses de province ne fussent pas toujours traînées à la remorque de Paris.

Dans ces discussions le secrétaire fédéral présentait des arguments très impressionnants en faveur du maintien du siège du comité à Paris. Il montrait la difficulté, sinon l'impossibilité, qu'il y aurait à recruter, dans une ville de province un nombre de délégués suffisant pour représenter la Bourse au comité fédéral ; il expliquait que si la centra-

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Nice, 1901, p. 86 à 93.

lisation est bonne pour la bourgeoisie elle doit l'être aussi pour les ouvriers ; à chaque instant le comité est obligé de s'entendre avec des hommes politiques au sujet des projets de lois ouvrières que discutent les Chambres, or pour cela il faut être sur place, c'est-à-dire à Paris ; si le comité fédéral avait son siège en province il suffirait que la municipalité de la ville où se trouverait le comité fermât la Bourse pour décapiter d'un seul coup la Fédération ; ce serait au moment où, quand après un dur apprentissage, les délégués seront aptes à remplir leur rôle qu'il faudra leur donner des successeurs ; sans doute ce comité est fédéraliste, partisan de l'autonomie municipale, de la division des pouvoirs, de la décentralisation, mais s'il s'appliquait à lui-même ses revendications il serait sa propre dupe.

Les partisans du transfert répliquaient qu'en agissant selon leur désir, on donnerait aux petites villes les qualités administratives qui leur manquent ; que Paris ne serait plus ainsi accusé d'accaparement ; que la province possédait déjà des comités de fédérations professionnelles ; et que des décentralisateurs se devaient à eux-mêmes d'expérimenter, au moins pendant un certain temps, les facultés organisatrices de la province.

De 1894 à 1896, tous les efforts de certaines Bourses comme celles de Lyon, de Grenoble et de Toulon, tendirent au transfert du comité soit dans une ville de province désignée une fois pour toutes, soit au siège de chaque congrès. Les Bourses du travail ne se laissèrent pas convaincre ; elles ne virent pas dans le fait de laisser le comité à Paris un abandon de leurs principes décentralisateurs, mais elles comprirent les avantages que procurait à la Fédération et aux Bourses le siège à Paris du comité fédéral ; elles craignaient aussi qu'en province le comité ne tomba entre les

maines des partis politiques. Le comité fédéral les consulta directement sur cette question en 1897, d'après l'ordre qu'il avait reçu du congrès en 1896, et la presque unanimité des réponses décida que le siège de la Fédération serait à Paris.

Le congrès de Nîmes, en 1893, prévoyait le cas où les pouvoirs publics entraveraient l'action du comité fédéral, et décidait que, si une telle éventualité se présentait, le comité serait remplacé d'office par la commission exécutive de la Bourse où aurait eu lieu le dernier congrès de la Fédération. Cette commission ferait convoquer immédiatement les Bourses en un congrès extraordinaire qui se tiendrait dans cette ville.

La Fédération des Bourses eut un moment de peur lorsque la Bourse du travail de Limoges prétendit créer une « Fédération des Bourses du travail du Centre », dans laquelle elle voulait réunir plus intimement les Bourses de son voisinage. Le comité fédéral lui interdit de mettre son projet à exécution, et demanda au congrès de Paris de 1900 (1) de décider qu'aucune Bourse adhérente à la Fédération nationale ne put, sous peine de radiation d'office, adhérer à une autre fédération des Bourses, et lui permettre d'appliquer à la Bourse initiatrice de cette fédération ainsi qu'aux Bourses qui en feraient partie la décision prise à Rennes contre les Bourses non fédérées, et qui consistait à leur refuser tout concours.

Pour permettre à la Fédération des Bourses d'exister et à son comité de mener à bien la tâche qui lui était assignée, il fallait de l'argent, aussi les Bourses durent elles établir des cotisations.

Les premiers statuts, votés à Saint-Etienne en 1892, n'éta-

(1) *Congrès des Bourses du travail*. Paris 1900, p. 154 et 155.

blirent pas la part de contribution de chaque Bourse fédérée aux dépenses de la Fédération ; ils se contentaient de dire qu'elles seraient mises à leur charge.

Pour subvenir à ses frais et lui permettre de fonctionner, le comité fédéral demanda à la Bourse du travail de Paris de lui prêter de l'argent ; celle-ci lui versa 50 francs. (1)

Le comité chercha dès le début à organiser son budget et il proposa aux Bourses fédérées une cotisation mensuelle proportionnelle de :

3 francs par Bourses ayant de	1 à	15 syndicats	
5	»	15 à 30	»
7	»	30 à 50	»
10	»	50 à 100	»
15 francs au-dessus de.		100	»

Ces cotisations furent payées irrégulièrement, le comité ne reçut que 247 francs. Les dépenses furent de 209 fr. 45.

A Toulouse, en 1893, le mode de cotisations établi par le comité fédéral fut changé, et la cotisation mensuelle fut portée à 20 centimes par syndicat adhérent à chaque Bourse fédérée avec un minimum de 1 franc par mois et par Bourse ayant moins de 5 syndicats.

Le congrès des Bourses tenu à Tours en 1896 fixe le montant des cotisations de la façon suivante :

Bourses ayant de 1 à 5 syndicats 1 fr. 75 par mois ;

Bourses ayant plus de 5 syndicats 35 centimes par syndicat et par mois.

Les Bourses mettent, en général, peu d'empressement à remplir leurs obligations financières, et maintes fois le comité fédéral se trouva en fâcheuse posture à la suite de cela. Les congrès se préoccupèrent souvent de cette situa-

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Nîmes, 1895. Rapport financier du comité fédéral.

tion, et prirent des décisions qu'on ne put appliquer avec énergie, car le nombre des organisations atteintes eut été trop considérable.

Les cotisations sont payables trimestriellement, et au congrès de Nîmes, en 1895, il fut décidé que les Bourses en retard pour leurs paiements seraient considérées comme démissionnaires après un avis resté sans réponse. Mais le congrès seul a le droit de les rayer, le comité fédéral ne peut que les suspendre. Si une Bourse, par suite d'un cas de force majeure, est dans l'impossibilité de payer ses cotisations elle pourra, sur sa demande, être exonérée d'une partie ou de la totalité de sa dette, et un délai d'un an au maximum lui sera accordé pour la liquider; une Bourse radiée ou démissionnaire, pour être admise à nouveau à la Fédération, doit acquitter ses cotisations du jour où les paiements ont été suspendus jusqu'au jour de la demande de réadmission.

Le congrès de Nice en 1901 décide qu'une commission de trois membres, pris dans le comité fédéral, sera nommée pour vérifier la gestion financière de la Fédération et présenter un rapport aux congrès.

Malgré les menaces de radiation, les Bourses ne payaient pas régulièrement et beaucoup même demandaient des brochures et des journaux à la Fédération et n'en acquittaient pas le prix. En 1898, le congrès de Rennes décida d'employer pour les Bourses, qui ne payaient pas régulièrement, le système du recouvrement par la poste. Mais ce moyen même ne réussit pas, et le montant des sommes dues pour cotisations ou paiements de brochures et journaux par les Bourses à la Fédération resta considérable.

Les recettes de la Fédération se composent des cotisations, des sommes provenant de la vente du Bulletin, des

comptes rendus des congrès, des brochures, et enfin du montant des souscriptions faites dans un but déterminé (affiches, etc.).

Les dépenses comprennent les indemnités données aux fonctionnaires, les frais de bureau, de correspondance, d'imprimés, de délégations, etc.

*Tableau des recettes et des dépenses du comité fédéral
de 1893 à 1902.*

Exercices financiers	Recettes (1)	Dépenses
1892-1893	247 fr. 00	209 fr. 45
1893-1894	573 fr. 95	378 fr. 95
1894-1895	1.342 fr. 55	960 fr. 07
1895-1896	2.380 fr. 05	1.979 fr. 00
1896-1897	2.310 fr. 75	1.779 fr. 45
1897-1900	6.158 fr. 75	5.521 fr. 45
1900-1901	4.297 fr. 76	3.029 fr. 71
1901-1902	5.541 fr. 85	4.320 fr. 80

(1) Dans les recettes de chaque exercice est compris le reliquat de l'exercice précédent.

Il est impossible pour la Fédération de faire œuvre sérieuse avec de si faibles ressources, surtout si les Bourses du travail mettent une telle mauvaise volonté à l'aider dans sa tâche.

Un abri commun est nécessaire aux syndicats divers d'un même centre ouvrier pour établir et nouer entre eux des relations permanentes ; c'est ainsi que se sont créées les Bourses du travail, qui naissent de l'union et de l'entente entre elles de plusieurs organisations syndicales.

Pendant longtemps la Bourse du travail, synonyme alors d'union locale de syndicats, était seule reconnue par la Fédération.

Le IX^e congrès des Bourses du travail, en 1901, tenu à

Nice (1), décida, au contraire que les Bourses du travail ne seraient désormais reconnues comme adhérentes à la Fédération qu'à titre d'Unions locales de syndicats, et toutes les Bourses adhérentes à la Fédération furent invitées à ne pas rester sous le seul titre de Bourse du travail, désignant leur groupement, mais à se former si elles ne l'étaient déjà en Unions locales de syndicats.

La Bourse du travail, dit-on, n'est qu'un immeuble, l'Union des syndicats, qui y est logée, est seule une organisation et seule peut être reconnue par la Fédération.

Ceci présente un avantage : lorsqu'une municipalité diminue ou retire la subvention qu'elle alloue à la Bourse, l'Union des syndicats a soin de n'en faire pâtir que les services municipaux attachés spécialement à cette Bourse du travail, comme le placement, les renseignements, les secours, etc.

Lorsqu'une municipalité ferme la Bourse, les syndicats unis dans leur Union locale, n'en sont pas atteints dans leur action ; ils se retirent et cherchent un local indépendant.

Bourse du travail subsiste encore aujourd'hui comme terme de désignation d'Union locale de syndicats divers, en fait celle-ci seule est considérée comme organisation adhérente à la Confédération générale du travail (section des Bourses).

Pour les syndicalistes le terme Bourse du travail n'a pas exclusivement le sens de « marché du travail », elle est surtout la « Maison des syndicats », la « Maison du peuple ».

Le Congrès d'Alger en 1902, invita les Unions locales de syndicats à s'entendre avec les coopératives afin de pouvoir,

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Nice 1901, p. 28 et 29.

le cas échéant, entrer en lutte avec les municipalités et défendre leur autonomie.

La conférence des Bourses du travail d'Amiens en 1906, se prononce de nouveau dans ce sens, et, de plus, décide què les Unions locales établiront une cotisation pour chaque syndicat afin de constituer un fonds de réserve et de créer dans leur administration intérieure un organisme de résistance « prêt à entrer en lutte et à se substituer à la tutelle des municipalités à l'heure où la conscience ouvrière assez forte aura décidé de s'en passer (1) ».

(1) *Conférence des Bourses du travail*, Amiens 1906, p. 240.

CHAPITRE VI

LES CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DES BOURSES DU TRAVAIL DE FRANCE ET DES COLONIES.

De 1892 à 1902, époque de son entrée à la Confédération générale du travail, la Fédération des Bourses du travail tint régulièrement des congrès, dans lesquels se réunirent les délégués des Bourses du travail ou Unions locales de syndicats ; ces congrès avaient lieu chaque année, sauf en 1899 où il n'y en eut pas, dans une ville possédant une Bourse du travail.

Il y eut dix congrès durant cette période ; en voici la liste :

1^{er} congrès des Bourses du travail, tenu à Saint-Etienne en 1892, 7 et 8 février.

2^e congrès des Bourses du travail, tenu à Toulouse en 1893, du 12 au 13 février ;

3^e congrès des Bourses du travail, tenu à Lyon en 1894, du 23 au 28 juin ;

4^e congrès des Bourses du travail, tenu à Nîmes en 1895, du 9 au 12 juin ;

5^e congrès des Bourses du travail, tenu à Tours en 1896, du 9 au 12 septembre ;

6^e congrès des Bourses du travail, tenu à Toulouse en 1897, du 15 au 18 septembre ;

7^e congrès des Bourses du travail, tenu à Rennes en 1898, du 21 au 24 septembre ;

8^e congrès des Bourses du travail, tenu à Paris en 1900, du 5 au 8 septembre ;

9^e congrès des Bourses du travail, tenu à Nice en 1901, du 17 au 21 septembre ;

10^e congrès des Bourses du travail, tenu à Alger en 1902, du 15 au 18 septembre.

Depuis 1902, la Fédération ne tient plus que des conférences qui suivent les congrès de la Confédération générale du travail.

Les Bourses étaient représentées aux congrès par des délégués qui avaient chacun le droit d'être mandatés par plusieurs organisations.

Pour des raisons d'économie, les Bourses usèrent largement du droit qu'elles avaient de ne pas envoyer chacune un délégué personnel ; elles abusèrent de cette faculté à tel point qu'à certains congrès le nombre de mandats que possédait chaque délégué était si exagéré qu'on fut obligé de le limiter.

Les conférences que tiennent actuellement les Bourses du travail présentent les mêmes caractères que leurs anciens congrès, la seule différence est que leur programme est plus restreint.

Chaque Bourse, quels que soient le nombre et l'effectif de ses syndicats, a droit à une voix ; le vote n'est donc pas proportionnel, mais basé sur ce principe qu'une organisation en vaut une autre, sans qu'on ait à tenir compte de son plus ou moins d'importance.

Les délégués votent au nom des organisations qu'ils représentent, et d'après un mandat impératif. Il n'est pas rare d'entendre des délégués expliquer aux congrès que, personnellement partisans d'une proposition, ils voteront contre celle-ci, parce qu'ils sont liés par le mandat de leurs commettants.

En général, les congrès des Bourses duraient quatre

jours, et l'on y discutait de toutes les questions présentant un intérêt pour les ouvriers syndiqués : lois ouvrières, administration et fonctionnement des Bourses du travail, tactique syndicale, doctrines révolutionnaires. La multiplicité et la diversité des sujets traités surchargeaient démesurément les ordres du jour et allongeaient les débats.

Les conférences sont moins longues, car, toutes les questions générales étant discutées aux congrès de la Confédération générale du travail, elles n'ont plus à s'occuper que des questions purement administratives qui intéressent seulement la section de la Fédération des Bourses : viaticum, placement, enseignement syndical, etc. Cette limitation des questions à discuter s'explique par la crainte de l'adoption de solutions différentes de celles votées aux congrès de la Confédération générale du travail.

Les discussions sont longues, peu claires et les explications embrouillées. Chaque délégué veut prendre la parole, et chaque orateur prétend accaparer la tribune pour longtemps. Celui qui peut parler longuement sans fatigue, surmonter le bruit fait par un auditoire houleux, répondre à toutes les interruptions, parfois fort désobligeantes qui lui sont adressées, est assuré du succès. Les orateurs se succèdent, apportant à la tribune toujours les mêmes arguments ; les discussions n'avancent pas, et sont totalement inutiles, car si le siège des délégués n'est pas toujours fait, celui des mandants l'est avant l'ouverture des débats, et leurs représentants ne peuvent, sous peine d'être désapprouvés par eux, voter contre le mandat qui leur a été donné.

Souvent on a essayé de diminuer la durée des discours en imposant une limite à la loquacité des orateurs ; la parole ne leur sera accordée qu'une seule fois sur une même

question et pour une durée maxima de 5 ou de 10 minutes. Mais ces restrictions restèrent sans résultats.

Lorsque les orateurs inscrits sont trop nombreux, ils désignent parmi eux quelques uns de leurs camarades qui défendront et combattront la question discutée, au nom de ses partisans et de ses adversaires ; leur nombre est la plupart du temps de trois ou quatre pour chacune des deux opinions en présence.

Pour arrêter les discussions qui s'éterniseraient sans résultats, on décide souvent, lorsque les délégués commencent à se lasser, la clôture de la discussion après que les orateurs inscrits auront pris la parole.

Les votes sur la plupart des questions peu importantes se font à mains levées ou par acclamation ; sur les questions de principe on procède par appel nominal.

Les congrès des Bourses du travail se tenaient dans la même ville que ceux de la Confédération générale du travail, ils les précédaient de quelques jours, afin d'influer par leur exemple sur leurs votes. Une exception remarquable à cette règle, est celle des deux congrès de 1902, où fut discutée et résolue définitivement la question de l'unité ouvrière, la fusion des deux organisations rivales jusqu'à cette époque : la Fédération des Bourses et la Confédération générale du travail. Les Bourses tinrent leur congrès à Alger, il précéda celui de la Confédération générale du travail qui eut lieu à Montpellier.

La Bourse du travail de la ville désignée comme siège du congrès l'organise ; elle nomme une commission chargée de choisir le local où se réuniront les délégués et d'arrêter les conditions de la réunion. C'est elle qui prépare et envoie les circulaires annonçant le congrès, qui fait toute la propagande nécessaire pour sa réussite ; elle élabore avec

l'aide du comité de la Fédération des Bourses les ordres du jour provisoires et l'ordre du jour définitif. Elle règle toutes les conditions matérielles de la réunion ; elle fait des démarches auprès des compagnies de chemins de fer afin d'obtenir des réductions sur le prix du voyage des congressistes ; elle s'entend avec des hôteliers et des restaurateurs afin qu'ils soient logés et nourris dans les conditions les plus économiques possibles ; elle organise les excursions et les visites de certaines usines.

Elle reçoit en délégation les congressistes à leur arrivée et les présente, le cas échéant, au conseil municipal, lorsqu'il en a manifesté le désir.

Dès l'ouverture des travaux du congrès, et après l'allocation de bienvenue prononcée par un des membres de la commission d'organisation, il est procédé à la vérification des pouvoirs. Une commission est chargée de ce travail préparatoire, elle doit présenter un rapport sur les mandats irréguliers. Ils sont parfois nombreux : tantôt c'est un délégué qui a oublié ou perdu son mandat, tantôt c'est une organisation non fédérée qui envoie un représentant, ou bien c'est un mandat sur lequel n'a pas été apposé le timbre de l'organisation, ou bien encore deux délégués se disputent la représentation d'une même Bourse du travail. La commission de vérification des pouvoirs ne se prononce pas sur ces cas, elle les présente au congrès qui décide souverainement.

Les premiers congrès établissaient eux-mêmes leur ordre du jour ; mais cette pratique amenait une grande confusion et faisait perdre un temps précieux en discussions oiseuses, aussi abandonna-t-on cette méthode, et le comité fédéral des Bourses fut chargé de l'établir de concert avec la commission d'organisation du congrès. Un ordre du jour provi-

soire était soumis aux organisations fédérées qui pouvaient y apporter des modifications, et l'ordre du jour définitif des travaux était envoyé aux Bourses deux mois au moins avant l'ouverture du congrès ; elles pouvaient ainsi discuter les questions et donner leurs instructions à leurs délégués en toute connaissance de cause. Plus tard les Bourses se prononcèrent par référendum, et, parmi les questions qui leur étaient proposées, les cinq ou six qui avaient rallié le plus grand nombre de suffrages y figuraient. De quelque façon, d'ailleurs, qu'ait été établi cet ordre du jour le congrès reste maître absolu de le modifier, en y faisant des suppressions ou des adjonctions, ou en intervertissant l'ordre des discussions.

Après la vérification des pouvoirs, le comité fédéral présente des rapports écrits sur ses travaux et sur l'état de ses finances. Le congrès les discute ; toujours ces rapports furent adoptés, on y fit parfois des réserves, mais sans importance.

Ensuite on passe aux questions portées à l'ordre du jour. Celles-ci sont en général très nombreuses, aussi, la discussion des premières étant très longue, les dernières ne sont qu'effleurées et souvent même renvoyées au congrès suivant, faute de temps.

Les travaux des congrès se terminent par une séance publique, dans laquelle les orateurs les plus en vue prennent la parole, et par une excursion, ou par la visite d'une usine. Puis les délégués se séparent et font chacun un rapport à leurs mandants.

Les congrès désignent pour presque chaque question une commission chargée de l'étudier et de présenter un rapport. Les membres de ces commissions désignés par le congrès sont choisis parmi les délégués connaissant plus spéciale-

ment les questions qu'ils doivent examiner ; souvent, lorsque certains délégués se montrent à l'assemblée générale trop gênants et posent des questions par trop embarrassantes, on les désigne pour faire partie d'une commission, qu'on envoie siéger immédiatement dans un local voisin, et l'on est ainsi tranquille pendant quelques séances. Avant que la commission ne se mette au travail le congrès lui indique la solution qu'il compte donner à la question qu'elle doit étudier, par une discussion générale et toujours longue suivie d'un vote de principe. La commission établit son rapport et présente des conclusions reflétant l'opinion exprimée par la majorité. Mais après la lecture de ce travail une nouvelle discussion générale est ouverte, et, fréquemment, le vote émis alors est contraire au premier : les conclusions de la commission, qui croyait parler au nom du congrès, se trouvent donc rejetées.

Un bureau, composé d'un président et de deux assesseurs, est désigné à chaque séance. Le président est chargé de diriger les débats, fonction souvent ingrate, exigeant beaucoup de fermeté et d'à-propos pour empêcher les séances de devenir tumultueuses et éviter des altercations et des rixes. Malgré toute la bonne volonté et l'énergie des présidents, des scènes de désordre se produisent souvent et il est nécessaire alors, afin de permettre aux délégués de se calmer, de suspendre, pour quelques instants, les séances.

Le président, en principe, ne doit pas prendre la parole dans les discussions ; lorsqu'il désire présenter des observations il cède provisoirement son siège à un de ses assesseurs.

Le congrès désigne aussi un ou plusieurs secrétaires de séances chargés du compte-rendu, mais il arrive souvent que le congrès nomme des secrétaires pour toute la durée des travaux.

Les ordres du jour et les motions d'ordre sont déposés sur le bureau et lus par le président ; il les met aux voix et recueille les votes.

Seules les organisations fédérées peuvent se faire représenter aux congrès ; elles peuvent y envoyer même chacune plusieurs délégués qui tous ont le droit de prendre part aux discussions ; mais pour les votes ils n'ont ensemble qu'une seule voix.

Les séances sont tantôt publiques, tantôt secrètes ; dans ce dernier cas il est d'usage de faire parvenir aux journaux désignés par le congrès un communiqué du secrétariat.

Après chaque congrès, un compte-rendu des travaux est imprimé et mis en vente. La commission d'organisation du congrès est chargée de cette publication. Les Bourses sont peu empressées de les acheter et le comité fédéral s'est vu parfois dans l'impossibilité de couvrir ses frais d'impression. Il fut alors décidé que les Bourses souscriraient autant d'exemplaires qu'elles avaient de syndicats adhérents, mais ces résolutions restèrent lettre morte.

Les questions les plus fréquemment traitées par les congrès étaient celles des statuts de la Fédération, du viaticum, de l'Office de statistique et de placement ouvrier, du placement, du journal, des conseils de prud'hommes, des adjudications publiques de travaux, des lois ouvrières, de l'action révolutionnaire, de l'antimilitarisme, du sabotage, du boycottage, des grèves, de la grève générale, etc.

L'attention des congrès se porta, entre autres, sur certaines lois ouvrières.

Le comité fédéral, en mars 1900, discuta longuement les modifications que l'on voulait apporter à la loi du 21 mars 1884. (1)

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 216 à 221.

La majorité du comité prétendait que le droit pour les associations professionnelles de faire des actes de commerce était incompatible avec le caractère de société de résistance qui est celui des syndicats. Accorder un tel droit c'est tendre un piège aux syndicats militants, en attirant chez eux des hommes syndiqués uniquement par l'esprit de lucre ; ils y deviendraient la majorité et, par conséquent, ils auraient le pas sur les minorités militantes, car dans chaque syndicat « il y a un militant pour neuf égoïstes ». Par le commerce le syndicat deviendra riche, mais cela n'est pas une bonne chose : les syndicats les plus riches sont ceux qui pratiquent le moins le devoir de solidarité. Le goût de la propriété les empêchera de faire grève et de soutenir leurs camarades en lutte contre le capital.

Les membres de la minorité étaient moins catégoriques ; sans admettre que la loi de 1884 et les modifications qui y étaient proposées étaient parfaites, ils y trouvaient quelques avantages : grâce à la liberté de faire des actes de commerce, il sera possible d'augmenter les effectifs des syndicats en y attirant les ouvriers qui leur préfèrent les sociétés coopératives et celles de secours mutuels ; c'est aussi le seul moyen de faire entrer les paysans dans les syndicats ; grâce aux modifications projetées les unions de syndicats pourront ester en justice, c'est là un résultat appréciable. Il serait bon d'accepter ces modifications et de les expérimenter ; si elles sont mauvaises, les syndicats pourront, en s'en servant, les améliorer.

A ces arguments la majorité répondait qu'aucune loi nouvelle n'était nécessaire pour former des syndicats agricoles ; il est vrai que la loi leur interdit de vendre des produits à d'autres qu'à leurs membres et de posséder, plus qu'il ne leur est strictement nécessaire, des biens meubles

et immeubles, mais, en réalité, peu nombreux sont les syndicats agricoles qui ne vendent qu'à leurs adhérents ; ils n'ignorent pas qu'avec un peu d'habileté et à condition de ne pas faire d'opérations malheureuses, ils échappent toujours à la loi. Nombreux sont ceux qui possèdent par personnes interposées. La loi interdit aux unions de syndicats d'estimer en justice, ce n'est pas un mince avantage, car cette impossibilité entraîne celle d'être poursuivi civilement. Sous le régime de la loi de 1884, une union de syndicats peut, sans aucun risque, à condition de ne commettre aucun fait entraînant des poursuites correctionnelles, employer en cas de grève et pour le compte d'un syndicat des moyens de résistance qui vaudraient aux syndicats des poursuites en réparation du préjudice causé. Cet avantage disparaîtrait si le droit d'estimer en justice lui était conféré. Si les syndicats possèdent des biens, on pourra les frapper dans ceux-ci chaque fois qu'ils mésuseront du droit de mise en interdit.

Ce sont ces raisons qui prévalurent. Le comité adopta un ordre du jour dans le sens des critiques émises par la majorité ; il fut communiqué au groupe parlementaire socialiste, au comité général du parti socialiste, aux Bourses du travail et à la presse.

Par cet ordre du jour le comité demanda aussi la liberté complète de réunion et d'association, et l'abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal et 1382 du Code civil.

Un mois après la publication de cet ordre du jour, les Bourses du travail déclarèrent partager l'avis du comité fédéral, deux seulement (Rouen et Nice) se prononcèrent en faveur du projet.

Une partie de ces résolutions avait été prise par les congrès des Bourses du travail. A Lyon en 1894 des vœux pour

l'obtention de la personnalité civile des syndicats, pour l'abrogation de la loi de 1872 sur l'Internationale et des articles 414 et 415 du Code pénal étaient émis. Le congrès de Paris en 1900 adopta les conclusions de la circulaire du comité fédéral.

Les projets de lois sur les retraites ouvrières attirèrent aussi l'attention des Bourses du travail. (1)

Après de longues discussions, le comité fédéral, au cours de l'exercice 1900-1901, rejeta le projet présenté au Parlement et chargea son secrétaire de rédiger et d'adresser une circulaire aux Bourses du travail, les invitant à discuter et à étudier très attentivement les critiques formulées au projet Guyesse, qu'elles avaient déjà reçue l'année précédente.

Cette circulaire est du mois de mai 1901, et elle rappelle celle du 25 août 1900 ; elle indique aux Bourses les réflexions que l'étude de ce projet a suggéré au comité fédéral. Elle présente les grandes lignes du projet : prélèvement de 5 centimes par jour sur les salaires au dessous de 2 francs, et de 10 centimes par jour sur ceux dépassant cette somme ; le patron sera chargé d'opérer le prélèvement et versera pour sa part une somme égale. Ceci donnera environ 200 millions versés annuellement, moitié par les patrons, et moitié par les ouvriers. 30 ans après la promulgation de cette loi, c'est-à-dire après 30 ans de versements, l'ouvrier âgé de 65 ans aura droit à une pension annuelle d'au moins 360 francs, accompagnée d'une assurance de 1.000 francs, qui, en cas de décès, revient à sa famille. Pendant ce délai de 30 ans, précédant le fonctionnement de la

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 222 à 226. Critique contenue dans le rapport sur les travaux du comité fédéral pendant l'exercice 1900-1901.

caisse de retraite, les travailleurs âgés de 65 ans auront droit à une pension annuelle de 150 francs et à une assurance de 1.000 francs pour leur famille en cas de décès. Le projet compte dans les rentrées une somme de 20 millions, produite par un impôt de 20 centimes par jour sur chaque ouvrier étranger travaillant en France. Si les sommes versées n'atteignent pas le chiffre prévu et jugé indispensable par l'auteur du projet, l'Etat devra intervenir pour parfaire les versements.

Après avoir expliqué ainsi l'économie du projet, le secrétaire fédéral le critique dans sa circulaire.

Il est inacceptable parce que l'échéance de 30 ans rend problématique l'amélioration du sort des travailleurs, et que pendant ces 30 années il sera aggravé immédiatement et indiscutablement; en effet, les 200 millions provenant des versements seront payés uniquement par les ouvriers, car les patrons récupéreront leur part sur les salaires; ce sera une diminution de la puissance de consommation des salariés. Ce sont là les « prélèvements directs », mais il y a encore à envisager les « prélèvements indirects », et voici ce que le comité fédéral entend par là.

Les versements annuels devront être convertis en rente sur l'Etat produisant des intérêts, c'est ainsi seulement que le projet est réalisable. Or le travail seul est productif d'intérêts, donc les travailleurs n'auront pas seulement versé directement les sommes constituant le capital jugé nécessaire pour le fonctionnement de la caisse de retraites, mais ils paieront encore « indirectement » les intérêts des sommes versées par eux, par suite de ce principe que le travail seul donne une valeur au capital.

L'énormité des sommes versées (200 millions par an pendant 30 ans) et l'importance des intérêts que produisent

ces sommes, rendraient l'application d'une telle loi dangereuse pour la classe ouvrière. Le travail ne recevant pas du capital ce qui lui est indispensable, on ne peut admettre qu'il soit encore privé de ces sommes importantes. Le projet Guyesse « rend sûrement plus mauvaise la situation des travailleurs valides, il ne peut aucunement l'améliorer, il a comme résultat un surcroît de misères, de privations et de souffrances, et fait peser plus lourdement sur toute la classe ouvrière le joug capitaliste ».

Le projet doit donc être rejeté par ces motifs et, de plus, les Bourses doivent s'en désintéresser, comme de tous les projets analogues, d'après la ligne de conduite qu'elles se sont tracées aux congrès de Toulouse et de Rennes.

Le congrès de Rennes, en 1898 (1), avait adopté deux propositions au sujet des retraites ouvrières ; par la première, il repoussait tous les projets faisant appel à la bourse du prolétaire ; par la deuxième, il répudiait tous ceux qui ne s'appliqueraient pas à l'universalité des citoyens.

Le congrès de Paris de 1900 approuva l'attitude prise par le comité fédéral en cette circonstance.

Au congrès de Toulouse, en 1897, la Bourse du travail d'Alger avait déjà tenté de faire discuter le projet de caisses de retraites dû à M. Escuyer, mais le comité fédéral répondit à cette proposition que, conformément à la décision prise par les Bourses à Tours, ce projet ne pouvait être discuté au congrès des Bourses que si la solution devait résulter de leur action personnelle, mais que si sa solution devait dépendre du Parlement le congrès des syndicats avait seul qualité pour le discuter. La Bourse d'Alger

(1) *L'Ouvrier des deux Mondes*, 1^{er} octobre 1898, p. 331.

trouva cette solution déplorable, car il n'est pas logique que les Bourses se désintéressassent d'un projet soumis au Parlement. Le congrès, sur ces observations, en renvoya la discussion à la suite de l'ordre du jour. La Bourse d'Alger aurait voulu qu'on discuta ce projet dans les Bourses et que celles-ci envoyassent leurs ordres du jour et le résultat de leurs votes au comité fédéral.

Enfin le congrès adopta l'ordre du jour suivant présenté par Alger : « La solution des lois ouvrières demandant une
« agitation constante et continue, le comité fédéral des
« Bourses du travail devra poursuivre leurs réalisations,
« en mettant en demeure le législateur de se prononcer
« sur les projets ci-après :

« a) Retraites ouvrières, projet Escuyer ;

« b) Extension de la prud'homie à tous les travailleurs
« salariés des deux sexes ;

« c) Suppression du travail des prisons et des ouvroirs ;

« d) Suppression du marchandage ;

« e) Modification à la loi du 2 novembre 1892 ;

« f) Suppression pure et simple des bureaux de placement ;

« g) Repos hebdomadaire. »

Le comité fédéral et les Bourses s'occupèrent aussi du projet Millerand sur la réglementation des grèves et de l'arbitrage obligatoire (1).

Une circulaire fut envoyée à toutes les organisations fédérées, le 25 mai 1901 : c'était un manifeste destiné par ses auteurs à être discuté attentivement par les Bourses.

Rien n'est bon dans ce projet, qui, plus que n'importe

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*. Documents annexes, p. 227 à 229.

quel autre, porte atteinte aux droits de défense « des spoliés contre les spoliateurs » ; grâce à lui le juge frappera sans relâche l'ouvrier, et jamais le patron. D'ailleurs les Bourses savent parfaitement que n'importe quel conflit éclatant entre le capital et le travail « est toujours légitime », car il a pour cause « le débordement d'une coupe emplie de privations, de vexations, d'atteintes à la parcelle de liberté des travailleurs ». Toute grève est due à l'initiative courageuse d'une minorité intelligente, consciente et hardie. C'est cette minorité qui est visée par le projet, et pour laquelle des pénalités y sont édictées. L'abus de la réflexion et de la réglementation tue les grèves ; les « parlementariser » c'est anéantir l'esprit de révolte légitime qui les anime.

Les Bourses se déclarèrent hostiles au projet Millerand.

Leur congrès de Toulouse, en 1893, prit une série de résolutions : il invite les syndicats à étudier la question du repos hebdomadaire ; il réclame la suppression du marchandage, et l'application stricte de la loi de 1848 ; il veut que seules les chambres syndicales choisissent les candidats ouvriers aux conseils de prud'hommes, et que ces candidats ne puissent être recrutés que parmi les ouvriers syndiqués, ayant adhéré au mandat impératif.

Cette question des conseils de prud'hommes est reprise au congrès de 1900, qui vote, en même temps que l'abrogation de l'article 634 § 1 du code de commerce, l'extension de cette juridiction à tous les salariés.

Le Congrès de Lyon, en 1894, adopte un vœu tendant à la suppression des bureaux de placement privés, et à faire pression sur les employeurs pour qu'ils s'adressent exclusivement aux bureaux de placement gratuits des Bourses du travail. On y décide, en outre, de faire une propagande

active pour arriver à la suppression du travail dans les couvents, ouvroirs et prisons, et pour que la main-d'œuvre pénitentiaire soit employée au défrichement des terrains arides.

Le Congrès de 1895 (1) reprend ces vœux et proteste contre la création des établissements dits « d'assistance par le travail », qui ne visent qu'à l'avilissement des salaires et au maintien des travailleurs dans la misère.

Le projet de loi de M. Groussier, tendant à la reconnaissance des Bourses du travail comme établissements d'utilité publique, fit l'objet d'une discussion au congrès des Bourses de Lyon, en 1894, qui se prononça favorablement à son sujet ; malgré cela, durant l'exercice 1894-1895, le comité fédéral le combattit et, grâce à ses efforts, parvint à faire rapporter ce vote par le congrès suivant à Nîmes en 1895.

Un projet de loi Merlin-Trarieux, contre le droit de coalition des ouvriers des chemins de fer et des arsenaux, étant déposé sur le bureau de la Chambre des députés, le Comité fédéral, en 1895, adressa une lettre aux « députés républicains », dans laquelle il protestait contre ce projet, et, au congrès de Nîmes, les Bourses déclarèrent faire la grève générale « si la loi Merlin-Trarieux-Cordelet était votée par la majorité opportuniste réactionnaire de la Chambre des députés ».

Les congrès de Nîmes, en 1895 (2), et de Tours, en 1896 (3), se prononcent sur les adjudications des travaux départementaux et communaux. Le premier exprime le vœu

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Nîmes 1895, p. 78 à 81.

(2) *Congrès des Bourses du travail*, Nîmes 1895, p. 82 à 84.

(3) *Congrès des Bourses du travail*, Tours 1896, p. 115 et 116.

que les cahiers des charges soient établis par une commission composée mi-partie de patrons et d'ouvriers, avec maximum de rabais, minimum de salaire, et limitation de la journée de travail à 8 heures. Le second se prononce pour la suppression totale des adjudications et pour la mise en régie des travaux communaux, départementaux et régionaux.

Le congrès de Tours, en 1896 (1), donne mission au comité fédéral de faire un rapport sur la mauvaise volonté que mettent les inspecteurs du travail à faire appliquer les lois ouvrières. Le congrès de Paris de 1900 demande l'augmentation du nombre de ces inspecteurs et leur élection par les syndicats ouvriers.

Les congrès de Nice en 1901 (2) et d'Alger en 1902 (3) demandent l'application dans les colonies des lois ouvrières instituées en France ; la création, pour le contrôle de leur application, d'inspecteurs du travail élus par les syndicats ouvriers ; la constitution, par les gouverneurs des colonies, de commissions, composées par moitié d'industriels et d'ouvriers, chargées dans chaque colonie d'établir la façon d'y adapter les lois ouvrières.

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Tours 1896, p. 117.

(2) *Congrès des Bourses du travail*, Nice 1901, p. 75 et 76.

(3) *Congrès des Bourses du travail*, Alger 1902, p. 80.

CHAPITRE VII

LES UNIONS DÉPARTEMENTALES ET RÉGIONALES

Dans son rapport au congrès d'Amiens, en 1906 (1), le secrétaire de la section des Bourses du travail à la Confédération générale du travail estime que la multiplication incessante des Bourses du travail ou Unions locales est un indice de la nécessité qui s'impose de simplifier l'organisation syndicale, en décentralisant un peu ses rouages. L'accroissement du nombre des syndicats d'une même corporation les oblige, pour être moins épars et plus forts, à former des fédérations d'industrie et de métier, de même les Unions locales se transforment en Unions départementales ou régionales.

Lorsque, durant l'année qui séparait deux congrès, un nombre assez sérieux de Bourses s'était créé, ce résultat plaisait à Pelloutier, mais il n'était pas sans inquiétude, car souvent cette augmentation cachait une faiblesse très grande ; beaucoup de ces nouvelles organisations ne possédaient qu'un nombre infime de syndicats, et, par conséquent, étaient à la merci d'une municipalité, qui pouvait les supprimer, du jour au lendemain, en leur retirant les subventions qui leur permettaient d'exister. Aussi beaucoup de ces Bourses vivaient d'une vie factice, et Pelloutier leur conseillait d'étendre leur rayon d'action en dehors des villes, d'abord dans les faubourgs puis dans les campagnes envi-

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Amiens 1906, p. 52.

ronnantes, et de ne créer de nouvelles Bourses que lorsque les anciennes seraient puissantes.

Grouper des syndicats nouveaux dans d'anciennes Bourses, réunir beaucoup de syndicats dans une Bourse nouvelle, au lieu de les disséminer dans plusieurs organisations, tel était le conseil qu'il leur donnait constamment.

Aussi s'efforça-t-on, en même temps que les Unions locales augmentaient en nombre et en force, d'unir entre elles celles d'un même département ou d'une même région, et de créer ainsi des Unions départementales et régionales, qui apporteraient un appui nouveau au syndicalisme.

Ce programme ne s'établit pas sans difficulté ni sans résistance.

L'Union départementale est le groupement des syndicats divers d'un même département. Ces syndicats peuvent y adhérer directement ou indirectement, selon qu'ils sont ou ne sont pas adhérents à une Union locale (1).

L'Union régionale est un groupement de syndicats de deux, trois et parfois quatre départements, suivant la position géographique de certains centres industriels et la facilité plus ou moins grande de communication avec le siège de l'Union régionale.

La Fédération des Bourses est favorable à la création de ces Unions départementales et régionales, et n'y voit un danger que si une exagération se produisait dans l'extension démesurée des régions. Les intéressés sont qualifiés pour donner les raisons qui militent en faveur de la création et de l'étendue de ces Unions ; à eux seuls appartient le droit d'en fixer les limites.

(1) *Notice sur les Unions locales; Unions départementales, Unions régionales de syndicats divers.* Editée par la Confédération générale du travail, section des Bourses.

Ces Unions présentent certains avantages.

Le nombre des Unions locales est illimité, celui des Unions départementales ou régionales n'ira jamais beaucoup au-delà d'une centaine, et ceci est important pour la représentation de ces Unions dans le comité fédéral des Bourses. Un trop grand nombre de délégués rendrait cette organisation impuissante.

L'Union régionale ou départementale ne détruit pas l'Union locale, et la plupart de celles qui se forment sont composées des Unions locales d'une région ou d'un département.

L'Union départementale de Seine-et-Marne est composée des Unions locales de Melun, Meaux, Nemours, etc. Celle des Alpes-Maritimes est formée des Unions locales de Nice, Menton, etc.

Ces Unions départementales ou régionales n'ont aucun intérêt à empêcher la formation d'Unions locales.

La section des Bourses de la Confédération générale du travail reçoit l'adhésion directe des Unions locales, mais elle leur indique au préalable qu'elles ont la faculté d'adhérer indirectement par une Union départementale ou régionale, s'il en existe une.

M. Yvetot (1) estime que ces Unions ne tendent aucune-ment à une organisation nouvelle de centralisation des forces ouvrières. C'est, au contraire, quoiqu'en disent les adversaires de cette méthode, une décentralisation efficace, en même temps qu'un moyen sûr d'étendre la propagande avec le moins de frais et le plus d'avantages possibles.

D'après M. Klemczynski (2), partisan déterminé de ces

(1) *Voix du Peuple* du 17 au 24 janvier 1909. Yvetot. « Pour les unions départementales ».

(2) *Voix du Peuple* du 28 février au 7 mars 1909. Klemczynski. « Unions régionales ».

Unions, elles sont nées de la nécessité de porter à son maximum l'influence syndicaliste. De 1900 à 1906 le nombre des Bourses augmente en même temps que la moyenne des syndicats qu'elles renferment diminue, alors qu'avant cette époque cette moyenne s'était maintenue. A l'appui de ses dires il présente la statistique suivante :

Années	Bourses	Syndicats	Moyennes
Juin 1895	34	606	17,8
» 1897	47	862	18,3
» 1898	51	947	18,5
» 1900	57	1.065	18,6
» 1902	83	1.112	13,1
» 1904	110	1.349	12,2
» 1906	135	1.609	11,9
Octobre 1906	165	1.826	11,0

C'est alors, poursuit-il, que les Unions groupant plusieurs Bourses se forment, et en juin 1908 le rapport confédéral indique 157 Bourses ou Unions pour 2.028 syndicats. Le nombre des Unions a diminué et la moyenne des syndicats est remontée à 13 par Union.

Il s'est constitué une Union des Syndicats des départements de l'Ain et du Jura (1) qui groupe actuellement 40 syndicats avec 3.500 cotisants environ. Elle a été composée par la réunion des Bourses du travail de ces deux départements.

Mais il n'en est pas toujours ainsi, et l'Union départementale de Seine-et-Oise groupe, au contraire, les syndicats sans tenir compte de leur affiliation aux Bourses du travail (2). Elle n'entretient de relations avec les Bourses et

(1) *Voix du Peuple* du 31 janvier au 7 février 1909 et du 4 au 11 avril 1909.

(2) *Voix du Peuple* du 7 au 14 mars 1909. Lapierre. « Unions départementales de syndicats ».

Unions locales que pour l'organisation de la propagande générale et des meetings. C'est un congrès des syndicats intéressés qui, en 1901, a créé cette Union départementale, et a déterminé le rayon d'action dans lequel elle peut étendre sa propagande et constituer de nouveaux syndicats.

La question des Unions départementales et régionales fut portée devant le congrès corporatif d'Amiens, en 1906 (1), qui se déclara incompétent et renvoya cette étude à la conférence des Bourses, qui devait avoir lieu ensuite. Là elle fut discutée, et la conférence, reconnaissant que ces Unions ont contribué pour une large part au développement du syndicalisme dans les centres les plus reculés, décida que, leur utilité étant incontestable, il y avait lieu d'en créer partout; elles permettront de rendre plus intense la propagande, en facilitant l'échange des orateurs d'une localité à l'autre. Elle décida, en outre, que les syndicats doivent former des Unions départementales ou régionales, afin que, si une ou plusieurs Bourses se trouvaient supprimées, il n'y ait pas d'arrêt dans le fonctionnement de l'organisme fédéral syndicaliste.

S'il est désirable de voir se créer ces Unions, il ne faut pas exagérer l'étendue de leur ressort; c'est ainsi qu'en 1907 on soumit au comité de la section des Bourses un projet de constitution d'une fédération régionale englobant les syndicats de la Gironde, des Landes, de la Dordogne, du Lot-et-Garonne, du Gers, des Hautes-Pyrénées et des Basses-Pyrénées; le comité de la section des Bourses déclara qu'une organisation de cette nature ne pourrait

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Amiens 1906, p. 244 à 252.

avoir de place dans la Confédération générale du travail (section des Bourses) (1).

Il est nécessaire de faire une place à part, dans cette étude, à la plus ancienne et à la plus puissante des Unions départementales : à l'Union des Syndicats du département de la Seine.

Elle fut créée en juin 1895, à la suite de la fermeture de la Bourse du travail de Paris. Son siège était rue de Bondy, n° 80, et elle groupait 66 syndicats ; en 1896, ce nombre était passé à 96.

Lors de la réouverture de l'immeuble municipal, cette Bourse indépendante y rentra, mais elle dut abandonner son titre de Bourse du travail, qui ne pouvait être pris par aucune organisation autre que la Bourse officielle, et elle s'appela dès lors Union des Syndicats du département de la Seine.

Si elle ne porte pas le titre de Bourse du travail de Paris, elle est pourtant considérée comme telle par les organisations syndicales, et c'est sous cette dénomination qu'elle est admise à la Fédération des Bourses, à l'exclusion de la Bourse municipale de Paris, qui n'est considérée, comme nous l'avons déjà dit, que comme un immeuble.

Pendant longtemps, malgré son titre d'Union départementale, elle ne fut composée que de syndicats parisiens, mais, cherchant à élargir de plus en plus son cercle d'action, elle est arrivée à englober un certain nombre de syndicats de la banlieue de Paris.

Dans sa séance du 19 juin 1907, le comité général de l'Union des Syndicats du département de la Seine déci-

(1) *Voix du Peuple* du 2 juin 1907.

dait (1) de provoquer une réunion des Bourses du travail et Unions de Syndicats de la banlieue parisienne, dans le but de rechercher un terrain d'entente pour faire fusionner tous ces groupements dans l'Union des Syndicats du département de la Seine, parce que, par son titre même, elle s'étend à tout le département, et les organisations similaires qui y existent font double emploi avec elle.

La section des Bourses a dans son sein des Bourses du travail composées exclusivement de sections de syndicats adhérents à l'Union des Syndicats du département de la Seine ; d'autres composées de syndicats qui, en partie, font double emploi. Exemples :

1° L'Union des Syndicats de Charenton, composée de trois sections de syndicats ;

2° La Bourse du travail de Clichy, composée de sept sections de syndicats et d'un syndicat ;

3° La Bourse du travail d'Issy-les-Moulineaux, composée de huit syndicats et sections de syndicats ;

4° La Bourse du travail d'Ivry-sur-Seine, composée de quatre syndicats ou sections de syndicats ;

5° La Bourse du travail de Levallois-Perret, composée de treize groupements dont la majorité sont des sections de syndicats ;

6° La Bourse du travail de Puteaux-Courbevoie, composée de sept sections de syndicats et de deux syndicats ;

7° La Bourse du travail de Saint-Denis, composée de neuf sections de syndicats et de cinq syndicats.

Ces Bourses du travail ne comptent que sept ou huit syndicats seulement, les autres groupes les composant ne sont que des sections de syndicats.

(1) *Voix du Peuple* du 3 au 10 novembre 1909. « Pour l'union départementale de la Seine ».

Ces sept Bourses du travail de la banlieue de Paris, groupant sept ou huit syndicats, disposent de sept voix à la section des Bourses, alors que l'Union départementale, qui seule devrait être confédérée, groupe plus de deux cents syndicats et ne dispose que d'une seule voix.

Ceci est très dangereux pour l'unité ouvrière, car admettre dans la Confédération générale du travail les Bourses du travail du département de la Seine autres que l'Union départementale, c'est inviter les sections syndicales de la banlieue à quitter leur syndicat respectif dont le siège est à Paris, ou dans une autre localité, et à se transformer en syndicats, pour être représentées directement dans la section des Bourses ; c'est l'émiettement syndical, ou bien c'est donner le droit à ces sections d'être représentées plusieurs fois à la Confédération générale du travail :

1° par l'Union des Syndicats à laquelle leur syndicat est affilié ;

2° Par les Bourses du travail de la banlieue auxquelles elles sont adhérentes.

Donc, en principe, l'adhésion des Bourses du travail de la banlieue à la section des Bourses n'est pas acceptable.

Ces Bourses du travail ne devraient être que des succursales de l'Union des Syndicats du département de la Seine. Il faut que les groupes qui les composent régularisent leur situation ; les syndicats qui ne font pas double emploi doivent adhérer à l'Union des Syndicats, les autres doivent fusionner avec les syndicats similaires qui sont affiliés à l'Union.

L'Union doit être l'organisme de concentration des forces syndicales ; mais son action de propagande doit être décentralisée, et c'est justement pour décentraliser l'action et la propagande de l'Union qu'il est indispensable de créer

une multitude de groupements semblables aux Bourses du travail de la banlieue.

Vis à vis de l'Union, ces groupes de Bourses du travail devront jouir de la plus entière autonomie. Ils ne lui paieront pas de cotisations, ils garderont leurs ressources pour leur action propre, et pour s'assurer les locaux nécessaires à la tenue des réunions et des permanences des syndicats.

Cette fusion est en voie de réalisation ; le rapport financier de la section des Bourses, présenté au congrès de Marseille, en 1908, porte les Bourses de Levallois-Perret et de Saint-Denis comme ayant adhéré à l'Union des Syndicats du département de la Seine.

Celle-ci est une organisation essentiellement révolutionnaire. Elle groupe les principaux syndicats de Paris et eut son siège longtemps à la Bourse du travail de la rue du Château d'Eau, d'où elle fut expulsée le 5 août 1908, par décret du préfet de la Seine, pour son agitation anarchiste et antipatriotique. Le décret indique que les frais de propagande antimilitariste se sont élevés pendant une année à la somme de 1140 francs, alors que la propagande syndicale figure seulement pour 74 fr. 80 ; dans les trois premiers mois de l'année 1908 les dépenses de propagande de l'Union se sont élevées à 2337 fr. 70, alors que, pendant la même période, il n'a été versé que 137 francs aux ouvriers syndiqués, sans ressources et sans travail, de passage à Paris.

Tout commentaire serait superflu.

Depuis cette époque, l'Union des Syndicats du département de la Seine a son siège à la Maison des Fédérations de la rue Grange aux Belles.

CHAPITRE VIII

LE RÔLE DES BOURSES DU TRAVAIL DANS LA SOCIÉTÉ FUTURE

L'œuvre que nous venons d'étudier est considérée par les Bourses du travail comme secondaire ; leur existence ne leur semble intéressante qu'en vue du rôle qu'elles se sont assignées, de leur propre autorité, dans une société future ; c'est vers cet état nouveau que tendent tous leurs efforts.

Se sentant de remarquables « facultés d'adaptation à un ordre social supérieur », elles ont « l'ambition de constituer, dans l'état bourgeois, un véritable état socialiste (économique et anarchique), d'éliminer progressivement les formes d'association, de production et de consommation capitalistes par des formes correspondantes communistes » (1) ; aussi cherchent-elles, dès à présent, à définir leurs attributions lointaines.

En 1896 elles se posèrent ce problème et le résolurent en se basant sur leur rôle actuel (2).

Elles ont pour mission de connaître, à tous moments, avec une très grande exactitude, le nombre des ouvriers en chômage et celui des places vacantes ; les perturbations des conditions du travail et de la vie ouvrière ; la recherche de

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 160.

(2) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 159 à 171.
— *Congrès des Bourses du travail*, Tours 1896. Rapports de la Bourse du travail de Nîmes et du comité fédéral sur le rôle des Bourses du travail dans la société future, p. 104 à 115.

leurs causes et des moyens capables de les enrayer. En outre, elles doivent, par des statistiques régulières et bien faites, connaître le taux des salaires, le coût de l'entretien de chaque individu, le nombre des professions, celui des travailleurs employés dans chacune d'elles, la quantité des objets fabriqués, des produits extraits et récoltés, la totalité de ceux nécessaires à l'alimentation et à l'entretien de la population du pays.

Si ce but était atteint, les statistiques étant exactes, les enquêtes bien menées, les Bourses du travail auraient en main tout les éléments qui leur seraient nécessaires pour remplir le rôle prépondérant qu'elles auraient à tenir au lendemain de la révolution sociale.

Dans la société nouvelle, les métiers seront organisés en syndicats qui ne se concurrenceront pas.

La révolution sociale a pour objectif, en effet, de supprimer la valeur d'échange, le capital qu'elle engendre, les institutions qu'elle crée. L'œuvre révolutionnaire doit libérer les hommes de toute institution qui n'a pas essentiellement pour but le développement de la production. Elle sera l'association volontaire et libre des producteurs.

Chacun des syndicats nommera un conseil qui sera le « conseil professionnel du travail » ; ces syndicats seront à leur tour fédérés par métier, nationalement et internationalement.

La propriété, d'individuelle qu'elle est, deviendra collective. La terre, les mines, les usines, les ateliers et leur outillage, les moyens de transport, les maisons, etc., tout deviendra propriété sociale.

Les Bourses du travail et les conseils professionnels du travail seront en rapports étroits et réguliers.

Les Bourses connaîtront, grâce à leurs moyens d'infor-

mation, très exactement, les besoins de la consommation, et, par conséquent, la quantité des produits qui devront être fabriqués. Elles sauront la quantité de pierre qu'il faut extraire des carrières, le nombre de quintaux de blé que doivent moudre les moulins, combien de vêtements doivent être confectionnés, combien il faut fondre de tonnes d'acier, le nombre et le genre des spectacles qu'il faudra organiser pour une population déterminée.

Elles indiqueront ces besoins aux conseils professionnels de chaque corporation, et le temps dans lequel ils doivent être satisfaits. Ceux-ci emploieront les membres de leur profession à la fabrication des produits nécessaires. Sachant combien sur place on peut extraire de pierre, moudre de blé, confectionner de vêtements, fondre d'acier, organiser de spectacles, avec les éléments et les productions indigènes, on saura combien de matériaux et de producteurs il faut demander aux associations voisines. Le travail sera ainsi divisé, et des entrepôts publics seront établis sur tout le territoire.

Si des produits font défaut dans une région, la Bourse du travail les demandera aux autres, si la main d'œuvre y est insuffisante elle s'en procurera en s'adressant aux Bourses où elle est trop nombreuse ; si, au contraire, elle possède en trop grandes quantités la main d'œuvre et certains produits, elle pourra les échanger contre ce qui lui manque.

Ces échanges se feront facilement, grâce aux statistiques que possèdent les Bourses et qui leur indiquent l'état exact de la production dans leur région. Elles organiseront l'échange des produits entre les territoires doués par la nature d'une production spéciale : Le Creusot fournira la métallurgie, Limoges les porcelaines, Elbeuf les draps, le Midi,

la Bourgogne et le Bordelais les vins, et ces régions s'approvisionneront auprès des autres des produits qu'elles ne peuvent fabriquer ou récolter chez elles.

Dans cette société l'homme produira mieux et plus vite que maintenant, il sera tout prêt à perfectionner de plus en plus l'outillage, trouvant un intérêt immédiat à la marche toujours plus rapide du progrès et en mettant en valeur les richesses et les forces naturelles abandonnées jusqu'alors.

La richesse sociale s'accroîtra, la consommation sera plus considérable et la production plus intense. Le travail étant accompli par tous sera pour chacun moins long, et l'homme pourra consacrer des heures nombreuses à son développement intellectuel et satisfaire son besoin naturel d'études. Nul ne sera obligé de se priver d'aliments, de vêtements, de meubles. Le luxe et l'art, « ces deux facteurs essentiels du goût et de l'intelligence », seront à la disposition de tous.

Les Bourses du travail pourront, d'après les théoriciens du syndicalisme, tenir ce rôle important dans la société qu'ils veulent faire succéder à la nôtre. C'est l'opinion de M. Sorel, (1) pour qui elles sont capables, dans presque toutes nos villes, si l'on considère n'importe lequel des genres d'activité qu'elles embrassent, de devenir facilement les administrations des « communes ouvrières » en formation et de diriger « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique, nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres. »

Elles ne veulent pas, d'ailleurs, se laisser prendre au dépourvu, et afin de parer à toute éventualité, elles doivent établir une statistique de l'outillage, qui leur permettra de

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*. Préface de M. Sorel, p. 32.

déterminer la puissance de fabrication des divers métiers, ainsi que les divers produits alimentaires de chaque région ; ainsi elles pourront au lendemain de la révolution assurer la consommation. (1) Naturellement ce projet ne fut jamais exécuté.

Il est inutile d'insister sur le caractère enfantin d'une conception aussi naïve ; la discuter serait paraître lui attribuer une importance qu'on ne saurait lui donner. Il suffit pour en démontrer l'inanité de rappeler que les Bourses du travail ont été incapables d'établir la moindre statistique. Ne pouvant faire ce travail elles ne sont pas qualifiées pour organiser une société nouvelle, et, encore bien moins, pour en être la base.

(1) Résolution adoptée au congrès des Bourses du travail, tenu à Alger en 1902.

DEUXIÈME PARTIE

LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

Il y a deux périodes distinctes dans l'histoire de la Confédération générale du travail.

La première part de la création de cette organisation, en 1893, et va jusqu'en 1902 ; la seconde commence à cette époque.

La Confédération générale du travail, durant ces deux périodes, reste toujours la même organisation, elle possède le même titre et a les mêmes attributions ; mais dans la première elle est incomplète, et son titre est, en quelque sorte, usurpé, car, jusqu'en 1902, elle ne comptait pas dans son sein toutes les organisations ouvrières « rouges », et, en particulier, elle n'avait pu faire adhérer la Fédération des Bourses du travail de France et des colonies, qui, quoique ne rassemblant pas les mêmes organisations, — elle se composait, en effet, des Bourses du travail, et des Unions locales de syndicats, alors que la Confédération générale du travail était formée des fédérations nationales de syndicats de même métier et de même industrie, et des syndicats isolés, — n'en était pas moins une rivale, adversaire farou-

che parfois, et qui sût jusqu'en 1902 garder son indépendance.

En 1902, au contraire, ces deux antagonistes trouvèrent un terrain d'entente, et s'unirent de telle sorte que, depuis cette époque, la Confédération générale du travail comprend à la fois l'ancienne Confédération générale du travail, composée uniquement des fédérations de syndicats et des syndicats isolés, et l'ancienne Fédération des Bourses du travail. C'est depuis cette fusion seulement qu'elle a droit à son titre, car elle compte dans ses rangs, depuis lors, presque tous les syndicats, unions et fédérations « rouges. »

Ce changement dans la physionomie de la Confédération générale du travail nous apparaît comme trop important pour ne pas diviser en deux périodes l'histoire de cette organisation, et nous craindrions, en ne procédant pas ainsi, de manquer de clarté, et de rendre plus compliquée, encore, une exposition historique des faits, qui, par elle-même déjà, n'est souvent pas très simple.

1^o *La Confédération générale du travail de 1895 à 1902.*

— La Confédération générale du travail fut créée en 1895, au congrès corporatif de Limoges. Elle dut le jour à la scission qui se produisit à Nantes, en 1894, entre le parti guédiste et le parti syndicaliste, qui fut amenée par la discussion du principe de la grève générale.

Dès le vote de la loi de 1884, la nécessité d'une fédération nationale des syndicats se fit sentir :

Les syndicats lyonnais prirent l'initiative de convoquer un congrès national des chambres syndicales, qui s'ouvrit le 11 novembre 1886 à Lyon. Ce congrès se déclara nettement révolutionnaire, adversaire de la politique et de la loi de 1884. Il adopta, par 90 voix contre 15, la création d'une « Fédération nationale des syndicats. »

Cette Fédération était composée d'un conseil général fédératif, de conseils fédéraux régionaux et de conseils fédéraux locaux.

Des conseils fédéraux locaux étaient constitués dans chaque ville ou agglomération de communes, et ne pouvaient être composés de moins de 5 syndicats ; chaque chambre syndicale adhérente y envoyait un délégué. Le rôle de ces délégués était d'organiser des commissions de propagande, d'établir des rapports entre les syndicats, d'étudier et de faire connaître à leurs syndicats respectifs toutes les questions intéressant les travailleurs, de présenter et de soutenir au conseil régional les résolutions prises par eux.

Les conseils fédéraux régionaux comprenaient 10 départements ; ils se composaient de 20 membres, 2 délégués par département, nommés par tous les syndicats. Le siège de ces conseils régionaux était déplacé chaque année et porté successivement dans chaque ville importante des départements formant la région.

Le conseil fédéral était composé d'un délégué par département, et n'avait pas de siège fixe : il se déplaçait chaque année, et siégeait dans la ville où avait eu lieu le dernier congrès de la Fédération.

Les conseils fédéraux régionaux furent supprimés par le deuxième congrès de la Fédération, qui se tint à Montluçon en octobre 1887.

Cette Fédération devint bientôt, entre les mains de ses dirigeants, un instrument politique. Elle ne répondit pas au but dans lequel on l'avait créée.

Le conseil national devait former 3 commissions ; la première, chargée de « tout ce qui pourrait faire connaître la Fédération et son but », ne fonctionna jamais ; la seconde devait éditer un bulletin mensuel : jamais elle ne présenta de

statistique, de plan d'organisation ni d'action ; la troisième était la « commission de statistiques », elle devait recueillir tous les documents sur la production de la France et de l'étranger, établir le prix de revient des matières brutes, indiquer le prix des matières ouvrées et calculer, en tenant compte du prix de façon, le bénéfice prélevé par le capital, comparer, pour chaque localité, le taux des salaires avec le taux des objets de consommation, des loyers, etc., et faire connaître ainsi la différence entre le salaire reçu et le salaire nécessaire ; elle ne remplit pas le programme qui lui était assigné.

Enfin cette Fédération ne sut jamais entretenir des relations utiles avec les syndicats qui la composaient (1).

Elle était conduite et dirigée par les guédistes, qui se prétendaient hostiles à la politique et qui laissaient alors « aux hémorroïdes des bourgeois les sièges électoraux. »

Les congrès de la Fédération nationale des Syndicats de Montluçon en 1887 et de Bordeaux-Le-Bouscat en 1888 sont encore révolutionnaires, partisans de la grève générale, et adversaires de la politique ; ils engagent « les travailleurs à se séparer nettement des politiciens qui les trompent. »

Les Bourses du travail, qui se créent un peu sur tous les points du pays, organisations qui devenaient le centre de l'action syndicale des grandes villes, indépendantes, et presque universellement hostiles aux idées modérées et parlementaires que préconisaient de plus en plus les guédistes, ne voulaient pas s'affilier à la Fédération des Syndicats dans laquelle aucune place ne leur était assignée. En 1892 elles créèrent la Fédération des Bourses du travail.

(1) Pelloutier. *Histoire des Bourses du travail*, p. 58 à 63.

Ces deux organisations devaient entrer en lutte, et la Fédération des Syndicats être anéantie par sa jeune rivale.

Au début, les deux Fédérations tinrent des congrès qui se suivirent sans se confondre. En 1893, la Fédération des Syndicats convoque ses adhérents à Marseille, la Fédération des Bourses réunit les siens à Toulouse. On décida d'essayer un congrès de fusion qui se tiendrait à Paris à la fin de cette même année.

La Fédération des Syndicats avait d'abord accueilli ce projet comme un acte de rivalité presque hostile, mais, quinze jours avant la date d'ouverture de ce congrès, le ministre de l'Intérieur, M. Ch. Dupuy, ferma la Bourse du travail de Paris. Ce fait donna une ampleur considérable au congrès, qui prit le caractère d'une protestation contre l'acte du gouvernement.

Les deux Fédérations se réjouissaient de la solution adoptée par M. Dupuy. Les syndicalistes disaient qu'en agissant ainsi il avait plus fait que vingt années de propagande. M. Guesde, de son côté, félicitait le ministre, parce que « en encombrant de sa police et de ses troupes à cheval l'impasse syndicale et corporative, dans laquelle menaçaient de s'égarer un trop grand nombre de travailleurs, il a rejeté dans le mouvement politique, c'est-à-dire, dans la vraie voie socialiste, le parti ouvrier tout entier, désormais convaincu qu'en dehors du gouvernement conquis par la classe ouvrière, il n'y a pas de salut, pas d'émancipation du travail. » (1)

On discuta au congrès sur la façon de procéder pour aboutir à l'union. Les uns proposèrent, c'étaient les allemanistes,

(1) De Seilhac. *Les Congrès ouvriers en France, 1893-1906*, p. 13 et 14.

la fusion sur les bases suivantes : les Bourses unies par leur Fédération, les unions de métiers réunies par le secrétariat du travail. D'autres attaquèrent la Fédération des Bourses, qui ne vivait, disaient-ils, que des subventions municipales. Le congrès décida la fusion des deux fédérations, et la Bourse du travail de Nantes fut désignée pour organiser, en 1894, un congrès unique de la Fédération des Bourses et de la Fédération des Syndicats, dans lequel on résoudrait pratiquement la question.

Les guédistes se montrèrent hostiles à cette idée, craignant, non sans raison, l'annexion de leur organisation par la Fédération des Bourses, et, dans une circulaire, M. Lavigne disait : « la Fédération des Bourses prétend se substituer à la Fédération nationale qui a un si glorieux passé, qui a organisé le congrès international de Paris en 1889, décidé le 1^{er} mai. C'est raide ! » (1) Aussi, fidèles à leur vieille coutume, tinrent-ils à Nantes, le 13 septembre 1894, huit jours avant le congrès corporatif, un congrès politique, dans lequel, à une forte majorité, ils condamnèrent le principe de la grève générale.

1.662 syndicats étaient représentés au congrès corporatif par 443 délégués. Une nouvelle discussion s'engagea sur la question de la grève générale. Les deux partis, guédistes et syndicalistes révolutionnaires, épuisèrent de part et d'autre leurs arguments. La lutte fut des plus ardentes ; M. Briand, partisan de la grève générale, et M. Lavigne, au nom des adversaires de cette tactique, expliquèrent tour à tour aux délégués les bienfaits et les inconvénients d'une pareille action. La discussion se termina par un vote en faveur du

(1) De Sèilhac. *Congrès ouvriers en France, 1893-1906*, p. 27.

principe de la grève générale, émis par 63 voix contre 37 et 9 abstentions.

La minorité guédiste, quitta la salle des délibérations : c'était la rupture définitive entre les deux fédérations qu'on avait voulu unir, et c'est de cette rupture que naquit la Confédération générale du travail.

Aujourd'hui la Fédération des Syndicats n'existe plus que de nom, elle a disparu à Nantes.

Le congrès de Nantes, après la retraite des guédistes, avait créé un « Conseil national ouvrier », organisation éphémère, qui, pendant l'année que dura son existence, avait encaissé 83 centimes et dépensé 48 fr. 63.

Le congrès corporatif de Limoges, en 1895, le supprima et le remplaça par une organisation nouvelle, intitulée la Confédération générale du travail, qui devait réunir la Fédération des Bourses et la Fédération des Syndicats. Mais celle-ci n'existait plus ; les guédistes qui l'avaient créée, pour ainsi dire, l'avaient presque immédiatement détruite, en lui assignant un but politique et en faisant des organisations syndicales qui la composaient des comités électoraux. La Fédération des Bourses, qui existait au contraire, et dont le nombre des adhérents et le budget ne faisaient qu'augmenter, ne voulait pas se laisser annihiler en entrant dans cette organisation.

Si elle entre à la Confédération générale du travail, c'est pour la diriger et non pour la suivre docilement. D'ailleurs, affirmant bien son intention, elle s'approprie la tactique guédiste, et fait précéder les congrès de la Confédération générale du travail par les siens, leur dictant ainsi son programme.

La Confédération générale du travail était un organisme central, créé par le congrès de Limoges pour donner une direction unique aux efforts des syndicats. Beaucoup d'entre

eux, en effet, restent isolés et ne dépendent d'aucune Bourse. Il y avait donc utilité, sinon nécessité, à unir ces organisations qui n'avaient pas leur place dans la Fédération des Bourses.

Mais la Confédération générale du travail, qui n'était qu'une fédération des fédérations, ne comprenait que des cadres sans soldats, la plupart des syndicats importants sont déjà dans la Fédération des Bourses, et celle-ci par défiance ne veut pas entrer dans la Confédération générale du travail ; elle marche bien, dit-on, pourquoi essayer de la compromettre en la remplaçant par une organisation supérieure dont le succès est loin d'être assuré ? La Fédération des Bourses s'appuie sur des organisations dont la vitalité et l'activité sont hors de doute ; elles sont riches ; et une organisation générale, comme la Confédération générale du travail, ne s'appuiera que sur des organisations le plus souvent embryonnaires, qui ne seront reliées entre elles que par l'intérêt commun à toute la classe ouvrière, intérêt qui n'est pas senti par tous avec la même intensité et que beaucoup ne verront pas.

Tels sont les noirs pressentiments que la Fédération des Bourses a sur l'avenir et sur l'utilité de la Confédération générale du travail, dès ses débuts.

Le but que l'on chercha à atteindre à Limoges était de réunir en une seule organisation toutes les forces ouvrières.

Les nombreux rapports sur cette question, présentés par les délégués, furent renvoyés à la commission chargée d'établir un projet de statuts, qui fut discuté et adopté.

Ces statuts définissent le but de cette organisation qui « a exclusivement pour objet d'unir, sur le terrain économique, et dans des liens d'étroite solidarité les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale ». Les éléments

constituant la Confédération « devront se tenir en dehors de toutes les écoles politiques » ; on admettait que chaque syndiqué put avoir l'opinion qui lui convenait, et put s'inscrire comme membre du parti politique dont les idées et les tendances étaient les siennes, mais ce que l'on veut, c'est, dès le début, se débarrasser des politiciens, et interdire à une fraction politique quelconque de s'emparer de cette association pour s'en faire un appoint électoral.

La Confédération générale du travail admettait dans ses rangs :

Les syndicats ;

Les Bourses du travail ;

Les unions ou fédérations locales des syndicats de diverses professions, ou de métiers similaires ;

Les fédérations départementales ou régionales de syndicats ;

Les fédérations nationales de syndicats de diverses professions ;

Les unions ou fédérations nationales de métier et les syndicats nationaux ;

Les fédérations d'industrie unissant diverses branches de métiers similaires ;

La Fédération nationale des Bourses du travail.

Pour être admises, ces organisations devaient avoir au moins six mois d'existence.

Il fut décidé que le siège de la Confédération générale du travail serait à Paris, malgré le désir exprimé par certains délégués de le voir fixé en province, trois ans dans chaque ville.

Les politiciens ayant échoué dans leur but, qui était de s'en emparer, firent le vide autour d'elle et la dédaignèrent ; le résultat, presque immédiat, de cette tactique fut d'attirer dans cette organisation les éléments anarchistes anti-parlementaires.

Jusqu'à la création de la Confédération générale du travail les syndicats étaient considérés comme des groupements d'ordre inférieur, ils étaient les « écoles primaires du socialisme », mais depuis lors ils prirent un rôle prépondérant et devinrent le groupement ouvrier par excellence.

Jusqu'alors ils se préoccupaient d'une besogne immédiate : la lutte quotidienne contre le patron ; par la suite, conservant ce rôle, ils s'adjugèrent le titre de « cellule organique du monde nouveau », et se prétendirent aptes à mener à bien, sans aucun secours, « l'œuvre d'émancipation intégrale ».

La première année de fonctionnement de la Confédération générale du travail fut très pénible ; rien n'allait bien, des discussions, voire même des disputes, entre les délégués se produisaient à chaque réunion (1).

Pendant la période d'organisation survint une grève importante à Carmeaux ; la Confédération générale du travail ne fonctionnait pas encore et, malgré tout, il fallait aviser, aussi créa-t-on un comité provisoire d'action syndicale corporative, en attendant l'organisation définitive ; son premier soin fut de lancer un manifeste aux travailleurs de France, mettant sur le compte du patronat tout le poids de la grève, et répétant que, pour aboutir au triomphe, il était indispensable que l'union se fasse dans la Confédération. Le jour où elle compterait plusieurs millions d'adhérents, la minorité capitaliste serait bien obligée de s'incliner devant ses revendications.

La Fédération nationale des Travailleurs du Livre, et le Syndicat national des Chemins de Fer aidaient le comité à se constituer définitivement ; d'autres syndicats apportaient leur appui moral et leur argent. Mais la grève de Carmeaux

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.. Tours 1896*, p. 27 à 48.

une fois terminée on sembla s'en désintéresser plus ou moins, et la caisse se retrouva vide.

Aux réunions du comité, où se rencontraient toujours les mêmes délégués, de graves discussions s'élevèrent sur le rôle même de la Confédération générale du travail, et certains refusaient de continuer à participer à son œuvre. Les délégués étaient si peu nombreux et venaient si rarement qu'on crut un instant ne pas pouvoir faire fonctionner cette organisation.

Le bureau put être constitué d'une façon régulière dans la séance du 4 décembre 1895.

Pour attirer l'attention sur lui, le comité décida de publier un manifeste pour le 1^{er} mai, mais, la caisse étant vide, il dut demander pour cela l'hospitalité des colonnes de la *Petite République*.

Comme première mise de fonds et pour assurer le fonctionnement de la Confédération générale du travail, le congrès de Limoges avait invité les organisations adhérentes à verser chacune 2 francs. 34 organisations seulement répondirent à cet appel et le comité provisoire ne reçut de ce fait que 68 francs.

Les cotisations versées par les organisations adhérentes, de novembre 1895 à août 1896, s'élevèrent à 740 fr. 50.

Ici encore le manque de bonne volonté est particulièrement visible : sur 31 organisations inscrites, 4 seulement ont acquitté leurs cotisations régulièrement, ce sont le Syndicat national des Chemins de Fer, la Fédération nationale des Travailleurs du Livre, le Cercle des Mécaniciens, et la Fédération des Porcelainiers. Les autres n'en ont versé qu'une partie, et 7 n'ont rien payé du tout.

Dans ces conditions la vie de la Confédération générale

du travail était impossible. Ses recettes s'élevaient en 1896 à 808 fr. 50, ses dépenses à 371 fr. 90.

Il fallait aviser sans tarder, afin de faire une œuvre viable, et l'on estima que les statuts élaborés à Limoges étaient une des causes de la situation précaire dans laquelle elle se débattait.

A Tours, en 1896, on chercha à les améliorer. Le nombre des organisations qui pourront être adhérentes fut réduit. Les Bourses du travail ne pourront plus y adhérer qu'indirectement par leur Fédération. Les syndicats isolés n'y seront plus admis que lorsque leurs professions ne seront pas constituées en fédérations de métier.

La Confédération est administrée par un conseil national, composé de délégués élus directement par les organisations confédérées; chaque délégué ne pourra représenter plus de deux organisations et dans les délibérations du conseil national il ne pourra avoir plus de deux voix; il doit appartenir à l'une des organisations confédérées.

Au conseil, les fédérations nationales et les syndicats nationaux auront chacun 3 délégués; les fédérations locales de profession ou de métier, et les syndicats isolés n'en auront qu'un.

Le conseil national est nommé pour un an. Son bureau est composé d'un secrétaire général, d'un secrétaire adjoint, d'un trésorier, d'un trésorier adjoint et d'un archiviste. Ces fonctionnaires sont pris dans le conseil national et élus par lui au bulletin secret.

Les autres membres du conseil sont répartis en 7 commissions qui sont :

1^o La commission de propagande, elle organise les congrès corporatifs annuels et exécute leurs décisions; elle est chargée de la propagande syndicale et fédérale, industrielle et agricole, de l'unification de l'action corporative.

2° La commission d'arbitrage ; elle s'occupe du contentieux, du service d'arbitrage en cas de conflits entre syndicats et fédérations, ou entre patrons et ouvriers.

3° La commission de législation, qui s'efforcera d'obtenir l'extension et la généralisation de l'institution des conseils de prud'hommes ; elle luttera contre le travail fait dans les prisons et les couvents, contre le marchandage, et en faveur d'une législation du travail comportant, avec un minimum de salaires, la journée de huit heures et le repos hebdomadaire.

4° La commission des grèves, qui est chargée de s'occuper des grèves partielles, de la caisse de secours et de la grève générale.

5° La commission de statistique, qui établira des statistiques du travail.

6° La commission du journal, qui devra se préoccuper de l'organisation et du fonctionnement du journal que désire posséder la Confédération.

7° La commission d'administration, qui se divise en secrétariat, chargé de la correspondance, des archives et des relations avec les organisations nationales et étrangères, et en trésorerie chargée de la comptabilité.

Les cotisations des organisations sont fixées, mensuellement et payables d'avance, sur les bases suivantes :

Pour	200	membres et au-dessous		1 fr.
De	201	»	à 500	2 »
De	501	»	à 1.000	3 »
De	1.001	»	à 2.000	4 »
De	2.001	»	à 3.000	5 »
De	3.001	»	à 4.000	6 »
De	4.001	»	à 5.000	7 »
De	5.001	»	à 6.000	8 »
De	6.001	»	à 7.000	9 »
Pour	7.001	»	et au-dessus	10 »
Franck.				15

Tout retard de trois mois dans le paiement des cotisations entraînera la suspension de l'organisation, dont les délégués ne pourront plus être entendus qu'à titre consultatif. Seuls les congrès ont le droit de radier et d'exclure les organisations confédérées, et cela après avoir entendu leurs délégués dans leurs explications.

Une commission de contrôle de 7 membres doit être désignée par les syndicats de la ville où siègera la Confédération ; les syndicats qui désigneront les délégués seront choisis par tirage au sort à la première assemblée du conseil. Cette commission, chargée du contrôle financier, fonctionnera pendant une année et présentera un rapport au congrès.

Un congrès annuel aura lieu en septembre ; le conseil national doit l'organiser, et il peut déléguer tout ou partie de ses attributions aux conseils administratifs de la ville où se tiendra le congrès. Y seront conviées toutes les organisations ouvrières, confédérées ou non.

Tels sont les nouveaux statuts régissant la Confédération générale du travail pendant l'année 1896-1897.

Durant cette année, 11 fédérations, 1 union fédérative, 1 cercle corporatif, 1 union de syndicats (celle de Paris), 3 grands syndicats étaient groupés dans la Confédération.

Trouvant ces résultats insuffisants, au 1^{er} décembre 1896, le conseil national adressa, sans succès, d'ailleurs, un appel pressant aux organisations ouvrières.

Par suite du petit nombre des délégués, il fut impossible d'organiser les commissions conformément aux statuts.

Les cotisations furent versées cette année-là un peu plus régulièrement. Les recettes s'élevèrent, en y comprenant le

reliquat de l'exercice 1895-1896, à 1.588 fr. 85 ; les dépenses furent de 810 fr. 70 (1).

Malgré les changements apportés aux statuts à Tours, la vie de cette organisation continuait à n'être que factice ; aussi le congrès de Toulouse, en 1897, les remania-t-il de nouveau.

On chercha à simplifier et à fortifier le mécanisme de cette organisation en obtenant une entente complète entre les éléments appelés jusqu'à cette époque à constituer la Confédération générale du travail et la Fédération des Bourses.

Le congrès voulait amener les syndicats à se fédérer nationalement par industrie, et, sans leur fermer systématiquement la porte de la Confédération générale du travail, éviter, toutefois, qu'en y adhérant ils se trouvent dispensés de s'affilier à leurs fédérations nationales respectives ou d'en constituer de nouvelles s'il n'en existait pas.

Il réunit le conseil national corporatif et le comité de la Fédération des Bourses du travail, en laissant à chacun son autonomie, son titre, ses attributions et son budget particuliers.

L'union était donc résolue par l'admission des Bourses et des syndicats, indirectement par leurs fédérations réciproques, et celles-ci ne trouvaient dans cette union que des avantages, sans être tenues à des sacrifices moraux ou matériels.

La discussion sur les organisations qu'on admettrait à la Confédération fut des plus vives.

M. Guérard, du Syndicat national des Chemins de Fer, désirait qu'on n'y admit que les syndicats, à l'exclusion des fédérations, celles-ci ayant à se préoccuper des intérêts cor-

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Toulouse 1897. Compte rendu financier du conseil national, p. 47 et 48.

poratifs, et les Bourses du travail ayant un rôle local bien défini, alors que la Confédération générale du travail a pour mission de défendre les intérêts généraux du prolétariat et d'exécuter les décisions des congrès nationaux corporatifs. Cela ne supprimait ni les fédérations ni les Bourses, qui existaient en dehors d'elles. Les syndicats seuls devraient y entrer, ils auraient alors un lien direct avec elle. La Fédération des Bourses, en entrant dans cette organisation, ne la renforcera pas, puisqu'elle ne s'occupera que de ses questions personnelles. On objecta à M. Guérard que, le nombre des syndicats étant de 2.500, il y aurait 2.500 délégués ; ils seraient donc trop nombreux pour faire œuvre utile.

D'autres délégués estimaient que la Confédération générale du travail n'est qu'une superfétation, car la Fédération des Bourses réunit tout le prolétariat organisé ; il suffirait d'élargir son champ d'action en créant, à côté du comité fédéral des Bourses, un comité corporatif ; on aurait ainsi le côté technique et le côté administratif, sans créer une organisation nouvelle.

Les nouveaux statuts admettent à la Confédération générale du travail la Fédération des Bourses du travail, les fédérations nationales et les syndicats nationaux d'industrie ou de métier, les fédérations locales de métier et les syndicats isolés dont les professions ne sont pas constituées en fédérations ou syndicats nationaux, ou dont les fédérations refusent d'adhérer à la Confédération. Ces organisations devront, aidées par la Confédération générale du travail, faire tous leurs efforts pour se fédérer nationalement. En aucun cas ne pourront être admises séparément deux fédérations d'une même profession, ni deux unions locales d'une même localité.

Le mode de votation des délégués au conseil fut modifié. Chaque organisation, quel que soit le nombre de ses adhérents, ne disposa plus que d'une seule voix.

Durant l'exercice 1897-1898, les relations entre la Confédération générale du travail et la Fédération des Bourses prirent un caractère plus aigu que jamais, quoique, à bien des reprises déjà, ces deux organisations, en lutte sourde et continuelle, s'étaient querellées bruyamment.

Dès le cinquième congrès de la Fédération des Bourses à Tours, en 1896, cette organisation délibéra sur la situation créée par les décisions du congrès corporatif de Limoges. Elle se demanda si elle allait s'affilier à la Confédération générale du travail, alors que les statuts de cette nouvelle organisation admettaient l'adhésion des syndicats isolés et même des Bourses du travail n'adhérant pas à la Fédération. Le congrès décida de subordonner son concours à une révision, particulièrement sur ce point, des statuts de la Confédération, et déclara n'y vouloir adhérer que si elle était exclusivement composée des comités fédéraux des Bourses du travail et des unions nationales de métier.

La Confédération n'ayant cédé qu'à demi à ces exigences, la Fédération des Bourses, dans son sixième congrès tenu à Toulouse, en 1897, décida de nouveau qu'elle n'adhérerait à la Confédération générale du travail que si celle-ci, devenant « une fédération des fédérations », groupement supérieur assurant l'unité morale et l'accord tactique entre des organisations distinctes et égales, ne groupait que la Fédération des Bourses et les unions de métier.

La Fédération des Bourses examinant le travail fait par la Confédération générale du travail pendant l'exercice 1896-1897 conclut que son œuvre a été nulle.

Les commissions de la propagande, de l'arbitrage, de la

législation, des grèves, de statistique, n'ont nullement rempli leur tâche, et la plupart, si elles se sont réunies, n'ont rien fait.

Le comité fédéral reconnaît qu'une organisation capable de concentrer la lutte contre le patronat et de faire de la propagande révolutionnaire est nécessaire, mais elle ne doit pas avoir un programme trop chargé, ne pas exiger un nombre ridiculement considérable de membres, et ne pas ajouter une nouvelle charge pécuniaire aux charges déjà trop lourdes qu'ont à subir les syndicats. Ce qui serait logique et profitable serait une association temporaire des comités des fédérations de métier et du comité des Bourses, qui ne deviendrait pas un parlement et n'exigerait pas un budget spécial.

Le comité fédéral déclare, ainsi qu'il l'a déjà fait à Tours, qu'il ne croit pas « actuellement viable un organisme du genre de la Confédération ». Une assemblée comme celle-là, à moins de compter trois cents membres et de posséder un budget d'état, est incapable d'accomplir le programme qu'elle s'est fixé.

La rivalité particulièrement grave qui va éclater existe donc dès le premier jour de la création de la Confédération générale du travail ; elle provient de la crainte qu'éprouvait la Fédération des Bourses de se voir absorbée et anéantie, et aussi d'une différence de degrés dans le développement des deux organisations.

Le rapport du comité fédéral au congrès des Bourses à Rennes, en 1898, s'étend sur les désaccords survenus (1).

Il explique d'abord ce que devait être la Confédération générale du travail dans l'esprit de ses fondateurs, et parti-

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Rennes, 1898, p. 100 à 107.

culièrement des délégués au congrès de Toulouse. Ce n'était pas un organisme nouveau, ce n'était que « l'association pour la solution des problèmes d'intérêt commun (association, par conséquent, subordonnée aux circonstances) du conseil national corporatif, d'une part, ou, en d'autres termes, de la Fédération des unions de métiers similaires et des syndicats nationaux, et, d'autre part, du comité fédéral des Bourses » ; d'où il résulte que, en l'absence de questions d'intérêt général, les deux comités devaient traiter séparément les problèmes intéressant spécialement chacun d'eux. Mais telle n'était pas l'opinion du conseil national corporatif, car, dès le début, les réunions eurent un caractère de périodicité interdit par le congrès.

Malgré cela, constatant que sur dix-neuf ou vingt fédérations nationales de métier existantes le conseil corporatif n'en comptait que quelques-unes, et que du reste aucune œuvre utile ne serait possible tant que le nombre des fédérations de métier serait aussi inférieur au nombre des professions, les délégués des Bourses continuèrent, ne s'en tenant pas absolument à la lettre des statuts, à se joindre aux délégués du conseil national corporatif, et cela dans le seul but de leur prêter le concours de leur expérience en matière d'organisation ouvrière. Dès la première séance, il firent préparer par la commission de statistique (la seule qui ait jamais pu fonctionner) deux projets d'enquête, l'un sur les conditions générales du travail, divisé en quatre chapitres, dont chacun devait être l'œuvre d'un trimestre, l'autre relatif aux grèves. Ni l'un ni l'autre ne purent aboutir par suite de la nonchalance des organisations qui ne répondirent pas.

Le conseil national corporatif devait se composer des délégués des fédérations, or trois ou quatre seulement assis-

taient aux séances. Son but était de créer de nouvelles fédérations. Un premier choc se produisit entre le comité fédéral des Bourses et le conseil national, parce que celui-ci se désintéressa de la formation d'une fédération du gaz, proposée par les syndicats de Grenoble.

Des discussions éclataient à tout propos au sujet des attributions du conseil national et des décisions prises par les congrès. Pour en terminer, la Fédération des Bourses proposa de réunir une conférence des syndiqués parisiens qui avaient assisté aux congrès, ainsi pourraient être tranchées ces divergences d'appréciations. Le conseil national n'y mit aucune bonne grâce et la Fédération des Bourses convoqua seule cette conférence, à laquelle 27 syndiqués parisiens, délégués à Toulouse, assistèrent.

Cette conférence donna raison à la Fédération des Bourses. Mais les délégués du conseil national soulevèrent tant d'objections et s'ingénierent si bien à embrouiller les discussions que cette conférence décida que le conseil national corporatif et le comité fédéral des Bourses organiseraient une nouvelle conférence, qui devrait examiner sur quelles bases pourrait être proposée au congrès de Rennes la refonte, non pas de la Confédération générale du travail, mais des statuts organiques du conseil national corporatif. Cette conférence ne se réunit pas.

Le comité fédéral estimait que l'impuissance de la Confédération et l'antagonisme des organisations ne provenaient ni d'une rivalité de personnes, ni d'une question de préséance, les deux organisations étant égales et ayant un rôle distinct, mais de ce que toutes deux n'avaient pas atteint le même degré de développement, ce qui les rendait pour ainsi dire étrangères l'une à l'autre en présence de méthodes et de problèmes différents.

Le conseil national corporatif n'a pas l'importance numérique qui lui est nécessaire ; peu de fédérations nationales de métier lui apportent leur concours, et il y a trop de métiers non fédérés.

S'il voulait se contenter, pendant quelques années au moins, pour toute tâche, de développer le nombre de ces fédérations et d'augmenter la force de celles qui existent, il arriverait ensuite à de très sûrs et très appréciables résultats. Tant qu'il ne se résoudra pas à ce travail préparatoire indispensable, ses efforts seront nuls.

Le comité fédéral des Bourses estimait que le travail du congrès corporatif de Rennes devait être de modifier les statuts de la Confédération générale du travail de la façon suivante : les deux organismes la constituant ne devront se réunir qu'en cas d'évènements imprévus et nécessitant manifestement une entente ; le conseil national corporatif devra, avant toute chose, dresser la liste des syndicats de même métier ou de métiers similaires susceptibles de se fédérer, puis il s'efforcera de les unir et de se les incorporer ; le comité indiquera exactement le programme commun aux deux organismes ; le programme du conseil national corporatif ; celui de la Fédération des Bourses.

Au congrès corporatif de Rennes, en 1898, le conseil national, dans son rapport (1), relate à son tour les faits présentés déjà par la Fédération des Bourses, mais il met naturellement les torts sur le compte du comité fédéral.

La querelle au congrès corporatif reprend de plus belle, et, pour en terminer, on oblige Pelloutier (secrétaire fédéral des Bourses) et Lagaisle (secrétaire du conseil national

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Rennes, 1898, p. 54 à 87.

corporatif) à renoncer pour l'avenir à la fonction de secrétaire général de la Confédération générale du travail.

Le congrès corporatif revise les statuts en s'inspirant de la nécessité de laisser dans leur rôle respectif les deux formes de groupement syndical. La forme professionnelle corporative par la réunion des fédérations de métier, sous le nom de Confédération générale du travail, la forme locale administrative par la Fédération des Bourses du travail.

Le conseil national corporatif reconnaît, lui-même, dans son rapport au congrès de 1900, le peu de résultats qu'a obtenu la Confédération générale du travail dans les cinq dernières années, c'est-à-dire depuis sa fondation. La raison en est que certains délégués au comité veulent y faire de la politique ; les résolutions des congrès ne sont pas appliquées ; on manque d'argent.

Le total des recettes a été pendant l'exercice 1898-1900 (2 ans, par conséquent) de 3.678 fr. 60 ; les dépenses pendant la même période s'élevèrent à 2.595 fr. 85.

Au congrès des Bourses du travail tenu à Paris en 1900, quelques jours avant le congrès corporatif, le comité fédéral s'était plaint de la Confédération générale du travail. Il lui refusait, en particulier, le droit de prendre ce titre car cette organisation ne comprenait que le conseil national corporatif. Ce conseil avait été constitué pour faire au point de vue de l'organisation professionnelle la même besogne que celle que la Fédération des Bourses était chargée de faire pour les syndicats divers de chaque localité, c'est à dire qu'il devait créer des fédérations de métier. Or jusqu'en 1900, de l'aveu même du conseil national corporatif, il n'a rien fait.

Afin de venir en aide à ce conseil, on proposait à la Fédération des Bourses du travail d'entrer à la Confédération

générale du travail où elle serait représentée par 3 délégués, et sa cotisation serait de 10 francs par mois. Le secrétaire fédéral ne trouvait pas cela pratique. Les 3 délégués pour apporter une aide sérieuse au conseil national devraient avoir un mandat sur toutes les questions présentées à ce conseil, or pour cela il faudrait que la Fédération des Bourses les ait discutées elle-même, ce qu'elle ne peut faire, ces questions sortant complètement de ses attributions; elle n'est donc pas compétente pour cela. La cotisation mensuelle de 10 francs imposée à la Fédération ne serait pas une aide sérieuse pour le conseil, et serait, au contraire, très onéreuse pour la Fédération qui n'équilibre son budget qu'avec beaucoup de peine.

Le comité fédéral proposait que ni le comité fédéral, ni les Bourses prises individuellement, n'entrassent dans la Confédération, car si elle admettait dans ses rangs les fédérations régionales et départementales, puis les Bourses et enfin les syndicats, une même organisation pourrait être représentée trois ou quatre fois : premièrement, comme syndicat ; deuxièmement, par la fédération locale ; troisièmement, par la Bourse du travail ; quatrièmement, par l'intermédiaire de la Fédération des Bourses.

Le congrès en décida ainsi, mais invita les Bourses à agir de toute leur influence auprès des syndicats pour aider à l'organisation des unions nationales de métier.

Les délégués qui devaient assister au congrès corporatif étaient chargés de demander à la Confédération générale du travail d'avoir un programme moins étendu et déterminé de manière qu'au congrès suivant le conseil national puisse présenter quelques résultats.

Les recettes de la Confédération générale du travail,

de 1900 à 1901, furent de 4.125 fr. 05 et ses dépenses de 3.173 fr. 90.

Au congrès de 1901, M. Niel fait un long discours dans lequel il se déclare partisan de l'unité ouvrière et non de deux organismes centraux qui se combattent.

La Fédération des Bourses dans son congrès s'était prononcée contre la fusion immédiate des deux organisations, mais avait décidé que la question serait étudiée en 1902, au congrès d'Alger.

Le congrès corporatif vota des modifications aux statuts; il admit dans la Confédération générale du travail les fédérations locales et régionales de métiers divers; c'est un rude coup porté à la Fédération des Bourses dont la Confédération dissolvait les éléments pour les accaparer; la Fédération n'était pas acceptée, mais les organisations la constituant l'étaient.

La Confédération générale du travail était administrée par un comité confédéral composé de 3 délégués de chacune des fédérations ou des syndicats nationaux, et d'un délégué de chacun des syndicats admis isolément.

Le comité confédéral devait se réunir tous les quinze jours, et chaque délégué disposait d'une voix dans les votes. Il se subdivisait en trois grandes commissions : la commission d'administration et d'initiative, celle des grèves, et celle du journal et de la propagande.

Une commission de contrôle financier de 7 membres était élue par le comité et fonctionnait pendant un an; elle établissait un rapport trimestriel.

Les cotisations étaient de 40 centimes pour 100 membres ou fraction de 100 membres; Les syndicats isolés admis à la Confédération générale du travail payait 5 centimes par membre et par mois.

Même après ces modifications les résultats obtenus par la Confédération générale du travail de 1901 à 1902 ne furent pas brillants. Pendant les six dernières années de son existence, elle avait mené une « vie irrégulière et incertaine, ballottée par les circonstances et les hasards ».

Les recettes s'élevèrent en 1901-1902 à 17.680 fr. 95, et ses dépenses à 10.451 fr. 40. Les cotisations étaient passées de 1.478 francs en 1900-1901 à 4.219 fr. 10 pendant l'exercice 1901-1902 (1).

2°. — *La Confédération générale du travail depuis 1902.* — Depuis 1895 la Confédération générale du travail n'avait rendu aucun service ; son but n'était pas atteint, ses finances faibles, ses résultats nuls, et cela malgré qu'on eut modifié ses statuts à chaque congrès. Elle était atteinte d'un vice organique, que certains avaient découvert et désigné depuis longtemps, mais que la majorité ne voulait pas admettre et encore moins corriger. C'était la rivalité des deux organisations centrales. Beaucoup étaient convaincus que tant que ces deux organismes ne s'entendraient pas la Confédération générale du travail se débattrait vainement, et ses efforts resteraient stériles.

* Les Bourses du travail, aussi intéressées qu'elle-même à une solution qui applanirait ces difficultés, tout en laissant la liberté d'allure qui était nécessaire à leur Fédération, abordèrent franchement la question de l'« unité ouvrière » et recherchèrent, dans leur congrès d'Alger en 1902, un moyen d'unir le comité fédéral des Bourses du travail et le comité confédéral, afin que, faisant trêve aux luttes qu'ils avaient menées l'un contre l'autre jusqu'à ce jour, ils concourrent enfin à une œuvre commune, féconde et durable.

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Montpellier 1902, p. 72 à 74.

75 Bourses du travail étaient représentées à ce congrès et beaucoup d'entre elles présentèrent des rapports développant leurs vues personnelles sur la façon dont devait être organisée l'unité.

Le congrès nomma une commission chargée d'étudier tous ces projets et de les condenser en un seul, qui lui serait présenté et qu'il discuterait. Cette commission ne chercha à se prononcer que sur le principe même de l'unité, laissant de côté tous les détails. Son attention se porta spécialement sur trois points : la place qui devrait être donnée à la Fédération des Bourses du travail dans la Confédération générale du travail ; l'emploi qui serait fait des cotisations ; la tenue des congrès.

La commission décida que la Confédération générale du travail serait constituée par deux sections autonomes, la première prendrait le nom de « Fédération des Bourses du travail », la deuxième celui d'« Union des fédérations d'industrie ou de métier et des syndicats isolés ». Chacune de ces deux sections percevrait ses cotisations et les utiliserait selon ses besoins.

Un congrès unique serait organisé tous les deux ans, en septembre, mais les Bourses du travail auraient la possibilité, si elles le jugeaient utile, de se réunir dans la semaine qui précéderait le congrès de la Confédération générale du travail, pour discuter des questions purement administratives du ressort de ces institutions.

La commission est d'avis qu'il faut faire une part de plus en plus large au référendum dans des questions intéressant l'ensemble des organisations syndicales.

Un comité confédéral serait composé des délégués des deux sections, il se réunirait tous les trois mois, sauf urgence ; son bureau serait formé des bureaux des deux

sections. A tour de rôle chacun des deux secrétaires devait faire fonction de secrétaire dans les réunions du bureau et du comité confédéral.

Les cotisations étaient fixées pour les Bourses du travail ou Unions de syndicats divers à 35 centimes par mois par syndicat les constituant ; pour les fédérations d'industrie ou de métier à 50 centimes par 100 membres et par mois ; pour les syndicats isolés à 5 centimes par membre et par mois.

Le congrès d'Alger décidait, après avoir voté ces principes qui devaient être soumis au congrès corporatif de Montpellier, que celui-ci ne devrait, sous aucun prétexte, apporter une modification quelconque aux articles de son projet touchant au titre et à l'autonomie administrative et financière de la Fédération des Bourses, au taux des cotisations des Bourses, au droit pour la Fédération de tenir avant le congrès corporatif national, et dans la même ville, un congrès des Bourses du travail.

Sur ces trois points le congrès de Montpellier devait s'incliner, faute de quoi l'unité ne se ferait pas, les Bourses n'admettant à ce sujet aucune modification.

L'artisan de ce projet était M. Niel, il le soutint à Alger avec beaucoup d'ardeur et prit une part très active aux discussions qui eurent lieu à Montpellier. C'est lui le créateur, sans conteste, de l'unité ouvrière et de la Confédération générale du travail. On ne lui en fut, d'ailleurs, pas reconnaissant, et il eut à lutter, dans la suite, contre la méchanceté d'adversaires qu'il ne put lasser, et encore moins vaincre.

Le congrès national corporatif de Montpellier (VII^{ème} de la Confédération générale du travail) se réunit du 22 au 27 septembre 1902. 373 syndicats, 29 fédérations d'industrie

ou de métier, 56 Bourses du travail ou Unions locales de syndicats divers, soient 458 organisations, avec 153 délégués, représentant 122.067 syndiqués, y étaient réunis.

La question capitale, le « clou » du congrès, était « l'unité ouvrière ». Les discussions y furent longues, après et difficiles ; les champions des opinions différentes se mesurèrent souvent ; ils développèrent de part et d'autre leurs thèses, et tout faillit échouer sur une question de mots.

Les adversaires de l'unité eurent d'abord la parole et engagèrent la bataille. Ils prétendirent que l'unité était impossible, et dans tous les cas dangereuse, car ce serait un moyen de montrer les divisions qui existent au sein des organisations ouvrières. Il est préférable qu'il y ait deux organismes centraux, qui se réuniront soit à des dates fixes et éloignées les unes des autres, soit selon les besoins de l'action.

M. Niel, fervent propagandiste de l'unité ouvrière, et qui sera le véritable vainqueur au congrès de Montpellier, comme il le fut à celui d'Alger, exposa ensuite les raisons qui poussent à cette unité, dont certains ont peur (1).

La diffusion rapide et l'étendue du mouvement syndicaliste dans tous les pays du monde, depuis une dizaine d'années, sont caractéristiques, et, l'exploitation capitaliste ayant pris un aspect nouveau, il n'était plus possible de rester isolé, d'où la nécessité d'un organisme nouveau ; le prolétariat a compris qu'il devait s'unir pour vaincre dans un dernier effort la bourgeoisie et le capital.

Les exemples tirés de l'histoire de l'Internationale montrent surabondamment que la crainte que provoque l'idée de la centralisation des forces prolétariennes n'est pas sérieuse.

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Montpellier, 1902. Discours de M. Niel, p. 119 à 124.

D'ailleurs, il ne s'agit pas d'une centralisation autoritaire, mais, au contraire, d'une unité qui ne serait que l'image matérielle de l'organisation syndicale. Les intérêts nationaux et corporatifs d'un même métier trouveraient un appui effectif dans l'organisation fédérative. Dans les Bourses du travail seraient représentés les intérêts communs à une fraction du prolétariat; les intérêts généraux matériels et communs à toute une classe d'exploités seraient défendus par un organisme central, qui s'appellera la Confédération générale du travail. La concentration ne peut entraîner aucun danger lorsque chaque rouage conserve sa liberté absolue et chaque fraction son autonomie personnelle. Si l'on craint les dictateurs, qu'on réfléchisse aux progrès qu'ont fait les sentiments de liberté dans les organisations syndicales, et surtout à la facilité avec laquelle, grâce aux congrès, on « démolirait les empereurs et les papes ouvriers. »

L'unité s'impose et doit être faite. S'il existe, au point de vue corporatif, des revendications propres à chaque corporation, il en existe aussi qui sont communes à tout le prolétariat. Les échecs subis par les syndicats restant isolés, et, par conséquent, incapables de résister et d'obtenir les satisfactions qu'ils réclamaient, les ont poussés tout naturellement à s'unir en fédérations et à augmenter ainsi leurs forces. Le côté moral de la classe ouvrière demandait à être formé et développé, et pour cela on a créé les Bourses du travail, réunions d'éléments divers, qui ont fait disparaître les rivalités entre les travailleurs.

Mais, actuellement, il y a deux organismes centraux distincts qui concourent au même but, et le prolétariat se trouve ainsi représenté deux fois par ces organismes, qui ont le même droit de parler en son nom. Avec l'unité ou-

rière, on aura la possibilité de les réunir sous une même égide, et l'on mettra un peu d'ordre dans l'organisation ouvrière.

La question de l'unité n'est pas nouvelle, elle s'est posée du jour même où, à côté de la Fédération des Bourses, on a créé la Confédération, et tous les congrès ont tenté de la réaliser. Il faut aujourd'hui décider cette unité, « parce qu'elle acheminera plus méthodiquement vers la nouvelle société de justice et de solidarité, »

Au cours de la discussion des articles des statuts, des difficultés furent soulevées particulièrement au sujet des organisations qui pourront adhérer à la Confédération générale du travail.

M. Guérard prétend que l'on cherche à faire l'unité et qu'en réalité on ne la fait pas. Ce qui simplifierait tout, ce serait d'admettre seulement les syndicats à la Confédération, et ainsi on aurait le syndicat à la base et la Confédération au sommet. Avec le projet présenté, au contraire, la Fédération des Bourses garde son autonomie, il n'y a donc pas d'unité ; les Bourses n'ont rien à faire dans la Confédération, et les syndicats y auront une double représentation, d'un côté par les Bourses, et de l'autre par les fédérations de métier et d'industrie. (1)

Tout faillit échouer à la lecture de l'article 5 proposé par la commission et ainsi libellé : « La Confédération générale du travail se divise en deux sections autonomes : la première prend le nom de : Union des fédérations de métier et d'industrie et des syndicats isolés ; la deuxième prend le titre de : Union des Bourses du travail. »

Le congrès d'Alger avait décidé que l'unité ne se ferait que si la Fédération des Bourses du travail gardait son titre. C'était en somme une question de mots qui divisait le con-

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Montpellier, p. 143.

grès, mais question de mots qui aurait été fatale à l'unité si elle n'avait été réglée, car elle cachait sous son apparence insignifiante la grave question des subventions. En effet la Fédération des Bourses craignait que, changeant de titre, les pouvoirs publics lui refusassent, sous ce prétexte, les subventions qu'ils lui accordaient jusqu'alors.

Personne dans cette discussion ne voulait céder, et l'on chercha des solutions transactionnelles; c'est ainsi qu'on proposa de changer le titre des deux sections en les dénommant l'une Union des fédérations de métier et d'industrie et des syndicats nationaux, l'autre Union fédérale des Bourses du travail, mais les Bourses ne l'admirent pas davantage. Enfin la Fédération des Mouleurs proposa la rédaction suivante qui mit tout le monde d'accord et qui fut adoptée : « la première section prend le nom de section des fédérations de métier ou d'industrie et des syndicats isolés ; la deuxième section prend le titre de section de la Fédération des Bourses du travail. »

On décida, contrairement au désir des Bourses du travail, que le secrétaire de la section des fédérations serait toujours le secrétaire général de la Confédération générale du travail, car, dit-on, le secrétaire de la section de la Fédération des Bourses n'est pas qualifié, de par ses fonctions purement « éducatives » et administratives, pour être le secrétaire d'une organisation de lutte, et il n'est pas pratique de donner le secrétariat à tour de rôle aux secrétaires des deux sections.

Enfin l'ensemble des statuts de la Confédération générale du travail est adopté et l'unité ouvrière tentée vainement depuis 1893 est constituée.

D'après ses statuts, la Confédération est organisée de la façon suivante : elle se compose des fédérations nationales

et à leur défaut des fédérations régionales d'industrie et de métier et des syndicats nationaux ; des Bourses du travail, considérées comme unions locales, départementales ou régionales des corporations diverses ; des syndicats dont les professions ne sont pas constituées en fédérations de métier ou d'industrie, ou dont la fédération n'est pas adhérente à la Confédération. Ces syndicats isolés seront groupés par industrie ou métier dès qu'il y aura trois syndicats de la même profession.

Pour être confédéré, un syndicat doit être affilié à la fois à une Bourse du travail et à sa fédération nationale d'industrie ou de métier : mais la Confédération a le droit d'admettre chez elle des syndicats qui, pour des raisons d'éloignement du siège de leur union locale, n'adhéreraient qu'à l'un de ces deux groupements.

Pour être confédérée une organisation doit avoir au moins un abonnement au journal la *Voix du Peuple*, organe officiel de la Confédération générale du travail.

Chaque organisation adhérente sera représentée par un délégué, qui devra être syndiqué depuis un an au moins, et l'ensemble de ces délégués constituera le comité confédéral. Le même délégué ne pourra représenter plus de trois organisations.

La Confédération générale du travail se divise en deux sections autonomes : la section des fédérations d'industrie ou de métier et des syndicats isolés, la section de la Fédération des Bourses du travail. Elle possède trois commissions permanentes : la commission du journal, celle des grèves et de la grève générale, et enfin la commission de contrôle.

Les cotisations sont pour les Bourses du travail ou Unions de Syndicats divers de 35 centimes par syndicat et par mois ; pour les fédérations d'industrie et de métier et les

syndicats nationaux de 40 centimes par 100 membres ou fraction de 100 membres et par mois ; pour les syndicats isolés de 5 centimes par membre et par mois.

Tous les deux ans, au mois de septembre, aura lieu un grand congrès national du travail, auquel seront invitées les organisations qui, directement ou indirectement, sont adhérentes à la Confédération. A l'issue du congrès les deux sections pourront, si elles le jugent utile, tenir des conférences particulières.

Le siège de la Confédération générale du travail est fixé à Paris.

Ces statuts devaient entrer en vigueur au 1^{er} janvier 1903.

C'était une ère nouvelle qui s'ouvrait pour la Confédération générale du travail, et depuis cette époque elle vit le nombre de ses adhérents augmenter et ses finances s'améliorer. Les deux organismes, enfin unis, cessèrent dès lors de se combattre, ils suivirent une même voie et leurs efforts furent menés parallèlement vers un même but : la suppression du capitalisme. Mais aussi, depuis cette époque, n'ayant plus à se combattre, ces deux organisations se divisèrent intérieurement, et deux tendances, qui jusqu'en 1902 n'avaient pas pu être exploitées, un objectif plus général absorbant tous les instants et tous les efforts des militants, se firent jour et la lutte commença entre les représentants de la fraction révolutionnaire et ceux de la fraction réformiste.

Les statuts votés en 1902 furent légèrement modifiés aux congrès suivants, mais on ne toucha pas à la base même de l'organisation.

Le congrès d'Amiens de 1906 décida que dorénavant les fédérations d'industrie et les syndicats nationaux seraient

admis à la section des fédérations de préférence aux fédérations de métier, et que celles-ci devaient, dans la mesure du possible, fusionner entre elles pour former des fédérations d'industrie.

Déjà au congrès de Paris en 1900 il fut proposé de n'admettre que les fédérations d'industrie. M. Griffuelhes, partisan de cette opinion, se chargea de la développer. Jadis le terme métier avait une autre signification qu'aujourd'hui; primitivement le métier consistait dans la fabrication d'un objet déterminé; aujourd'hui, avec le développement du machinisme, beaucoup d'ouvriers coopèrent à la fabrication d'un même objet. L'ensemble de ces différentes parties constitue un métier. L'industrie, au contraire, se trouve être la réunion de différents métiers se subdivisant eux-mêmes en spécialités ayant une certaine connexité. La Fédération de la Métallurgie se trouve constituée par les différents métiers qui emploient le fer; dans le livre, au contraire, il y a différentes corporations qui n'emploient pas la même matière, mais qui concourent toutes malgré cela à sa confection. Il y a donc deux sortes de fédérations d'industrie, qui sont basées l'une sur la matière employée, l'autre sur l'affectation commune du produit. Il faut pour lutter efficacement contre le capital avoir des moyens adaptés à la constitution du patronat. Seules les fédérations d'industrie répondent à ce but; il est inutile de supprimer les fédérations de métier, elles disparaîtront d'elles-mêmes lorsqu'elles ne répondront plus à un besoin. La concentration croissante des capitaux oblige la création des fédérations d'industrie. Lorsqu'une grève éclatera, elle entraînera la grève généralisée de toute une industrie, et elle ne sera plus une grève partielle d'un métier.

Le congrès de Paris décida que, les fédérations de métier

s'occupant plus des désirs et des besoins particuliers des ouvriers que les fédérations d'industrie, qui sont trop vastes, la Confédération générale du travail accepterait sans distinction ces deux sortes d'organisation.

En 1902, à Montpellier, au cours de la discussion sur l'unité ouvrière, cette question fut reprise, et la même solution qu'à Paris lui fut donnée.

La situation des effectifs de la Confédération générale du travail est la suivante depuis 1902 :

Elle comprenait au congrès de Bourges, en 1904 : 53 fédérations nationales d'industrie ou de métier et syndicats nationaux, 15 syndicats isolés, 110 Bourses du travail, soit un total de 1.800 syndicats.

Au congrès d'Amiens, en 1906, il y avait : 61 fédérations avec 2.399 syndicats, 135 Bourses du travail réunissant 1.609 syndicats.

Au congrès de Marseille, en 1908, elle comptait dans ses rangs : 67 fédérations, 22 syndicats isolés, comprenant 2.586 syndicats et 294.398 syndiqués, et 157 Bourses du travail avec 2.028 syndicats.

CHAPITRE II

LE FONCTIONNEMENT DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL, DEPUIS 1902.

Nous avons vu que la Confédération générale du travail était composée de deux sections autonomes : la section des fédérations d'industrie, des syndicats nationaux et des syndicats isolés ; la section de la Fédération des Bourses du travail, et qu'au dessus de ces deux sections, formé par la réunion de leurs éléments, se trouvait le comité confédéral.

Ce sont ces divers organismes que nous allons étudier chacun séparément.

1°. *La section des fédérations d'industrie ou de métier et des syndicats isolés.* — Font partie de cette section les fédérations d'industrie, les fédérations de métier, les syndicats nationaux et les syndicats isolés dont la profession n'est pas organisée en fédération, ou dont la fédération n'est pas adhérente à la Confédération générale du travail ; ces syndicats isolés devront, dès qu'ils seront au nombre de trois, être organisés en fédération d'industrie.

Cette section a un comité qui est formé par les représentants de ces fédérations et par ceux des syndicats qui pourraient être admis isolément. Ces délégués, à moins d'impossibilité absolue, doivent appartenir à la fédération qu'ils représentent.

Le comité nomme un bureau composé d'un secrétaire,

d'un secrétaire-adjoint, d'un trésorier, d'un trésorier-adjoint, et d'un archiviste.

La section des Fédérations perçoit ses cotisations et en dispose selon ses besoins.

Elle a pour objet d'entretenir des relations entre les organisations adhérentes, afin de coordonner leurs efforts, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir l'action syndicale sur le terrain de la lutte économique ; de créer ou de provoquer la création de fédérations nouvelles ; elle invite les syndicats qui n'en font pas partie à adhérer aux Bourses du travail ou Unions locales, départementales ou régionales.

Son comité se réunit ordinairement le second mardi de chaque mois, et extraordinairement sur la convocation de son secrétaire.

Les cotisations qui doivent être versées sont les suivantes : les fédérations d'industrie ou de métier, et les syndicats nationaux versent 40 centimes par 100 membres et par mois ; les syndicats isolés 5 centimes par membre et par mois. Ceux-ci supportent une cotisation beaucoup plus forte que les fédérations, puisque les unes versent pour 100 membres 40 centimes, et les autres 5 francs pour le même nombre d'adhérents ; ceci a pour but d'inciter les syndicats isolés à se constituer en fédérations.

En aucun cas la section ne peut admettre comme syndicats isolés des syndicats qui n'adhèrent pas à une fédération existante et adhérente elle-même à la Confédération, et cette interdiction s'étend aux syndicats faisant partie d'une fédération qui demande son admission.

Malgré cette règle elle admit, en qualité de syndicats isolés, des organisations faisant partie de la Fédération nationale des Mineurs, alors que cette dernière avait demandé

son admission et qu'on en discutait en ce moment. En effet, durant l'exercice 1902-1904, la Confédération générale du travail prêta la main à la création de syndicats et d'une deuxième fédération des mineurs, correspondant mieux aux opinions des membres de la majorité de la Confédération, qui est révolutionnaire, et l'admit de préférence à la vieille fédération des mineurs, qui est d'opinion réformiste.

Pendant cette même période, une autre violation des statuts fut commise dans le but d'affaiblir la Fédération du Livre. Celle-ci étant réformiste, la Confédération générale du travail n'hésita pas à donner l'idée de la constitution du Syndicat des Correcteurs, adhérent à la Fédération, en un syndicat national, et à lui donner son appui, alors que rien ne justifiait cette transformation, si ce n'est le désir de créer une organisation nouvelle révolutionnaire, dans un but hostile à une organisation ancienne réformiste.

L'organisation des fédérations corporatives qui font partie de la section des fédérations n'est pas uniforme.

Nous avons vu qu'il existe des fédérations de métier et des fédérations d'industrie, et les différences qui les caractérisent ; mais même dans les fédérations d'industrie nous rencontrons plusieurs types.

En général, elles sont fédéralistes ; leur base est le syndicat qui est autonome, sauf quelques exceptions qui tendent à disparaître.

La fédération à base essentiellement fédéraliste est administrée par un comité fédéral, composé d'un délégué de chaque syndicat affilié, délégué toujours révocable, qui correspond sans cesse avec son syndicat. Comme fédérations de ce premier type on peut citer celles de l'alimentation, des cuirs et peaux, de la métallurgie, etc.

Un second type est celui de la fédération à forme centralisatrice, dont la plus importante, sinon la seule, est la Fédération des Travailleurs du Livre. Celle-ci a un comité central, élu pour plusieurs années au scrutin de liste par l'ensemble des fédérés, indépendant pendant la durée de son mandat.

Le troisième type de groupement fédératif est le syndicat national, avec sections à la base, n'ayant qu'une autonomie très relative. Cette forme ne se rencontre que dans les grandes compagnies de chemins de fer et chez les ouvriers de l'Etat. Les trois quarts des cotisations perçues sont centralisées au syndicat, la section n'en gardant qu'un quart, d'où un manque de ressources qui l'oblige à faire appel fréquemment au syndicat.

De même que leurs types sont divers, les ressources des fédérations sont différentes. Elles proviennent des cotisations variant selon les organisations de 10 à 40 centimes par membre et par mois. Dans cet ordre d'idée, encore, la Fédération du Livre se classe à part, ses cotisations étant plus élevées que dans les autres, elles sont de 2 francs par membre et par mois.

La plus grande partie des fédérations ont un journal qui est leur organe corporatif.

Le nombre de ces organes corporatifs des fédérations nationales d'industrie et de métier, des syndicats nationaux et des syndicats les composant est en 1908 de 52, dont voici la liste : (1)

L'Alimentation ouvrière, mensuel, organe de la Fédération de l'Alimentation ;

(1) *Répertoire des organisations corporatives adhérentes à la Confédération générale du travail*, année 1908.

Le Réveil des Cuisiniers, organe de la Chambre syndicale des cuisiniers de Paris ;

L'Ouvrier Limonadier-Restaurateur, organe de la Chambre syndicale des Ouvriers Limonadiers-Restaurateurs de la Seine ;

L'Ouvrier en Meubles, mensuel, organe de la Fédération de l'Ameublement ;

Le Courrier de l'Orchestre, mensuel, organe de la Fédération des Artistes Musiciens ;

Le Travailleur du Bâtiment, mensuel, organe de la Fédération des Travailleurs du Bâtiment ;

L'Emancipé, mensuel, organe de la Chambre syndicale de la Maçonnerie de la Seine ;

Le Bulletin de la Chambre syndicale des Travailleurs de Pierre et Ravaleurs de la Seine, mensuel ;

Le Bulletin du Syndicat des Charpentiers, mensuel, organe de la Chambre syndicale des Charpentiers de la Seine ;

Le Menuisier, mensuel, organe de l'Union syndicale des Menuisiers de la Seine.

Le Bulletin de la Chambre syndicale des Peintres de la Seine, mensuel ;

Le Bulletin de la Fédération de Bijouterie-Orfèvrerie, mensuel ;

L'Ouvrier Diamantaire, mensuel, organe de la Chambre syndicale des Ouvriers Diamantaires de Paris ;

L'Ouvrier Céramiste, mensuel, organe de la Fédération de la Céramique ;

L'Ouvrier Chapelier, mensuel, organe de la Fédération de la Chapellerie ;

La Tribune de la Voie Ferrée, hebdomadaire, organe du Syndicat national des Travailleurs des Chemins de fer ;

L'Ouvrier Coiffeur, mensuel, organe de la Fédération des Syndicats d'Ouvriers coiffeurs ;

L'Ouvrier des Cuirs et Peaux, mensuel, organe de la Fédération des Cuirs et Peaux ;

Le Ralliement des Employés, mensuel, organe de la Fédération des Employés ;

Le Représentant de Commerce, mensuel, organe du Syndicat des Courtiers, Représentants de commerce de Paris ;

Le Gantier, mensuel, organe de la Fédération des Gantiers ;

Le Tailleur, mensuel, organe de la Fédération de l'Habillement ;

La Fédération Lithographique, bi-mensuel ;

La Typographie Française, bi-mensuel, organe de la Fédération des Travailleurs du Livre ;

Le Trait d'Union, mensuel, organe de la Chambre syndicale des Typographes de Bordeaux ;

Le Typo Lillois, mensuel, organe de la Chambre syndicale des Typographes de Lille ;

Le Bulletin Officiel de la Chambre syndicale de la Typographie Parisienne, mensuel ;

La Typographie Rennaise, mensuel, organe de la Chambre syndicale Typographique de Rennes ;

Le Droit de l'Ouvrier Maréchal, mensuel, organe de la Fédération de la Maréchalerie ;

L'Emancipateur, mensuel, organe de la Fédération des Travailleurs de la Marine de l'Etat ;

Le Réveil des Mécaniciens, mensuel, organe de la Fédération des Mécaniciens ;

L'Ouvrier Métallurgiste, mensuel, organe de l'Union fédérale des Métallurgistes ;

L'Eveil des Ouvriers en Instruments de Précision, men-

suel, organe de la Chambre syndicale des Ouvriers en Instruments de Précision de Paris ;

La Fonderie, mensuel, organe de la Fédération des Mouleurs ;

Le Travailleur municipal, mensuel, organe de la Fédération des Travailleurs municipaux et départementaux ;

Le Réveil de l'Assainissement, hebdomadaire, organe de la Chambre syndicale des Egoutiers de Paris ;

L'Echo des Cantonniers, bi-mensuel, organe de la Chambre syndicale des Cantonniers des Services-Réunis de Paris ;

L'Echo des Pompes funèbres, mensuel, organe de la Chambre syndicale du personnel des Pompes funèbres de Paris ;

L'Echo des Travailleurs municipaux de Lyon, mensuel ;

L'Echo des Travailleurs de l'Assistance publique ;

Le Travailleur du Papier, bi-mensuel, organe de la Fédération du Papier ;

L'Ouvrier Peintre, mensuel, organe de la Fédération de la Peinture ;

Le Travailleur des Postes, Télégraphes et Téléphones, mensuel, organe du Syndicat national des Postes, Télégraphes et Téléphones ;

Le Travailleur de la Terre, mensuel, organe des Fédérations terriennes ;

L'Echo des Tabacs, mensuel, organe de la Fédération des Ouvriers et Ouvrières des Manufactures de Tabac ;

L'Ouvrier Textile, mensuel, organe de la Fédération du Textile ;

L'Omnibus, mensuel, organe du Syndicat du Personnel des Omnibus de Paris ;

Le Réveil des Cochers et Chauffeurs, mensuel, organe de la Chambre syndicale des Cochers et Chauffeurs de la Seine ;

La Voix des Verriers, bi-mensuel, organe de la Fédération des Verriers ;

L'Ouvrier en Voiture, mensuel, organe de la Fédération des syndicats de la Voiture ;

L'Ouvrier Imprimeur, mensuel, organe de la Fédération des Presses Typographiques ;

L'Echo Typographique, mensuel, organe de la Chambre syndicale des Typographes de Nancy.

Ces fédérations et syndicats nationaux tiennent des congrès, la plupart annuels ou tous les deux ans ; seule la Fédération des Travailleurs du Livre n'en tient un que tous les cinq ans.

La section des Fédérations, qui au moment du congrès de Montpellier comptait 1.100 organisations adhérentes, dont 28 fédérations d'industrie ou de métier et syndicats nationaux, et un syndicat isolé, groupant 94.973 syndiqués, en 1904 à Bourges comptait 1.829 organisations dont 48 fédérations et syndicats nationaux, et 8 syndicats isolés, avec 152.249 syndiqués (soit une augmentation, en deux ans, de 729 organisations adhérentes, dont 20 fédérations et syndicats nationaux et 7 syndicats isolés, et de 57.274 syndiqués). A Amiens, en 1906, ses effectifs étaient de 2.425 organisations dont 57 fédérations et syndicats nationaux, et 17 syndicats isolés, groupant 202.873 syndiqués (soit une augmentation, en deux ans, de 596 organisations adhérentes, dont 9 fédérations et syndicats nationaux et 9 syndicats isolés, et de 50.624 syndiqués). Enfin au dernier congrès, à Marseille en 1908, la section des fédérations comptait 2.583 organisations, dont 60 fédérations et syndicats nationaux et 7 syndicats isolés, groupant 292.998 syndiqués.

Tableau général des Organisations adhérentes à la Section des Fédérations d'industrie, de métier
et des syndicats isolés. — Années 1902, 1904, 1906, 1908.

Noms des Organisations	Septembre 1902		Juillet 1904		Juillet 1906		Septembre 1908	
	nombre de		nombre de		nombre de		nombre de	
	syndicats	effectifs	syndicats	effectifs	syndicats	effectifs	syndicats	effectifs
1. Fédération des Trav. agricoles du midi.	»	»	96	3.000	106	4.500	72	3.000
2. Féd. des Travailleurs agricoles du nord.	»	»	»	»	»	»	13	820
3. Féd. de l'Alimentation.	43	2.000	49	2.000	62	2.500	70	2.500
4. Féd. des Allumettiers	»	»	»	»	6	1.500	6	1.500
5. Féd. de l'Amenblement.	41	2.000	49	2.000	50	2.000	40	2.000
6. Féd. des Ardoisiers	»	»	»	»	10	6.000	9	3.200
7. Féd. des Artistes musiciens	»	»	25	2.500	24	2.500	31	2.750
8. Féd. du Bâtim.	8	250	34	1.200	94	4.600	336	40.000
9. Féd. de la Bijouterie-Orfèvrerie	8	1.100	6	1.100	15	1.800	15	2.250
10. Féd. des Blanchisseurs.	»	»	4	100	4	100	4	80
11. Féd. des Brosiers-Tabletters.	»	»	12	200	11	250	21	1.900
12. Féd. des Bûcherons.	40	3.000	63	4.000	85	6.000	104	5.600
13. Féd. des Carriers-Chauffourniers	»	»	6	200	6	200	27	1.667
14. Féd. des Charpentiers	»	»	15	400	15	400	»	»
15. Féd. de la Céramique	19	1.500	20	2.200	24	2.200	26	3.000
16. Féd. de la Chapellerie.	31	1.000	27	1.200	30	1.400	24	1.700
17. Syndicat national des Chemins de fer	152	11.450	156	11.450	178	24.275	269	45.590
18. Féd. des Coiffeurs	8	1.200	30	2.000	35	2.000	30	2.000
19. Féd. de la Confection militaire.	»	»	9	500	10	500	17	500

Féd. des Cuir et Peaux	34	2,000	54	2,200	64	4,000	68	8,000
21. Féd. des Chauffeurs-Conducteurs-Méc.	»	»	»	»	8	1,000	8	1,000
22. Féd. des Dessinateurs du bâtiment	»	»	»	»	4	1,200	7	650
23. Féd. des Employés	28	9,875	36	9,875	85	3,000	85	3,000
24. Féd. de l'Eclairage	»	»	»	»	3	5,200	21	5,200
25. Féd. des Ferblantiers-Boitiers	»	»	»	»	»	500	41	500
26. Féd. des Ouvriers des Magasins de la guerre.	»	»	15	700	16	500	48	900
27. Féd. du Personnel civil de la guerre.	»	»	19	4,000	23	4,000	25	5,000
28. Féd. des Gantiers.	»	»	»	»	6	500	5	500
29. Féd. de l'Habillement	»	»	»	»	45	1,565	41	780
30. Féd. de l'Horticulture	»	»	»	»	10	500	16	500
31. Féd. des Huiliers-Pétroliers	»	»	»	»	»	»	»	400
32. Féd. Lithographique.	27	2,000	28	2,000	39	2,000	39	1,500
33. Féd. des Travailleurs du Livre.	161	10,000	159	10,000	180	10,000	167	10,000
34. Féd. de la Maçonnerie.	40	3,000	91	3,000	122	3,000	»	»
35. Féd. de la Maréchallerie	13	1,250	8	1,250	7	1,250	12	1,250
36. Féd. des Travailleurs de la Marine	»	»	9	12,000	9	12,000	10	9,000
37. Féd. des Mécaniciens	20	5,000	42	5,000	54	5,000	50	5,000
38. Féd. des Menuisiers.	»	»	16	2,400	22	2,150	»	»
39. Union féd. de la Métallurgie.	111	6,000	148	10,000	173	14,000	147	14,000
40. Union féd. des Mineurs	»	»	10	3,500	21	4,325	»	»
41. Féd. des Mineurs.	»	»	»	»	»	»	47	30,000
42. Féd. des Modeleurs-Mécaniciens	»	»	6	300	7	300	7	300
43. Féd. des Mouleurs en métaux	86	6,000	91	5,000	79	5,000	70	4,000
44. Féd. des Inscriptions-Maritimes	»	»	»	»	48	»	16	4,000
45. Féd. du Papier	12	1,000	22	1,000	24	1,000	21	1,000
46. Féd. des Peintres.	12	1,000	34	1,000	40	1,000	19	800
47. Féd. des Ports et Docks.	21	5,000	34	5,000	60	5,000	60	4,650

*Tableau général des Organisations adhérentes à la Section des Fédérations d'industrie, de métiers,
et des syndicats isolés. — Années 1902, 1904, 1906, 1908 (suite et fin) (1).*

Noms des Organisations	Septembre 1902		Juillet 1904		Juillet 1906		Septembre 1908	
	nombre de		nombre de		nombre de		nombre de	
	syndicats	effectifs	syndicats	effectifs	syndicats	effectifs	syndicats	effectifs
48. Féd. des Pelletiers-Fourreurs	»	»	»	»	8	400	5	400
49. Syndicat national des P. T. T.	88	3 000	93	3 000	94	3 000	93	3 000
50. Féd. des Ouv. d'art des Poudreries-Raffin.	»	»	»	200	»	400	»	»
51. Féd. des Preses typographiques	»	»	»	»	6	900	7	1 500
52. Féd. des Préparateurs en pharmacie. . . .	»	»	»	»	»	»	5	500
53. Féd. des Poudreries-Raffineries.	»	»	»	»	»	1 500	13	2 000
54. Féd. des Ouvriers en peigne.	»	»	»	»	»	»	5	350
55. Féd. des Sabotiers-Galochiers	»	»	10	300	16	260	10	300
56. Féd. de la Sellerie-Bourellerie	7	600	10	600	9	600	9	600
57. Féd. des Services de santé.	»	»	»	»	»	»	13	2 700
58. Féd. des Tabacs	»	10 000	23	10 000	25	10 000	25	9 000
59. Féd. du Textile	16	1 500	93	7 400	114	13 000	126	20 000
60. Féd. du Tonneau.	»	»	12	500	47	500	21	500
61. Féd. des Teinturiers-Dégraisseurs.	»	»	6	1 000	6	1 000	5	800
62. Féd. des Transports.	»	»	»	4 000	33	6 000	19	5 000
63. Féd. des Transports et Manutentions. . .	»	»	12	1 200	20	1 500	19	1 000
64. Féd. des Travailleurs municipaux.	»	»	31	4 200	34	5 000	37	4 600
65. Féd. de la Teinture et apprêts	»	»	»	»	»	»	»	800
66. Féd. des Verriers.	»	»	22	2 400	49	3 500	57	5 500

67. Féd. de la Voiture	49	1.200	30	1.200	33	2.000	23	1.500
68. Synd. des Ouvr. en cannes, fouets, etc., Paris	»	»	1	400	1	400	1	100
69. Synd. des Facteurs et Orgues	»	»	1	340	1	350	»	»
70. Synd. des Marins et Pêcheurs de Cette . . .	»	»	»	»	»	46	»	»
71. Synd. des Marins-Pêcheurs de l'Etang de Than	»	»	»	»	1	50	»	»
72. Synd. des Marins-Pêcheurs de la Courantille.	»	»	1	100	1	100	»	»
73. Synd. des Monnaies et Médailles	1	150	1	150	1	150	1	200
74. Synd. des Résiniers de Mimizan	»	»	»	»	»	»	»	»
75. Synd. des Résiniers de Ste-Eulalie.	»	»	»	»	»	»	»	»
76. Synd. des Scieurs à la mécanique de Paris.	»	»	1	100	1	100	1	100
77. Synd. des Scieurs à la mécanique de Lyon.	»	»	»	»	1	40	1	25
78. Synd. des Scieurs à la Mécanique d'Angers.	»	»	»	»	1	60	1	20
79. Synd. des Scieurs à la Mécanique de Nantes.	»	»	»	»	»	»	1	16
80. Synd. des Tondeurs d'huile de Dunkerque.	»	»	»	»	1	290	»	»
81. Union des Ouvriers main-d'œuvres des P.T.T.	»	»	»	»	1	1.050	1	1.100
82. Synd. des Jardiniers de Paris	»	»	1	250	1	»	»	»
83. Synd. des Jardiniers d'Orléans	»	»	»	»	1	70	»	»
84. Travailleurs de la Terre de Vitry-sur-Seine.	»	»	»	»	1	50	»	»
85. Synd. des Jardiniers de Lyon	»	»	»	»	1	400	»	»
86. Cultivateurs de la Région Est de Paris . .	»	»	»	»	1	30	»	»
87. Professeurs de l'Enseignement libre . . .	»	»	1	36	1	37	»	»
88. Scieurs-découpeurs d'Hernes.	»	»	»	»	1	70	»	»
89. Féd. des Ch. synd. des Coupeurs-brocheurs.	7	600	7	600	»	»	»	»
90. Féd. culinaire.	24	1.000	25	1.000	»	»	»	»
91. Section nationale des Trav. sur cuivre. . .	23	1.300	24	1.250	»	»	»	»
92. Synd. des Mineurs de St-Eloy-les-Mines . .	»	»	1	48	»	»	»	»
Totaux.	1.100	94.975	1.829	152.249	2.425	202.873	2.583	292.998

(1) Tableau dressé avec les indications fournies par les congrès de la Confédération générale du travail.

L'augmentation des effectifs de la section des fédérations est donc pour une période de deux années, de 1906 à 1908, de 158 organisations, dont 3 fédérations et syndicats nationaux, et de 90.125 syndiqués; le nombre des syndicats isolés n'est plus que de 7, ce sont donc 10 syndicats isolés qui ont disparu, et qui sont ou bien entrés dans des fédérations de leurs professions, ou qui ont créé en se réunissant des fédérations d'industrie, ou bien encore qui ont été radiés ou sont démissionnaires de la section des fédérations.

L'augmentation des effectifs de cette section pour la période de 1902 à 1908, soit six ans, est de 1.483 organisations adhérentes, dont 32 fédérations d'industrie ou de métier et syndicats nationaux, 6 syndicats isolés, et de 198.023 syndiqués.

Durant la dernière période de 1906 à 1908, une organisation très importante fut admise à la Confédération générale du travail; c'est la Fédération des Mineurs, dont l'admission, demandée depuis longtemps, était repoussée par le comité confédéral, en raison de rivalités de personnes, et surtout parce que cette Fédération manifestait des tendances réformistes. Enfin, quelques jours après les événements sanglants de Draveil-Vigneux, la Confédération générale du travail, dont les dirigeants étaient menacés de poursuites judiciaires pour participation à l'émeute, jugeant de bonne politique de frapper un grand coup sur l'opinion publique, fit avec les délégués de la Fédération des Mineurs un compromis réglant les difficultés pendantes depuis longtemps, et décida, dans la séance du 15 juin 1908, l'admission de cette Fédération. C'étaient 47 syndicats et 30.000 syndiqués, qui entraient en une seule fois à la Confédération. Les journaux s'emparèrent de ce fait et voulurent voir, par l'entrée d'une fédération notoirement ré-

formiste, un changement de politique, de tactique et d'attitude de la Confédération générale du travail, qui, par suite des votes émis par cette organisation, se verrait obligée de modérer son allure révolutionnaire. En réalité, aucun changement de ce genre ne s'est produit, et il faut bien reconnaître qu'aucun ne pouvait se produire. En effet, l'afflux de 30.000 nouveaux membres ne pouvait changer en rien les votes du comité de la section des fédérations, et ceux du comité confédéral, car ils ne disposaient que d'une seule voix, et dans les congrès, n'ayant que 47 voix, puisque se composant de 47 syndicats, ils ne pouvaient pas non plus espérer changer les résultats des votes émis.

Les chiffres des syndiqués portés sur les effectifs de la section des fédérations ne sont pas exacts, ils ne sont qu'approximatifs, et on ne peut les connaître avec certitude ; en effet, dans les renseignements qu'ils donnent pour établir les statistiques officielles ils exagèrent le nombre de leurs adhérents, afin de faire croire à plus de force, et dans ceux qu'ils fournissent à la Confédération, comme ils servent de base pour le paiement des cotisations, ils restent au-dessous de la vérité.

La plupart des syndicats composant la section des fédérations sont affiliés à une Bourse du travail ou union locale, comme le veulent les statuts de la Confédération générale du travail, mais il y a encore un nombre assez considérable de syndicats « boiteux », c'est-à-dire qui, tout en adhérant à leur fédération nationale, ne sont pas affiliés à leur Bourse ou union locale. Leur nombre est d'environ 300. (1)

Le comité de la section des fédérations est composé en principe d'un délégué par fédération et par syndicat national ; en réalité, il y a moins de délégués que d'organisations,

(1) Pouget. *La Confédération générale du travail*, p. 21 et 22.

car chaque délégué peut en représenter trois. Le nombre des délégués est environ la moitié du nombre total des organisations.

Le secrétaire prend le titre de secrétaire général de la Confédération générale du travail ; le trésorier de la section des fédérations est aussi le trésorier de la Confédération.

Le secrétaire de la section des fédérations est le représentant officiel de la section, il agit et écrit en son nom, mais il ne doit, en aucun cas, donner des ordres aux organisations adhérentes, le principe fédéraliste étant la base de l'organisation de cette section. Théoriquement il n'est qu'un employé, un salarié sans initiative, mais en réalité, bien qu'ils s'en défende, il est plus que cela ; s'il ne donne pas des ordres formels aux organisations confédérées, ses conseils « fraternels » ne sont souvent pas autre chose, et il est parfois bien difficile à ceux qui les reçoivent de passer outre, sans s'attirer par la suite des désagréments multiples ; en un mot cet employé est un personnage très important, très influent, qu'il ne fait pas bon de traiter en simple fonctionnaire sans personnalité. Il arrive même souvent que ce secrétaire, dépendant du comité fédéral, agisse sans son consentement et sans lui en référer préalablement, c'est ce qui s'est produit à maintes reprises.

Le secrétaire touche 250 francs par mois et le trésorier 200 francs, leurs adjoints ne sont payés que pour les travaux qu'ils font pendant les absences volontaires ou forcées des titulaires.

Le comité de la section des fédérations envoie des délégués en province, pour y faire des tournées de conférences et de propagande. Lorsque, et c'est le cas général, les congrès des fédérations adhérentes demandent qu'un membre de la Confédération générale du travail y assiste officielle-

ment le comité envoie un délégué. Les frais entraînés par ces délégations sont toujours à la charge des organisations qui les ont sollicitées.

Les délégués envoyés dans les congrès par le comité fédéral n'y remplissent qu'un rôle strictement délimité, ils ne doivent pas intervenir dans les discussions ils sont simplement chargés de donner les renseignements qu'on leur demande, se bornant à apporter par leur présence une marque toute morale de sympathie et de solidarité de la part de la Confédération générale du travail.

Les dépenses faites par la section des fédérations pendant l'exercice 1902-1904 s'élèvent à 18.013 fr. 10 et les recettes pour la même période furent de 19.370 fr. 25.

Du 1^{er} juin 1904 au 31 mai 1906 les recettes furent de 21.944 francs, les dépenses furent de 19.324 fr. 05.

Du 1^{er} juin 1906 au 30 juin 1908 les recettes furent de 27.339 fr. 10, les dépenses furent de 23.534 fr. 85.

Ici encore les organisations ne réglet pas leurs dettes avec ponctualité, beaucoup sont en retard pour le paiement de leurs cotisations, ce qui oblige le trésorier à les rappeler fréquemment à l'ordre.

Les principales recettes proviennent des cotisations, puis de la vente des brochures, des labels, etc.

Les dépenses sont les appointements des fonctionnaires, les frais de bureau et de correspondance, les délégations, les frais d'impression des brochures, le loyer, etc.

Lorsqu'une organisation ne se conduit pas comme elle devrait le faire, c'est-à-dire lorsqu'elle n'est pas assez violente dans son action, dans les colonnes de son organe officiel, ou dans les discours de ses membres, le comité de la section des fédérations la suspend. C'est le cas qui se produisit pendant l'exercice 1904-1906, pour la Fédération

culinaire, qui fut suspendue pour plusieurs raisons, mais dont les deux principales furent d'avoir inséré dans le *Progrès Culinaire*, en première page du n° du 16 juillet 1903, un article qui dit au sujet d'un syndicat de Marseille : « cette fois ça y est : patrons et ouvriers, la main dans la main, comprenant leurs intérêts mutuels engagés entre eux, viennent de combler le fossé qui les séparait » ; et, dans le n° du 1^{er} juillet 1903, elle reproduisait un article que, dans son n° du 13 juin, le journal patronal des restaurateurs avait publié. Ce journal patronal invitait les syndicats de l'alimentation à le reproduire, « tant il reflète l'opinion et les sentiments des ouvriers sérieux et du patronat ». M. Griffuelhes ajoutait dans son rapport « ces deux derniers faits furent particulièrement retenus par le comité comme de nature à légitimer une suspension de l'organisation incriminée ».

2° *La section de la Fédération des Bourses du travail.* — La deuxième section de la Confédération générale du travail est la section de la Fédération des Bourses du travail. C'est l'ancienne Fédération des Bourses du travail entrée à la Confédération générale du travail en 1902.

Son comité se compose des délégués des Bourses du travail, Unions locales, départementales et régionales, de syndicats divers ; il nomme un bureau formé d'un secrétaire, d'un secrétaire-adjoint et d'un archiviste.

La section des Bourses du travail doit entretenir des relations entre ses adhérents, afin de coordonner et de simplifier leur action. Elle crée et provoque la création de nouvelles Bourses là où il n'en existe pas, et elle s'efforce de décider ceux des syndicats qui ne l'ont pas fait à adhérer à leur fédération respective d'industrie ou de métier. Elle doit dresser les statistiques de la production, de la consom-

mation, du chômage, et comparer les salaires et le coût de la vie par région. Elle a pour mission de surveiller attentivement la juridiction ouvrière, et d'en signaler les avantages et les inconvénients aux organisations confédérées.

Les statuts de la Confédération lui assignent comme rôle tout ce qui a trait à l'administration syndicale et à l'éducation morale des travailleurs.

Le comité se réunit ordinairement le troisième vendredi de chaque mois.

Dès janvier 1903 la section de la Fédération des Bourses, après avoir constitué son bureau, nomma ceux de ses membres qui devaient faire partie des commissions de contrôle, de la grève générale et du journal.

Le comité de la section de la Fédération des Bourses fait souvent des démarches auprès des Chambres et des ministres, mais « hardiment et avec l'attitude de protestataires (1) ».

Il étudie les lois ouvrières et les modifications que l'on veut y apporter.

Les appointements du secrétaire sont de 250 francs par mois.

Les membres du comité envoyés en délégation en province touchent 15 francs par jour.

Au congrès d'Amiens, en 1906, le secrétaire se plaint de l'inexactitude des délégués aux séances du comité ; il ne leur fut pourtant pas fait application de l'article des statuts sur les absences réitérées et sans excuse ; d'ailleurs, il n'y a rien à faire, et, quelles que soient les mesures prises, les délégués ne viennent que rarement.

La section des Bourses prend une large part dans tous les actes et manifestations de la Confédération générale du travail.

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges 1904, p. 30.

*Tableau général des Bourses du travail et Unions de syndicats
adhérentes à la Fédération des Bourses du travail de France et des colonies, au 30 juin 1908*

Bourses fédérées	Années de l'adhésion	Nombre de syndicats cotisants										Observations	
		1895	1896	1897	1898	1900	1901	1902	1904	1906	1907		
1. Aix	1893	13	13	13	»	6	8	6	6	6	6	6	
2. Agde	1902	»	»	»	»	»	»	»	5	5	5	5	
3. Agen	1902	»	»	»	»	»	»	18	18	18	18	18	
4. Alais	1901	»	»	»	»	»	»	8	7	7	7	9	
5. Albi	1900	»	»	»	»	5	7	7	7	8	14	14	
6. Alençon	1902	»	»	»	»	»	»	11	10	5	6	6	
7. Alger	1893	17	17	12	»	15	15	15	15	15	15	15	Disparue.
8. Amiens	1896	»	7	7	»	7	7	7	7	30	31	31	
9. Angers	1893	23	23	23	»	23	23	23	30	31	31	31	
10. Angoulême	1893	6	12	»	»	»	18	18	15	16	16	16	De 1897 à 1900 pas fédérée.
11. Ardennes (Féd. des).	1905	»	»	»	»	»	»	»	»	6	30	30	
12. Arles	1901	»	»	»	»	»	7	7	6	6	6	6	
13. Auch	1904	»	»	»	»	»	»	»	»	7	7	7	
14. Auxerre	1903	»	»	»	»	»	»	»	5	5	5	5	
15. Avignon	1905	»	»	»	»	»	»	»	»	14	»	»	Démisionnaire.
16. Bagnères-de Bigorre .	1902	»	»	»	»	»	»	5	10	7	7	7	
17. Bastia	1907	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	4	
18. Bayonne	1903	»	»	»	»	»	»	»	10	13	6	6	
19. Bédarieux	1904	»	»	»	»	»	»	»	»	5	5	5	
20. Belfort	1900	»	»	»	»	21	14	15	14	13	13	13	

21. Besançon	1894	20	6	17	»	15	15	15	15	22	En 1900 pas de syndicats payants. En 1897 pas de syndicats payants. De 1901 à 1903 pas fédérée.
22. Béziers	1901	»	»	»	»	18	18	18	18	18	
23. Blois	1900	»	»	»	»	5	5	5	5	9	
24. Bône	1908	»	»	»	»	»	»	»	»	12	
25. Bordeaux	1894	»	40	»	»	61	50	36	36	29	En 1900 pas de syndicats payants. En 1897 pas de syndicats payants. De 1901 à 1903 pas fédérée.
26. Boulogne-sur-Mer	1895	»	12	10	»	9	9	8	8	8	
27. Bourges	1897	»	»	»	14	14	14	14	14	20	
28. Bourg	1904	»	»	»	»	»	»	5	5	6	
29. Brest	1899	»	»	»	7	»	»	6	10	15	En 1901 et 1902 pas de syndic. payants
30. Brive	1901	»	»	»	»	»	9	9	9	9	
31. Caen	1906	»	»	»	»	»	»	»	10	14	
32. Cahors	1905	»	»	»	»	»	»	»	12	9	
33. Calais	1901	»	»	»	»	6	6	6	6	6	Disparue.
34. Cannes	1906	»	»	»	»	»	»	»	»	12	
35. Carcassonne	1897	»	»	5	»	5	5	5	5	5	
36. Castres	1904	»	»	»	»	»	»	13	13	13	
37. Cette	1901	»	»	»	»	»	25	25	25	25	Disparue.
38. Chalon-sur-Saône	1896	»	5	5	6	»	»	5	5	6	
39. Chambéry	1907	»	»	»	»	»	»	»	»	6	
40. Charenton	1906	»	»	»	»	»	»	5	5	»	
41. Chartres	1901	»	»	»	»	»	5	8	5	5	Disparue.
42. Châteauroux	1900	»	»	»	»	»	8	6	8	12	
43. Chaumont	1908	»	»	»	»	»	»	»	»	8	
44. Chauny	1904	»	»	»	»	»	»	»	5	»	
45. Chauvigny	1908	»	»	»	»	»	»	»	»	3	Disparue.
46. Cherbourg	1904	»	»	»	»	»	»	»	13	12	
47. Cholet	1892	3	5	6	»	»	»	5	5	5	
48. Clermont-Ferrand	1900	»	»	»	»	5	5	»	18	19	

*Tableau général des Bourses du travail et Unions de syndicats
adhérentes à la Fédération des Bourses du travail de France et des colonies au 30 juin 1908 (suite)*

Bourses fédérées	Année de l'adhésion	Nombre de syndicats cotisants en										Observations
		1895	1896	1897	1898	1900	1901	1902	1904	1906	1908	
49. Clichy	1896	»	»	2	»	»	»	»	5	6	6	
50. Cognac	1892	40	23	10	»	5	41	41	41	41	41	
51. Commeny	1897	»	»	»	»	5	5	5	5	5	7	En 1897 pas de syndicats payants.
52. Constantine	1900	»	»	»	»	6	8	8	8	»	42	Démisionnaire en 1905-1906.
53. Creil (Féd. de l'Oise)	1902	»	»	»	»	»	15	15	14	13	24	
54. Dijon	1893	45	45	45	»	20	20	20	20	20	20	
55. Dôle	1908	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	
56. Dreux	1907	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	
57. Dunkerque	1904	»	»	»	»	»	»	»	16	16	20	
58. Elbeuf	1901	»	»	»	»	»	»	40	6	6	8	En 1901 pas de syndicats payants.
59. Epemay	1904	»	»	»	»	»	»	»	8	7	6	
60. Evreux	1905	»	»	»	»	»	»	»	»	5	5	
61. Fontenay-le-Comte .	1904	»	»	»	»	»	»	»	6	7	»	Disparue.
62. Fougères	1900	»	»	»	»	»	11	41	41	41	8	
63. Givors	1903	»	»	»	»	»	»	»	5	5	5	
64. Grenoble	1894	21	23	22	»	»	»	26	26	26	40	En 1900 pas fédérée. Réadhérente en 1901.
65. La Guerche	1906	»	»	»	»	»	»	»	»	10	10	
66. Issoudun	1906	»	»	»	»	»	»	»	»	6	8	
67. Issy-les-Moulineaux	1896	1	»	»	»	»	»	»	5	5	4	
68. Ivry	1904	»	»	»	»	»	»	»	5	5	5	

*Tableau général des Bourses du travail et Unions de syndicats
adhérentes à la Fédération des Bourses du travail de France et des colonies au 30 juin 1908 (1) (suite et fin)*

Bourses fédérées	Année de l'adhésion	Nombre de syndicats cotisants en										Observations
		1895	1896	1897	1898	1900	1901	1902	1904	1906	1908	
143. Tunis	1904	»	»	»	»	»	»	»	»	5	5	Démisionnaire en 1905.
144. Valencé	1896	»	43	8	»	»	»	10	10	10	10	Radhérente en 1901. En 1900 et 1901 pas de syndicats payants.
145. Vaulchuse (Fédér. de)	1904	»	»	»	»	»	»	»	»	7	11	Passée à la Féd. de Seine-et-Oise.
146. Versailles	1896	»	43	5	»	5	5	5	5	5	5	
147. Vichy	1904	»	»	»	»	»	»	»	12	12	15	
148. Vienne	1900	»	»	»	»	»	9	9	9	9	9	
149. Vierzon	1903	»	»	»	»	»	»	»	7	7	7	
150. Villefranche-sur-Saône	1904	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
151. Villeneuve-sur-Lot	1895	5	5	»	»	5	5	5	5	5	5	Disparue (2).
152. Vimeu-Escarbotin	1905	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	En 1897 pas de syndicats payants.
153. Voiron	1907	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	Disparue.
154. Vosges	1907	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	
Totaux		448	733	459		522	776	4.111	4.338	4.609	2.000	
155. Abbeville (3)	1908	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	
156. Oyonnax	1908	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	
157. Montargis	1908	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	
		448	733	459		522	776	4.111	4.338	4.609	2.014	

(1) Tableau établi avec les indications données dans les congrès.
 (2) Les Bourses du travail désignées ainsi sont celles qui depuis 30 mois n'ont pas payé de cotisations et n'ont pas donné signe de vie à la Section de la Fédération des Bourses du travail.
 (3) Les 3 dernières organisations ne figurent pas sur le tableau des Bourses présenté par le trésorier de la Confédération générale du travail au congrès de Marseille en 1908, leur adhésion étant arrivée trop tard pour qu'elles figurassent dans ce tableau.

Pour l'établissement des statistiques, le comité envoya de nombreux questionnaires aux Bourses du travail, et malgré ses efforts il ne reçut que très peu de réponses.

Le comité s'occupa, enfin, très activement de l'antipatriotisme, et son secrétaire se montrait enchanté du goût que les Bourses y prennent.

Les cotisations que les Bourses ou Unions locales doivent verser, sont fixées à 35 centimes par syndicat les constituant et par mois, mais elles ne sont payées que très irrégulièrement. Un procédé, fréquemment employé par les Bourses, consiste à ne pas payer leurs cotisations pour le nombre exact de syndicats qu'elles groupent. Elles ne versent l'arriéré de leurs cotisations qu'à la dernière extrémité ; certaines démissionnent au cours des deux années qui séparent les congrès, et ne donnent de nouveau leur adhésion qu'à la veille du congrès suivant ; d'autres, dans des moments critiques, demandent à être exonérées, puis, lorsqu'elles arrivent à des périodes prospères, oublient d'acquitter leurs dettes.

Tous ces moyens employés rendent la situation financière de la section des Bourses très pénible.

De 1902 à 1904 : Les recettes s'élevèrent à 13.433 fr. 85 et les dépenses furent de 12.720 francs.

Du 1^{er} juin 1904 au 31 mai 1906, la section toucha 16.281 fr. 30 et dépensa 13.845 fr. 60 ; du 1^{er} juin 1906 au 30 juin 1908 ses recettes furent de 18.835 fr. 40, et ses dépenses de 16.081 fr. 10 (1).

L'article 35 des statuts de la Confédération générale du travail dit que « les deux sections pourront tenir, si elles

(1) Nous comptons dans le total des recettes le reliquat du compte financier de l'exercice précédent.

le jugent utile, des conférences particulières qui auront lieu à l'issue du congrès général du travail ».

La Fédération des Bourses du travail, devenant à Montpellier une section de la Confédération générale du travail, perdait le droit d'organiser des congrès et ne pouvait plus que tenir des conférences, à l'issue du congrès corporatif et non pas avant, comme elle prétendait le faire.

La section des fédérations d'industrie ou de métier, et des syndicats isolés, n'usa jamais de la faculté que lui donnaient les statuts ; une seule fois, en 1909, elle tint une conférence réunissant les deux sections, donc on peut dire en principe que cette section n'utilisa pas l'article 35 des statuts.

Il n'en fut pas de même pour la section de la Fédération des Bourses. Elle tint une conférence après chacun des congrès de la Confédération, c'est-à-dire que depuis 1902 elle en tint trois.

Ce sont les conférences de Bourges en 1904 ; d'Amiens en 1906 et de Marseille en 1908.

Ces conférences ont la même organisation que les congrès, et n'en diffèrent que par leur durée moindre et par leur attributions restreintes. Elles ne durent parfois qu'un jour, comme celle de Marseille. Elles n'ont à discuter que des questions purement administratives et doivent laisser de côté toutes celles d'un caractère général, car les congrès de la Confédération générale du travail, où sont représentées toutes les organisations qui la composent, se les réservent.

3^o *Le comité confédéral.* — Le comité confédéral est formé par la réunion des comités des deux sections de la Confédération générale du travail. Il se réunit tous les deux mois, pour permettre à chaque section d'exposer les obser-

vations qu'elle a à formuler et les modifications qu'elle peut avoir à proposer « dans l'intérêt supérieur du prolétariat organisé » Il peut se réunir extraordinairement si les circonstances l'exigent.

Exécuteur des décisions des congrès nationaux, il intervient dans tous les événements de la classe ouvrière, et se prononce sur tous les points d'ordre général.

Le bureau du comité confédéral est formé par la réunion des bureaux des deux sections et du secrétaire de chaque commission. Son secrétaire est celui de la section des fédérations d'industrie ou de métiers, à l'exclusion de toute autre personne ; il prend le titre de secrétaire général de la Confédération générale du travail. Le bureau confédéral prépare les réunions, et veille à l'exécution de ses décisions.

Le bureau des sections étant renouvelé après chaque congrès national des syndicats, celui du comité confédéral l'est aussi de ce fait même. Les membres sortants sont rééligibles indéfiniment ; on voulut établir une limite à leur réélection, mais les congrès s'y sont toujours opposés.

Le comité confédéral n'a pas de ressources propres et les deux sections contribuent pour parts égales à ses dépenses.

Les fonctionnaires de la Confédération et les délégués des divers comités peuvent être envoyés en délégation au nom de la Confédération, suivant décision de leurs sections respectives, ou, en cas d'urgence sur l'initiative du bureau confédéral.

Le comité confédéral n'a en somme qu'un but d'agitation, et il remplit sa tâche avec zèle.

La partie la plus importante de son action consiste à rédiger des affiches, des articles insérés dans la *Voix du Peuple*, à organiser des réunions syndicalistes, ou de pro-

testations, et à envoyer des délégués en province. Son rôle n'est pas seulement de résister à l'exploitation capitaliste, mais encore de lutter « contre l'Eglise, l'Armée et l'Etat », et son action ne lui paraît féconde qu'autant qu'il a contribué « à décroître la puissance gouvernementale, ou pour mieux dire la puissance de l'Etat » (1), le but à atteindre étant « la transformation de la société capitaliste en une société communiste ». (2)

Il s'est occupé depuis 1902 de l'agitation en faveur de la journée de 8 heures ; il a préparé les manifestations du 1^{er} mai ; il a voulu établir des relations internationales, mais dans un tel esprit qu'il a subi des échecs à chaque tentative, sauf en 1909 ; il a fait une propagande antimilitariste et antipatriotique des plus actives ; il a prêté la main à des actes révolutionnaires ; il a préparé sournoisement des émeutes.

Il suffit de rapporter les titres de certaines affiches qu'il a éditées à Paris et en province pour se rendre compte de sa manière d'envisager les questions.

C'est, le 16 avril 1907, une affiche virulente contre le Gouvernement et le Parlement, intitulée « Où allons-nous? », puis quelques jours plus tard une « Protestation du bureau confédéral » au sujet de l'arrestation de MM. Marck et Yvetot, et de la révocation de M. Janvion, tous trois membres du comité confédéral. Le samedi 13 juillet 1907, « veille de l'anniversaire de la prise de la Bastille », furent organisés de « grands meetings d'indignation », ils étaient préparés par une affiche intitulée « contre les crimes légaux », l'ordre du jour de ces différents meetings portait :

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges 1904, p. 117.

(2) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges 1904, p. 119.

« l'Arbitraire gouvernemental envers la classe ouvrière — Les assassinats par ordre du Pouvoir — Le réveil de conscience dans l'armée ». A propos de la grève sanglante de Raon-l'Etape, le comité confédéral fit paraître une affiche dont le titre était « Encore du sang ! ». A la suite des incidents de Narbonne c'est l'affiche « Gouvernement d'assassins », qui vaut à ses principaux auteurs des poursuites devant la Cour d'assises de la Seine. Le gouvernement et ses « mamelucks politiques » ayant décidé une amnistie, dans laquelle n'était pas comprise la réintégration des fonctionnaires révoqués à la suite de leur attitude syndicaliste et révolutionnaire, celle-ci fut critiquée vivement par le comité confédéral dans un factum intitulé « Amnistie de classe ». Après l'émeute de Draveil-Vigneux c'est la « réponse aux massacres » qui illustre les murs. Pour le 20 janvier 1907, le comité confédéral avait décidé une manifestation pour l'application par les patrons de la loi du repos hebdomadaire, et cette organisation faisait appel à ses adhérents, les invitant à devenir, pour un jour, les représentants de la loi : une affiche dont le titre était « Dans la rue » les appelait à la grande « démonstration » projetée (1). Pour des événements et dans des buts identiques, l'action confédérale fut la même les années précédentes, et c'est dans un style des plus violents que sont conçues ces affiches, appels au désordre et à l'émeute.

• Les séances du comité confédéral sont souvent orageuses, les représentants de la tendance violente et ceux de la tendance réformiste discutent âprement leur manière d'envisager l'action syndicale. Les rivalités de tendance sont

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille 1908, p. 3 à 22.

encore exagérées par des rivalités de personnes, et si les comptes-rendus officiels de ces séances ne mentionnent pas les discordes et les disputes qui y naissent, il n'en est pas moins facile de s'en rendre compte, avec certitude et sans exagération, soit par certaines séances des congrès, soit encore par ce que disent certains délégués eux-mêmes. La méfiance règne en maîtresse au comité confédéral, et la crainte de l'espionnage est telle, que, à tout propos, un délégué se voit suspecté et devient dans l'esprit de ses camarades un « agent du gouvernement », quelqu'un de ces mystérieux « agents provocateurs », terreurs de tous les conspirateurs petits et grands, au point de leur faire suspecter leurs amis les plus intimes, et leurs camarades les plus dévoués. Le mot trahison est prononcé souvent ; les accusations les plus graves planent sur tous les membres de ces assemblées, et éclatent brusquement dès qu'une difficulté quelconque fait avorter un projet, ou rend une décision inapplicable. Il trahit celui des membres du comité confédéral qui se permet de dire dans une réunion syndicale que les organisations professionnelles ne sont pas prêtes pour la grève générale expropriatrice. Agent du Gouvernement le trésorier, qui, après une absence, s'aperecevant qu'on a touché à sa caisse, et que des virements ont été effectués sur ses livres de comptabilité, à son insu, demande raison de ces actes dont il est lui-même responsable. On s'épie, on se défie les uns des autres, chaque acte est scruté, chaque parole interprétée, au grand dommage de certains. Aussi n'est-il pas rare de voir des fonctionnaires abandonner leur fonction, et même démissionner de l'organisation confédérale à la suite d'actes dont la mauvaise intention est indiscutable, et après avoir subi des accusations révoltantes.

La tendance de la majorité des délégués composant le comité confédéral est révolutionnaire, aussi les réformistes et les organisateurs qu'ils représentent sont-ils en butte à toutes sortes d'attaques et de mauvais traitements. Si l'unité matérielle a été obtenue à Montpellier, l'unité morale est loin d'exister, et cette organisation, où devrait régner la bonne entente et la liberté, n'est guère faite que de haine et de luttes sournoises. Les statuts sont violés constamment par le comité confédéral. Ceci s'est produit pendant longtemps à propos de la Fédération des Mineurs. Elle demandait son admission à la Confédération générale du travail, on fit durer les choses longtemps, espérant ainsi arriver à grouper les organisations minières en dehors d'elle. Certains délégués jetèrent la division dans la Fédération des Travailleurs du Livre, dont la tendance réformiste ne leur plaisait pas, et ils excitaient l'hostilité des autres corporations contre cette fédération ; ils émirent à son égard des appréciations malveillantes et injustifiées. Au début la Fédération du Livre ne s'en préoccupa pas, mais à la longue, la campagne continuant, les accusations s'accroissant, elle fit une enquête, d'où il ressortit un ensemble de faits dont la Fédération se plaignit au comité confédéral. Celui-ci fit d'abord la sourde oreille, puis, en fin de compte, décida qu'on examinerait cette question. La Fédération du Livre, pensant se trouver devant un tribunal arbitral, fut très désillusionnée lorsqu'elle vit, au contraire, le comité confédéral s'ériger en un tribunal d'inquisiteurs, devant lequel, pendant deux longues séances, on disséqua la vie corporative de la Fédération, on s'occupa de détails, de potins, de questions qui ne regardaient en rien ce comité. Puis il termina l'affaire par le vote de l'ordre du jour pur et simple, autorisant ainsi, invitant presque, ses

membres à continuer leur campagne de dénigrement contre une organisation confédérée.

La partialité du comité confédéral est telle que dans des brochures et des journaux édités sous le patronage des fonctionnaires et des militants formant la majorité du comité des attaques et des insultes sont dirigées contre certains délégués, et contre des organisations réformistes (1).

Si des conflits éclatent entre les deux tendances, révolutionnaire et réformiste, dans les séances du comité confédéral, et même dans des réunions publiques, dans des tournées de propagande et dans les colonnes de la *Voix du Peuple*, des conflits éclatent aussi, moins fréquents, mais aussi violents entre personnalités d'une même tendance. Le cas le plus typique est celui de la lutte entre un ancien secrétaire général de la Confédération générale du travail et un trésorier démissionnaire de la même organisation, tous deux révolutionnaires.

Ce trésorier, en janvier 1909, devait se représenter aux élections du comité confédéral, la durée de ses pouvoirs expirant à cette époque. De vives altercations s'élevèrent entre le secrétaire et le trésorier, au sujet de virements de comptes ; la dispute s'envenima au point que le secrétaire prononça un violent réquisitoire contre le trésorier, et mit le comité confédéral en demeure de choisir entre lui et son adversaire ; celui-ci se défendit et retourna si bien les accusations contre leur auteur qu'il fut réélu trésorier. Victorieux, mais estimant sa victoire incomplète, et satisfait, sans doute, de l'échec infligé à son adversaire, il se retira. Le secrétaire, bien qu'ayant posé la question de confiance,

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges 1904, p. 98 à 112.

et le comité s'étant prononcé contre lui, ne démissionna pas ; mais peu de temps après, étant à son tour soumis à la réélection, il n'osa affronter un scrutin devenu douteux, et il ne reposa pas sa candidature (1). L'incident ne fut pas terminé pour cela et à la conférence des deux sections, qui se tint à Paris en 1909, la question fut reposée et il fut décidé que le secrétaire et le trésorier devraient fournir des explications sur les accusations qu'ils avaient portés l'un contre l'autre. Le trésorier seul se rendit à cette invitation, quant au secrétaire il refusa énergiquement de rendre les comptes qu'on lui demandait.

En remplacement de M. Griffuelhes le comité de la section des fédérations désigna comme secrétaire un réformiste, M. Niel.

Pour se débarrasser d'un secrétaire dont les tendances ne leur plaisaient pas, les révolutionnaires mirent tout en œuvre pour l'obliger à démissionner. M. Niel avait accepté sa nouvelle fonction dans l'espoir de compléter l'unité matérielle, dont il était l'auteur, par l'unité morale, qu'il croyait possible ; mais tous les membres du comité confédéral ne partageaient pas son désir. Beaucoup d'entre eux, en effet « épris de domination, ne conçoivent l'union que par l'écrasement de ceux qu'ils osent appeler leurs adversaires ou leurs ennemis ». Ses paroles de concorde furent mal accueillies, « un parti-pris cynique » et une « intolérance brutale », doublée d'« une méchanceté préméditée », étaient la récompense de ses efforts ; il fut en butte à tout, aux injures, aux menaces, et même à des violences ; un jour un groupe d'environ deux cents terrassiers vinrent assiéger son bureau, le menaçant de mort, et l'auraient

(1) *Le Temps* du 21 et du 22 janvier 1909.

sûrement fort malmené si certains membres du bureau confédéral, sentant tout l'odieux de l'œuvre qu'ils avait préparée, ne s'étaient interposés. Après toutes ces malveillances et ces mauvais traitements, se rendant compte de l'impossibilité dans laquelle il était d'atteindre le but tant désiré par lui, il profita d'une occasion pour donner sa démission de secrétaire général (1).

Il fut suivi dans sa retraite par le secrétaire adjoint, M. Thil, qui ne voulut pas non plus rester en relation « avec des gens oublieux de l'avenir syndicaliste et dont les actes sont la négation même des idées qu'ils préconisent. » (2)

M. Niel avait été présenté, en particulier, par la Fédération des Mineurs, dont l'admission à la Confédération avait fait espérer à certains un changement dans les tendances de cette organisation. C'était donc un échec pour les réformistes, et plus particulièrement pour les mineurs, aussi décidèrent-ils, après cette expérience par trop concluante, et se rendant compte que quelque candidat qu'ils présentassent son sort serait celui de M. Niel, de s'abstenir dans l'élection du nouveau secrétaire. C'est un révolutionnaire, M. Jouhaux, délégué de la Fédération des Allumettiers (ouvrier de l'Etat) qui fut élu, sans concurrent, par 35 voix ; les réformistes, ainsi qu'ils l'avaient annoncé, se sont abs-tenus.

M. Lajarrige, conseiller municipal de Paris, secrétaire général du Syndicat des Employés du gaz, a qualifié un jour les délégués de la Confédération générale du travail investis d'un emploi spécial de « fonctionnaires ». Le mot est juste et leur restera. Il est difficile de mieux préciser le caractère

(1) *Le Temps* du 28 mai 1909. Lettre de démission de M. Niel.

(2) *Le Petit Temps* du 28 mai 1909. Lettre de démission de M. Thil.

et le rôle de ces délégués, qui n'ont plus d'ouvrier que le nom, et qui, embusqués dans leurs fonctions, ne cherchent qu'à faire marcher au gré de leurs fantaisies les ouvriers véritables. Ils sont dans ce gouvernement révolutionnaire, dans cet Etat dans l'Etat, comme certains de ces mauvais serviteurs qui, hargneux, estiment que la fonction n'a été créée que pour eux, et pour satisfaire à leurs goûts de commandement. Ambitieux, intéressés, soupçonneux et jaloux, ils cherchent à arriver sur le dos de leurs camarades, et les conspirations de palais se trament sans relâche à la Confédération générale du travail. Ainsi que s'en plaignait un délégué au congrès d'Amiens, s'ils n'ont pas assez de temps pour remplir leurs fonctions, ils en ont toujours « pour se faire interviewer par la presse capitaliste et poser devant l'objectif des photographes », et pour se faire ainsi « de la réclame dans la presse bourgeoise ». (1)

Le comité confédéral ne perd pas une seule occasion de faire parler de lui, de rappeler l'existence de la Confédération générale du travail, de faire de la propagande.

Dès qu'une grève de quelque importance éclate, le comité y délègue un de ses membres, chargé d'y représenter officiellement la Confédération et d'aider les grévistes de ses conseils et de sa parole. Lorsque la grève est sur le point de se terminer par suite de l'abattement des chômeurs, le délégué sait ranimer leur courage, et faire reprendre le feu qui paraissait un moment s'éteindre. Si la grève traîne en longueur, si les chômeurs sont calmes, il sait, par d'habiles paroles, les pousser aux violences, sans s'y mêler lui-même, et leur faire commettre des actes irréparables, qui feront durer la grève encore de longues semaines, des mois peut-être.

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Amiens 1906, p. 102.

Le comité envoie aussi des délégués aux congrès corporatifs, lorsque les organisations en manifestent le désir ; cela se produit dans presque tous les congrès d'organisations adhérentes à la Confédération.

Ce sont, en général, les plus violents, les révolutionnaires, qui se trouvent désignés pour aller porter la bonne parole.

Lorsque les délégués sont demandés spécialement par les organisations qu'ils vont visiter, ce sont ces organisations elles-mêmes qui paient leurs frais de voyage et de séjour. Lorsque, au contraire, le comité confédéral décide une tournée de propagande, ou l'envoi de délégués sur un champ de grèves, les frais de voyage et de séjour sont pris dans la caisse de la propagande de la Confédération générale du travail. Les frais sont calculés à raison de 8 francs par jour, sans qu'il entre dans cette somme les dépenses de chemins de fer.

L'attitude et la fonction d'un délégué ne sont pas les mêmes lorsqu'il est envoyé dans un congrès ou dans une grève.

Délégué à un congrès, il devient la personnification de la Confédération générale du travail ; il occupe durant les séances une place spéciale, soit à la tribune, près du bureau, soit au premier rang des délégués. Il assiste sans y prendre part aux débats, et ne donne son opinion que lorsque le congrès l'en sollicite. Il a pour mission de surveiller les travaux du congrès, et d'empêcher le vote des résolutions contraires à la « légalité » imposée par la Confédération générale du travail. « C'est le Missi dominici papal aux assemblées régionales d'évêques. » (1)

Le rôle du délégué dans une grève est beaucoup plus

(1) Leclercq et Girod de Fleaux. *Ces Messieurs de la C. G. T.*

étendu. Dès qu'il descend du train son rôle commence. Accompagné, en cortège, par les grévistes, il est conduit de la gare à la salle de réunion, où il doit prononcer immédiatement un premier discours « pour prendre contact ».

Puis il rend visite aux autorités locales, si avant son arrivée des arrestations ont eu lieu, et réclame impérativement l'élargissement des prisonniers, au nom du « prolétariat organisé ». Il apporte aux grévistes les sympathies de la Confédération générale du travail, et l'« assurance de la solidarité ouvrière ». Puis il se fait déléguer, avec quelques fortes têtes, pour aller tenter auprès des patrons une dernière démarche « conciliatrice ». Là il parle haut, lance des menaces, injurie, jusqu'à ce que le patron excédé, le mette à la porte, disant qu'il ne veut discuter qu'avec ses ouvriers, ou avec des délégués pris parmi eux, et non avec un individu quelconque, étranger à la région, ne connaissant pas le premier mot du conflit qui se déroule, et n'ayant aucune qualité pour représenter les grévistes. Cette prétention constitue naturellement une injure faite au « prolétariat organisé » en général et aux grévistes en particulier, et il devient dès lors nécessaire de mener la grève à « outrance ». Le délégué est arrivé à son but, qui était de brouiller les cartes à tel point qu'aucune entente ne puisse plus se faire. Il n'y a, dès lors, plus qu'à se livrer à des manifestations, à former des cortèges dans la rue, à chanter l'Internationale en brandissant le drapeau rouge, à briser les vitres des « bourgeois » à lancer des pierres à la police, à injurier l'armée. Tout ceci se fait avec méthode, et les violences sont dosées adroitement par le délégué, qui connaît la mentalité des grévistes qu'il a devant lui ; selon leur tempérament on arrive plus ou moins vite à la veille de l'émeute. De nouvelles troupes sont-elles envoyées sur les lieux, leur présence est une

« provocation ». Tout est prêt pour le « grand jour » et le délégué ne voulant, à aucun prix, être rendu responsable des actes qui vont se commettre et qu'il a su préparer, a par hasard à faire dans une localité voisine, ou reste simplement dans son hôtel, au moment où les grévistes, exaspérés par les paroles troublantes du gréviculteur, deviennent des émeutiers ; et alors ce sont les collisions avec la troupe, comme à Fourmies, à Raon l'Etape, à Longwy, etc. ; ce sont les barricades, comme à Villeneuve-Saint-Georges ; les incendies comme à Armentières, à Neuville ; le sac des usines, comme à Mazamet ; les tentatives de meurtre, comme à Méry ; les émeutes, en un mot, comme partout où un délégué officiel ou officieux de la Confédération générale du travail est passé, et a jeté la semence de haine qui germe si rapidement. Mais jamais cet orateur n'assiste en personne à ces « journées » qui s'achèvent souvent dans le sang. Audacieux en paroles, il ne participe pas aux actes ; aussi de tous les agitateurs parisiens délégués aux grèves, très rares sont ceux qui assistèrent aux tentatives de débâchage, aux collisions sanglantes avec la troupe.

Seule la journée de Villeneuve-Saint-Georges est une exception à cette règle générale, ce qui pourrait peut être être considéré comme un indice que dans l'esprit du comité confédéral cette journée ne devrait comporter qu'une manifestation et non une émeute ; mais les troupes révolutionnaires furent indisciplinées, et leurs chefs, une demi heure avant la fusillade, rentrèrent précipitamment à Paris, qui en automobile, qui par le train. Seuls, deux d'entre eux, les plus jeunes, restèrent, et l'un d'eux fut grièvement blessé. Cette exception est trop caractéristique pour n'être pas citée.

Jamais, d'ailleurs, ces gréviculteurs ne veulent encourir

les responsabilités qu'entraîne leur action. Lorsque la justice leur demande des comptes, ils arguent de leur absence lors de l'accomplissement des délits, pensant prouver leur innocence par leur abstention des faits matériels ; et lorsqu'on leur reproche leurs discours virulents, cause des incidents qui se sont produits, ils nient avec hauteur les violences de langage, mettant sur le compte de faux rapports de policiers les paroles pour lesquelles on les poursuit.

Malgré ces défenses et ces négations il arrive souvent que le délégué soit poursuivi et condamné, et chaque fois que des meneurs passèrent en correctionnelle ou aux assises, sauf dans le cas d'antimilitarisme, ce fut toujours à la suite de campagnes menées par eux en province.

4° *La Confédération générale du travail et les partis politiques.* — Les statuts de la Confédération générale du travail lui interdisent de faire de la politique. Elle groupe les travailleurs « en dehors de toute école politique », et « nul ne peut se servir de son titre de confédéré ou d'une fonction de la confédération dans un acte électoral politique quelconque. » (1) L'article 22 rappelle cette interdiction en réglant les attributions du comité confédéral.

Cette interdiction de faire de la politique dans les organisations syndicales date d'avant la constitution de la Confédération. En effet, dès la création de la Fédération des Bourses du travail les syndicalistes rompirent avec les politiciens, d'où une hostilité qui devait amener à Nantes la scission entre ces deux éléments.

Les politiciens ayant fait tous leurs efforts, pendant de longues années, pour utiliser les organisations syndicales comme comités électoraux, furent accusés par les syndica-

(1) Article premier des statuts de la Confédération générale du travail.

listes d'avoir leurré et berné l'ouvrier par des promesses toujours plus catégoriques et jamais réalisées ; aussi fut-il décidé que les syndicats ne s'occuperaient plus que des questions corporatives et économiques, et excluraient de leurs discussions et de leurs programmes les questions politiques, bonnes tout au plus à les diviser et à engendrer des querelles.

Aussi, tant dans les statuts de la Confédération générale du travail que dans ceux de la Fédération des Bourses, fut-il déclaré expressément que ces deux organisations resteraient en dehors de toute école politique, laissant leurs membres libres d'agir individuellement comme il leur convenait.

Les anarchistes surent tirer de cette méfiance tout le parti possible. Ils pénétrèrent nombreux dans les syndicats, après les avoir dédaignés, n'en pouvant tirer profit aussi longtemps que les politiciens y étaient les maîtres, et sous le prétexte de ne pas faire de politique socialiste, radicale ou autre, ils y firent de la politique anarchiste.

C'était changer l'étiquette d'une marchandise toujours la même. La Confédération ne s'affilia à aucun parti politique parce qu'elle en formait un : le parti révolutionnaire.

Malgré les statuts souvent l'on se posa la question de l'alliance de la Confédération avec un parti politique. Au congrès corporatif d'Amiens, en 1906, (1) elle fut abordée très franchement par M. Renard, délégué de la Fédération du Textile.

Il désirait qu'on prit dans la politique ce qu'il y a de bon et d'utile, et qu'un rapprochement et des relations soient établis entre le comité confédéral et le comité national du

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Amiens 1906, p. 134 à 171.

parti socialiste, tout au moins dans certains cas, par exemple pour mener la campagne en faveur des huit heures, pour obtenir l'extension du droit syndical aux fonctionnaires, pour l'interdiction du travail de nuit pour les travailleurs des deux sexes, etc. Dans tous ces cas, l'action syndicale pourrait s'unir avec profit à l'action politique, et cela ne donnerait que d'excellents résultats. Dans le nord de la France les syndicats sont nombreux et ont beaucoup d'adhérents, ils s'occupent de politique socialiste; ils ont pour eux beaucoup de conseillers municipaux, et huit députés. Le comité fédéral devrait s'entendre toutes les fois que les circonstances l'exigent, par des délégations intermittentes ou permanentes avec le conseil national du parti socialiste. C'est le seul moyen de faire triompher les principales réformes ouvrières. S'il y a des traîtres dans le parti socialiste n'y en a-t-il pas aussi dans le parti révolutionnaire? On ne peut pas être plus sûr des hommes dans le mouvement syndical que dans le mouvement politique; « ce n'est pas parce que mon fusil peut péter par la culasse que je ne dois pas m'en servir, car quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent il partira dans la direction de l'ennemi. » Rien ne pourrait résister à la Confédération générale du travail unie au Parti socialiste. D'ailleurs, ceux qui s'opposent à cette entente sont les libertaires, or il n'y a pas si longtemps qu'ils sont syndiqués, et ils proclamaient récemment encore qu'il « leur suffirait de poignards, de faulx, de piques, de révolvers et de flingots pour wattriner toute la clique des exploiters et des sergots, » et le *Père Peinard* cognait de son tire-pied « sur les prolos assez poires pour s'avachir dans les syndicats. »

Cette opinion fut mal accueillie par le congrès, les libertaires la combattirent. M. Bousquet, de l'alimentation,

prétendit que le syndicat « ne doit pas rester dans la légalité » car il est « une œuvre de destruction capitaliste ». Si on faisait de la politique dans les syndicats, seuls les militants y resteraient.

Pour M. Merrheim le syndicat est un groupement de lutte intégrale, révolutionnaire, qui a pour mission de briser la légalité. Il n'y a que deux classes de citoyens : celle des exploités et celles des exploités ; entre elles, il reste toujours l'Etat, qui avec des baïonnettes, empêche la classe ouvrière d'obtenir satisfaction. Dans ces conditions on ne doit pas faire de la politique.

Les révolutionnaires ne furent pas seuls à combattre la proposition de M. Renard, les réformistes les aidèrent.

M. Niel estime qu'il y a unité de vue sur le terrain économique, alors qu'il n'en est pas de même sur celui de la politique. Le syndicalisme groupe tous les ouvriers, catholiques, radicaux, socialistes, et défend leurs intérêts identiques ; la politique, elle, les divise. Si on en faisait dans les syndicats, à la moindre alerte, les syndiqués les quitteraient et préféreraient leurs opinions politiques à leurs opinions syndicales. Si la Confédération faisait de la politique, les anarchistes, qui y sont nombreux, l'abandonneraient ; il y a guerre entre les syndicalistes et les politiciens, mais il faut avouer que ce sont les anarchistes qui entretiennent cette lutte en insultant les élus politiques, « après s'être servis d'eux pour obtenir des subventions ou des faveurs pour eux ou leurs amis ».

M. Keufer estime qu'une entente, permanente ou temporaire, entre la Confédération générale du travail et le Parti socialiste est impossible ; elle n'est même pas nécessaire, puisque les membres du Parti socialiste ont l'obligation, en raison des principes qu'ils professent, d'être les défenseurs

des intérêts ouvriers. Mais le gouvernement des anarchistes dans la Confédération a donné à celle-ci un caractère tout autre que celui de neutralité, susceptible de rallier autour d'elle toutes les forces ouvrières.

M. Coupat se plaint qu'on veuille obliger tous les syndicats à adhérer à la méthode libertaire, qui est celle des dirigeants de la Confédération. Dans les bureaux de la *Voix du Peuple* on voit une affiche représentant « le Père Peinard montrant son derrière au corps électoral ». Dans l'organe officiel de la Confédération, il n'est question que de « cabotins du Palais-Bourbon ». Par ces procédés « on rendra l'organisme confédéral impossible pour les militants syndicalistes qui ont confiance dans le bulletin de vote ».

M. Renard, dans son discours, avait déjà remarqué que la Confédération générale du travail faisait de la politique. Faire de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme, prêcher l'abstention, c'est faire de la politique. Voter la grève générale expropriatrice, c'est aussi faire de la politique et froisser les convictions des radicaux ; l'antipatriotisme froisse celles des patriotes.

Le congrès rejeta la proposition Renard, maintenant l'interdiction de faire de la politique inscrite dans les statuts.

Malgré cela tous les actes de la Confédération générale du travail sont entachés de politique, et aucun n'est véritablement et uniquement corporatif.

M. Niel estime que le syndicalisme en France va à sa perte (1) ; les anarchistes qui le conduisent en font ce qu'ils veulent, et l'anarchisme est de la politique : la prédominance de la politique « hervéo-anarchiste » dénature com-

(1) *L'Humanité* du 29 octobre 1908, « La course à la mort », par M. Niel.

plètement l'organisation syndicale et la détourne de son objet. Pour M. Niel la Confédération générale du travail n'est plus qu'un groupement politique. « Le triomphe des hervéo-anarchistes déplace complètement l'axe du syndicalisme, et le plante maintenant sur la terre politique ». Il estime que les dirigeants de la Confédération n'ont de syndicalistes que le nom.

Il ne peut faire de doute pour personne que la Confédération générale du travail, malgré ses statuts, et le mépris qu'elle affiche pour la politique, ne constitue elle-même qu'un parti politique. Cette défiance et cette haine ne sont autre chose que le résultat de la crainte qu'éprouvent les anarchistes de se voir supplantés par des adversaires plus forts qu'eux, et auxquels on ne peut faire une concurrence victorieuse qu'en renchérissant sur leurs promesses par des promesses plus irréalisables encore.

Le Parti socialiste et la Confédération générale du travail sont deux clans politiques qui cherchent mutuellement à s'absorber : c'est ce qui explique l'ardeur des socialistes à rechercher le suffrage des syndicats, et, d'autre part, la défiance des dirigeants de la Confédération pour des gens bien résolus, une fois dans la place, à les jeter à la porte.

C'est en partie à cette action politique que le syndicalisme doit le malaise dont il souffre actuellement, et longtemps avant qu'il ne se prononce nettement, certains syndicalistes l'avaient prévu. C'est ainsi qu'au congrès des Bourses du travail, tenu à Toulouse en 1897, la Bourse du travail du Mans regrettait déjà que l'élément anarchiste cherchât à s'infiltrer de plus en plus dans toutes les organisations ouvrières, et que les places prépondérantes fussent accordées à ses partisans, et elle disait que le jour où cet élément serait la majorité il surgirait « une perturbation désastreuse pour

de bon fonctionnement des organisations prolétariennes syndicales (1) » ; elle voulait que les délégués propagandistes du comité fédéral des Bourses, et aussi de celui de la Confédération, se renfermassent dans le mandat qui leur était confié, en faisant des conférences économiques et en s'abstenant « de satisfaire leur aspiration d'étude politique plus ou moins déterminée, dont ils défendent le drapeau, cause des dissentiments et des désunions ».

Les syndicats du Mans furent bons prophètes ; ce qu'ils craignent est arrivé, parce qu'on n'a pas voulu, dès cette époque, tenir compte de leurs avertissements.

5° *La commission du contrôle.* — L'article 19 des statuts de la Confédération générale du travail établit une « commission de contrôle » formée de 12 membres, pris à raison de 6 dans chacune des deux sections. Cette commission nomme son secrétaire qui est chargé de la convoquer et de et de rédiger les procès verbaux des séances. Elle se réunit au moins une fois par mois.

Elle est chargée de veiller à la bonne gestion financière des services de la Confédération. Elle procède une fois par an, au mois de juin, à la vérification des comptes financiers ; elle contrôle les recettes et les dépenses de la section de la Fédération des Bourses, de la section des fédérations d'industrie métier, des commissions des grèves, de la grève générale et du journal.

Après chaque vérification, elle fait un rapport qu'elle soumet au comité confédéral et qui est publié dans la *Voix du Peuple*.

De son rapport au congrès de Marseille il ressort qu'elle n'a que très imparfaitement fonctionné depuis sa créa-

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Toulouse 1897, p. 89.

tion (1). Ses membres n'ont pas rempli le mandat qui leur était conféré ; le nombre des contrôleurs présents aux séances était trop insuffisant, et la complication de la comptabilité n'était pas faite pour faciliter sa tâche.

6° *La commission des grèves et de la grève générale.* — Afin d'activer la propagande en faveur de la grève générale et d'aider à l'organisation des grèves, la Confédération générale du travail a institué une commission spéciale qui est composée de 12 membres, pris à raison de 6 dans chacune des deux sections. Elle nomme elle même son secrétaire, qui la convoque et rédige ses procès verbaux (2).

D'une façon générale cette commission doit étudier le mouvement des grèves dans tous les pays. Elle lance des appels à la solidarité et recueille les souscriptions qu'elle repartit ensuite entre les intéressés. Elle est chargée de faire la plus grande propagande possible en faveur de la grève générale, et, à cet effet, elle crée partout des sous-comités de la grève générale.

Cette commission ne se réunit pas à date fixe, son secrétaire la convoque lorsqu'il en est besoin.

Chaque fois qu'il lui est possible de le faire, elle envoie aux organisations en grève des déléguées chargés de soutenir leur action.

Son budget se compose d'un prélèvement de 50 0/0 sur les cotisations perçues par les sous-comités de la grève générale, et de 5 0/0 sur les cotisations de chacune des deux sections de la Confédération.

Au congrès corporatif de Nantes, en 1894, un comité

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille 1908, p. 69 et 70.

(2) Article 15 des statuts de la Confédération générale du travail.

d'organisation de la grève générale fut institué : il se composait de 11 membres ; les organisations de province s'en désintéressèrent (1). Le congrès de Tours, en 1896, (2) désigne une commission qui aura comme budget les sommes provenant d'un prélèvement de 5 0/0 sur les souscriptions que les syndicats la chargeront de faire parvenir aux grévistes. Cette commission est chargée de faire une propagande active en faveur de la grève générale.

De 1896 à 1897 fort peu d'organisations se sont conformées à la décision de Tours exigeant l'envoi des secours de grèves par l'intermédiaire de la Confédération, afin qu'elle puisse prélever les 5 0/0 destinés à la propagande de la commission des grèves et de la grève générale. Certaines organisations comme le Livre protestèrent contre cette retenue qui prive les grévistes d'une part des sommes qui leur sont destinées. Il est décidé par le congrès de Toulouse en 1897, que dorénavant cette retenue sera faite par les organisations elles-mêmes, et qu'elles en feront parvenir le montant à la commission. On proposa d'imposer cette retenue de 5 0/0 aux journaux socialistes sur les souscriptions qu'il recevront et que, au cas où ils refuseraient de s'y soumettre, les organisations syndicales ne leur confieraient plus leurs souscriptions ; mais ce ne fut là qu'une proposition non suivie d'effet.

Pendant l'année 1896-1897, (3) les recettes du comité de la grève générale furent de 547 fr. 90 et ses dépenses de 417 fr. 70.

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Limoges 1895.

(2) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Tours 1896, p. 76 à 87.

(3) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Toulouse 1897, p. 109 et 110.

En vertu de la décision prise à Tours en 1896 le comité central de la grève générale invita toutes les Bourses du travail à constituer des sous-comités de la grève générale. Cette invitation ne réunit que peu d'adhésions.

Le congrès de Toulouse nomma un comité de la grève générale prise en dehors de la Confédération générale du travail, mais placé sous le contrôle de son secrétariat ; les fonds devaient lui être fournis par les 5 0/0 de retenue. Peu d'organisations s'inclinèrent devant cette décision. Le comité nommé par le congrès s'empessa de se mettre d'accord avec le comité de la grève générale du Parti allemaniste, ceci déplut au congrès de Rennes qui décida de ne plus nommer directement les membres composant ce comité, mais seulement les organisations syndicales qui seront chargées ensuite de nommer ces membres ; elles pourront ainsi les surveiller et au besoin les révoquer. Pendant l'année 1897-1898 (1), le comité reçut 1.086 fr. 55 et dépensa 822 fr. 05.

Le budget du comité du 1^{er} octobre 1898 au 10 août 1900 (2) est le suivant :

Les recettes ont été de	4.527 fr. »»
Les dépenses ont été de	3.850 fr. 45

Du 1^{er} septembre 1900 au 1^{er} septembre 1901 (3).

Les recettes furent de	3.123 fr. 70
Les dépenses s'élevèrent à	2.766 fr. 22

De 1900 à 1901 les sous-comités de la grève générale ont un peu mieux fonctionné qu'auparavant.

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges 1898, p. 329 à 353.

(2) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Paris 1900, p. 200 à 203.

(3) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Paris 1901, p. 156 à 180.

Le congrès de Lyon en 1901 nomma un comité de propagande de la grève générale qui envoya à tous les syndicats une circulaire les engageant à créer des sous-comités dans toutes les Bourses du travail, et dans les fédérations et syndicats, là où il n'y avait pas de Bourse.

Afin de leur permettre d'avoir une action utile, le congrès décida que les syndicats n'ayant pas plus de 100 membres paieraient une cotisation de 25 centimes par mois ; ceux au dessus de 100 membres paieront 25 centimes par 100 membres et par mois.

Les sous-comités furent chargés de prélever les cotisations des syndicats de leur région ; ils devaient garder pour leur budget personnel 30 0/0 des cotisations reçues, et envoyer le surplus au comité.

Celui-ci devait publier des brochures de propagande qui seraient distribuées gratuitement ; il organiserait des tournées de conférences, et, lorsque ses ressources le lui permettaient, il enverrait des délégués dans les grèves.

Les sous-comités furent chargés de distribuer gratuitement les brochures envoyées par le comité central, ils durent organiser, avec son concours, des conférences pour propager l'idée de la grève générale jusque dans les hameaux les plus reculés. Tous les trois mois ils devaient envoyer au comité central un rapport sur le mouvement ouvrier de leur région.

Le comité central organisa une tournée de conférences ; il prit une part active à la préparation de la grève générale des mineurs qui n'eut pas lieu ; il profita des grèves générales, qui éclatèrent en Catalogne, en Belgique et en Suède, 1901 et 1902, pour faire de la propagande.

Mais, comme toujours, si dans les congrès les organisations votent des principes et de nouvelles cotisations, cela

reste purement platonique. C'est ainsi que, pendant cette période, les recettes du comité central ne s'élevèrent qu'à 1.732 fr. 88 (y compris le reliquat de 1900 à 1901 qui était de 357 fr. 48); ses dépenses furent de 1.535 fr. 20 (1).

Conformément aux décisions prises par le congrès de Montpellier, il fut créé en 1903 une commission des grèves et de la grève générale. Celle-ci n'agit qu'avec beaucoup de prudence auprès des organisations car les nouveaux statuts augmentaient sensiblement leurs obligations financières.

Cette commission se composait de 6 membres pris dans la section des fédérations et de 6 membres pris dans la section des Bourses.

Son premier soin fut l'envoi de circulaires aux Bourses du travail, pour leur rappeler l'obligation qu'elles avaient de constituer des sous-comités; après plusieurs appels, une quinzaine de sous-comités seulement furent constitués. La commission estime que s'ils avaient été plus nombreux et tous aussi actifs que ceux qui fonctionnèrent, la grève générale serait possible, « ce qui le prouve c'est que, dans les centres où il existe un sous-comité, les grèves ont une tendance rapide à la généralisation et à l'action révolutionnaire » (2).

8 seulement des sous-comités payèrent les cotisations. Du 1^{er} janvier 1903 au 31 mai 1904 les recettes furent de 14.947 fr. 20 (dans lesquels figurent 12.971 fr. 95 pour souscriptions aux grèves); les dépenses s'élevèrent à 14.674 fr. (dont 12.434 fr. 05 pour versements aux

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Montpellier 1902, p. 265.

(2) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges 1904; rapport de la Commission des grèves et de la grève générale, p. 53.

grèves). Les recettes provenaient les prélèvement de 50 % sur les cotisations perçues par les sous-comités de grève générale et de 5 % sur les cotisations perçues par chacune des sections de la Confédération.

Cette commission continua à fonctionner de 1904 à 1906, mais ses recettes diminuèrent; elles ne furent plus que de 1.178 fr. 55 et les dépenses de 1.119 fr. 90. Les souscriptions aux grèves furent, du 1^{er} juin 1904 au 31 mai 1906, de 37.488 fr 93, les versements aux grèves effectuées par la commission furent de 36.566 fr. 75.

Le congrès d'Amiens (1) décida que la commission des grèves et de la grève générale devait désormais s'occuper aussi de la propagande en faveur de la journée de huit heures. Ses ressources devaient provenir d'un versement de 10 % que les fédérations et les Bourses du travail devaient effectuer en plus de leurs cotisations, de 5 % des cotisations de la section des fédérations et de la section des Bourses, et des souscriptions volontaires des syndicats.

Cette commission fut constituée en février 1907. 53 fédérations, 3 syndicats isolés, 102 Bourses du travail versèrent les cotisations.

Du 20 février 1907 au 30 juin 1908, il entra 5.034 fr. 95 dans sa caisse, et elle dépensa 4.443 fr 80.

Les souscriptions aux grèves furent, du 1^{er} juin 1906 au 30 juin 1908, de 22.763 fr 20, et les versements de 23.327 fr. 35 (2).

Il avait été proposé au congrès de Marseille d'instituer une caisse confédérale de grève, cette proposition fut repoussée.

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Amiens 1906, p. 69 et 70.

(2) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille 1908, p. 25.

7° *La Commission du journal.* La Confédération générale du travail possède un organe officiel qui lui appartient : *la Voix du Peuple*.

Afin de faire fonctionner ce journal elle nomme une commission de 12 membres, 6 de chacune des deux sections.

Le secrétaire de cette commission, en dehors des convocations qu'il lance aux membres de la commission des procès-verbaux de ses séances, et de l'administration proprement dite du journal, est chargé des abonnements, de la vente, de l'expédition, de la correction des articles, et de la correspondance. Il est nommé par la commission.

Une personne fait partie de droit de cette commission, c'est le gérant de *la Voix du Peuple*.

La commission reçoit, classe et vérifie les articles et communications qui lui sont adressés pour être insérés. Seuls les ouvriers confédérés peuvent écrire dans *la Voix du Peuple*.

La commission, doit aussi, d'après les statuts, veiller à ce que, en aucun cas, l'organe de la Confédération n'insère des polémiques injurieuses, des querelles personnelles, politiques ou syndicales. Si un article provoque une rectification son auteur doit en être avisé. Elle veille à ce que les délibérations officielles de la Confédération, de ses sections, ou de ses commissions soient insérées aussitôt après leur adoption.

Elle se réunit sur convocation de son secrétaire avant la publication de chaque numéro et prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer le succès et la prospérité du journal.

Les dépenses et les recettes sont communes aux deux sections,

Le premier numéro de ce journal qui, est hebdomadaire, parut le premier dimanche de décembre 1900.

Depuis fort longtemps il était question de cette création et de nombreux projets furent soumis aux Congrès de la Confédération générale du travail.

Au congrès de Tours, en 1896, une commission présenta un projet de fondation d'un journal quotidien qui devait être le « trait d'union de la Confédération avec le prolétariat tout entier » (1).

La commission était convaincue de la réussite, si l'entreprise était menée sagement et prudemment, et dans ce cas le journal deviendrait entre les mains de la Confédération générale du travail une « source de fortune ».

Voici ce projet : En premier lieu, il faut décider qu'il n'y paraîtra pas d'articles politiques, il faudra se contenter du côté économique ; mais comme ainsi il ne présentera pas le même intérêt pour le lecteur que les journaux d'information, il faudra, pour éviter à cet inconvénient, qu'il soit le mieux rédigé et le plus complet des quotidiens. Comme malgré tout il est impossible de se désintéresser complètement de la politique, on lui assignera une place à part. Le programme de ce journal est le suivant : Articles politiques indépendants — Echos — Chroniques d'actualité — Grand reportage — Information politique — Correspondances et politique étrangères — Nouvelles et renseignements — Mouvement corporatif et social — Littérature — Arts — Théâtre — Feuilletons — Sports — Bourses et Marchés. Pour cela il n'est pas besoin de capitaux, l'union, l'entente, la discipline et la solidarité suffiront pour fonder, dans les meilleures conditions possibles, le journal du prolétariat.

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Tours 1896, p. 97 à 112.

La commission se basait sur ce fait qu'il y avait plus d'un million de syndiqués ; donc, pensait-elle, si les syndicats prennent l'affaire à cœur il leur sera possible de recruter un contingent de 500.000 abonnés, dans ce cas, non seulement l'existence du journal est assurée, mais encore il réalise d'énormes bénéfices. La commission ne se contentait pas de ces affirmations ; elle présentait un devis, qui devait, dans son idée, convaincre les délégués et leur faire adopter son rapport.

Ce journal quotidien, du format ordinaire des quotidiens, dont le tirage serait de 500.000 exemplaires, coûterait :

Composition, par jour :

Composition du journal	240 fr.
Correcteur et teneur de copie	20 »
Clichage pour 10 machines	250 »
Tirage de 10 rotatives	500 »
Papier à 11 francs le mille	5.500 »
Enleveurs et porteurs de papier	125 »
Porteur de formes	7 »
Pliage de 500.000 journaux, mise sous bandes	1.250 »
Bandes avec adresses, 500.000 à 1 fr. 50.	750 »
Total de	8.612 fr.

Timbres à raison de 0.01 pour Paris,
Seine, Seine-et-Oise. Départements
et Algérie : 0,02. Etranger : 0,05.

En moyenne, par jour	8.000 fr.
Soit avec la composition 8.612 + 8.000.	16.612 »
Soit par mois : 16.612 × 30	498.360 »
En chiffres ronds	500.000 »

Administration, par mois.

Administrateur et 8 employés	3.000 fr.
Loyer	3.000 »
Garçons et vélocipédistes	1.500 »
Eclairage, chauffage	1.500 »
Voitures	1.000 »
Frais généraux	1.000 »
Total de	11.000 fr.

Rédaction, par mois.

Leaders	5.000 fr.
Faits divers	2.000 »
Chambre et Sénat	1.500 »
Conseil municipal	500 »
Echos	1.000 »
Critique dramatique	500 »
Grand reportage	4.000 »
Feuilletons (trois)	5.000 »
Rédacteur en chef	2.000 »
Echos de théâtre	300 »
Correspondants de province	2.000 »
Correspondants de l'étranger	7.000 »
Secrétaire de rédaction	1.200 »
Agence Havas	1.200 »
Rédacteur militaire	500 »
Sports et vélocipédie	600 »
Bourses et marchés	600 »
Information politique	500 »
Pour le mouvement corporatif et social	600 »
Total de	35.900 fr.
Chiffres ronds	36.000 »

Soit un total général par mois de 500.000 + 11.000
+ 36.000 = 547.000 francs.

Actif : Vente de 500.000 journaux à 0.05 = 25.000 fr.
par jour, par mois 25.000 × 30 = 750.000 francs.

Bénéfice de 750.000 — 547.000 = 203.000 francs
par mois.

Soit par an : 203.000 × 12 = 2.436.000 francs.

Il entrerait donc, d'après ces prévisions, 2 millions et demi annuellement dans la caisse de réserve de la Confédération générale du travail.

Ce résultat, pensait la commission, n'est pas difficile à obtenir ; il suffit pour cela d'abandonner le quotidien qu'on lit pour le remplacer par ce journal.

Si, malgré son espoir, le chiffre de 500.000 abonnés ne peut être atteint, le journal pourra exister avec 4, 3 ou

200.000 abonnés, et dans ce cas les bénéfices descendraient de 2 millions et demi à 1.600.000. à 1.000.000 et à 400.000 francs par an.

En prévision de cette diminution du nombre des abonnés, la commission présente un second devis pour un tirage de 100.000 exemplaires.

Composition, par mois.

Composition du journal, tirage, clichage sur 4 rotatives, enleveurs et porteurs de papier, porteurs de formes	500 fr.
Papier à 11 francs le mille	1.100 »
Pliage des 100.000, mise sous bande	250 »
Bande avec adresse, 100.000 à 1 fr. 50 le mille	150 »
Soit un total, par jour, de	2.000 fr.
100.000 timbres à 0,015 en moyenne	1.500 fr.
Soit un total, avec la composition, de	3.500 fr.
Et par mois : 3.500×30	105.000 »

Administration, par mois.

Administrateur et 5 employés	1.500 fr.
Loyer	1.500 »
Garçons et vélocipédistes	1.000 »
Eclairage, chauffage	1.000 »
Voitures	500 »
Frais généraux	500 »
Soit un total de	6.000 fr.

Rédaction, par mois.

Même rédaction que pour un tirage de 500.000	36.000 fr.
Soit pour le passif un total général de	147.000 »
Actif par jour : $100.000 \times 0,05 = 5.000$; par mois : $5.000 \times 30 = 150.000$ francs.	
Bénéfices par mois : $150.000 - 147.000 = 3.000$; par an : $3.000 \times 12 = 36.000$ francs.	

La commission terminait son rapport en demandant que la commission du journal qui serait instituée au conseil national de la Confédération générale du travail envoie une circulaire référendum aux organisations confédérées leur expliquant le fonctionnement et les avantages du journal et demandant à chaque organisation syndicale le nombre d'abonnements d'un mois renouvelables que les syndicats souscriront. Cette base des abonnements étant obligatoire pour tabler avec quelque chance de succès sur la création de l'organe.

L'Union des Syndicats du département de la Seine se montra très réservée devant ces projets et ces chiffres, elle fit remarquer qu'il ne fallait pas créer ce journal à la légère et qu'il était nécessaire de prendre toutes les précautions possibles, sans quoi il pourrait avoir le même sort que le journal *La Grève générale*, qui ne fut tiré qu'à 7 numéros qui furent plutôt distribués gratuitement que vendus, et dont il reste un nombre respectable de bouillon.

Malgré ces remarques raisonnables le rapport de la commission fut adopté à l'unanimité moins trois voix.

Lorsque s'ouvrit le congrès de Toulouse, en 1897, le journal n'avait pu être encore créé. La question y fut reprise et la commission chargée de l'étudier se rallia au texte présenté à Tours, en y faisant les adjonctions suivantes (1).

La Confédération générale du travail émettra 2.000 actions à 100 francs, non productives d'intérêts; elles seront nominatives et numérotées, et ne pourront appartenir qu'à des syndicats ou à des sociétés coopératives ouvrières. Lorsqu'une organisation aura placé pour 200 francs d'abonnements, elle deviendra de ce fait propriétaire d'une action.

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Toulouse 1897, p. 56 à 72.

Tout apport de fonds donnera droit à une action pour autant de 100 francs qui composeront l'apport. On acceptera des dons. La publication du journal ne pourra commencer que lorsque l'encaisse sera de 100.000 francs et qu'il y aura au moins 10.000 abonnements de 3 mois.

Si l'encaisse est de 150.000 francs, on pourra commencer avec 5.000 abonnements.

Une fois le journal paru, et lorsqu'il y aura des bénéfices, 30 0/0 de ceux-ci seront prélevés pour la caisse de réserve et 70 0/0 serviront à rembourser les organisations actionnaires, de façon que le journal deviendra la propriété de la Confédération. Les 30 0/0 seront prélevés jusqu'au moment où la caisse de réserve atteindra 200.000 francs. Chaque syndicat ne pourra prendre plus de 20 actions à 100 francs afin qu'on ne puisse accaparer le journal.

La commission proposa aussi d'émettre des « cartes honoraires de participation à la création et à l'œuvre du journal quotidien » qui seraient données moyennant 25 centimes.

Le congrès adopta les conclusions et les propositions de la commission, et donna mission à la Confédération générale du travail d'établir les statuts du journal et de les faire ratifier au prochain congrès, lui laissant la possibilité de lancer le journal avant cette époque, si elle le pouvait.

Au congrès de Rennes on discuta de nouveau cette question de la création du journal, déjà nommé *l'Eveil*, qui préoccupe la Confédération depuis Tours. Dans son rapport à Rennes en 1898 (1) la commission reprend simplement les propositions adoptées à Toulouse en 1897 qui n'ont permis de ne recueillir que 500 francs pendant l'exercice 1897-1898.

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Rennes 1898, p. 365 à 372.

Enfin le congrès de Paris, en 1900, se résigna à comprendre que tous les projets faits dans les congrès précédents étaient irréalisables, et il décida la création d'un journal corporatif hebdomadaire qui ne deviendra quotidien que plus tard. Cet hebdomadaire serait vendu 10 centimes le numéro.

Le congrès estima que ce journal, tiré à 10.000 exemplaires à 3 colonnes, coûterait :

Pour la composition et le tirage, environ . . .	160 fr.
Papier	90 »
Administration, rédaction, frais de correspondance	80 »
Frais d'expédition.	120 »
Total.	<u>450 »</u>

Si seulement 6.000 exemplaires sont payés, la recette hebdomadaire sera de 500 francs.

Vente au numéro 2.000 exemplaires à 0,06.	120 fr.
Abonnements : 4.000 à 3 francs par an = 20.000 francs; donc par semaine . . .	384 »
Total.	<u>504 fr.</u>

Le congrès décida donc la création de cet hebdomadaire destiné à devenir éventuellement un quotidien à 0,05 centimes. Il devra être créé au plus tard avant le 15 janvier 1901. Les sommes reçues jusqu'à cette époque pour abonnements au quotidien seront affectées à des abonnements au journal hebdomadaire.

Il sera organisé une tombola, à 0,15 centimes le billet, afin d'activer la création du quotidien.

Une commission de 15 membres est désignée par le congrès pour assurer la publication du journal.

C'est au congrès de Lyon, en 1901, que nous trouvons les renseignements sur la première année d'existence de l'organe officiel de la Confédération générale du travail.

Son titre est la *Voix du Peuple*.

Au début les abonnements arrivent nombreux, mais presque immédiatement cela s'arrête. Le congrès de Paris avait prévu 4.000 abonnements, ce qui n'était pas difficile à obtenir étant donné le nombre des syndicats confédérés, ce chiffre ne fut même pas atteint (1).

Sur 234 organisations représentées directement au congrès de Paris, 140 seulement se sont abonnées. Sur 296 organisations qui ont leur siège à la Bourse du travail de Paris, 92 seulement sont abonnées. L'Union des Syndicats du département de la Seine, qui comprend les organisations les plus militantes, a 149 syndicats adhérents. Sur les autres syndicats de la Seine ayant leur siège à Paris ou en banlieue et qui sont au nombre d'environ 250, il y a 53 abonnés. Sur les 37 fédérations d'industrie et de métier existantes, 14 sont abonnées. Les 57 Bourses constituées donnent 43 abonnés. Sur les 2.700 syndicats signalés à l'*Annuaire* de 1901, publié par l'Office du travail, comme existant en province, 260 sont abonnés.

La vente au numéro s'est plus rapprochée que les abonnements du chiffre (120 francs) signalé au congrès comme devant être un minimum.

Le budget du journal fut grevé de 13 fr. 50 par semaine qui n'entraient pas dans les prévisions du congrès de Paris. Cette somme fut payée en supplément aux porteurs de journaux, car ils se sont fait payer les tarifs syndicaux — exigence qui ne laisse pas d'étonner profondément le rapporteur.

La vente à Paris grève la caisse d'un déficit hebdomadaire de 50 francs; il faut, en effet, distribuer 3.000 exemplaires dont les quatre cinquièmes sont invendus.

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Lyon 1901, p. 43 à 51.

La vente en province s'effectue de trois manières : par les Messageries Hachette (ce moyen donne, tous frais déduits, 10 francs de bénéfices par semaine) ; par les bibliothèques des gares (la vente y est à peu près nulle) ; enfin, par correspondants directs (ceux-ci sont négligents dans leurs paiements et les envois reviennent très cher).

En vertu de la décision prise par le congrès de Paris pour rendre la *Voix du Peuple* quotidienne, la commission lança la souscription remboursable. Les souscripteurs de 400 tickets à 25 centimes ont droit, outre le remboursement, à une part dans la société en commandite de la *Voix du Peuple*. La totalité des billets à émettre fut fixée à peu près à 10 séries de 100.000 billets. En prélevant sur les 250.000 francs produits par la souscription des 10 séries les sommes nécessaires au remboursement de tous les billets et aux primes diverses (maison de campagne, machine à coudre, etc.) il restera un capital suffisant pour créer un quotidien.

Cette souscription commença en mars 1901, et il n'y a, au moment du congrès de Lyon, que 160.000 billets en circulation, formant un total de 40.000 francs, sur lesquels sont rentrés 8.852 fr. 60 seulement. La vente de ces billets est donc peu active.

Au début le tirage de la *Voix du Peuple* était de 12 à 14.000 numéros, puis il fut ramené à 8.000 environ.

D'après le rapport financier présenté au congrès de Lyon en 1901, les recettes furent, depuis la création de la *Voix du Peuple*, de 12.370 francs, les dépenses de 18.842 fr. 90.

L'excédent des dépenses est donc de 6.472 fr. 90, soit, pour chacun des 40 numéros parus jusqu'à la fin du mois d'août 1901, une perte de 160 francs par semaine.

Devant ces résultats peu encourageants le congrès décida

que tous les délégués souscriraient un abonnement d'un an, et que, de plus, ils emporteraient un carnet de 5 abonnements qu'ils s'efforceraient de placer. Les organisations ouvrières, et particulièrement les Bourses du travail, devront faire venir un certain nombre d'exemplaires dont elles garantiront le paiement à 7 centimes, les 3 centimes d'écart compenseront les pertes qu'elles subiront du fait des invendus.

Afin d'équilibrer le budget du journal, son secrétaire, M. Pouget, ancien directeur du *Père Peinard*, et auteur des « propos d'un gnaf », prit deux mesures durant l'exercice 1901-1902 (1). Il supprima, d'abord, la vente au numéro dans les kiosques et chez les marchands de journaux de Paris, vente qui entraînait le dépôt d'un nombre considérable d'exemplaires qui revenaient pour la plus grande partie. Puis la composition du journal étant chère, il décida de le faire composer à la linotype.

Un conflit assez grave éclata, à cause de cette mesure, entre la Confédération et le Syndicat typographique parisien. En effet, les travailleurs du livre furent toujours hostiles à l'introduction des linotypes dans les imprimeries, car cela entraînait une diminution de la main-d'œuvre, aussi leur Fédération fit-elle tous ses efforts pour empêcher les imprimeurs d'en installer chez eux. Or le comité confédéral voulant, par mesure d'économie, employer un système de composition désapprouvé par les typographes, s'adressa à la Fédération du Livre, pour obtenir de celle-ci l'autorisation, qui lui fut d'ailleurs donnée, de faire composer la *Voix du Peuple* à la linotype. Mais le Syndicat typographique parisien ne se décida pas aussi facilement que la

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Montpellier 1902, p. 73 à 88.

Fédération du Livre à déroger, fut-ce en faveur de la Confédération, à une ligne de conduite tracée par lui. Il fit des difficultés et se plaignit de ce que la Confédération contrevenait par ses agissements aux intérêts des typographes. Enfin on put s'entendre, le syndicat donna son autorisation à titre exceptionnel. Grâce à cette nouvelle composition la *Voix du Peuple* réalisait une économie de 34 francs par numéro.

Une constatation est à faire à ce sujet, c'est que les syndicats savent parfaitement employer pour eux-mêmes, lorsqu'il s'agit de faire des économies, des moyens qu'ils prétendent interdire aux patrons. Récriminant sans cesse contre les abus du patronat, ils l'empêchent, par tous les moyens en leur pouvoir, de songer à mener ses affaires au mieux de ses intérêts et de faire des économies lorsque l'occasion se présente ; les syndicats et la Confédération générale du travail n'hésitent pas, le cas échéant, à commettre ces mêmes abus. Ce qui chez l'un est une monstruosité, est tout naturel chez l'autre. D'ailleurs, ce n'est pas la seule fois que l'on constate pareil fait : l'étonnement du comité confédéral, nous pourrions presque dire son indignation, devant la prétention des porteurs de journaux parisiens de se faire payer d'après le tarif syndical ; la grève qui éclata parmi les ouvriers employés à l'imprimerie de la Maison des Fédérations, parce qu'ils étaient payés à la tâche et non à l'heure, permettent de faire de suggestives réflexions.

Pendant qu'on réalisait ces économies, le budget fut établi sur les bases suivantes (les frais de secrétariat étant mis à part) : par numéro : dépenses, 253 francs ; recettes, 294 francs ; excédent des recettes 41 francs.

Jusqu'en décembre 1901 la situation du journal n'avait pas changé ; pour les mois de septembre, octobre et novembre 1901 les recettes totales furent de 2.731 fr. 03,

les dépenses de 5.140 fr. 65 ; le déficit pour ces trois mois est donc de 2.409 fr. 40.

De décembre 1901 au 30 juin 1902 (nouveau régime) les recettes totales s'élevèrent à 10.042 fr. 30, et les dépenses furent de 9.697 fr. 90 ; pour 7 mois, l'excédent des recettes est de 344 fr. 40.

Les décisions prises à Lyon en 1901 ne furent pas respectées. Si dans les premiers mois qui suivirent le congrès les abonnements furent nombreux, dès juin 1902 leur augmentation ralentit dans de notables proportions. Voici, d'ailleurs, le détail des abonnements : sur 500 organisations représentées directement à Lyon, 300 sont abonnées ; 200 ont donc négligé le vote de ce congrès. Des 600 organisations syndicales de la Seine et de Seine-et-Oise, 195 seulement sont abonnées. Sur 300 syndicats (de ces derniers) qui ont leur siège à la Bourse du travail de Paris, 107 sont abonnés (de septembre 1901 au congrès de Montpellier, 1902, il n'y a qu'une augmentation de 15 abonnements). Sur les 160 organisations de l'Union des Syndicats de la Seine, 80 abonnés seulement ; sur 82 Bourses du travail fédérées, 61 sont abonnées. Sur 3.600 organisations corporatives inscrites à l'annuaire des syndicats il n'y a que 650 abonnées. Après 20 mois d'existence la *Voix du Peuple* n'a que 1.600 abonnés : un quart des Bourses et plus des deux tiers des syndicats ne le sont pas. En un an, du congrès de Lyon à celui de Montpellier, le chiffre des abonnements ne s'est élevé que de 550 ; « une telle apathie dénote, sinon de l'indifférence, du moins une forte dose de négligence » ajoute le rapporteur.

Afin de transformer le journal hebdomadaire en quotidien, le congrès de Paris, en 1900, organisa une souscription dont le succès brillant au début ne tarda pas à rallen-

tir ; de plus, des poursuites judiciaires furent intentées contre la Confédération générale du travail à ce sujet, en vertu de la loi de 1836 interdisant les loteries. Or, la Confédération pour organiser cette souscription s'était basée sur un précédent : le journal *Le Matin* avait, en 1900, édité et mis en vente, au prix de 2 francs, un guide de l'Exposition remboursable par tirage au sort et par un objet ayant une valeur égale ou supérieure à 2 francs ; ce journal n'ayant pas été inquiété, la Confédération suivit cet exemple et ne croyait pas tomber sous le coup de la loi de 1836, car, prétendait-elle, sa souscription remboursable n'était pas une loterie : il n'y avait pas de risque de perte pour les souscripteurs, tout porteur de billet étant garanti d'un remboursement égal à son prix de souscription, mais, par contre, il y avait pour certains une chance de gain. Ces poursuites gênèrent beaucoup la bonne marche de la souscription ; le Parquet saisit toute sa comptabilité et les listes des souscriptions.

Malgré tout cela, les engagements pris furent tenus : tous les porteurs de billets furent remboursés et la souscription s'est clôturée, comme il était prévu, par un excédent. La Confédération générale du travail ne possédant plus les listes d'expédition des billets n'a pu faire rentrer tout l'argent qui lui était dû, aussi, sur les 400.000 billets mis en circulation, une quantité considérable n'a été ni payée, ni rendue.

Certains délégués, et parmi eux M. Guérard, proposèrent au congrès de Montpellier d'accepter, afin d'augmenter les recettes du journal, des annonces commerciales, mais « à l'exception des annonces capitalistes et immorales ». Le congrès, en bonne logique, décida que, la Confédération générale du travail étant créée pour combattre et détruire l'ordre capitaliste, il est impossible que son journal prône

tel ou tel produit, et fasse ainsi faire des affaires à des commerçants et à des industriels dont ils veulent la perte ; il repoussa donc cette proposition.

Les statuts de la Confédération portèrent que nulle organisation ne pourrait être confédérée si elle n'avait au moins un abonnement à la *Voix du Peuple*.

Depuis le congrès de Montpellier le journal devint l'organe officiel des deux sections.

Ce congrès décida, en outre, que, sur le reliquat de la souscription, une somme de 1000 francs serait versée à la caisse du journal et qu'au 1^{er} janvier 1904 il devrait de ses seules ressources faire face à toutes ses dépenses ; en cas de déficit la charge en serait supportée par moitié par les deux sections. C'est pour rendre impossible ce déficit que fut prise la décision obligeant chaque organisation confédérée à s'abonner au journal.

A partir du 1^{er} juin 1903, le prix de l'abonnement d'un an fut augmenté d'un franc, ce qui le porte à 6 francs.

Il s'en faut qu'en 1904, au congrès de Bourges, tous les syndicats se soient conformés à l'obligation de l'abonnement. Malgré cela le nombre des abonnés a augmenté et le tirage, qui en 1902 était de 4.780, est en 1904 de 5.790.

Le bilan de l'exercice 1902-1904 (1) est le suivant :

Recettes en 1903 . . .	22.096 fr. 70	
Recettes en 1904 (jus-		
qu'à fin mai). . . .	40.715 fr. 65	
		32.812 fr. 35
Dépenses en 1903 . . .	21.677 fr. 50	
Dépenses en 1904 (jus-		
qu'à fin mai). . . .	9.839 fr. 30	
		31.516 fr. 80
Excédent des recettes. . .		1.295 fr. 55

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges 1904, p. 44 à 51.

De 1904 à 1906 (1) nous relevons dans les rapports la même constatation : les travailleurs syndiqués ne s'intéressent pas à la vitalité du journal, ils n'aident pas suffisamment à son développement.

En 1906 son tirage est de 6.205 exemplaires. Beaucoup de syndicats ne sont toujours pas abonnés.

Son budget, pour cette période de deux ans, s'équilibre péniblement par 48.000 francs environ de recettes et autant de dépenses.

Bilan du 1^{er} juin 1904 au 31 mai 1906.

Recettes	48.177 fr. 70
En caisse au 31 mai 1904	1.295 fr. 55
Total.	49 473 fr. 25
Dépenses	48.745 fr. »»
En caisse au 31 mai 1905	728 fr. 25
Total.	49.473 fr. 25

En 1908 (2) la situation est un peu meilleure, mais les organisations sont toujours trop indifférentes à la marche de la *Voix du Peuple* ; elles ne sont pas encore toutes abonnées. Son tirage est de 6.310. Son bilan du 1^{er} juin 1906 au 30 juin 1908, est de

Recettes	53.066 fr. 15
En caisse au 31 mai 1906	728 fr. 05
Total.	53.794 fr. 20
Dépenses	53.421 fr. 25
En caisse au 30 juin 1908	372 fr. 95
Total.	53.794 fr. 20

Le bilan ne porte que 372 fr. 95 de bénéfices, au lieu

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Amiens, 1906, p. 264 à 275.

(2) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille, 1908, p. 59 à 67.

de 728 fr. 05 en 1906, mais 300 francs ont servis à payer une note d'impression sur le précédent exercice.

On est loin des deux millions et demi de bénéfices annuels sur lesquels croyaient pouvoir compter les délégués au congrès de Tours.

Les ouvriers se désintéressent presque complètement de *la Voix du Peuple*. Il faut avouer que bien des fois elle ne répond pas à leurs désirs et que trop souvent elle est rédigée de telle façon qu'elle blesse les convictions d'une notable partie des ouvriers confédérés. En effet, et cela fut répété presque à chaque congrès, ce journal est entre les mains de la fraction révolutionnaire, de sorte que rarement s'y trouvent des articles de syndicalistes réformistes. De plus, très fréquemment, elle insère des articles malintentionnés à leur égard, et souvent injurieux tant pour les fonctionnaires des organisations réformistes que pour ces organisations elles-mêmes qui y sont attaqués à tout propos. Sa rédaction est des plus partielle et ses collaborateurs cherchent constamment à jeter le désarroi dans les organisations réformistes, critiquant leurs actes et essayant de les diviser, afin que l'élément révolutionnaire de ces organisations se retire d'elles et les rendent ainsi impuissantes.

Au congrès de Bourges, en 1904, M. Keufer, (1) de la Fédération des Travailleurs du Livre, reproche au comité confédéral de n'avoir pas respecté les statuts en ce qui concerne *la Voix du Peuple* qui ne doit être rédigée que par des ouvriers confédérés ; or elle inséra de la copie de non confédérés et elle devint « l'instrument de propagande, de rancunes, d'insinuations continuelles qui n'ont fait qu'accroître les divisions corporatives ». *La Voix du Peuple* a fa-

(1) Congrès de la Conf. gén. du trav., Bourges, 1904, p. 94.

cilement offert l'hospitalité aux articles tendancieux, acrimonieux ou malveillants, de syndiqués qui pouvaient ainsi critiquer et dénigrer leur organisation et ses représentants ; « c'est par ce moyen que l'on a laissé se répandre contre la Fédération du Livre toutes les inepties, toutes les calomnies ». Par contre, la rédaction était sévère pour l'insertion des notes envoyées par les Bourses du travail, « et qui lui étaient désagréables, ou contraires au but obstinément poursuivi par le comité confédéral ». Il se plaint d'autant plus que les membres du comité confédéral eux mêmes se sont montrés très chatouilleux lorsque d'autres se sont permis de les critiquer et d'apprécier leurs actes.

Mais les hommes et les organisations attaqués ne l'entendent pas ainsi et font parvenir des réponses et des rectifications, souvent embarrassantes pour la direction révolutionnaire ; celle-ci emploie le moyen bien simple de ne pas insérer cette copie, sous le prétexte d'un manque de place, ou d'y faire des coupures telles que le sens primitif de l'article s'en trouve absolument changé. Les délégués s'en plaignent dans les congrès, et les organisations, lasses de supporter de tels procédés, votent des ordres du jour de blâme qu'il faut bien insérer dans *la Voix du Peuple*. C'est ainsi qu'agit le comité de la Fédération des Employés, dans l'ordre du jour suivant (1) :

« Le Conseil fédéral,
« Regrette que *la Voix du Peuple*, organe officiel de la
« Confédération générale du travail, insère des articles
« calomnieux pour les organisations confédérées et leur
« bureau ; constate que la rédaction de ce journal supprime
« en fait le droit de réponse par la façon tendancieuse dont

(1) *Voix du Peuple* du 17 au 24 janvier 1909.

« elle persiste à faire des coupures dans les articles rectificatifs. »

Le journal étant accaparé par les anarchistes est devenu libertaire, et non syndicaliste. En dehors de cela, il s'occupe des questions générales du syndicalisme, et il a contribué dans une large mesure à l'élaboration des statuts confédéraux et à leurs remaniements successifs. Il donne des renseignements sur les grèves. Il insère les notes que lui adressent les syndicats confédérés ; il publie les résultats des questionnaires-statistiques envoyé par le comité confédéral et par les deux sections de la Confédération. Il publie les procès-verbaux de ces divers comités et les notes qu'ils lui communiquent. Le mouvement syndical international n'a qu'une place restreinte dans *la Voix du Peuple*, alors que certains délégués réclamaient des informations nombreuses et très précises ; mais il leur fut expliqué que ce programme était impossible à mener à bien, car il faudrait faire traduire par des gens qui se feraient payer fort cher les articles des journaux syndicalistes étrangers, les livres qui paraîtraient dans les divers pays, etc., et que la caisse du journal serait impuissante à couvrir ces frais considérables.

En dehors de ses numéros ordinaires, *la Voix du Peuple* publie un certain nombre de numéros exceptionnels chaque année. Un ou deux à l'occasion du premier Mai, un à l'occasion du tirage au sort, un pour les conseils de révision, et un pour le départ de la classe. Ces numéros sont tirés à un très grand nombre d'exemplaires, 50.000, quelquefois même 70.000.

8° *La Maison des Fédérations*. — Le siège de la Confédération générale du travail est fixé à Paris, et l'on assiste pour elle aux mêmes luttes que pour le siège de la Fédération des Bourses du travail. Pas plus que pour celle-ci,

les organisations de province ne voulaient se laisser « mener » par Paris. Elles voulaient avoir aussi leur part dans la conduite des affaires, et prétendaient que si Paris est grand « il n'est pas toute la France ». Finalement elles s'inclinèrent devant les raisons que donnaient les organisations parisiennes.

Pendant longtemps la Confédération générale du travail avait obtenu de la préfecture de la Seine des bureaux dans la Bourse du travail de Paris, bénéficiant ainsi des subventions accordées à la Bourse et aux organisations syndicales qui y avaient leur siège.

Cette situation ne convenait pas à tous, aussi le comité confédéral fut-il prié à plusieurs reprises par les congrès corporatifs de ne plus rester à la Bourse et de transporter son siège ailleurs. Mais il ne se pressait pas de mettre à exécution cet ordre, et il continuait d'user de l'hospitalité municipale, prétextant son manque de ressources qui l'obligeait, faute de pouvoir payer un loyer, à rester dans des bureaux que les « bourgeois » mettaient gratuitement à sa disposition. Malgré toutes ces bonnes raisons, il arriva un jour où il fallut bien aviser.

De la Confédération générale du travail, et par conséquent de la Bourse du travail de Paris, partaient les mots d'ordre destinés à faire éclater des bagarres, et décidant des jours, heures et endroits où auraient lieu des émeutes ; c'est là que s'organisait cette force révolutionnaire qui devait briser l'Etat ; de là des orateurs, au langage virulent, se dirigeaient vers les réunions où ils ranimaient les courages défaillants, et c'est là où ils venaient, en émissaires fidèles, rendre compte de leurs missions. L'autorité préfectorale, après l'avoir tolérée durant des années, escomptant toujours un retour à de saines idées, perdit patience et, lasse de se

voir reprocher une complicité morale, se décida à l'expulser, le 12 octobre 1905, en vertu d'un arrêté du préfet de la Seine, prenant comme prétexte la publication d'un numéro spécial de *la Voix du Peuple* pour le départ de la classe, excitant à la désobéissance sous les drapeaux, à la rébellion et à la désertion, et pour avoir constitué dans ses bureaux un dépôt du *Manuel du soldat*, ces agissements étant contraires à la loi de 1884.

Le premier mouvement fut de l'affolement ; les dirigeants du comité confédéral cherchèrent partout un local dans lequel ils pourraient établir leurs bureaux. Enfin ils trouvèrent un immeuble vacant, au numéro 33 de la rue Grange-aux-Belles, et, l'ayant loué, ils s'y installèrent.

Les quatre fonctionnaires appointés de la Confédération abandonnèrent à la caisse chacun 25 francs de leur indemnité mensuelle, c'est-à-dire 1.200 francs par an, pour subvenir aux frais de déménagement, d'aménagement et de loyer.

Depuis cette époque le siège de la Confédération est définitivement fixé dans l'immeuble de la rue Grange-aux-Belles, qui prit le nom de « Maison des Fédérations ».

Cette maison n'est pas une des moindres causes de discorde dans la Confédération, et il est utile, pour le comprendre, de retracer son histoire.

Lorsque la Confédération générale du travail se vit privée des locaux mis à sa disposition dans la Bourse du travail, M. Griffuelhes, son secrétaire général, trouva l'immeuble de la rue Grange-aux-Belles ; il se mit en rapport avec ses propriétaires et put le louer pour un prix minime ; il loua cet immeuble à son nom avec promesse de vente, sans dire qu'il deviendrait le siège de la Confédération, et laissant, au contraire, entendre qu'il servirait à une impri-

merie. Pendant les pourparlers, il ne prit l'avis d'aucun des membres du comité confédéral, agissant seul et de sa propre autorité pour le compte de l'organisation dont il était secrétaire, alors que statuairement il ne devait avoir aucune initiative.

Une fois la Confédération installée, il se préoccupa de trouver l'argent nécessaire à l'acquisition définitive de l'immeuble. La caisse confédérale ne lui permettait pas une pareille dépense, et il fut obligé, pour mener à bien son projet, d'emprunter la somme qui lui manquait. Moyennant un faible intérêt, un riche capitaliste anarchiste, sous-régisseur d'une usine à gaz, la lui prêta.

Une société fut fondée sous la raison sociale : Société Griffuelhes et C^{ie}, qui se rendit acquéreur de l'immeuble. Il fut fait appel à l'aide pécuniaire des organisations confédérées pour l'installation de la Confédération et pour les constructions diverses sur les terrains appartenant à la Société Griffuelhes et C^{ie}; mais ces organisations, quoiqu'ayant fourni une somme de plus de 20.000 francs, furent toujours tenues en dehors de toutes les opérations commerciales de cette société. Les syndicats furent considérés par elle comme des quantités négligeables, elle agissait, décrétait pour eux, et ils n'avaient qu'à ratifier.

La commission de contrôle de la Confédération, ayant demandé à voir les livres, à contrôler la comptabilité, à se rendre compte de la façon dont était dépensé l'argent fourni par les organisations confédérées, il lui fut répondu par une fin de non-recevoir, et M. Griffuelhes se refusa à laisser examiner ses registres.

La gestion financière usurpée, d'ailleurs, de ce secrétaire était d'une irrégularité manifeste : sans consulter aucun des syndicats, sans solliciter l'approbation de la majorité, il

acceptait le prix des loyers, payait en puisant dans la caisse et se contentait de déposer à la place des fonds des reçus sans autre garantie que le cachet de la Confédération générale du travail.

La Maison des Fédérations étant trop vaste pour la Confédération, les bureaux qui ne lui servent pas, et ils sont nombreux, sont loués aux fédérations adhérentes qui désirent avoir leur siège social rue Grange-aux-Belles, le prix des loyers est touché par la Société Griffuelhes et C^{ie}.

En 1906 une imprimerie y fut installée ; son matériel entièrement neuf fut acheté à crédit ; elle ne travaille que pour les organisations syndicales confédérées, les bénéfices qu'elle fait servent à payer ce matériel.

Un service médico-chirurgical est aussi annexé à la Confédération générale du travail, et les médecins qui en font partie, s'étant trouvés mal logés dans le local exigü qui avait été mis à leur disposition, construisirent des bureaux pour lesquels ils payent une redevance à la Société Griffuelhes et C^{ie}.

Beaucoup d'organisations s'émurent de ces faits et voulurent savoir exactement quels étaient les agissements de leur ancien secrétaire ; devant les fins de non-recevoir qui leur étaient opposées, un malaise se fit sentir dans la Confédération générale du travail, divisée déjà sur des questions théoriques.

Un des épisodes de cette lutte contre la Société Griffuelhes et C^{ie} fut la dispute qui éclata entre le trésorier de la Confédération, qui se plaignait de virements de comptes irréguliers commis en son absence et sans son autorisation par le secrétaire, et ce dernier. Cette lutte se termina par la retraite de ces deux fonctionnaires.

Les organisations de province, ne connaissant ces faits

qu'imparfaitement et inquiètes pour les sommes qu'elles avaient versées, profitèrent de la réunion de la conférence extraordinaire des deux sections, qui se tint à Paris dans les premiers jours de juin 1909, pour demander des éclaircissements. (1) Elles sommèrent leur ancien trésorier et leur ancien secrétaire de venir s'expliquer devant elles. Le trésorier se présenta, mais M. Griffuelhes fit défaut, ce qui ne calma pas la surexcitation des délégués.

Une commission chargée par la conférence d'étudier la question de l'unification de la comptabilité des divers services de la Confédération, expliqua dans son rapport qu'elle avait constaté l'absence de toute comptabilité concernant la Maison des Fédérations et des deux services qui y sont annexés.

Les délégués reprochèrent ces faits à M. Griffuelhes et prétendirent savoir ce qu'étaient devenus les 21.000 francs qu'ils avaient souscrits pour la Maison des Fédérations; ils ne veulent pas de « comptabilité occulte » et se plaignent que leur commission n'ait pu vérifier que « ce qu'on a bien voulu lui soumettre ».

Certains délégués veulent que cette maison, appartenant soit disant à la société Griffuelhes et C^{ie}, devienne la propriété de la Confédération; un membre de cette société fait remarquer qu'elle est absolument décidée à le faire, mais qu'une somme de 4.000 francs serait nécessaire pour couvrir les frais de mutations et autres, or la Confédération ne peut disposer d'une pareille somme. Plusieurs délégués ayant dit qu'ils avaient mandat de leurs organisations de donner immédiatement cette somme, la société Griffuelhes et C^{ie} ne maintint pas son offre.

(1) *Conférence extraordinaire des Fédérations nationales et des Bourses du travail*, Paris, 1909, p. 85 à 97.

La plupart des révolutionnaires ayant pris fait et cause pour l'ancien secrétaire, un ordre du jour demandant une enquête sévère et la lumière complète sur cette question fut rejeté par la majorité. L'incident fut clos, officiellement, par le vote d'un ordre du jour présenté par les révolutionnaires.

Si à la conférence on ne se préoccupe plus de cet incident, certains délégués d'organisations réformistes, et avec eux plusieurs révolutionnaires, décidèrent d'élaborer un manifeste dans lequel ils dégageraient leur responsabilité au sujet de ces faits et de la solution qui leur était donnée.

De plus, quelque temps après, la Fédération des Tabacs décida à son congrès, le 3 juillet 1909, qu'elle ne pouvait pas « s'associer à l'acte par lequel les citoyens Griffuelhes et Cie se sont servis de l'influence morale et financière des organisations syndicales » pour faire de la Maison des Fédérations et de leurs services « non la propriété impersonnelle de la classe ouvrière, mais une propriété privée », qu'elle s'abstiendra « au vote désignant les secrétaires de la Confédération générale du travail » et qu'elle cessera « toutes relations avec elle jusqu'à ce qu'une commission d'enquête ait fait la lumière complète ». Elle décida aussi d'engager des pourparlers « auprès des autres fédérations pour arriver à sortir de la situation créée par les récents incidents » et donna mandat à son comité central « d'aller jusqu'au retrait de la Confédération générale du travail, d'accord avec les autres fédérations ».

9°. *Les Congrès de la Confédération générale du travail.*

— La Confédération générale du travail réunit à périodes fixes les organisations adhérentes en un congrès national corporatif qui se tient dans une ville désignée par le congrès précédent.

De 1893 à 1902 les congrès nationaux corporatifs furent annuels, sauf en 1899, année où il fut remplacé par un congrès spécial de la prud'homie. Depuis 1902 les congrès n'ont plus lieu que tous les deux ans. En voici la liste jusqu'à ce jour :

1^{er} Congrès de la Confédération générale du travail,
7^e congrès national corporatif, Limoges, 1895 ;

2^e Congrès de la Confédération générale du travail,
8^e congrès national corporatif, Tours, 1896 ;

3^e Congrès de la Confédération générale du travail,
9^e congrès national corporatif, Toulouse, 1897 ;

4^e Congrès de la Confédération générale du travail,
10^e congrès national corporatif, Rennes, 1898 ;

5^e Congrès de la Confédération générale du travail,
11^e congrès national corporatif, Paris, 1900 ;

6^e Congrès de la Confédération générale du travail,
12^e congrès national corporatif, Lyon, 1901 ;

7^e Congrès de la Confédération générale du travail,
13^e congrès national corporatif, Montpellier, 1902 ;

8^e Congrès de la Confédération générale du travail,
14^e congrès national corporatif, Bourges, 1904 ;

9^e Congrès de la Confédération générale du travail,
15^e congrès national corporatif, Amiens, 1906 ;

10^e Congrès de la Confédération générale du travail,
16^e congrès national corporatif, Marseille, 1908.

Ils durent à peu près une semaine, et tout ce que nous avons dit sur la façon de travailler, sur les discussions, les commissions et les votes aux congrès des Bourses du travail s'applique à ceux de la Confédération générale du travail, et par conséquent nous ne reviendrons pas sur ce sujet déjà traité précédemment, et nous nous contenterons

seulement de faire remarquer les différences qui caractérisent ces deux sortes de congrès.

Jusqu'au congrès de Lyon, toutes les organisations syndicales purement ouvrières, confédérées ou non, y étaient invitées et avaient voix délibérative. Depuis 1902, au contraire, seules les organisations confédérées y assistent, et les syndicats y ont seuls voix délibérative, car ils constituent les unités confédérales ; les fédérations de métier et d'industrie, les syndicats nationaux et les Bourses du travail peuvent y envoyer des délégués, et ces organisations usent du droit qui leur est accordé, mais leurs délégués n'ont que voix consultative.

C'est sur la proposition de M. Délesalle, délégué des ouvriers en instruments de précision et parties similaires, que le congrès de Lyon décida de ne plus accepter aux congrès que les délégués des organisations confédérées, et ainsi de supprimer l'anomalie bizarre qui consistait à admettre que des organisations élaborent ou modifient les statuts d'une organisation centrale dont elles ne font pas partie, alors qu'elles n'ont aucune responsabilité une fois leurs votes émis. D'ailleurs, en agissant ainsi il est impossible de faire respecter les décisions prises par les congrès. Ce ne fut pas sans peine qu'on admit ce changement, pourtant si logique, et cette proposition fut vivement combattue.

A Lyon fut aussi adopté un règlement des congrès en 17 articles.

Il y est décidé que le congrès tiendra deux séances par jour : une le matin de 9 heures à midi, et une l'après-midi de 2 heures à 6 heures. Ces séances seront publiques. Ayant remarqué que beaucoup de délégués arrivaient aux séances

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Lyon, 1901, p. 53 à 63.

longtemps après leur ouverture, ou partaient avant leur clôture, on proposa d'établir une feuille de présence que chaque délégué devrait signer et qui serait retirée une demi heure après l'ouverture de chaque séance; cette mesure avait pour but de permettre aux organisations de savoir si leurs délégués remplissaient consciencieusement leur mandat et assistaient aux séances, car le nom des délégués présents serait publié à la suite du procès-verbal de chaque séance. Cette proposition fut vivement rejetée, les délégués ne voulant pas risquer de recevoir des observations de leurs mandants pour leur peu de zèle à les représenter.

La séance d'ouverture du congrès sera présidée par la commission d'organisation; pour les autres le bureau sera désigné à la fin de la séance précédente.

Le congrès établira son ordre du jour en tenant compte pour l'ordre de discussion des questions de leur importance ou de leur urgence. Il tracera aussi l'ordre du jour du congrès suivant, qui pourra être complété, si cela est nécessaire, par la Confédération générale du travail.

Chaque question fera l'objet d'une discussion générale, qui, autant que possible, ne devra pas occuper plus d'une séance. Les délégués qui voudront y prendre part feront parvenir leur nom au bureau, et auront la parole dans leur ordre d'inscription. En principe chaque orateur ne pourra prendre la parole sur la même question qu'une seule fois et pendant dix minutes au plus, toutefois, si cela est nécessaire, il pourra lui être accordé un second tour de parole qui n'excèdera pas cinq minutes. Les rapporteurs des commissions pourront prendre la parole aussi souvent et aussi longtemps qu'ils le jugeront nécessaire. Lorsque la clôture de la discussion sera prononcée ou quand le nombre des

orateurs sera trop considérable, les délégués désigneront un ou plusieurs orateurs, pris parmi ceux qui seront inscrits, chargés de soutenir la question et un nombre égal pour défendre la thèse opposée.

La discussion générale étant close, une commission composée de 11 membres au moins sera nommée pour faire un rapport et pour proposer une solution au congrès. Cette commission entendra les délégués qui auront des renseignements à lui fournir. Elle nomme un rapporteur qui prend la parole en son nom ; au cas où l'accord n'aura pas pu se produire au sein de la commission, la minorité et la majorité nommeront chacune un rapporteur.

Le congrès devra se prononcer sans discussion sur les conclusions qui lui sont soumises par la commission, toutefois la minorité et la majorité du congrès pourront chacune désigner un délégué pour discuter le rapport.

Les votes sur les questions accessoires, sur la nomination du bureau et des commissions, etc., se feront à main levée, chaque délégué disposant d'une voix. Pour les questions à l'ordre du jour et, en général, pour toutes les questions de principe le vote se fera par mandat, chaque délégué disposant d'une voix pour chacune des organisations qu'il représente, et dont le nombre est limité à 5.

La Confédération générale du travail est chargée de publier le compte-rendu des travaux.

Ce règlement, voté à Lyon, ne fut appliqué qu'en partie dans les congrès suivants.

Depuis le congrès de Montpellier, en 1902, on n'admet plus aux congrès que les organisations en règle avec les statuts de la Confédération, c'est-à-dire que les syndicats adhérents aux fédérations et aux Bourses du travail qui ont rempli leurs obligations financières envers cette

organisation au moment où le rapport financier à présenter au congrès est établi et qui auront donné leur adhésion à la Confédération trois mois au moins avant l'époque fixée pour le congrès.

Les formalités de la vérification des pouvoirs étaient longues et prenaient un temps précieux qui aurait pu être mieux employé aux discussions de l'ordre du jour, aussi le congrès d'Amiens décida que dorénavant on agirait de la façon suivante : la Confédération générale du travail envoie les bulletins d'adhésions au congrès aux fédérations ; celles-ci les revêtent de leur timbre et les adressent à leurs syndicats adhérents. Ces syndicats les remplissent et les renvoient à leur fédération en y joignant le montant de la cotisation d'adhésion. Les fédérations centralisent tous ces mandats et leurs délégués se rendent à la ville où se tiendra le congrès, deux jours avant son ouverture. Durant ces deux journées, les délégués des fédérations règlent les droits d'adhésion avec la commission d'organisation et, réunis, procèdent à la vérification des mandats ; de cette façon les délégués peuvent dès la première séance du congrès commencer la discussion de l'ordre du jour.

Les délégués sont munis d'un mandat impératif et quelquefois la méfiance va jusqu'à envoyer deux délégués d'une même organisation, l'un chargé de voter, l'autre avec mission de surveiller son camarade.

La Confédération générale du travail fait imprimer après chaque congrès une brochure contenant le compte-rendu des travaux ; cette publication est longue à paraître, et souvent six mois après la clôture du congrès elle n'est pas encore terminée. Cette brochure est vendue et les sommes qui proviennent de cette vente servent à couvrir une partie des frais du congrès. Les organisations adhérentes au con-

grès, qui payent un droit d'adhésion de 5 francs, reçoivent gratuitement le compte-rendu.

Les congrès ne veulent pas légiférer, aussi les résolutions de principe qu'ils prennent ne sont-elles pas obligatoires mais simplement indicatives ; ils n'imposent pas les décisions au nom de la majorité, ils se contentent d'échanger, de propager des idées sur les questions économiques, de se rendre compte des tendances et de l'orientation des divers groupes, et de la façon dont ils comprennent la tactique syndicale.

Le nombre des délégués aux congrès est très variable et dépend naturellement du nombre des organisations confédérées. Un même délégué pouvant être chargé de plusieurs mandats, il est naturel qu'il n'y ait pas autant de délégués que d'organisations représentées.

Jusqu'au congrès d'Amiens l'ordre du jour était établi par la Confédération et par la commission d'organisation du congrès ; depuis 1906, les organisations ont à se prononcer par référendum sur les questions qu'elles désirent y voir figurer. Une liste est soumise par la Confédération et ce sont les quatre questions qui ont obtenu le plus de voix qui sont inscrites à l'ordre du jour définitif.

24 questions furent portées sur la liste proposée aux organisations pour le congrès de Marseille. Les 4 questions qui ont réuni le plus de voix sont : l'antimilitarisme ; attitude de la classe ouvrière en cas de guerre ; — Diminution des heures de travail ; — Accidents du travail ; assurances par l'Etat ; — Les lockouts (attitude et moyens à prendre). Il est singulier que parmi les questions dont peuvent se préoccuper les syndicats, telles que l'arbitrage en temps de grève, l'hygiène des ateliers, le repos hebdomadaire, etc., qui sont des questions économiques, une association, qui se prétend syndicale, choisisse des questions purement politi-

ques comme l'antimilitarisme, qui obtint 63 voix. La Confédération se désintéresse de toutes les questions économiques et sociales ; ce qui l'intéresse c'est le meilleur moyen de trahir la patrie.

En dehors des questions portées à l'ordre du jour, les congrès se prononcent sur des vœux qui leur sont présentés par certaines organisations. Quelques-uns de ces vœux sont intéressants par la solution que les congrès leur donnent.

Le congrès d'Amiens (1) considérant que l'émancipation des travailleurs ne peut avoir lieu qu'internationalement, mais que la diversité des langues y apporte une grande difficulté, décide qu'une active propagande sera faite en faveur de l'étude de la langue universelle l'Espéranto et que les syndicats et les Bourses du travail institueront des cours du soir pour l'enseigner aux travailleurs.

Au congrès de Paris, en 1900, (2) une proposition fut déposée invitant les syndiqués à ne pas faire travailler leurs compagnes dans l'industrie, car elles y prennent la place de l'homme et cela parce que la femme y est « poussée par son mari égoïste ». Cette proposition était sur le point d'être adoptée lorsque ses auteurs, et les délégués, en général, se virent infliger une verte leçon par la citoyenne Bouvard qui proposa l'adjonction suivante : « quand l'homme aura acquis un salaire suffisant et que ce salaire rentrera intégralement, la femme ayant des enfants, ne sentant pas de besoins chez elle, ne demandera pas mieux de rester dans ce foyer, comme le désirent certains militants ». Le congrès fut au premier abord stupéfait d'une telle réprimande, puis un grand tumulte éclata, déchaîné par la colère des délé-

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Amiens, 1906, p. 117 à 119.

(2) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Paris, 1900, p. 217.

gués, qui ne veulent à aucun prix s'entendre dire de telles vérités, aussi ce vœu fut-il abandonné.

Au congrès de Rennes, en 1898 (1), on traita, entre autres questions, celle de l'alcoolisme. Certains délégués sont d'avis de ne pas s'en occuper : on doit lutter contre le patronat et on ne doit pas empêcher l'ouvrier qui y tient de s'enivrer. D'autres trouvent qu'il y a lieu, au contraire, de ne pas s'en désintéresser car c'est un retard dans la lutte. L'alcoolisme a surtout sa cause dans la mauvaise organisation de la société, c'est le fils naturel de la société capitaliste, l'agent le plus efficace de la bourgeoisie pour abrutir les travailleurs. L'alcool est l'excitant remplaçant le nécessaire qui est refusé à l'ouvrier. D'après le rapport de M. Rozier, l'alcoolisme se développe parallèlement à l'intensité du régime capitaliste. Pour M. Dalle, dans certains métiers c'est une maladie professionnelle. D'après M. Pouget, il dépend de la rigueur du métier et du taux des salaires. Le remède c'est la révolution sociale. La majorité de la commission propose :

1° Des conditions de travail plus humaines ; la journée de huit heures.

2° La rectification et la vente de l'alcool monopole de l'Etat, en lui donnant pour objet la raréfaction de la consommation.

La minorité, au contraire, recommande de prêcher par l'exemple en s'abstenant. M. Dalle propose la prohibition. Mais la Bourse du travail d'Alger présente une solution imprévue pour combattre l'alcoolisme, c'est de faire une propagande active pour la consommation de l'« absinthe

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Rennes, 1898, p. 147 à 152 et 353 à 360.

syndicale » qui se vend dans des bouteilles de la verrerie ouvrière !

Les congrès sont souvent agités et leurs séances tumultueuses ; les délégués ne se contentent pas de se disputer dans les congrès, ils s'invectivent aussi dans la rue, et au congrès de Bourges, en 1904, on adopta, sans discussion, l'ordre du jour suivant : « Les délégués au congrès sont invités à conserver la dignité nécessaire de façon à ne pas entamer entre ou envers leurs codélégués, soit dans les cafés, soit dans les rues, des colloques qui donnent une mauvaise opinion du prolétariat ».

10° *La représentation proportionnelle.* — Dans les votes émis au comité confédéral, chaque organisation représentée a droit à une voix quelque soit le nombre de ses adhérents. C'est le système de la représentation qui s'exprime par : une organisation une voix, et non une tête une voix.

Ce système de votation admis au comité confédéral est aussi pratiqué dans les congrès de la Confédération générale du travail ; là aussi les organisations représentées ont une valeur égale. Mais une différence caractérise pourtant ces votes : au comité confédéral ce sont les Bourses du travail, les unions locales, départementales et régionales, les fédérations de métier et d'industrie, les syndicats nationaux qui votent, et chacune de ces organisations possède une voix, sans qu'on tienne compte ni du nombre de syndicats qui les composent ni du nombre de syndiqués qui y sont affiliés ; aux congrès les organisations précédentes disparaissent pour faire place aux syndicats, eux seuls participent aux votes et ils possèdent chacun une voix, quelque soit le nombre de leurs membres.

Ce mode de votation n'a pas été admis sans difficulté, il a donné lieu à de vives protestations.

Ses partisans, représentants des doctrines révolutionnaires, font valoir que les petites organisations sont aussi intéressantes que les grandes, le nombre des membres qu'elles possèdent n'a pas à intervenir dans la question, c'est leur valeur et leur combativité qui importent. Les petites organisations ont autant de droits que les grandes ; certaines, qui n'ont que 200 membres à peine, n'ont jamais failli à leur devoir, elles ont fait des efforts pour soutenir des grèves, efforts que de grandes n'ont pas fait. C'est l'effet de la nature s'il y a plus de mineurs que d'orfèvres, et admettre une représentation basée sur le nombre des syndiqués « ce serait tomber en plein dans le système bourgeois où l'actionnaire qui a le plus d'actions a aussi le plus de voix » (1) ; il n'est pas possible qu'on admette à la Confédération générale du travail un vote qui ressemblerait au vote plural, qui en Belgique a fait couler le sang des hommes, des femmes et des enfants. Dans les petites organisations on trouve des valeurs individuelles comme dans les grandes. Un autre mode de votation rendra les organisations puissantes fatalement maîtresses des destinées de la Confédération générale du travail, et cela serait de nature à la faire dévier de son but ; les petites organisations seraient écrasées par les grandes et, se sentant incapables de lutter, elles se désintéresseraient d'elle ; d'ailleurs, ce n'est pas au moment où les syndicats dans bien des endroits sont encore à l'état embryonnaire qu'il faut les mettre en état d'infériorité. Quel autre système employer ? une représentation proportionnelle ? mais alors au comité fédéral le nombre des délégués se trouverait tellement augmenté qu'il deviendrait

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Montpellier, 1902 ; discours de M. Bousquet, p. 129.

le « parlement ouvrier » que tous les syndiqués craignent. Comment y organisera-t-on la représentation ? par le nombre des syndicats ou par celui des syndiqués de chaque organisation ? Si on adopte le premier système, qui est le plus facile à employer, on n'obtiendra pas ainsi la véritable représentation proportionnelle, le nombre des syndiqués formant les syndicats étant très variable ; il faudra donc l'établir d'après le nombre des adhérents, mais une difficulté s'élève tout de suite : il faudra connaître leur nombre, et pour cela fouiller dans les livres de comptes, dans la vie intime de chaque syndicat, faire des enquêtes, etc., car les syndicats, selon qu'ils y auront intérêt, majoreront ou diminueront le nombre de leurs affiliés, on ne peut pas appliquer à une organisation centrale la représentation proportionnelle si elle ne l'est pas à la base ; or c'est ce qui arriverait si on l'instituait à la Confédération générale du travail, car ni les Bourses du travail, ni les fédérations ne l'appliquent chez elles ; cela est donc illogique, et les congrès de la Confédération générale du travail n'ont pas qualité pour obliger les organisations adhérentes à instituer chez elles un mode de représentation particulier.

Si on acceptait la représentation proportionnelle, il faudrait à chaque instant modifier les proportions, car les variations d'effectifs sont fréquentes ; « ce serait la solidarité algébrique ou arithmétique substituées à la vraie solidarité ouvrière », elle aboutirait à former une « aristocratie proportionnelle. » (1)

D'ailleurs, de quoi se plaignent les grandes organisations ? La représentation proportionnelle n'existe-t-elle pas dans les congrès, et à leur avantage ? Ainsi des corpora-

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges, 1904, M. Niel, p. 164.

tions comme le Livre et la Métallurgie disposent de 125 et de 156 mandats, alors que d'autres, tout aussi intéressantes, ne disposent que de 10 ou de 15 mandats. C'est donc déjà la représentation proportionnelle, et il est étonnant qu'elles en veuillent une autre.

Telles sont les raisons invoquées par les partisans du vote par unité syndicale aux congrès, et par organisation fédérale au comité confédéral.

Les partisans de la représentation proportionnelle prétendent, à leur tour, que la représentation telle qu'elle existe permet aux petites organisations, les moins importantes, les moins riches, mais aussi les plus nombreuses, de faire la loi aux organisations les plus fortes. Or il se produit qu'une motion est adoptée par une majorité de syndicats qui ne représente, par exemple, que le dixième des syndiqués groupés par la minorité ; on n'a pas ainsi l'opinion exacte des intéressés ; la majorité est fictive. Chaque jour on dit que des centaines de mille de travailleurs syndiqués sont prêts à faire la révolution, et on constate ensuite que les chiffres ont été ridiculement exagérés. Il est opportun de constater de quel côté se trouve la majorité réelle et, par conséquent, de tenir compte de la valeur numérique des syndicats. Qu'est-ce qu'un congrès sinon la réunion des délégués de tous les syndicats qui viennent au nom de leurs mandants discuter et voter ? Or si l'on pouvait, d'un coup de baguette magique, réunir tous les adhérents des syndicats, au lieu de n'avoir que leurs délégués, n'admettrait-on pas au moment du vote tous les syndiqués ? Ce jour-là on aurait la représentation exacte de toute cette fraction du prolétariat. En toute justice, il serait nécessaire, puisque la réalité ne permet pas de les réunir tous, de les faire voter en accordant aux organisations qu'ils composent un nombre de voix

proportionné au nombre de leurs membres. Or avec le système actuel, le prolétariat se voit conduit contre sa volonté, et il n'est pas admissible qu'une fédération composée de 3000 membres n'ait pas plus de droits qu'un syndicat de 23 adhérents.

Ce sont les individus qui prédominent et non la valeur des groupements. Il faut avoir plus de confiance en une organisation possédant 10.000 membres qu'en une n'en ayant que 20, et si la Confédération générale du travail doit prendre une direction contraire à l'esprit syndicaliste cela se produira si elle est dirigée par des hommes mandataires d'organisations fictives.

Au moment de l'action il s'agit de savoir qui va se prononcer, or il ne faut pas de surprises possibles; avec le système actuel cela se produirait, car les votes sont fictifs; avec la représentation proportionnelle cela n'est pas possible. Il est ridicule de dire que 150 syndicats désirent telle chose, il faut dire : 50.000 syndiqués veulent cette chose. Si un congrès se prononce sur la grève générale et que, sur 300 syndicats représentés, 280 la décrètent et qu'au contraire 20 votent contre, il peut y avoir surprise au moment de l'action, parce que les 280 syndicats partisans de cette action peuvent ne représenter qu'une infime minorité de syndiqués, alors que les 20 syndicats hostiles forment une majorité écrasante.

Les partisans de la représentation proportionnelle n'ont pour but que d'assurer « l'expression sincère exacte, des idées, des tendances de la vie syndicale, pour la lutte économique » (1). En effet, avec la représentation proportionnelle les membres des organisations auraient à se prononcer

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges, 1904, M. Maroux, p. 145.

suivant l'importance de leur nombre, et non suivant l'idée personnelle de leurs délégués, désignés n'importe comment, et représentant des syndicats ou des fédérations numériquement faibles. La plupart de ces délégués ne connaissent pas l'organisation qu'ils représentent, et ne sont pas connus de leurs mandants, dont ils ignorent l'opinion. Les membres du comité confédéral, tous égaux, d'après le système de l'égalité absolue entre petites et grandes organisations, sans souci des idées et des tendances des membres de l'organisation qu'ils représentent, sans avoir à se préoccuper de l'importance du nombre de syndiqués compris dans le groupe, se prononcent librement sur toutes les questions, simples ou graves, quelles que soient les conséquences morales ou financières de la décision prise, et donnent l'impulsion à la Confédération générale du travail suivant leurs principes et leurs conceptions personnels.

C'est sans doute parce qu'ils sont partisans de l'action prépondérante des minorités agissantes et intelligentes « que les membres du comité confédéral ne se comportent pas comme des administrateurs qu'ils disent être, mais comme des dirigeants qu'ils sont en réalité »; ils combattent la représentation proportionnelle « pour garder avec eux une majorité formée de petites organisations, par la crainte de voir leur échapper une action en apparence puissante, mais qui, en réalité, est soutenue par une faible, très faible proportion de travailleurs » (1).

Un des arguments le plus fréquemment invoqué, et celui qui plaie le plus aux petites organisations, c'est que la représentation proportionnelle est anti-égalitaire; on institue deux catégories de groupements : ceux qui sont supérieurs

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges, 1904, M. Maroux, p. 146.

par le nombre et par des ressources puissantes; et ceux qui sont inférieurs par la pauvreté et le nombre restreint de leurs adhérents. En principe il est certain que tous sont égaux, mais dans la réalité on rencontre partout l'inégalité: le travail d'un typographe, d'un coiffeur, d'un employé n'a pas la même importance que celui d'un mineur, d'un boulanger, d'un employé des transports. Il n'y a pas d'égalité entre une fédération ayant 10 ou 20.000 membres et des fédérations et groupes syndicaux ayant 500, 100, 40 ou même 10 membres. Les décisions qui seront prises au comité confédéral n'affecteront pas de la même façon les organisations importantes et celles qui ont peu d'adhérents.

On se plaint que par la représentation proportionnelle les petites organisations sont écrasées par les grandes, et aujourd'hui c'est le contraire qui se produit. Beaucoup de résolutions ont été votées au comité confédéral par les représentants des petites organisations contre une minorité de grosses organisations qui représentaient une très forte majorité de syndiqués, « et toujours le vote se produisait ainsi dans des questions qui auraient eu une autre solution si on avait eu le souci des intérêts en jeu ». Les petits syndicats peuvent seuls sans danger « se livrer à de continues affirmations de principes révolutionnaires en faveur de la grève générale expropriatrice, se prononcer en faveur des mesures de salut public, sans que rien de leur petit agglomérat n'ait à en souffrir en quoi que ce soit. Est-ce là le rôle utile des minorités, cette action énergique sans responsabilités effectives ? » (1). Avec le système actuel on entretient l'illusion dans le public sur les véritables opinions de la masse ouvrière, « on s'expose aux pires déceptions,

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges, 1904, M. Maroux, p. 147.

aux plus décourageantes surprises » (1). Les mesures prises en commun qui entraînent des conséquences morales et de solidarité financières votées entre petites et grandes organisations n'imposent de réelles et lourdes obligations qu'à ces dernières, elles aussi doivent « entrer en ligne de compte et cela d'autant plus que la plupart du temps les petits syndicats bénéficient de l'esprit de solidarité des grandes fédérations » (2).

Les grandes paient plus, elles doivent avoir plus de voix, et si les petites ne veulent pas d'une « aristocratie d'argent », les grandes n'acceptent pas une « aristocratie administrative ou directrice, sous prétexte d'égalité absolue, de minorité numérique intelligente et consciente » (3). Les organisations importantes ne veulent pas n'avoir que le droit d'écouter, de suivre, de payer, sans avoir le droit de parler.

Les partisans de la représentation proportionnelle proposèrent diverses solutions pour la faire aboutir, mais ils se heurtèrent toujours au refus de la majorité.

Au début, la minorité avait proposé la « représentation égalitaire » telle qu'elle résulte du paiement des cotisations, c'est-à-dire une voix par 100 membres payants.

Puis, elle présenta un projet tendant à ne donner une voix qu'à 1.000 membres ou fraction de 1.000 membres des organisations composant le comité confédéral (4).

Faisant une nouvelle concession, ils proposèrent de don-

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges, 1904, M. Ma-roux, p. 148.

(2) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges, 1904, M. Ma-roux, p. 149.

(3) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges, 1904, M. Ma-roux, p. 149.

(4) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Lyon, 1901, p. 152 et 153.

ner au comité confédéral un nombre de délégués à raison de 1 délégué par Bourse du travail, 3 délégués par fédérations nationales d'industrie ou de métier, 2 par syndicats nationaux, 1 par syndicat isolé.

Au congrès de Lyon, en 1901, ils proposèrent encore que, lorsque la demande en serait faite par 20 délégués au moins, le vote dans les congrès soit basé sur le nombre des syndiqués que représente chaque organisation, défalcation faite pour les Bourses du travail et les fédérations d'industrie et de métier de leurs syndiqués directement représentés.

Devant un nouveau refus ils tentèrent de corriger le vote tel qu'il est pratiqué en indiquant le nombre des adhérents de chaque organisation ; ceci déchaîna un véritable tumulte : on craignit les chiffres fictifs ; on ne voulut pas donner l'indication du nombre des syndiqués au gouvernement, comme s'il ne le connaissait pas !

La Fédération des Travailleurs du Livre fit une nouvelle proposition au congrès de Rennes ; la représentation proportionnelle serait la suivante

De	10 à	500 syndiqués.		1 voix.
»	500 à	1.000	»	2 »
»	1.000 à	2.000	»	3 »
»	2.000 à	4.000	»	4 »
»	4.000 à	6.000	»	5 »
»	6.000 à	8.000	»	6 »
»	8.000 à	10.000	»	7 »
»	10.000 à	15.000	»	8 »
»	15.000 à	20.000	»	9 »
»	20.000 à	25.000	» et plus	10 »

Tous ces systèmes furent rejetés par la majorité. La question fut reposée au congrès de Marseille, en 1908. Les arguments qui y déterminèrent son rejet sont particulière-

ment intéressants, car ils indiquent une mentalité pour le moins bizarre chez les délégués des organisations syndicales. « L'adoption de ce principe d'organisation serait, dit M. Le Guenic, un crime à l'égard de la classe ouvrière », parce que ce serait un désaveu infligé à ceux qui servent « avec passion les intérêts du prolétariat » et parce que « ce serait servir les plus ardents désirs de ses adversaires qui espèrent par là arrêter la propagande de libération intégrale du travail » (1). Les partisans de la représentation proportionnelle, ne demandaient pas que la question fût immédiatement tranchée par le congrès, ils proposaient simplement un référendum auprès des organisations confédérées. Certains délégués tentèrent même de s'opposer à la discussion de cette question, mais le congrès en décida autrement, il indiqua que deux orateurs seraient désignés pour soutenir le principe de la représentation proportionnelle et deux autres pour le combattre. Les partisans de la représentation proportionnelle n'en désignèrent qu'un seul, M. Jusserand, de la Fédération du Livre.

Il demanda le référendum et dit qu'on ne peut refuser cette satisfaction aux partisans de cette réforme. En effet, le référendum n'est qu'une consultation des syndiqués, or la majorité représente ou bien le sentiment véritable de ses mandants qui sont contre ce principe, et cette consultation ne peut pas la gêner, ou bien, au contraire, elle n'est pas très sûre de l'opinion de la majorité de ses mandants, et dans ce cas elle ne peut se refuser à ce qu'on les consulte. Il donne toutes les facilités pour que ce référendum reflète l'opinion exacte des syndiqués. Il n'expose plus les raisons qui militent en faveur de la représentation proportionnelle, elles ont été répétées trop souvent.

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille, 1908, p. 467.

M. Victor, du bâtiment, répond à M. Jusserand que le congrès n'acceptera pas un référendum parce qu'ils n'est pas « acceptable » (1), sans, d'ailleurs, expliquer pourquoi.

Pour combattre la représentation proportionnelle il cite un passage d'un discours prononcé quelque temps avant le congrès, par M. Clémenceau, président du Conseil des Ministres, qui espère que la Confédération générale du travail se décidera à employer ce moyen de représentation qui permettra à la majorité de rétablir elle-même sa puissance et de faire « rentrer dans l'ombre une minorité de dictateurs sans mandats ». Ceci constitue, d'après M. Victor, la condamnation d'avance des partisans de la représentation proportionnelle et du référendum.

C'est de sa part un raisonnement singulier, car nul ne peut tenir cela pour un argument, d'où il ressort que les idées n'ont pas de valeur propre et n'existent qu'en vertu de la personnalité qui les émet ; le fait que des allégations tendant à accuser des camarades de faire le jeu d'un gouvernement hostile, en présentant un système que la logique et l'honnêteté la plus élémentaire imposent, puisse porter sur un auditoire suffit à juger sa mentalité.

M. Niel prenant la parole à son tour pour combattre la représentation proportionnelle, M. Broutchoux s'écrie : « il a été désigné par le Gouvernement », à quoi M. Niel répond qu'il ne relèvera pas l'injure qui lui a été envoyée « par un homme dont toute la vie est un mystère et qui prête aux équivoques les plus fondées (2) ». Ces incidents montrent la façon dont discutent les « camarades » et

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille 1908. M. Victor, p. 168.

(2) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille, 1908, p. 169.

l'estime que ces hommes, représentant « le prolétariat conscient », professent les uns envers les autres.

Le congrès maintint le statu quo.

Ainsi donc, il est bien entendu que, comme par le passé, la Confédération générale du travail reste au pouvoir des petites organisations, sans adhérents, « syndicats-squelettes » et même parfois « syndicats-squelettes atrophiés (1) ».

Les grandes organisations ont le droit d'écouter sagement, de suivre le mouvement indiqué par les petites, et de le faire de bonne grâce, sous peine de se voir reprocher les crimes les plus abominables et les forfaitures les plus honteuses; et, surtout, elles ont le devoir de payer de leurs deniers les frais qu'entraîne l'application des motions dans lesquelles elles n'ont pas à intervenir. Car si la représentation proportionnelle n'est pas applicable et a des inconvénients sans nombre, dont le moindre serait de mettre les dirigeants anarchistes à la porte de la Confédération générale du travail, l'établissement du taux des cotisations est pratiqué d'après le nombre d'adhérents des organisations confédérées, les grandes payant beaucoup et régulièrement, les petites n'étant tenues qu'à d'infimes cotisations qu'elles ont soin de régler le moins souvent possible.

Les minorités conscientes, dont la valeur intellectuelle et morale dépasse tout ce que l'imagination humaine peut concevoir, se contentent de voter les résolutions violentes et de les faire appliquer; elles se désintéressent du soin, trop terre à terre, de remplir la caisse confédérale afin qu'elle puisse supporter les frais de son action.

Les révolutionnaires ont toujours reproché aux réformistes leur peu d'esprit syndicaliste et leur absence de so-

(1) *Le Temps* du 17 juin 1909.

lidarité; ils donnent pourtant aux révolutionnaires sur ces deux points une fière leçon en restant, disciplinés et obéissants, dans une organisation qui leur refuse les droits les plus élémentaires, ce que les autres ne feraient pas, car ils se retireraient immédiatement le jour où ils ne pourraient plus satisfaire leur goût de domination.

Le mépris des majorités est un des articles du dogme des syndicalistes anarchistes, qui n'ont foi pour une action féconde que dans la « minorité consciente ».

Voici quelques chiffres qui éclairent d'une façon singulière l'importance de la question de la représentation proportionnelle et qui lui donnent son véritable sens.

Au congrès de Marseille, en 1908, 5 organisations, les Fédérations du Bâtiment, des Mineurs, du Textile, du Livre, et le Syndicat national des Chemins de Fer, réunissaient 145.590 adhérents, c'est-à-dire la majorité des syndiqués représentés, et n'avaient que 450 mandats, c'est-à-dire que 450 voix dans les votes, elles se trouvaient de ce fait mises en minorité.

Au même congrès 516 mandats groupaient 171.590 adhérents, et 516 autres mandats ne groupaient que 85.841 syndiqués.

46 organisations avec 716 mandats représentant 143.191 adhérents obtinrent la majorité à Marseille en faveur du statu quo, dans le vote sur la représentation proportionnelle, contre 15 organisations avec 379 mandats représentant 145.440 syndiqués.

En faveur de l'ordre du jour antimilitariste, 33 organisations avec 670 mandats et 114.491 adhérents obtinrent la majorité contre 19 organisations avec 406 mandats groupant 126.540 syndiqués.

Ces chiffres n'ont pas de valeur absolue, car nous avons

pris chaque organisation dans son ensemble, alors que dans une même fédération certains syndicats n'ont pas voté dans le sens de la majorité, mais la proportion reste la même parceque nous n'avons tenu compte des dissidences ni dans un sens ni dans l'autre.

Au comité confédéral, 149.590 syndiqués groupés dans 5 organisations sont mis en minorité par 138.141 syndiqués groupés dans 56 organisations.

CHAPITRE III

LES TENDANCES DU SYNDICALISME

Au point de vue des idées directrices, le syndicalisme est orienté suivant deux tendances qui, au premier abord, paraissent plus en opposition qu'elles ne le sont en réalité.

Pour les uns, l'action syndicale est un moyen, le seul, d'ailleurs, de détruire la société capitaliste, pour la remplacer par une société communiste : ce sont les partisans du syndicalisme révolutionnaire. Pour les autres, au contraire, le syndicalisme a un objet immédiat : l'amélioration du sort des ouvriers ; la disparition du salariat est pour eux un but lointain qu'ils ne dédaignent pas, mais qui n'absorbe pas toute leur activité : ce sont les syndicalistes réformistes.

Les partisans de ces deux tendances luttent entre eux violemment pour obtenir et conserver la direction des organisations ouvrières. Entre ces deux fractions extrêmes une troisième, qui a peu d'adhérents, est représentée par des syndicalistes qui n'acceptent pas absolument l'une ou l'autre de ces deux théories ; on les appelle, à tort selon nous, réformistes, quoiqu'ils empruntent aux révolutionnaires certaines de leurs conceptions et adoptent quelques unes de leurs manières de voir ; ce sont des réformistes dissidents, quelque chose comme le parti du centre d'une assemblée politique ; on pourrait les appeler réformistes-révolutionnaires.

Le syndicalisme réformiste et le syndicalisme révolu-

tionnaire sont nettement divisés ; les réformistes dissidents auraient une tendance à former un trait d'union entre ces deux adversaires. Leur rôle de médiateurs les fait mal voir des révolutionnaires, alors que les réformistes, soit par politique, soit par sympathie, les soutiennent.

1° *Le syndicalisme révolutionnaire.* — A la base du syndicalisme révolutionnaire est le principe de la lutte des classes, qui se présente sous la forme suivante : le patron cherche à réduire le salaire de ses ouvriers et à augmenter la durée du travail qu'ils fournissent ; ceux-ci, au contraire, s'efforcent à faire augmenter leur salaire et à diminuer le temps de travail. Ces intérêts opposés déterminent parfois des crises violentes qui sont les grèves.

Selon les syndicalistes révolutionnaires, l'intervention dans les grèves des gendarmes et de la troupe, protégeant les individus et les propriétés contre les entreprises brutales des grévistes, entraîne comme résultat une opposition des syndicats à l'Etat, à la Nation, à la Patrie.

De la résistance du patron aux efforts des grévistes, ils ont conclu que l'union de tous les travailleurs dans les syndicats est nécessaire pour imposer leurs revendications ; cette union rend possible actuellement l'action directe et la grève partielle, et permettra plus tard de faire la grève générale et la révolution sociale.

C'est sur ces données, un peu simplistes, que repose tout le syndicalisme révolutionnaire, qui se résume en une critique du régime capitaliste, une critique de l'Etat, et l'affirmation de la valeur révolutionnaire du syndicat.

La société actuelle, aux yeux des révolutionnaires, est divisée en deux classes nettement séparées, et sans intermédiaire : l'une est composée de ceux qui possèdent sans travailler ; l'autre de ceux qui travaillent sans posséder. La

première est la classe des capitalistes, la seconde est la classe des prolétaires. « D'un côté les voleurs, les maîtres ; de l'autre les volés, les asservis (1) ».

Le capitaliste vit sans travailler, dans le luxe et le bien-être ; il ne produit rien, malgré cela sa vie est large. Le prolétaire, pauvre, au contraire, est obligé de travailler ; sans ouvrage il est réduit à la misère et meurt de faim, car aucun secours ne lui est apporté ; pour vivre il doit travailler, et cela toute sa vie et durant de longues heures chaque jour ; son salaire, en échange d'un labeur incessant, est médiocre, sa vie est difficile, le luxe lui est interdit, l'avenir n'a pour lui aucune sécurité, « pas de bien-être, pas non plus de liberté » (2), et pourtant il est le seul producteur.

Sa liberté n'est que théorique, elle n'existe qu'autant que le capitalisme la lui accorde, car les capitalistes peuvent le condamner à mourir de faim ; il est à leur merci. Loin de s'être amélioré, depuis la plus haute antiquité le sort du travailleur s'est aggravé : « entre le salarié moderne et l'esclave antique ou le serf du moyen âge, nulle différence essentielle : même le sort du salarié est plus aléatoire que celui de l'esclave » (3).

Une minorité accapare le capital, le sol, les instruments de production, ne laissant rien au travail ; là est la cause de la division de la société en deux classes distinctes. Le capital se forme « par des prélèvements continus sur le travail des travailleurs : les travailleurs créent des richesses, les capitalistes en gardent pour eux la plus grande part. Le privilège des oisifs est fait de la misère

(1) Pouget. *Le Syndicat*, p. 5.

(2) Pouget. *Le Syndicat*, p. 9.

(3) Pouget. *Le Syndicat*, p. 10.

des producteurs » (1). Le capitalisme est le produit de cette malhonnêteté qui consiste à s'emparer des moyens de production, au détriment de ceux qui ne possèdent rien, « le capital apparaît comme le produit du vol ». (2)

Les travailleurs ne pouvant jamais posséder, ni espérer, dans une société comme la nôtre, voir leur situation s'améliorer jusqu'à les rendre égaux aux capitalistes, veulent la fin d'un tel régime, et s'unissent afin de le renverser et de supprimer la classe capitaliste.

Les deux classes formant la société actuelle se lèvent donc l'une contre l'autre et se combattent par tous les moyens en leur possession : c'est la lutte des classes.

L'instrument de cette lutte est le syndicat ; « la lutte des classes, voilà la base du syndicalisme » (3). Le syndicalisme s'oppose à tous les moyens essayés pour rapprocher ou confondre les classes ; son but est de mener activement, sans arrêt, les travailleurs à la lutte contre les capitalistes, et de faire une guerre sans pitié et sans merci au capital, jusqu'à la destruction de la société actuelle, et à son remplacement par une société future, basée sur le travail accessible à tous les citoyens et obligatoire pour tous.

Jusqu'ici le syndicalisme se confond avec le socialisme dont il emprunte, en les aggravant, toutes les critiques de la société actuelle. Mais au delà du désir d'établir une société future, ces deux théories se divisent, et suivent chacun une voie différente. Le socialisme pour aboutir se sert du suffrage universel, des pouvoirs publics ; le syndicalisme, au contraire, ne veut pas entendre parler d'une telle action, il critique l'Etat et va à l'anarchisme.

(1) Pouget. *Le Syndicat*, p. 10.

(2) Pouget. *Le Syndicat*, p. 10.

(3) Pouget. *Le Syndicat*, p. 11.

L'Etat a pour rôle essentiel le maintien de l'ordre, « c'est à-dire, le salut des privilèges capitalistes » (1). Parler d'égalité est une plaisanterie, le bulletin de vote ne peut servir à l'ouvrier. Celui-ci est toujours berné par les hommes politiques qu'il désigne; et aucun d'eux ne peut, même s'il le voulait, faire aboutir complètement ses revendications. M. Sorel ne cache pas sa manière de voir à ce sujet (2). Pourquoi les ouvriers voteraient-ils aux élections législatives ? ils n'y ont aucun avantage, même pour obtenir certaines lois qui peuvent leur être utiles; par la violence ils les arracheront plus facilement et plus sûrement à la « lâcheté bourgeoise ». Une fois votées et promulguées les lois restent inappliquées, les juges bourgeois s'ingéniant à en atténuer la portée autant qu'ils le peuvent. Les syndicats importants et forts sont seuls capables de les faire respecter, mais cela ne constitue par un argument en faveur de l'utilité qu'ont les ouvriers à participer aux élections législatives, car ces syndicats auraient pu, de par leur puissance, obtenir directement de leurs patrons les améliorations décidées par le législateur. D'après la façon dont il est hostile à certains projets de lois sociales, comme celui de la réglementation des grèves, de l'arbitrage obligatoire et celui des retraites ouvrières, on comprend très bien l'antiétatisme du syndicalisme. Ses critiques tendent à faire ressortir que les ouvriers n'ont rien de bon à retirer de ces lois, qui ne cachent que des traquenards et des possibilités de « vastes escroqueries ».

Repoussant l'idée de l'Etat, les syndicalistes arrivent à l'antipatriotisme.

L'idée de patrie étant, selon eux, intimement liée à celle

(1) Pouget. *Le Syndicat*, p. 13.

(2) Sorel. *Réflexions sur la violence*.

de propriété, le prolétaire n'étant pas propriétaire ne peut avoir de patrie. C'est sa classe que doit aimer le prolétaire et non sa patrie ; et la classe exploitée de toutes les nations n'a qu'un ennemi : le capitalisme international. La seule guerre légitime est la guerre de classes. Il ne s'agit pas de détruire l'esprit guerrier ; il faut le transformer, afin qu'il mène les prolétaires à la guerre civile qui sera dirigée contre les exploiters. L'idée de patrie n'est pour les capitalistes qu'un prétexte pour maintenir les armées permanentes, dont le seul but est la conservation de la propriété, et qui, sous couleur de maintenir l'ordre, s'opposent à toutes les tentatives d'affranchissement des ouvriers, aussi les syndicalistes sont-ils antimilitaristes.

Le syndicat possède une valeur supérieure : par son action à la fois réformatrice et révolutionnaire, il permettra la libération des travailleurs ; son action est nécessaire, elle est aussi suffisante.

Les associations, quelles qu'elles soient, ne groupent que des opinions analogues, seul le syndicat groupe des intérêts identiques ; il est une association de travailleurs unis par le lien corporatif, sans se préoccuper des idées politiques et confessionnelles de ses adhérents. Tous ceux qui ne se résignent pas à la misère, tous ceux qui veulent mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, ont leur place dans le syndicat et sont invités à y entrer. Il est fait pour tous les exploités et s'adresse à eux quels qu'ils soient ; ses membres, par leur union, forment « un accord pour la lutte ».

Dans l'Etat bourgeois, par suite de l'opposition des intérêts, la liberté de chacun a pour limite la liberté d'autrui ; dans le groupement corporatif, au contraire, la situation est toute autre : les intérêts étant les mêmes, « la

liberté de chacun s'accroît au contact de la liberté d'autrui » (1).

Le syndicat est le seul groupe capable de diriger la lutte de classes, parce qu'il est le seul qui n'admette en son sein que des travailleurs et en rejette les oisifs.

En réalité le syndicat ne groupe d'ordinaire qu'une minorité d'audacieux, mais il ne va pas attendre pour agir d'avoir rallié la totalité ou la majorité des ouvriers de la corporation. Le syndicalisme n'a pas, comme les politiciens, le préjugé de l'égalité de tous les hommes, il dédaigne la masse apathique et lâche des « inconscients ». L'homme libre, même tout seul, a raison contre la foule esclave ; son droit à la révolte est imprescriptible. Les ouvriers « conscients » exercent une tutelle morale sur les « inconscients » qui n'ont pas à s'en plaindre, car on ne les empêche pas d'adhérer au syndicat, et ils profitent des avantages conquis par les militants. Les syndiqués dépensent leur argent, leur temps et leurs forces pour améliorer la condition de tous les travailleurs sans distinction, c'est au nom et dans l'intérêt de la classe ouvrière toute entière, organisée ou non, que le syndicat lutte contre le capitalisme, aussi est-il juste qu'ayant la responsabilité du combat, il en ait aussi le commandement. Ce que les bourgeois appellent « la tyrannie syndicale » n'est que la direction par les meilleurs. L'organisation syndicale produit une aristocratie nouvelle : celle des ouvriers cultivés, dignes d'administrer et de gouverner.

Le droit démocratique est « l'expression des majorités inconscientes qui font bloc pour étouffer les minorités conscientes », il opprime les hommes de pensée et de liberté. il sanctionne l'esclavage économique et les luttes fratricides.

(1) Pouget. *Les bases du syndicalisme*, p. 12.

A lui s'oppose le droit nouveau : le droit syndical qui affirme la souveraineté de l'individu, l'accord pour le combat social et la plus large fraternité.

Pour faire comprendre aux prolétaires tout leur devoir, pour les préparer à mener victorieusement la lutte contre le capitalisme, il faut donner aux jeunes gens une éducation large que l'Etat ne leur donne pas. Il faut créer dans les syndicats des écoles qui formeront dès l'enfance des travailleurs prêts à faire la révolution. C'est une double tâche que s'imposent les syndicalistes. D'une part, ils veulent défendre les intérêts économiques des travailleurs et aussi améliorer leur condition présente, et, d'autre part, préparer la transformation sociale qui réalisera l'idéal syndicaliste, dont la devise est : bien-être et liberté.

Les syndicalistes ne sont pas partisans, en théorie, du « tout ou rien » ; ils estiment que c'est grâce à un effort continu et de tous les instants qu'ils pourront aboutir à leur but. Il faut améliorer les conditions d'existence des individus et les préparer ainsi à mieux accomplir l'œuvre d'émancipation intégrale. « La révolution est l'œuvre de tous les instants : d'aujourd'hui comme de demain ; elle est une action continuelle, une bataille de tous les jours, sans trêve ni répit, contre les forces d'oppression et d'exploitation » (1).

L'action du syndicalisme est à la fois offensive et défensive. Défensive, car elle tend à conserver les avantages qu'il a su imposer aux patrons contre leurs tentatives de les supprimer après la lutte ; offensive, en profitant de chaque occasion pour obtenir de meilleures conditions pour les salariés.

Les syndicats, par leur lutte incessante, diminuent l'oppression capitaliste et gouvernementale, brisent le pouvoir

(1) Pouget. *Le parti du travail*, p. 13.

absolu du patron et de l'Etat, servent, par leurs exigences mêmes, la cause du progrès humain, en secouant la torpeur des industriels, en les obligeant à une meilleure utilisation du machinisme — notamment dans l'emploi des machines à souder! — à une meilleure organisation du travail; ils arrêtent la décadence économique qu'entraînerait fatalement la mollesse bourgeoise.

Les réformes immédiates ne doivent pas être obtenues par l'action électorale et parlementaire, toujours indirecte, mais par l'action directe, c'est-à-dire l'effort personnel des ouvriers eux-mêmes. Les réformes immédiates laissent subsister l'exploitation de l'homme par l'homme, aussi ne sont-elles qu'une étape, et non le but et l'idéal. C'est ici qu'intervient la seconde mission du syndicalisme qui est de préparer l'« œuvre d'émancipation intégrale »; c'est ici qu'apparaît l'action révolutionnaire des syndicats.

La révolution que veulent faire les syndicalistes n'est pas une révolution politique, mais sociale; aussi est-ce par « un moyen d'ordre purement économique » qu'ils doivent la réaliser. Ce moyen est la « grève générale expropriatrice » ou suspension concertée du travail dans toutes les industries, et principalement dans les industries essentielles à la vie. Après avoir suspendu le travail, les prolétaires s'empareront des moyens de productions, ils prendront possession de toutes les richesses, transformeront en propriété sociale les propriétés individuelles; la révolution sera faite et la société nouvelle établie.

Sur les ruines de la société capitaliste s'édifiera une société de justice, dans laquelle il n'y aura plus de privilèges économiques, plus d'institutions politiques établies pour en imposer le respect, plus d'autorité patronale ni gouvernementale, plus d'individus consommant sans travailler, plus

de maîtres ni d'esclaves ; tous les citoyens seront producteurs, et tous produiront pour tous. « Le travail doit être tout ». Ce sera un « fédéralisme économique » respectueux de « l'autonomie de l'individu » ; la société sera composée d'associations volontaires et libres de producteurs, où l'autorité fera place au sentiment personnel du devoir ».

Pour aboutir à un tel résultat, le syndicat doit être une école d'éducation et d'action. Les syndicalistes révolutionnaires abandonnent la thèse catastrophique du marxisme ; pour eux la révolution dépend de la volonté des ouvriers. Les travailleurs doivent en s'instruisant devenir capables de l'affranchissement auquel ils ont droit. Pour rendre viable une société d'hommes libres, il faut que les ouvriers aient une éducation morale, administrative et technique. Pour être prêts administrativement à diriger la société future, ils doivent se demander toujours ce qu'ils feront au lendemain de la grève générale. Cette œuvre d'éducation est absolument indispensable, car tant qu'elle ne « sera pas assez avancée pour qu'en soit imprégnée une minorité active et assez puissante pour faire échec aux forces bourgeoises, tout espoir d'émancipation intégrale ne pourra prendre corps ». (1) Les syndicats doivent aussi être des écoles d'énergie, « l'action est le sel de la vie » ; « il faut agir, toujours agir ».

La base du syndicalisme révolutionnaire est dans l'idée d'une division de la société en deux classes distinctes, nettement divisées, qui n'ont aucun contact, aucun intérêt commun, que tout porte à la lutte, l'une voulant faire disparaître l'autre.

Cette division absolue ne présente aucune réalité, et les

(1) Pouget. *Le Syndicat*, p. 20.

faits font justice d'une semblable allégation. Prétendre la société divisée en deux classes, celle des capitalistes ou voleurs et celle des travailleurs ou volés, est une affirmation simpliste. Il y a des capitalistes et des non capitalistes, cela est évident, mais il est non moins vrai qu'il existe entre ces deux catégories ou classes une foule d'intermédiaires qu'il n'est pas possible de faire entrer dans l'une ou l'autre. Le prolétaire n'est pas seulement un travailleur manuel, il est tout salarié ne vivant que de son salaire, au jour le jour, et la preuve de ceci c'est que sont considérés comme tels par les syndicalistes les instituteurs et les employés des administrations soit privées soit de l'Etat, comme les agents des postes-télégraphes-téléphones, les dessinateurs des compagnies de chemins de fer, les comptables et les employés de bureau. Tout salarié ne possédant pas de capital est prolétaire ; mais alors, dira-t-on que sont capitalistes les ouvriers, et ils sont plus nombreux qu'on ne le croit, qui mettent chaque année quelque argent de côté, et achètent des obligations ou des actions avec cette épargne ? Les « jaunes », qui veulent obtenir une part dans les industries où ils sont employés, seront-ils des bourgeois le jour où leur désir sera réalisé ? De nombreux domestiques de maisons bourgeoises placent chaque année leurs économies en valeurs cotées à la Bourse, productives d'intérêts, et ces gens restent salariés, car leur capital n'est pas suffisant pour leur permettre de vivre en rentiers.. Prétendre que ce sont là des prolétaires, au sens strict du mot, n'est pas possible, car ils possèdent, peu il est vrai, mais ils possèdent ; dire qu'ils sont capitalistes parce qu'ils ont amassé un petit pécule, et les jeter, de ce fait, hors du prolétariat, serait une absurdité. Ils forment une classe intermédiaire importante, d'autant plus jalouse de conserver sa propriété qu'elle

est peu considérable et qu'il leur a fallu beaucoup d'efforts et de privations pour la réaliser.

Avec la grande industrie, cette catégorie d'individus tend à augmenter, et l'accession du pauvre à la richesse est plus facile que lorsque l'industrie n'était pas aussi concentrée qu'elle l'est actuellement. En effet, par suite du besoin d'un grand nombre de capitaux nécessaires pour faire marcher une industrie, il est indispensable de faire appel à beaucoup de capitalistes pour les obtenir, c'est pourquoi les actions industrielles sont émises à des prix peu élevés. Avec cent francs, et quelquefois moins, on peut devenir actionnaire d'une société industrielle ou commerciale, et cela permet à l'ouvrier de devenir lui-même actionnaire, c'est-à-dire copropriétaire, alors que du temps où l'industrie n'était pas aussi importante elle se trouvait dans les mains d'un nombre restreint de personnes et l'ouvrier ne pouvait espérer placer de cette façon ses économies. Le nombre des ouvriers possédant, en totalité ou en partie, des maisons d'habitation est très important, il tend à augmenter, sans oublier les actions qu'ils possèdent souvent dans des sociétés coopératives dont les bénéfices ne sont pas distribués à tous les consommateurs indistinctement, mais seulement à un petit nombre qui joue le rôle des actionnaires des sociétés anonymes.

S'il est possible au bourgeois de jouir de la fortune que lui ont léguée ses parents ou qu'il a acquise lui-même, il n'a de privilèges politiques ni dans la nation ni devant les lois. Capitalisme est un mot difficile à définir, et bien malaisée est de dire où il commence et où il finit. Le bourgeois n'est quelquefois qu'un ouvrier parvenu, et le prolétaire un capitaliste ruiné. Il y a des degrés dans la bourgeoisie, et l'on est toujours le bourgeois de quelqu'un. Les

secrétaires des syndicats et des fédérations sont des bourgeois par rapport à l'ouvrier qui travaille.

Il est absurde de dire qu'il n'y a pas de contact entre les classes, car, si cela était exact, il n'y aurait pas de lutte des classes. Le capital et le travail ont certains intérêts communs. Ils souhaitent tous deux qu'il n'y ait pas de crise, pas de chômage ; ils ont un intérêt commun à voir l'industrie à laquelle ils collaborent prospérer le plus possible ; ce n'est qu'ensuite, pour la répartition des bénéfices, qu'ils luttent, chacun désirant avoir la plus forte part. En dehors des rapports de production, ils ont des intérêts communs à tous les hommes à ce que la santé générale soit bonne, la justice impartiale.

L'ouvrier n'est pas à la merci du patron, l'inégalité entre eux serait peut-être en faveur de l'ouvrier. Les patrons, disent les syndicalistes, peuvent dicter la loi aux travailleurs parce qu'ils peuvent attendre et vivre sur leurs avances, tandis que l'ouvrier a un impérieux besoin de son salaire pour vivre et faire vivre sa famille. Ne pouvant attendre, il subit des conditions Léonines, et il y a inégalité dans les discussions entre le patron et lui.

Théoriquement cela peut être possible, mais dans la réalité cela n'est pas, et à mesure que la grande industrie remplace la petite industrie, cela est de moins en moins possible. L'augmentation régulière des salaires au XIX^{me} et au XX^{me} siècles est déjà un argument contre cette prétendue infériorité. De plus, s'il y a moins d'entrepreneurs ils ont besoin d'un plus grand nombre d'ouvriers ; ceux-ci, étant plus concentrés, peuvent plus facilement s'entendre. Dans la petite industrie, la main d'œuvre étant l'élément principal de la production, les salaires constituent la grosse dépense de l'entrepreneur, et l'arrêt de la production par les ouvriers

n'aboutit qu'à entraîner un manque de gain pour le patron. Mais dans la grande industrie une grève entraîne des résultats bien autrement graves pour le patron. L'inactivité des capitaux énormes engagés dans son exploitation lui est des plus préjudiciable ; en outre, les matières premières accumulées et l'outillage se détériorent rapidement. La force de résistance du patron se trouve par cela singulièrement diminuée. L'outillage et les bâtiments ne se conservent qu'à la condition d'être utilisés ; de plus, les entreprises industrielles ne peuvent marcher qu'avec le concours de capitaux empruntés dont elles doivent servir les intérêts, même pendant la suspension du travail. Tout cela rend l'industriel moins fort. Il a aujourd'hui moins d'autorité sur ses ouvriers ; on n'a, pour s'en rendre compte, qu'à voir la facilité avec laquelle les syndicats l'obligent à renvoyer un contremaître ou un ouvrier non syndiqué.

Le syndicalisme révolutionnaire prétend ne pas se servir de l'action politique, parce qu'elle serait inutile et même dangereuse. Ici encore il affirme sans rien prouver.

Les syndicalistes ne sauraient nier que certaines lois leur sont utiles. Le repos hebdomadaire, la loi de dix heures, la loi sur les accidents du travail et tant d'autres sont des lois qu'ils ont sollicitées, et, une fois qu'ils les ont obtenues, ils prétendent que l'action politique, qui les leur a accordées, est inutile. Si quelques lois leurs ont utiles, il en résulte que les travailleurs ont tout intérêt à nommer des législateurs décidés à voter et à faire appliquer de telles lois.

Ils prétendent remplacer l'action politique par l'agitation dans la rue ; c'est là une erreur, car ces agitations n'ont et ne peuvent avoir de résultats qu'autant que la majorité du public leur est favorable, sans cette condition elles échouent ;

c'est parce que le milieu politique leur est favorable, ou reste indifférent, qu'elles peuvent réussir, mais elles seront toujours sans résultats et réprimées facilement par un gouvernement bien décidé à faire respecter l'ordre dans la rue.

Les syndicalistes prétendent améliorer, par leur action, les conditions économiques, empêcher les capitalistes de se laisser aller à une apathie qui leur serait naturelle et qui les rendrait inaptes à accomplir des progrès, et les obliger à se servir utilement du machinisme. Ces affirmations sont à la fois vaniteuses et mensongères.

Le syndicalisme révolutionnaire n'améliore pas les conditions économiques ; il les aggrave, par suite de l'inquiétude dans laquelle il jette l'entrepreneur qui n'a vis à vis de son personnel aucune sécurité. Le trouble porté dans les affaires par les grèves incessantes est considérable. Les ruines se multiplient ainsi que les faillites provoquées par ces conflits engendrés par le syndicalisme ; le nombre des usines qui ferment leurs portes, parce qu'elles ne peuvent plus lutter ou parce que leurs propriétaires ne veulent pas continuer dans de telles conditions une exploitation presque impossible, augmente chaque jour.

D'ailleurs, la concurrence seule est suffisante pour obliger l'entrepreneur à améliorer son outillage et les conditions de sa production, sans qu'intervienne, comme censeur et comme aiguillon, le tout puissant syndicalisme. Dire que le syndicalisme aide l'industriel à augmenter et à perfectionner son outillage est une erreur, et les syndicalistes le savent parfaitement : ne se réjouissent-ils pas chaque fois que des ouvriers s'opposent par la force à l'introduction de machines nouvelles dans une industrie, et ne qualifient-ils pas « d'excellent exemple » le fait par les ouvriers de briser

les machines, comme dans les tissages d'Hazebrouck ou dans les fabriques de conserves de Douarnenez ?

Antimilitaristes depuis longtemps, sous prétexte que l'armée est au « service du capital » et qu'elle se dresse entre eux et leurs ennemis, ils n'ont osés s'avouer antipatriotes que depuis quelques années seulement. Ici encore, pour étayer leurs prétentions, ils se basent sur des sophismes, et leur argumentation est à la fois naïve et prétentieuse.

Ils établissent à leur profit une théorie nouvelle, celle de l'influence et du droit des minorités. Sous elles doivent plier les majorités, et la masse des ouvriers n'a à se plaindre de rien puisque c'est pour tous que travaillent les syndicalistes et que tous profitent de leur action bienfaisante.

Ainsi donc l'ouvrier « inconscient » doit subir toutes les volontés de ses camarades « conscients », et cela sans se permettre la moindre objection; il doit faire grève parce que la minorité le veut, il doit subir la faim et la misère chez lui parce que la minorité l'entend ainsi. La prétention est admirable ! Toujours on a cru que la liberté du travail était un principe intangible, et l'on a répété sur tous les tons et partout que le désir manifesté, même par un seul, de travailler était inviolable et qu'il pouvait agir à sa guise, malgré l'avis opposé de tous ses camarades. Les syndicalistes, qui détiennent la vérité absolue, nous apprennent que c'est là une erreur : c'est l'obligation de ne pas travailler imposée par un petit nombre d'ouvriers qui doit être respectée, et d'après leur théorie, comme ils ne fixent pas l'importance que doit avoir cette minorité, nous pouvons logiquement en conclure qu'il suffira que quelques ouvriers « conscients », et ils le seront toujours du moment qu'ils refusent de travailler, décrètent la grève pour

que toute l'usine entre immédiatement en chômage. Lorsque, grâce aux actes de violence de cette minorité « consciente », l'usine sera fermée, les « inconscients » n'auront pas le droit de se plaindre de ce préjudice, car il leur sera répondu que c'est dans leur intérêt que la minorité a agi, et que le résultat est superbe puisque cela fait un patron de moins.

M. Deschanel, dans un discours à la Chambre des députés (1), disait que les syndicalistes révolutionnaires dénaturent tous les caractères essentiels de l'association moderne, dont tous les membres doivent être égaux, qui doit se limiter à un objet propre et se développer dans les limites légales. Les révolutionnaires sont « à la fois césariens, aristocrates et mystiques » ; et il expliquait : « Césariens, autant par leur mépris des institutions parlementaires, que par leur mode de votation arbitraire et la direction autoritaire de la Confédération ; aristocrates, par leur dédain du suffrage universel et de la démocratie ; mystiques, puisqu'ils croient au « cataclysme » d'où surgira le monde nouveau. Ils se flattent de ne plus croire aux mythes et ils vivent sur un mythe, comme aux âges primitifs. Le miracle est déplacé, il a changé de forme ; mais c'est toujours le miracle, le coup magique qui renouvelle les sociétés en changeant la nature humaine elle-même ». En effet, ils prétendent à un changement de la nature humaine, changement radical et rapide, qui ferait de notre société actuelle, toute de lutte, une société de producteurs libres, travaillant par goût, et créant des choses utiles à la façon dont les artistes créent les objets d'art. C'est une chimère, et cette société « supposerait un accord permanent pour un effort pénible et indé-

(1) *Journal officiel* du 24 octobre 1908, p. 1874.

finiment renouvelé (1) ». Comment supposer que l'enthousiasme pour le sabotage se transformerait tout à coup en un enthousiasme pour le travail. Cela est impossible. La production collective comporte une discipline, et on ne peut croire à une discipline toute intérieure et volontairement consentie. Il faudrait admettre alors que l'homme est né bon et travailleur, que c'est la société qui le rend paresseux et mauvais, et que, sitôt cette société disparue, ses bons instincts, qui ne demandent qu'à se montrer, apparaîtraient de suite. C'est ce que prétendent les syndicalistes ; « la bonté naturelle de l'homme, voilà le postulat fondamental du système, voilà l'erreur profonde cachée à la base de l'espérance syndicaliste (2) ».

Si la grève générale était victorieuse, il n'en résulterait pas une société nouvelle de producteurs sans maîtres, mais, au contraire, « seulement un insupportable état de misère, de guerre et de haine (3) ». Si les grands mouvements « tumultueux » sont capables d'accumuler les ruines, ils sont impuissants à rien créer. De plus, la classe ouvrière est actuellement incapable de diriger la production, il faudra encore de longues années, peut-être des siècles, pour qu'elle puisse remplacer ce qu'elle aura détruit.

Dans l'idée révolutionnaire il y a une double illusion (4). La première, c'est qu'une révolution peut s'accomplir par l'action énergique d'une minorité. Cela a pu être vrai en

(1) Challaye. *Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste*, p. 76.

(2) Challaye. *Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste*, p. 78.

(3) Challaye. *Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste*, p. 74.

(4) *Le Journal* du 2 septembre 1908, « La crise du syndicalisme », par M. Varenne, député du Puy-de-Dôme.

1830 et en 1848, parce qu'il ne s'agissait que de remplacer un personnel gouvernemental : on luttait pour des idées et non pour des intérêts. Mais on ne peut supposer qu'un bouleversement social comme celui que rêvent les syndicalistes révolutionnaires pourra s'opérer sans le consentement de la majorité et au besoin malgré elle. Si des révolutions dans le siècle dernier ont pu se faire avec des minorités, c'est qu'à aucun moment la vie économique n'a été suspendue. Pendant que les politiciens se battaient dans les rues et s'emparaient du pouvoir, le paysan était à sa charrue et l'artisan à son métier. La grève générale, si elle est tentée par une minorité, doit nécessairement échouer, puisqu'elle suppose un arrêt brusque et complet du travail. L'autre illusion, et non la moins dangereuse, c'est qu'il serait possible, au lendemain d'un bouleversement prématuré, de maintenir l'ordre nouveau en assurant son fonctionnement régulier. Cette révolution aboutirait nécessairement « au désordre et au chaos ».

Les révolutionnaires gardent confiance dans l'action violente et ils s'en servent à chaque occasion ; il est incontestable qu'elle leur a donné quelquefois des résultats. Voici, d'ailleurs, comment M. Sorel, l'apôtre de la violence, analyse les causes de réussite de l'intimidation révolutionnaire.

« Une des choses qui me paraissent avoir le plus étonné les travailleurs, au cours de ces dernières années, a été la timidité de la force publique en présence de l'émeute : les magistrats qui ont le droit de requérir l'emploi de la troupe, n'osent pas se servir de leur pouvoir jusqu'au bout et les officiers acceptent d'être injuriés et frappés avec une patience qu'on ne leur connaissait pas jadis. Il est devenu évident, par une expérience qui ne cesse de s'affirmer, que

la violence ouvrière possède une efficacité extraordinaire dans les grèves : les préfets, redoutant d'être amenés à faire agir la force légale contre la violence insurrectionnelle, pèsent sur les patrons pour les forcer à céder ; la sécurité des usines est, maintenant, considérée comme une faveur dont le préfet peut disposer à son gré ; en conséquence, il dose l'emploi de sa police pour intimider les deux parties et les amener, plus ou moins adroitement, à un accord. Il n'a pas fallu beaucoup de temps aux chefs des syndicats pour bien saisir cette situation, et il faut reconnaître qu'ils se sont servis de l'arme qu'on mettait entre leurs mains avec un rare bonheur. Ils s'efforcent d'intimider les préfets par des démonstrations populaires qui seraient susceptibles d'amener des conflits graves avec la police et ils préconisent une action tumultuaire comme le moyen le plus efficace d'obtenir des concessions. Il est rare qu'au bout de quelque temps l'administration, obsédée et effrayée, n'intervienne pas auprès des chefs d'industrie et ne leur impose pas une transaction, qui devient un encouragement pour les propagandistes de la violence (1) ».

A cause des interruptions de travail, les industries seront amenées à prendre des précautions pour se soustraire à la tyrannie des meneurs de syndicats ouvriers. « Une quantité d'imprimeurs parisiens, ne pouvant plus satisfaire aux réclamations de leurs ouvriers (à moins de se résigner à la faillite inévitable ou de mourir de faim), ont pris l'habitude de faire exécuter en province ou même à l'étranger leurs travaux courants qui ne sont pas d'une urgence absolue. Cet exemple sera suivi de plus en plus, selon la mesure du possible, si le travail national reste à la merci d'une poignée

(1) Sorel. *Réflexions sur la violence*, p. 28 et 29.

d'agitateurs et d'agités... Nous verrons s'envoler des millions de salaires... et l'argent qui sort ainsi ne rentre jamais » (1).

L'opinion publique se lassera à la longue des menaces révolutionnaires de la Confédération générale du travail, et certains syndicalistes s'en sont rendus parfaitement compte, aussi combattent-ils la direction qui est imprimée par la majorité du comité confédéral, parce qu'ils estiment « qu'elle conduit tout droit, non seulement à la réaction politique, mais encore, ce qui est plus grave, à la réaction dans l'opinion publique et compromet par conséquent l'organisation ouvrière en général » (2).

2° *Le syndicalisme réformiste*. — De même que le syndicalisme révolutionnaire, le syndicalisme réformiste prétend que l'action syndicale est la forme la plus importante de l'action ouvrière et qu'elle constitue pour le prolétariat le meilleur instrument d'émancipation. Tout autre action ouvrière, y compris l'action politique, doit lui être subordonnée, parce qu'elle seule marque nettement l'opposition des classes. L'efficacité des autres modes d'action ouvrière n'est réelle que par suite de l'action syndicale ; sans elle les lois sociales ne seraient pas appliquées et la coopération resterait animée d'un esprit bourgeois et conservateur. Le syndicat possède une force éducative qui lui donne sa valeur principale. C'est en vertu de ces principes et de ces constatations que les réformistes engagent les ouvriers à entrer dans les syndicats.

Toutes différentes des conceptions du syndicalisme révo-

(1) *Le Temps* du 18 mai 1906.

(2) *La Typographie française* du 1^{er} août 1908. Déclaration signée du comité central de la Fédération des Travailleurs du Livre.

lutionnaire sont les idées des réformistes sur la nature et la portée de l'action syndicale et les rapports de la classe ouvrière avec la Nation et l'Etat.

Alors que les révolutionnaires, confiants dans la puissance des minorités actives et conscientes, ne s'efforcent pas d'avoir dans leurs syndicats des adhérents nombreux et des caisses bien garnies, les réformistes, au contraire, prennent exemple sur les Trade-Unions anglaises et les Gewerkschaften allemandes ; ils veulent des syndicats puissants par leurs membres et leurs budgets.

Des minorités audacieuses peuvent parfois arracher au patronat des avantages appréciables, mais pour les conserver il est nécessaire qu'elles soient soutenues par des syndicats puissants représentant le plus grand nombre possible de travailleurs de la profession. Pour arriver à ce résultat il faut dans les syndicats respecter toutes les opinions, toutes les croyances, et procurer aux adhérents des avantages matériels nombreux et sérieux.

Si les socialistes, les guédistes plus particulièrement, cherchent à subordonner l'action syndicale à l'action politique, et les syndicats au parti socialiste, les révolutionnaires introduisent dans les syndicats une politique nouvelle qui peut amener des querelles et des désunions ; le mal est le même dans les deux cas. Le syndicat sur les questions politiques doit rester neutre, il doit pratiquer l'aparlementarisme. Le parlementarisme et l'antiparlementarisme sont tous deux des théories politiques susceptibles de chasser des syndicats, ou d'empêcher d'y entrer, certains travailleurs ; tous deux sont nuisibles aux organisations corporatives, aussi doit-on les ignorer et ne s'occuper ni de l'un ni de l'autre.

De même pour le patriotisme et l'antipatriotisme : c'est

l'apatriotisme qui est l'expression vraie de la neutralité syndicale. Hors du syndicat il est loisible à chacun de prôner ses idées et de faire, si bon lui semble, de la propagande anti-parlementaire et anti-patriotique. Mais aucune de ces questions ne doit occuper les syndicats, et il faut les défendre contre les anarchistes qui, au congrès d'Amsterdam en 1907, ont décidé d'y pénétrer pour les « imprégner d'anarchisme. »

Le syndicat doit être « neutraliste ». Il doit être le lieu de rencontre de tous les ouvriers, quelles que soient leurs opinions politique et religieuse. Il ne doit s'occuper que des questions économiques et professionnelles, de tout ce qui a trait à la défense et à l'amélioration des conditions du travail et d'existence des ouvriers. Pas plus qu'il ne doit devenir socialiste par adhésion à ce parti politique, pas plus ne doit-il devenir anarchiste par l'adoption des méthodes de violence et d'illégalité systématiques préconisées par les anarchistes. Que les révolutionnaires, s'ils estiment leur action nécessaire pour aboutir à la révolution, fondent un parti politique, mais il faut que leur propagande s'exerce en dehors du syndicat.

On ne désunirait pas seulement les syndicats français en tentant d'y introduire les méthodes et la tactique révolutionnaires, on arriverait aussi à rompre l'unité de la classe ouvrière organisée internationalement.

Le syndicat doit retenir ses adhérents par des avantages matériels appréciables ; il doit constituer un ensemble de services d'assistance fournissant à ses membres des secours réguliers en temps de grève, de chômage, de maladie, de déplacement. Mais pour cela il faut des caisses bien garnies. Dans ce but sont imposées de fortes cotisations.

Sans ces cotisations, les syndicats doivent s'adresser, pour

subvenir à leurs besoins, à l'Etat, aux départements, aux villes, à la générosité de certains particuliers, et solliciter d'eux des subventions ; leur autonomie s'en trouve naturellement amoindrie. D'ailleurs, les sacrifices qu'on impose aux syndiqués ne sont pas lourds car ils sont compensés par les services que leur rend le syndicat.

Le but du réformisme est, avant tout, d'améliorer la condition des travailleurs dans la société actuelle. Il fait un effort continu pour maintenir les avantages acquis et pour en obtenir d'autres encore. Seule « la pression directe sur le patronat » permet d'obtenir ces résultats.

Les réformistes estiment que, puisque de toute façon, pendant ou à la fin d'une grève, il faut entrer en relation avec le patron et débattre avec lui les nouvelles conditions de travail que les ouvriers veulent lui imposer, il y a avantage à discuter avec lui avant la grève, et c'est pourquoi certaines fédérations, comme celle du Livre, organisent des « commissions mixtes », mi-patronales, mi-ouvrières, qui ont pour tâche de régler à l'amiable les différends qui peuvent surgir entre patrons et ouvriers. Ils n'abandonnent pas pour cela la grève, argument suprême des discussions qui n'aboutissent pas au résultat désiré. « La grève, arme mauvaise et parfois cruelle, est pourtant la seule que possède le prolétariat. » (1) Mais la grève a chez les réformistes un tout autre caractère que chez les révolutionnaires.

Elle ne doit pas être faite à la légère, mais seulement à bon escient et après mûre réflexion. On ne doit pas l'entreprendre pour entretenir seulement l'audace révolutionnaire des syndiqués. On doit surveiller le patron, attendre le mo-

(1) Lauche. *Revue syndicaliste*, octobre 1906, p. 138.

ment propice, et la faire quand il présente le moins de force de résistance. Les caisses bien pourvues permettent de la faire durer longtemps. Si l'on ne prend pas ces précautions, difficiles mais indispensables, la grève échoue presque sûrement : les ouvriers deviennent alors méfiant, et se retirent des syndicats. Les réformistes veulent qu'on procède, avant de déclarer la grève, à une consultation générale des membres de la corporation, à laquelle doivent participer tous les ouvriers intéressés, syndiqués ou non, afin de bien connaître, avant de s'engager, le sentiment de la majorité de ceux qui devront chômer. Si le vote est défavorable à la grève, et qu'on l'eut déclarée sans consultation, elle aurait sûrement échoué. Si le vote est favorable, on connaît alors la volonté bien arrêtée de la majorité, on peut engager la lutte. Cela impressionne le patronat et ôte tout prétexte, toute excuse, à ceux qui sont désireux de ne pas participer au combat, aux « déserteurs de la grève. »

Cette dernière opinion est particulièrement importante, et M. Jaurès interprétant la tactique réformiste écrit (1) : « Un des principaux avantages de la consultation directe et permanente des ouvriers appliquée à la grève, c'est qu'elle préviendrait, ou du moins qu'elle réduirait au minimum les divisions entre ouvriers... En fait, quand certains ouvriers reprennent le travail sans l'assentiment de leurs camarades, ce sont les ouvriers en grève qui sont lésés dans leur droit ; ce sont eux qui subissent vraiment une violence. Entre tous les ouvriers d'une même entreprise, il y a une solidarité invincible. Ceux qui luttent par la grève ne luttent point pour eux seuls : ils ne peuvent pas lutter pour

(1) *L'Humanité*, 13 août 1908, « La cohésion ouvrière », par M. Jaurès.

eux seuls. Ils luttent nécessairement pour la totalité des ouvriers engagés dans l'entreprise. S'ils obtiennent une augmentation de salaire, une diminution de la journée de travail, tous les ouvriers, même ceux qui n'ont pas pris part à la grève, même ceux qui ont conspiré pour la faire échouer, participent aux bénéfices de la victoire. Il y a là une monstrueuse iniquité, un acte de parasitisme et de brigandage. Au fond, c'est comme si quelques actionnaires de l'entreprise prétendaient rejeter leur part de passif et ne retenir que leur part d'actif. Et la révolte des ouvriers en lutte est légitime ».

Les réformistes ne sont ni patriotes, ni étatistes, mais ils ne sont pas non plus antipatriotes et antiétatistes. Ils protestent contre la guerre, contre les abus de l'autorité gouvernementale, et surtout contre l'intervention de l'armée dans les grèves. Ils blâment « l'appui criminel que l'armée prête au patronat ». Là s'arrête leur antimilitarisme, ils se bornent à condamner le rôle de l'armée dans les conflits économiques, mais ils ne veulent pas, comme les révolutionnaires, « détruire l'organe défensif de la nation ».

Ils désirent l'intervention de l'Etat en faveur des ouvriers : les lois ouvrières, quoiqu'imparfaites, sont utiles ; il faudrait les généraliser internationalement, et ainsi on supprimerait l'argument de la concurrence étrangère. Les lois une fois votées, les travailleurs doivent les faire appliquer, ils doivent agir, pour cela, auprès des inspecteurs du travail. Ils doivent aussi collaborer à l'élaboration de ces lois, en envoyant des délégués au Conseil supérieur du travail, et, en utilisant le suffrage universel, nommer des législateurs qui leur soient favorables. Sans préconiser de candidats ou de partis, le réformisme est partisan de

l'action politique, menée en dehors des syndicats, distincte et indépendante de leur action.

Le principal rôle des syndicats est leur rôle immédiat : l'amélioration des conditions du travail et de vie des ouvriers. Ceci n'empêche pas les réformistes d'avoir un but lointain, identique à celui des révolutionnaires : la suppression du salariat. Pour y atteindre, ils sont partisans de la grève générale.

Le réformisme trouve toute action bonne, qu'elle soit syndicale, corporative ou politique, à condition qu'elle soit utile.

Le syndicalisme réformiste est moins original que le syndicalisme révolutionnaire ; il emprunte ses idées et sa tactique aux organisations syndicales ouvrières anglaises et allemandes, aussi est-il moins paradoxal et prête-t-il moins à discussion que l'autre.

Malgré les différences que l'on constate entre ces deux syndicalismes, ils partent de la même idée et s'imposent tous deux le même but. Pour l'un, comme pour l'autre, l'action syndicale est prépondérante, mais alors que pour les révolutionnaires elle est la seule qui doit être employée, pour les réformistes toute autre action peut être utile, mais doit lui être subordonnée. Tous deux tendent au même but : la suppression du salariat, et il faut entendre par là la disparition de la société dans laquelle nous vivons et son remplacement par une autre société, dans laquelle la propriété individuelle aura fait place à la propriété collective.

La différence essentielle de ces deux théories est dans l'idée qu'elles se font du rôle actuel du syndicalisme.

Les révolutionnaires ne le considèrent que comme un moyen d'éducation, permettant de faire entrer dans les masses prolétariennes l'idée et le désir d'une révolution ; les

réformistes, tout en lui reconnaissant ce rôle, cherchent à s'en servir pour améliorer le sort de l'ouvrier dès maintenant. Les uns vont droit au but et l'avouent; les autres prennent le chemin des écoliers, allongent la route, et font leur possible pour ne pas effrayer les bourgeois, en affectant de pratiquer une méthode légale et douce.

Partant du même point pour aboutir au même résultat, nous pouvons prétendre que, si les différences théoriques entre ces deux systèmes paraissent considérables, pratiquement il n'en existe pas, tous deux vivant et luttant pour la suppression d'une société qui, existant depuis les premiers jours de la civilisation, a fait ses preuves et dont les résultats, tant au point de vue humanitaire que des progrès sociaux, ont été jusqu'à présent satisfaisants.

Les réformistes de la Confédération générale du travail se sont décidés à lutter ouvertement contre les révolutionnaires; ils ont fait paraître en octobre 1909 un journal, l'*Action Ouvrière*, dans lequel ils ont l'intention de développer leur programme et de combattre ceux qui ont « fait déborder (le syndicalisme) sur les terres politiques de l'antipatriotisme, de l'antimilitarisme, transformant ainsi en caractère politique le caractère professionnel qu'il doit conserver ».

3° *Le syndicalisme réformiste-révolutionnaire.* — Malgré ce que l'on peut supposer en voyant les votes émis et l'action pratiquée par la Confédération générale du travail, il n'est pas possible de prétendre que le syndicalisme révolutionnaire soit admis par la totalité des ouvriers syndiqués français. Beaucoup sont réformistes, et presque toutes les grandes et puissantes fédérations le sont. M. Challaye prétend qu'« il est probable que les deux formes du syndicalisme se partagent à peu près également l'esprit des tra-

vailleurs (1) », nous croyons que parlant ainsi il fait la part trop belle au syndicalisme révolutionnaire. Quoiqu'il en soit, il est impossible de connaître exactement le nombre des représentants de ces deux tendances.

Entre elles deux s'est constitué un troisième système, amalgame des deux précédents. Ses partisans peuvent être dénommés les réformistes-révolutionnaires.

Ce troisième parti syndicaliste est peu important comme nombre d'adhérents, mais, servant de contact entre les deux opinions extrêmes, il est capable de rallier une grande partie des ouvriers. Il constitue le partie du centre, et dès maintenant on sent dans le syndicalisme une évolution, un déplacement, de la gauche et de la droite vers le centre.

Les grandes fédérations réformistes évoluent lentement vers la gauche : les mineurs entrent à la Confédération ; la Fédération des Travailleurs du Livre suit légèrement l'impulsion que lui donne le comité de sa 21^e section, celle de Paris, franchement révolutionnaire ; la Fédération des Employés se déplace aussi. Evolution vers la droite de certaines organisations révolutionnaires : les Boulangers de la Seine appliquent le référendum avant la grève, préconisé par les réformistes ; les Terrassiers de Paris proposent à leurs patrons un contrat collectif (2).

Le chef réformiste-révolutionnaire est M. Niel. Il repousse à la fois la méthode parlementaire et la méthode anarchiste. L'ouvrier qui ne se résigne pas se révolte et, de réflexion en réflexion, de démarche en démarche, va vers la révolution sociale. Mais pour M. Niel « révolte n'est pas synonyme de violence ». C'est un opportuniste ; il ne se contente

(1) Challaye. *Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste*, p. 133.

(2) *L'Humanité* du 20 août 1908, « Vers le centre », par Niel.

d'une attitude pacifique que momentanément, et son souci est de remplir les cadres de la Confédération général du travail. Il faut être en nombre pour transformer de fond en comble la société, or ce n'est pas le cas de cette organisation ; elle a « bluffé » jusqu'à présent, et l'on n'a rien à gagner avec le « bluff ». Pour atteindre un nombre suffisant d'adhérents, il veut écarter du syndicalisme tout ce qui divise : la politique, et tout ce qui effraye : l'anarchie.

L'unique préoccupation du syndicalisme doit être la lutte contre le patronat, « lutte qui doit être poursuivie jusqu'à sa disparition, par la grève générale même » (1).

« Les syndicats doivent placer le centre de leur action sur le terrain économique du patron, et non sur le terrain politique de l'Etat » (2). Mais cela ne veut pas dire qu'il ne lutte pas contre les forces de l'Etat ; lorsqu'il envoie des soldats sur les champs de grève « il est du devoir du syndicalisme d'agir le plus vigoureusement contre cette intervention » (3). Ce vigoureusement est plein de saveur et permet toutes les interprétations. Mais M. Niel ne va pas jusqu'à l'antipatriotisme, et cela pour la seule raison que c'est une œuvre politique qui ne doit pas intéresser les syndicats.

D'après les votes émis aux congrès sur les questions de principe, on peut reconnaître les organisations révolutionnaires et celles qui sont réformistes.

Parmi les importantes, sont révolutionnaires les Fédérations suivantes : Agricole du Midi, Alimentation, Allumettiers, Ameublement, Ardoisiers, Bâtiment, Bijoutiers-orfèvres, Brossiers-tabletters, Bûcherons, Chapeliers, Chauffeurs-conducteurs, Coiffeurs, Cuir et Peaux, Inscrits

(1) *Le Temps*, 26 février 1909. Interview de M. Niel.

(2) *Le Temps*, 26 février 1909. »

(3) *Le Temps*, 26 février 1909. »

maritimes, Maréchallerie, Marine de l'Etat, Mouleurs en métaux, Papier, Ports et Docks, Verre, Voiture, Transports et Manutention.

Les suivantes sont réformistes : Chemins de fer, Eclairage, Employés, Lithographes, Livre, Mécaniciens, Mineurs, Travailleurs municipaux, Personnel civil de la guerre, Postes-télégraphes et téléphones, Textile, Tabacs, Transports.

Il est remarquable que sont révolutionnaires la majorité des petites organisations et celles des grandes dont les ouvriers sont les moins instruits, comme les Terrassiers, les Agriculteurs du Midi, les Bûcherons, les Inscrits maritimes, la Marine de l'Etat, les Ports et Docks, etc., dont les métiers ne demandent pas une intelligence exceptionnelle, et dont le travail est purement manuel ; au contraire, sont réformistes les groupements les mieux organisés ou ceux dont les effectifs forment la partie intellectuelle du prolétariat, tels les Chemins de fer, le Livre, l'Eclairage, les Lithographes, les Mécaniciens, les Postes-télégraphes et téléphones, en ce qui concerne le degré d'éducation de leurs adhérents, et le Textile, les Mineurs, etc., en ce qui concerne l'importance des organisations.

CHAPITRE IV

LES MOYENS D'ACTION DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

La Confédération générale du travail, organisation révolutionnaire, a pour principal objectif la disparition de la société capitaliste et l'avènement d'une société nouvelle dans laquelle tous les citoyens travailleront.

Pour atteindre ce résultat, elle emploie l'action directe syndicale.

Que faut-il entendre par action directe? « L'action directe, c'est la force ouvrière en travail créateur : c'est la force accouchant du droit nouveau, faisant le droit social ! » (1). Heureusement que d'autres définitions nous en sont données, qui, pour n'être pas aussi belles, sont au moins plus claires. « Action directe veut dire action des ouvriers eux-mêmes, c'est-à-dire action directement exercée par les intéressés. C'est le travailleur qui accomplit lui-même son effort ; il l'exerce personnellement sur les puissances qui le dominent, pour obtenir d'elles les avantages réclamés. Par l'action directe, l'ouvrier crée lui-même sa lutte ; c'est lui qui la conduit, décidé à ne pas s'en rapporter à d'autres qu'à lui-même du soin de le libérer » (2).

Les syndicalistes répètent sans cesse que cette expression est mal comprise et qu'on lui attribue un sens qu'elle n'a pas. L'action directe est celle menée directement par les

(1) *Almanach de la révolution*, 1009, Pouget, p. 35.

(2) V. Griffuelhes. *L'action syndicaliste*, p. 23.

ouvriers, à l'encontre de toute autre action, et particulièrement de l'action parlementaire, qui leur apporte le secours de facteurs étrangers. « C'est une manifestation de la conscience et de la volonté ouvrière » (1). Afin d'illustrer en quelque sorte leur définition, ils citent comme exemples d'action directe l'agitation dirigée contre les bureaux de placement, l'agitation menée en 1903 par les employés pour bénéficier de la juridiction des conseils de prud'hommes.

L'action directe « peut avoir des allures bénévoles et très pacifiques, et aussi des allures vigoureuses et violentes... cela dépend des circonstances » (2).

Dès qu'il se constitue un syndicat, consciemment ou inconsciemment les travailleurs qui le composent « visent à faire leurs affaires eux-mêmes, à lutter directement, sans intermédiaires, sans se fier à d'autres qu'à soi pour la besogne à accomplir ». Ils sont amenés à une action « indemne de tout alliage », dans laquelle on ne trouve pas de « compromissions capitalistes ou gouvernementales », où il n'y a pas de « personnes interposées » (3).

Qu'elle soit pacifique ou violente, « elle est de l'action révolutionnaire parce qu'elle n'a cure de la légalité bourgeoise et que sa tendance est d'obtenir des améliorations qui réalisent une diminution des privilèges bourgeois » (4). C'est bien l'intention toujours la même qui apparaît : faire triompher la révolution, et pour cela affaiblir peu à peu, et par tous les moyens, le régime actuel, jusqu'à ce qu'il lui soit impossible de se défendre.

L'action directe est dirigée tantôt contre le capitalisme,

(1) Pouget, cité par Griffuelhes. *Action syndicaliste*, p. 26.

(2) Pouget, cité par Griffuelhes. *L'action syndicaliste*, p. 26.

(3) Pouget. *La Confédération générale du travail*, p. 36.

(4) Pouget, cité par Griffuelhes. *L'action syndicaliste*, p. 26.

au sens strict du mot, autrement dit contre le patronat, tantôt contre l'Etat. Il est impossible, et les syndicalistes le reconnaissent eux-mêmes, de faire une distinction systématique, mais on peut dire, malgré cela, que dans le premier cas les moyens d'action directe sont : la grève, le sabotage, le boycottage, le label, et que dans le second le moyen employé est la « pression extérieure », qui se manifeste par des meetings, des manifestations calmes ou tumultueuses sur la voie publique, des protestations affichées sur les murs, et enfin par la grève générale.

L'action directe « est la symbolisation de la révolution ouvrière » (1). Aux yeux des syndicalistes, si elle a une valeur pratique, elle possède aussi une valeur morale ; « outre sa valeur de fécondation sociale, elle porte en soi une valeur de fécondation morale, car elle affine et élève ceux qu'elle imprègne, les dégage de la gangue de passivité et les excite à s'irradier en force et en beauté » (2).

Elle varie suivant les circonstances, selon les métiers, l'imagination et l'initiative des ouvriers, mais elle exclut tout souci de la légalité, parce que la loi est « faite par les bourgeois à leur profit » (3). Son but est de « faire céder le patron par la crainte ou par l'intérêt ».

Quoiqu'en disent ses théoriciens, les cas où elle est pacifique sont rares, on peut même dire qu'elle est toujours violente. Les exemples d'action directe sont nombreux, nous citerons, avec M. Yvetot : le badigeonnage au potassium

(1) *Almanach de la révolution*, 1909. « Les caractères de l'action directe. » Pouget, p. 35.

(2) *Almanach de la révolution*, 1909. Pouget, p. 39. Ces lignes furent écrites par leur auteur durant un séjour à la prison de Corbeil, ce qui explique suffisamment leur manque de clarté.

(3) Yvetot. *A. B. C. syndicaliste*, p. 40.

des devantures des boutiques des patrons coiffeurs par leurs ouvriers, la mise à sac des boulangeries par les ouvriers boulangers, le bris des carreaux et du mobilier des bureaux de placement, l'« attitude énergique » des délégués dockers de Cette, en face de leurs patrons (1).

L'action directe doit s'appliquer dans tous les cas, pour toute cause, à tout propos. Elle se résume en des atteintes continuelles à la propriété individuelle et à la liberté du travail:

Atteintes à la liberté du travail, par la prétention qu'ont ses théoriciens d'empêcher, même par la force, l'ouvrier qui désire gagner sa vie de travailler. Du moment où la grève est déclarée, par une minorité même ridiculement faible, et sans consultation préalable des ouvriers, tous doivent quitter le travail; ceux qui s'y refusent, on les voit, on leur parle, « et s'ils sont trop têtus ou trop vils pour comprendre quel tort ils font à la classe ouvrière en ne se solidarisant pas dans la lutte, on leur apprend qu'il y aura des moyens plus touchants de les attendrir » (2). On ne saurait nier que sous cette forme l'action directe possède vraiment une force moralisatrice éclatante! Tous les jours se produisent des

(1) Sous prétexte de discuter avec les patrons des nouvelles conditions du travail, les délégués des dockers de Cette se présentèrent chez eux, puis, ne pouvant se mettre d'accord, les patrons voulurent les congédier. Mais les délégués verrouillèrent les portes et déclarèrent rester jusqu'à ce que la nouvelle convention fut signée. « Les délégués ouvriers commencèrent à fumer, à parler, à chanter, comme s'ils étaient à l'estaminet pour fêter un retour ou un départ d'amis. En présence d'une aussi énergique attitude, las et apeurés les patrons signèrent piteusement tout ce que voulurent les ouvriers, et firent honneur à leur signature... Ces patrons avaient eu à faire à des hommes. » (Yvetot. *A. B. C. syndicaliste*, p. 42.)

(2) Yvetot. *A. B. C. syndicaliste*, p. 51.

attentats contre la liberté du travail, et tous se signalent par leur lâche férocité envers ceux qui ne savent et ne peuvent se défendre. M. de Seilhac, dans son livre « Syndicats ouvriers, Fédérations et Bourses du travail », nous rapporte quelques actes de ce genre qui sont des plus remarquables.

Les syndicalistes revendiquent pour les ouvriers en grève le droit à la violence contre les « renégats » et les « traîtres » qui ne font pas acte de solidarité avec les chômeurs. L'ouvrier en grève exerce un droit absolu lorsqu'il maltraite son camarade qui veut continuer à travailler. « La chasse aux renards » et la « guerre aux sarrazins » (aux ouvriers non syndiqués ou non grévistes) sont ouvertes et déclarées. Toutes deux se pratiquent régulièrement, et c'est là encore une des formes multiples de l'action directe. Elle consiste à poursuivre les réfractaires au syndicalisme rouge et à les empêcher de travailler, en imposant leur renvoi aux patrons, ou, tout au moins, s'ils n'accèdent pas à cette « juste revendication », à les faire employer dans des chantiers spéciaux, comme des pestiférés. Afin de les mieux convaincre de la nécessité d'entrer dans le syndicat, organisation de justice et de liberté, on leur « fait faire connaissance » avec la « machine à bosseler » et la « chaussette à clous ». Les résultats ne se font, d'ailleurs, pas attendre ; cette « chasse est permanente, et malgré toute la protection bourgeoise qui lui est acquise, le gibier diminue » (1). Voici quelques « avis » parus dans le journal *L'Humanité* : 15 mai 1909. — Chez les fumistes. — La révision des cartes fédérales a commencé et la chasse aux renards a produit les meilleurs résultats. Avis est donné aux camarades qui ne seraient pas désireux de faire connaissance

(1) *La Voix du peuple*, 14 au 21 mars 1909, « La chasse est ouverte ! », Yvetot.

avec les douceurs sans égales que procurent les cornouillers, manches de pelle et pioche, nerfs de bœufs, chaussettes à clous, machines à bosseler. »

15 mai 1909. « Chez les bitumiers-asphaltiers. — L'assemblée a voté un ordre du jour... Elle a exprimé le vœu que tous les camarades du bâtiment appuient les travailleurs en grève en faisant aux renards une chasse acharnée sur les chantiers. » Quelques jours après sept ouvriers étaient frappés avec la dernière sauvagerie à Vigneux, et le lendemain on lisait dans *l'Humanité*, 6 juillet 1909 : « dans la matinée d'hier une chasse aux renards a eu lieu sur les sablières de la compagnie à la suite de laquelle le travail a été cessé partout. »

Avec de telles théories le régime syndicaliste nous ramène à l'exclusivisme des corporations de l'ancien régime ; sous l'influence de la Confédération générale du travail et de l'action directe, il réduit à la famine l'ouvrier qui ne veut pas se syndiquer. Chaque jour des travailleurs sont mis à l'index, pourchassés, frappés, affamés par les syndicats révolutionnaires qui sont intolérants et violents. C'est une évolution vers le despotisme ; mais ce n'est pas une tyrannie, d'après les syndicalistes, c'est une des phases de la lutte pour la liberté. Le syndicat a le droit de molester les indifférents de même que ses adversaires, puisqu'il agit dans le bien de tous et ne poursuit pas un but égoïste.

La propriété individuelle, pas plus que la liberté du travail, n'est à l'abri d'attentats violents, et cela est dans la logique de l'action directe qui doit permettre d'arriver au but par tous les moyens, sans souci de la légalité ni des formes de la société.

Les pillages, les incendies, les vols sont nombreux au cours des grèves, et en citer tous les cas serait impossible. Partout, à Hennebont, à Cluses, à Fressenneville, à Ma-

zamet, à Meru, partout où une grève éclate, des actes criminels se produisent, on pille tout, on incendie les immeubles, on assomme les patrons, les gendarmes et les soldats, on sème la terreur.

L'évolution humanitaire qui s'est manifestée à notre époque ne s'est portée que sur la bourgeoisie, sur les dirigeants, sur les représentants de l'ordre. La masse populaire a gardé pieusement ses ataviques instincts et leur donne libre cours chaque fois qu'elle le peut.

Il est certain que des actes criminels ont été commis de tout temps, et bien avant la création de la Confédération générale du travail, mais cette organisation les a rendus plus fréquents et plus brutaux, en élaborant des théories non seulement pour les excuser, mais surtout pour en augmenter le nombre et la portée.

Excuser la violence lorsqu'elle se produit, expliquer ses causes et trouver aux actes criminels des circonstances atténuantes, est une œuvre qui peut se discuter; mais n'est-ce pas une singulière prétention que de soutenir que le pillage, l'incendie, le meurtre, le vol même, sont des actes nécessaires et sublimes, que c'est un devoir que de les accomplir, lâcheté et félonie que de s'y refuser? C'est là ce que les théoriciens et les dirigeants de la Confédération expliquent chaque jour à leurs adeptes, et ceux-ci s'empressent de mettre en pratique de tels enseignements. La violence, disent-ils, joue dans la grève un rôle nécessaire : elle terrorise les ouvriers qui trahissent leur classe en voulant continuer ou reprendre le travail; elle intimide l'Administration qui, discrètement, engage le patron à céder. La violence prolétarienne, expression de la lutte de classe, empêche les hypocrites partisans de la paix sociale d'atténuer l'hostilité légitime des capitalistes et des prolétaires; « elle apparaît

ainsi comme une chose très belle et très héroïque ; elle est au service des intérêts primordiaux de la civilisation, elle peut sauver le monde de la barbarie » (1).

Nous allons reprendre, pour les étudier séparément, chacun des principaux moyens d'action directe : les grèves, la grève générale, le sabotage, le boycottage, le label, l'antimilitarisme l'antipatriotisme et enfin l'agitation dans la rue.

1° *Les Grèves.* — Lorsque la loi de 1884 fut votée, le législateur se berçait de l'espoir d'avoir contribué à rendre les relations plus faciles entre le capital et le travail. Grâce à l'association, les travailleurs s'assagiraient, les conflits, qui n'avaient, pensait-il, pour cause principale que le manque d'organisation des ouvriers, diminueraient en nombre et en intensité ; la discussion large et raisonnée remplacerait, dans peu de temps, la lutte âpre et souvent sans merci à laquelle se livraient les deux adversaires. La grève n'existerait bientôt plus, elle ne serait plus qu'un fait historique curieux à étudier, mais dont on aurait plus d'exemple ; une ère de paix sociale, profitable à tous, triompherait des luttes barbares. Des syndicats se formeraient sur toute l'étendue du pays, ils engloberaient les ouvriers de toutes les corporations, les disciplineraient, et leur permettraient de discuter ensemble et en toute liberté leurs revendications ; puis ils les présenteraient aux patrons qui ne sauraient refuser les améliorations réclamées par leur personnel, parce que, étant le résultat des décisions de la majorité, elles ne pourraient être que modérées, dans leur fond et dans leur forme. Les discussions des revendications présentées aux patrons au nom de tous les ouvriers d'un

(1) Sorel. *Réflexions sur la violence*, p. 57.

atelier ou d'une corporation par les délégués syndicaux intelligents et conscients du rôle important qu'ils auraient à jouer seraient courtoises ; l'accord se ferait sur tous les points, grâce à la bonne volonté et à la bonne foi réciproques des parties en présence, qui se feraient mutuellement les concessions nécessaires, abandonnant volontiers les réclamations et les conditions impossibles à maintenir ou à obtenir. Ce serait donc pour le pays et pour l'humanité toute entière une période de prospérité et de sécurité sans précédent qui s'ouvrirait : la paix serait signée entre le capital et le travail.

Quelques esprits chagrins firent quelques réserves et ne voulurent pas, malgré toutes les assurances qu'on leur donnait, croire à ce tableau enchanteur ; mais n'y a-t-il pas toujours des sceptiques ? le plus simple est de ne pas s'arrêter à leurs plaintes, de ne pas écouter leurs doléances ; c'est ce que l'on fit : on passa outre ; l'histoire et le temps donneraient raison aux hommes de progrès !

Le temps et l'histoire leur donnèrent tort. Les syndicats furent lents à se créer, ils devinrent tout de suite des organismes politiques ; puis, sous prétexte de ne plus faire de politique, ils en firent plus que jamais, et abandonnant les chefs qui ne leur plaisaient plus, ils se livrèrent corps et âmes à l'anarchisme : ils devinrent dès lors l'armée anarchiste ou libertaire.

Le premier but assigné par les auteurs de la loi de 1884 aux syndicats, l'étude et la discussion des intérêts purement professionnels, ne fut pas atteint. L'espoir d'une paix sociale le fut encore bien moins. Grâce aux syndicats et aux théories qu'émirent leurs chefs, les conflits entre le capital et le travail furent plus fréquents et plus violents qu'auparavant.

Ce n'est pas que les syndicalistes aiment la grève; ils la traitent de fléau, d'inutilité, de lutte le plus souvent stérile et toujours douloureuse; ils n'en veulent pas, disent-ils, mais ils y poussent sans cesse les ouvriers. La grève ne doit être faite qu'à la dernière extrémité et dans les cas très graves où tout autre moyen a échoué. On doit user de la conciliation jusqu'au bout, faire preuve de patience, entamer des négociations et les poursuivre le plus longtemps possible. Aussi ne faut-il pas s'étonner si les grèves n'éclatent que pour des motifs exceptionnellement graves.

Un ouvrier se juge-t-il, à tort ou à raison, insulté par son patron qui lui a fait une observation au sujet de son travail; un contremaître exerce-t-il sa surveillance honnêtement; un ouvrier est-il remercié pour avoir pratiqué le sabotage; un autre est-il renvoyé pour avoir maltraité un apprenti; un patron se refuse-t-il à congédier des non-syndiqués ou des ouvriers jaunes; perfectionne-t-il son outillage; fait-il remarquer à un trésorier de syndicat trop zélé que le moment de la paye n'est pas bien choisi pour se faire verser les cotisations des adhérents, et que le faire devant le guichet de la caisse entraîne une lenteur dans le paiement des salaires et provoque du désordre, immédiatement on constitue un comité de grève, on cesse le travail : c'est la grève. On n'en veut pas, mais on la fait; on la déconseille publiquement, on la provoque, on la fomente en-dessous. D'ailleurs, dans tous ces cas, cette cessation du travail ne s'appelle pas la grève : c'est une « manifestation de la dignité du prolétariat ».

Si les grèves n'ont pas diminué en nombre, elles ont augmenté en violence, et cela pour beaucoup de raisons.

Les théories humanitaires ont fait des progrès considérables durant ces dernières années; de plus en plus on a

horreur (une horreur bien proche de la crainte) du sang répandu, des coups échangés. Lorsque dans un conflit aigu il y a un mort ou quelques blessés, le terme massacre est aussitôt employé et les colonnes des journaux se remplissent de détails effrayants qui font frémir les lecteurs. On cherche des transactions, on fait appel au calme, on parle de devoirs humanitaires, on pardonne tout pourvu que le sang ne coule pas. Mais, nous le faisons observer déjà précédemment, la bourgeoisie seule a été imprégnée de cet humanitarisme larmoyant. Plus les bourgeois deviennent craintifs devant les responsabilités et dans la répression des actes inadmissibles, plus les ouvriers deviennent violents et féroces. Si les représentants de l'ordre sont malmenés, bousculés, blessés, tués même, ce qui est fréquent, on n'a que des paroles de commisération, on prêche la paix et le calme, et si l'on va jusqu'à plaindre les victimes, là s'arrête prudemment la conscience bourgeoise; les ouvriers, au contraire, crient et chantent victoire; leurs actes sont justes; on leur barre le chemin, il faut passer coûte que coûte; frapper les représentants de l'ordre n'est pas un crime, loin de là, c'est un devoir, c'est faire acte de courage, preuve de virilité. Mais que ces représentants de l'ordre, après de longues journées passées l'arme au pied, sous une grêle de pierres et de projectiles de toutes sortes, sous les crachats et les injures d'une foule en délire, qui devient de plus en plus féroce à mesure que la répression hésite, se servent de leurs armes dans un moment de colère qu'ils ne peuvent maîtriser ou se défendent dans un cas d'extrême nécessité, qu'une baïonnette perce une poitrine, qu'une lance frappe un émeutier, qu'une balle blesse ou tue un ouvrier, alors la bourgeoisie crie au carnage, chacun n'a pas assez de deux yeux pour pleurer, on regrette l'acte commis; les ou-

vriers aussi hurlent; ils hurlent d'autant plus que l'épouvante les frappe, on cherche les responsabilités, on visite les armes, pour découvrir qui a commis cet acte inadmissible de tirer en cas de légitime défense, et si l'on trouve le coupable, c'est le conseil de guerre qui l'attend. Lorsqu'un ouvrier a blessé ou tué, on l'amnistie, espérant ainsi apaiser les haines, rendre le calme à ces cerveaux surchauffés, mais eux y voient un encouragement : dans leur esprit le droit de grève entraîne celui de piller et d'assassiner.

Nous ne soutenons pas que d'aujourd'hui seulement datent les grèves sanglantes, mais nous prétendons qu'elles n'ont jamais été aussi nombreuses ni aussi violentes qu'à l'heure actuelle. Et pourquoi? Simplement parce que, si de tous temps on a admis que les mouvements populaires pouvaient devenir violents, ce n'est que depuis quelques années qu'on a glorifié la violence, le pillage, l'assassinat. La Confédération générale du travail pousse à la violence, car elle la trouve saine et digne. C'est un devoir qui s'impose à tout bon syndicaliste de commettre des actes qui conduiraient d'autres citoyens à l'échafaud, mais qui exécutés par eux deviennent des faits glorieux. Dans tous leurs discours, dans toutes leurs harangues, dans tous leurs écrits les membres de la Confédération générale du travail ne cessent de répéter que l'action directe, c'est à-dire le pillage, c'est-à-dire l'incendie, c'est-à-dire le meurtre, est quelque chose de sacré; que c'est un droit qu'il est nécessaire d'exercer; que c'est un devoir qu'il est noble d'accomplir.

Ils ne sont pas les seuls, d'ailleurs, ces syndicalistes, à tenir un pareil langage, à affirmer de semblables théories. M. Sorel ne leur ménage ni ses conseils ni ses encouragements. Aussi, sous ce double effort, les résultats ne se font pas attendre, et chaque semaine, presque chaque jour, pour-

rait on dire, des actes de barbarie se commettent. Les mettre sur le compte d'une irritation passagère, d'une absence de raison provoquée par les privations qu'entraîne le chômage, est une erreur ; tous ces faits sont préparés de longue main ; la Confédération excite ses adhérents, et l'impunité qui les attend les pousse à accomplir ce qu'on leur a si souvent conseillé.

En effet, il n'est pas de grève où ne soit délégué immédiatement un et parfois plusieurs membres du comité confédéral qui se chargent d'expliquer aux chômeurs que le seul moyen d'obtenir satisfaction est de « faire des boutonnières dans la peau des bourgeois », de brûler les usines, d'assommer les réfractaires, les patrons et les soldats. Aussitôt après ces quelques bons conseils, les violences commencent et les actes de férocité se succèdent. Mais au jour des responsabilités, si minimes pourtant puisque l'amnistie intervient toujours, les porteurs de bonnes paroles se reculent : jamais ils n'ont tenu les propos incriminés, jamais ils n'ont excité les masses populaires ; ils étaient sur le champ de grève, cela est vrai, mais c'était pour prêcher le calme et non la violence, et si on les a vus, c'est qu'ils étaient là pour conduire la foule et l'empêcher de se laisser aller à des actes regrettables ; la preuve qu'ils n'ont été pour rien dans les violences et qu'ils n'ont rien à se reprocher c'est que lorsqu'elles se sont produites ils sont montés en automobile ou dans le train pour s'éloigner du lieu de l'émeute (1). Pendant ce temps *la Voix du Peuple* fait de la réclame aux grévistes, à ces victimes de la « rapacité éhontée du capitalisme », elle fait des appels de fonds, elle ouvre des sous-

(1) Ce fut le cas de presque tous les dirigeants de la Confédération au moment où l'émeute éclata à Draveil et à Vigneux, en 1908.

criptions, envoie l'argent qui lui parvient, car si elle apporte une aide aux grévistes, c'est une aide purement morale et jamais matérielle : elle n'est que la dispensatrice de l'argent des autres. Sur le champ de grève, on établit des soupes communistes, et les grévistes viennent avec des gamelles chercher leur part de viande, de légume et de pain ; cela se fait militairement, cela sert à prolonger la résistance.

Nous avons parlé de pillage, d'incendie, de meurtre, nous ne pouvons pas donner tous les faits qui viennent à l'appui de notre affirmation, mais il nous semble indispensable de présenter quelques exemples ; ainsi on ne pourra pas nous taxer d'exagération ou de mauvaise foi, et l'on verra, de cette façon, en même temps, comment sont comprises les grèves actuellement. Nous ne citons que quelques faits, et, en général, sans entrer dans les détails, ce qui nous entraînerait trop loin.

En 1902 (le 14 juillet), des grévistes pillent et mettent à sac l'ancienne usine Amieux, à Douarnenez, exploitée par M. Masson (1).

En 1904 (le 18 juillet), les ouvriers horlogers de Cluses se rendirent à l'usine de MM. Crettiez avec l'intention bien arrêtée de la saccager. MM. Crettiez, devant l'attitude menaçante de cette foule décidée à toutes les violences, se défendirent en faisant feu sur elle ; celle-ci, malgré cette résistance, parvint à enfoncer les portes, puis incendia les bâtiments.

Dans la même année, des bandes de grévistes pillèrent et incendièrent des habitations et des usines à Neuville.

Firmigny fut, en 1906, le théâtre d'exploits sans nombre ; une bombe, qui n'explosa pas, fut déposée dans le jardin du

(1) *Le Temps*, 23 juillet 1902.

directeur de l'usine Verdié ; une cartouche de dynamite éclata sur le pont de la place du Champ de Mars, sur lequel devaient passer des ouvriers pour gagner la porte principale de l'usine. Des bagarres eurent lieu entre grévistes et non-grévistes, un certain nombre de ces derniers furent gravements atteints par des balles de revolvers. Tous les gendarmes à pied, un nombre considérable de gendarmes à cheval et de dragons furent blessés (1).

En avril 1906, à Haveluy, près de Denain, et à Liévin, les mineurs grévistes commettent des actes de sauvagerie inqualifiables : ils saccagent de fond en comble une vingtaine de maisons de mineurs hostiles à la grève, et blessent grièvement une cinquantaine de soldats. Il n'y a que trois ou quatre émeutiers blessés, et très légèrement. A Lens, le 22 avril, on détruit un pont sur la voie ferrée des mines de Liévin ; on incendie plusieurs meules d'avoine et de blé ; une cartouche de dynamite, placée sur la voie ferrée explose et détruit une aiguille (2). Pour une seule journée le résultat ne laisse rien à désirer, il était difficile de faire mieux.

A la même époque à Denain et à Lens la grève est un véritable mouvement révolutionnaire ; les délégués de la Confédération générale du travail, et particulièrement M. Merrheim, rôdent dans les foyers des grèves ; c'est au cours de cette grève que fut tué le lieutenant Lautour.

Une grève ayant éclaté, en 1906, dans le bassin minier de Neuves-Maisons, près de Nancy, par suite du renvoi d'un ouvrier, il se commit toute une suite d'attentats dont le *Temps* relate la liste (3) ; la grève dura des premiers jours

(1) *Le Temps*, 26 juillet 1906.

(2) *Le Temps*, 23 avril 1906.

(3) *Le Temps*, 5 mai 1907, « L'action directe impunie ».

de février jusqu'en avril. Voici la série des incidents qui se produisirent, telle que le *Temps* la publia.

I. *Attaques à main armée* : 5 février, après-midi. — Assaut par les grévistes de la réserve de minéral. Le capitaine de gendarmerie Eyen est frappé d'un coup de poignard.

25 et 26 février, matin. — 50 grévistes, armés de gourdins, se portent à la rencontre des travailleurs montant à la mine, et les dispersent ; un gréviste est arrêté par les gendarmes le 26 février.

28 février, après-midi. — Bondoux, accompagné de Miller et de Bertrand, menace les ouvriers à la sortie de la mine. Bondoux sort une arme. Il est arrêté pour ce fait.

1^{er} mars, matin. — Attaque à coups de feu du train montant les ouvriers à la mine ; un gendarme est blessé, un autre et un ingénieur sont touchés.

II. *Attentats contre le chemin de fer minier et les lignes de l'Est.*

9 février, 9 heures 1/4 du soir. — Le chemin de fer minier est dynamité en deux points.

16 février, 9 heures du soir. — Le chemin de fer minier est dynamité derrière la vieille tuilerie.

26 février, pendant la nuit. — Les malfaiteurs démontent les entretoises de l'aiguillage, derrière la vieille tuilerie, pour faire dérailler le train remontant les ouvriers.

6 mars. — Les grévistes font sauter une des aiguilles de la boucle pour le croisement des trains.

8 mars, 8 h. 35. — La voie est dynamitée, un rail est brisé.

11 mars, 8 h. 50, soir. — Une aiguille de la ligne de Toul à Pont-Saint-Vincent, en face de Chaligny, saute par une cartouche de dynamite.

11 mars, 11 h. 1/2, soir. — Les grévistes font sauter un

ponceau au passage supérieur de la ligne de Nancy à Mirecourt, dans les parages de Messein.

III. *Attentats contre les lignes téléphoniques.*

Premiers jours de février. — La ligne téléphonique de la mine à l'usine est coupée.

5 février. — Même attentat.

6 mars. — La ligne téléphonique de la société coopérative à sa succursale de Chaligny est coupée.

IV. *Attentats contre la ligne de transport de force à la mine.*

5 février. — Destruction de 5 poteaux.

7 février. — Destruction de 2 poteaux ; la ligne est coupée.

12 février. — Destruction de plusieurs poteaux.

20 février. — Destruction de 2 poteaux.

26 février. — Destruction de 3 poteaux.

26 février. — Les malfaiteurs s'introduisent dans la mine, y détruisent une porte et un barrage et coupent le câble d'alimentation du courant des locomotives de la mine.

27 février. — Destruction de 5 poteaux sur la ligne de transport de force.

5 mars, 10 h. 1/2 du soir. — Destruction de 4 poteaux ; 2 autres sont attaqués, mais ne sont pas renversés, les malfaiteurs ayant dû être dérangés.

V. *Vol de poudre avec effraction à la mine de Fontaines-Roches.*

En résumé : 4 agressions, 7 attentats contre des lignes de chemin de fer, 3 attentats contre des lignes téléphoniques, 3 attentats contre des lignes de transport de force, et 1 vol avec effraction.

Mais la série ne fut pas close, quoique la grève fut terminée, et voici, comme complément à cette liste, la série d'attentats perpétrés en avril 1907.

Mine du Val-de-Fer. — Dans la nuit du 21 au 22 avril 1907, huit poteaux du transport de force sont sciés.

Le 30 avril, à sept heures un quart du soir, deux coups de feu sont tirés sur le garde-frein du dernier train descendant de la mine, à son passage sous le tunnel. Le garde-frein est blessé au bras.

Mine des Roches (à Messein). — Dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai, agression contre le commissaire spécial. Enfin, et ceci est le bouquet, le 1^{er} mai, à deux heures et demie du matin, explosion de la poudrière de la compagnie Denain-Anzin.

En 1907, l'usine Monier, à Nancy, fut mise à sac par les grévistes ; M. Monier, les employés et les contre-maitres présents, furent roués de coups et blessés ; un ouvrier ayant été surpris par les grévistes en train de travailler, fut traîné de force par eux au lieu de leur réunion, là, solidement attaché à un arbre, on lui mit une pancarte injurieuse au cou, puis on le laissa ainsi après l'avoir frappé. (1)

En mai 1907, à Trieux (Meurthe-et-Moselle), les gendarmes furent attaqués par des grévistes armés de couteaux et ne purent se dégager qu'en se servant de leurs armes. (2)

La même année, en juin, à Nancy, des grévistes détruisent un immeuble en construction et poursuivent les non-grévistes qui parviennent à s'échapper par les toits. (3)

En juin 1907, les dockers de Rochefort vont en bande dans la commune de Tonnay-Charente ; ils en veulent à un patron, M. Dognon. Celui-ci, sachant le sort qui lui était réservé, demande au maire de le protéger. N'ayant à sa disposition que quatre gendarmes, le maire invite M. Dognon à se

(1) *Le Temps*, 28 juin 1907.

(2) *Le Temps*, 24 mai 1907.

(3) *Le Temps*, 29 mai 1907.

réfugier à bord d'un steamer anglais ancré dans le port. Les dockers réclament la présence du patron, le juge de paix l'invite à atterrir et à venir s'entendre avec les ouvriers à la mairie. Pendant que le patron discutait à l'Hôtel de Ville avec le juge de paix et une délégation des ouvriers, les dockers escaladent le mur, font irruption dans la salle et se saisissent de M. Dognon qu'ils frappent, ligotent et traînent, à demi assommé, à la Bourse du travail, où, sous les menaces et les coups, ils l'obligent à signer un contrat de travail. Des actes de ce genre tombent sous le coup de la loi lorsqu'ils sont commis par des individus, ils constituent des sévices et l'extorsion de signature ; mais ils sont tolérés, et dans la pratique deviennent licites, lorsque ce sont les grévistes qui les accomplissent. Dans les troubles qui ont agité la commune de Tonnay-Charente deux personnes furent blessées, dont l'une assez grièvement pour nécessiter son transport à l'hôpital ; les émeutiers, malgré l'état de la victime, les avis et les efforts des médecins, s'en emparèrent, l'arrachèrent de son lit et la jetèrent dehors. (1) Ce sont là des actes de bestialité et de cruauté les plus lâches et les plus sauvages !

En septembre 1908, à Herserange, près de Longwy (Meurthe-et-Moselle), les terrassiers se mettent en grève et demandent le renvoi d'un contre-maître, ce qui leur est accordé. Ce contre-maître trouve un emploi sur un autre chantier, dans une autre partie de la France ; il revient à Herserange pour y chercher son mobilier et sa famille ; les terrassiers en sont avertis, trois cents d'entre eux assiègent la maison, l'expulsent de force de chez lui, le rouent de coups. Ils le poursuivent pendant plus de trois kilomètres, le frappent à coups de poings et de bâtons. Un habi-

(1) *Le Temps*, 26 juin 1907.

tant du pays qui lui donne asile se voit obligé de le livrer à ses bourreaux, sans quoi ces brutes casseraient tout chez lui et lui feraient un mauvais parti. Ce n'est qu'en arrivant à Longwy, harassé, blessé, les vêtements en lambeaux et couvert de sang, qu'il est dégagé par les gendarmes. Il revient à Paris sans avoir pu déménager. (1)

Enfin, plus près de nous, en 1909, les incidents de Mazamet et de Méru nous donnent un exemple de ce que sont les grèves actuelles. Là aussi on saccage les maisons et les usines, on incendie des meules de paille, des fermes, etc., on frappe et menace de mort des patrons quel'on maltraite jusqu'à ce qu'ils aient signé les contrats présentés par les émeutiers ; on pourchasse des vieillards, des femmes, des enfants inoffensifs, dont le seul crime est d'être des parents ou des serviteurs des patrons. Des citoyens sont terrorisés par des bandes d'ouvriers furieux.

Ces scènes de barbarie sont d'un autre âge !

C'est avec une férocité inouïe que les grévistes traitent les réfractaires. Ceux qui veulent gagner leur vie et qui se refusent à se laisser mener par les beaux parleurs de réunions publiques ; ceux qui trouvent préférable de travailler que de s'égosiller à hurler, durant des heures entières, la Carmagnole et l'Internationale ; ceux qui se refusent à applaudir les délégués de la Confédération générale du travail et à voter des motions et des ordres du jour ridicules, ceux là, qu'ils soient jeunes ou vieux, non syndiqués ou jaunes, célibataires ou pères de famille, seront poursuivis par la haine des chômeurs. On les attendra à l'entrée et à la sortie des usines, pour les couvrir d'injures et de crachats, les battre et les martyriser. On prendra soigneusement leur nom, et, une fois la grève terminée, on leur rendra la vie

(1) *Le Temps*, 19 septembre 1908.

impossible au chantier ou à l'usine, et s'ils veulent se faire embaucher dans une autre région, leurs nouveaux camarades prévenus les feront chasser jusqu'à ce qu'ils soient réduits à la plus noire misère.

Tel est l'usage que font les syndicats du droit de picketing, c'est-à-dire du droit de décider au chômage par la persuasion les ouvriers qui seraient tentés de reprendre le travail.

La liberté du travail est comprise d'une façon spéciale par les membres de la Confédération générale du travail : liberté du travail signifie esclavage, et de droit de grève veut dire recours à la violence. Prétendre que le droit d'un seul ouvrier qui veut travailler est aussi respectable que celui d'un millier d'autres refusant le travail est un sophisme, car ce travail, que l'on considère devoir être libre, n'est en réalité qu'une servitude, et, même si on le veut, on n'a pas le droit de la subir, car les syndicalistes ont la prétention de vous émanciper malgré vous. Ils vous assomment même, au besoin, pour vous contraindre à être libre, et vous inculquent par les coups, s'il le faut, le sentiment de la dignité humaine. La grève n'est vraiment libre que si les grévistes peuvent envahir les usines ou les magasins et obliger, par tous les moyens, les travailleurs à cesser le travail. En effet qu'est ce que la liberté de grève sinon le droit de faire tout ce qui est nécessaire pour réussir ? Les ouvriers qui continuent à travailler diminuent les chances de succès des grévistes, donc tout est permis contre eux ; et les violences indispensables pour écarter cet obstacle sont, de la part des grévistes, absolument légitimes, comme un des moyens propres à assurer le triomphe de leurs revendications. En d'autres termes, étant établi, en principe, que la cause des grévistes est sacrée,

tout ce qui la gêne est abominable, tout ce qui la sert est juste et bon. Aussi ces théories sont-elles mises sans vergogne en pratique.

Dans les grèves de centres miniers, soit à Montceau-les-Mines, soit à Carmeaux ou ailleurs, chaque fois qu'une grève éclate, on désigne des patrouilles de grévistes chargées de surveiller les ouvriers qui seraient tentés de descendre dans les puits; elles tiennent les routes et, par des arguments quelquefois sans réplique, persuadent aux indécis et aux réfractaires d'abandonner le travail. Elles vont souvent plus loin et, d'accord avec les comités de grève, elles empêchent les ouvriers de descendre même pour coopérer à des sauvetages de camarades en danger de mort, comme cela se produisit à Courrières ; en 1906. Là, elles empêchèrent les sauveteurs d'accomplir leur périlleux devoir. Elles voulurent les empêcher aussi de circonscrire l'incendie de Courrières ; elles ne comprenaient pas que détruire la mine c'était se retirer le pain de la bouche.

En 1908 des voies d'eau se sont ouvertes dans un chantier de construction du métropolitain à Paris, place de la Concorde. C'était un accident grave qui pouvait déclencher une inondation, détruire des ouvrages péniblement exécutés, et mettre en danger la vie de plusieurs personnes. Il fallait procéder d'urgence à l'aveuglement des fissures. Or l'entrepreneur n'avait pas d'ouvriers sous la main, son chantier ayant été mis à l'index par le syndicat. Il recruta, comme il put, des ouvriers. Le syndicat l'apprit et refusa de lever, même temporairement, l'interdit, il envoya des délégués sur la place de la Concorde avec mission de veiller à l'exécution de la consigne. Les ouvriers recrutés à la vue des délégués se retirèrent et, comme on les exhortait à faire leur devoir, leur promettant une protection

efficace, ils répondirent : « vous nous protégerez ici aujourd'hui, mais pas ailleurs, ni demain ! » (1).

En 1907 Toulon faillit connaître les horreurs de la peste parce que le syndicat des ouvriers municipaux avait décidé de ne plus enlever les ordures ménagères et laissait croupir la ville dans les immondices.

Les syndicalistes poussent l'usage du droit de picketing jusqu'à infliger à des femmes la fessée publique, jusqu'à promener des ouvriers la corde au cou, des écriteaux appendus sur leur personne, jusqu'à la bombe.

La grève du genre classique, c'est-à-dire faite pour obtenir un avantage matériel immédiat, tend de plus en plus à faire place à la grève plus moderne, dite de solidarité. Il suffit souvent que les ouvriers d'une usine se mettent en grève pour que la plus grande partie des autres ouvriers de la localité ou de la région, qui n'ont avec les grévistes aucun intérêt matériel identique, cessent aussi le travail, quoiqu'ils n'aient rien à réclamer pour eux-mêmes, faisant ainsi acte de solidarité avec les chômeurs.

Les grèves de protestation contre un acte du Gouvernement qui a le don déplaire à la Confédération générale du travail, ou pour une raison quelconque, deviennent aussi très nombreuses. Elles sont de courte durée : 24 heures, 48 heures au plus, et présentent cette particularité qu'aucune revendication économique n'est présentée.

La tactique des grèves s'est aussi perfectionnée. Afin d'unifier les tarifs des salaires de toute une corporation, dans une même ville ou dans une même région, on pratiquait, il n'y a pas très longtemps encore, la grève généralisée dans toutes les entreprises auxquelles on réclamait une amélio-

(1) *Le Temps*, 28 février 1908.

ration de tarifs. Mais ce moyen présentait certains inconvénients. On emploie maintenant la grève « par échelons » ; c'est-à-dire qu'on s'attaque d'abord à un patron, on fait grève dans ses ateliers pendant que le travail continue dans les autres ; les grévistes reçoivent pendant le chômage des secours pécuniaires prélevés sur le salaire des ouvriers qui travaillent, cela permet aux chômeurs de faire durer la grève plus longtemps. Puis, une fois victorieux, ils reprennent le travail, c'est au tour d'une autre usine de chômer, et à leur tour ils donnent de l'argent à leurs camarades. Ceci se fait pour chaque patron, jusqu'à ce que tous aient été successivement réduits à merci.

Mais les entrepreneurs ne furent pas long à éventer cette tactique, ils emploient deux moyens pour la vaincre : ou bien ils viennent en aide pécuniairement à celui qui est frappé le premier, et lui permettent ainsi de résister jusqu'au moment où ses ouvriers lassés réintègreront les ateliers ; ou bien ils déclarent, dès la première grève, le lock-out général et ferment simultanément leurs usines.

Les tacticiens du syndicalisme prônent aussi le moyen suivant : les ouvriers suspendent le travail pour un temps relativement court, mais ils n'abandonnent pas pour cela l'atelier, ils restent à leur place. Lorsque les contremaîtres ou les patrons leur demandent pourquoi il ne font rien, ils répondent : « parce que cela nous plaît ! » Si on insiste afin de savoir s'ils ont quelques réclamations à formuler, ils répondent négativement ; ils doivent répéter fréquemment ce chômage, ce qui rend inquiet l'industriel qui en est atteint, et enfin un jour son personnel lui présente des revendications qu'il s'empressera d'accepter, étant par suite de ces grèves courtes et fréquentes dans l'impossibilité de résister.

« La grève des bras croisés » consiste à se présenter au chantier, à faire semblant de travailler et, en réalité, à ne rien faire du tout, ou le moins possible. L'avantage de cette grève est que le gréviste touche son salaire comme s'il travaillait. Cette grève ressemble beaucoup au sabotage ; ses résultats sont remarquables.

Deux entrepreneurs de travaux publics de Paris furent victimes d'une grève des bras croisés, en 1908. Le 6 octobre 1908, deux jours avant la grève, il était sorti des chantiers 292 wagonnets chargés de déblais, ce qui constituait déjà un travail réduit ; le 9 octobre il n'en sort plus que 181, et le 10 que 153 ; enfin, le 12 octobre 90 wagonnets seulement sortent du chantier, avec le même effectif d'ouvriers et la même nature de travaux que les jours précédents (1).

Dans ces conflits entre le capital et le travail, les patrons ont souvent le dessous, car ils n'ont pas à faire seulement à leur personnel en grève, mais encore à l'attitude bien des fois hostile des pouvoirs publics. « Quand la grève est importante, les députés réclament à grands cris une enquête, dans le but de savoir si les chefs d'industrie remplissent bien leurs fonctions de bons maîtres » (2). Les patrons sont élevés dans des idées critiques, philanthropiques et religieuses, et, de plus, ils cèdent souvent aux sollicitations d'hommes influents qui veulent « faire de la paix sociale ». Ils cèdent beaucoup plus facilement que les ouvriers, « pour permettre aux bonnes âmes d'avoir la gloire de terminer le conflit ». Mais la situation est toute autre quand l'industriel est un ancien ouvrier enrichi ; ces procé-

(1) *Le Journal*, 6 novembre 1908. Assignation adressée par deux entrepreneurs de travaux publics de Paris au syndicat des terrassiers et au syndicat des maçons d'art.

(2) Sorel. *Réflexions sur la violence*, p. 21.

dés dans ce cas ne réussissent pas, « les considérations littéraires, morales ou sociologiques touchent fort peu les gens qui ne sont pas nés dans les rangs de la bourgeoisie » (1).

La force défensive du patronat se trouve diminuée par suite de toutes ces conditions. Aussi ces grèves successives, dans lesquelles les patrons ont à lutter contre tant d'adversaires leur faisant une guerre ouverte ou sournoise, en butte à tant de sollicitations et d'influences politiques, énervent l'industrie et la mènent peu à peu à la ruine. Les résultats ne se font pas attendre : des usines, durement atteintes, sont obligées de réduire leur personnel ; des industriels, ne pouvant continuer à travailler dans une région particulièrement hostile, s'installent, avec leur exploitation, sur un autre point du territoire, abandonnant leurs anciens ouvriers, pour les remplacer par des nouveaux qui présentent plus de sécurité pour la bonne marche de leur exploitation ; d'autres, enfin, se retirent purement et simplement des affaires.

Les étrangers invitent souvent les industriels menacés par les grèves incessantes et ruineuses à transporter leur industrie hors de la France. C'est ainsi que, lors de la grève des tullistes de Calais, en 1900, les Anglais invitèrent les fabricants de tulles et de dentelles à venir s'installer à Nottingham (2).

D'ailleurs, l'attitude des industriels et des ouvriers étrangers est caractéristique dans les grèves nationales. Ayant tout intérêt à voir une concurrence, souvent gênante, disparaître, ils viennent en aide aux grévistes, les industriels

(1) Sorel. *Réflexions sur la violence*, p. 21 et 22.

(2) *Le Temps*, 3 décembre 1900.

pour obtenir les commandes qu'ils ne pouvaient avoir avant cette circonstance, les ouvriers pour profiter de l'augmentation de la production qui en résulterait. Les ouvriers étrangers, sous l'influence de leurs patrons et de leurs pouvoirs publics, envoient de l'argent, souvent en grande quantité, à « leurs frères de travail en lutte contre le capital », et leur permettent ainsi de poursuivre la grève plus longtemps. C'est une attitude que les bons naïfs qualifient de « solidarité internationale » ; elle s'est produite, notamment, en faveur des ouvriers tullistes de Calais, des ouvriers du port de Marseille, etc. Cette solidarité dura jusqu'au jour où les industriels tullistes anglais eurent obtenu la plus grande partie des commandes qui allaient ordinairement aux calaisiens, et où le transit des marchandises et des passagers au lieu de se faire, comme avant, par Marseille eût pris le chemin du port de Gênes. Ces deux résultats obtenus, il fut déclaré, par les anglais et par les italiens, que l'état de leurs caisses ne leur permettait plus d'aider pécuniairement les grévistes français, et qu'ils leur exprimaient toute leur sympathie pour la lutte « émancipatrice » qu'ils menaient si glorieusement contre le « patronat coalisé ». De ce moment, la grève était virtuellement terminée ; les grévistes durent réintégrer les usines et les chantiers, mais l'industrie calaisienne était touchée à mort, le profit était pour l'Angleterre, le port de Marseille dut attendre de longues années avant de se relever des blessures qu'il avait reçues, celui de Gênes, au contraire, vit ses affaires plus florissantes qu'auparavant.

La même intervention eut lieu lors de certaines grèves de cordonniers, et de celles des postiers. Pour cette dernière encore, l'intérêt des pays étrangers était considérable. Les relations commerciales et industrielles étant arrêtées avec

la France, nos voisins avaient tout avantage à voir durer cette crise, ils profitaient des commandes qui ne pouvaient nous parvenir. Cela explique les « élans de solidarité internationale » auxquels nous avons assisté, et qui se présentaient sous la forme d'envois d'argent aux postiers en lutte contre l'« Etat patron ».

Le nombre des usines fermées définitivement après des grèves est considérable. Quelques exemples sont typiques.

Une verrerie de Montluçon perdait de l'argent et ne continuait à travailler que par tradition familiale, le patron ne voulant pas renvoyer et réduire à la misère des ouvriers qui avaient travaillé avec son père. Chaque année il faisait ainsi le sacrifice de plusieurs milliers de francs. Des meneurs passent, excitent les ouvriers qui déclarent la grève. Le patron, qui jusqu'alors dépensait de l'argent pour le donner à ses ouvriers, voyant que ceux-ci ne lui en savaient aucun gré, ferma purement et simplement son usine ; plusieurs centaines d'ouvriers se trouvèrent de ce fait sur le pavé. (1)

Des cas semblables sont nombreux, ce qui est très compréhensible.

Nous regrettons pour notre pays que des industries florissantes jusqu'à nos jours soient obligées de quitter notre territoire ou de disparaître définitivement, mais nous ne pouvons qu'approuver les industriels qui agissent ainsi. Il est impossible d'exiger de gens qui courent des risques très grands et qui enrichissent le pays d'être à la merci du mauvais vouloir de quelques braillards, et de voir sombrer dans une faillite une fortune amassée au prix du labeur de plusieurs générations. Quoi qu'on en dise, les industriels ne

(1) *Le Brasseur français*, 5 septembre 1908, « Quelques résultats », Jehan Charlie.

sont pas de féroces négriers, et beaucoup parmi eux s'efforcent de rendre la vie de leurs ouvriers plus douce ; mais ils ont, comme tout le monde, le sentiment de leur intérêt propre ; ce ne sont pas des apôtres, ce sont des hommes ; ils ont le sentiment d'une responsabilité qui exige d'eux autre chose que d'augmenter sans arrêt les salaires de gens qui ne savent même pas discerner leur intérêt de ce qui les entraîne à la ruine.

Cet avis n'est pas partagé par tout le monde, et souvent l'on s'indigne de voir un industriel fermer ses usines. D'ailleurs, ce mépris et cette colère pour le patron qui se défend éclatent à chaque page des ouvrages et des articles des théoriciens syndicalistes, et même de ceux qui se laissent aller au gré de leurs sentiments au lieu de regarder nettement les responsabilités et de juger sainement les choses. Dans un article sur l'affaire de Neuville, M. Pierre Monatte (1), parlant de la résistance des patrons dit : « va-t-on fermer l'usine ? mais c'est l'assassinat de 450 familles ! » Donc cela constitue un assassinat ! Mais lorsque les grévistes pillent et brûlent les habitations et les usines, comme ce fut le cas à Neuville, comment appellera-t-on cela ? Quand ils rouent de coups leurs patrons, comme à Meru, de quel nom désignera-t-on un tel acte ? Quand ils lapident et tuent des officiers et des soldats, comment qualifier cela ? Que l'on ne trouve pas des excuses à des actes qui s'appellent pillage, incendie, meurtre, pour traiter ensuite avec mépris ou qualifier d'assassinat un moyen de défense employé par le patron, à la dernière extrémité ! « Mais l'on ne peut admettre, dit M. de Seilhac (2), le droit absolu du patron dans la

(1) *Les Pages libres*, 3 septembre 1904.

(2) De Seilhac. *Syndicats ouvriers. Fédérations. Bourses du travail*. Introduction, p. 11.

grande usine. Et nous ne pouvons, sans indignation, songer à cet industriel de Castres qui, voyant les ouvriers s'entêter dans une grève sans issue, rasa son usine, et détruisit son industrie, livrant ses ouvriers au chômage et à la mendicité. » Ils est un peu osé de s'indigner de telle façon ! Car, si les industriels se refusent à continuer leurs affaires, c'est qu'ils se sentent dans l'impossibilité de faire autrement. Ce n'est pas de gaieté de cœur qu'ils se résignent à un tel sacrifice ! D'ailleurs, les ouvriers eux-mêmes comprennent parfois toute la valeur d'une telle menace ; c'est ce qui se produisit lors de la grève des Bateaux parisiens, en 1908. La compagnie, en exploitant cette entreprise, ne rémunère pour ainsi dire pas son capital, elle continue son exploitation pour assurer un service très utile à la population parisienne et pour ne pas laisser ses employés sur le pavé. Ceux-ci s'étant mis en grève reprirent peu après le travail, la compagnie leur ayant fait entendre qu'elle était décidée à cesser l'exploitation, si la grève devait se prolonger.

Certains théoriciens prétendent rendre la situation des patrons encore plus délicate vis à vis de leur personnel, en considérant la grève comme étant toujours une suspension et non une rupture du contrat de travail, ce qui empêcherait l'industriel de se défaire de son personnel, en tout ou en partie, lorsqu'il se serait mis en grève. On fait valoir que durant la cessation du travail le patron et son personnel restent en relations, puisqu'ils discutent ensemble des revendications formulées, cela constituerait bien une preuve que les ouvriers entendent ne pas abandonner leur travail définitivement et sont prêts à réintégrer les ateliers lorsqu'il sera fait droit à leurs réclamations. Ainsi un industriel a d'importantes livraisons à effectuer, dans un délai relativement court ; pour satisfaire sa clientèle, il est obligé de

produire rapidement, ses ouvriers le savent et en profitent pour se mettre en grève, estimant que le patron, étant tenu par des obligations, sera en mauvaise posture pour résister à leurs demandes. Cet industriel, d'après la théorie que nous présentons, ne pourra pas congédier définitivement ce personnel qui ne veut pas travailler, et le remplacer par un autre moins exigeant. S'il agissait ainsi, il serait tenu d'indemniser ses ouvriers pour rupture injustifiée du contrat de travail. Il devrait donc attendre leur bon vouloir pour reprendre le travail.

Cette façon de voir les choses n'a jamais été admise par la jurisprudence de la Cour de Cassation. En effet, quoiqu'en disent les socialistes et les syndicalistes, il est hors de doute que le patron dont les ouvriers ont recours à la grève reprend son entière liberté; les ouvriers atteints par un lock-out usent du même droit. Il est loisible au patron de ne pas admettre à nouveau à travailler chez lui tout ou partie des ouvriers grévistes.

Nous avons vu que la plupart des grèves ne se terminent pas sans d'importants dégâts commis par les grévistes qui deviennent trop souvent de véritables émeutiers. Ces dégâts matériels, provenant d'actes de vandalisme et de pillage, ne sont jamais réparés par les syndicats qui en sont les véritables responsables : ils sont considérés comme irresponsables, et, si l'on s'avisait de les condamner à réparer les dommages commis par leurs troupes, on serait bien en peine d'exécuter les condamnations pécuniaires qui les frapperaient car ils n'ont pas de fonds de garantie.

C'est aux communes que s'adressent les victimes de ces dégâts pour en obtenir réparation, mais trop souvent c'est en vain : les tribunaux, appliquant la loi, les déboutent, parce que les municipalités peuvent prouver qu'elles ont

fait tout ce qui leur était possible de faire pour empêcher les désordres de se produire.

C'est là une grave lacune dans notre législation. Il est immoral d'admettre qu'un citoyen, fut-il même industriel, ne soit pas indemnisé des dommages que lui cause une émeute. Si le syndicat ne paye pas, que ce soit la commune, et, si celle-ci ne peut être tenue d'une responsabilité pécuniaire, que l'Etat le soit à sa place. Il y a toujours un responsable qui doit payer, et en dernier ressort c'est l'Etat qui doit être déclaré tel, son rôle étant d'assurer la paix publique et de réprimer les atteintes qui peuvent y être portées.

M. Millerand déposa en novembre 1900, comme ministre du Commerce, sur le bureau de la Chambre des députés, un projet de loi sur l'arbitrage qui réglementait les conditions des grèves. Ce projet ne fut pas voté par le Parlement. Il portait qu'une grève ne pourrait avoir lieu que si elle était votée par les ouvriers intéressés, et par eux seulement. Pour que la cessation collective du travail soit régulière, elle devait avoir obtenue un nombre de voix supérieur à la moitié du nombre des suffrages exprimés et au tiers du nombre des personnes ayant droit de prendre part au vote. Si ce quorum n'était pas obtenu, un second vote devait avoir lieu le lendemain.

Si la cessation collective du travail était décidée, elle était obligatoire pour tous les ouvriers, et le vote devait être renouvelé tous les sept jours. Le travail était repris, si la grève n'était pas votée à nouveau ; si la cessation du travail n'était pas votée, le personnel était tenu de continuer à travailler. Des pénalités étaient édictées contre toute personne qui aurait empêché ou tenté d'empêcher cette loi de fonctionner régulièrement.

Les syndicats et la Confédération générale du travail

s'occupèrent, naturellement, de ce projet et y furent hostiles.

En février 1901 (1) le comité de la grève générale de Paris envoya un appel aux syndicats, dans lequel il critiquait ce projet, qui n'est qu'« une des lois les plus scélérates que jamais législateur ait conçue » ; c'est la suppression du droit de grève, car on veut « énerver les ouvriers par de longues formalités » ; le résultat sera, « en canalisant ainsi les cris de colère des meurtris et des spoliés, d'enrayer tous les mouvements d'émancipation et en particulier de la grève générale ». Il invitait « tous les prolétaires conscients, ennemis des fourberies des politicailleurs, à venir en masse protester contre ce nouvel attentat à la liberté individuelle qui se prépare ». Le 9 février 1901 eut lieu une réunion publique à la Bourse du travail de Paris ; tous ces arguments furent repris dans un ordre du jour contre ce projet de loi ; le congrès de la Confédération générale du travail, à Lyon en 1901 (2), se montra aussi hostile à ce projet, pour les mêmes raisons.

Nous pensons avoir suffisamment montré que la Confédération, partisan de l'action directe révolutionnaire, emploie les grèves partielles pour ruiner peu à peu l'industrie nationale. Nous ne discutons pas le principe du droit de grève : ce moyen est accordé aux ouvriers, leur droit est d'en user ; mais la Confédération générale du travail en méseuse ; elle est responsable très largement de la façon dont sont dirigées les grèves actuellement, des scènes de désordre et de pillage, des émeutes qui se produisent à tout instant.

(1) *Le Temps*, 11 février 1901.

(2) *Congrès de la Conf. gén. du tran.*, Lyon 1901, p. 106 à 109.

Un des moyens les plus efficaces pour faire rentrer les grèves dans le cadre qui leur est assigné, c'est-à-dire une cessation pure et simple du travail, sans violences, ni brutalités, serait de frapper à la caisse des syndicats, en les rendant civilement responsables des dommages causés par les grévistes. Ils n'ont pas d'argent, dira-t-on ; c'est juste ; aussi faut-il leur permettre de posséder des fonds de garantie importants. Se sentant menacés dans leur propriété, ces révolutionnaires cesseraient d'être partisans des moyens violents qui entraîneraient la ruine pour leurs syndicats.

Le jour où ils auraient de l'argent, les patrons consentiraient à discuter avec eux, car ils estimerait qu'ils représentent une organisation sérieuse, dont la responsabilité ne serait plus théorique mais bien pratique.

2° *La Grève générale.* — La grève générale est la cessation de tout travail ouvrier, dans toutes les branches de l'activité économique, industrielle, agricole ou commerciale d'une nation (1).

Ceci est le sens primitif de l'idée de la grève générale, mais cette expression sert aujourd'hui à désigner différentes sortes de grèves plus ou moins étendues. C'est ainsi qu'on appelle grève générale « la cessation de tout travail ouvrier dans tous les pays ou dans un seul pays ; la cessation de tout travail ouvrier, dans une province d'un même pays, ou dans une seule localité ; la cessation de tout travail ouvrier, dans une ou plusieurs industries ou commerces, dans tous les pays, d'un seul pays, d'une province ou d'une ville » (2).

C'est ainsi qu'on a parlé indifféremment de la grève générale de Hollande, de Belgique ou d'Italie ; de la grève générale des mineurs, des cochers parisiens. En réalité ce terme

(1) Etienne Buisson. *La Grève générale*, p. 9.

(2) Etienne Buisson. *La Grève générale*, p. 9.

ne convient qu'à la cessation de tout travail ouvrier dans un pays ou dans tous les pays, ou même dans une province ou dans une ville ; lorsqu'il s'agit de désigner les grèves de certaines industries l'expression convenable est « grève généralisée » ou « grève corporative générale » (1).

Les syndicalistes emploient l'expression grève générale dans tous ces sens différents.

Le caractère d'une grève corporative généralisée peut, dans certaines industries particulièrement importantes dans la vie contemporaine, avoir un double caractère : elle peut être tantôt politique, tantôt révolutionnaire. Ce serait le cas d'une grève générale des chemins de fer, par exemple.

La grève générale est préconisée par les anarchistes et par une fraction très importante des socialistes ; mais l'objet qu'ils lui fixent n'est pas le même.

Pour les anarchistes, la grève générale est révolutionnaire : elle est le seul moyen efficace dont dispose le prolétariat pour agir contre le capital. Certains socialistes révolutionnaires ont la même conception.

Pour la majorité des socialistes, l'idée d'affamer la bourgeoisie par la grève générale est ridicule ; il s'agit pour eux d'exercer, par ce moyen, une pression à la fois économique et morale sur l'Etat, et ainsi aider l'action politique socialiste.

L'idée de la grève générale n'est pas nouvelle, elle pré-occupait longtemps les milieux ouvriers, mais elle subit une éclipse, après la disparition de l'Association internationale des Travailleurs.

Les anarchistes de Chicago la reprirent en 1886 et firent une ardente propagande en sa faveur. Grâce à cet

(1) Buisson. *La Grève générale*, p. 10.

effort, le troisième congrès de la Fédération nationale des Syndicats, tenu à Bordeaux et au Bouscat en 1888 (1), vota la résolution suivante :

« Considérant :

« que la monopolisation des instruments de travail et des capitaux entre les mains patronales donne aux patrons une puissance qui diminue d'autant celle que la grève partielle mettait entre les mains des ouvriers ;

« que le capital n'est rien, s'il n'est mis en mouvement par le travail ;

« qu'alors, en refusant le travail, les ouvriers anéantiraient d'un seul coup la puissance de leurs maîtres ;

« Considérant :

« que la grève partielle ne peut être qu'un moyen d'agitation et d'organisation ;

« Le congrès déclare :

« que, seule, la grève générale, c'est-à-dire la cessation complète de tout travail, ou la révolution, peut entraîner les travailleurs vers leur émancipation ».

Le quatrième congrès national des syndicats ouvriers, tenu à Calais en 1890, décida, dans une réunion privée, la grève générale des mineurs, qui devra être tentée quand les circonstances le permettront. Mais ce congrès, s'il ne renonça pas à la résolution théorique de Bordeaux, ne se prononça pas catégoriquement, et cela parce qu'il fut influencé par le congrès du Parti ouvrier, tenu à Lille en octobre 1890, quelques jours avant celui de Calais, qui l'avait repoussée, parcequ'elle « suppose et exige, pour aboutir, un état d'esprit socialiste et d'organisation ouvrière auquel n'est pas arrivé le prolétariat ; sans quoi, si seulement la moitié de

(1) *Congrès de la Féd. nat. des Syndic.*, Bordeaux, 1888, p. 17 et 18.

la classe ouvrière était dès aujourd'hui capable d'une action commune, la révolution pourrait et devrait s'accomplir (1) ».

En 1892, à Marseille, le cinquième congrès de la Fédération des Syndicats adopta le rapport de sa commission de la grève générale, ainsi conçu (2) :

« Considérant que la détestable organisation capitaliste dont dispose la classe dirigeante contre les travailleurs a rendu impuissantes et vaines toutes les tentatives amiables d'émancipation faites depuis un demi-siècle par la démocratie socialiste; qu'il existe entre le capital et le travail une opposition d'intérêts que les législateurs soi-disant libéraux n'ont pas voulu détruire;

« qu'après avoir fait aux pouvoirs publics de nombreux et inutiles appels pour obtenir le droit à l'existence et au bien-être, la grande et universelle famille des travailleurs a acquis la triste et cruelle certitude que seule une révolution du travail pourra lui donner la liberté économique et le bien-être matériel conformes aux principes les plus élémentaires du droit naturel;

« que parmi les moyens légaux, inconsciemment mis à la disposition des travailleurs, il en est un qui, habilement et pratiquement interprété, doit assurer la transformation économique du prolétariat;

« que ce moyen est la suspension universelle et simultanée de la force productive de tous les métiers, c'est-à-dire la grève universelle, laquelle, moins limitée à une période restreinte, conduira infailliblement le parti ouvrier au triomphe des revendications formulées dans son programme.

(1) Blum. *Congrès ouvriers et socialistes français*, p. 126.

(2) *Mouvement socialiste*, 15 septembre 1908. « Le congrès ouvrier de Marseille de 1892 », par XXX.

« Le congrès décide :

« 1^o le principe de la grève universelle;

« 2^o les fédérations de syndicats et corporations et les fédérations de Bourses du travail sont invitées à répandre et à propager les principes dans la masse des travailleurs; à étudier et préparer une organisation spéciale de la classe ouvrière française, dans le but de fournir au congrès international de 1893 un projet complet de la grève universelle;

« 3^o le 1^{er} mai doit être une date de consultation mondiale de tous les travailleurs, sans distinction de ceux qui sont syndiqués et de ceux qui ne le sont pas, sur le principe de la grève universelle. »

Jusqu'en 1893, la grève générale n'était pour ses partisans qu'un concept théorique, et rien jusqu'alors n'avait été fait pour rendre cette idée pratique. Ce n'est qu'au congrès corporatif de Paris en 1893 que les organisations syndicales se décidèrent d'étudier la grève générale au point de vue pratique, et d'en propager l'idée. Dans ce but, le congrès décida la formation d'un comité de la grève générale. Le rapport de cette question dit : « il est temps d'abandonner la voie théorique pour entrer dans la voie pratique », et le délégué de la Bourse du travail de Mustapha ajoute : « il est nécessaire que la grève générale ne quitte pas la pensée des militants qui ont assisté à ce congrès » (1).

Le sixième congrès national des syndicats de France, tenu à Nantes en 1894, vota le principe de la grève générale, malgré l'opposition très vive de la fraction guédiste. Ce vote entraîna la scission entre les syndicalistes purs et les guédistes de la Fédération des Syndicats, et amena la création de la Confédération générale du travail.

(1) De Seilhac. *Congrès ouvriers, 1876-1897*, p. 241.

C'est donc l'idée de la grève générale qui présida à la naissance de cette organisation ; celle-ci lui resta toujours fidèlement attachée et le prouva par les votes qu'elle émit dans ses congrès de Nîmes (1895), de Toulouse (1897), de Rennes (1898) et de Paris (1900).

Si ces congrès ne représentent pas l'unanimité des organisations ouvrières, il n'en est pas moins vrai que le principe de la grève générale est actuellement favorablement accueilli par le plus grand nombre des ouvriers français.

Le syndicat local ou la fédération corporative ayant pour arme la grève partielle ou la grève corporative généralisée, la Confédération générale du travail, organe central de toutes les fédérations, prit pour arme la grève générale. Elle fit de cette arme économique une arme politique : au lieu de servir à faire pression sur le patronat elle doit servir à détruire l'Etat, elle devient un moyen de faire la révolution sociale. « La grève générale est le refus des producteurs de travailler pour procurer jouissance et satisfaction aux non-producteurs ; elle est l'explosion consciente des efforts ouvriers en vue de la transformation sociale ; elle est l'aboutissement logique de l'explosion constante du prolétariat en mal d'émancipation ; elle est la multiplication des luttes sourdes soutenues contre le patronat... Elle est une étape de l'évolution marquée et précisée par soubresauts qui seront des grèves générales corporatives ». (1)

Les partisans de la grève générale ne nous disent ni quand, ni comment, ni pour quel motif elle éclatera. Elle sera, disent-ils, ce que les travailleurs l'auront conçue, sauront la créer. Selon les résistances à vaincre, elle sera pacifique ou violente.

(1) Griffuelhes. *L'action syndicaliste*, p. 32.

Selon l'opinion de certains syndicalistes elle ne durera que quelques jours. Ils ne préconisent pas la grève générale des bras croisés, mais ils sont obligés dans leurs conférences, pour amener à cette idée ceux qui y sont indifférents et même hostiles, de démontrer que la grève générale est la légalité même ; ils décourageraient les bonnes volontés et empêcheraient les timides d'être partisans de cette idée en disant à ces individus de prendre un fusil et de descendre dans la rue. (1)

Le rapporteur de la grève générale au congrès de Paris dit : « Nous avons connaissance et horreur de tout ce sang répandu en 1792, nous répugnons au massacre, mais malgré cette horreur et cette répugnance, nous sommes obligés d'avouer que pour combler la chute de l'état social, où nous nous trouvons, nous serons obligés, peut-être, de surpasser nos prédécesseurs dans tous ces faits d'amère cruauté ».

Mais voter ainsi, sans se lasser jamais, le principe de la grève générale, la déclarer réalisable et facile, chercher en commun le meilleur moyen d'assassiner les bourgeois, de surpasser en cruauté et en férocité les plus sombres et les plus sanglants jours de la Terreur, se dire sans cesse que tout le monde est d'accord pour marcher au « grand soir », n'est pas suffisant, et les plus terribles petits Robespierres du parti syndicaliste se rendent compte qu'un élément leur manque, sans lequel tout effort est vain : le paysan. Aussi cherche-t-on à le gagner à la bonne cause et ne lui ménage-t-on ni sourires, ni promesses, espérant qu'un jour il se laissera entraîner, embrigader. On a besoin de lui pour qu'il n'arrête pas la grève générale-révolution ; pour qu'il

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Paris 1900, p. 195 à 203.

ferme aux bourgeois ses greniers ; pour qu'il ne fauche son blé que pour le prolétaire. Il faut que non seulement il n'entrave pas la révolution par son hostilité ou son indifférence, il faut encore qu'il y prenne une part active : il est chargé de la Jacquerie. Aussi s'adresse-t-on à lui et cherche-t-on à l'allécher par de séduisantes perspectives.

La Confédération générale du travail, dans ses circulaires et appels « aux travailleurs des champs », leur explique que les ouvriers ne veulent pas prendre leurs biens, mais seulement, avec leur aide, « l'enlever aux accapareurs ; à ces beaux et frais messieurs qui possèdent châteaux et fermes, sans s'être jamais courbés pour faire pousser le moindre grain de blé » ; ouvriers et laboureurs cultiveront « ensemble la terre des voleurs en fuite ».

Le secret de cette sympathie si vive qu'éprouvent les travailleurs des villes à l'égard de leurs « camarades des campagnes » est dans la nécessité absolue qu'ils ont de leur aide.

Les syndicats révolutionnaires raisonnent « sur l'action syndicaliste exactement de la même manière que les écrivains militaires raisonnent sur la guerre ; ils enferment tout le socialisme dans la grève générale ; ils regardent toute combinaison comme devant aboutir à ce fait ; ils voient dans chaque grève une imitation réduite, une préparation du grand bouleversement final » (1). La grève générale, c'est « le mythe dans lequel le socialisme s'enferme tout entier » (2). Cette idée que les grèves sont un acheminement, une préparation à la grève générale, est admise par tous les partisans de cette action.

M. Paul Délesalle, pour qui « la grève générale apparaît

(1) Sorel. *Réflexions sur la violence*, p. 86.

(2) Sorel. *Réflexions sur la violence*, p. 95.

bien comme le suprême effort auquel devra, en dernier essor, recourir le prolétariat pour parvenir à son émancipation intégrale » (1), soumettait un plan d'action au congrès d'Amiens, en 1906, grâce auquel la grève générale serait bien préparée et forcément victorieuse :

« 1° La grève générale par corporation que nous assimilions aux manœuvres de garnisons ;

« 2° La cessation du travail partout et à date fixe qui serait nos grandes manœuvres ;

« 3° L'arrêt général et complet, mettant le prolétariat en guerre ouverte avec la société capitaliste ;

« 4° La grève générale. — Révolution » (2).

Le congrès adopta ce plan.

Si les syndicalistes veulent bien nous faire savoir comment ils pensent arriver à la grève générale, ils se refusent à nous dire quand elle se produira et comment elle se développera. Nous savons, malgré cela, qu'elle sera « la prise de possession des richesses sociales mises en valeur par les corporations au profit de tous » (3). Nous savons aussi qu'elle aura un caractère violent. « Disons-le tout de suite, pour ne point faire de dupes sentimentales : la grève générale ne peut être pacifique, car, fût-elle possible, cette grève pacifique se verrait de suite en face du Gouvernement qui, pour sauver l'ordre social bourgeois menacé, établirait la terreur, organiserait la répression. D'ailleurs, la nécessité d'assurer sa vie, de combattre la répression terrible qui s'organiserait rapidement et sûrement, vient s'ajouter à la logique urgence de la violence. La grève

(1) Paul Délesalle. *La Confédération générale du travail*, p. 28.

(2) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Amiens 1906, p. 183.

(3) Griffuelhes. *L'action syndicaliste*, p. 33.

générale sera donc violente, c'est pourquoi elle transformera, c'est pourquoi elle sera la révolution sociale » (1).

La grève générale, instrument économique, a rapidement dévié de son but primitif, et ses partisans lui ont donné un caractère politique : celui de faire la révolution sociale ; le caractère économique de la grève générale n'intervient que comme accessoire.

Parmi les groupes politiques socialistes, beaucoup se rallient à cette forme de lutte, mais en lui assignant un rôle autre que chez les syndicalistes. Il n'entre pas dans le cadre que nous nous sommes imposé d'étudier l'attitude des diverses fractions du socialisme parlementaire à son égard ; aussi ne nous en occuperons-nous pas. Nous n'étudions ici que la grève générale telle que la comprennent les syndicalistes et particulièrement la Confédération générale du travail.

Les syndicalistes anarchistes opposent à la lutte politique électorale et parlementaire, dont ils sont les adversaires acharnés, l'action syndicale ouvrière.

Devant l'impossibilité d'employer, pour aboutir à la révolution, les moyens anciens de lutte, comme les émeutes, la guerre des rues, etc., par suite du perfectionnement et de la puissance de l'armement militaire, ils préconisent, comme seule possible, la cessation, sur tout le territoire, de la production : c'est-à-dire la grève générale expropriatrice.

La condition nécessaire et suffisante, d'après eux, est l'organisation syndicale, tant pour préparer les ouvriers à une action commune et définitive, que pour les faire marcher au moment de la lutte. Le rôle du syndicat est par suite très considérable : c'est sur lui que repose tout leur espoir.

(1) Yvetot. *A. B. C. syndicaliste*, p. 52.

Les avis sont partagés lorsqu'il s'agit de savoir s'il est nécessaire, pour que la grève générale réussisse, que les syndicats englobent la presque unanimité du prolétariat, ou seulement une majorité plus ou moins considérable. Les syndicalistes réformistes pensent que la quasi-unanimité des travailleurs sera indispensable, alors que les révolutionnaires prétendent que des minorités conscientes sont capables, en enthousiasmant les indifférents par leur parole et leur exemple, de faire triompher le mouvement. Malgré cela ils ne se refusent pas à la propagande en faveur de la grève générale, car plus nombreux seront ses partisans plus facilement elle vaincra.

D'après M. Buisson (1), cette œuvre d'éducation des syndicats doit être considérable et nécessairement complétée par une œuvre administrative.

Des services matériels doivent être organisés ; sans eux le succès n'est pas possible. Administrativement, la classe ouvrière, pour lutter à égalité avec ses adversaires, doit être organisée comme eux. Elle devra avoir des services de subsistances, de transports, des services sanitaires et d'information.

Combien de temps durera la grève générale ? La vie industrielle et commerciale est arrêtée, et partout où la nourriture n'est pas produite sur place, dans les villes par exemple, les grévistes ne pourront vivre que des réserves. Celles-ci seront vite épuisées par suite du nombre de bouches à nourrir. Deux situations peuvent être envisagées : ou bien les grévistes restent pacifiques, et ils souffriront de la faim devant des réserves importantes ; ou bien cette grève deviendra insurrectionnelle, ils pilleront alors ces réserves, prendront ce qu'il leur faut, et, par suite du

(1) E. Buisson. *La Grève générale*, p. 43 à 75.

gâchis impossible à empêcher, ils se trouveront rapidement dans la première situation. Aussi les théoriciens de la grève générale estiment-ils qu'elle ne pourra durer plus d'une semaine sans courir les plus graves dangers. Cette constatation semble bien avoir pour conséquence l'impossibilité d'un succès par ce mode d'action.

L'arrêt de tout travail national pendant une semaine ne touchera pas les industriels ; les plus petits même ne s'en trouveront pas frappés. Les maisons de crédit arrêteront leurs opérations d'échanges et leurs paiements. Le jour où le travail reprendra, on se trouvera dans la même situation que la veille de la grève. Si elle dure plus d'une semaine, cela équivaudra à un chômage ordinaire. Le pays se trouvera dans la situation d'une ville assiégée où toute la population valide est occupée à la défense et où tout travail est suspendu. Seules pourraient être atteintes les industries dont l'outillage nécessite un entretien suivi, mais cela même ne causera pas un dommage tel qu'il détermine la chute du système social actuel. La grève des bras croisés est impuissante et, pour aboutir à un résultat, elle doit nécessairement devenir insurrectionnelle.

Si nous supposons la grève générale couronnée de succès, elle n'aura de résultats définitifs que si les ouvriers sont intellectuellement et moralement capables de prendre et de conserver la direction politique, économique et sociale du pays. Or ici on peut prétendre avec certitude qu'elle en est absolument incapable et qu'elle le sera encore pendant longtemps.

Six tentatives de grève générale ont été faites à l'étranger : deux en Belgique, deux en Suède, une en Hollande et une en Italie. Nous verrons à part celles faites en France.

La grève générale de Belgique, en 1893, fut une grève

politique; son but était la conquête du suffrage universel; son résultat fut l'obtention du suffrage universel plural.

La grève générale de Belgique de 1902 avait le même objectif que la première, mais elle fut plus étendue que celle-ci : elle engloba 300.000 ouvriers. Elle n'aboutit à aucun résultat satisfaisant. La bourgeoisie se défendit et la fit avorter.

La première grève générale de Suède, en 1901, éclata aussi à l'occasion du suffrage universel. Elle fut expressément annoncée comme devant être un moyen de démonstration et non un moyen de pression. Les résultats politiques qu'elle obtint furent à peu près satisfaisants.

La deuxième grève générale de Suède éclata en 1909 (1). Elle est la plus intéressante des tentatives faites jusqu'à ce jour. En juin 1909, les directeurs des usines de cellulose de Skutskaer annonçant une réduction des salaires, le syndicat des ouvriers employés dans l'industrie du papier fit cause commune avec les ouvriers des usines de Skutskaer. Devant cette attitude, les patrons répondirent par un lock-out général de l'industrie des pâtes de bois. Le 14 juillet il fut décidé que, si les ouvriers n'avaient pas cédé le 26 juillet, à cette date le lock-out serait étendu aux scieries et à l'industrie textile; le 2 août il serait également déclaré dans les usines métallurgiques. Cette grave décision était motivée par l'attitude de plus en plus dictatoriale des organisations syndicales ouvrières. Celles-ci décidèrent de déclarer la grève générale de toutes les industries suédoises, à partir du 4 août, si la décision prise par les industriels n'était pas rapportée. Les industriels obtinrent, d'un consortium de seize banques un crédit de douze mil-

(1) *Le Temps*, août 1909.

lions de francs pour soutenir la lutte. Les ouvriers firent appel à toutes les organisations syndicales étrangères.

Les patrons n'ayant pas cédé, la grève générale éclatait le 4 août. Elle se déroula dans le calme : pas de manifestations, pas de cris, pas de violences. Les ouvriers suédois assurèrent l'ordre eux-mêmes. Ils désignèrent dans ce but de nombreux grévistes (environ 5 0/0) chargés de veiller à la tranquillité publique. Les services publics fonctionnèrent régulièrement : ni les chemins de fer, ni les postes, les télégraphes, les téléphones, pas plus que l'éclairage ne chômèrent, malgré les injonctions du comité central de la grève. Les ouvriers agricoles n'ayant pas cessé le travail, les villes purent être approvisionnées. Le comité fit appel même aux corporations ayant signé des contrats collectifs de travail, par lesquels elles s'interdisaient de se joindre à une grève. Il fut écouté par elles. Entre autres, les ouvriers imprimeurs et typographes décidèrent de ne pas tenir compte de cette clause et se joignirent aux grévistes. Les patrons imprimeurs devant cette insigne mauvaise foi déclarèrent vouloir poursuivre le syndicat en dommages et intérêts pour rupture du contrat collectif, les typographes se hâtèrent de faire passer leurs fonds (550.000 couronnes) en Danemark. Ceci devrait être médité par les partisans du contrat collectif, ils comprendraient le peu de confiance que l'on saurait avoir en des organisations ouvrières, par suite du mépris qu'elles manifestent pour des engagements qu'elles ont librement signés. Ce n'est pas le seul exemple, d'ailleurs, de violation de la parole donnée par les syndicats ouvriers ; les ouvriers des tramways et d'autres corporations se mirent en grève malgré les clauses formelles insérées dans leur contrat de travail. Ces cas sont tellement scandaleux, et furent si nombreux, que le Riksdag

se propose de remédier au mal en édictant une législation qui sauvegardera les contrats. Cette mesure est nécessaire puisque les ouvriers ont donné la preuve qu'ils ne savent ni ne veulent respecter leur parole.

Le gouvernement suédois, après avoir vainement essayé de mettre d'accord les deux parties, se décida pour une attitude expectante. Mais il prit une décision qui ne peut qu'être approuvée : il interdisit radicalement la vente des spiritueux dans tout le royaume. C'est à cette suppression que l'on doit surtout attribuer le caractère pacifique qu'eut cette grève. L'attitude de la bourgeoisie, durant ces événements, est à méditer aussi. Loin de se laisser abattre, elle prit nettement position et une association de défense sociale fonctionna sous la direction d'un ancien officier, M. de Hottermann. Elle était divisée en sections ayant chacune une attribution déterminée et particulière. L'une devait assurer le service de l'eau potable, une autre fournir la lumière, une troisième se chargeait de la voirie, une quatrième de la protection des banques. Dès que la grève générale fut déclarée, les services furent assurés par des ouvriers non syndiqués, par des chefs d'industrie qui mirent la main à la pâte et par des volontaires pris dans les classes bourgeoises. Des navires, dont l'équipage avait fait défection, partirent avec des ingénieurs, des négociants, des étudiants qui chargèrent, arrimèrent et déchargèrent les marchandises. Ils montrèrent en cette circonstance un grand esprit d'organisation et de solidarité.

Tout ceci prouve que le patronat suédois forme une force organisée et consciente. Aucune grève ne peut avoir raison de la résistance combinée d'importants groupements qui connaissent la valeur de la solidarité. Le jour où le senti-

ment de la défense individuelle aura pénétré les esprits, la grève générale sera impossible. Que les industriels et les bourgeois français y songent !

Dès la fin du mois d'août, la grève générale suédoise était virtuellement terminée : elle avait complètement avorté devant cette résistance énergique. Les ouvriers n'en tirèrent pour ainsi dire pas de profit. Cet exemple nous montre le peu de succès qu'a une grève générale pacifique. Elle en aurait encore moins si elle était violente.

La grève générale hollandaise, en 1903, éclata après la grève victorieuse des ouvriers des chemins de fer, motivée par le dépôt d'un projet de loi dû au ministère Kuyper portant un emprisonnement de plusieurs années pour les ouvriers des chemins de fer qui se mettraient en grève et interdisant pour tous les ouvriers l'usage du picketing. Cette grève générale échoua totalement. Elle ne commença pas en même temps pour tous les corps de métier ; le jour où l'on décida la reprise du travail la grève n'était pas encore devenue générale, sauf pour Amsterdam. Cet échec fit désertier les syndicats. Cela diminua considérablement le nombre des partisans de la grève générale en Hollande.

La grève générale italienne date de septembre 1904. Elle dura cinq jours et eut pour cause les incidents sanglants de Buggeru et de Castelluzzo. Elle eut la portée d'une révolution manquée et n'eut pour résultat que de consolider le pouvoir.

Plusieurs essais ou tentatives de grève générale furent faits en France. Jusqu'à présent ils ont toujours lamentablement échoués.

Une tentative de grève générale des chemins de fer eut lieu en 1898, elle ne réussit pas, les ouvriers ne cessèrent même pas le travail. Le rapport du comité confédéral lu

au congrès de Paris de 1900 (1) par M. Copigneaux donne des détails sur l'essai de grève générale de 1898.

Après le congrès de Rennes, la grève des terrassiers bat son plein et entraîne 80.000 ouvriers du bâtiment. Les grandes organisations se demandent si le moment de déclarer la grève générale n'est pas arrivé. Plusieurs réunions du comité confédéral ont lieu, où cette question est agitée, mais toutes les organisations attendent la décision des employés des chemins de fer. La nuit où fut déclarée la grève des chemins de fer, M. Lagaisle, secrétaire général de la Confédération générale du travail et secrétaire-adjoint du Syndicat national des Chemins de fer, questionné par le conseil, dit que le projet de grève des chemins de fer n'aurait pas de suite, le syndicat n'étant pas assez bien organisé, et il ajoute que, si la grève devait persister, il donnerait sa démission. Cela fit hésiter les partisans de la grève générale à cause de la personnalité de M. Lagaisle. Le Gouvernement fut prévenu du vote de la grève des chemins de fer et fit intercepter la correspondance, d'où un trouble dans son organisation. De plus, la grève des terrassiers se termine par leur victoire. Après cela M. Lagaisle est relevé par le Syndicat national des Chemins de fer de son poste de délégué près de la Confédération générale du travail. Il se fait nommer délégué du Syndicat des Mineurs de Faymoreau (Vendée) et il reste ainsi secrétaire de la Confédération, mais sa présence est une gêne.

Au premier mai 1906 avait été décrétée la grève générale de 24 heures : elle échoua.

Après les événements de Draveil et Vigneux en 1908, la Confédération générale du travail décida une grève générale

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Paris 1900, p. 23 à 25.

de protestation ; elle devait durer 24 heures, mais elle n'eut même pas lieu.

Si la grève générale est en honneur en France et particulièrement à la Confédération générale du travail, il n'en est pas de même dans la majorité des organisations syndicales étrangères. Elles y sont hostiles. Seule l'Italie accepte franchement la grève générale et ses conséquences.

La grève générale expropriatrice paraît être, pour M. Challaye, une utopie. Une fois la majorité des travailleurs groupés en syndicats, elle lui semble être « le plus sûr moyen de conquérir toute réforme, politique ou économique conciliable avec le régime actuel de la production et de l'organisation de la société présente ; mais on peut douter qu'elle suffise à détruire le capitalisme » (1). La pensée de la grève générale expropriatrice équivaut à la thèse catastrophique. Les syndicalistes imaginent une société composée de deux classes bien distinctes sans intérêt commun, la réalité ne répond pas à cette idée. Entre elles deux sont les classes moyennes, si importantes et si nombreuses en France. Or si les ouvriers de l'industrie suspendaient seuls le travail, ils auraient contre eux les agriculteurs, les commerçants, les petits bourgeois qui briseraient leur effort. L'Etat maintiendra l'ordre, écrasera toute révolte par sa police et son armée ; il accomplira provisoirement les fonctions productrices nécessaires à la vie de la nation. Les capitalistes, grâce à leur argent, se procureront des vivres qui leur permettront d'attendre la fin de cette crise. Les ouvriers sans pain seront obligés de reprendre le chemin de l'atelier. Les syndicalistes s'imaginent que les soldats lèveront la crosse en l'air et prendront fait et cause

(1) Challaye. *Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste*, p. 70.

pour eux ; c'est là un singulier espoir que rien ne vient confirmer. Un refus aussi général d'obéissance semble impossible ; l'armée n'est pas composée que d'ouvriers d'usines, il y a des paysans et des bourgeois et ceux-ci ne refuseront pas de maintenir l'ordre, même au prix de leur vie.

On ne voit pas très bien, non plus, les Etats capitalistes voisins assister en spectateurs à une telle révolution sans intervenir. Ils ne supporteraient pas qu'un tel exemple soit donné à leurs sujets. Les complications internationales surgiraient ; les gouvernements voisins défendraient les intérêts de leurs nationaux ; « ils s'uniraient en une sainte alliance » et écraseraient le peuple sans maîtres et sans armes ; par la force de leurs armées disciplinées, ils rétabliraient l'ancien régime social ; les capitalistes émigrés pendant la crise rentreraient « dans les fourgons de l'étranger » (1). Il faudrait supposer que la grève générale éclate en même temps d'un bout à l'autre de l'Europe ; c'est invraisemblable, le développement économique et intellectuel des peuples est trop inégal.

L'idée d'une grève générale expropriatrice apparaît donc comme un enfantillage et ne correspond à aucune réalité.

Si elle commence par une grève des bras croisés, elle ne conservera pas longtemps ce caractère, les syndicalistes s'en rendent compte ; or, du moment où elle deviendra insurrectionnelle, son caractère d'émeute lui attirera une répression formidable du pouvoir ; elle sera écrasée, car elle ne saura opposer de résistance sérieuse aux forces militaires qui se dresseront devant elle. Ce serait un retour à la guerre des barricades qui ne laisse aucun espoir à ses partisans par suite de l'utilisation des armes modernes.

(1) Challage. *Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste*, p. 73.

La grève générale est un mythe, c'est un drapeau qui peut rallier les masses des ouvriers, mais elle n'est qu'un épouvantail sans valeur, quelque chose comme le croque-mitaine dont on menace les enfants pas sages.

3° *Le Sabotage.* — Le sabotage est une tactique révolutionnaire importée d'Angleterre, où elle est connue sous le nom de Go-Canny. Elle se définit par : A mauvaise paye, mauvais travail.

En 1897, l'Union internationale des Chargeurs de navires, à Londres, lança l'appel suivant : (1)

« Si deux écossais marchent ensemble, et que l'un coure trop vite, l'autre lui dit : Go Canny, ce qui veut dire : « marche doucement, à ton aise ».

« Si quelqu'un veut acheter un chapeau qui vaut 5 francs, il doit payer 5 francs, mais s'il ne veut en payer que 4, eh ! bien, il en aura un de qualité inférieure. Le chapeau est une « marchandise ».

« Si quelqu'un veut acheter six chemises de 2 francs chacune, il doit payer 12 francs ; s'il ne paye que 10 francs il n'aura que cinq chemises. La chemise est encore une « marchandise en vente sur le marché ».

« Si une ménagère veut acheter une pièce de bœuf qui vaut 3 francs, il faut qu'elle les paye. Et si elle n'offre que 2 francs, alors on lui donne de la mauvaise viande. Le bœuf est encore « une marchandise en vente sur le marché ».

« Eh bien ! les patrons déclarent que le travail et l'adresse sont « des marchandises en vente sur le marché », tout comme les chapeaux, les chemises et le bœuf.

« — Parfait, répondons-nous, nous vous prenons au mot.

« Si ce sont des « marchandises », nous les vendrons tout

(1) De Seilhac. *Congrès ouvriers en France, de 1876 à 1897*, p. 356-357.

comme le chapelier vend ses chapeaux et le boucher sa viande. Pour de mauvais prix, ils donnent de la mauvaise marchandise et nous en ferons autant.

« Les patrons n'ont pas le droit de compter sur notre charité. S'ils refusent même de discuter nos demandes, eh ! bien, nous pouvons mettre en pratique le Go Canny, la tactique de « travaillons à la douce », en attendant qu'on nous écoute ».

Ce moyen d'action anglais fut naturellement adopté par les syndicalistes français, trop heureux de pouvoir emprunter au syndicalisme anglais une de ses plus mauvaises pratiques.

Au congrès de la Confédération générale du travail de Toulouse, en 1897 (1), M. Délesalle présenta un rapport, au nom de la commission du boycottage et du sabotage.

Il prétend que le patron choisit le moment où une grève est difficile à faire, sinon impossible, pour diminuer les salaires et augmenter la durée du travail. L'ouvrier est donc, à ce moment, à la merci de son patron, n'ayant à sa disposition d'autre arme que la grève. Au contraire, si l'ouvrier veut adopter le sabotage et s'en servir, la situation ne sera plus la même ; il peut résister grâce à ce moyen. Le sabotage n'est pas nouveau ; tous les ouvriers l'ont pratiqué, inconsciemment, il est vrai, et sans méthode. Quand le patron cherche à augmenter le rendement de son usine ou de son chantier, l'ouvrier ralentit la production. Dans la plupart des cas c'est à cause du sabotage que le travail aux pièces a remplacé le travail à la journée, les ouvriers ne fournissant que la moindre quantité de travail possible.

Ce serait commettre une erreur que de penser que le sa-

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Toulouse 1897, p. 141 à 148.

botage n'est utilisable que lorsque le travail est payé à la journée. Il ne consiste pas seulement dans un ralentissement de la production. S'il n'était compris qu'ainsi, sa pratique, dans les cas où la production est la base qui sert à calculer le salaire, serait préjudiciable au saboteur lui-même.

Lorsque le travail est payé à la journée, le sabotage s'applique à la quantité de travail fourni ; lorsqu'il est payé aux pièces l'ouvrier ne ralentit pas la production, mais il fournit un travail de qualité moins bonne. Dans le premier cas, l'ouvrier atteint par le sabotage l'industriel lui-même et directement en réduisant dans une proportion parfois considérable la production de son entreprise ; dans le second cas, l'industriel sera atteint dans sa clientèle, elle se plaindra de la mauvaise qualité de la marchandise qui lui est fournie.

Dans le travail aux pièces, deux cas peuvent se présenter : ou bien le travail est exécuté à domicile, avec un matériel appartenant à l'ouvrier, ici le sabotage ne peut s'exercer que sur la qualité des produits fabriqués ; ou bien le travail est effectué dans une usine et avec un matériel appartenant au patron, dans ce cas il peut être pratiqué non seulement sur la qualité du travail, mais encore sur l'outillage.

Ainsi, dans l'industrie, le sabotage s'effectue tantôt par un ralentissement de la production, tantôt par des malfaçons, tantôt encore par la détérioration ou même la mise hors service de l'outillage.

Le sabotage actif, c'est-à-dire celui qui s'exerce sur l'outillage, en le détériorant ou en le mettant hors d'usage, et celui qui s'exerce sur le produit du travail lui-même par des malfaçons, peut présenter pour ses auteurs quelques inconvénients : ils pourraient être découverts, poursuivis devant les tribunaux et condamnés. Aussi, pour éviter cela, a-t-on

perfectionné la tactique dans certaines corporations et emploie-t-on la méthode du « reportage » du travail, appelée communément « grève des bras croisés ».

Ce sont les terrassiers qui se montrèrent les plus habiles dans cet exercice : les résultats obtenus par eux dépassent toutes les espérances conçues.

La grève les réduisant au chômage et aux maigres soupes communistes, le sabotage sur les instruments du travail, pioches, pelles etc., étant à peu près généralement impossible car ces outils leur appartiennent, les terrassiers trouvèrent plus pratique de se rendre aux chantiers et là, au lieu de suivre comme guides ceux d'entre eux qui travaillent le plus, ils prirent exemple sur celui qui faisait le moins de besogne ; mais cela même était encore trop et le critérium fut de ne rien faire du tout, tout en ayant l'air de travailler.

Cette performance est atteinte dans presque tous les chantiers du Métropolitain de Paris. Le rendement du travail s'est abaissé de 3 à 400 pour cent ; ce qui coûtait cinq francs lorsque les entrepreneurs ont soumissionné aux travaux, coûte actuellement vingt francs. Sur un chantier il a fallu payer jusqu'à 320 francs pour extraire un mètre cube de terre (1).

Comme il faut, même pour une mauvaise cause, avoir l'air de donner des raisons, M. Le Du expliquait aux terrassiers réunis le 26 juillet 1908 dans la salle du Tivoli-Vaux-Hall : « Vous travaillez un quart de moins que jadis, assure-t-on. Quand vous aurez un rendement de travail encore inférieur de 50 %, par exemple, ne travaillerez-vous pas encore plus que vos entrepreneurs et qu'ont ces messieurs à se plaindre ? » Et M. Rousselot, du bâtiment, ajoutait : « Oui, pas de grève. Mais le sabotage, camarades, peut

(1) *Le Travail national*, 2 août 1908.

être trop dangereux, mieux vaut répondre aux patrons en travaillant ; je veux dire en ne travaillant pas tout en travaillant. Dans la maçonnerie, avant notre dernier lock-out, nous demandions la journée de neuf heures, les patrons nous proposaient celle de dix. Nous avons répondu en rappelant aux ouvriers que ce n'était pas de trop d'une demi-heure à la fin de leur journée pour se laver les mains et autant pour ranger leurs outils... De même, nous avons poussé l'intérêt des patrons jusqu'à employer une quantité de matériaux double de celle qu'il fallait pour faire des travaux plus solides. On nous reproche de travailler plus lentement. Il fait chaud, vous serez excusables d'aller moins vite » (1).

Le sabotage peut s'employer aussi dans le commerce, par le gaspillage de l'objet vendu, dont le commis fait au besoin profiter l'acheteur, ou encore par la « rebuffade » envers le client de manière à le pousser à s'approvisionner ailleurs. Le sabotage s'y pratique par le coulage et la flânerie, dans certains cas ses résultats sont aussi brillants que dans l'industrie. M. Beausoleil, au congrès de Rennes en 1898, estimait qu'« avec du flair, une cinquantaine de militants pourraient ruiner le Louvre et le Bon Marché ». Ceci ne nous paraît pas exact, car, à notre avis, ce n'est pas dans des maisons aussi importantes que celles-là, où la surveillance s'exerce d'une façon particulièrement sévère, que l'employé-saboteur pourrait accomplir pendant longtemps ses méfaits et les cinquante militants seraient découverts et renvoyés bien avant la faillite de ces grands magasins. M. Lévy, trésorier de la Confédération générale du travail, dans un discours, le 25 avril 1907, pour lequel,

(1) *L'Eclair*, 27 juillet 1908.

d'ailleurs, il fut poursuivi devant les tribunaux, donnait des conseils pratiques de sabotage aux employés : « Pour le sabotage, rien n'empêche de couper cinquante centimètres de plus que ce que demande le client, ou de mettre la main sur un objet ou sur un jouet de choix; ceci n'est pas voler, ce n'est que ruiner la caisse du patron. De la part d'un employé limonadier, le sabotage ne doit pas consister à servir au client deux consommations pour une; mais il n'y a rien de plus simple que de laisser tranquillement un robinet ouvert et de permettre ainsi au liquide de se répandre par terre. »

Nous ne croyons pas que le sabotage soit très pratiqué par les employés. Le commerce est à peu près généralement à l'abri de tels actes. Les marchands de charbon pourtant sont atteints par les déchargeurs qui laissent de temps à autre un bloc de charbon tomber dans la Seine (1).

L'industrie, par contre, a souvent à supporter des actes de sabotage.

Les ouvriers coiffeurs parisiens badigeonnèrent les devantures des magasins de leurs patrons avec un produit caustique détériorant la peinture (2).

Après une tournée de propagande de M. Griffuelhes auprès des résiniers des Landes, auxquels il donna des leçons de sabotage; les résultats furent si satisfaisants que leur apôtre, flatté d'avoir si bien rempli la mission qu'il s'était assignée, ne put s'empêcher de manifester sa joie; « que de pots cassés! que de préjudices causés aux propriétaires! » (3)

Pour une même commande, des cordonniers ont fabriqué

(1) De Seilhac. *Syndicats ouvriers. Fédérations. Bourses du travail*, p. 326.

(2) Pouget. *La Confédération générale du travail*, p. 44.

(3) *L'Humanité*, 13 février 1907.

un soulier de nain et un soulier de géant ; puis pour d'autres chaussures, ils ont assorti des talons plats et des talons Louis XV ; ils ont joint une bottine à bout pointu à une bottine à bout carré (1).

Le 18 juillet 1906, un employé des tramways de Toulon, membre du syndicat rouge, abandonna, sans aucun motif, sa voiture sur un point de la ligne où se trouvait une pente raide ; la voiture ainsi abandonnée s'ébranla et bientôt elle parcourait la ligne à une allure vertigineuse, menaçant à chaque instant de produire une catastrophe ; la voiture ayant déraillé alla s'abîmer contre une muraille. L'employé à la suite de ce fait fut révoqué ; mais le syndicat n'accepta pas cette décision, et envoya auprès du directeur de la compagnie une délégation chargée de protester contre la sanction qui frappait l'employé saboteur. La délégation protesta de telle façon que la police dut intervenir (2).

Lors de la grève des linotypistes parisiens en 1909, ceux-ci avant de quitter les ateliers sabotèrent les machines et le marbre.

En 1905, le syndicat des ouvriers boulangers parisiens, dont le secrétaire est M. Bousquet, menaça les patrons boulangers de saboter le pain en le rendant impropre à la consommation par l'addition de poudre de savon, et de saboter les instruments de production en versant du pétrole sur la sole des fours, ce qui les met pour longtemps hors de service (3). Ces menaces furent en partie mises à exécution et tout le monde se souvient du bruit que fit un certain nombre d'attentats contre les boulangeries, les patrons boulangers et leurs ouvriers qui voulaient travailler.

(1) *Le Temps*, 30 juin 1908.

(2) *Le Temps*, 19 juillet 1906.

(3) *Le Musée social*. Les annales de septembre 1905.

Certains se montrent sceptiques quant à la gravité que peut présenter le sabotage dans la boulangerie : les ouvriers s'ils s'attaquent au pain lui-même en l'additionnant de matières étrangères tombent sous le coup de la loi ; s'ils sabotent les fours, le matériel ou la cuisson, ils seront renvoyés par leurs patrons. Tout cela est très vrai, mais on ne tient pas assez compte de ce que la loi ne frappe qu'après le délit ou le crime commis, que la législation française ne dispose d'aucun moyen préventif efficace, et que le patron, en cas de sabotage, ne pourra intervenir que lorsqu'il sera accompli. D'ailleurs, un seul exemple suffit à montrer toute la gravité du sabotage dans la boulangerie ou dans toute industrie d'alimentation : à Tarbes, en mai 1907, quinze personnes furent gravement malades à la suite d'un repas pris en commun, d'autres cas semblables se produisirent dans cette ville. Ces indispositions provenaient du pain fourni par un boulanger ; ce dernier avait occupé pendant un seul jour un ouvrier qui s'était enfui et qui avait été déjà poursuivi et condamné pour sabotage de pain commis à Mirande (Gers) (1).

Le sabotage constitue un perfectionnement considérable dans la tactique suivie par les syndicalistes révolutionnaires, et particulièrement par la Confédération générale du travail, pour arriver à ruiner l'industrie.

Autrefois, avant qu'il ne fût pratiqué méthodiquement, l'ouvrier, pour gêner son patron, se mettait en grève au moment où les commandes affluaient ; l'industriel ne pouvait donc pas faire honneur à ses engagements, mais il lui restait un moyen d'échapper à la ruine : il pouvait, dans certains cas tout au moins, invoquer auprès de ses clients

(1) *Le Temps*, 19 mai 1907.

le cas de force majeure, et faire résilier les marchés qu'il avait conclus. Le sabotage constitue une arme autrement terrible que la grève, surtout lorsqu'il s'applique à des produits qui ne doivent pas être vendus de suite.

Lorsqu'un patron garde en magasin un certain temps les produits manufacturés il peut être ruiné par le sabotage, sans qu'il lui soit possible de découvrir immédiatement la cause qui fait périliter ses affaires. Un client, portant habituellement des chaussures de la même marque, ne se plaindra souvent pas auprès de son marchand si ces chaussures deviennent défectueuses; il changera de fournisseur et le manufacturier ne s'apercevra que peu à peu que sa clientèle l'abandonne, mais il n'en connaîtra qu'à la longue la cause, car un coup de tranchet habilement donné suffit à rendre impropre à l'usage une paire de chaussures, sans que rien ne permette de s'en apercevoir au moment de sa mise en vente. L'ouvrier saboteur pourra ainsi rester longtemps dans une usine, sans que l'industriel ne se doute qu'il est la cause de sa ruine lente mais certaine.

Les partisans et les théoriciens du sabotage prétendent qu'il est moralisateur, car il est le meilleur moyen d'action pour faire régner la justice et la fraternité (1). Le sabotage, pour l'industriel, est évocateur « de réflexions conciliantes », il est « un frein aux cupidités capitalistes ». Que les bourgeois soient sans crainte, ils n'ont pas à s'occuper du sabotage, car il ne s'adresse pas à eux, c'est seulement entre l'ouvrier et le patron que la lutte est engagée et se poursuit. « Si les mitrons oublient de mettre du levain dans la pâte, s'ils oublient le sel, ou, tout au contraire, s'ils

(1) *L'Humanité*, Pouget, 3 avril 1909.

avaient la main lourde, si encore ils laissaient brûler le pain au four, le pain serait invendable et seul le patron en pâtirait. Si même les mitrons allaient jusqu'à rendre le four inutilisable, le préjudice ne serait encore que pour le patron. Les consommateurs n'ont donc pas à s'émotionner et à redouter les coliques par ingestion de pain saboté, tous les ennuis seront pour les marchands. » L'argumentation ne manque pas d'une certaine saveur, mais elle n'est certainement pas marquée au coin du meilleur bon sens. Si, au point de vue de la santé, le sabotage, tel que l'entend M. Pouget, n'est pas à proprement parler dangereux, cette méthode d'action ne comporte pas, il ne faut pas l'oublier, que des actes aussi anodins pour l'estomac des consommateurs; mais comme le sabotage tel qu'il a été pratiqué dans les boulangeries de Tarbes et d'ailleurs présente quelque inconvénient pour la théorie de M. Pouget et ne laisse pas que de l'embarrasser, il oublie d'y faire allusion.

En restant sur le terrain même qu'il a choisi et dans les hypothèses qu'il nous présente, nous pouvons craindre, malgré ses affirmations, que le consommateur supporte les conséquences du sabotage, car le boulanger ne pourra pas livrer le pain défectueux, qui sera inutilisable, et, si le sabotage s'étendait, il se pourrait qu'il n'y eût plus de pain pendant un certain temps. Ce jour-là les consommateurs ne trouveraient peut-être pas le sabotage « moralisateur » et les syndicalistes, ainsi que leurs syndicats, pourraient regretter amèrement d'être des moralistes trop ardents.

Les industries privées ne sont pas seules à souffrir du sabotage; les industries de l'Etat sont victimes aussi quelques fois du vandalisme des syndicalistes.

Les actes de sabotage dans l'industrie privée sont graves,

car ils dénotent un état d'esprit révoltant et leurs conséquences peuvent être souvent la ruine pour un industriel chez lequel on sabote régulièrement. Mais combien plus graves encore sont les actes de sabotage pratiqués sur les moyens de notre défense nationale et même ceux qui empêchent le fonctionnement des services publics qu'assure l'Etat.

Lors des deux grèves des agents des postes-télégraphes et téléphones, des actes de sabotage furent commis. C'est ainsi que, au cours de la première grève des employés du Central télégraphique à Paris, on toléra dans les salles, par crainte du sabotage, la présence des grévistes, alors que la prudence commandait de les expulser; grâce à cela, les employés eurent le temps de saboter les appareils télégraphiques et de les mettre hors d'usage pour un temps assez long, soit en détériorant certaines pièces, soit surtout en dévissant les vis qui règlent ces appareils et en les emportant en quittant leur service. Au cours de la seconde grève, en 1909, et après elle, les actes de sabotage furent très nombreux. En voici les chiffres, présentés par M. Clémenceau, président du Conseil des Ministres, à la Chambre des députés : « Actes de sabotage. Au cours de la grève des postiers, du 14 au 22 mai, 57 faits de sabotage ont été commis dans 20 départements (fils coupés, fils mêlés avec fils fins en cuivre, conducteurs mêlés entre eux ou à terre, bris de coupe-circuits, poteaux sciés). »

« Depuis la fin de la grève, du 23 mai au 8 juillet, 60 faits ont été commis dans 16 départements. Au total, du 23 mai au 8 juillet, 117 actes de sabotage ont été commis dans 36 départements.

« Boîtes à lettres. Du 1^{er} mai au 9 juin, 16 boîtes aux lettres ont été sabotées dans 4 départements (boîtes cam-

briolées et incendiées; on y jette des allumettes enflammées, du pétrole, des acides, de la poudre de chasse). Dans une seule boîte, 100 lettres ont été détruites (1) ».

Ce sabotage des fils télégraphiques avait été organisé en réponse aux révocations de 800 postiers grévistes. *La Guerre sociale* estime que le chiffre indiqué par le ministre de l'Intérieur est inférieur à la réalité et qu'il y a lieu d'y ajouter encore 112 cas de fils coupés dans la banlieue est de Paris, dans la quinzaine qui a précédé le 8 juillet, et dont « aucun journal n'a fait mention (2) ». De même elle annonçait, « de bonne source », que « l'organisation secrète qui a donné le signal du sabotage des fils a invité tous les révolutionnaires à suspendre leurs opérations » jusqu'à ce que l'on sache si le nouveau ministre usera de clémence envers les révoqués.

Le sabotage est si bien entré dans les mœurs des ouvriers que sa seule menace fait frémir les industriels et chefs d'entreprises à qui elle s'adresse.

C'est ainsi que les électriciens des secteurs de Paris s'étant mis en grève et l'éclairage électrique faisant défaut de ce fait, le gouvernement mit à la disposition des secteurs un personnel de fortune composé de soldats du génie, permettant ainsi de congédier les grévistes et de les remplacer par d'autres ouvriers qu'on aurait le temps d'embaucher. La direction des secteurs avoua ne pas pouvoir agir ainsi, car elle craignait des actes de sabotage et la détérioration de machines délicates et fort chères.

Le sabotage est d'autant plus à redouter que c'est un acte éminemment lâche et hypocrite qui se commet dans l'ombre.

(1) *Journal officiel*, 13 juillet 1909. Discours de M. Clémentau à la séance de la Chambre des députés du 12 juillet, p. 2009.

(2) *La Guerre sociale*, 21 au 27 juillet 1909.

Il est donc très difficile, dans la presque totalité des cas, de surprendre un saboteur. Cela explique le peu d'efficacité des enquêtes menées pour découvrir les coupables.

De tout temps il y eut, cela est hors de doute, des ouvriers qui, par paresse, par négligence, par mauvaise volonté ou par vengeance, abimèrent et mirent hors d'usage des matériaux et du matériel qui leur étaient confiés; c'est là du sabotage. Mais jusqu'à la création de la Confédération générale du travail personne n'osait glorifier de tels actes; à elle revient l'insigne d'honneur d'avoir établi une théorie philosophique du sabotage, d'avoir excité les ouvriers à ces pratiques et de le faire encore. Les leçons ne furent pas perdues; ces actes, individuels et isolés avant l'apparition de cette organisation, sont maintenant collectifs et fréquents; ils s'accomplissent sur un mot d'ordre, ils sont préparés, organisés d'avance; ils se perfectionnent chaque jour et leur nombre va en augmentant.

La raison du succès du sabotage est simple : il flatte les plus bas et les plus vils instincts des masses populaires. Le sabotage est une excuse pour le paresseux, qui prétend ne pas travailler parce qu'il est mal payé; il en est une aussi pour l'envieux, qui satisfait ainsi une vengeance personnelle.

Mais le saboteur, tout à la joie de détériorer et de briser des instruments fragiles ou de ruiner son patron, ne s'aperçoit pas qu'en agissant ainsi il se ruine lui-même.

Les industriels lésés sans cesse par de tels actes cherchent à se défendre contre un tel ennemi; s'ils sont les plus faibles dans cette lutte, ils fermeront leurs usines.

Si les insipides hâbleurs, qui ont abandonné depuis longtemps l'usine, trop paresseux pour vouloir gagner leur vie autrement qu'en excitant leurs camarades à la haine et

aux actes criminels, ont intérêt à voir commettre des faits de sabotage, il n'en est pas de même de l'ouvrier. S'il est assez naïf pour écouter ces tribuns d'estaminet, il perdra sa place et son pain, et, en tuant le patron, il se suicidera lui-même.

La patience et la bonne volonté ont des limites, même chez les patrons, et avec de telles pratiques elles seront vite atteintes. Ce jour là ce sera la fin de la force industrielle et commerciale de la France, et les ouvriers n'auront plus d'argent pour vivre, car ce ne seront pas leurs professeurs de sabotage et d'action directe qui leur en donneront : ils sont les payés toujours, mais jamais les payeurs.

Le sabotage n'est pas admis par tous les ouvriers. Beaucoup sont adversaires de tels procédés qui sont « plus nuisibles qu'utiles aux intérêts des travailleurs » et « qui répugnent à la dignité de beaucoup d'ouvriers ». D'autres, auxquels de tels actes ne paraissent pas aussi révoltants, ne les pratiquent pas, leur courage étant paralysé par « la crainte du gendarme ».

4°. *Le Boycottage.* — Le boycottage est l'équivalent de ce qu'on appelle la mise à l'index. C'est le fait de ne pas acheter à certains commerçants ou de ne pas user de certaines marchandises. Il est d'origine révolutionnaire et nous vient aussi d'Angleterre. C'est en 1879 que ce système fut pratiqué pour la première fois.

Régisseur de grands domaines en Irlande, appartenant à un lord anglais, le capitaine Boycott s'était rendu tellement impopulaire auprès des paysans que ceux-ci le mirent à l'index et refusèrent de travailler pour lui. En 1879 aucun d'eux ne se présenta pour rentrer les récoltes. Le capitaine Boycott fut obligé de partir pour l'Amérique où il mourut dans la misère. Par la suite, le boycottage continua à être

employé en Irlande, d'où il passa en Angleterre puis sur continent.

Il est devenu, depuis lors, une arme très fréquemment employée.

Il fut présenté, en même temps que le sabotage, au congrès de la Confédération générale du travail de Toulouse en 1897 (1) par M. Délesalle, représentant de la fraction révolutionnaire de cette organisation.

Si le boycottage n'est autre chose que la mise à l'index, il affecte pourtant, dans certains cas, un caractère plus révolutionnaire. C'est un moyen très pratique, pense M. Délesalle, et il est susceptible de donner d'excellents résultats ; il faut l'employer aussi souvent que possible.

Les industriels, sauf dans de très rares exceptions, ne pouvant être atteints par le boycottage, on leur réserve le sabotage. Mais à l'égard du commerçant c'est un excellent moyen ; ce dernier peut être boycotté sérieusement et de ce fait il est atteint très gravement. Chaque fois qu'il voudra diminuer les salaires, augmenter le nombre des heures de travail de ses employés, ou bien lorsque ceux-ci voudront être plus libres ou gagner davantage, on le boycottera et on invitera le public à ne pas s'approvisionner chez lui jusqu'au jour où les ouvriers lui feront grâce.

Pour montrer la valeur du boycottage et la manière de s'en servir plusieurs exemples furent cités, tous, d'ailleurs, sauf un, pris à l'étranger. Ce sont d'abord certains brasseurs de Berlin qui, boycottés par les ouvriers en 1894 pour avoir refusé leurs salles de réunion aux socialistes, subirent du fait de l'abstention de la plus grande partie de leur clientèle du dimanche des pertes importantes et durent

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Toulouse 1897, p. 141 à 148.

se soumettre aux exigences des socialistes. Puis c'est l'administration des chemins de fer allemands qui supprime les employés chargés de fermer les portières. Les socialistes refusèrent de les fermer lorsqu'ils descendaient d'un wagon ; on fut obligé de reprendre les ouvriers congédiés.

On cite un seul exemple de boycottage victorieux en France, c'est celui d'un commerçant du Mans établi près de la Bourse du travail et connu pour ses idées peu favorables au syndicalisme. Il fut boycotté par les ouvriers et dut transporter son commerce plus loin.

Le cas suivant est cité comme boycottage, quoique, à notre avis, ce soit du sabotage. A Londres, en 1893, les employés de magasin voulurent forcer leurs patrons à fermer une après-midi par semaine pour compenser l'après-midi du samedi durant laquelle ils travaillent alors que les autres ouvriers chôment. Les maisons où on leur refusait cette demi-journée furent mises à l'index et, de plus, les ouvriers prirent d'assaut certains établissements et brisèrent leur matériel. Un jour, entre autres, ils entrèrent dans un magasin de jambons, prirent les victuailles et les jetèrent à la rue.

Dans son rapport, M. Délesalle invite les ouvriers à utiliser largement ce moyen d'action, et regrette que l'ardeur révolutionnaire ne se traduise qu'en mots et en cris et non en actes.

Le congrès de Toulouse adopta ce rapport et classa définitivement le boycottage parmi les moyens d'actions syndicalistes.

Quoique d'autres congrès aient adopté des ordres du jour en faveur de ce moyen d'action, il n'en reste pas moins vrai que les résultats pratiques obtenus sont insignifiants.

Si le boycottage paraît simple à appliquer en principe

(il ne consiste qu'en une abstention), on se heurte à des difficultés insurmontables dans la pratique, car elles proviennent d'un état d'esprit contre lequel on ne peut guère lutter.

D'abord les ouvriers doivent se rendre compte qu'en général le boycottage exercé par eux seuls sera insuffisant et que minime sera le nombre des commerçants qu'ils sont capables de gêner par leur seule abstention. Pour arriver à un résultat utile, ils sont obligés d'entraîner dans leur action le grand public, et celui-ci n'attache aucune importance aux affiches et placards publiés par les ouvriers. Il n'a nulle envie de se mêler à leurs querelles, n'y voyant aucun avantage, mais par contre beaucoup d'inconvénients. Il se soucie fort peu de ces questions et il achète où il a l'habitude de le faire, où cela lui est le plus commode et où il paye le meilleur marché. Quant à l'ouvrier, il est bien trop indolent et la plupart du temps trop indifférent pour faire un effort quelconque : il trouve que le syndicat a raison de boycotter tel ou tel commerçant, mais il continue à se servir chez lui.

Pour que le boycottage soit efficace, il doit être pratiqué largement et pour cela il faut une discipline inconnue des syndicalistes français.

5° *Le Label*. — Le label est la contre-partie du boycottage et tous deux dérivent des mêmes principes d'« auto-émancipation » (1).

Le label est l'invitation faite par une corporation à tous les ouvriers « d'utiliser leur force de consommation » en faveur de leurs camarades de la corporation indiquée par le label et cela sans qu'il leur en coûte rien de plus que la volonté de manifester leur « esprit de solidarité ». Grâce

(1) Pouget, *La Confédération générale du travail*, p. 42.

au label ou « marque syndicale », ils pourront faire leurs achats chez les commerçants et les industriels qui respectent les conditions imposées par les syndicats.

Le label est une marque spéciale, affiche ou étiquette, délivrée par les syndicats aux commerçants et industriels qui n'emploient que des ouvriers syndiqués et qui leur paient les tarifs syndicaux. Cette marque, placée d'une façon apparente dans les magasins ou sur les objets mis en vente, indique aux clients, acheteurs ou consommateurs, que le produit est confectionné par des ouvriers syndiqués, ce qui permet de faire de la propagande syndicale en n'achetant que des objets fabriqués par des ouvriers syndiqués.

Les syndicalistes prétendent que par son utilisation les patrons coiffeurs, restaurateurs et autres indiquent à leurs clients que leur personnel « est consciencieux », puisque, étant payé au tarif syndical, il applique la maxime « à salaire raisonnable, travail scrupuleux » (1).

Le label est considérablement développé dans certaines industries, celle du Livre entre autres ; les Fédérations de l'Alimentation et des Coiffeurs pratiquent aussi ce moyen et délivrent aux commerçants, qui remplissent les conditions nécessaires, des « affiches-labels ».

Le congrès de Paris, (2) en 1900, s'occupa très activement des moyens à employer pour développer son utilisation. Il prit, pour arriver à ce résultat, un certain nombre de résolutions.

Une active propagande devait être faite auprès de tous les groupements ouvriers pour propager l'emploi de la marque de la Fédération des Travailleurs du Livre et pour

(1) Yvetot. *A. B. C. syndicaliste*, p. 62.

(2) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Paris 1900, p. 59 à 62 et 176 à 178.

étudier les moyens d'en établir d'analogues pour les autres corporations. La Fédération du Livre fut invitée à essayer de constituer un « comité général des marques syndicales » chargé d'examiner les moyens propres à en généraliser l'emploi. Ce comité serait composé d'un délégué de chaque fédération d'industrie ou de métier et se réunirait une fois par mois. Il décida qu'un journal *la Marque Syndicale* serait créé et paraîtrait sous le contrôle de ce comité. Il se consacrerait entièrement à cette propagande spéciale ; la Fédération du Livre en ferait les premiers frais ; tiré à un grand nombre d'exemplaires, il serait mis en vente dans les Bourses du travail, syndicats, réunions corporatives, etc.. Lorsque les dépenses occasionnées par la publication du premier numéro seraient couvertes il en paraîtrait un second, et ainsi de suite. La presse « sympathique aux revendications ouvrières » fut invitée à aider à la diffusion de l'emploi du label et les journaux corporatifs devaient traiter cette question dans leurs colonnes, afin de décider les travailleurs français à employer « énergiquement » ce nouveau mode d'action. Les coopératives de production et de consommation devaient l'employer. La Fédération des Bourses devait engager les Bourses du travail et les unions de syndicats à créer chacune un comité spécial chargé d'examiner les moyens pratiques pour arriver à « implanter » l'usage des marques syndicales dans leur localité, et à afficher dans leurs locaux et au siège de chaque syndicat un tableau indiquant l'adresse des commerçants chez lesquels les ouvriers sont invités à se fournir. On demanderait aux pouvoirs publics l'assimilation légale des marques syndicales aux marques de fabrique. Enfin le congrès décida de s'efforcer par une propagande incessante à créer un label international. Il faut ne plus consommer ni acheter des

objets qui ne soient pas exécutés par des ouvriers syndiqués ; on les paiera « peut-être un peu plus cher », mais on aura la certitude qu'il sont l'œuvre « de travailleurs travaillant au tarif de leur corporation ». De toutes ces résolutions aucune ne fut suivie d'effet.

La Fédération des Bourses du travail, au congrès de Paris, décida de créer des marques pour les corporations dont les syndicats ne sont pas réunis en fédérations nationales. Lorsqu'un syndicat adhère à une Bourse aura accepté une marque, la Bourse sera tenue de l'aider à l'imposer au patronat. Les corporations organisées en fédérations s'adresseront pour le choix de leur label à la Confédération générale du travail et non à la Fédération des Bourses.

En octobre 1902, le comité confédéral s'occupa, sur la demande de la Fédération des Coiffeurs, d'établir une affiche-label. Cela fait, il nomma une commission afin d'en étendre la pratique aux autres corporations. Cette commission proposa que ces labels soient créés par la Confédération et délivrés aux fédérations, qui à leur tour les délivreraient à leurs syndicats. Ce label devait représenter : au milieu la « mappemonde confédérale », en haut les mots « marque syndicale », en bas le nom de la fédération.

Mais une difficulté surgit entre la commission et la Fédération du Livre qui ne voulait pas d'un tel label et qui fit supprimer sur le sien la « mappemonde confédérale » ; de plus, elle inscrivit sur le label le nom exact du syndicat qui devait s'en servir. Elle rendait ainsi les syndicats propriétaires du label. La suppression de la mappemonde permettait à la Fédération du Livre de conserver la libre disposition de sa marque au cas où elle se séparerait de la Confédération générale du Travail.

Le congrès de Bourges (1), en 1904, eut à décider si le label serait fédéral ou confédéral. Un grand nombre de délégués pensait qu'il devait être fédéral afin qu'il put s'adapter en dessin et en format aux objets sur lesquels il devait être apposé. L'uniformité ne peut régner que dans la marque d'une même industrie, et cela est nécessaire dans ce cas pour éviter toute confusion. Malgré cela, à mains levées et avec une énorme majorité, le congrès décida que le label serait confédéral.

Le principe du label fut adopté par presque tous les congrès et particulièrement par ceux de 1898, de 1900, de 1901, de 1902 et de 1904. Il n'a pas donné de grands résultats. L'affiche-label, qui, afin d'éviter les fraudes, est renouvelée chaque trimestre, imprimée sur un papier de couleur différente et porte l'indication de l'année et du trimestre, est d'un usage très restreint chez les commerçants.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que du « label commercial », c'est-à-dire de celui qui a pour but d'indiquer aux consommateurs les produits qu'ils doivent consommer. Il y a un autre label, dit « marque confédérale », qui sert de moyen de reconnaissance aux syndicats confédérés.

Ce label, qui s'applique sur tous les imprimés syndicaux, indique aux syndicats ouvriers qu'ils sont unis par la Confédération générale du travail et qu'ils remplissent les obligations que leur impose cette organisation. Un répertoire des organisations syndicales adhérentes à la Confédération, publié tous les deux ans par le comité confédéral, donne l'énumération des groupements qui ont le droit d'en faire usage.

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Bourges 1904, p. 221 à 230.

Apposé sur les appels à la solidarité, il est une recommandation auprès des autres corporations.

Le label confédéral représente « une mappemonde sur laquelle, par dessus frontières et océans, s'entrelacent deux mains fraternelles, avec, en exergue, la devise Bien-Être et Liberté. Ce label est le symbole du lien de solidarité qui relie la classe ouvrière en ses communes aspirations » (1).

C'est au congrès de Nice (2), tenu par les Bourses du travail, que pour la première fois l'idée d'une marque syndicale fut présentée. Le secrétaire de la Fédération des Bourses manifesta le désir que toutes les organisations adhérentes à la Bourse du travail d'une localité puissent se reconnaître entre elles et se distinguer des syndicats jaunes. Pour cela tout syndicat qui « lutte contre l'exploiteur » devrait adopter un monogramme significatif, une sorte de signe de ralliement, qui indiquerait son adhésion absolue à la grande organisation des travailleurs « qui veulent leur complet affranchissement ». Les Bourses du travail le donneraient aux organisations qui se réclameraient du principe de la lutte de classes et empêcheraient les autres organisations de s'en servir.

La question fut reprise à Montpellier, en 1902, où un rapport fut présenté (3).

C'est une arme qui a pour objet de mieux utiliser les secours de grève en n'éparpillant pas les ressources déjà faibles des organisations syndicales et en permettant qu'elles n'aillent qu'à des syndicats confédérés. Elle sert de signe de reconnaissance aux éléments actifs du prolétariat.

(1) Pouget. *La Confédération générale du travail*, p. 30.

(2) *Congrès des Bourses du travail*, Nice 1901, p. 67 à 73.

(3) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Montpellier 1902, p. 60 à 63.

Cette marque est complétée par le répertoire-contrôle contenant la liste des syndicats confédérés.

Afin de régulariser la rentrée des cotisations, le congrès d'Amiens, en 1906, décida de mettre à l'étude un projet de « timbre confédéral » déjà présenté à Bourges, en 1904, qui permettrait de voir tout de suite si les organisations ont réglé leurs cotisations et indiquerait aux syndiqués si leur organisation est confédérée.

M. Merrheim présenta un rapport au congrès de Marseille en 1908 (1). D'après lui le timbre confédéral s'impose surtout pour amener les fédérations à payer régulièrement leurs cotisations, car beaucoup d'organisations ne payent qu'à la veille des congrès, ce qui rend la comptabilité très difficile. Pour le moyen d'application la commission présente une double proposition se résumant comme suit : « 1° un timbre unique pour la fédération avec carte confédérale facultative ;

« 2° un timbre spécial pour les Bourses avec un livret de syndicat obligatoire ».

On n'impose pas la carte confédérale aux fédérations parce que le timbre est déjà en application dans un certain nombre ; elles ont des livrets syndicaux ou fédéraux sur lesquels leurs adhérents apposent le timbre fédéral qui justifie le paiement de leurs cotisations. Lorsqu'on appliquera le timbre confédéral, ces fédérations substitueront simplement ce timbre à leur timbre particulier. Le timbre doit avoir comme valeur celle de la cotisation payée à la Confédération. Ainsi une fédération qui paie 10.000 francs de cotisations recevra du trésor-

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille 1908, p. 71 à 76.

rier confédéral, en même temps que son reçu, 10.000 timbres. La valeur du timbre doit-être équivalente au montant de la cotisation mensuelle que paient les adhérents. La commission pense que l'on doit obliger les Bourses du travail à avoir le livret syndical qui contiendrait les statuts de la Confédération, ceux du viaticum, le résumé des indications nécessaires au fonctionnement des syndicats, la création et le fonctionnement des divers organismes confédéraux et, de plus, une page contenant 24 cases, pour les 24 mois comprenant l'exercice d'un congrès à un autre. Les Bourses du travail ou Unions locales de syndicats remettraient elles mêmes un livret à chacun de leurs syndicats adhérents. Le timbre aurait la forme d'un timbre-poste avec le label et le nom de la fédération à laquelle il devra être mis en échange des cotisations.

La question ne fut pas réglée au congrès de Marseille et fut reprise à la conférence extraordinaire des fédérations et des Bourses de Paris. La décision prise est celle proposée par la commission à Marseille.

Un usage curieux du label a été fait en 1907 et mérite d'être cité. Sous les auspices de la Confédération générale du travail, il a été fabriqué du papier à cigarette, il est vendu en paquets portant le label. Ce papier s'appelle « le syndiqué », son prix est le même que celui des autres marques. Des boîtes de 100 paquets sont livrées aux organisations syndicales à raison de 8 francs, celles-ci vendent chaque paquet 10 centimes ; la différence entre le prix d'achat et celui de vente, c'est-à-dire, pour 100 paquets, 2 francs, est un bénéfice qui entre dans la caisse de propagande de l'organisation. De plus une somme égale est versée à la caisse de la Confédération générale du travail.

L'auteur de cette initiative conserve pour lui, comme

bénéfice personnel, le bénéfice que prélève l'industriel fabricant de papier à cigarette et abandonne aux organisations syndicales et à la Confédération, par moitié à chacune, le bénéfice que fait le commerçant vendant au détail ce papier. C'est une manière avantageuse de faire de la propagande syndicale et de la propagande en faveur du label.

La mise en vente commença en janvier 1908 ; les versements opérés depuis cette époque jusqu'en novembre 1908 à la caisse de la Confédération générale du travail se sont élevés à 673 francs, ce qui représente 33.650 cahiers de papier à cigarette achetés par les syndiqués. C'est peu !

6°. *L'antimilitarisme et l'antipatriotisme.* — Les syndicalistes révolutionnaires sont antipatriotes ; mais ils n'ont pas dès le premier jour proné l'antipatriotisme ; ils sont pour cela trop habiles.

Craignant d'effaroucher leurs adhérents s'ils présentaient tout de suite cette doctrine, ils s'efforcèrent tout d'abord de faire admettre l'antimilitarisme en le présentant sous une forme susceptible de rallier des individus qui auraient refusé de se déclarer antipatriotes. Ils prirent prétexte, pour combattre l'armée, de sa présence sur les champs de grève et soutinrent que leur seul but était d'empêcher l'armée, mise à la disposition du patronat, de prendre part aux luttes entre le capital et le travail ; d'ailleurs, selon eux, il est raisonnable d'agir ainsi, car la seule présence de la troupe constitue une restriction au droit de grève.

Au début les syndicalistes ne se déclaraient donc pas antimilitaristes au sens large du mot, mais seulement adversaires de la protection que l'armée accorde aux individus et à la propriété.

C'est sur le terrain purement économique qu'ils prétendaient se placer en agissant ainsi. Il faut protester contre le rôle que l'on fait jouer à l'armée en la faisant paraître dans les localités où le travail a cessé et en lui faisant remplacer parfois les ouvriers en grève. L'armée se trouve sans cesse en face des travailleurs, remplissant un rôle pour lequel elle n'est pas faite ; ces ouvriers, parce qu'ils sont soldats, sont obligés d'empêcher leurs camarades de mener à bien leurs projets.

Ces protestations ayant été bien accueillies par les ouvriers, les syndicalistes aggravèrent un peu plus leurs théories. Les discours étant insuffisants, il faut passer aux actes, et pour cela il suffit que les syndicats fassent de la propagande pour attirer à eux les soldats « abusés par leurs chefs » et pour leur faire comprendre leur devoir.

L'unanimité ayant encore été obtenue sur cette proposition, il fut décidé dans de nombreux congrès qu'une propagande active serait engagée dans ce sens ; et, chose rare, ces décisions furent appliquées.

Les syndicats et les fédérations, tant réformistes que révolutionnaires, cherchèrent à établir des relations étroites entre les ouvriers devenus soldats et leurs camarades restés à l'atelier. Les soldats furent invités par les Bourses du travail, sur l'initiative de leur fédération, « à venir consulter leurs bibliothèques, fréquenter leurs cours professionnels, assister aux réunions de propagande syndicale, aux conférences philosophiques et sociales, aux séances récréatives et d'éducation artistique et sociale ». (1)

Afin de connaître les ouvriers syndiqués « obligés de subir l'encasernement », il fut décidé que chaque Bourse

(1) Yvetot. *A. B. C. syndicaliste*, p. 55.

communiquerait aux autres Bourses le nom de ceux de ses membres appelés sous les drapeaux et que le recrutement mettait en garnison dans leur localité ; de cette façon, sitôt que le jeune soldat serait incorporé, il serait mis en rapport avec le secrétaire de la Bourse, qui l'inviterait à fréquenter chez cette organisation. Souvent même les conscrits recevaient des lettres de recommandation pour les secrétaires des syndicats et des Bourses qu'ils devaient visiter.

Dans certaines villes un nombre assez considérable de jeunes soldats fréquentent de ce fait régulièrement la Bourse du travail, où, naturellement, le meilleur accueil leur est fait et où on les retient en leur fournissant gratuitement les timbres pour leur correspondance ou en leur offrant quelque argent provenant de la caisse de propagande. « Par les distractions saines et fortes » que l'on procure à ces jeunes gens on les arrache « aux amères songeries, autrement que par les libations qui aveulessent ».

Toutes les précautions sont prises pour atteindre ce but ; c'est ainsi que, au cas où l'autorité militaire tenterait d'empêcher les soldats de fréquenter chez ces organisations qui les poussent à ne pas remplir leur devoir, il est décidé que ces relations se poursuivraient au domicile même des militants.

Dans la plupart des syndicats importants un moyen plus pratique fut employé : des caisses dites « sou du soldat » furent créées en faveur des « travailleurs momentanément revêtus de la livrée d'esclave de la bourgeoisie ». Elles permettent l'envoi d'argent à leurs adhérents ; le plus souvent ce sont 5 francs qui leur sont adressés tous les trimestres, ils sont accompagnés d'une lettre leur rappelant leurs camarades restés à l'atelier et les devoirs qu'ils ont vis-à-

vis d'eux. Ces caisses servent encore très fréquemment à venir en aide aux camarades insoumis ou déserteurs.

Le but auquel tendent les révolutionnaires — détruire la société actuelle — leur semble facile à atteindre si l'armée ne s'y opposait pas, aussi cherchent-ils ou à la conquérir, en attirant à eux les soldats, ou à la détruire, en réduisant à néant l'autorité des officiers.

La Confédération générale du travail s'applique à ne pas laisser échapper une seule occasion pour faire sa propagande ; c'est ainsi que régulièrement chaque année *la Voix du Peuple*, son organe officiel, fait paraître des numéros spéciaux illustrés, à l'époque des conseils de révision, du tirage au sort, du départ de la classe, etc.. La Fédération des Bourses du travail l'aide puissamment dans sa propagande, c'est ainsi qu'elle fit paraître une brochure le « manuel du soldat », œuvre de son secrétaire, M. Yvetot, qui fut tirée à 200.000 exemplaires. Cette publication valut à son auteur des poursuites devant la cour d'assises de la Seine. Des réunions publiques sont organisées au moment du départ de la classe auxquelles sont tout particulièrement invitées les jeunes recrues et dans lesquelles les antimilitaristes et les antipatriotes les plus forcenés prennent la parole ; ils incitent à la désobéissance et tentent de faire croire que les officiers se sont en toutes circonstances couverts de honte.

Toute la théorie antimilitariste des syndicalistes repose sur les idées suivantes : le rôle de police de l'armée est plus important que son rôle de défense nationale : « le soldat a pour fonction de défendre le patron contre l'ouvrier ». (1)

(1) *Mouvement socialiste*, 1^{er} janvier 1905, Griffuelhes. « Le syndicalisme révolutionnaire ».

Dès le premier jour de la grève l'armée se porte au secours du patron ; souvent elle menace les ouvriers et quelquefois les soldats remplacent le personnel gréviste des patrons. D'ailleurs, la présence de la troupe dans les grèves est toujours une « provocation » contre les ouvriers.

Les syndiqués ayant admis qu'il fallait combattre l'armée en tant que force publique placée entre les grévistes et les patrons, les syndicalistes révolutionnaires s'attaquèrent directement à l'armée, dans son rôle d'organisation de défense nationale, et pour atteindre ce but, ils se déclarèrent ouvertement antipatriotes. C'était, d'ailleurs, uniquement pour en arriver là qu'ils avaient élaboré les théories précédentes.

« La patrie, c'est un territoire donné, limité par des lignes de convention géographique, et qui, pour la France, comporte une dette, si je ne m'abuse, de 137 milliards de propriété foncière et terrienne, de 350 millions de propriété moyenne, et de 1.670 millions de grande propriété. C'est la représentation d'un capital terrien foncier, défendu par l'armée, qui est la couverture de fer protégeant, au profit des riches, les intérêts, les rentes de ce capital terrien. » (1)

L'ouvrier n'a pas de patrie car il n'a pas de patrimoine, condition indispensable pour être patriote. « Le patriotisme ne s'explique qu'avec, pour tous les patriotes indistinctement, une part d'avoir social, et rien n'est plus absurde qu'un patriote sans patrimoine. » (2) Si l'on prétend que la patrie est un ensemble de traditions intellectuelles et sentimentales, le prolétaire, même sous cette forme, n'a pas de patrie, car il n'a pas le temps de se faire une culture intel-

(1) *Congrès de Marseille, 1908. Discours de M. Janvion, p. 192.*

(2) Pouget. *Les bases du syndicalisme*, p. 15.

lectuelle, occupé toute la journée qu'il est à travailler de ses mains pour gagner sa vie. Comme la propriété, la culture intellectuelle est réservée aux riches. D'ailleurs, les sciences, la philosophie, l'art sont des biens communs à tous les hommes, quelle que soit leur nationalité.

Le bourgeois, qui possède des biens et qui participe au patrimoine intellectuel et moral de son pays, a une patrie et les syndicalistes poussent leur générosité jusqu'à comprendre que le bourgeois aime sa patrie. « Sa patrie c'est son coffre-fort » et il éprouve pour elle « la reconnaissance du ventre. » Mais il ne faudrait pas croire que le bourgeois pousse son amour pour la patrie jusque dans toutes ses conséquences. Son intérêt prime son sentiment patriotique. C'est ainsi que pour le placement de ses capitaux il est internationaliste et, pourvu que le placement soit avantageux, il met son argent dans des entreprises étrangères.

L'ouvrier, qui n'a rien de tout cela, n'a de ce fait pas de patrie ; sa terre natale ne constitue même pas pour lui une « petite patrie », car dès son jeune âge il la quitte pour chercher le travail qui le fera vivre. Malgré cela il a une patrie morale, qui est « où se trouvent travail et salaire ». La patrie des ouvriers « c'est leur ventre et celui de leur famille » (1).

L'ouvrier n'a donc pas plus d'intérêt à être Français qu'Allemand, que Russe ou Chinois. « La patrie est partout où il y a des hommes qui luttent, pensent, souffrent, travaillent, espèrent et se révoltent contre les injustices sociales » (2).

La patrie apparaît à l'ouvrier « sous les espèces du pa-

(1) *Mouvement socialiste*, octobre 1903, p. 225. Le secrétaire de la Bourse du travail de la Seyne.

(2) Yvetot. *Le nouveau manuel du soldat*, p. 30.

tron, du contremaître, du soudard, du policier, du juge et du geôlier ».

Il n'y a pas de devoir patriotique. L'ère des classes remplace l'ère des Etats ; aussi l'ouvrier « doit aimer sa classe comme il aime sa mère ». Les frontières divisant la terre en pays n'existent plus ; elles sont remplacées par des frontières de classes, limites séparant la classe exploitée de toutes les nations de la classe capitaliste internationale qui est son seul ennemi ; « les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques séparant les deux classes ennemies : la classe ouvrière et la classe capitaliste » (1).

« Le préjugé essentiel c'est le préjugé patriotique ; car c'est avec celui-là que les gouvernants nous tiennent, qu'ils peuvent appliquer leurs lois, qui sont toujours dirigées contre nous ». Aussi « le devoir du syndicaliste c'est d'être antipatriote, c'est de nier la patrie » (2).

« Le patriotisme ne se traduit pas autrement pour l'exploité que par l'impôt du loyer prélevé sur le salaire par la propriété terrienne et foncière, protégée, défendue par le militarisme » (3). La patrie de l'ouvrier est donc sa classe, et ses compatriotes sont tous les individus appartenant à cette classe, sans considération du lieu de leur naissance ; l'ennemi c'est le capitaliste, le patron, quelle que soit sa nationalité. D'un côté « les fusilleurs », de l'autre « les victimes ». Par l'idée de patrie on cherche à réconcilier et à unir contre un ennemi commun des individus qui, par

(1) *Congrès de Marseille 1908*, p. 213. Ordre du jour antimilitariste.

(2) *Congrès de Marseille 1908*, p. 177. Discours de M. Ebers.

(3) *Congrès de Marseille 1908*, p. 194. Discours de M. Janvion.

leurs intérêts, sont séparés et qui n'ont que des motifs de se combattre sans répit. L'idée de patrie détourne le prolétariat de son but en permettant « l'exploitation du travail au profit d'un parasitisme scandaleux ».

Quelquefois les syndicats se prétendent patriotes et même les seuls patriotes. « Les seuls qui aient le droit de dire qu'ils aiment leur pays, parce qu'ils le prouvent », sont, parmi d'autres, « les révolutionnaires, qui par leur énergie, leur exemple, entraînent les foules timides à la conquête de plus de justice sociale » (1).

Les bourgeois ne célèbrent l'idée de patrie que pour justifier l'existence des armées permanentes nécessaires au maintien de l'ordre, c'est-à-dire à l'oppression capitaliste. L'armée n'a qu'un rôle, c'est la défense des propriétés patronales et des institutions qui les protègent. L'armée est pour le patronat, et dans chaque conflit européen la classe ouvrière est dupée et sacrifiée au profit de la classe parasitaire, de la classe bourgeoise. « Le militarisme constitue surtout la défense nationale et internationale des chefs d'Etat confédérés dans cette C. G. A. qui est la Confédération générale des appétits, des monarques et des chefs de république. Et c'est pour la conservation de cette internationale des chefs d'États; dont les drapeaux couvrent le capital, qu'on arme les serfs du salariat » (2).

Les ouvriers doivent donc être antimilitaristes. Le service militaire est pour eux une lourde charge; « le militarisme est pour le salarié un créancier insatiable, réclamant impérativement son tribut : l'impôt du sang, l'impôt de la peau » (3).

(1) Yvetot. *Nouveau manuel du soldat*. p. 5.

(2) *Congrès de Marseille 1908*, p. 194, M. Janvion.

(3) *Congrès de Marseille 1908*, p. 194, M. Janvion.

La caserne est aussi insupportable que l'usine ou l'atelier. Les jeunes prolétaires sont arrachés à leurs travaux, à leurs espérances et à leurs affections, pour endosser « la livrée de l'esclavage et du crime » et pour aller dans les « bagnes militaires ». Là, l'ouvrier doit « supporter les vexations, les insultes, les imbécillités, les punitions » de toutes sortes que lui infligent ses chefs, « bourreaux alcooliques et fous furieux », auxquels il sert « d'amusement » (1).

Soldats, ils serviront à défendre les coffres-forts des bourgeois, soit en massacrant ou en remplaçant à l'atelier ou à l'usine leurs frères en grève, soit en combattant, pour le plus grand avantage des capitalistes, leurs frères de misère nés dans un autre pays. Ils seront les défenseurs de la société capitaliste et ils se trouveront toujours et partout sur le chemin des révolutionnaires, qui veulent édifier sur les ruines de la société actuelle une société de fraternité et de justice où régneront le bien-être et la liberté. « L'internationalisme des patrons, l'exploitation honteuse de l'ouvrier étranger, l'accord des gouvernements pour supprimer toutes les révoltes ouvrières ont bien suffisamment fait comprendre aux ouvriers qu'ils sont bons à s'entretuer pour le plus grand profit des capitalistes, des gouvernants, des exploiters » (2).

L'antimilitarisme syndical est une protestation contre l'obstacle que forme l'armée aux désirs et aux moyens révolutionnaires, et non un « mouvement humanitaire exagéré, qu'auraient provoqué les articles de Hervé » (3). Il faut lutter contre l'armée, et si cette lutte est menée « c'est d'abord

(1) Yvetot. *Nouveau manuel du soldat*, p. 29 et 30.

(2) Yvetot. *A. B. C. syndicaliste*, p. 54.

(3) Sorel. *Réflexions sur la violence*, p. 82.

pour éviter les tueries dans les grèves, c'est aussi pour permettre aux travailleurs, en cas de conflit, d'être les maîtres de la situation » (1) ; car « rendre les jeunes gens antimilitaristes, c'est nous rendre sympathiques les baïonnettes de demain » (2).

Le prolétaire ne doit pas risquer sa vie pour garder aux capitalistes leur propriété, aussi le syndicalisme exige-t-il une active propagande à la caserne. Le droit de grève ne sera qu'une duperie, tant que les soldats accepteront de se substituer à la main-d'œuvre civile et consentiront à massacrer les travailleurs ; il faut instruire les jeunes gens et les convaincre que, « du jour où ils auront revêtu la livrée militaire..., ils n'en restent pas moins membres de la famille ouvrière et que, dans les conflits entre le capital et le travail, ils ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères les travailleurs » (3).

La guerre, étant faite par les financiers, par les bourgeois, « n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'un moyen sanglant et terrible de diversion des revendications » (4). Afin de lutter contre ce fléau, il faut faire comprendre au jeune soldat son devoir antipatriotique, il faut qu'il sache qu'il doit refuser à obéir aux ordres qui lui sont donnés et qu'il doit lever la crosse en l'air. Il faut aussi que le prolétariat entier soit instruit, « afin qu'en cas de guerre entre puissances les travailleurs répondent à la déclaration

(1) *Congrès de Marseille 1908*, p. 181. Discours de M. Boudoux, délégué du département de Meurthe-et-Moselle.

(2) Griffuelhes. « Le syndicalisme révolutionnaire », *Mouvement socialiste*, 1^{er} janvier 1905.

(3) *Congrès de Marseille 1908*. Ordre du jour antimilitariste, p. 213.

(4) *Congrès de Marseille 1908*, p. 213.

de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire » (1).

D'ailleurs, il ne s'agit pas de supprimer la guerre, ni d'anéantir l'esprit guerrier. Il est une guerre légitime, la seule du reste qui ait ce caractère, c'est la guerre civile, la guerre sociale, celle qui se livre de classe à classe. Il serait dangereux de détruire l'esprit guerrier, il faut le transformer et ainsi « la vie ne s'effondrera pas dans le marasme pacifiste : il reste une école d'héroïsme, un champ de bataille permanent : c'est la lutte ouvrière » (2).

Par des conférences, des réunions, des journaux et des brochures, le syndicalisme fait l'éducation antimilitariste et antipatriotique de ses adhérents ; par les caisses du « sou du soldat » il entretient dans ces bonnes dispositions l'ouvrier sous les drapeaux et celui qui a déserté.

La Confédération générale du travail s'est préoccupée plusieurs fois de savoir quel serait le meilleur moyen pratique à employer pour aboutir. Trois cas sont ici à envisager.

La désertion, d'abord. Ce n'est là qu'un moyen individuel qui n'offre pas un grand avantage pour l'ensemble de la classe ouvrière, et présenterait plutôt des inconvénients. Les déserteurs sont des militants, leur acte même le prouve, qui sont perdus pour les organisations et quittant leur pays ils ne peuvent plus « défendre les quelques prérogatives qu'ils avaient déjà conquises par d'autres luttes » (3).

(1) *Congrès de Marseille 1903*. Ordre du jour antimilitariste, p. 213.

(2) Hubert Lagardelle. *Mouvement socialiste*, 13 juillet 1903, p. 416.

(3) *Congrès de Marseille 1903*. Discours de M. Costes, délégué de la Bourse du travail de Marseille, p. 196.

Mais comme tous les moyens sont bons pour lutter contre l'armée, les organisations syndicales ne rejettent pas celui-là elles ont, au contraire, une tendance à le favoriser en venant en aide pécuniairement à leurs membres qui ont mis la frontière « capitaliste » entre la caserne et eux.

Le second moyen est l'insurrection sous les drapeaux. En cas de mobilisation, les réservistes devront « répondre à l'ordre d'appel, endosser l'uniforme, prendre les armes qu'on leur offre », puis, au lieu de se battre contre des « individus inconnus », ils devront « immédiatement décréter l'insurrection et la révolte sociale (1) ».

Le troisième moyen est la grève générale, c'est celui considéré comme le meilleur par la Confédération générale du travail, c'est aussi celui de M. Hervé, la désertion, la « grève des réservistes ».

Toutes les organisations adhérentes à la Confédération générale du travail ne pratiquent pas au même degré l'antipatriotisme; seules les organisations révolutionnaires, qui ont la majorité dans la Confédération, adoptent ces théories et les poussent jusque dans leurs plus extrêmes limites. Les réformistes ne sont partisans que de l'antimilitarisme dit « économique », c'est-à-dire celui qui proteste contre la présence de l'armée dans les grèves. Ils sont les modérés, d'une modération toute relative; ils ne se déclarent ni patriotes ni antipatriotes, c'est là une question qui, pour eux, relève uniquement « de la conscience individuelle »; comme si une telle question ne relevait pas de la conscience collective et de l'intérêt général. Se déclarer antipatriote et antimilitariste, c'est froisser les convictions des syndiqués qui sont patriotes et militaristes, aussi vaut-il mieux laisser

(1) *Congrès de Marseille 1908*. M. Costes, p. 196.

Franck.

ces questions de côté et ne pas les discuter. D'ailleurs, elles n'entrent pas dans le programme économique des syndicats.

Les révolutionnaires répondent à cela que, au contraire, ces deux questions sont économiques et syndicales au premier chef et qu'il est de toute nécessité pour les organisations ouvrières de les étudier et de ce prononcer catégoriquement. Elles se rattachent « complètement aux intérêts économiques et professionnels » ; le syndicalisme ne pourrait, « sans manquer à sa définition et sans crime, se désintéresser de pareilles questions » car « ce militarisme, impôt du sang et de la peau, ce patriotisme, défense du capital foncier, traduit par l'impôt du loyer dont le salarié, éternel locataire, est l'éternel débiteur ; ces divers impôts prélevés par le capital sortent de la poche du salarié, de l'exploité ». Le syndicalisme doit s'occuper de tout ce qui touche de près ou de loin aux ouvriers ; si l'on estime qu'il doit rester dans les limites de la loi de 1884, il vaut mieux ne pas avoir de syndicalisme du tout, parce qu'il n'y a pas de différence « entre ce syndicalisme, groupe d'intérêts, groupe d'intestins sans idéal, sans cœur et sans soleil, et une association amicale de gardiens de prison, de flics ou de syndiqués jaunes (1) ».

Malgré ces protestations, il n'en reste pas moins vrai que l'antimilitarisme et l'antipatriotisme, qu'ils soient présentés sur le mode doux et théorique ou sur le mode violent et pratique, sont des questions exorbitantes du syndicalisme qui, régi par la loi de 1884, doit s'en tenir strictement, quel que soit son désir d'en sortir, aux règles qui lui sont imposées par cette loi.

(1) *Congrès de Marseille* 1908. Discours de M. Janvion, p. 193 et 194.

Toute la théorie antipatriotique et antimilitariste du syndicalisme repose sur des sophismes ou sur des faits manifestement inexacts.

Dire que le patriotisme n'a pas d'autre objet que de défendre le capital et la propriété est prétendre une chose qui n'est pas vrai, et c'est un syndicaliste réformiste qui se charge de réfuter les définitions révolutionnaires de la patrie. Des faits historiques sont là pour démontrer leur inexactitude : est-ce qu'après la guerre de 1870 les propriétaires des régions conquises par les allemands furent dépossédés par ceux-ci ? La compagnie des chemins de fer de l'Est, qui avait un réseau s'étendant jusqu'à Strasbourg, n'a-t-elle pas reçu de l'Allemagne une large indemnité pour le réseau dont elle s'emparait ? (1).

Prétendre que pas un travailleur ne possède « un lopin de terre, une pièce d'or qui soit réellement à lui (2) », c'est encore soutenir quelque chose de faux. La situation des ouvriers dépend, dans une large mesure, de la prospérité de leur pays, il ne peut leur être indifférent qu'il soit riche ou pauvre. Ils participent aussi au patrimoine intellectuel et moral de la nation : ne reçoivent-ils pas à l'école une « culture d'un caractère national ? » (3) Les prolétaires ne vivent pas dans un pays d'une vie différente de celle de leurs concitoyens ; ils en ont les habitudes, les manières de vivre et ils ont intérêt à s'occuper des problèmes généraux du pays. Dans chaque pays, d'ailleurs, le prolétaire subit plus profondément que le capitaliste l'empreinte du caractère na-

(1) *Congrès de Marseille* 1908. Discours de M. Guérard, p. 206.

(2) *Mouvement socialiste*, octobre 1905, p. 128. Secrétaire-adjoint de la Bourse du travail de Rouen.

(3) Challaye. *Syndic. révol. et syndic. réform.*, p. 93.

tional, « l'individualisme audacieux de la grande Révolution, l'âme belliqueuse de l'Empire napoléonien, revivent dans le syndicalisme révolutionnaire français » (1).

Les syndicalistes révolutionnaires aiment et pratiquent le paradoxe. Après s'être déclarés antipatriotes ils s'intitulent les seuls et vrais patriotes, parce que « par leur énergie, leur exemple ils entraînent les foules timides à la conquête de plus de justice sociale ». Ils n'hésitent donc pas à se prétendre les plus chauvins parmi les chauvins, et une telle affirmation a tout l'air d'une plaisanterie. Nous ignorions que pour être patriote il était nécessaire de prêcher la guerre civile, de vouloir le massacre de ses compatriotes, de chanter l'Internationale en l'agrémentant de la Carmagnole et d'être décidé, en cas d'invasion, à lever devant l'ennemi la crosse en l'air pour la laisser retomber pesamment sur la tête de ses concitoyens. A ce compte là les patriotes sont peu nombreux et il faut avoir une foi singulière dans la patrie pour être patriote de cette façon et à ce point là. Les révolutionnaires ajoutent, d'ailleurs, que « ce patriotisme là n'est pas de commande (2) » ; nous le pensons bien et nous leur en laissons avec joie tout l'honneur.

Prétendre qu'il est indifférent d'être citoyen de tel ou tel pays, tous étant également tyranniques, est encore une inexactitude, et nous estimons qu'il est très heureux pour les philosophes syndicalistes qu'ils soient français et qu'ils vivent en France. Ils jouissent dans notre pays d'une grande liberté, quoiqu'ils se refusent à l'admettre, liberté dont ils abusent pour étaler leurs théories révolutionnaires. Si le hasard avait fait d'eux des citoyens allemands ou russes et

(1) Challaye. *Syndic. révol. et syndic. réform.*, p. 93.

(2) Yvetot. *Nouveau manuel du soldat*, p. 5.

qu'ils se permettent dans ces pays de soutenir les opinions qu'ils professent chez nous, ils ne tarderaient pas à être incarcérés dans une prison ou à être relégués dans quelque bagne en Sibérie, d'où ils ne sortiraient pas de si tôt et où toute latitude leur serait laissée pour comprendre qu'il est certains sophismes qu'il n'est pas bon d'émettre ; ils seraient peut-être tentés alors de reconnaître qu'effectivement il existe des différences entre les pays et que dans certains la liberté est plus grande que dans d'autres. Mais ceci n'est qu'une hypothèse ; soyons sans inquiétude pour eux et ne nous apitoyons pas sur le sort éventuel qui les attendrait : si ces antipatriotes étaient russes ou allemands ils seraient des citoyens fort raisonnables et se garderaient de certains écarts de langage qui leur coûteraient la liberté et peut être même la vie.

L'ère des nations n'est pas définitivement close et n'a pas encore fait place, il s'en faut de beaucoup, à l'ère des classes. Les peuples continuent à lutter entre eux et continueront ainsi longtemps encore. Les haines de races, les compétitions d'intérêts, les froissements d'amour-propre national ne sont pas prêts de disparaître. Chaque jour des conflits entre nations surgissent, chaque jour elles augmentent leurs armements, elles se préparent fiévreusement à la guerre qui peut éclater à chaque instant.

Les révolutionnaires remplacent un sentiment noble et généreux, fait d'idéal et de vaillance, par un autre d'un égoïsme bas et révoltant.

Nier un fait comme la division de l'humanité en nations distinctes ne suffit pas à supprimer les guerres. Et si une guerre éclatait, ceux qui en souffriraient le plus seraient les organisations ouvrières ; « la tyrannie étrangère pèserait lourdement sur la vie politique, économique, intellectuelle de la

nation vaincue, c'est peut-être les plus ardents révolution-qu'elle écraserait le plus lourdement (1) ». Qu'une guerre éclate et qu'elle soit désastreuse, une des obligations imposées par le vainqueur sera le versement d'une indemnité de guerre dont le montant sera formidable; or les ouvriers indirectement en paieront une large part; « ainsi au point de vue économique se produit cette conséquence, que, précisément parce qu'on n'a pas résisté aux efforts de l'envahisseur, les travailleurs vont être obligés de suer les milliards (2) ».

La grève générale militaire ne saurait empêcher une guerre d'éclater; bien au contraire, elle serait susceptible de faire surgir un conflit. Si l'antimilitarisme se répandait largement dans un seul pays, ce serait un encouragement pour ses voisins à le combattre, afin de le rançonner et de le piller. Les révolutionnaires ont compris ce danger; ils veulent faire internationalement leur propagande antimilitariste, mais il est des pays nombreux dans lesquels ils n'auront aucun succès et le danger n'en sera dès lors que plus fort.

Les arguments qu'ils présentent en faveur de l'antimilitarisme ne sont pas meilleurs que ceux présentés pour l'antipatriotisme.

Lorqu'une grève éclate et qu'elle prend quelque extension, il est d'usage d'envoyer des troupes dans les centres de lutte. Le déploiement de la troupe est considéré par les syndicalistes comme une « provocation ». Or l'armée dans les grèves n'est qu'une mesure de précaution contre les troubles possibles. Dire que la présence de soldats paisibles devant des ouvriers paisibles constitue une provoca-

(1) Challaye. *Syndic. réolut. et syndic. réform.*, p. 97.

(2) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille 1908, p. 209. Discours de M. Guérard.

tion envers ces derniers est la même chose que de soutenir que le sergent de ville dans la rue est une provocation envers les honnêtes gens.

L'armée dans les grèves n'est pas au service des patrons, elle est au service de l'ordre public; tant que les grévistes agissent dans le calme, elle n'intervient pas. Elle est la sauvegarde de la sécurité publique et privée; elle intervient chaque fois que des individus essayent d'attenter à la liberté ou à la propriété des citoyens. C'est là en quoi elle gêne les révolutionnaires; c'est en les empêchant, par la force s'il le faut, de piller, d'incendier, de détruire des propriétés, de battre, d'assommer, d'assassiner même des citoyens, qu'elle constitue une gêne insupportable pour les faiseurs d'émeutes, qui ne sauraient mener leur œuvre dans le calme, avec des gens calmes.

Outre ces questions de principe, il y a des questions de faits qui interviennent et qui font que certaines corporations de travailleurs de l'État, tels que les allumettiers, les ouvriers des manufactures de tabacs, les arsenaux, les magasins de la guerre, les postes-télégraphes et téléphones, les monnaies et médailles, les employés municipaux de Paris, sont antimilitaristes.

Les lois sur le recrutement de l'armée réservent certaines places dans les manufactures de l'État « à ceux qui n'ont pas de leur dignité morale une conception assez nette et assez vive, qui consentent à passer quelques années de plus dans les bagnes militaires (1) », en d'autres termes, aux militaires qui ont contracté un rengagement. Ceci est inadmissible, prétendent les ouvriers, parceque c'est un certain nombre de places qui sont prises ainsi par les indi-

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille 1908, p. 184. Discours de M. Jouhaux, des allumettiers.

vidus peu recommandables. De plus la pénétration d'anciens rengagés dans les manufactures de l'État est un grave danger pour les ouvriers, car, ces anciens soldats « ayant une mentalité réfractaire à l'idée syndicale, ce seraient en quelque sorte des germes de jaunisse » qui s'installeraient dans les manufactures, et les ouvriers de l'État ne pourraient « plus faire un mouvement » parce qu'ils seraient « encadrés » par des gens qui ne voudraient pas marcher avec eux et « dont les intérêts sont opposés (1) » aux leurs.

Mais l'argument principal, celui qui est le fond de la question, est que l'armée sert à protéger les privilèges de la bourgeoisie, du capitalisme, et cela en participant à la guerre. L'armée, aux dires des révolutionnaires, n'est composée que de prolétaires; eux seuls, par conséquent, courent les risques inhérents à toute action militaire. « Durant que les possédants seraient confortablement installés dans leurs demeures, au milieu des leurs, les travailleurs iraient se faire tuer pour la défense de ces demeures, après avoir laissé leurs familles dans la misère. L'intérêt ouvrier ne saurait indéfiniment se concilier avec un tel rôle (2) ». C'est ici qu'éclate le plus ostensiblement toute la mauvaise foi des théoriciens de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme. Quel mensonge grossier ! Depuis de longues années en France tous les citoyens, bourgeois et prolétaires, quels que soient leur fortune, leur rang et leur nom, sont appelés indistinctement, sauf le cas d'incapacité physique, au service militaire; ils servent tous sous les drapeaux et tous concourent, le cas échéant, à la défense de la patrie menacée; capitalistes et ouvriers, sous le même

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille 1908, p. 184.

(2) Griffuelhes. *Action syndicaliste*, p. 41.

uniforme, iraient se faire tuer, non point pour la défense de « demeures » ou de propriétés, mais pour l'honneur et la liberté de leur pays. Jusqu'à présent les arguments présentés étaient des sophismes qui pouvaient, avec beaucoup de mauvaise foi, se défendre, mais ici c'est un mensonge d'une énormité telle qu'il ne peut être considéré comme une erreur.

Dans ce passage aussi nous est démontrée une chose que bien des gens se sont refusés à admettre, mais qui est, dès lors, l'évidence même : sous le couvert des théories antimilitaristes se cache tout simplement de la lâcheté.

On avait coutume, jusqu'à ces dernières années, d'appeler un lâche celui qui se refusait à servir son pays et qui hésitait à verser son sang pour lui ; aujourd'hui le mot est changé, et celui qui se conduit de telle façon se dit « humanitaire ». On couvre l'acte honteux qui consiste à fuir le danger de cet euphémisme plein de saveur, et celui qui juge prudent, au jour de la mobilisation, de passer la frontière au lieu de rejoindre son régiment est un homme d'honneur ; il n'a pas peur d'être blessé ou tué, il a peur de faire du mal à son prochain, aussi préfère-t-il résister à la tentation qu'il pourrait avoir de se servir de ses armes en allant se réfugier dans un pays voisin, où, confortablement installé, fier de ne pas participer à de si sanglantes échauffourées, avec la conscience paisible du devoir accompli, il attendra patiemment que ses concitoyens et ses ennemis se soient suffisamment entre-déchirés pour rentrer dans son pays. Tout ce qui a été dit en faveur de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme n'est qu'une façade qui sert à couvrir l'acte le plus répugnant qui soit : la lâcheté.

On prétend que ces théories néfastes n'ont eu aucun résultat en France, malgré les efforts de leurs partisans ;

c'est avancer une affirmation peut-être un peu hasardée et ne pas vouloir s'apercevoir du danger. Il n'est que trop évident que dans les congrès de la Confédération générale du travail elles eurent un succès considérable. Elles furent admises par des corporations entières, et l'on a la stupeur de remarquer que celles qui devraient être les plus fidèles à la patrie ne sont souvent pas les dernières à afficher ces théories misérables.

Au congrès d'Amiens, en 1906, une partie des Fédérations de la Confection militaire, des Inscrits maritimes, de la Marine, du Personnel de la guerre, du Syndicat national des Postes-télégraphes et téléphones, s'est prononcée pour l'ordre du jour antimilitariste. Pas un seul syndicat des inscrits maritimes, de la confection militaire, des travailleurs de la marine n'a voté contre : ceux d'entre eux qui ne se sont pas prononcés en sa faveur, se sont simplement abstenus.

Au congrès de Marseille, en 1908, l'ordre du jour adopté n'était plus seulement antimilitariste, il était franchement antipatriotique ; cela n'empêcha pas la presque unanimité de la Fédération de la Confection militaire et de celle des Inscrits maritimes et la moitié de la Fédération de la Marine de l'Etat de voter pour lui. La fraction de cette fédération qui n'a pas voté pour l'ordre du jour ne l'a pas rejeté non plus ; elle s'est abstenue de voter, de même que la Fédération des Mineurs.

Les exemples sont nombreux de fonctionnaires ou d'employés de l'Etat faisant parade de leurs théories antipatriotiques. Nous n'en citerons qu'un, celui d'un facteur des postes qui dans un meeting, « en uniforme, se promenait déclarant que s'il y avait la guerre, ce ne serait pas du côté français qu'il irait, qu'il n'avait pas de patrie, et qu'il

ne voulait pas élever ses enfants pour les tourner, au jour du conflit, contre nos ennemis, etc. » (1).

Les ouvriers « conscients » ne se rendent pas compte de deux dangers dont ils seraient les premières victimes si leurs désirs se trouvaient réalisés.

Si le gouvernement n'employait plus la troupe pour empêcher les émeutes dans les grèves, il serait obligé, son devoir restant le même, de la remplacer par des corps de gendarmerie; or ceux-ci seraient certainement moins patients que les soldats et les grévistes en feraient rapidement l'expérience.

Le jour où l'armée serait supprimée, l'ouvrier ne mourrait plus sur les champs de batailles, mais il mourrait très certainement de faim, car le nombre des chômeurs et la durée des chômages seraient considérables par suite du licenciement de tous les ouvriers employés à tous les travaux touchant à la défense nationale, sans compter tous les soldats qui viendraient surcharger le marché du travail. On ne saurait prétendre que du même instant la faculté de consommation des acheteurs augmenterait, aussi la plus grande partie de ces ouvriers serait sans travail et, par suite de l'offre importante de main-d'œuvre qui se trouverait inutilisée, les salaires baisseraient très sensiblement.

Un vent de folie souffle en tempête sur les organisations syndicales; les plus raisonnables, les plus calmes en sont affectées; elles ne peuvent arrêter le mouvement qui se dessine. Le plus insensé c'est que ces campagnes menées contre la patrie et l'armée, contre la sécurité et la force nationales, sont payées par les contribuables.

(1) Discours de M. Clémenceau, président du Conseil, à la Chambre des députés, le 12 juillet 1909. *Journal officiel*, 13 juillet 1909, p. 2008.

La Confédération générale du travail, organisation qui mène le mouvement, se composant des fédérations, des syndicats et des Bourses du travail de France, vit des cotisations que ces organisations lui versent; or beaucoup de celles-ci sont subventionnées par l'Etat, les départements, les communes, et sans ces subventions elles ne pourraient pas vivre ni, à plus forte raison, participer aux frais de la Confédération. Si le contribuable ne fait pas directement les frais de telles campagnes, il y subvient indirectement; le résultat est le même et le mal non moins sérieux.

7° *L'agitation dans la rue.* — La Confédération générale du travail prépare l'agitation par des meetings, dans lesquels prennent la parole ses dirigeants et toutes sortes d'orateurs partisans de ses doctrines et de son action, par conviction quelquefois, et trop souvent par intérêt: anarchistes, socialistes révolutionnaires, hommes politiques, avocats, tribuns dont la parole enflamme le zèle des timides et réchauffe l'ardeur des violents.

Elle placarde sur les murs des villes de France, à toute occasion, des affiches, libelles virulents, pamphlets violents contre des actes du Gouvernement, contre les lois.

Enfin elle pratique surtout l'agitation dans la rue. Elle excelle dans ce genre et il n'est aucune occasion qu'elle laisse passer sans protester par des cortèges et sans jeter le trouble dans la circulation. L'action dans la rue est le symbole de l'action directe, sa forme la plus large et aussi la plus tumultueuse, si on en excepte les grèves.

De cette façon, la Confédération générale du travail s'efforce d'obtenir des améliorations pour la généralité de ses membres; suppression des bureaux de placement payants, repos hebdomadaire, diminution de la journée de travail. Lorsqu'elle ne dirige pas le mouvement et qu'il a lieu

sous l'impulsion de ses organisations adhérentes, elle l'aide dans son action, par les affiches, les réunions et surtout en conviant ses membres à se joindre à ceux de la corporation qui s'agite. Pour rien au monde les dirigeants de la Confédération ne voudraient, quand le danger à courir n'est pas trop grand, manquer une occasion de faire du tumulte. Lorsqu'une grève « intéressante » éclate non loin de Paris, elle invite ses organisations à aller en masse à une grande « manifestation de solidarité » qui doit avoir lieu sur le champ de grève même.

Une agitation violente fut entreprise pour obtenir la fermeture des bureaux de placement payants. Cette question était à l'ordre du jour des congrès ouvriers depuis très longtemps. En 1888 déjà les ouvriers coiffeurs commencèrent la lutte (1). Jusqu'en 1903 presque tous les congrès ouvriers se prononcent pour la fermeture des bureaux de placement, enfin, à cette époque, les ouvriers boulangers mirent les pouvoirs publics en demeure de les supprimer, s'ils ne voulaient pas mettre les ouvriers « dans la nécessité d'en opérer eux-mêmes et directement la fermeture ». Voyant le mouvement bien amorcé, le comité confédéral décida d'en prendre en main la direction pour coordonner les efforts. Des appels furent envoyés, des affiches élaborées, des meetings organisés, et enfin, passant des paroles aux actes, on « descendit dans la rue » et on s'évertua à démolir quelques bureaux de placement. Après une action aussi énergique, le 29 janvier 1904, le législateur donna aux municipalités le droit de supprimer, sous certaines conditions, les bureaux de placement payants existant dans leur localité.

(1) Kritsky. *L'évolution du syndicalisme en France*, p. 330 à 337.

La Confédération générale du travail organise au 1^{er} mai de chaque année une agitation sur la voie publique en faveur de la journée de huit heures. Le principal effort fut fait le 1^{er} mai 1906. Pendant dix-huit mois elle fit une propagande active, concentrée exclusivement sur les huit heures. L'effort avait été énorme, le résultat devait être triomphal ; dès le 1^{er} mai 1906 la journée de huit heures devait être instituée pour tous les travailleurs, et cela par la seule action directe, à l'exclusion de toute action politique et législative. Pendant ces dix-huit mois, des meetings sans nombre furent tenus, la *Voix du Peuple* eut ses colonnes encombrées par cette question, des orateurs furent envoyés dans les centres syndicalistes de province, des conciliabules sans fin réunirent les secrétaires des organisations révolutionnaires et réformistes ; toutes les forces syndicales, si nous en exceptons les syndicats jaunes, travaillèrent d'une ardeur égale pour aboutir à un résultat décisif : le chômage général, c'est-à-dire la grève générale de vingt-quatre heures de toutes les corporations, dans toute la France. C'est la levée de boucliers de toutes les forces syndicales ouvrières françaises qui est préparée.

On avait fait tant de bruit autour de ce premier mai 1906, on l'avait préparé de si longue main, que le premier résultat fut un léger bouleversement des habitudes familiales de certains parisiens. Le gouvernement avait pris toutes les mesures nécessaires pour prévenir toutes manifestations violentes. Les chefs de la Confédération générale du travail furent incarcérés, les troupes de Paris consignées et des troupes de province appelées pour les renforcer. Les points stratégiques de la ville furent gardées par des troupes en armes et par la police, la place de la République, centre d'agitation à cause de la proximité de la Bourse du travail

et de la Maison des Fédérations, était occupée par des forces militaires imposantes, munies d'ordres sévères.

Le 18 avril, la Fédération du Livre, profitant de circonstances favorables, déclara la grève. C'est la preuve de ce que nous avançons plus haut, que les réformistes marchèrent avec les révolutionnaires pour une agitation et une action communes ; le fait que le Livre fut la première des corporations à se lever enlève toute valeur à l'argument qu'on donne quelquefois et qui consiste à prétendre qu'elle n'a fait que suivre le mouvement. Le 23 avril, les bijoutiers et orfèvres de Paris se mettent en grève à leur tour. Le 2 mai, les ouvriers de la voiture, les terrassiers, les charpentiers, les menuisiers, les peintres, les maçons et les tailleurs de pierre, les monteurs, les voyageurs, les typographes, les lithographes, les imprimeurs-conducteurs et certaines catégories du papier étaient en grève, suivis par l'ameublement, comprenant les ébénistes, les menuisiers en sièges, les sculpteurs, etc. Cela faisait environ 150.000 grévistes. D'autres vinrent encore grossir ce nombre ; parmi eux sont les métallurgistes, comprenant les mécaniciens, les mouleurs en cuivre, les ferblantiers, les ouvriers du bronze, les chaudronniers en cuivre, etc. En province, dans beaucoup de villes, la grève éclata aussi. A Lorient, elle se généralisa et dura plusieurs jours. Les syndicalistes poussèrent des cris de triomphe, en réalité cette joie très bruyante servit à couvrir une défaite d'autant plus désagréable que la bataille était préparée de longue date.

Depuis le congrès de Bourges, en 1904, on déclarait vouloir conquérir la journée de huit heures au 1^{er} mai 1906. On n'avouait pas l'espoir caché au fond des cœurs révolutionnaires de triompher complètement ce jour-là et d'en finir avec le régime capitaliste, mais cette espérance était

profonde. Les arrestations de certains meneurs firent réfléchir leurs lieutenants qui s'aperçurent que décidément ce grand jour serait peut-être plus dangereux pour eux que pour les bourgeois, et ces vaillants se firent habilement déléguer dans quelque ville de province ou dans quelque localité de la banlieue parisienne pour y « prendre la parole » et enflammer les courages défaillants. Ils laissèrent donc leurs troupes livrées à elles-mêmes sous la conduite de quelques chefs de circonstance. Il avait été décidé et crié urbi et orbi pendant dix-huit mois que tous les travailleurs chômeraient le 1^{er} mai et que tous quitteraient leurs ateliers les jours suivants après huit heures de présence. C'était donc la conquête des huit heures, enlevée de haute lutte et de vive force par les travailleurs eux-mêmes, par l'action directe, sans le concours de l'action législative.

Or la grève fut loin d'être générale ; les administrations publiques ne chômèrent pas, les postes, télégraphes et téléphones remplirent leurs services comme si de rien n'était ; les chemins de fer marchèrent comme à l'ordinaire. Seuls quelques journaux ne parurent pas ou parurent en retard. En second lieu, fort peu d'ouvriers quittèrent leur travail les jours suivants après huit heures de présence. Les deux buts de l'action si bien préparée étaient manqués complètement, car si l'on peut, de ci de là, trouver quelques usines ou établissements ayant accordé les huit heures à leur personnel, leur nombre est si infime qu'il ne compte pas.

Tels sont les résultats qu'obtint une campagne de près de deux années. C'est peu, c'est même rien, et cela prouve une fois de plus que tout dans cet ordre d'idées se résume par des phrases ronflantes, des articles tapageurs, des ordres du jour pompeux, mais qu'aucun acte suivi de

l'effet désiré n'a lieu. Les dirigeants de la Confédération générale du travail ne s'estimèrent pas battus, il se déclarèrent satisfaits des résultats obtenus; si au point de vue matériel ces résultats n'avaient pas couronné leur succès, au point de vue moral ils étaient immenses : c'était tout ce qu'ils avaient souhaité. Mais les années suivantes, en 1907 et en 1908, il se gardèrent bien de recommencer un tel tapage et d'aboutir à de tels résultats moraux. La leçon fut salutaire; ils firent une propagande de principe, afin de ne pouvoir être accusés d'abandonner ce mouvement, mais ils s'en tinrent là et la bourgeoisie est maintenant tranquille à l'approche du 1^{er} mai.

En 1907 et en 1908 les révolutionnaires se tinrent cois; ils savaient par expérience que le gouvernement avait pris ses mesures pour couper court à toute tentative révolutionnaire. Les orateurs dans les réunions publiques tinrent un langage virulent, selon leur ordinaire, mais leurs violences, purement verbales, n'ont pas dépassé le seuil de la Bourse du travail ou des salles de réunions où ils péroraient. Cela n'empêcha pas que le 1^{er} mai 1907 environ 800 personnes furent arrêtées aux abords de la Bourse du travail pour refus de circuler. *Le Temps* raconte les interrogatoires de ces gens. Sauf une vingtaine, dit ce journal (1), c'étaient des jeunes gens de 15 à 20 ans, ouvriers de toutes catégories et aussi des « vagabonds logeant à l'asile de nuit »; et, rapportant les paroles du directeur général des recherches, il ajoute : « ce sont de petits êtres malingres, pour la plupart fils d'alcooliques, des dégénérés en un mot. C'est du gibier d'émeute, cela, à part quelques exceptions ». Beaucoup étaient de la banlieue, de Pantin notamment. Un

(1) *Le Temps*, 3 mai 1907.

grand nombre était porteur de couteaux « dont la principale destination n'était peut-être pas de couper du pain ». Trois membres du comité confédéral, MM. Lévy, Bousquet et Delalè, furent arrêtés pour les propos qu'ils tinrent dans les réunions publiques, excitant au sabotage, au vol et au meurtre. En 1908, le 1^{er} mai fut encore plus calme qu'en 1907.

De même pour l'obtention, puis pour l'application du repos hebdomadaire, une agitation fut organisée à Paris. La Confédération générale du travail prit la tête du mouvement et ces antilégalistes se déclarèrent tout à coup partisans des lois au point de se mettre à la disposition du gouvernement pour les faire appliquer. Ils prétendirent remplacer la police et dans ce but ils encombrèrent les rues, empêchèrent le paisible promeneur de flâner dans certains quartiers où ils opéraient, ils malmenèrent les employés réfractaires, bousculèrent des devantures de magasins ouverts, jetèrent à la rue des marchandises, jusqu'à ce que l'autre police, l'officielle, intervint et mit bon ordre, en calmant le zèle intempestif de ces défenseurs improvisés et inexpérimentés de la loi.

Ces manifestations tournent parfois à l'émeute, c'est le cas de celle qui fut organisée à Draveil et à Villeneuve-Saint-Georges, le 30 juillet 1908.

Une grève ayant éclaté dans ces localités, la Confédération générale du travail invita ses adhérents à chômer le 30 juillet et à se rendre à Villeneuve-Saint-Georges et à Draveil pour encourager les grévistes à la résistance. Un nombre considérable de terrassiers, « la garde nationale » de la Confédération, des charpentiers et des maçons se dirigèrent vers le lieu de rendez-vous. Après les discours qui furent prononcés, les manifestants se mirent en devoir

d'élever des barricades et de tirer sur la troupe. Voici la relation officielle des incidents donnée par M. Clément, président du Conseil des Ministres, à la séance de la Chambre des députés du 12 juillet 1909 (1).

« Trois jours auparavant, M. Brégeaud, secrétaire de la Fédération des Carriers, avait dit à M. Autrand, préfet de Seine-et-Oise, dont j'ai le rapport ici : « Tout le monde est contre nous : les propriétaires, la police, les gendarmes. Il nous reste un peu d'argent ; nous allons acheter des révolvers et il y aura du sang ».

« M. Autrand m'avait rapporté ce propos deux jours avant l'événement. Alors qu'a-t-on fait ? On a fait la grève générale à Paris pour jeter sur Draveil tout l'état-major de violents. On n'a pas caché qu'on allait faire « une manœuvre de garnison. » C'était assez significatif.

« Derrière le hangar de Draveil où a eu lieu la réunion, les troupes ont été massées, à une très grande distance. Les deux escadrons se sont présentés, lieutenant-colonel en tête, au moment où le public commençait à sortir. Un homme s'est avancé au devant du colonel et lui a dit : « Colonel, au nom de l'humanité, ne passez pas ! » Le colonel, sans rebrousser chemin, a fait un signe d'assentiment et il a fait un grand détour pour éviter le contact avec la foule. Je ne puis que l'en féliciter.

« Seulement, pendant qu'il faisait ce détour, on tirait sur ses hommes six coups de revolver. C'a été l'ouverture du conflit.

« La foule a pris le chemin de Villeneuve-Saint-Georges, dans la direction de la gare.

« A ce moment l'ordre que nous avions donné était . .

(1) *Journal officiel*, 13 juillet 1909, p. 2009.

d'empêcher une trop grande agglomération d'hommes dans la grande rue de Villeneuve-Saint-Georges ; n'oubliez pas que la veille il y avait eu des violences contre les passants ; des hommes avaient été frappés ; à d'autres on avait extorqué de l'argent. Je ne voulais pas que de pareilles scènes pussent recommencer dans les rues de Villeneuve-Saint-Georges.

« Les dragons ont esquissé un mouvement pour se rapprocher, dans le but de « filtrer », comme on dit en matière de manifestation, c'est-à-dire de couper la manifestation par petits paquets qui se seraient écoulés lentement vers le chemin de fer. Mais il n'y a jamais eu de contact, on n'a jamais coupé la manifestation ; toujours elle a été en face de la gare ; à aucun moment il n'en a été autrement.

« Seulement, qu'est-il arrivé ? c'est que voyant les cavaliers approcher, les meneurs sont montés sur le talus du chemins du chemin de fer, où ils ont commencé à faire pleuvoir des pierres sur la troupe, en y ajoutant les coups de revolver annoncés d'avance par M. Brégeaud au préfet de Seine-et-Oise ».

Le nombre des victimes fut assez considérable, et l'on cria au massacre. Des poursuites contre certains personnages particulièrement compromis furent engagées, mais elles furent presque aussitôt abandonnées.

CHAPITRE V

LES RELATIONS INTERNATIONALES

Révolutionnaires et réformistes reconnaissent que, en principe, il y aurait utilité, sinon nécessité, à ce que les organisations syndicales françaises, et tout particulièrement la Confédération générale du travail, entretenissent des relations régulières avec les organisations ouvrières étrangères. Mais quand il s'agit de mettre cela en pratique les partisans des deux tendances syndicales ne sont plus d'accord.

Les réformistes veulent que ces relations ne soient pas purement morales, mais encore matérielles ; les révolutionnaires, au contraire, s'y refusent, prétextant l'inutilité de ces relations telles qu'elles sont comprises par les étrangers et, surtout, se basant sur le refus catégorique des conférences internationales de discuter et même d'inscrire dans leurs ordres du jour certaines questions qui font partie des dogmes révolutionnaires.

La Confédération générale du travail étant entre les mains des révolutionnaires resta longtemps une organisation purement nationale, ne participant en rien à la vie commune et internationale des organisations syndicales étrangères.

Le 31 octobre 1891 était organisé à Paris un secrétariat national en vertu d'une décision prise au congrès de Bruxelles de la même année. Un secrétariat semblable devait être institué, et il en fut ainsi d'ailleurs, dans les divers pays ayant pris part au congrès. Ces secrétariats na-

tionaux servaient à mettre en relation leurs organisations syndicales avec celles des autres pays. Une double mission leur incombait : ils devaient faire de la propagande syndicale et étudier le mouvement ouvrier, surtout en établissant des statistiques. Lorsqu'un conflit économique éclatait dans un pays, le secrétariat national en prévenait les secrétariats étrangers et les invitait à venir en aide aux grévistes.

Au congrès des Bourses du travail tenu à Nîmes en 1895 il fut décidé que la Fédération des Bourses, qui était adhérente au secrétariat national du travail de France, continuerait à y adhérer et que la Confédération générale du travail serait invitée à s'y intéresser aussi.

En 1901 (1), à Nice, les Bourses du travail décidèrent que leur Fédération devait entretenir une « union intime » entre la Fédération des Bourses du travail et les unions ou autres groupements semblables existant à l'étranger ; mais on ne créerait pas à cet effet de rouages nouveaux, le secrétariat du comité fédéral y suffisant ; il fut invité à manifester son internationalisme chaque fois que l'occasion se présenterait.

Le congrès corporatif de Tours, en 1896, décidait, de son côté, que le conseil national ouvrier (autrement dit l'ancien comité confédéral) devrait « pressentir à bref délai » les organisations ouvrières purement corporatives des divers pays sur la nécessité d'organiser un congrès ouvrier international, exclusivement corporatif et en dehors de toute ingérence politique, traitant des intérêts économiques internationaux.

Le congrès de Paris (2) estima que les groupements

(1) *Congrès des Bourses du travail*, Nice 1901, p. 79 à 85.

(2) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Paris 1900, p. 132 à 134 et 205 à 207.

particuliers de chaque pays sont seuls qualifiés pour adopter la tactique politique et sociale qu'elles doivent suivre pour amener et organiser une action internationale des deux mondes; mais pour faciliter les relations entre les diverses organisations ouvrières, en vue d'une entente générale qui devrait être le complément d'une entente internationale pour l'unification du taux des salaires et de l'union des travailleurs des diverses nationalités dans tous les centres où ils sont en contact, on proposa la création d'un secrétariat international. Ce secrétariat ne serait pas un comité directeur, il ne devait être qu'un organisme de contact et envoyer dans les villes ou régions cosmopolites des conférenciers connaissant la langue des ouvriers auxquels ils auraient à s'adresser.

En juin 1902, à Stuttgart, se réunissaient, sur l'initiative de la commission générale des syndicats allemands, les délégués de douze nations européennes. Ces délégués jetèrent les bases d'une entente internationale en créant un bureau international, dont le siège fut fixé à Berlin. Ce bureau devait recueillir les renseignements adressés par chaque organisation centrale, ils seraient traduits en trois langues (français, allemand et anglais) et communiqués à toutes les organisations nationales adhérentes. Pour avoir droit en cas de grève à l'aide des autres pays, la demande de secours devait être faite par le bureau national du pays où se produit la grève au bureau international qui la traduira et l'adressera aux organisations des autres pays. Ainsi une grève en France n'obtiendra l'appui des autres pays que sur la demande de la Confédération générale du travail, et celle-ci décida de n'adresser de demandes que pour un syndicat confédéré. Chaque année le bureau international devait publier la situation des organisations natio-

nales adhérentes : leur budget de dépenses et de recettes, leurs effectifs, ainsi que les lois ouvrières votées dans les divers pays, un commentaire y serait joint. Il fut décidé, en outre, que chaque année les organisations composant le bureau international se réuniraient en conférence ; la France voulait que ce fussent des congrès, mais son avis ne prévalut pas. Le délégué français, prétextant n'avoir pas eu connaissance de l'ordre du jour de la discussion, ne prit pas part aux votes et se contenta de participer aux discussions : son rôle fut purement consultatif.

L'année suivante, en 1903, la conférence du bureau international se réunit en Angleterre, à Dublin. La Confédération tenta d'entraîner les syndicats étrangers dans la voie de l'antimilitarisme et de la grève générale. Ses délégués firent des discours sur ces sujets, mais comme les délégués étrangers ne comprenaient pas très bien ce qu'ils voulaient dire on les pria de rédiger un rapport écrit sur leur proposition. Ce rapport fut mal accueilli par la conférence. Les étrangers se refusèrent à l'unanimité à discuter ces questions et depuis lors ils ne varièrent pas dans leur attitude à cet égard.

Le bureau syndical international se refusa à inscrire à l'ordre du jour de la conférence d'Amsterdam, en 1905, les questions de l'antimilitarisme, de la grève générale et de la journée de huit heures que prétendait lui imposer la Confédération générale du travail ; une succession de faits et d'incidents se greffèrent sur cette discussion et le comité confédéral suspendit momentanément les relations avec le secrétariat international. Cette attitude fut critiquée par certaines organisations au congrès d'Amiens, en 1906 (1).

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Amiens 1906, p. 94 à 99.

Elles soutinrent que c'était une faute lourde que de se refuser à participer aux conférences et aux travaux du bureau international; ce n'est pas ainsi qu'elle fera partager ses opinions par les organisations étrangères. Les révolutionnaires maintinrent leur point de vue et dirent que, puisque la France se voyait considérée comme quantité négligeable, il était inutile qu'elle continuât à perdre du temps et à faire des dépenses pour un tel résultat.

Cette attitude n'était pas seulement due au refus manifesté par les organisations étrangères de discuter ces questions; il y avait quelque chose de beaucoup plus grave: les révolutionnaires avaient reçu des syndicats allemands une leçon des plus désagréables pour leur amour-propre et ils ne pouvaient l'oublier. En juin 1906, M. Griffuelhes, secrétaire général de la Confédération générale du travail, recevait mandat du comité confédéral de s'entendre avec la commission syndicale d'Allemagne (équivalente du comité confédéral) pour organiser à Berlin et à Paris, simultanément, une grande démonstration contre la guerre. C'était au moment où les relations étaient tendues entre la France et l'Allemagne au sujet du Maroc. M. Griffuelhes se rendit à Berlin, exposa le but de sa mission et présenta le projet du comité confédéral. Il essuya de la part de la commission syndicale d'Allemagne un refus catégorique: une telle manifestation présentait un caractère politique, elle n'avait rien d'économique ni encore moins de corporatif; seuls les partis politiques socialistes des deux pays pouvaient l'organiser. M. Griffuelhes, qui ne veut rien avoir à faire avec les partis politiques français, jugea utile, malgré cela, de s'adresser au parti socialiste allemand. Il alla donc au Reichstag, où se trouvait M. Singer, député socialiste alle-

mand ; il lui expliqua de nouveau le but de son voyage et insista pour que les manifestations eussent lieu immédiatement. M. Singer ne crut pas devoir prendre sur lui de donner une réponse catégorique et alla trouver M. Bebel, chef du parti socialiste allemand ; celui-ci ne se dérangea même pas et fit répondre à M. Griffuelhes que, pour que les manifestations puissent avoir lieu, il faudrait que le comité confédéral s'abouchât avec le parti socialiste de France. Il était donc clair, d'après ces réponses, que les syndicats allemands se désintéressaient d'une question qu'ils considéraient, avec raison, comme purement politique et que le parti socialiste allemand se refusait à reconnaître comme ayant qualité pour organiser de telles manifestations une organisation syndicale, fut elle-même révolutionnaire. Devant ces échecs successifs M. Griffuelhes revint à Paris, et c'est certainement là qu'on trouve la raison véritable du refus du comité confédéral à poursuivre des relations avec les organisations syndicales étrangères et particulièrement avec l'Allemagne qui tient moralement une place prépondérante dans le bureau syndical international.

Des démarches furent faites de nouveau par le comité confédéral auprès du secrétariat international pour faire inscrire à l'ordre du jour de la conférence de Christiania, en 1907, ces mêmes questions. Comme par le passé le secrétariat ne crut pas devoir le faire. La Confédération prétendit voir dans cette attitude une mauvaise volonté catégorique et un abus du secrétaire, mais elle fut vite détrompée, car dans un ordre du jour la conférence de Christiania elle-même donna raison au secrétariat, et décida, une fois de plus, que ces questions « théoriques », ainsi que « celles qui concernent les tendances et la tactique du mouvement syndical dans les divers pays », n'étaient pas de la compé-

tence des conférences internationales des secrétariats nationaux. (1)

Malgré tout, n'osant pas rompre définitivement et catégoriquement avec les organisations étrangères, la Confédération, tout en se refusant à participer aux travaux du secrétariat international — conférences, enquêtes, statistiques — continua pourtant à lui payer ses cotisations.

La situation internationale de cette organisation prenait de ce fait un caractère ridicule, car, ou la France, au point de vue tactique syndicale, détient la vérité et par conséquent la détient seule, alors les autres nations se refusant obstinément à entrer dans sa voie, elle devait s'en séparer complètement ; ou bien, elle ne voulait pas paraître boudier les camarades étrangers et alors elle devait participer entièrement à tous leurs travaux. Au lieu de cela, sous prétexte que les étrangers ne veulent pas admettre la tactique de la grève générale et de l'antimilitarisme, les révolutionnaires se refusent à étudier avec eux les autres questions.

Le congrès de Marseille ordonna au comité confédéral de reprendre avec le secrétariat international les relations qu'il avait interrompues. Force fut donc d'agir ainsi et le secrétariat décida que la prochaine conférence aurait lieu, en septembre 1909, à Paris. La Confédération générale du travail l'organisa, mais on n'y discuta aucune des questions qui firent l'objet de la brouille.

N'ayant aucun espoir de faire adopter sa manière de voir par le secrétariat international, la Confédération proposa à la conférence de Paris que des congrès internationaux fussent organisés, dans lesquels les organisations nationales — syndicats, fédérations, etc. — seraient représentées direc-

(1) *Congrès de la Conf. gén. du trav.*, Marseille 1908, p. 21.

tement ; elle espérait ainsi faire discuter par ces congrès les questions qui lui tiennent tant à cœur. Les secrétaires étrangers furent nettement hostiles à ce projet et les délégués français, se voyant dans l'impossibilité de faire adopter leur proposition, préférèrent la retirer plutôt que de la voir repoussée à l'unanimité.

CHAPITRE VI

LA LÉGALITÉ DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

Il ne nous reste plus, pour terminer notre étude, qu'à rechercher si la Confédération générale du travail est une organisation légale, ou bien, au contraire, si elle est illégale. Cette question fut souvent étudiée et, pour des raisons de politique ou de sentiments, l'on soutint tour à tour des thèses différentes.

La Confédération générale du travail est une organisation composée d'unions de syndicats : fédérations d'industrie ou de métier, Bourses du travail ou unions locales de syndicats.

La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, qui est la charte des organisations corporatives, autorise la formation de « syndicats ou associations professionnelles, même de plus de vingt personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés » (art. 2). Tout syndicat dont les membres n'exerceraient pas « la même profession, des métiers similaires, ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés » est illégal et doit être dissout, en vertu de l'article 9. Ainsi ne pourront former un syndicat, des mécaniciens unis à des terrassiers et à des jardiniers ; mais les membres de chacune de ces corporations pourront séparément se constituer en un syndicat, grâce à l'article 2, et cela sans autorisation du gouvernement.

Mais la loi de 1884 n'autorise pas seulement la formation de syndicats ; son article 5 permet aussi la constitution d'unions de syndicats.

Ici les avis sont partagés : l'article 5 autorise-t-il l'union de syndicats divers ? ou bien une union, pour être légale, doit-elle, comme les syndicats qui la composent, se conformer aux prescriptions de l'article 2 ? En d'autres termes, les unions ne doivent-elles être constituées que de syndicats de « la même profession », de « métiers similaires », ou de « professions connexes », comme une union des syndicats de boulangers, une union des syndicats de métallurgistes ? ou bien, l'article 5 autorise-t-il une union formée des syndicats de ces deux corporations ?

L'article 5 de la loi de 1884 dit : « les syndicats professionnels régulièrement constitués, d'après les prescriptions de la présente loi, pourront librement se concerter... » Cet article ne parle que des syndicats « régulièrement constitués » et n'étend pas aux unions les prescriptions de l'article 2, mais il ne les en dispense pas formellement non plus. C'est sur ce point que porte toute la discussion.

La loi de 1884, a-t-il été soutenu, ne peut pas avoir autorisé dans l'article 5 des unions de syndicats ayant des intérêts différents, contraires mêmes, alors que les syndicats eux-mêmes ne peuvent se composer de personnes n'ayant pas le même intérêt professionnel ; donc l'article 5 ne permet les unions de syndicats que si elles sont constituées dans les conditions formellement inscrites à l'article 2. L'article 5 a pour seul objet de compléter l'article 2 : il autorise les unions de syndicats professionnels distincts entre syndicats dont les membres eussent pu, en vertu de l'article 2 constituer un même syndicat. Ainsi, par exemple, tous les ouvriers du bâtiment peuvent soit former un syndicat uni-

que (art. 2), soit former des syndicats tels que terrassiers, maçons, tailleurs de pierre, et réunir ces syndicats en une union (art. 5). Mais en aucun cas cette union ne peut exister entre des syndicats tels que l'alimentation et le bâtiment dont l'article 2 interdit l'entente.

D'autres prétendent, au contraire, que l'article 5 doit être interprété dans son sens le plus large, c'est-à-dire admettre la légalité des unions de syndicats composés de syndicats légalement constitués.

La lecture des travaux préparatoires de la loi de 1884, et plus particulièrement les discours de M. Waldeck-Rousseau, éclairent cet article 5 ; il ne peut plus rester aucun doute sur l'interprétation des sentiments du législateur. Ce qu'il a voulu, c'est autoriser des syndicats de diverses corporations à s'unir librement entre eux ; ceci est moins logique, d'ailleurs, car dans l'article 2 défense est faite à des membres de plusieurs corporations de se réunir en un seul syndicat, l'article 5, au contraire, autorise ces syndicats divers à s'unir entre eux pour constituer une union.

Le principal auteur de la loi de 1884 s'est prononcé à plusieurs reprises sur le sens de l'article 5. « Le gouvernement a eu à se demander s'il devait considérer les unions et les fédérations comme prohibées ; ou si, au contraire, le principe de la liberté des syndicats professionnels étant admis, il n'était pas de toute logique, de toute prudence, de ne rien retrancher aux conséquences naturelles d'un droit reconnu, et de permettre, non pas seulement une des formes d'association, l'union entre un certain nombre d'ouvriers appartenant à un même corps d'état, mais encore l'union entre plusieurs syndicats ouvriers à quelque corps d'état qu'ils puissent appartenir, si cette union avait pour objet ce que la loi actuellement soumise à vos délibérations ap-

pelle des intérêts communs. Vous savez quelle est la doctrine que nous avons soutenue devant la Chambre des députés, c'est vous dire assez quelle est la doctrine que nous demandons au Sénat d'adopter aujourd'hui (1) »... Cette doctrine était d'entendre l'article 5 dans son sens le plus large. Dans un autre discours au Sénat, il disait : « Si vous supprimez l'article 5 voici un des résultats auxquels on arriverait à l'heure actuelle, je ne dis pas sur un point isolé, mais dans tous les départements de la France : après avoir permis à 141 000 ouvriers mineurs de ne former qu'une seule et même association, vous interdirez à 150 ouvriers charpentiers, par exemple, de s'unir à 30 maçons et de poursuivre le pacte d'alliance jusqu'à ce point où un syndicat dans lequel se trouveront une vingtaine de fleuristes — je prends l'hypothèse même qui a été faite à une séance précédente — viendrait compléter le réseau l'ensemble de cette dangereuse organisation !

« Laissons, messieurs, ces exagérations de côté, — le Sénat, par l'attention qu'il me prête, prouve bien qu'il est inutile de pousser les choses à ce point, — et disons que la suppression de l'article 5 rapprochée du vote de l'article 2, c'est l'interdiction à des syndicats particuliers, si peu nombreux qu'ils soient de former des unions multiples, et c'est la permission donnée à une industrie spéciale, si formidable que soit l'armée qu'elle représente, de former un syndicat unique (2) ». Et dans la même séance il ajoutait : « Je crois donc, messieurs, que, loin de constituer un péril, l'union des chambres syndicales ouvrières est bien véritablement le corollaire nécessaire de la liberté des syndicats particuliers. Et cela est tellement évident que j'attends

(1) Waldeck-Rousseau. *Questions sociales*, p. 212.

(2) Waldeck-Rousseau. *Questions sociales*, p. 252-253.

encore qu'à cette tribune un des orateurs éminents qui ont combattu l'article 5 apporte cette proposition ferme : nous permettons à 100 000 mineurs de s'associer, et nous défendons à 150 tailleurs et à 300 jardiniers de former une union (1) ». Le 2 février 1884 il revenait sur cette question : « Après avoir reconnu aux associations ouvrières le droit de former des syndicats, je vous demande de ne pas leur refuser la liberté moindre, meilleure, de former ce que j'appellerais volontiers une sorte d'association du second degré qui permettra d'établir un lien entre des intérêts différents, entre des intérêts souvent rivaux (2) ».

Ainsi donc le doute n'est pas permis, l'article 5, éclairé par les discours de M. Waldeck-Rousseau, doit être interprété dans son sens le plus large, c'est-à-dire l'autorisation de former, par la réunion de syndicats, des unions ou fédérations composées d'individus appartenant à des professions diverses.

La Confédération générale du travail, union de fédérations, est par conséquent légalement constituée et l'on ne peut prétendre la dissoudre en vertu de l'article 5 § 1 de la loi de 1884. Mais de là ne s'en suit pas qu'elle ne viole aucunement la loi.

Les unions de syndicats peuvent « librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » (art. 5). Cette énumération est limitative; le législateur a fixé le rôle des syndicats et n'a pas voulu que ce rôle fût outrepassé par eux ou par leurs unions.

La Confédération générale du travail devrait donc s'occuper uniquement des « intérêts économiques » de ses adhé-

(1) Waldeck-Rousseau. *Questions sociales*, p. 276.

(2) Waldeck-Rousseau. *Questions sociales*, p. 302.

rents. Or le but principal qu'elle s'est assigné c'est la lutte en vue d'une transformation, plus ou moins violente, de la propriété individuelle en propriété collective. Est-ce là un « intérêt économique » ? Les syndicalistes répondent par l'affirmative : est « intérêt économique » tout ce qui touche à la production et à l'échange ; les questions de salaires ne sont pas les seules questions économiques ; selon que la propriété sera individuelle ou collective le sort de l'ouvrier changera ; tout ce qui touche aux intérêts économiques, au sens large du mot, est de la compétence des syndicats.

Quant à nous, notre réponse est toute autre : la transformation de la propriété est une question politique qui est exorbitante de la compétence des syndicats et des unions de syndicats, car cette transformation ne va pas sans une modification du Code civil. Si l'on admettait même que la Confédération générale du travail puisse chercher à changer la base de la société, à supprimer la propriété individuelle, en estimant que cela constitue une question « économique », il n'en reste pas moins vrai que les moyens qu'elle préconise et qu'elle emploie pour atteindre ce but sont illicites.

Ces moyens nous les connaissons ; ce sont l'action directe, l'émeute, le sabotage, l'antimilitarisme et l'antipatriotisme, la grève générale. Ce sont là des faits qui constituent une action politique, prohibée par la loi de 1884. C'est dans son action que la Confédération générale du travail viole la loi d'une façon absolue et incontestable : fondée légalement, elle est sortie de la légalité.

On ne peut soutenir que l'antimilitarisme, l'antipatriotisme, l'excitation à l'action directe, la préparation de la grève générale destinée à assurer l'expropriation capitaliste entrent dans le cadre légal prévu par le législateur.

Exerçant une action illicite, cette organisation tombe sous le coup de l'article 9 de la loi de 1884.

Mais cet article ne mentionne que les syndicats et il n'y est pas question des unions ; de ce fait on prétend que « les directeurs et administrateurs » des unions échappent à son application, et que les unions échappent elles-mêmes à la dissolution, puisque la loi ne prévoit dans son texte que la dissolution des syndicats. En matière pénale tout est de droit étroit, dit-on, et par conséquent la Confédération générale du travail ne peut être dissoute, et ses directeurs ne peuvent être poursuivis par application de la loi sur les syndicats.

C'est faire là une fausse interprétation de cette maxime de droit pénal. En effet il est trop clair que l'article 9, encore qu'il ne porte pas expressément le terme d' « unions », s'applique aussi bien à elles qu'aux syndicats. Prétendre le contraire serait méconnaître l'esprit et le désir du législateur. Il aurait refusé aux unions le droit de s'occuper d'autres choses que d' « intérêts économiques », et ces défenses une fois édictées, il leur aurait laissé un caractère platonique en n'établissant aucune sanction, aucune pénalité au cas où elles seraient enfreintes. Ceci est insoutenable !

Si l'on supposé pourtant que cette façon d'interpréter le texte de l'article 9 de la loi de 1884 est la meilleure, on ne peut cependant nier que la Confédération générale du travail soit illégale, et il y aura un moyen de l'atteindre, grâce à la loi de 1901 sur les associations.

Ici il n'est plus possible de la soustraire théoriquement à l'application de la loi. Elle a pu s'échapper de la loi de 1884 en prétextant se constituer sous ses auspices mais ne pas supporter les conséquences qui en découlent ; avec la loi de 1901 rien de semblable.

L'article 3 de cette loi dit : « Toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement, est nulle et de nul effet ». On essaiera bien de discuter sur le but et l'objet de la Confédération ; on prétendra qu'elle ne s'occupe que de questions purement économiques et qu'elle n'est pas illicite ; les résolutions prises dans ses congrès, les affiches, les brochures et les articles de la *Voix du Peuple* démontreront facilement qu'il n'en est rien, que son but et son action sont politiques et qu'elle est fondée véritablement « en vue d'un objet illicite, contraire aux lois ». Aucun doute ne peut exister sur la valeur et la signification de ces termes. M. Trouillot, rapporteur de la loi de 1901, s'expliquait de la façon suivante à la Chambre des députés : « Ce qui est un délit, c'est de pousser non à la transformation régulière des lois, mais à la violation de la loi ; c'est le fait de former une association qui aurait pour but de prendre par la force les propriétés privées ou publiques, de détruire, de confisquer la propriété... Les mots contraires aux lois signifient contraire à ce qui est défendu, prohibé et puni par la loi » (1). Et M. Vallé déclarait au Sénat : « Il est bien certain que toute association qui se propose non pas de discuter la question de propriété ou la question de liberté du travail, mais de détruire la propriété ou d'empêcher le travail, constitue une association contraire à la loi et ayant un objet illicite » (2). N'est-ce pas la clarté même ? Ces paroles semblent avoir été prononcées pour la Confédération générale du travail tant elles s'appliquent bien au cas de cette organisation.

(1) *Le Temps*, 6 mai 1907.

(2) *Le Temps*, 6 mai 1907.

Les sanctions figurent aux articles 7 et 8 de la loi du 1^{er} juillet 1901. « En cas de nullité, prévue par l'article 3, la dissolution de l'association sera prononcée par le tribunal civil, soit à la requête de tout intéressé, soit à la diligence du ministère public » (art. 7). « Seront punis d'une amende de 16 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à un an, les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'association qui se serait maintenue ou reconstituée illégalement après le jugement de dissolution. Seront punies de la même peine toutes les personnes qui auront favorisé la réunion de l'association dissoute, en consentant l'usage d'un local dont elles disposent » (art. 8).

D'ailleurs, M. Viviani, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, déclarait à la tribune de la Chambre des députés (1) : « Je ne fais aucune difficulté de reconnaître que, l'article 3 en main, son sort est bien mauvais... Il n'est pas douteux que la loi à la main vous pouvez déclarer que la Confédération sera dissoute. »

La Confédération générale du travail, tant au point de vue de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, qu'au point de vue de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations, est donc une organisation illégale, et les tribunaux, si le cas leur était soumis, pourraient et devraient en prononcer la dissolution.

(1) *Journal Officiel* du 24 octobre 1908.

CONCLUSION

Nous avons terminé l'étude que nous nous étions assignée et, après avoir étudié les Bourses du travail et la Confédération générale du travail, il convient de jeter un rapide coup d'œil sur les conclusions qui se dégagent des faits et des théories que nous avons présentés précédemment.

Au point de vue économique et social l'œuvre des Bourses du travail est nulle et elles ne nous semblent pas avoir une tendance à s'améliorer. Leur œuvre de propagande syndicale, au contraire, si l'on entend par là une œuvre d'anarchie, est très importante.

Dans l'esprit de tous ceux qui ont aidé et favorisé la création des Bourses du travail, pour MM. de Molinari, Ducoux, Mesureur, pour les membres du Conseil municipal de Paris, le but assigné à ces organisations était purement corporatif et économique. Les Bourses du travail ne devraient s'occuper, et ceci ressort nettement des citations que nous avons présentées au cours de notre étude, que de placement, de statistiques et des conditions du travail. Pas de politique, pas d'action révolutionnaire, telle est la pensée des créateurs des Bourses du travail ; on n'insistera jamais assez sur ce point.

D'institutions spécialement créées pour le placement des ouvriers sans travail, elles sont devenues, presque dès leur apparition, des foyers d'anarchisme. Leur œuvre antimilitariste est considérable ; leur participation aux émeutes et aux actes de violence est de chaque jour. Il est encore utile

d'insister sur ce fait qu'elles ne vivent pas de leurs ressources propres ; seules les subventions municipales et départementales, qu'elles reçoivent à profusion, leur permettent d'exister. Le contribuable fait donc tous les frais d'une action violente dirigée contre lui.

Il est urgent, si l'on ne veut pas risquer d'enrayer trop tard un mal déjà trop réel, de leur supprimer des subsides qui ne servent qu'à battre en brèche les institutions actuelles. Si l'on ne veut pas aller jusque là, il faut au moins régler sévèrement l'allocation des subventions et réclamer des justifications exactes et précises de l'usage qu'elles en font.

Les Bourses du travail ne sont que des organisations de guerre de classes dont le but est le renversement de la société actuelle, elles sont logées et entretenues par les contribuables dont elles ne cherchent que la ruine. Cette situation est pour le moins bizarre.

D'ailleurs, leur attitude ne peut laisser aucun doute sur le but qu'elles poursuivent ; ne sont-elles pas en effet affiliées à cet organisme de désorganisation qu'est la Confédération générale du travail ?

Plus encore que celle des Bourses, l'œuvre de la Confédération générale du travail est néfaste. Au point de vue économique elle ne fait rien et ne peut rien faire. Organisation de coordination de l'action syndicale, elle n'est rien autre. Si elle se contentait d'unifier l'action économique des syndicats on ne pourrait guère la blâmer, mais c'est uniquement l'action anarchique qu'elle centralise.

Elle ne présente et ne tolère aucune théorie raisonnable ; elle va à l'extrême en utilisant la violence ; elle n'agit que pour l'émeute et par elle. Elle ne peut aboutir à aucun résultat satisfaisant ; elle ne sème et ne sèmera que des ruines dans

l'industrie et le commerce, et jettera le trouble dans la nation.

S'il est naturel et légitime que les ouvriers songent à l'amélioration de leur situation, on doit exiger d'eux qu'ils le fassent dans les formes légales ; ils ont les mêmes droits que les autres citoyens, mais ils n'en ont pas plus, et on ne peut plus tolérer qu'ils songent à cette amélioration en violant les lois qui s'appliquent sans restriction à tous les citoyens, seraient-ils même ouvriers et syndiqués.

La Confédération générale du travail ruine les familles ouvrières par la perte des salaires qu'elle provoque ; elle arrête les affaires ; elle prive des commandes du dehors nos industriels et nos commerçants. Sa propagande s'étend partout, à l'industrie, au commerce, à l'agriculture, à la marine ; tout est atteint par elle, administrations de l'État, ouvriers et fonctionnaires des postes, télégraphes et téléphones, instituteurs, ouvriers des arsenaux, tous sont touchés. Rien de grand ni de noble ne peut sortir de ses théories, elle n'engendre que lâcheté et égoïsme immoral. Les sentiments altruistes lui sont inconnus, l'attitude de ses dirigeants en est une preuve par la façon dont ils se disputent avec rapacité le pouvoir. Il est grand temps que son action cesse, que sa propagande s'arrête, sans cela elle pourra les éléments les meilleurs et les plus honnêtes du prolétariat.

Cette action et cette propagande, ce sont les contribuables qui en font tous les frais. Elle aussi ne vit en grande partie que des subventions municipales et départementales, quoiqu'elle ne les touche pas directement. Sa caisse n'est-elle pas alimentée par les cotisations de ses organisations adhérentes, qui sont subventionnées ?

Ses effectifs sont peu nombreux, 300.000 adhérents

seulement et tous n'admettent pas sa doctrine, dit-on. Cela est vrai, mais que l'on prenne garde. Elle pourra facilement augmenter le nombre de ses adhérents, et ses théories les plus néfastes pourront s'infiltrer dans une partie du public qui n'est pas syndiqué. Il est, en effet, facile de faire commettre des actes malhonnêtes et des lâchetés qui profitent; il est difficile, au contraire, de faire accomplir des actes héroïques ou même simplement honnêtes. Vivre dans l'espoir de voir les syndicats revenir à des sentiments meilleurs et plus raisonnables est se bercer d'une illusion dangereuse.

Après vingt-cinq ans d'un régime de liberté, les syndicats n'ont pas répondu aux espoirs de ceux qui ont voulu les fonder; il est temps de se préoccuper de la réalité. Nous ne combattons pas le syndicalisme, nous ne demandons pas l'abrogation de la loi de 1884, mais nous estimons qu'il est utile de prendre des mesures de précaution. Il faut interdire aux syndicats toute action autre que celle strictement limitée par la loi; il faut les rendre civilement responsables des actes qu'ils commettent. Les autoriser à posséder et frapper à la caisse, tel nous semble être le seul remède.

La loi de 1884 n'a pas été faite pour organiser la grève générale ni la guerre civile, pas plus que la rébellion ni la désertion. La Confédération générale du travail constitue un Etat dans l'Etat, elle contrevient à cette loi, car elle porte atteinte à la liberté des citoyens et à l'ordre public.

Le syndicalisme, tel que le pratique cette organisation, n'est pas un régime de liberté; loin de chercher à convaincre ceux qui ne sont pas de son avis, elle les frappe. Elle brutalise, blesse et tue ses adversaires et ceux qui restent indifférents; elle vole, pille et détruit les propriétés individuelles; elle sème la terreur et commet des crimes partout où elle agit. Les syndicats, sous sa direction, non

seulement ne se préoccupent pas de l'amélioration du sort de leurs adhérents, mais encore emploient toute leur activité pour empêcher ceux-ci d'obtenir un peu de bien-être. Tout dernièrement un exemple remarquable de cette résistance s'est produit.

M. Audebert, carrier en Seine-et-Oise, voulait réaliser chez lui, dans une pensée de philanthropie et de paix sociale, le système de la participation aux bénéfices. Il proposa à ses ouvriers de leur attribuer la moitié des bénéfices nets de son entreprise au prorata des salaires de chacun d'eux. Dans le projet de contrat qu'il soumit à ses ouvriers il posait quelques conditions très normales : il exigeait l'assiduité au travail, la correction avec les clients, la prudence pour éviter les accidents, il interdisait l'état d'ivresse sur les chantiers, l'absence aux heures d'embauchage, les disputes et les malversations. Il donna quarante-huit heures à ses ouvriers pour réfléchir. Au bout de ce délai les ouvriers lui apportèrent un refus pur et simple basé sur cette seule réponse : « nous lisons entre les lignes ». Il ne put en tirer davantage et jamais il ne sut ce que son personnel avait bien pu lire entre les lignes. Pour le récompenser de son effort de concorde, de son désintéressement et de son humanité, la grève recommença sans autre explication dans ses chantiers, il reçut des menaces de mort et plusieurs coups de feu furent tirés pendant la nuit sur les fenêtres de l'appartement qu'il habite avec sa femme (1).

Ce qu'il faut à la Confédération générale du travail, c'est la misère pour ses adhérents, la faim, le chômage ; ainsi elle pourra leur prêcher la violence, dont l'action est si féconde, les résultats si merveilleux. Plus ils seront mal-

(1) *Le Temps*, 14 octobre 1909.

heureux, plus la vie leur sera cruelle, plus ils seront portés à la révolte, à l'anarchie ; c'est ce qu'il lui faut !

Mais là ne s'arrête pas sa propagande. Elle s'attaque aux institutions qui sont la base même de notre civilisation : l'armée, la patrie. Ce n'est pas le moindre des dangers que nous présente cette organisation.

La nation n'est pas encore profondément touchée par les théories antimilitaristes, mais elle n'est peut-être pas loin de l'être ; c'est un grave danger. Le nombre des insoumis augmente chaque jour, et c'est surtout dans les grandes villes, à Paris principalement, que l'on constate cette augmentation anormale depuis quelques années. C'est aussi dans les grandes villes, et à Paris surtout, que s'exerce la néfaste action de la Confédération générale du travail. On prétend qu'il n'y pas de cause à effet entre la Confédération générale du travail et la propagande antimilitariste, et qu'en supprimant celle-là on ne réduirait pas celle-ci à l'impuissance. C'est possible, mais qu'importe ? il n'en reste pas moins vrai qu'elle est un des facteurs les plus actifs de cette lutte engagée contre les forces vives de la nation. On ne supprimera peut-être pas l'antimilitarisme en agissant ainsi, mais on lui portera néanmoins un coup salutaire, et il faut mettre en mouvement tous les moyens possibles pour combattre une telle propagande. Le mal est tel qu'au mois de novembre dernier le gouvernement a cru devoir prendre l'initiative de déposer un projet de loi pour réprimer d'une façon sévère les outrages au drapeau ; c'est une preuve indiscutable de l'acuité de la propagande et de l'œuvre néfastes que nous avons signalées.

La violence prend la place de la discussion, des scènes scandaleuses se passent chaque jour dans les chantiers, dans les ateliers, dans les usines.

Le commerçant et l'industriel supportent, bien contre leur gré et par force, toutes les difficultés qui surgissent et qui peuvent les conduire à la faillite, à la ruine, après des années de labeur et d'économie.

L'industriel est obligé de résilier des contrats parce qu'il ne peut livrer à temps des marchandises qui ne sont pas confectionnées par suite des grèves journalières ; il subit des réclamations, paye des indemnités à la suite des malfaçons commises par son personnel saboteur. Le commerçant est inquiet, il ne peut plus, il n'ose plus prévoir longtemps à l'avance les besoins qu'il aura à satisfaire ; les commandes qu'il fait aux industriels subissent des retards préjudiciables à ses intérêts ; il court continuellement le risque de ne pas recevoir les objets et les denrées sur lesquels il compte pour satisfaire les besoins de sa clientèle. Aussi cherchent-ils à se défendre contre un tel état de choses. De tous côtés on se ligue contre la Confédération générale du travail. Les patrons s'allient et cherchent, individuellement ou en commun, les moyens les plus efficaces pour lutter victorieusement contre ces gens qui excitent leur personnel ouvrier et employé. Ils forment des syndicats pour défendre leurs intérêts menacés. Les entrepreneurs cherchent à diminuer la main-d'œuvre dans leurs chantiers par une adaptation meilleure et plus rationnelle du machinisme. Les grands industriels se soutiennent mutuellement par des caisses communes dans lesquelles peuvent puiser, sous certaines conditions, ceux d'entre eux dont le personnel s'est mis en grève. Le consommateur, le public, ne reste pas indifférent à cette lutte, car il se trouve atteint dans ses habitudes et dans ses besoins.

Tout cela rend le pays nerveux, inapte à suivre une ligne de conduite droite. Si c'étaient des individualités qui seules

subissaient le contre coup de toutes ces perturbations, certes le mal ne nous laisserait pas insensible, mais nous y attacherions moins d'importance. Mais ce qui est d'autant plus grave c'est que c'est le pays qui supporte et fait les frais de cette agitation. Les étrangers profitent de cette situation et s'en vont crier partout, avec quelque raison, que l'on ne peut plus compter sur l'exactitude de nos industriels à livrer les commandes, ni sur la bonne qualité des marchandises qu'ils fournissent par suite de l'application systématique du sabotage, allégation d'une gravité exceptionnelle, nos produits étant réputés jusqu'à présent remarquables par leur facture et leur fini.

C'est la réputation industrielle de la France qui pourrait être compromise par l'action dissolvante de la Confédération générale du travail. Ce spectacle de lutte intérieure rejouit l'étranger et lui permet de répéter sans cesse, avec un semblant de raison, si l'on s'en tient aux apparences, que la France a terminé son rôle de grande nation mondiale, qu'elle n'est plus qu'un pays de dégénérés qui n'ont plus aucune volonté ni aucun ressort, que la France est un pays en décadence.

Malgré toute l'indignation que nous éprouvons à entendre de pareilles appréciations, nous devons reconnaître qu'il est urgent d'y réfléchir. Notre prestige diminue. L'anarchisme syndical risque d'avoir les plus graves conséquences.

Dans l'état actuel des tendances de la Confédération générale du travail une solution paraît donc s'imposer : sa dissolution.

Les anarchistes ont engagé la lutte de classes, ils poursuivent les hostilités, ils déclarent la guerre à l'organisation actuelle, à elle de se défendre.

Les sentiments de pitié, de commisération pour des individus que l'on traite trop facilement d'égarés et qui en profitent largement n'ont pas de valeur et ne sont pas de mise en pareils cas : avant l'humanité passe le pays.

Salus populi suprema lex esto.

Vu :

le Président de la thèse.

Ch. GIDE.

Vu :

Le Doyen,

A. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

le Vice-recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- A. B. C. syndicaliste.* — Georges Yvetot. (Br.).
L'Action directe. — (Journal).
L'Action ouvrière. — (Journal).
L'Action syndicale. — Louis Barthou.
L'action syndicale et les anarchistes. — Paul Délesalle. (Br.).
L'action syndicaliste. — Victor Griffuelhes. (Br.).
L'Almanach de la Révolution. — 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909.
L'Annuaire de la Bourse du travail de Paris. — 1889-1892.
L'Annuaire des syndicats professionnels. — Direction du travail.
Au lendemain de la grève générale. — Girault. (Br.).
L'Avenir socialiste des syndicats. — Sorel.
Les Bases du syndicalisme. — Pouget. (Br.).
Les Bourses du travail. — De Molinari.
Les Bourses du travail en France. — Boivin.
Les Bourses du travail et la C. G. T. — P. Délesalle. (Br.).
Le Bulletin municipal officiel.
Ces Messieurs de la C. G. T. — M. Leclercq et E. Girod de Fleaux.
Choses du Havre. La Bourse du travail devant l'opinion. — (Br.).
Comment nous ferons la Révolution. — E. Pataud et E. Pouget.
La Confédération générale du travail. — P. Délesalle. (Br.).
La Confédération générale du travail. — Pouget. (Br.).
La Conférence extraordinaire des Bourses et des Fédérations. — 1909. (Br.).
Les Congrès des Bourses du travail. — 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1900, 1901, 1902.
Les Congrès de la Confédération générale du travail. — 1895, 1896, 1897, 1898, 1900, 1901, 1902, 1904, 1906, 1908.
Les Congrès ouvriers et socialistes français. — Blum. (2 Br.).
Les Congrès ouvriers en France (1876-1897). — Léon de Seilhac.
Les Congrès ouvriers en France (1893-1906). — Léon de Seilhac.
Coup d'œil sur la crise sociale et les problèmes du travail. — A.-F. Chollet. (Br.).

- La décomposition du Marxisme.* — Sorel. (Br.).
Les Deux méthodes du syndicalisme. — P. Délesalle. (Br.).
Deux principes de vie sociale. — Louis Niel. (Br.).
L'Erreur syndicaliste. — Fernand Jacq. (Br.).
L'Evolution du syndicalisme en France. — Kritsky.
La Grève générale. — Etienne Buisson. (Br.).
La Grève générale et le syndicat Guérard. — Félix Roussel. (Br.).
La grève, les salaires et le contrat de travail. — Zolla.
La Guerre Sociale. — (Journal).
Histoire des Bourses du travail. — F. Pelloutier.
Histoire de la Bourse du travail de Paris. — Le Theuff.
Histoire de la Bourse du travail de Toulouse. — Pradelle.
Historique du conflit de la Bourse du travail de Nice. — (Br.).
L'Humanité. — (Journal).
Le Journal. — (Journal).
Le Journal Officiel.
La journée de huit heures. — (Br. éditée par la Confédération générale du travail).
Le Manuel du paysan. — (Br. éditée par le comité fédéral des Travailleurs agricoles du midi).
Le Moniteur des travaux publics. — (Journal).
Le Mouvement socialiste. — (Revue).
Le Musée social. Les Annales.
Notices sur les Unions locales, Unions départementales, Unions régionales de syndicats divers. — Editée par la Confédération générale du travail, section des Bourses. (Br.).
Le nouveau manuel du soldat. — Yvetot. (Br.).
Les objectifs de nos luttes de classes. — V. Griffuelhes et L. Niel. (Br.).
Les Pages Libres. — (Revue).
Le Parti du travail. — Pouget. (Br.).
Le Parti socialiste et la Confédération du travail. — J. Guesde, H. Lagardelle, E. Vaillant.
Qu'est-ce que la Grève générale ?. — Girard et Pelloutier. (Br.).
Questions sociales. — Waldeck-Rousseau.
Réflexions sur la violence. — Sorel.
Règlements de la Bourse du travail de Nantes. — (Br.).
La Réforme économique. — (Journal).
Répertoire des organisations corporatives adhérentes à la Confédération générale du travail.

La Révolution. — (Journal).

La Révolution !... Et après ?... Le corporatisme. — Ed. Potier. (Br.).

La Revue socialiste. — (Revue).

La Revue syndicaliste. — (Revue).

Souvenir d'inauguration de la Bourse du travail de Nîmes. — (Br.).

Le syndicalisme et la transformation sociale. — Lorulot et Yvelot. (Br.).

Le syndicalisme dans l'évolution sociale. — J. Grave. (Br.).

Syndicalisme et Révolution. — Pierrot. (Br.).

Le syndicat. — Pouget.

Les syndicats ouvriers en France. — Pelloutier.

Syndicats ouvriers. Fédérations. Bourses du travail — L. de Seilhac.

Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste. — F. Challaye.

Le Temps — (Journal).

Les Temps nouveaux. — (Journal).

Le Travail national. — (Journal).

La Typographie française. — (Journal).

Vers le Bonheur. — Sébastien Faure. (Br.).

La vie ouvrière en France. — Pelloutier.

La Voix du Peuple. — (Journal).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Pages 1
PREMIÈRE PARTIE	
<i>Les Bourses du travail.</i>	17
CHAPITRE PREMIER	
Histoire des Bourses du travail.	17
CHAPITRE II	
Fonctionnement des Bourses du travail	49
CHAPITRE III	
L'œuvre économique des Bourses du travail	69
I. Mutualité	70
1° Le placement.	70
2° Le viaticum.	73
3° L'Office national ouvrier de statistique et de pla- cement	95
4° Les secours de chômage	106
5° Caisses diverses	108
II. Enseignement.	114
1° Les bibliothèques	114
2° Les musées du travail	116
3° Les offices de renseignements.	122
4° La presse corporative	124
5° L'enseignement	128
CHAPITRE IV	
L'action syndicale des Bourses du travail	142
1° L'action des Bourses du travail sur le paysan.	143
2° L'action sur le marin	152
3° L'action coopérative des Bourses du travail	157

	Pages
CHAPITRE V	
La Fédération des Bourses du travail de France et des Colonies de 1892 à 1902	161
CHAPITRE VI	
Les congrès de la Fédération des Bourses du travail de France et des Colonies	182
CHAPITRE VII	
Les Unions départementales et régionales	199
CHAPITRE VIII	
Le rôle des Bourses du travail dans la société future . . .	208

DEUXIÈME PARTIE

<i>La Confédération générale du travail.</i>	213
--	-----

CHAPITRE PREMIER

Histoire de la Confédération générale du travail	213
1° La Confédération générale du travail de 1893 à 1902.	214
2° La Confédération générale du travail depuis 1902 .	237

CHAPITRE II

Le fonctionnement de la Confédération générale du travail depuis 1902	248
1° La section des Fédérations d'industrie et de métier et des syndicats isolés	248
2° La section de la Fédération des Bourses de travail .	264
3° Le comité confédéral.	274
4° La Confédération générale du travail et les partis politiques	287
5° La commission de contrôle	293
6° La commission des grèves et de la grève générale .	294
7° La commission du journal	300
8° La Maison des Fédérations.	318
9° Les congrès de la Confédération générale du travail.	324
10° La représentation proportionnelle	333

CHAPITRE III

Pages

Les tendances du syndicalisme	347
1° Le syndicalisme révolutionnaire	348
2° Le syndicalisme réformiste	367
3° Le syndicalisme réformiste-révolutionnaire	374

CHAPITRE IV

Les moyens d'action de la Confédération générale du travail	378
1° Les grèves	385
2° La grève générale	411
3° Le sabotage	430
4° Le boycottage	443
5° Le label	446
6° L'antimilitarisme et l'antipatriotisme	454
7° L'agitation dans la rue	476

CHAPITRE V

Les relations internationales	485
---	-----

CHAPITRE VI

La légalité de la Confédération générale du travail	493
Conclusion	502
Bibliographie	511

SAINT-AMAND (CHER). -- IMPRIMERIE BUSSIÈRE.
